

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES

TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Paixes,
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;*

AVEC
LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre,
les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, &
Protectations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des
grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les
désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la TRÈS-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de cel-
les de quelques autres Princes & Etats, comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres, des Manuscrits,
de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE,
qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout, des Attes de RYMER;
& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,
ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VIII. PARTIE II.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A T E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

M D C C X X X I



T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la II. Partie du VIII. Tome.

ANNO 1719.	T raité d'Alliance entre l'Empereur des Romains comme Souverain des Pais Héritaires, & les Rois de la
5. Janv.	GRANDE-BRETAGNE & de POLOGNE comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à Vienne le 5. Janvier 1719. 1
8. Janv.	Manifeste du Roi de FRANCE sur la fausseté de la Rupture entre la France & l'Es- pagne. 3
9. Janv.	Ordonnance du Roi de FRANCE, con- cernant la Declaration de Guerre contre l'Es- pagne, du 9. Janv. 1719. 7
—	Plan proposé pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswick. 8
19. Août.	Renouvellement de la Serenissime Archevêché MARIE JOSEPH, Epouse du Prin- ce Royal & Electoral de Saxe FREDÉ- RIC AUGUSTE. 10
18. Nov.	Convention inter SACRAM CÆSAREAM & Catholicam Majestatem & Rege Ma- jestas, nuncum CHRISTIANIS- SIMAM & BRITANNICAM facta, de novo Terminis terminis Regi Ca- tholico PHILIPPO continenda, qui quidem clausis, Filius vel Fili ejus ex Re- gina moderna prioratui vel priorandi pro vicibus à Successione Dilectionis Hetrærie, Penne & Placentie habentur. <i>Alam</i> Haga-Comitis 18. Novembris 1719. Com- missi separatis Articulis & Plenipoten- tiarum Tabulis ad eandem Conventionem per- tinentibus. 12
1. Nov.	Traité de Paix entre GEORGE Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur & Duc de Brunswick & ULRIQUE ELEONO- RE, Reine de Suède par lequel en conformité du Traité Préliminaire conclu le 11—22. Juillet 1719. les Ducs de Bremen, & de Verden font ceder audit Roi, comme Electeur & Duc de Brunswick, avec les mêmes Droits, & Titres, que la Couronne de Suède les possédait par la Paix de West- phalie, y compris spécialement le Droit de voix & de Séance aux Diètes de l'Empire, le Dialecte dans le Cercle de la Basse- Saxe, & les Droits sur le Chapitre Cathé- dral de Hambourg & sur celui de Brema, comme aussi la propriété de la Ville de Wilsdruff avec son Bailliage, tenu ci- devant à Titre d'Engagement par le Duc de Brunswick. En échange de quoi le Roi Electeur & Duc promet à Sa Majesté Sué- doise, de lui faire payer en trois Termes une Somme d'un Million d'Ecus Monnoye de Leipzig, de maintenir les Sujets &

TOM. VIII. PART. II.

ANNO 1719.	Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privilèges, tant à l'égard de la Religion, qu'autrement, & de faire rendre une favo- rable Justice conformément aux principes du Sénat CHARLES XII. à ceux, qui se trouveront avoir été grevés, dans la grande & générale Rébellion qui s'estoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir, exactement, tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suède, y compris les Garanties en faveur de la Maison de Holstein-Gottorp, & de même de les renouveler prochainement selon & en conformité de la Convention présente. Fait à Stockholm le 18. Novembre 1719. Avec les ARTICLES SEPARES, par- teux que le Roi Electeur donnera une en- tière satisfaction à la Couronne de Suède au sujet des Contributions exigées du Pais par ses Generaux, avant qu'on ait pris posses- sion, comme aussi, à l'égard du Magasin de la Forteresse d'Otterberg, du Paillan de Guerre Bremer-Schlager, & de quelques autres Articles concernant les Officiers & Sujets du Pais, le tout selon le Règlement, qui en sera fait, & convenu par des Com- missaires, qu'on nommera sur ce sujet, de part & d'autre. Fait à Stockholm le 18. Novembre 1719. 15
1720. 26. Janv.	PHILIPPUS, Rege Hispaniarum Ac- ceptatis Articulis Conventionis 18. Julii 1718. Læticæ Parisiorum inter Reges Francie & Majest Brannicæ factæ, præ- sertim in eo quod spectat ad Pacem cum Imperatore inendam. Datum Madrid die 26. Januarii 1720. 17
11. Janv. 1. Fevr.	Fœdus inter ULRICAM ELEONO- RAM Sacram Regiam & GEOR- GIUM Majest Brannicæ Regem in obsidionem annos, mediante Rege Chris- tianissimo peractum, quo anterioribus Fœderi- bus reimpunctis, & per hæc hæc habitis Partes conveniant de auxiliis fœli invicem in omni casu necessitatibus ferendis, Rex pol- licetur Regine quon primus ei velle Sub- sidium & Armis in Bello præstanti contra CZARUM Moscovie, &que continen- tibus usque restitutum, Regine ve- ro & Regis sui obsequio ad perpetuum Guarantiam Successionis Regie Brannicæ in Domo & Familia Læticæ-Hæren- dum. <i>Alam</i> die 11. Januarii 1720. 18
11. Janv. 1. Fevr.	Traité de Paix entre ULRIQUE ELEO- NORE Reine de Suède & FREDÉ- RIC GUILLAUME Roi de Prus- se, fait & conclu par la Médiation de Leurs 2

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1730.	Leurs Majestés T. C. & Britannique. Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de la Grande-Bretagne & la Reine, le 18-19. Août 1719. y est fait par leur ordonnance. Sa Majesté Suédoise y cède à Sa Majesté Prussienne la Pile de Stettin avec le Territoire situé entre l'Oder & le Pélone, c'est-à-dire les Isles de Wolow, & de Uff- dow, & les Piles de Damm, & de Gölbin avec leurs appartenances, & le Pélone servira de bornes de l'Amour entre la Pomeranie Prussienne, & la Pomeranie Suédoise, au cas que celle-ci puisse être retirée des mains du Roi de Danemarck, à quoi Sa Majesté Prussienne promet d'employer ses meilleurs efforts. Quant au Droit de voie, & de passage aux Dultes de l'Empire, il demeurera entre les deux Parties sur le pied des anciens Traités. Au surplus Sa Majesté Prussienne promet de concéder les Habita- tions des Liens, qui lui sont cédés, en tous leurs Privilèges & en tous leurs Droits sauf le libre Exercice de leur Religion selon le Titre 1. des Ordonnances de la Pomeranie de l'an 1669. de ne donner aucune affir- mation au Cas de Mueritz durant cette Guerre, & de payer à la Reine une Somme de deux Millions d'Ecus, & de ne rien changer à l'Etat des Poles, & même de donner aux Suédois une Million françois à Avance pour y recevoir & ouvrir leurs Pavans. Fait à Stockholm le 21. Janvier 1720. 11	sa trois fois, & les Impériaux doivent leur fourir, pour leur Argent, les Bâtimens dont ils auront besoin. Fait au Camp ap- près de Palerme le 6. Mars 1720. 27	ANNO 1730.
17. Fevr.	PHILIPPE V. Regis Hispaniarum Ac- tibus iteratis, & per Plenipotentiarium suum, ad Tractatum hoc Concordatum Lan- dini 2. Augusti apud nos initum ratifica- tione sua confirmavit 17. Febr. 1725. 36	Traité de Paix entre la Reine & le Roi de SUEDE d'une part, & le Roi de DANNEMARC d'autre part, par la Médiation du Roi de la GRANDE- BRETAGNE & aussi du Roi de FRANCE. Sa Majesté Dannoise y refuse à la Couronne de Suède toutes ses Conquêtes en Pomeranie jusqu'au Pélone, comme aussi la Pile de Wummer, & elle promet de ne point assiéger le Czar, ni aucun autre Ennemi de la Suède contre elle. En échange de quoi leurs Majestés Suédoises cé- deront toute la Franchise du Sund dont les Pais- seigns Suédois avoient joui auparavant, & lui prêteront en outre une Somme de six cent mille Ecus Monnaie de Leipzig. Les Intérêts du Duc HOLSTEIN-GOT- TORP y sont remis à ce qui en sera fixé par le Roi de Danemarck par les deux Puissances Médiatrices du pré- sent Traité. Lesdites Majestés promettant de ne s'y point opposer, & de ne rien entreprendre au préjudice de ce Duc. Fait à Stockholm le 3. Juin 1720. 29	Traité entre GEORGE Roi de la Gran- de-Bretagne & PHILIPPE V. Roi 11. Juin. d'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721. 31
8. Mai.	CI, General de l'Armée Impériale & le Marquis de LEEDE General de l'Ar- mée d'Espagne en Sicile, avec l'intercession de l'Ambassadeur Anglois BINGH pour l'E- vacuation de la Sicile & de la Sardaigne par les Espagnols, pendant qu'il y aura un Armistice entre les Armées par Mer & par Terre, & qu'il durera jusqu'à la fin de l'année Evénement, qui suspendra les Piles de Palerme, Callé-a-Mare, & Melia avec leurs Forts, seront évacués cinq jours après la Signature de la présente Conven- tion, comme aussi la Pile d'Agrigola, mais tous après que les Impériaux auront failli aux Espagnols les Bâtimens nécessai- res pour leur Artillerie, Vases, & Ma- nieres de Guerre. Le Transport des Es- pagnols en Espagne se doit faire en deux	Traité d'Alliance Défensive entre la FRAN- CE, l'ESPAGNE & la GRAN- DE-BRETAGNE, à Madrid le 21. Juin 1721. 34	Traité de Paix fait & conclu entre FRE- DERIC Roi de Suède, & PIERRE I. Czar de toute la Russie. Fait à Newhof en Finlande le 30. Août 1721. 36
		Acte de Garantie signé par les Ministres de FRANCE, & de la GRANDE- BRETAGNE concernant la Renonciation de PHILIPPE V. Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Es- pagne conquis & possédés par Sa Majesté Impériale CHARLES VI. Renonciation Sermentée Archiducesse MA- RIE AMALIE, destinée à suc- céder CAROLO ALBERTO Prince- ps Electoral de Bavière, sa cousin Germain Régne, Prévôt & Diverses Archiduc- sine Demeur Autriche. Data Vienne 1. Octobre 1721. 40	10. Août.
		Lettres Patentes d'Ordonnances accordées par l'Em- pereur CHARLES VI. pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes des P. PAU-BAL Autrichiens. Données à Vienne le 19. Décembre 1722. 44	27. Sept.
		Conférence des ETATS EVANGÉ- LIQUES à Ratisbonne, pendant qu'en conformité du calcul Arithmétique le plus exact, la Fête de Pâques sera célébrée l'an- née suivante 1724. au 9. Avril, qu'elle sera marquée dans le Calendrier ac- tuel, & que toutes les autres Fêtes mobiles de l'année seront réglées sur celle-là. Conclum in Conferentia Evangelico- rum die 30. Januarii Anno 1723. 41	19. Dec.
		Articuli Dietales Hungarici in Generale Con- silio a die 25. Januarii 1722. usque in Men- sem Junii 1723. continuato conclusi, qui- bus 19. Junii.	19. Juin.

ANNO
1723.

bas in primis Jus Regium Hereditarium succedendi in Regno jam in Saxa Marchibus Anno 1687. & 1715. agnoscunt, nec etiam ad Sacrum Fœderatum in digesta Duci Austriacæ extenditur. Cum Confirmatione Augusti Regi ac Romanorum Imperatori CAROLI VI. Datum Pise die 19. Junii Anno Domini 1723. Reversum juratum, Reversum XII. Hispaniarum XX. Hispania vero Reversum & reliquorum Anno XIII.

12-23.
Sept.

Traité d'Alliance entre l'Empereur de RUSSIE & le Roi de PERSE. Conclu à Petersbourg le 12. Septembre 1723. v. p.

1724.
21. Fevr.

Traité d'Alliance entre le CZAR, & le Roi de SUEDE. Conclu à Stockholm le 21. Fevr. 1724.

—

Mémoire de la Campagne des INDES OCCIDENTALES présentée à Louis Huitième Par les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pays-Bas, contre l'Officier de la Campagne d'OSTENDE.

—

Mémoire de la Campagne des INDES ORIENTALES présentée à L. H. P. Les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES UNIES des Pays-Bas, contre l'Officier de la Campagne d'OSTENDE.

28. Fevr.

Coro Reversum ad implendam conditionem in Literis Imperialibus de S. R. I. Ducatus Hetruriz, Parmæ & Piacenzæ expressis à Rege Hispaniæ LUDOVICO. Madrid 28. Febr. 1724.

23. Mars.

Rémantrance des Etats d'ETATS du Pais de & Duché de BRABANT à Sa Majesté Impériale & Catholique, au sujet de ses Lettres d'Offre pour l'établissement d'une Compagnie de Commerce & de Navigation aux Indes.

16. Avril.

Représentation du Roi d'ESPAGNE contre la Campagne d'OSTENDE présentée à Sa Majesté Britannique par le Marquis de Pozzo-Borno le 16. Avril 1724.

14. Mai.

Déclaration de LOUIS XV. Roi de France & de Navarre, renouvelant les Edits, Arrêts & Déclarations données par LOUIS XIV. son Prédecesseur contre ses Sujets de la Religion Réformée voulant que la seule Religion Catholique Romaine soit exercée en son Royaume, & ordonnant de rigoureuse punition contre ceux qui refuseront d'en faire les devoirs, même contre les malades à mort. Donné à Versailles le 14. Mai 1724.

1. Juillet.

Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la suppression d'un livre écrit & publié en Langue Française pour le soutien de l'Infaillibilité du Pape, avec le Discours de l'Arrêt du Roi, requérant cette suppression. A Paris le 1. Juillet 1724.

6. Sept.

Décret de PHILIPPE V. Roi d'Espagne par lequel il déclare qu'aux instances du Cardinal Royal de Castille, il reprend le Gouvernement de la Nouvelle, en qualité de Roi Navarre. Fait à Madrid le 6. Septembre 1724.

30. Octob.

Decretum S. R. Majestatis Poloniæ Affirmante, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thornensis, que in reparationem curiarum Excessum in Collegio

Patrum Jesuitarum per Plœbem licentiam perperatorem, cum effractione forium, subversione Cathedralium, Sellarum, Foracum, immo & Altarium, nec non dilaceratione, & combustione nuntiarum Imaginum, Nobilis & Spectabilis RESNER Præfidentis, & ZERNER, Vice-Præfidentis Thornensis ad altissimum supplicium condemnantur, & complures alii Clerici ad varia supplicia destinantur. Templum insuper Beate Mariæ Virginis per Austriacos antea possessum Paucibus Bernardinis adjudicatur, & Magistratus Civitatis dimittitur in gratiam Cathedralium destruitur &c. Actum Varsavia sub tempore Communitatis Regi Generalium, feria secunda post Festum S. S. Simonis & Judæ Apostolorum, die 30. Mensis Octobris Anno Domini 1724. Regni vero XXVIII. ibid.

Traité fait par Convention entre BENEDICTUM XIII. Pape Saintissimum, & CAROLUM VI. Romanum Imperatorem Augustissimum pro divisione ad Sanctam Sedem Comacini, subiti Juribus Sacre Celsæ Majestatis, & Imperii Domusque Austriacæ omnia, iam respectu Possessus quam Petitoris. Actum Rome 25. Novembris 1724. Cum PLENIPOTENTIIS & RATIFICATIONIBUS.

Acta THORUNENSIA in Executione Decreti S. R. Majestatis Poloniæ Affirmantis, contra Magistratum & Communitatem Civitatis Thornensis. Cum TRANSUMPTO Privilegio à SIGISMUNDO Rege de Templo Beatiſſimæ Virginis Mariæ Thornensis, in favorem Patrum Bernardinorum concessum Anno 1567. Actum in Prætorio Sacre Reple Majestatis Thornensis, die quinta Decembris, festivit. Festi tertii nomine Festum Immaculatæ Conceptionis Gloriosissimæ Virginis Mariæ proximæ. Anno Domini 1724.

Sanction Pragmaticque & Loy perpétuelle à l'égard de la Régie & ordre de Succession, & Union indissoluble de tous les Royaumes, Provinces & Etats Hereditaires de Sa Majesté Impériale & Catholique, à Pise le 6. Decembre 1724.

Edict du Senat du Sacré Synode, de la Généralité de RUSSIE & de Moscou de clercs que par le Dect du Czar PIERRE, la Czarine CATHERINE ALEXIEWNA, son Epouse & demeurée Impératrice & Sovoïevna absolue de toutes les Russies. Donné à St. Petersbourg & publié le 10. Fevrier 1725. Avec le SERMENT DE FIDELITE prêté en conséquence, par tous les Seigneurs, Ministres, Gouverneurs, & Officiers de Terre & de Mer, qui se trouvoient présents à St. Petersbourg, comme aussi par les Bourgeois de la Ville, le 13. Fevrier 1725.

Articuli Conventionales inter summum BENEDICTUM XIII. & Illustrissimum CAROLUM VI. Imperatorem, publicati die XX. Februarii Anno M. DCC. XXV. in domibus Urbis Comensibus fuisse Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ab eodem Augustissimo Imperatore.

ANNO
1724.

15. Nov.

f. Dec.

6. Dec.

1725.
13. Fevr.

10. Fevr.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1725. 30. Avril.	Pax inter CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem Regemque Catholicum Hispaniarum, Hungarie & Bohemie ab uno, & PHILIPPUM V. Regem Catholicum Hispaniarum & Indiarum ex altera parte, que Tractatu Londinensi anni 1718. per hanc & fundamenta hujus statuti, Reges Hispanici & Indiarum Regi PHILIPPO, Napoli vero, Sicilia & cunctis ceteris Ditionibus & Provinciis, que vel quæ Cæsar ex Monarchia Hispanica in Italia & in Belgio actu possidet, sue Sacre Cæsaris Majestati ceduntur. Ducatus Hætiæ, Parma & Piacentia, si quando ex deficientia Sexus Masculini vocare augmen contingeret, Principi secundo-gerato Sereñissimo Hispaniarum Regine Filio destinantur. Actum Vienne 30. Aprilis 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS ab utraque Parte solemniter interpositis illa utrumque CAROLI Cæsaris, Vienne 16. Septembris 1718. illique PHILIPPI Regis in Alcantaria Regis Sancti Laurentii 22. Junii 1720. data. Accedit DECLARATIO præfati Regis Hispaniarum Catholicis Imperatori extracta, in Punctis Juris Imperialis Regni Sicilia una cum Regis abdicati. Datum in Aranjuez 25. Maii 1715. Sequuntur Littere Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraharum.	concernant l'affaire de Thorn & le cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empereur, à Hanovre le 3. Septembre 1725.	ANNO 1725.
		127	
	Articles conclus au Nom de Sa Majesté IMPERIALE & Catholique par les Commissaires Impériaux, avec la Reine de TUNIS, à Constantinople & Médiation des Commissaires Ottomans, sur la Libre Navigation, abstraitivement de tout Commerce. A Tunis le 23 Septembre 1725.	128	23. Sept.
	Acte d'Accession de l'Empereur CHARLES VI. au Traité d'Alliance conclu entre le CZAR & le Roi de SUEDE le 22. Fevr. 1724. Fait à Vienne le 16. Avril 1726.	129	16. Avril.
	Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de COURLANDE, pour la Convocation de la Diète du Pais. Donné à Mittau le 22. Mai 1726.	130	12. Mai.
	Autres Universaux dudit Duc, par lesquels les précédents sont déclarés être faux. Ibid.	131	4. Juin.
	Traité d'Alliance Défensive entre l'Empereur des ROMAINS & l'Empereur de RUSSIE. Signé à Vienne le 6. Août 1726.	ibid.	6. Août.
	Acte d'Accession des PROVINCES UNIES au Traité d'Alliance Défensive. Signé à Hanovre le 3. Septembre 1725.	133	9. Août.
	Article Secret du Traité d'Alliance Défensive conclu à St. Petersburg entre l'Impératrice de Russie & le Roi de PRUSSE, le 10. d'Août 1726.	135	10. Août.
30. Avril.	Traité entre l'Empereur des ROMAINS & la Reine de TRIPOLI. Conclu en 1726.	ibid.	
	Traité de Paix entre les Hautes & Bassees Elites Générales des PROVINCES UNIES du Pais-Bas, & la Reine d'ALGER, fait en Alger le 8. Sept. 1726. selon l'Ere Chrétienne, & le 11. de la Lave de Meharan 1139. selon l'Ere de l'Hégire.	136	8. Sept.
1. Mai.	Diplôme d'Assurance donné par AUGUSTE Roi de Pologne aux Etats assemblés de la REPUBLIQUE, sur l'Affaire de COURLANDE portant promesse de faire recevoir le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'Investiture à un nouveau Duc, fait en particulier en conjointement avec les Etats de Pologne. Avec le PROJET d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.	138	
	Traité Apocryphe de Wasserbanja, entre l'EMPEREUR & le Roi de PRUSSE. Signé le 12. Octobre 1726.	139	12. Octob.
	Traité entre l'Empereur des Romains & la Reine d'Alger. Conclu à Constantinople le 8. Mars 1727.	140	8. Mars.
	Convention entre le Roi de la GRANDE-BRETAGNE & le Landgrave de HESSE-CASSEL. Du 12. Mars 1727.	141	12. Mars.
	Acte d'Accession de la Couronne de SUEDE à l'Alliance d'Hanovre. Fait à Stockholm le 14. Mars P. St. 1727.	ibid.	14. Mars.
	Decret Imperial adressé à la Diète de l'Empire & d'Acte le 27. Mars 1727.	142	17. Mars.
	Traité d'Alliance entre Leurs Majestés les Rois de FRANCE & de la GRANDE-BRETAGNE & de DANEMARC.	143	16. Avril.

DE LA II PARTIE DU TOME VIII.

ANNO 1727.	MARC. Fait à Copenhague le 16. Août 1727.	144
31. Mai.	Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliés d'Hanover.	146
25. Nov.	Traité d'Alliance entre le Roi de la GRANDE-BRETAGNE & le Duc de BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.	148
1728. Fevr.	Offre accordé par le Roi de DANNE-MARC à la Compagnie de Tranquebar.	149
6. Mars.	Convention entre les Rois d'ESPAGNE & d'ANGLETERRE sur les Préliminaires. Fait au Parle le 6. Mars 1728.	150
13. Avril.	Copia Plenipotentie Cef. in forma patentium facultate subfignandi pro Comité Caroli Berromoni fupér capienda poffeffione Ducatus Hetruriz pro Carolo, Infante Hispanie. Dat. Vienna 13. Aprilis 1728.	153
—	Refcriptum Cefareum ad Viduam Elefterii Palatini, autum Hetruriz Ducem de permittendo ditta poffeffione.	154
—	Mandatum Cefareum ad Subditos & Vafallos Hetruriz fuper eodem.	ibid.
—	Decretum Cefareum ad Senatum Florentinum,	

de eodem.	155
Extrait du contenu de la Sentence Impériale contre le Duc de MECKLENBOURG, publiée par le Confil Aulique le 11. Mai 1728.	156
Offres du Roi d'Espagne accordé en 1720 à une Compagnie de la Province de GUIPUSCOA, pour négocier aux CARRIQUES.	157
Traité de Paix, d'Union, d'Amisté & de Défense mutuelle entre les Couronnes de la GRANDE-BRETAGNE, de FRANCE & d'ESPAGNE conclu à Seville le 9. Novembre 1729.	158
ACCESSION de Etats Generaux des PROVINCES-UNIES au Traité de Seville.	160
Laudum ou Declaration des Ducs de SAXE-GOTHA & de BRUNSWIC, comme Arbitres dans les Differens entre les Rois de PRUSSE & de la GRANDE-BRETAGNE, terminés à Brunswick au Mois d'Avril 1730.	161
Traité d'Alliance & de Commerce entre la GRANDE-BRETAGNE & la Nation des CHERROKEES en Amérique.	162
ANNO 1728.	
11. Mai.	
1729.	
9. Nov.	
21. Nov.	
1730.	
16. Avril.	
20. Sept.	

Table Chronologique du Suplement de cette derniere Partie, qui ne contient que des Pièces qui regardent l'OOSTFRISE.

ANNO 1721.	Decret de Sa Majesté Impériale CHARLES VI. en date du 18. Août 1721.	163
18. Août.	Succédée Didation que le Decret de Sa Majesté Impériale du 18. Août 1721. se trouve fondé fur les antérieures Résolutions Impériales pour les Pais d'OOSTFRISE, Accordé, Conclufion des Dites & Résolutions des Etats du Pais.	164
1723.	Didation abrégée de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'OOSTFRISE d'établir, percevoir & employer, fous les censeurs du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts, publiée par ordre des Etats d'OOSTFRISE à Embden 1721.	165
—	Reponfe au Fullum des Etats d'OOSTFRISE tiré d'un Mémoire Intitulé: Prouver que Son Altesse Séréniffime le Prince d'OOSTFRISE a le même Droit aux Collettes dans fes Etats que les autres Etats immédiats de l'Empire &c. Imprimé à Aurich en 1723.	172
11. Juil.	Decret & Ordonnance de Sa Majesté Impériale CHARLES VI. au Collège des Doyens ordinaires & Administrateurs en OOSTFRISE, pour eux & ceux des Etats qui ont tenu leur parti jusqu'à présent, par lequel font cassés & annullés ce qu'ils appellent leurs anciens Privilèges & leurs Libertez en ce qui concerne les Collettes &c. les menaçans de l'indignation de Sa Majesté Impériale fuyant le contenu du Decret du 18. Août 1721. & leur ordonnant fous peines de la Vie, de l'honneur & des Biens de s'en déffier, & de porter obéiffance & fubéité à leur Prince légitime auquel ils ne s'opposeroient pas dans tout ce qui est de son Autorité Souveraine fets	

TOM. VIII. PART. II.

dans la Ditté en autrement. Donné le 11. Juin 1723.	188
Extrait de la Lettre de Sa Majesté Impériale, à Son Altesse le Roi de POLOGNE Electeur de SAXE, de même qu'à Son Altesse Séréniffime le Duc de BRUNSWIC-LUNEBOURG, en date de l'Année le 10. Août 1724.	179
Extrait du Registre des Résolutions de Leurs Hautes Puiffances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, fur les differens dans le Pais d'OOSTFRISE & les Decrets Impériaux émanés à ce sujet, de même que fur la Commission, & l'Execution de ces, Jeudi 22. Fevr. 1725.	180
Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'OOSTFRISE.	ibid.
Résolution de Son Altesse Séréniffime aux Hâvannes de Leer &c. en date du 6. d'Avril 1726.	181
Reponfe des Communes du Bailliage de Lersdier, du 10. Avril 1726. à la fardite Résolution de Son Altesse Séréniffime.	ibid.
Résolution Ulérieure & préalable de S. A. S. le Prince d'OOSTFRISE du 12. Avril, fur la Declaration des Doyens des Communes, en date de Leer le 10. Avril 1726.	ibid.
Declaration des Communes de Leer, & conforts du 16. Avril 1726. fur l'ulérieure & préalable Résolution qui leur a été adressée du 12. Avril 1726.	182
Propofition de Mr. de Leroy d'Admors Doyen des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fets dans son Audience du 24. Avril 1726.	183
Reponfe du Prince à cette Propofition.	184
Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince	
ANNO 1721.	
10. Août.	
1725.	
22. Fevr.	
1726.	
6. Avril.	
10. Avril.	
22. Avril.	
16. Avril.	
24. Avril.	
30. Avril.	

TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

ANNO	et d'OOSTFRISE.	187	Résolution des ETATS GENERAUX, sur les affaires d'OOSTFRISE du 9. Juill. 1728.	ANNO
1726.	Reponse du Prince d'OOSTFRISE aux Lettres des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES inférées ci-dessus, du 4. Juillet 1726.	189	Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fogel Greffier de Leurs Hautes Puissances du 29. Juillet 1728.	1728.
4. Juill.	Extrait du Registre des Résolutions de Leurs Hautes Puissances du 6. Juillet 1726.	101	Lettre de Mr. Hop, à Mr. Fogel Greffier de Leurs Hautes Puissances de Paris le 1. Août 1728.	29. Juill.
6. Juill.	Extrait d'une Résolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour répondre à la Lettre du Prince d'OOSTFRISE du 23. Juillet 1726.	193	Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINDENDORFF, à Mr. le Comte de KONIGSECK-ERPS. Datede de Boulogne le 26. Juillet 1728.	1. Août.
23. Juill.	Reponse des mêmes Etats aux Subdéléguez de la Commission Imperiale du 19. Août. ibid.	194	Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Garde des Sceaux. Datede du 23. Juillet 1728. ibid.	26. Juill.
19. Août.	Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdéléguez sur ce que six de huit Bailliages, dont l'Oostfrise est composée s'étaient joints à la Ville d'Emden avec apparence que les deux autres prendraient bientôt le même parti.	195	Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Fleury, à Paris le 29. Juillet 1728.	23. Juill.
30. Août.	Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'OOSTFRISE. ibid.	196	Reponse du Cardinal, à Versailles le 30. Juillet 1728.	29. Juill.
—	Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magistrat d'Emden. ibid.	197	Memorial des Plénipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à ceux des autres Allies de Hanovre. 203	30. Juill.
—	Reponse des Subdéléguez de la Commission Imperiale à la Lettre des Etats Generaux, en date du 9. Sept. 1726.	198	Seconde Résolution de Leurs Hautes Puissances du 7. Août 1728.	—
9. Sept.	Considérations sur la Proposition des Etats Generaux de terminer les Differens d'Oostfrise par un Accord à faire à la Haye sous la Médiation de L. H. P. & du Roi de Danemarck.	199	Reponse de Sa Majesté Imperiale à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, sur les Affaires d'OOSTFRISE. ibid.	7. Août.
11. Sept.	—	200	Decret de Sa Majesté Imperiale dans lesdites affaires. ibid.	6. Sept.
—	—	201	Memorial pour servir d'Instruction à Monsieur le Baron de Foulca sur l'affaire d'OOSTFRISE. 206	13. Sept.
1. Oct.	Résolution de L. H. P. sur le Pro Memoria du Résident de Danemarck, du 1. Oct. 1726.	209	Lettre des Emdenois à la Commission. ibid.	—
1727.	Lettre du Roi de PRUSSE aux Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas. ibid.	210	Leur Altesse de Soumission. ibid.	1729.
10. Mai.	d'OOSTFRISE, du 10. Mai 1727.	211	Reponse de la Commission aux Emdenois. ibid.	24. Mars.
—	—	212	Communication de la Soumission des Emdenois au Ministere du Prince. 210	27. Mars.
—	—	213	Remarques du Ministere du Prince sur la Soumission des Emdenois. ibid.	—
—	Extrait de la Reponse des ETATS GENERAUX au Roi de PRUSSE. 199	214	Résolution de Sa Majesté Imperiale sur ladite Soumission. 211	28. Mars.
—	—	215	Autre Résolution plus étendue de Sa Majesté Imperiale. ibid.	12. Sept.
—	Leur Reponse au Memorial des Deputés des Etats d'OOSTFRISE & de la Ville d'EMDEN. ibid.	216	—	1730.
—	—	217	—	30. Août.

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.





CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

I.

ANNO 1719. *Traité d'Alliance entre l'Empereur des Romains, comme Souverain des Pais Hereditaires, & les Rois de la GRANDE BRETAGNE & de POLOGNE, comme Electeurs de Hanovre & de Saxe, conclu à l'annee le 5. Janvier 1719.*

IN NOMINE SANCTISSIMAE ET INDIVIDUAE TRINITATIS.



Quandquidem Sua Sacra Caesares Regio-
Catholica Majestas, tanquam Regnorum,
Ditionumque suarum Hereditarium Do-
minus, & Sua Regia Majestas Magnae Bri-
tanniae, tanquam Elector Brunsvico-Lu-
neburgensis, Itemque Sua Regia Majestas Poloniae,
tanquam Elector Saxoniae, solo atque unico mutuo
desiderio, ac conservandorum Provinciarum Dicio-
numque suarum intuitu, cum Pacem & tranquillitatem
Imperii, quidem Constitutiones, jura istius praesen-
tiae universitatisque Suae. In Imperio obligationem,
eundi studio docti, articulis inter se copulationis &
Confederativis iacendis, cogitationes susceperunt, &
hunc se fuisse Mandatis suis instruxerunt, scilicet Sua
Tom. VIII. PART. II.

Caesares Regia Majestas, Celsissimum Principem ac **ANNO 1719.**
Domino, Eugenium Sabaudiae, & Palatinatum
Principem, Gentiliis Austro-Bellici Praefidem, foun-
que Locumtenentem Generalium, Sacri Romani Im-
perii Campi-Marescallum, ac Regii Austriaci cum plea-
na potestate Governatorem, Aurei Velleris Equitem;
Nec non Illustrissimum & excellentissimum, Sacri
Romani Imperii Hereditarium Thesaurarium, Philip-
pum Ludovicum Comitem & Sistrendorff, liberum Ba-
tonem in Einstetten, Domino in Getzell, superiorem
Sclonh, &c. Burggraviatum à Ketsch, Supremum
Hereditarium Ensilium ac Praefidem in superiori &
inferiori Austria, Hereditarium Vicarium in Austria
ad Ansfelm, Aurei Velleris Equitem, Sacrae Caesareae
& Catholicae Majestatis Camerarum abbasem, Con-
siliarium intimum, & Aulic Cancellarium; ac Regia Sua
Majestas Magna Britanniae quod Dux & Sacri Romani
Imperii Elector Brunsvico-Luneburgensis, Illustris
Domini, Franciscum Ludovicum de i. cune, S. Sa-
phores Dyastum, potentis militie officium Maestri
sua Locumtenentem Generalem, ejusdemque ad Au-
lam Caesarem Marchionem; Regia demum Sua Majestas
Poloniae tanquam Dux & Sacri Romani Imperii Elector
Saxoniae, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum,
Jacobum Heinrichum Sacri Romani Imperii Camer-
um de Flemming, Magis Ducis Lithuaniae Szabli Prae-
fectum, in Exercitu Recepti Poloniae militie, Ansa-
mentum exotici, Generalem, altitudo Sua Regis Ma-
jestas

ANNO
1719.

CORPS DIPLOMATIQUE

2
jellatis Poloniae & Electoris Saxonie campimarchialis, Directorem Concilii Secretarium, & Constitutionem Intimum, Concilium militum Praefidem, Haredarum in Pomerania ultimum, & Principum Cantinensium Marchiam, Orbem Melandiam designatum Commendatorem, Ordinem Aquile sube, Electoris, & S. Andrea Equitem, Dominum Cancellarium in Marem & Beck, Dyakum in Burgschiffingen, Berktich & Nebra; Dilecti modo Ministris Plesipotentium post exultis transiuntibus hinc inde commissi Negocii rationem, loco atque die infra scriptis in sequentia Foderis definiti leges conveniunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Si amicitia firma, vera atque sincera inter Partes Contractantes super nominatis, atque ita sancte seriatim collatur, ut utraque eorum ad alterius honorem, utilitatem & commodum promovenda, non consilia solum operamque omnem conferre, verum etiam, ubi occasio postulerit, ad prohibenda incommoda, pericula atque damna, & ad dependens ab invicem hostilitas iniurias & iniurias auxilium opportunitate & necessitate concurrere testetur.

II. Sanctior & nobilior iuramentis beyas Foderis conventionem, mutua defensione Ducatum ac Provincia cum Haredarum, quae ad Foderatis in Imperio Romano Germanico spectant, nec non conservatio Circulorum, in quibus dictae Ditiones & Provinciae sitae sunt, ita, ut si conigerit, eorum vel alterum Foderatorem in his hostilitatibus, adeoque utrum vel alterum & Circuli modo indiguit, turbi Bellis iniquitatis, vel qui Foderati Partis Imperia, in his Ditionibus aut Circulo, ubi heretici Ditiones sitae sunt, utrumque Caputem, infestis determinatum, Subsidio militare debent, & quidem ita prompte, ut auxilium illis Copiae eventus rati, hinc atque illi moel, simul ac requisita fuerint, nec ad succurrendum accelerare, & diversionem hostibus, & eorum Regionem sine fide vicinis, ad optinendum Partis oppugnare facere debent.

III. Si nemine autem Copia hoc modo in Subsidium missa, impendit suspensio mentium, exceptis eorumque pabulis, fatis atqueque, atque que ex eis probabuntur in suis Ditionibus ab eo Foderatorem qui auxilium venerunt, qui tunc etiam, ut Copia auxiliariis pabulis pait paito, quo propriis miles, fali tamen sibi paito, comparare possit; Quilibet portionem eorumque, quae rationes vocant, consistit ex libra areae, & decem libra ferri, pond. Vienn. & deficientes areae repit, & ita locum quantis dimidia in frumento vel hordeo exhibetur; ubi verò specie ferit extra Territoria Foderatorum in aliis Provinciis operationes bellicas postulat, tunc quilibet Partis Copia de pane, avena, feno aliisque necessitatibus omni meliori quo poterit modo ipsa proficiat.

IV. Quod si acciderit, deus Foderatorum in suis Ditionibus eodem tempore simul infestis, tunc ambo super defensione operationum militarium, atque super ista auxilium, & pait extra periculum constituit, mittendos, in commune consensit, harumque dictis auxiliis interim nec ad subveniendum sine ulla rearditione ingreditur & protendantur.

V. Eius Partes contractantes ultra numerum infra Articulo XI. definitum, ad assistendum Partis infestae, plures Copias subministrare non tenentur; nihilominus tamen obditi erunt, quicquid paiteris ipsis vixim superest, adhibere diverendo hosti, quantum fieri poterit, in Ditionibus, si quas habet, sibi ita oportuno, & facile in eas generaliter possit: liberam autem clao Partis recipientis, si ita & re visum fuerit, minorem quoque supplicium numerum quam qui ex praedictis Foderatis constitutione deberetur, clare atque evocare.

VI. Convenit paiteris etiam, ut si forte Sui Regio Catholica Majestas, per aliquem ex Potentibus Septentrionalibus, durante huius Foderis nexu in Hungaria hostilitas impetuerit, hoc quoque clare eventiente, reliqui Foderati eidem auxilio hoc Federe constituti, succurrere stant, hinc tamen observata retinendone, ut Copia Sui Majestatis Britanniae in Hungaria utique progressi nullo modo teneantur, sed intra, dum ista res agitur, saltemmodo ad recedendum Provincias S. Car. Majestatis Germanicae, ad diffundendas vires aggressoris in ejus Ditionibus, si qua forte, in vicinia Provinciarum Teuconiarum Regni Magnae Britanniae erubescant.

VII. Quod Articulo secundo huius Traditiois di-

ANNO
1719.
possit est, ut si Provincie Germanicae unius ex Partibus pacificis hostilibus armis paiteretur, reliqua duae Partes cum tanto Copiarum numero, quantum praefata Foderis instrumentum praeficit, ad impediendum invadens accurrere debeant, id ita est intelligendum, nisi & ipse quoque in suis Ditionibus Germanicis & Hungaria infestaretur. Etiam si omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingant, tunc omnes etiam simul collatis in medium & consilio & semis, et, quae bonos Foderatos decet, fide atque sinceritate, pro necessitatibus, communi utilitatis ratione concurrere & agere testentur.

VIII. Hoc Foderis consensit & assensit etiam tam Regni Polonici nationem atque conservatorem, quam ipsas Polonice Regis affectionem & mansuetudinem in Throno suo curare quousque, qui est etiam sat palam, directi vel indirecti illum turbare, aut molestare praesentem, in quibus possessione Regni sui, Magnae Ducatus Lithaniae, cum omnibus eorum stetit & dependentiis, & quibus ac minium quidem avelli permittat. In hoc fecit & ad assistendum Regi Regnoque Polonico, ubi necesse postulerit, adhibebuntur equi nullius Copiae infra Articulo XI. determinatae, hac tamen istem reservata modificatione, ut Regni Magnae Britanniae miles non sit facienda diversio in Provincias aggressoris, si quas Ditionibus Regie Majestatis Britanniae in Germania propinquas habet, infestis, vel etiam tunc, ad Reg. Majestatis Polonice requisitionem, Provincias ejus Saxon. eo casu, si forte Copia Saxonica fuerit ad Regem Poloniam ad opem, contra hostes in Poloniis, aut in Magna Ducatu Lithania ferendum, atqueque jugenda, juxta requisitione accerit.

IX. Cum itaque huius Foderis, respectu ad Poloniam, non sit sit intentio, quam ut sibi iurique & Regie Majestatis & publice Libertatis servare, cum Poloniam Regem, Magnaeque Lithaniae Ducem in hac integro illibatoque contra omnem oppressionem conservare, cum Regis Sui Majestatis, uti Articulo praecedente provisum est, in quibus ut imperatibus possessione & fructione dicti sui Regi, Magnaeque Ducatus Lithaniae, cum omnibus stetit & dependentiis amovet teneatur, contra iniurias, vexationes aut molestias quousque, sine aperto Marte & vi extrinsecos adhiberi infestetur, sine per clandestinas machinationes Factionesque errantium Potentiarum suggestionibus sub secretis administratis suffragiis tententur. Dicta Sui Regis Majestatis ac abundant declarant polliceturque Re Regi sui Magnaeque Ducatus Lithaniae Ordines liberare committit, vel paitere debent, omnibusque suis iuribus & privilegia sine ulla infestatione sui, fuis, minime impediantur atque oblitum, quia Sui Caesaris Majestatis & Magnae Britanniae Rex se huius declarationis sponsorem erga Rempublicam constituit, sedemque suam, ubi omnino & Rege Polonico adversus Regni Constitutiones, Immunitatesque committit in, cum Guarantia vinculo interponant.

X. Vicissim Rex Regnumque Poloniam, reddendo affectui fideique reciproco, eorumque Foderis causam quovis possit modo adjuvare teneatur, & ita quoque paiter Copiarum numerum Articulo sequenti definitum, sicut, coque ad obtinendum Foderis scopum ubique conerere; Ex quidem Copia ha Polonice praecipit interservit intercludendo transiti quousque externi Copia, quae per Poloniam aut Magnam Ducatum Lithania veritas sit contra Imperium, vel contra triam Foderatorum Ditiones, consensit in Hungaria, velut praefentem; Si verò Rex Poloniam ad prohibendum illiusmodi transiitum, dictas Regni Copias non sufficiens judicaverit, ac idem sicut Republica & sub ejus Sigillo assistendum Foderatorum requisivit, tunc Imperator & Magnae Britanniae Rex, juxta huius Foderis leges auxilia sine mori subministrant. Quod si in Imperatori aut Regi Magnae Britanniae Ditionibus hoc Federe comprehendit, hostis aggressio congerit, Rex Poloniam, quantum fieri poterit, hostibus & Poloniam quoque diversionem facere stant, ut Partis infestae, si ab eis requiritur, Subsidium Polonice militum tratum supplicabit.

XI. Consensit huius Foderis summum Sui Caesaris Majestatis octo milia Equites, & eodem Pedites: Rex Magnae Britanniae, itaque Elector Brandeburgi duo milia Equites, & sex milia Pedum, si Ditionibus Caesaris succurrendum fuerit, si autem Provincias Saxonicae, non ubi his milie Equites, & quousque milie Pedes: Rex Poloniam, itaque Elector Saxoniae.

ANNO
1719.

Ma mille Equites, & quatuor mille Pedites: De cetero
Sua Majestas Polonica nominatim Regis & Regni, cum
militia Deluturica Equitum, & quatuor millia Ped-
um, militibus ordinatis, cum quatuor militibus ex mi-
litiis Equitibus nationalibus contribuit.

XII. Si conquiret occasio hujus Fœderis, & du-
rance ejus nova, generale in Septentrione bellum exar-
desceat, Partes præsentibus totis viribus se invicem ju-
vant, moranturque ibi operam ad depellendum vim horum
armis unius inclinare modo terre consentiat. Tunc etiam
per se cum super locis modoque consequentiarum Co-
pulis, licetque super Gubernatione duabusque generali
Exercitiis communis, tum super providendo etiam
communi & annua, & denique super infirmitatibus
consequendis operationibus bellicis inter se conve-
niant.

XIII. Daret & subsidia præstet hoc Fœdes usque
ad omnimodum solidumque motum in Septentrione
Fœderationem, quæ ipsa tamen non alio huius debet
esse, nisi adhibita præcautione, ne quid in ea præsentibus
hujus Transiberici Fœderationis sique contentio cursu-
ram admittatur.

XIV. Ad hujus Fœderis meriti defunctis Societatem,
atque quousque potentia, præsentem omnem Imperii Principes
atque Status, & specialiter Ordines Generales Unius
Belgii invocant.

XV. Ratificationem hoc Fœdes ab omnibus Fœderatis,
& Ratificationem Tabulis exhibebatur, ex parte
quidem Cæsarea Majestatis, ex partibus item Magnæ
Bretanniæ, Poloniæque Regum, tanquam Henrici &
Santia Electorum, inter duorum mansum foras, aut citius
si fieri poterit. Cum Rege vero Poloniae, qui tunc
est, & cum Poloniae Regno ad minimum inter
tres menses, post ingressum hujus Fœderis Societatem
declamando, patia consentiret, & in formis ac more
Regni ultius ratificabatur: & quorum nomina super
mentis Mitisque presentem hujus sollemnem
cum tribus exemplaribus ejusdem tenoris expeditum,
mutuo promissis subscripserunt, Signisque apostolicis mu-
tuaverunt. Actum Vienne de quibus mensis Januarii
anal mensefimi septingentesimo decimo anni.

EUGENIUS vob. Savoyæ,
(L.S.)

F. L. DE PRISME,
D. S. Sæptoriae.
(L.S.)

FRÉD. LUD. GREF vob.
SINERDOOR.
(L.S.)

GREF vob. F. LEM-
MENS.
(L.S.)

II.

8. Janv. Manifeste du Roi de France sur le sujet de
Rapports entre la France & l'Espagne.

LES ROIS ne sont comptables de leurs démarches
qu'à Dieu même dont ils tiennent leur Autorité.
Engagés indépendamment à travailler au bonheur de
leurs Peuples, ils ne le font pas à rendre raison des
moyens qu'ils prennent pour y réussir, & ils peuvent,
au gré de leur pénétration, cacher ou révéler les mystères
de leur Gouvernement. Mais dès qu'il importe à
leur gloire & à la tranquillité de leurs Peuples, qui
n'en peut être séparée, que les motifs de leurs résolu-
tions soient connus, ils doivent agir à la face de l'Uni-
vers & faire étaler la justice qu'ils ont consultée dans
le secret.

Si Majesté conduite par les Conseils de Dieu d'Or-
léans Régent, s'est crue dans cet engagement, Et Elle
son gloire d'exposer à ses Sujets & à toute la Terre les
raisons qu'Elle a eues d'entre en de nouvelles liaisons
avec plusieurs grandes Puissances pour la Pacification
entière de l'Europe, sous la liberté particulière de
la France, & pour celle même de l'Espagne, qui mé-
contentement aujourd'hui ses vrais intérêts trouble la
tranquillité commune par l'infraction des décrets
Tels.

Si Majesté n'imposera jamais cette infraction à un
France, qui reconstruisant par tant de vœux, s'est
particulièrement par la fidélité & la plus religieuse à la
parole, & ce ne peuvent être que ses Ministres qui
ayant engagé trop légèrement, l'avent lui faire de cet
engagement même une raison & une nécessité de se
soutenir.

S. M. dans les mesures qu'Elle a prises, s'est peo-
pée de fautes également à deux devoirs; à l'amour
TOM. VIII. PART. II.

qu'Elle doit à son peuple, en prévenant une Guerre
avec tous les Vaisseaux dont il était menacé; & à l'am-
né qu'Elle doit au Roi d'Espagne, & en menaçant
confiantment les intérêts & la gloire, qui furent mé-
rités à l'un & à l'autre, qu'elle les regard-
de comme le prix de ses longs travaux & de tout le
sang qu'il lui en a coûté pour le maintenir sur son
Trône.

Ses intentions de S. M. se reconnoissent sensible-
ment & sans interruption dans tous les faits qu'on
va exposer.

On sait que dans le cours de la dernière Guerre,
la France avoit été réduite par ses éloges à la dou-
te nécessité de consentir au rappel du Roi d'Espagne;
& elle en avoit sans doute éprouvé la douleur, & la
Providence qui change les événements & les causes,
s'est égarée cette injustice à nos Ennemis.

On reconnoît à l'égard des Droits du Roi Catholi-
que; mais l'Empereur, qui qu'il abandonné de ses Al-
lies, ne pouvoit encore consentir à ses prétentions. La
paix de Londres & de Vibourg ne pût même l'y ré-
duire; Et le Roi de Sardaigne même, qui au mi-
lieu de ses derniers succès, sembloit l'enfermer dedans
que les Peuples avoient de la Paix, ne la conclut qu'après
avoir fait propager à l'Empereur dans la Négociation
de Rastadt, de travailler à son Accommodement entre
lui & le Roi d'Espagne. (1) Il avoit toujours en vue
d'achever son ouvrage, & d'écarter les flammes de
Guerre que le Traité d'Utrecht avoit allumées dans
l'Europe, en ne réglant que provisionnellement & sans
le concours de l'Empereur les intérêts de ce Prince &
du Roi d'Espagne.

Le dessein de conclure la Paix par une conciliation
entre ces deux Princes, fut infusé à l'Esprit le (2) 15.
Jany 1714. au Comte de Goës, & communiqué le (3) 7.
Septembre suivant au Prince Eugène de Savoie, qui
montra que l'Empereur ne s'en éloigneroit pas. Après
la signature du Traité de Bade, le Roi chargea le Ma-
rquis de Villars (4) de suivre avec le Prince Eugène
le même objet. Et lorsque le Comte du Lac (5) fut
nommé pour être Ambassadeur du Roi auprès de l'Em-
pereur, il fut particulièrement chargé par son Instructions
d'agir selon ces vœux.

Le Roi d'Espagne avoit représenté souvent au Roi
par des Lettres scellées de la main, que son Es-
prit n'étoit point affecté par les Traites d'Utrecht. *Plus
j'argue, plus j'affirme, disoit-il dans une de ses Lettres du
16. Mai 1713 que la Paix dont on se moque d'être éga-
lemment la justice, ne peut être stable, si l'Archiduc qui
m'a déposé la Couronne d'Espagne, ne m'en reconnoît le
légitime Roi.*

Plus tard, écrit ce Prince dans sa Lettre du 17.
Janvier 1714, que j'ai rempli tous les Préliminaires, &
que je suis prêt à conclure que l'Esprit, le discernement & le
sens sont restés à l'Archiduc, comme je les suis de la
Sicile en faveur du Duc de Savoie, de Gibraltar & de
l'Île de Minorque en faveur des Anglois, & que je suis
aussi prêt à le faire de la Sardaigne en faveur de l'El-
ecteur de Bavière. L'Archiduc doit, moyennant ces con-
ditions, renoncer à ce qui me reste de la Monarchie d'Es-
pagne. *Aussi nous n'avons plus, ni lui, ni moi, rien à
proposer l'un contre l'autre.*

Je me flâte, dit le Roi d'Espagne dans la Lettre du
17. Mai 1714, que convaincu de quelle importance il
est de faire déposer l'Archiduc de toutes prétentions sur
l'Espagne & les Indes, nous me mettrai en état d'habiller
des conditions solides pour en finir pacifiquement.

Ce Prince ne se croiroit affirmé sur le Trône d'Es-
pagne & des Indes, que par la Reconnoissance solennelle
de l'Empereur à ses prétentions; Et si l'Empereur s'y
résistait, il lui en coûteroit, parce qu'il en avoit
reconnu l'importance par les extrêmes où l'avoient
réduit les événements de la Guerre excisée par les pré-
tentions de l'Empereur. L'Esprit aussi tout ce qu'il de-
mandoit au Roi, comme le gage le plus sensible
de son amitié Parentelle, & comme le dernier effort
qui devoit convaincre tout ce que la France avoit fait
pour ses intérêts. Le Roi travailloit avec toute la
vitesse d'un Père à la satisfaction de son petit-Fils.

Mais

(1) Instruction pour le Prince Eugène de Savoie du 15. Avril
1714.

(2) Lettre du Prince Eugène de Savoie au Roi, du 15. Jany 1714.

(3) Lettre du Marquis de Villars au Roi, du 15. Jany 1714.

(4) Mémoire donné de la part du Roi au Marquis de Villars, le 16. Sep-
tembre 1714.

(5) Instruction pour le Comte du Lac adressée à Vienne, le 15. Jany 1714.

ANNO
1719.

Mais comme l'Empereur paraît inflexible, & que d'ailleurs au reste de détresse répandue sur l'Europe, une opinion générale que la Paix, ne pouvoit pas durer, & qui tenoit encore la plupart des Puissances armées; la Guerre du Nord, & les changements arrivés dans la Grande-Bretagne, faisoient craindre que le feu ne se rallumât bientôt; il fallut prendre encore de nouvelles mesures pour le prévenir.

C'est dans ces conjonctures que le feu Roi fut enlevé à la France. Sa Majesté n'oubliera jamais ces avis si importants & si salutaires qu'il lui donna dans les derniers moments de sa vie. Elle en vint faire la règle inviolable de son Règne, & l'on va voir qu'Elle y a mérité jusqu'ici toutes ses éloges.

Les longues Guerres avoient laïssé contre nous dans l'Europe des restes d'animosité & de haine qui ne cherchoient qu'à se ressembler, & nos Vaisseaux encore pleins de la jalousie & des frayeurs qu'ils avoient eues si souvent de nos propriétés, & même de nos ressources dans nos plus grandes disgrâces, faisoient déjà, pour achever de nous abattre, à profiter de la minorité du Roi, & de l'impéritie du Royaume dont nous nous plaignions nous-mêmes assez hautement, pour inviter nos ennemis à tout entreprendre. L'ancienne Ligue menaçait de se rejoindre, & les Nations s'écartoient mutuellement à la Guerre par l'importance de se mettre pour toujours à couvert d'une Puissance trop redoutable, & qu'on s'efforçoit encore de rendre odieuse par des reproches injustes de la mauvaise foi.

Quel moyen plus sûr pour dissiper ces orages, que de s'unir avec la Puissance qui de concert avec nous avoit rappellé la Paix par ses Traités d'Utrecht? Le Roi ne négocia rien pour réussir dans cette vue. La confiance se rétablit par ses foies entre les deux Puissances; Et Elles comptèrent aussi-tôt que rien ne contribueroit davantage à confirmer une Paix encore mal assise, qu'une Alliance défensive entre la France, l'Angleterre & le Royaume des Provinces-Unies, pour maintenir les Traités d'Utrecht, & de Bado, & pour la Garantie réciproque de leurs États. Mais avant toute ouverture de négociation, Sa Majesté donna avis de son dessein au Roi d'Espagne. Le Duc de St. Aignan eut des ordres précis au Mois d'Avril 1716, de lui exposer les vûes, de lui offrir tous ses soins & de fléchir à entrer dans l'Alliance ou elle le promettoit qu'il seroit reçu avec tous les égards qu'il pourroit souhaiter.

Après bien des instances éludées, le Duc de St. Aignan fut un nouveau Mémoire qu'il présenta, reçu eût de Cardinal Del Giudice une réponse dictée dans l'intérieur du Palais par un autre Ministre dès lors tourmentant, & dont il ne fut dans cette occasion que l'interprète. Cette réponse portoit: *Le Roi mon Maître ayant examiné l'avis qui lui a été remis, & les divers Traités signés à Utrecht, n'y a trouvé aucune clause qui ait besoin d'être confirmée.*

Quelle étrange opposition da cette réponse avec les Lettres que le Roi d'Espagne devoit au feu Roi, & qui n'étoient qu'une répétition continuelle & inquiète de l'incertitude de son état! S. M. vit bien que les principes de conciliation & de Paix qui la faisoient agir, n'étoient pas ceux que l'on consultoit à Madrid, & cette idée n'étoit que trop confirmée par le trouble que le Commerce des Français souffroit déjà en Espagne, par les avis des Histoires qu'on y mençoit avec quelques Puissances, & par l'existence d'une intelligence prochaine entre les deux Nations, & par les oppositions formées que l'Espagne apportoit à notre Alliance avec le Roi de la Grande-Bretagne & les États Généraux.

Le Roi prit cependant le parti de différer. Il ne laissa pas affaiblir son amitié ni ses égards pour le Roi d'Espagne; Et attendant patiemment le moment où il seroit mieux éclairé sur ses véritables avantages, il lui fit dire que ne pouvant plus se dispenser d'achever son Projet d'Alliance, il l'offroit qu'il n'y consentiroit à rien qui fût contre ses intérêts.

L'Abbé Dabot fut envoyé alors à Hanovre pour y traiter cette affaire avec le Roi de la Grande-Bretagne; Et c'est là que furent arrêtés les Articles qui ont servi de fondement au Traité de la Triple Alliance, signé à la Haye le 4. Janvier 1717, après que le Roi de la Grande-Bretagne lui-même en donna par écrit le serment au Roi d'Espagne, & qu'il se fut assuré de la réputation inviolable du Ministère à tout Projet d'Union.

Mais quelque favorable que fût cette Alliance au re-

pos public, elle ne suppléoit point ce qui manquoit à la perfection des Traités d'Utrecht, & de Bado, parce que les différends entre l'Empereur & le Roi d'Espagne n'y ayant pas été réglés, l'Europe étoit toujours dans l'incertitude de la situation, & en danger d'être replongée dans la Guerre par la première hostilité de part ou d'autre. L'Italie seule pouvoit se flatter de quelque repos à la faveur de la Neutralité qu'y avoit été établie par des Traités & des Engagements qu'on regardoit comme un premier pas à un degré qui pouvoit conduire à la Paix. Mais quel que la Neutralité fût véritablement une Loi à laquelle chacun de ces deux Princes s'étoit soumis, le bien de l'Europe en vint être plus sûr & plus solide que si elle eût été autorisée par le consentement réciproque des deux Concoerces, & maintenue par des Garanties qu'on ne pût pas l'entraîner impunément. Une telle Loi ne pouvoit être qu'un Traité de Paix qui terminât à jamais les contestations entre l'Empereur & le Roi d'Espagne.

Le Roi de la Grande-Bretagne vouloit traiter de concert un grand bien à l'Europe & s'en ouvrir à S. M. Elle vit avec plaisir les incertitudes du feu Roi se lever; Et Elle crut que c'étoit agir pour un Prince auquel Elle étoit étroitement unie par les liens du sang, que de favoriser l'écoulement de tout ce que la tendresse particulière avoit projeté pour lui-même si positivement & si inhumainement. Mais S. M. qui avoit déjà éprouvé en différentes occasions, que ce qui pouvoit consoler le Roi d'Espagne de son amitié, ne trouvoit plus le même accès auprès de lui qu'en par plus douter lors qu'Elle vit que le Marquis de Louville qu'Elle avoit envoyé au Roi d'Espagne pour lui faire connaître ses véritables sentiments & lui communiquer des choses importantes aux deux Couronnes, avoit été renvoyé sans être écouté, malgré l'attachement particulier qu'il avoit à la Personne & à la gloire de ce Prince. Allait tout instruit par l'expérience, qu'on rendoit suspect à Madrid tout ce qui venoit de sa part. Elle prit le Roi de la Grande-Bretagne d'agir lui-même à Vienne & à Madrid pour le succès de ce grand dessein, d'autant plus qu'Elle n'étoit point autorisée, à traiter des intérêts du Roi d'Espagne, & qu'il convenoit d'ailleurs à la Dignité d'un si grand Prince de les discuter lui-même.

Le Roi de la Grande-Bretagne fit en même temps les ouvertures de ses vûes à Vienne & à Madrid. Elles furent reçues assez favorablement à Madrid, mais que la faiblesse servit à cacher les entrepries qu'on y méditoit, & remises ensuite avec peu de ménagement dès qu'on eut moins d'intérêt de s'en dire. On ne trouva à Vienne de dispositions à aucun Accommodement, qu'à condition que la Sicile, qui avoit été jusqu'alors un obstacle insurmontable à toutes les propositions de réconciliation, seroit remise à l'Empereur, parce qu'il la regardoit absolument nécessaire à la conservation du Royaume de Naples. Mais à ce prix on réprouva que le Roi Catholique seroit reconnu par l'Empereur, légitime Possesseur de l'Espagne & des Indes; & de plus, ce qui étoit pour lui un avantage nouveau, que l'Empereur consentirait que les Successeurs de Parme & de Plaisance fussent alliés aux Enfants de la Reine d'Espagne.

Les difficultés de cette Négociation ne devoient point être à la Neutralité d'Italie établie par le Traité d'Utrecht le 14. Mars 1713, renouvelée & confirmée par celui de Bado. L'Empereur & le Roi d'Espagne pouvoient eux-mêmes avoir peur des précautions pour s'assurer qu'elle ne seroit pas interrompue. Le Roi d'Espagne avoit eu soin avant la Guerre de Hongrie, de faire observer le Roi de la Grande-Bretagne qu'il étoit Garant des engagements pris à Utrecht pour la Neutralité d'Italie; & l'Empereur de son côté, lors que les Turcs se mirent en Campagne, avoit engagé le Pape à demander au Roi d'Espagne son parole positive qu'il ne profiteroit pas contre l'Empereur, de la Guerre que les Turcs venoient de lui déclarer. L'intérêt du Roi d'Espagne se trouvoit conforme à cette promesse, car il avoit été instruit par le Roi de la Grande-Bretagne du Traité conclu à Londres le 25. Mai 1716, entre l'Empereur & ce Prince, portant une Garantie des États de l'Empereur en Italie, & une promesse expresse de lui donner des secours, en cas qu'ils fussent attaqués. Enfin, la peur & le content du Roi d'Espagne renouvoient encore plus que son intérêt.

On ne pouvoit donc s'imaginer que le Roi d'Espagne, parfaitement instruit du Traité de 1716, vouloit courir les risques de l'engagement du Roi de la Grande-

ANNO
1719.

ANNO
1719.

de-Bretagne, en attendant l'Empereur en Italie; & manquer tout à la fois à son intérêt & à son zèle pour la Religion. Cependant cette Entreprise éclata, & l'on apprit qu'un Armement de six mille hommes pour les Bénédictins & dessein pour s'emparer de la place de Saint Carthage, allait servir à violer les Traités. Il ne fut pas de plus grande nouveauté, que les mauvais Conflicts & la trop grande puissance du Ministre présent en Espagne par les lacerations & les vices de son Roi.

Sa Majesté alarmée d'une démarche si dangereuse, envoya aussitôt un Esprit au Duc de St. Agnan qu'elle chargea de représenter vivement au Roi d'Espagne les dangers où il s'exposait, & ce qui devoit faire plus d'impression sur lui, l'injustice de son entreprise. Elle le priait pour la tranquillité commune de l'Europe & pour ses intérêts personnels, de rentrer dans ces vices de constitution, & que le Roi son grand Pèr, & après lui le Roi de la Grande-Bretagne avoient déjà pu en tirer. Quelques jours après elle ordonna encore au Duc de St. Agnan d'agir de concert avec la Ministre d'Angleterre qui avoit reçu les mêmes ordres, pour engager le Roi d'Espagne à accueillir son Ambassadeur à Londres, & à y faire passer un autre Ministre qui traitât des moyens de rétablir solidement la Paix. Le Colonel Stanhope venoit d'arriver à Madrid, chargé plus particulièrement des mêmes instances. Le Roi de la Grande-Bretagne fit à son tour en même tems à S. M. ce comme le mal pressent, il ne falloit pas perdre le tems des remèdes qu'il ne pouvoit autre que de concert avec les instances impérieuses, & qu'il la priait d'envoyer un Ambassadeur à Londres, où sur les instances l'Empereur avoit aussi consenti d'envoyer un Ministre. Sa Majesté y envoya l'Abbé Dabois; & attentive aux intérêts du Roi d'Espagne, aussi-bien qu'à ceux de son Royaume, elle crut qu'elle devoit avoir dans les Conférences de Londres un Ministre qui pût conserver au Roi d'Espagne des ouvertures pour entrer dans la Négociation, dès qu'on pourroit l'éclaircir sur ses intérêts. Mais en vain lui eut-on fait les dessein des instances redoublées; en vain lui eut-on fait espérer d'obtenir pour lui de l'Empereur ce qu'il avoit si souvent demandé lui-même. On n'a reçu de son Ministre que des refus opiniâtres, & souvent même des menaces d'allumer par tout le feu de la Guerre, malgré toutes les mesures que l'on croiroit prendre pour le prévenir. L'Espagne seroit regardée comme une conspiration contre elle ces fautes annales de Paix ou ennoient les autres Puissances.

C'est sur ces refus & sur ces dessein menaçans de l'Espagne, que le Roi de la Grande-Bretagne fit représenter à Sa Majesté qu'il étoit absolument nécessaire d'en arrêter les effets; & qu'il ne s'en offroit d'autre moyen à la prudence des Puissances impérieuses, que de former, pour concilier les intérêts des deux Princes, un plan qui pût leur être proposé, & procurer, à quelque prix que ce fût, leur propre tranquillité & celle de toute l'Europe. Cette résolution souveraine d'un côté l'affaiblissement de la Paix, qui étoit l'objet invariable de S. M., & de donner de l'aise au Roi d'Espagne le tems & les moyens de prendre des résolutions conformes à ses intérêts, le Roi l'embrassa. Mais en ordonnant à l'Abbé Dabois d'entrer dans un Projet si nécessaire, Sa Majesté ne lui recommanda rien tant que de rejeter toujours tout ce qui pourroit suspendre ou égarer le concours du Roi d'Espagne dans cette Négociation. Quels Combats la Roi de la Grande-Bretagne n'eut-il pas à étudier avec l'Empereur, pour ébranler son attachement aux prétentions sur l'Espagne & sur les Indes, pour vaincre la répugnance à voir passer au jour les Etats de Parme & de Toscane entre les mains d'un Prince de la Maison d'Espagne, & pour surmonter enfin le sentiment de l'injustice des Traités dont il se croyoit en droit de désirer vengeance! Ce ne fut qu'avec une peine infinie, qu'on vint à bout de prier de ces obstacles, & qu'on ménagea encore au Roi d'Espagne des avantages plus grands que ceux qui lui donnoient les Traités d'Utrecht, & par conséquent, comme on l'a vu par ses Lettres, au delà même de ses droits.

Ainsi se forma à Londres le Projet des conditions qui devoient servir de fondement à une Paix solide entre l'Empereur & le Roi d'Espagne. La parfaite amitié de S. M. pour ce Prince s'étoit toujours signalée par les instances qu'elle lui avoit faites sans interruption, d'ac-

cepter des Ministres qui discutassent ses intérêts, par les moyens qu'elle lui avoit ménagés pour relâcher d'entrer dans la Négociation, & par les efforts continuels à lui procurer de nouvelles avances dans la Trinité même. Mais son contentement de ces démarches, elle porta encore plus loin l'attention & les égards. Elle envoya la Marquis de Nancré auprès du Roi d'Espagne pour lui faire part du Projet de Londres, tandis que le Roi de la Grande-Bretagne faisoit la même démarche auprès de l'Empereur.

Sa Majesté dans les cinq premiers Mois du Règne du Marquis de Nancré à Madrid, représentait sans cesse au Roi d'Espagne qu'il y avoit également de son intérêt & de la gloire d'abandonner une entreprise injuste, & d'adopter des conditions qu'il avoit, pour ainsi dire, dictées lui-même par ses instances au Roi. Enfin, & elle fut glorieuse de le dire, elle lui demandait la Paix de l'Europe au nom de la France qui l'avoit maintenue sur son Trône par tant de travaux & tant de sang, & au nom de ses propres Sujets dont le zèle & l'attachement, peut-être sans exemple, méritoient bien de leur Prince qu'il ne les livrât pas aux horreurs de la Guerre.

Toutes ces instances fondées sur les conditions agréées du Projet, s'attachèrent jamais du Ministre d'Espagne, qu'on avoit du péril où Elle alloit s'exposer en résistant à tant de Puissances. Mais il affirma en même tems que son Maître ne le désireroit jamais de son entreprise, & il n'avoit pas honte de rejeter sur lui le blâme de sa propre infirmité. Enfin Sa Majesté lui fit dire au Mois de Juin dernier, que l'Amour qu'Elle étoit à ses Sujets, & qui doit prévaloir à tout autre sentiment, lui défendoit de céder davantage à signer le Traité avec l'Empereur & le Roi de la Grande-Bretagne. On ajoutoit l'engagement même on étoit le Roi de la Grande-Bretagne d'envoyer une Escadre dans la Méditerranée pour secourir l'Empereur. Rien n'ébranla le Ministre qui s'étoit de plus en plus enclin par les instances de Paix, & qui ne pouvoit de mettre en son cœur l'Europe. Enfin le Chevalier Blag qui commandoit les forces Navales du Roi de la Grande-Bretagne dessein pour la Méditerranée, avant que d'en venir dans cette Mer, donna avis au Ministre d'Espagne des ordres précis qu'il avoit d'agir comme Ami, & l'Espagne la déstinoit de ses entreprises contre la Neutralité de l'Italie, on si Elle les suspendoit; Et de s'y opposer aussi de toutes ses forces, si Elle y persistoit; Et le Ministre ne faillit pas à sa promesse, lui répondit qu'il n'avoit qu'à exécuter les ordres dont il étoit chargé.

La Guerre étoit alors entre l'Empereur & les Turcs, & les ordres étoient déjà donnés pour faire passer de nombreuses Troupes en Italie. Sa Majesté forcée enfin par les circonstances, n'étoit plus à convenir avec le Roi de la Grande-Bretagne des conditions qui seroient de base à la Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & entre le premier de ces deux Princes & le Roi de Sicile. Et ce furent ces mêmes conditions qui formèrent le Traité signé à Londres le 1. Août dernier, entre les Ministres du Roi, de l'Empereur & du Roi de la Grande-Bretagne.

Mais le Roi de la Grande-Bretagne toujours content par un esprit de conciliation & de Paix, & voulant prévenir aussi la méintelligence qui pourroit naître entre la Couronne & l'Espagne, à l'occasion des secours qu'il étoit obligé de donner à l'Empereur, crut encore devoir faire un dernier effort auprès du Roi d'Espagne. Il envoya la Comte de Stanhope, l'un de ses principaux Ministres, à Sa Majesté, pour passer ensuite à Madrid, & Elle le jugeoit à propos.

Ce fut pendant son séjour à Paris, qu'on apprit la nouvelle de l'invasion de la Sicile par les Troupes du Roi d'Espagne; ce qui lui avoit encore le voyage du Comte de Stanhope à Madrid. Il y arriva les premiers jours de Mois d'Août dernier, & le Marquis de Nancré reçut de nouveaux ordres pour agir de concert avec lui. Mais les vives représentations qu'il renouvelait sur & l'aura sur les extrêmes du l'indisposition du Roi Catholique pouvoit porter les choses; l'assurance qu'on lui donnoit pour toutes les sollicitations par la Renonciation de l'Empereur, & par la Garantie des Puissances Cocontractantes; la promesse que Sa Majesté lui promettoit la restitution de Gibraltar qui interrompoit un endroit si sensible entre la Nation Espagnole, (1) & que son Roi desiroit ardemment de se l'acquiescer; Enfin, la déclaration des engagements pris à Londres; &

ANNO
1719.

(1) Lettre du Roi d'Espagne au Roi de Sicile, du 14. Août 1718.

ANNO
1719.

celle de la nécessité où Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne se trouvoient de les exécuter immédiatement après l'expiration des trois Mois, du jour de la Signature des Traitez de Londres; tout fut absolument inutile. Le Comte de Stairme parut de Madrid, avec la douleur de voir que les ordres & les toiles de son Maître pour prévenir une Déclaration contre l'Espagne, n'avoient eu aucun effet. Mais il eut au moins cette consolation, que l'on s'avoit bien égaré pour vaincre l'opposition du Ministère, qui seule eût la cause de la rupture & des maux qui la suivirent. Cependant, le Marquis de Nancé eut ordre de démontrer, parce que le Roi estoit bien le plus enclin aux plus légitimes espérances que le Ministère avoit fait d'entreprendre pour gagner du temps. Mais Sa Majesté reconnoît enfin l'insuffisance de sa complaisance. Elle fut peu de jours après instruite des violences exercées sur les personnes & sur les effets des Anglois en Espagne, au préjudice du XVIII. Article des Traitez d'Utrecht entre l'Espagne & l'Angleterre, qui fixe un terme de six Mois pour retirer les personnes & les effets de part & d'autre en cas de rupture.

Le Marquis de Nancé étant parti de la Cour d'Espagne, Sa Majesté, pour satisfaire au Traité de Londres, ordonna au Duc de S. Aignan de porter des plaintes de la violence exercée contre les Anglois, & elle lui prescrivit de déclarer que le terme de trois mois laissé au Roi d'Espagne pour accepter les conditions qui lui ont été requises, devant expirer le 1. de Novembre, il ne pouvoit s'empêcher de demander à ce Prince une réponse décisive; Et le Roi d'Espagne ayant persisté dans son refus, il a pris son Audience de congé.

On n'a parlé jusqu'ici qu'en général, des conditions requises au Roi d'Espagne; mais il faut les exposer plus précisément pour en faire sentir d'autant mieux, non seulement l'avantage commun, mais encore l'avantage particulier de ce Prince.

I. L'Empereur renonce formellement, tant pour lui que pour les Héritiers Descendants & successifs mâles & femelles, à la Monarchie d'Espagne & des Isles, & à tous les Etats dont le Roi Catholique a été reconnu possesseur par les Traitez d'Utrecht; & il s'engage de le faire dans la meilleure forme les Actes de Reconnoissance nécessaires.

II. Les successions aux Etats du Duc de Parme & du Grand Duc de Toscane pouvant exciter de grandes contestations & une nouvelle Guerre en Italie, parce que la Reine d'Espagne prétend y être appelée par sa naissance, & que l'Empereur soutient que le droit d'en disposer au défaut d'Héritiers mâles, lui appartient & à l'Empire, il a été réglé que ces successions venant à vaquer par la mort des Princes possesseurs sans Héritiers mâles, le Fils de la Reine & les Descendants mâles, & à leur défaut le second Fils & les autres Cadets de la dite Reine, avec leurs Descendants mâles, succéderont dans tous lesdits Etats qui seront reconnus Fils Majeurs ou mineurs de l'Espagne, & qu'il en sera donné au Fils de la Reine qui devra succéder, des Lettres d'Espectative contenant l'investiture éventuelle. Et pour l'effet de l'exécution de cette disposition, il doit être établi par les Communes Suisses, des Garnisons dans les principales Places de ces deux Etats, savoir à Livourne, à Portoferrato, à Parme & à Plaisance, à la solde des Médicis, avec serment de les garder & défendre sous l'autorité des Princes royaux, & de ne les remettre qu'au Prince Fils de la Reine d'Espagne lors que ces Successions seront ouvertes.

III. Il a été réglé que jamais, ni en aucun cas l'Empereur, ni aucun Prince de la Maison d'Autriche qui posséderait le Royaume, Provinces & Etats d'Italie, ne pourra s'approprier ces Etats de Toscane & de Parme.

IV. Comme il n'a pas été possible d'engager l'Empereur à délier des prétentions qu'il a toujours conservées sur la Sicile, il a été réglé qu'elle seroit cédée à ce Prince, qui de la part eût droit au Roi de Sicile par forme d'équivalent le Royaume de Sardaigne, en relâchant au Roi d'Espagne l'un ou même Royaume le droit de réversion à la Couronne, qu'il n'étoit réservé par le Traité de l'Archiduc Charles qu'il n'avoit fait en conséquence des Traitez d'Utrecht.

V. On a laissé au Roi d'Espagne en terme de trois Mois, du jour de la Signature du Traité, pour accepter les conditions qui lui ont été offertes, que toutes les Parties Contractantes garantissoient & s'engagent à faire exécuter.

VI. Comme il ne seroit pas juste que la Paix de l'Europe dépendît de l'opiniâtreté des vœux particuliers d'une ou de deux seules Puissances, & que l'Empereur n'eût pas pu se porter à délivrer la Reconnoissance avant que le Roi d'Espagne eût accédé au Traité, & qu'on ne lui ait offert d'ailleurs qu'une médiocrité; les Parties Contractantes sont convenues de joindre leurs forces pour obliger le Prince s'étant à l'acceptation de la Paix, conformément à ce qui a été convenu pour le repos public dans des occasions importantes.

VII. On est convenu expressément, que si les Puissances Contractantes étoient obligées d'en venir aux vœux de l'un comme celui qui refusoit d'accepter l'Accommodement proposé, l'Empereur se contenteroit des avantages équitables pour lui dans le Traité, quelque succès que pussent avoir ses Armes.

VIII. Enfin, le Roi s'est engagé d'obtenir pour le Roi d'Espagne la restitution de Gibraltar.

Voilà les conditions que le Ministère d'Espagne rejette avec tant de hauteur. Elles sont cependant à considérer à la tranquillité générale, que le Roi de Sicile, qui par l'indiscret de la Sicile à la Sardaigne, est le seul qui paroitte y perdre, vient d'accepter le Traité.

L'espérance simple & sincère de ces fins suffisoit pour faire juger quel parti la France a dû prendre dans ces conjonctures où Elle s'est trouvée.

Le Roi d'Espagne attaque la Sardaigne, & prend avant de loin de chasser son delfin au Roi, qu'à l'Empereur. Depuis cette intrusion des Traitez, & après la Déclaration de l'Empereur qu'il donnoit les mains à un Accommodement, que pourroit faire Sa Majesté?

En demeurant Neutre, elle auroit également mécontenté & allié l'Empereur & le Roi d'Espagne; & dans le progrès de la Guerre, une Puissance aussi considérable que la France, n'auroit pu soutenir un préjugé indifférent.

Si Elle s'étoit jointe à l'Espagne; comme Sa Majesté auroit violé le Traité de Udé, l'Empereur eût eu droit de lui déclarer la Guerre, & Elle auroit eu à la fois en Italie, sur le Rhin, & dans les Pays-Bas. De plus l'Empereur auroit été contre Elle tous ses Alliés, ou plutôt l'Europe entière qui auroit été alarmée de l'union des forces de la France & de l'Espagne. La France le trouvoit donc replongée dans les horreurs d'une Guerre générale.

Si le Roi n'avoit en d'autre moyen pour prévenir ces malheurs, que de se lier avec l'ennemi du Roi d'Espagne pour exciter contre lui les plus grandes rigueurs, ce moyen tout douloureux qu'il auroit été pour S. M. n'en auroit pas été moins juste ni moins nécessaire.

La fureur des Peuples, qui leul doit commander aux Souverains, l'auroit contrainct de l'embarquer, & l'exemple du Roi lui-même qui auroit fait céder toute la ressource paternelle à ce droit, défendant aussi à son Successeur le parti que le Roi a pris, est-il différent? Il se lie avec l'Empereur, mais c'est en offrant au même sens au Roi d'Espagne son ennemi même & le plus des plus grandes Puissances de l'Europe pour Allier, dans le moment qu'il voudra les accepter; c'est en l'affermant sur son Trône dont la possession lui devient incontestable; c'est en lui procurant tout ce qu'il a jamais désiré, & plus qu'il eût désiré, & à l'Europe une tranquillité durable & sûre.

La nouvelle entreprise du Roi d'Espagne sur la Sicile a fait voir, que quand même on se seroit brouillé avec la Neutralité en Italie; si l'on n'y auroit pas coopéré; & qu'on auroit eu autant de peine à faire sentir la Sardaigne à l'Empereur, que l'on en peut avoir à faire exécuter le Traité en entier. Qu'auroit-on fait sans par le succès même qui n'auroit point empêché les prétentions de l'Empereur sur la Sicile que de suspendre quelque temps les entreprises.

S. M. n'auroit donc d'autre ressource pour prévenir la Guerre, que de faire le Payer d'Accommodement entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, & de donner par là le repos à la France, à l'Italie, à l'Europe, sans qu'il en coûtât à la France, que des offices honorables; & à l'Italie, que l'avantage que donne à l'Empereur l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, qui est contrebalancé par les bonnes que l'Empereur s'est promises dans le Traité, & par l'engagement que les principales Puissances de l'Europe y ont pris de garantir les possessions des autres Princes d'Italie en l'un ou l'autre cas.

ANNO 1719. Ainsi, join que l'Espagne n'a à se plaindre du Roi qui entreprend aujourd'hui la Guerre la plus juste en évitant la plus périlleuse & la plus reïnée pour ses Sujets; C'est le Roi même qui se plaint avec justice à l'Espagne de l'avoir refusé à cette extrémité en refusant obstinément la Paix sous des promesses si frivoles, qu'on n'a pas pu jusqu'ici les comprendre.

Tantôt d'un point d'honneur, formé sur ce que les Successeurs de l'Arme & de l'Épée croient accordés justement comme Fiefs de l'Empire. Mais comment croire que le Roi d'Espagne lui-même pour un Prince de la Maison, d'une condition qu'on reçoit & même recherchée tant de Rois d'Espagne & de France, & en dernier lieu le Roi son glorieux Aïeul, & le Roi d'Espagne lui-même?

Tantôt d'un point d'intérêt de la réversion de la Sardaigne avec celle de la Sicile. Mais un avantage si léger, si incertain, si éloigné pourvu être mis en balance avec tant d'avantages présents & solides? Enfin, ce qui est décisif, on ne pourroit obtenir qu'à ce prix la Renonciation de l'Empereur à l'Espagne & aux Indes. Pourroit-on commettre la liberté de l'État du Roi d'Espagne à de si petites difficultés & un si grand intérêt ne subsistât-il pas disputerait tous les ans.

Tantôt d'être le prétexte d'un équilibre absolument nécessaire en Italie, & qu'on alloit renverser en y joignant la Sicile aux autres États que l'Empereur y possédait. Mais le désir d'un équilibre plus parfait méritoit il qu'on replongât les Peuples dans les horreurs d'une Guerre dont ils ont tant de peine à se remettre? Cet équilibre même qu'on regrette en apparence, n'est il pas aussi solidement, & plus paisiblement peut-être, que si la Sicile étoit demeurée dans la Maison de Savoie? L'établissement d'un Prince de la Maison d'Espagne en milieu des États d'Italie, les honneurs que l'Empereur s'est prescrits par le Traité, la Garantie de tant de Puissances, l'intérêt invariable de la France, de l'Espagne & de la Grande Bretagne, système de leurs forces Maritimes, tant de Richesses laissent-elles regretter un autre équilibre? Si lors de la Paix d'Utrecht les Armes Impériales avoient occupé la Sicile, comme elles occupent le Royaume de Naples, le Roi d'Espagne n'auroit pas fait difficulté de consentir à cette disposition; & le Ministère d'Espagne lui-même n'a pas fait difficulté (1) de dire, que le Roi son Maître n'auroit jamais compté de garder la Sicile, & que s'il en faisoit la Conquête, il seroit porté, puis que toute l'Europe le voudrait ainsi, à la remettre même à l'Empereur.

Les vrais motifs de refus, jusqu'à présent impénétrables, viennent enfin d'éclater. Les Lettres de l'Ambassadeur d'Espagne au Cardinal Alberoni ont levé le voile qui les couvrait, & l'on apperçoit avec horreur ce qui rendoit le Ministère d'Espagne inaccessible à tout Projet de Paix. Il auroit vu avorter par-là ces complots odieux qu'il tramait contre nous. Il eût perdu toute espérance de débiter ce Royaume, de subvertir la France contre la France, d'y ménager des Rebelles dans tous les ordres de l'État, de soulever la Guerre civile dans le sein de nos Provinces, & d'être enfin pour Nous le sein du Ciel en faussant éclairer ses Projets séditieux, & pour cette Mère qui devoit, selon les termes des Lettres de l'Ambassadeur, servir de prétexte à l'incendie. Quelle récompense pour la France des tréfors qu'elle a perdus, & de sang qu'elle a répandus pour l'Espagne.

La Providence a éloigné de Nous ces malheurs, & nous les Français, à la vûe de la trahison qui Nous les préparait, en ardent & en pressant la vengeance. Mais S. M. n'espère que les intérêts de son Peuple, & non pas les siens. Elle ne perd aujourd'hui les armes que pour obtenir la Paix, sans rien perdre de son amitié pour un Prince qui a fait douter de son honneur & qu'on a transféré sous son nom. Heureux si ses vertus l'arrosent mais à couvert des surprises de son Ministère, & si, suivant taire à jamais les mauvais Conseils, il n'écoutoit plus que la parole, & la Religion qui le sollicitent toutes à la Paix!

(1) Lettre du Marquis de Fleury de 20. Janvier 1718.

III.

9. Juv. Ordonnance du Roi de France, contenant la

Declaration de Guerre contre l'ESPAGNE, de ANNO 9. Janvier 1719. 1719.

DE PARLEROI.

SA Majesté étoit aux Engagemens que le Roi de Grande-Bretagne avoit pris par les Traités d'Utrecht & de Bade; & vivement touché des Conseils qu'il lui donna dans les derniers momens de sa vie, de ne contracter d'autre gloire que la Paix & le bonheur de son Royaume, a mesuré jusqu'ici toutes ses démarches sur ces règles, qui seront toujours sacrées pour Elle. Sa Majesté par les avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, avoit donné ses premiers soins à réduire des Puissances considérables pour le maintien de la Paix, par la triple Alliance du quatrième Janvier 1717. Cette précaution & la Neutralité établie en Italie lui firent dans le calme les États voisins de la France; & fonderoit encore une espérance de supplier par de nouvelles mesures à ce qui manquait à la perfection des Traités d'Utrecht & de Bade, pour établir plus solidement la tranquillité de l'Europe. Mais l'Espagne, en violant ces Traités, déshonora en un moment toutes les espérances de Paix; & fit craindre le retour d'une Guerre aussi fâcheuse & aussi opiniâtre que celle que les derniers Traités avoient terminée. Sa Majesté n'a rien négligé pour arrêter le feu que l'Espagne allumoit; & de concert avec le Roi de la Grande-Bretagne, Elle a employé tous les Officiers pour ménager entre l'Empereur & le Roi d'Espagne un Accommodement aussi avantageux qu'honnorable au Roi Catholique. Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne ont obtenu non-seulement, mais ce que le Roi d'Espagne avoit le plus vivement désiré le feu Roi d'Orléans pour lui, mais encore d'autres grâces avancées. Mais comme on ne pouvoit s'adresser que le Ministère du Roi d'Espagne modérât l'ambition de ses Projets; & qu'il n'étoit pas juste que le Roi de l'Europe dépendît de son caprice ou de ses vices secrets; Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne n'ont pu résister aux influences qui leur ont été faites, de convenir suivant l'usage fréquemment pratiqué dans les occasions importantes au Bien Public, que si quelque-uns des Princes Impériaux refusoient de contribuer à la Paix, ils résisteroient leurs Vireux pour y obliger. L'Empereur & le Roi de Sicile y ont donné les mains. Mais toutes les démarches que Sa Majesté & le Roi de la Grande-Bretagne ont faites séparément & conjointement auprès du Roi d'Espagne, n'ayant pu suspendre ses entreprises, ni lui faire goûter une Paix si convenable à ses intérêts & à sa gloire, Sa Majesté n'auroit pu manquer aux engagements qu'Elle a pris par le Traité de Londres de 1713. Août dernier, sans violer la Justice & abandonner l'intérêt de ses Peuples; & Elle est obligée, en conséquence du 111. des Articles Epoux du Traité, de déclarer la Guerre au Roi d'Espagne; mais c'est en le conjurant encore avec les mêmes influences qu'Elle lui a faites depuis long-tems sans relâche, de ne pas refuser la Paix à un Peuple qui l'a élevée dans son sein, & qui a généralement prodigé son sang & ses biens pour le maintien sur le Trône d'Espagne, comme il l'avoit lui-même dans la Declaration du 9. Novembre dernier. S'il force Sa Majesté à porter ses premiers armes contre lui, Elle a du moins la consolation de ne résister à ce Prince que le salut de ses Peuples, & c'est même le lui prêter, que de l'arrêter aujourd'hui contre l'Espagne, autant pour ses propres intérêts, que pour ceux de toute l'Europe. Et à cet effet, Sa Majesté, de l'avis de M. le Duc d'Orléans, Régent, a résolu d'employer toutes ses Forces, tant de Mer que de Terre, solennelles de la protection Divine qu'Elle implore pour la Justice de sa cause, de déclarer la Guerre au Roi d'Espagne. Ordonne & exprime Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Espagnols; & leur a défendu & défend à présent d'espérer d'avoir ci après avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie; & en conséquence Sa Majesté a dès à présent révoqué & renvoie toutes Déclarations, Conventions ou Exceptions à ce contraire; comme aussi toutes Permissons, Pallepostes, Sauvegardes & Sauveconduits, qui pourroient avoir été accordés par Elle ou par les Lieutenans-Généraux & autres ses Officiers, contraires à la Présente; & les a déclarés & déclare nuls & de nul effet & valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mandé & Ordonné Sa Majesté à M. l'Aumier, aux Maréchaux de France, Gou-

ANNO 1719. Gouverneurs & Lieutenants-Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces, & Armées, Marchaux de Camp, Colonels; Messrs de Camp, Capitaines, Chefs & Commandeurs de ses Gens de Guerre, tous de Cheval que de pied, Français & Étrangers; & à tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Pré sente lui fassent exécuter, chacun à son égard, dans l'étendue de leur Pouvoir & Jurisdiction. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la Prétense soit justifiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ses Ports, Havres, & autres Lieux de son Royaume & Terres de son Obéissance que besoin iera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Paris le 9. Janvier 1719. Signé, LOUIS. Et plus bas. Le Blanc.

IV.

Mars. Plan projeté pour la Paix générale du Nord, à traiter à Brunswick.

I. La Princesse Ulrica doit succéder incontestablement, mais parce qu'un trop grand Doyennage a fait souvent entreprendre aux Rois de Suède des choses folles, tant à ce Royaume qu'à toute l'Europe, comme l'exemple du feu Roi, de son grand-Père & de Guillaume Adolphe l'ont prouvé. Ainsi le Senat limitera ce Pouvoir arbitraire des Rois futurs, par de sages règles déjà et devant utiles, à quel ne contribuera pas peu la restitution des biens pris injustement à l'ancienne Noblesse par la Chambre Royale de Rétinon.

II. Et où que les Provinces d'Allemagne ont été plus à charge qu'à profit au Royaume de Suède, à ses Privilèges & à son repos, parce que leurs Rois ont eu par là toujours des occasions ou de former des entreprises pour s'étendre en Allemagne, ou en se mêlant dans les querelles des Puissances voisines à ces Provinces, on se dispose en faveur de ceux qui les possèdent actuellement sur l'adhésion et-dessous mentionnée, selon qu'on le reglera dans le Congrès à Brunswick, afin d'empêcher par là les troubles qu'il en résultera, que leurs Amis à l'employer également & efficacement, pour leur rendre à la Couronne de Suède, la Livonie & la Finlande, Provinces qui leur sont d'autant plus nécessaires; que sans Elles le Royaume de Suède manquerait de pain & d'une infinité de Denrées indispensables, & fut tout de barrière contre les Peuples les plus formidables, je veux dire, les Russes.

III. Sur ce principe il faut en laisser au Roi d'Angleterre, comme Electeur de Hanovre, les Duchés de Bremen & Verden, comme il les possède actuellement.

IV. Au Roi de Danemark Stralsund, son District jusqu'à la Rivière de Péc & l'Isle de Rugen.

V. Au Roi de Prusse Stettin & le District jusqu'à la Péc.

VI. Le Duc Charles-Frédéric de Holstein sera mis en possession du Duché de Gutwig, & de Slonow, de la même manière que ses Ancêtres en ont joui avant la Guerre, aussi-bien que l'Administrateur, mais il y aura Amnistie, & abolition du passé & accue compte, ni liquidation des revenus ne devra se faire, ledit Duc reconnoît le Règne de Suède Ulrica, & parce qu'en cas & au défaut d'Héritier de ledite Reine, la Succession du Royaume de Suède doit venir par ledit Duc de Holstein; Ainsi pour le report de l'Allemagne il ne sera pas permis audit Duc de rebâtir la Forteresse de Tönning, & aucune autre en Holstein.

VII. Au Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, on donnera les Terres & Revenus Royaux du Territoire de Wismar & de l'Isle de Fole, & comme ledit Roi a porté le plus grand Fardeau de la Guerre, & que son Pais Héritier de Saxe a le plus souffert par l'invasion des Suedois & par les grands sommes d'argent, qu'ils en ont tirés; & qu'en comparaison de tout cela la seule part des Conquêtes sur la Suède est incomparablement inférieure à celle des autres Alliés; & ainsi pour dédommager en quelque manière la Saxe de la grande effusion de Finances qu'Elle a soufferte, les Rois d'Angleterre, de Danemark & de Prusse se cotifontrent entre Eux-tous pour la Somme d'un million & demi d'Écus, qui sera donné au Roi de Pologne pour un Équivalent de toutes les restantes prétentions.

VIII. On remettra à la disposition de la République de Pologne le Duché de Courlande, ainsi qu'il lui appartient.

IX. Le Duché de Deux-Ponts reviendra au Prince de Deux-Ponts son légitime Héritier.

X. La Noblesse de Mecklenbourg sera remise dans ses anciens Privilèges & Libertés, & cette Noblesse fera dédommagée sur les Revenus des Domaines du Duc de Mecklenbourg, ce qui lui sera réglé selon la justice par une Commission de l'Empereur & du Cercle inférieur de Saxe.

XI. La Ville de Rostock sera Ville Impériale Hanseatique libre dans l'état de ses Fortifications, Munitions, Canons, Magasins, comme le Duc de Mecklenbourg l'a mise, sans que ledit Duc puisse donner pour lui ou ses Successeurs, et sans le moindre Droit de Protection ou avoir la moindre préférence sur elle, & cela par la raison des Troubles à sa fin & à sa cavie de suite.

XII. La Livonie, la Finlande & toutes les Conquêtes que le Czar de Moscovie a faites sur les Suedois, seront rendues à la Couronne de Suède, hormis Peterbourg, Cronscholt & Narva avec leurs Dépendances, qui restent au Czar, pour le dédommagement de la Guerre, bien entendu avec condition, qu'il accepte le susdit Traité; mais si, contre toute espérance, S. M. C. ne veut pas consentir à cette Paix, & que par-là la Couronne de Suède soit obligée de poursuivre la Guerre avec les Russes & Aliens, pour éteindre ce Plan de Paix, & que par-là il arrive une grande effusion de sang Chrétiens, aussi-bien que des dépenses immenses, & que la Suède & la Pologne feroient les plus exposés aux maux que cette Guerre traînerait après elle; ainsi il sera stipulé, qu'en cas que le Czar oblige les Aliens aux dépens de poursuivre la Guerre, qu'aucun des Actes de faire tout de Conquêtes sur les Russes, qu'on les réduise à rendre, outre les Provinces susnommées, Peterbourg, Cronscholt, Narva, avec leurs Dépendances, l'Ingrie & la Carélie à la Suède, afin que leurs Limites soient établies de ce côté-là comme devant la Guerre, & à la République de Pologne Smolensko & Kioff avec leurs Dépendances, ou au cette République sera en partie dédommagée de la rançon Guerre qu'elle a été obligée de souffrir si long-temps chez Elle, laquelle ledits Russes lui ont uniquement tirée, & des immenses sommes que leur entretien forcé a coûté à cette République, & la Pologne aura par-là une barrière, afin de n'être plus si facilement exposée aux Invasions & razzias des Russes.

XIII. Le Traité sera conclu par une Alliance offensive & défensive, tant entre les Parties intéressées qu'entre ceux qui y voudroient entrer, & à quel il importe, on y prendra les mesures nécessaires pour l'exécution du susdit Traité de Paix, & comme ceux qui voudroient s'y opposer & ne pas s'y conformer.

V.

Renouveau de la Serenissime Archiduchesse MA. 19. Août.
M. JOSEPH, Epoux du Prince Royal & Electoral de Saxe-FRÉDÉRIC AUGUSTE.

NOS Maria Josephæ, Hungariae, Bohemiae nec non Austriacae Siciliae Regis Principis, Archiducissae Austriae, apostolicae & praefatae pro solis, nobilisque Poloniae, Hierusalem & Succellibus, universitatis quocumque Interit, aut futuris autem temporibus hactenus quomodocumque potest, acutim, relationem facimus teatote praefatum ad perpetuum rei memoriam.

Postquam Serenissimos ac laudatissimos Principes ac Dominos, Dominos Carolos, Dei fuisse elementis Electores Romanorum Imperatores interea, Imperatores Augustos, Germaniae, Hispaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Sclavoniae, Croatiae, Sclavoniae, nrisque Siciliae Reges, Archiducibus Austriae, ac Colocidissimos Dominos Patres nostros, nos pro patris plene in nos coram amantem persequens Serenissimam & Potentissimam Principis Domini Fridrici Augusti, Poloniae Regis, Magni Ducis Lithuaniae, Ducis Saroniae, Sacri Romani Imperii Archi-Marchionis & Electoris de, praefecto Sui Majestatis Regis Serenissimam Principis Domini Fridrici Augusti, Regis Regio Polonae

ANNO 1719.

ANNO
1719.

nos & Libertatem ac Electorali Saxoniae de. Accedente
impetris nostra voluntate & consensu, annuente & fave-
rente quoque Serenissima & Potentissima Romanorum
Imperatrice Amalia, celsitudinis ac perdidicimus Domi-
nia Generosa nostra, obtemperavit Dispositione S.
Sandissimi Patris Domini Clementis XI. Romani atque
universalis Ecclesiae Pontificis, quae data est Romae
die 17. Junii anni 1719. in Hispaniam & futuram Con-
gregationem adscripsit: Porro in Traditione desuper habito inter
cetera id primo loco altum districque verbis casum
providimusque fecit, ut Nos totius illius Masculi
monii, juxta ac prout utriusque pietatum ac consen-
sum tot, antecessores ad nostrum consensum &
Naples, juxta regulas successione primogenitali in
Angusta Domus jam dudum radicata, sed quae ab Im-
peratore Ferdinando hujus nominis secundo, celen-
dum quondam Atavo nostro, glor. mem. in suo die
10. Maji 1641. confecto Tolosano, condiditque de-
super de B. Agnoli anni 1639. Codicillis, quoad ordi-
nem Successionis inter Heredes suos Masculos dilata-
tus magis ac firmiter stabili fuit, quoque subsiste-
re ex dispositione patris a Serenissimo quondam, Potenti-
mo ac Invictissimo Franciae & Domino, Domino
Leopoldo, Romano Imperatore, celsitudinis Avo
nostro, inter Filios suos, Serenissimos quoque &
Potentissimos, acceperit respectu Romanorum & Hispaniarum
Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum
Archiduces, successores Romanorum Imperatores, celsitudi-
nissimos & perdidicimus nostros Generosum & Patrem
die 12. Septembris 1703. ipso scilicet, voluntas
dispositionem acceptatissimam fida ad Feminas ex Litteris
in Germania exparte descendentes cunctis ac deinde die
10. Aprilis anni 1713. convocatis ad id Nos Castrem
Catholicam Majestatis Confiliarii Status arcibus Regu-
rationeque ac provisionem Feminarum Archiducum
explicet & publica in publicum & perpetuum Scien-
tissimas Domus Austriacae Fatum, quoniam in Legem fun-
damentalem & Sanctionem pragmaticam ablit, omnes
nosstris Juribus, Adlocutionibus, quae vel quas in Regna,
Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majestate
Castrea nunc fecerit regere possit, vel de Jure
quomodocumque ad se spectantes competere Nobis
nostrisque olim Posteris atque Heredibus utriusque
cum Masculini tam Feminini sexus, quocumque de-
mon de causa possit, in favorem & commodum non
solum universorum Masculinorum & dictae Angusta Domus
legitime ordinum Archiducum, sed & in praecipuum
quoque ac praesentium Feminarum Archiducum
a Sua Majestate Castrea hodie gloriose imperante progre-
niam & deinceps masculinam earumque posteritatem
ac Heredum patris utriusque tam Feminini quam Mas-
culini sexus solentem remanentiam, cedamus & abdi-
cimus: Quod nos ad majorem Del O. M. bonorem &
gloriam, incrementum magis posteritum, atque ut
Regna & Provincias a Sua Majestate Castrea Regio-
Catholica in praesens possit ac deinceps possideat
perpetuo retro temporibus indivisibiliter ac inseparabiliter
inter se penes unum eundemque Heredem, juxta
Successionis ordinem subitum, nihil permutare, oc-
casionibus, iustitias ac dispositionibus praesentis, praes-
tatum vero Declarationis allegatis & Nobis una cum
ceteris productis de die 19. Aprilis anni 1713. ut supra
promulgare inhaerentes, ac de eo, de qua agitur, rite
pleneque, edocuit, de consilio, voluntate & affectu
proditi Serenissimi Principis Regi Electoralis, dilectissimi
Senatus Nobili, annuente quoque & consentiente
Serenissimo & Potentissimo Domino Rege & Electore,
Eadem Genitorum, (quos ex Instrumento eorum Ra-
pacionis, tam et Mandato Procuratoris distulit
consilio) et cetera nostra scientia antequam bene delibe-
raro omnibus Juribus, Praesentibus, Adlocutionibus
rationibus, quae Nobis sive Jure sanguinis & Naivitatis,
sive ex iure & obsequiis olim in Angusta Domus
uistras, sive etiam ex Pacto praescripto, de die 12.
Septembris anni 1703. sive alio quocumque demon no-
mine, ac exequiis suis, in Regno, Principatus,
Ditiones & Provincias, quae ab alio fuit Majestate Sua
Castrea, celsitudinis Domino nostro Patre ad in
praesens possidentur aut possideri de Jure possint ac de-
berent, competere una competere possint, sive
liberrime voluente, nulla vi aut coactione, calidave
persuasione aut metu, etiam reverentia indebita pro
Nobis nostrisque Posteris omnibus Heredibus tam
Masculinis quam Femininis sexus celsitudinis & renun-
tationem, prout iisdem vigore praesentium de consensu
aut faps in optima & simplicissima Jure forma, animo
deliberato ac spontaneo, nullo coactus, remanentiam

Tom. VIII. Part. II.

& abdicamus: Itaque non solum in favorem, com-
modum & praesentium Posteritatis & Heredum Mas-
culinorum, quos nuncupatos Majestatis Sae a Deo prece-
munt, verum & futurorum Archiducum a Majestate
Sua jam progenitorum & deinceps posteritatum, annuente
eorum Potentissimo, Heredum & Successo-
rum utriusque sexus ex legitimo ortho procreato-
rum & non legitimum, adeo et quando ex his
Majestatis Suae descendibus Prole aliquae sive
Masculinae sive Feminae quocumque demon gra-
de supervenerint, neque Nos neque Fili, Posteris
Hereditas nostrae, neque qui-quam aliorum eorum nomi-
ne nihil unquam succedere aut succedere Juri
la dicta Regis, Principatus, Ditiones & Provin-
cias, vel eorum aliquam partem, illarumque potent
licet minimam, utpote Littera Castreae Regis Ca-
rolusque ovis regeretur & in ea descendentes Matribus
& feminis Jure Primogenitura in inhutum inseparabi-
liter & indivisibiliter affectis, praesentem velimus, pos-
sumus ac debemus, declarare ac serio protestari;
quod Nos praesentibus in Angusta Domus receptum;
utriusque provinciarum subitum & per Jure casum
Declarationem obtemperant magisque discedunt Pri-
mogeniturae Juri, nec non praecipuum in ea cum Ma-
tribus tam feminis succedendi ordinem inaleum, eam
unumquemque & legem fundametalis ejusdem pro Nobis
nostrisque posteris & Heredibus utriusque sexus respec-
te, tenere, observare etiam firmiter inhaerere ac et
contra ejusdem tenore & dispositionem a Nobis vel
ab Heredibus & Posteris nostris quocumque sexus sit,
aut a quavis alio nostro aut litteram acceperit, quibet-
cumque demon de causa, quae omnes & singulas iri-
tas, vias, intrusas & injurias et nane pro nunc
propaniamus, apertis, committere nunquam aut pos-
sumus: Quia potius obtemperant atque etiam sacro-
santissime pollicemur, quod si unquam (quod absit) ali-
quod ex dictis Ditionibus, Regibus, Principatibus aut
Provinciis in totum vel in partem nostro Nobis deferri
aut Nos ad aliquam fere eorum aliquam & quocumque,
quocumque demon fide praeferat aut enotare vocat
aut sollicitari contingeret, Nos non tantum ejusmodi
damnales conatus pernitentique consilia ac molitiones,
perpetuo constanterque rejiceremus, necesse illi auri,
aliquam, opem, vel auxilium alium praestitum, aut
ut id ab alio quocumque tandem fiat, passim, sed et
potius in debis legitimo Successionis iuris alterius
sensu fide & obsequiis perseveremus, omnes vias et
impedimenta, ac adeo et Dote in ipso Matrimonii nostri
Contractu Nobis assignatis, ceterisque apparibus ac
ornamentis, quibus littera Nobis conveniunt elocutione-
mur, a modo contentis Nos pleneque pro omni-
bus Juribus, Adlocutionibus ac praesentibus quoque
nominali sint, quoque Nobis et qualicunque demon
casu, uti superi competere possint, satisfactum Nobis
esse declaramus, quod inque nempe Proles annis al-
teriusque sexus a Sua Majestate Castrea Regi Catho-
licis procreant ac deinceps procreant, nemine Pos-
teri & descendentes patris utriusque sexus in vivis
superabit.

Quid si vero (quod Deus aeternum prohibet) om-
nes utraque tam Feminini quam Masculini sexus
proles a Sua Majestate progeniat vel deinceps pro-
cedente uni cum omni eorum posteritate partes Mas-
culinae & Femininae extingui ac prout debere ac-
quam accideret, in eum casum, qui nobis admodum
expediendum patrem aviamque Hereditatem, vel ex
ipso Primogeniturae iustitio, praesentem vero vi praes-
tata Declaratione die 19. Mensis Aprilis anni 1713. jux-
ta subitum in et Serenissimis iustis ordinem recu-
deret, Nobis nostrisque Posteris & Descendentibus tam
Matribus quam Feminis iam omne omnesque actiones
ad succedendum in dictis Regnis, Principatibus, Di-
tionebus ac Provinciis ex Jure Domini, hypochere, vel
alio quocumque competentes, vigore praesentium so-
lemnitatis & plenissime pro expellim relevamus, ita
et quae facta a Nobis et pro Posteritate Suae Majestatis
Castreae utriusque sexus tam Feminini quam Mas-
culini remanent, illa tunc & in eo casu cum non dicta
aut pro non emissis haberi, neque oblati ac Nobis,
Hereditas aut posteris nostris Matribus seu Feminis
aut alium ad successorem obtem facere possit centum
debet, quam ipsum tamen reversionem nostram de
his duntaxat Heredibus & posteris nostris Masculis
Feminis intelledum volumus, quod si quae Catho-
licae Apostolicae Romanae Religionis eviente causa
procederet, cum omnes, qui aliter auri, quam Ca-
tholicae Apostolicae Romanae Religionis additi vel de

ANNO
1719.

die

ANNO
1719

idē effem, ab omni supradicta successione et nunc in perpetuum pro exclusis et inhabilibus habendi sunt, prout et eos easque pro perpetuo exclusis et inhabilibus hinc habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac Renuntiatione velut in illa inanimata comprehensas eas Hæreditates, quas nobis per Jussu interuentu seu aliuscui quam ex Augusti Domus foret obvenire contingeret: quo utrum illarum nostra Renuntiatione majorem vim acque vigorem plenamque firmitatem ac robur fuit obtinuit, Nos desponsata Maria Josepha Archiduchessa, de voluntate, auctoritate et assensu præfatorum Nosorum respectivè eisdemque ac dilectissimi Sponsi, Domini Frederici Augusti Principis Regi et Electorali jam Majoris facti ac quoad hæc admodum à Patri potestate municipalis, nec non Sive Regis Majestatis Domini Frederici Augusti Polonia Regi, Magni Ducis Lithuanie et Saxonie Electoris, Parisi et fidei nostri Socii hanc ipsam Renuntiationem pro Nobis nostrisque Posteris, Hæreditas et Successoribus in tantum sponte abque ulla vi aut persuasione, et censu scienti in fœdem ac lœritum, ut præmissum est, deliberat fecimus, verum et pro Nobis dictisque nostris Posteris, Hæreditas et Successoribus eorum Deo quicque Cuius cunctis fœderatè pollicemur ac promittimus, Nos et, quæ in hac Renuntiationis Instrumento quicque Articuli, Punctis et Clausulis continentur, et in eo et antiquis Ordinationibus, Pactis et Dispositionibus, præsertim verbis ex Declaratione super capis repetitis et 19. Aprilis anni 1713. edita cum basi et insensum hujus nostre Renuntiationis et respectivè acceptationis allegata, clare deducta, provisio, dispensata ac promissa sunt, et persequi in universis Sive Casibus Regique Catholicæ Majestatis Regalis et Pontificiæ seu Lex fundamentalis, Sancto præsumptis ac Padum Augusti Familie promissum, succedi, fideliter ac accurate observamus, neque in ulla ratione, vi aut modo sine directè sive indirectè contraventione, sed et neque admittimus esse, ut in à quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore ulla unquam tempore contraveniant.

Nos Maria Josepha nata Regia Princeps Hungarie, Bohemie ac Archiepiscopus Sicilie, Archiduchessa Austrie, vivemus ac jamque Deo omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hæreditas, Posteris ac Successoribus, quod hæc Renuntiationis et respectivè adnationis Instrumentum Nobis jam prædictum et à Nobis propriis manu subscriptum, in omnibus Pactis, Articulis et Clausulis fœderis observare debeamus et velimus. Ita Deo nos adjuvet, fidei mentali concepta benedictio Dei Mater Maria et omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem hic depono gravissimo Juramento in vinculo verbi ac honoris nostri promittimus, quod abolitionem à summo Penitentie, sive à quocunque alio sub qualicunque prætextu exceptibilis nec potestate ipsa, neque quibus alio obsequium unquam finis acceptamus, neque ad hoc prodebat ut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla argenti aut thesauri mentali, sed et ceteris exceptiones ulla Juri et fidei, ex lo fœderis, quas defuncti possent ex capite renuntiationis et Juramenti inviolabili, lœtioni alia diudivina, meritis reverentibus, conditionibus, vel doli, et aliter gestis quam scriptis, ignorantia, observantia antiquæ Legum vel Consuetudinum Regorum et Præfatorum: postremam nec illa beneficia et Judicia fœderis Fœderis à Jure Civili et Canonico alias tribui et competere solita, de quibus appone Nos Maria Josepha Archiduchessæ peculiariter, illudam plenèque soluta ac cunctis existimus, quibus adeo omnibus et singulis aliisque quicquid quicunque industria et ingenio excogitabilibus subiacet, oppositionibus et exceptionibus, Nos desponsata Maria Josepha Archiduchessæ de assensu et auctoritate, ut supra, ex censu scienti omninoque deliberato, ultra Juramento renuntiamus et nunc in virtute cuncti Juramenti deob quibus solemnissimè renuntiamus, sincere, remoto omni dolo.

(L. i.) MARIA JOSEPHA.

ANNO
1719.

Accession et Confirmation de la Renuntiation précitée, par le Prince Royal et Electoral de SAXE, FREDERIC AUGUSTE, &c.

NOS FREDERICUS AUGUSTUS, Dei gratia Regis Polonie et Lithuanie ac Electorali Princeps, Rex Saxonie, Jussu, Clivis ac Meusum, nec non Antrim et Westphalia, Landgravius Thuringie, Marchio Missin, et et Superioris et Inferioris Lusitane, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marce, Ravensberge, et Barby, Dominus in Ravensberg, Notum testamur hæc fecimus ad perpetuum rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus et Potentissimus ac Invictissimus Imperialis Domini Carolus Divini fœderis Clementia Electus Romanorum Imperator, hujus nominis sextus, Imperator Angolus, Germanie, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungarie, Bohemie, Dalmatie, Croatia, Sclavonie, et quicque Sicilie Rex, Archidux Austrie, Dux Burgundie, Scyre, Carinthie, Carniole et Wittenbergæ, Comes Tyrolis, &c. pro potestate et auctoritate, quæ pollet, de voluntate et assensu Serenissimus ac Potentissimus Romanorum Imperialis Domini Annale, eisdemque tunc temporis Sponsi, nunc Conjugis nostre Generalis, Nobis prædictissimum suam et Fratrem Nepotem Serenissimum Domium Majum Josephum Regiam Principem Hungarie, Bohemie, utriusque Sicilie, &c. Archiducem Austrie, &c. &c. prævio quocunque consensu, sub die 10. Augusti à. c. in suam Consensum desponsam, et dilecti Legati et conditione, ut dilectis suis pro sententia temporis illius Florentinus Rhensium Domus nunc eadem in Contractu Matrimoniali consistens, utriusque tempore numeranda, omni potestate virique successores à Hæreditas juxta morem in locis Domus Austrie jam eodem receptus, et subinde per Pacta ac subfœderas Declarationes, et in specie per Declarationem de 29. Aprilis 1713. viam Legi, Sanctissimis pragmaticis et Padi familie perpetuæ abolitionem ex prædictis in omnibus Regni, Principibus et Provinciis Sive Militariis Casibus Regio Catholicæ promissum, dilectissimum magis magisque obfirmatum fidei fœderis renuntiaret, ipsa verbis id nos modò Vienna sub die 19. Augusti à. c. acceptante, illamque acceptationem in animam nostram jeterando confirmante nostro Procuratore Magni Ducis Lithuanie Raboli Præfetto, Regie Sive Majestatis Polonie Campi Marchionis, secretioris Consilii Directoris, etiam Consensu nostro, et secum Consensu Bellini Præfetto, Domino Jacobo Henrico Comite à Flemming, Secretibus et consensibus Nobis ante consummationem Matrimonii alia præstiterit, sed et eodem Renuntiationem hic Deinde hodiernæ die infra scripto, Nobis præstiterit, volumus, confirmantes et approbantes horarum, quæ tenor sequens est:

(Inferior Renuntiation à Serenissimæ Archiduchessæ Maria Josepha facta.)

Quod Nos Fredericus Augustus Regis Polonie et Lithuanie ac Electorali Princeps, illam à dilectissimum sui prædictissimum Conjugem nostram in factum, æternamque Renuntiationem, col, velut prævio conditioni, ipse Matrimonium Contractu instituit, sequæ et non alter iuris fuit, per omnia, in omnibus facti Pactis, Clausulis et Articulis acceptationem, approbationem, iudicantem et confirmantem, prout eadem hinc Litteris nostris sub præmissi Legi Pacto et conditione acceptamus, approbamus, iudicamus, et confirmamus, eamque volentes, assensu, et consensu nostro authorissimus, etiam etiam adimplendum Nobis rite ac valitè prædictum fuisse pro Nobis Hæreditasque nostris ac Successoribus, promittimus et eximus Nos præfatum Renuntiationem juxta Leges Primogenituræ lo locis Domus Austrie inter Matrimonium jam eodem receptus, et subinde per Pacta et secretiores Declarationes Nobis prædictis cognitas, ad Fœderis dictis attentione, etiam vi Padi familie perpetuæ obsequium, etiamque utque hereditas in omnibus et singulis Punctis, Articulis et conditionibus, non quoad ordinem succedendi in eo hereditas, quæ quoad habilitatem in eo unumque perpetuum, ac omninoque omnium Regum, Provinciarum, Principum ac Ducum et Sive Majestatis Casibus Regi Catholicæ in prædictis possessionem aut in suam possessionem adimplendum.

ANNO 1719. *divisibilem & inseparabilem suam, gratam, probatamque habere, semperque habitaris, neque illa in re illi usquam contrarium, aut, si quocunque contrarietur, nullius esse, in cujus rei magis robur illam à Nobis ipsam Renovationis acceptationem ac ratificationem, quaque perpetuam observationem firmitatem firmavimus, atque in eas inclinationem praesentis manibus nostris subscripseris Sigillo nostro muniti fecimus, Drex die 1. Mensis Octobris anni 1719.*

(L. &.) FRIDERICUS AUGUSTUS, Rex.
P. P. & L. E. S.

Actum & Confirmatum de la Renovation précédente, par le Roi AUGUSTE de Pologne, Electeur de Saxe, &c.

NOS AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithaniae, Rellie, Prussiae, Massimie, Samogitiae, Kyrolis, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czeremissinaeque; Dux Saxoniae, Juliaci, Clivia, Montiani, nec non Angiae & Westphaliae, Sacri Romani Imperii Marchionis & Elector, Landgravius Thuringiae, Marchio Miniae, ut & Superioris Inferioris Lusaniae, Burgundiae Magdeburgensis, Comes Principatus Hennebergensis, Comes Marcae, Raversberg & Barbi, Dominus in Ravensstein, Notum telumque hinc facimus ad perpetuam rei memoriam nostris: Cuius Duo personarum scilicet ut, et Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini Carolus Romanorum Imperator huius nominis sextus, semper Augustus, Germaniae, Hispaniarum & Indiarum nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, archiepiscopus Siciliae Rex, Archiepiscopus Austriae, Dux Burundiae, Myriae, Galatiae, Carthago & Wittenbergae, Comes Tyrolis &c. pro se suisque successoribus, qui possit, de voluntate & ad instantiam Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris Domini Amantissimi, celsissimae Sponsae Generis dilectissimi Filio nostro Serenissimo Principi Domini Friderico Augusto Regi Poloniae & Lithaniae, itemque Electori Principi, Duci Saxoniae, Juliaci, Clivia ac Montiani, Angiae & Westphaliae, Landgravi Thuringiae, Marchioni Miniae, ut & Superioris ac Inferioris Lusaniae, Comitii Principi Hennebergensi, Comiti Marcae, Raversberg & Barbi, Domino in Ravensstein, per dilectionem suam ex Fratre Nepote Serenissimum Dominum Mariam Josepham Regiam Principem Hungariae, Bohemiae, archiepiscopus Siciliae &c. Archiepiscopus Austriae &c. praevo quoque ejusdem consensu, sub die decima Aug. a. c. in futuram conjugum desponsationem, et diversis Legibus & conditionibus, ut dilectio sua pro Summa centum militum Florentinum Rhenorum Dotal nomine eodem in Contractu Matrimoniali continetur, ubique statim tempore nuptiarum, omni potestate, auctoritate Successoribus & Hereditatibus, prout moribus in inclita Domus Austriae jam dudum receptum, & subinde per Pacta & tabellarias Declarationes, & in specie per Declarationem die 19. Aprilis 1713. viis Legum Sanctionis pragmaticae & Padi familiae perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus Regni, Principatus & Provinciae Suae Majestatis Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgandam, edictum suum magisque observatum, rita libenter renunciet, ipsa vero id non modo Vienna sub die 19. Aug. a. c. acceptante, illamque acceptationem in animam nostram iurando confirmante nostro Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniae Rastuli Praefecto, nostro Campi Martialis, senioris Consilii Directore, actuali Consilio laetino & arcani Consilii Belli Praefecto, Jacobo Henrico Comiti à Vierning, vigore specialis Mandati promissi fuerit, ut solennem Renunciationem & abdicationem, quam praedicta Serenissima Regia Principes super omnibus & singulis à sua Cathara ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut aliis de Jure ad eam spectantibus Regni Hederariae, Archiducibus, Principibus, Ducibus aut Provinciae, quocunque demum nomine ac veniant, ac super ejusdem rerum aut potestate ex quocunque titulo procedentibus Juribus seck, atque juremto corporali aut consuetudinem Matrimonii Vienna die 19. mensis Mensis Augusti firmis, non solum memoriam Serenissimae Regiae Principis Mariae Josephae Archiducis Austriae hic Drex praesente Suae Catharae ac Regiae Catholicae Majestatis ad hunc Actum specialiter delegato Missio, licet ac de novo juremto firmare, sed etiam Serenissimos & Potentissimos Principes & Dominos Angiae secundum Dei gratia Rex Poloniae, Magnos Dux Lithaniae, Rellie, Prussiae, Massimie, Samogitiae, Kyrolis, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czeremissinaeque; Dux Saxoniae, Juliaci, Clivia ac Montiani, nec non Angiae & Westphaliae, Sacri Romani Imperii Archi-Marchionis & Elector, Landgravi Thuringiae, Marchio Miniae & Superioris & Inferioris Lusaniae, Burgundiae Magdeburgensis, Comes Principatus Hennebergensis, Comes Marcae, Raversberg & Barbi, Dominus in Ravensstein, una cum ante fac-

(Infra Renunciatio à Serenissima Archiducissa Maria Josephae, Vienna facta.)

QUOD NOS AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniae &c. istam à Dilectione Suae perditam VIII. Feb. 11.

ANNO 1719. *testificans Nos nostra ita factam iterumque Renunciationem, cui, velis praevis conditionibus, ipse Matrimonii Contractus insisteret, seque & non aliter suum fuit, per omnia in omnibus suis Pactis, Clausulis & Articulis acceptavimus, adprobavimus & confirmavimus, prout eandem hinc Literis nostris sub penultima Lege, Pacto & conditione acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque volumus, ad sensu nostro antea, atque etiam ad publicationem nostram ac validam peritiam fuisse potestatem, veris Regis & Electoris pro Nobis, Hereditate nostra ac Successoribus promittentes ac caventes, nos praesentem Renunciationem juxta Leges Primogenitricis in inclita Domus Austriae inter Masculos jam dudum receptas, & subinde per Pacta, recentiores Declarationes Nobis apprime cognitae, ad seminas diuturnas, atque una Padi familiae perpetui obtinentem, emulam atque servatam in omnibus & singulis Punctis, Articulis & Conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in coronatum, quam quoad familiam in eo contineri perpetuam ac omnino omnium Regnum, Provinciae, Principatus ac Ducatum à sua Majestate Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore in praesentem possessionem, ac in futuram possidendam indivisibilem & inseparabilem ratum, gratam probatamque habere, semperque habitaris, neque illa in re illi usquam contrarium, aut, si quocunque contrarietur, nullius esse, in cujus rei magis robur illam à Nobis ipsam Renovationis acceptationem quaque perpetuam observationem firmitatem firmavimus. Atque in eas inclinationem praesentis manibus nostris subscripseris Sigillo nostro muniti fecimus, Drex die 1. Mensis Octobris anni 1719.*

AUGUSTUS, Rex.

G. COMES DE WERTHERSEN.
B. DE ZSCH.

Confirmation réitérée avec Serment de la Renunciation du la Serenissima Archiducissa MARIA-JOSEPH.

CUM in Padi conjugibus inter Serenissimum Principem Dominum Fridericum Augustum Regem Poloniae & Lithaniae, itemque Electorem Principem, Ducem Saxoniae, Juliaci, Clivia ac Montiani, Angiae & Westphaliae, Landgravi Thuringiae, Marchionem Miniae ac & Superioris ac Inferioris Lusaniae, Comitum Principem Hennebergensem, Comitem Marcae, Raversberg & Barbi, Dominum in Ravensstein, & Serenissimum Principem Dominum Mariam Josepham Regiam Principem Hungariae, Bohemiae, archiepiscopus Siciliae &c. Archiepiscopus Austriae &c. die 10. Aug. a. c. iuxta Art. III. & V. convenimus & à Regis Suae Majestatis Poloniae, Sponsae Serenitatis Principis Regis Procuratore, Magni Ducatus Lithuaniae Rastuli Praefecto, Regis Suae Majestatis Campi Martialis, senioris Consilii Directore, actuali Consilio laetino & arcani Consilii Belli Praefecto Jacobo Henrico Comiti à Vierning, vigore specialis Mandati promissi fuerit, ut solennem Renunciationem & abdicationem, quam praedicta Serenissima Regia Principes super omnibus & singulis à sua Cathara ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut aliis de Jure ad eam spectantibus Regni Hederariae, Archiducibus, Principibus, Ducibus aut Provinciae, quocunque demum nomine ac veniant, ac super ejusdem rerum aut potestate ex quocunque titulo procedentibus Juribus seck, atque juremto corporali aut consuetudinem Matrimonii Vienna die 19. mensis Mensis Augusti firmis, non solum memoriam Serenissimae Regiae Principis Mariae Josephae Archiducis Austriae hic Drex praesente Suae Catharae ac Regiae Catholicae Majestatis ad hunc Actum specialiter delegato Missio, licet ac de novo juremto firmare, sed etiam Serenissimos & Potentissimos Principes & Dominos Angiae secundum Dei gratia Rex Poloniae, Magnos Dux Lithaniae, Rellie, Prussiae, Massimie, Samogitiae, Kyrolis, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czeremissinaeque; Dux Saxoniae, Juliaci, Clivia ac Montiani, nec non Angiae & Westphaliae, Sacri Romani Imperii Archi-Marchionis & Elector, Landgravi Thuringiae, Marchio Miniae & Superioris & Inferioris Lusaniae, Burgundiae Magdeburgensis, Comes Principatus Hennebergensis, Comes Marcae, Raversberg & Barbi, Dominus in Ravensstein, una cum ante fac-

ANNO
1719.

Serenissimo Principe Regio Poloniae & Electorali Saxoniae Frederico Augusto probare & acceptare, etiamque pui validi & obligatois agnoscere, nec non ad praeiudicium summamque obsequium vestrum recentiorumque Dispositionum veterum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de duo to Maji anni 1641, & t. Augusti anni 1657 nec non Leopoldi 6^{ti} m. d. duo 11. Septembris anni 1703, praecipue vero & nominatim iura Declarationum à sua modo feliciter regnante Caesare Catholico subditi Majestati, quoad successorem rursus eundem & ordinem detentis in Antea litem observandum die 19. Aprilis anni 1713, in vim 3^{ae} m^{ae}bris pragmatice à Legi perpetua valens civitatis, depono ad Deum ipsaque sanctum Evangelium fidei iuramento si infingere vellet ac debere, jamque à Caesare suo Majestati ad hunc Actum actuali eisdem Consiliarii intimis, Cubiculariis Regibus Locumtenentibus & fopimus Bergraviis Præsentis Joannis Josephus Comes de Wirtzb, huc specialiter Mandato in rebus, missis iurari.

Hinc Nos Maria Josepha Regis Poloniae ac Lithuaniae itemque Electoralis Saxoniae Princeps, nata Regia Principis Francisci, Bohemae, ac utriusque Siciliae Arc. Archiducis Austriae etc. ex qua in supra citata Renunciatione ejusque Antecessoribus & Clausulis constitutionibus, ita in ea et antiquis jam allegatis Ordinationibus, Pactis & dispositionibus, praefertim verbis et Declarationibus istis 19. Aprilis anni 1713, et à t. c. m. b. et t. c. m. b. et t. c. m. b. Renunciationem allegata, clare deducit, praefata, Bipartita, promissa ac Juramento die qua supra firmata jam rursus, sincere, fideliter & accurate observantur, neque in illa ratione, via aut modo sive directè sive indirectè contraveniant, neque ut illis à quocunque alio, sub quacunque demum praetextu sub colore, ullo unquam tempore contraveniant, adimplere esse, de quo permittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omniunisque nostris Haereditibus, Potestibus & Successoribus vestris ac personis, quod superius nominatum Renunciationem & respective adhesionem, eorum Insinuationem Nobis Viennae die 19. Aug. a c. praefatis, & a Nobis populi manu subscriptum fuit, in omnibus Partibus, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deo adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

Itemque Nos FRIDERICUS AUGUSTUS Rex Poloniae & Lithuaniae, nec non Electoralis Saxoniae Princeps, alio à possidetissima Coniuge nostra Serenissima Principe Regis Poloniae & Lithuaniae itemque Electoralis Saxoniae, nata Principe Regis Hungariae, Bohemae, ac utriusque Siciliae etc. Maria Josepha Archiducis Austriae etc. fudam & à supra nominato Procuratore nostro Comite à Flemming in vestram nostram Juramento fidei iuramentum Viennae firmatum Renunciationem & adhesionem in omnibus suis Partibus, Clausulis & Articulis acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus eamque volumus, adimplere & confidere nullo seruitutis, atque etiam adimplentibus Nobis sic ac valde perfectam fuisse probentur, Deoque omnipotenti pro Nobis, Haereditibusque nostris ac Successoribus vestris ac personis, quod praefatum Rex cum consensu sua Leges Primogeniturae in sacris Divinae Aulicae inter Matriculas jamdudum receptas, & subinde per Palla & recessiones Declarationes nobis apponere eugestas, ad finem dicitur extensis, atque vim Palla familiae perpetui obsequentes, emulam, atque iterum in omnibus & singulis Partibus, Articulis & Conditionibus rati, probantur habemus, fideliterque observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deo adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

Nosque AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Dux Saxoniae & Elector etc. à possidetissima Coniuge nostra Serenissima Principe Regis Poloniae & Lithuaniae, itemque Electoralis Saxoniae, nata Principe Regis Hungariae, Bohemae, ac utriusque Siciliae etc. Maria Josepha, Archiducis Austriae etc. in rationem à Procuratore nostro Comite à Flemming, nostro nomine Veniente, acceptam, Juramentoque in animam nostram confirmamus, & jam Nobis & possidetissimo Filio nostro Principe Regis Poloniae & Electoralis Saxoniae Frid-

rico Augusto praesentibus, votantibus, confirmantibus & adpromittentibus hoc iterum Renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque volumus, adimplere & confidere nullo seruitutis, atque etiam adimplentibus Nobis sic ac valde perfectam promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis Haereditibusque nostris ac Successoribus vestris ac personis, illam Renunciationem iuxta Leges Primogeniturae in sacris Divinae Aulicae inter Matriculas jamdudum receptas, & subinde per Palla & recessiones Declarationes Nobis apponere eugestas, ad finem dicitur extensis, atque vim Palla familiae perpetui obsequentes, emulam, atque iterum in omnibus & singulis Partibus, Articulis & Conditionibus, à Nobis hodierna die solemniter Diplomata ratum, gratam, probantur habere, nec ulla in se illi ubique contraveniant, aut, ut à quocunque contraveniant, pui velimus ac debeamus.

Ita Nos Deo adjuvet, Sanctum ejus Evangelium, & omnes Sancti.

IN fidem hujus reverentis Renunciationis, adhesionis & acceptationis Instrumentum hoc propriis manibus à Nobis Augusto secundo, Rege Poloniae etc. Electore Saxoniae etc. Nobis Regio Poloniae ac Lithuaniae, itemque Electoralis Saxoniae Principe Frederico Augusto, & Nobis Regis Principe Maria Josepha, subscriptum fuisseque nobis munimur etc.

Deposita prima Mensis Octobris anni millesimi Septingentesimi decimi nostri.

(L.S.) AUGUSTUS Rex.

(L.S.) FRIDERICUS AUGUSTUS
R. P. P. & L. E. S.

(L.S.) MARIA JOSEPHA
R. P. P. & L. E. S. & A. A.

VI.

Conventio inter SACRAM CAESAREM & 18. Nov.

Catholicam Majestatem & Regis Majestatem, nimirum CHRISTIANISSIMAM & BRITANNICAM facta, de novo Terminis transiit Regi Catholico PHILIPPO concedenda, quod quidem classis, Filius vel Filius ejus ac Regis moderna praesent vel praesentis praesentis & Successione Divisione Hiberniae, Parmae & Placentiae habeatur. Altem Hys-Cumitis 18. Novembris 1719. Cum Brevis Separatus Articulis, & Plenipotentiariis Tabulis ad eandem Conventionem pertinentibus. [Tiré de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale & Catholique.]

TAMESS Rex Hispaniarum contrahendo Bellum à quo iam impedit mori, se privavit à die 2. Novembris Expeditionis in Ducem à Migno. Duces Hiberniae, & Duce Parma Placentiaeque possessionem, quod deficientibus Successoribus Maritima per Antiquum Quintum Traditum Federis inter Suam Majestatem Caesarem, Majestatem Britannicam, & Regiam Christianissimam Majestatem 2. Augusti 1718. Londini in favorem Filii Primogeniti Regis Hispaniarum ex Thoro secundo nati delinquit erat, Obiit vero Antiquum Secutorem dissentit causam si, quod & Rex Hispaniarum post terminum istum Meniam & de Hispaniarum computandum Conditiones Palla illi propositas acceptare remoret, & Principes Confederati eandem per arma eo compellere tenerent, tunc nova Conventionem inter eos stabilizandum esset, cui Principi, vel quibus aliis Principibus Sua Majestas Caesarae dicitur Inspectavit in Exclusionem Palla Modere Hispaniarum Regis ex consensu Imperii conferre debet.

Hic Expugnationem tamen non obstat, Sua Majestas Caesara Catholica ad manifestandum sincerum suum in tranquillitatem publicam studium, & ad promovere ea quae Pacem restituere possent, & ut argumens Federatorum suorum voci non dest, conficit, et ea qua in dicto Articulo quinto Traditum Londini initio, ratione

ANNO
1719.

ANNO
1719.

tione spūi trīum Mensium continetur, intra quod fas fuit Regi Hispaniarum praefato Tractatu accedere, ut praefatus Conventiois eidem librum sit intra spūm aliorum trīum Mensium à die decimā octavā Novembris Annū 1719 computandum dicto Tractatu accedere, summusque acceptare, additū verò hac expressā enuntiatione, ut vicissim Suae Majestatis Regis, Britannicae, & Christianissimae spondant, & per hanc Conventionem solentem se obligant, quod post elapsum hunc Terminum Trinitatem, à die hodierna computandum, & si Rex Hispaniarum interea temporis conditionibus Pacis in dicto Tractatu expressa non accesserit, Filius vel Fili modicum Hispaniarum Reginae ex tunc pro exclusa ac non admitti à Successione Ditionum Hierusalem, Parmae, & Placentiae ipso iusto habeatur. Ut autem eo minus Nova hac Termini prolongatio, in quam Suae Majestatis Caesares nunc consentiunt, in potestatem in exemplum adduci possit, distat Regi Majestatem protestantem, & nullam aliam usquam Termini prolongationem in favorem Filii modernae Hispaniarum Reginae ab Imperatore petitoris esse, & ex tunc eam Suae Majestatis Caesares conveniunt, cui atheni, vel quibus alii Principibus Expectativa dictarum Ditionum in extinctionem Filii aut Filiorum modernae Hispaniarum Reginae secundum dispositionem Octavi Articuli huiusmodi concedere debeat.

Hac ob causam, & cum Suae Majestates Britannicae, & Christianissimae, asperit sit, quod Asia Hispanica à verbositate Ministri fœdatis, ab hac hactenus tunc indulgentis in illis favore habito, & hinc occasione non potius sumptis obtinuit, & perhiacuit scilicet, consensum per hanc Conventionem solentem conditioni, quam Imperator apponit prolongationi novi Termini Trinitatem, promittens atheni Suae Majestatis, & se se obstringens eandem se sincere adimplere, ita ut si Rex Hispaniarum post elapsum novum hunc Terminum trinitatem à die hodierna computandum Conditionibus Pacis in dicto Tractatu expressa non accesserit, nec Expectativa, nec ultimum Termini Prolongationem à Suae Majestatis Caesares in favorem Filii modernae Hispaniarum Reginae petens, ut qui per lapsum istum Mensium ipso fœdo pro excluso habebitur, & ex tunc conveniunt cum Sui Majestatis Caesares Catholici, cui atheni, vel quibus alii Principibus Expectativa in extinctionem dicti Principis eo casu conferenda foret, & quorum fidem Nos infra scripti Suae Majestatis Caesares, Majestatis Britannicae & Regis, Christianissimae Majestatis Ministri Plenipotentiarii, Mandatis necessariis, & Plenipotentiarius Tabulis litterarum exhibitis muniti, praesentem hanc Conventionem subscripserunt, & Sigillis Nostri communiverunt, quae eadem vim obtinebit, ac si Tractatu Fœderis Quadruplicis verbositas inserta fuisset, & Ratificationem Tabulae I Sui Majestatis Caesares, Majestatis Britannicae, & Regis Christianissimae Majestatis extraxerunt, & contrastraxerunt intra spūm sex septimanarum, aut citius si fieri possit, Actum Hagae-Comitis, die decimā octavā Novembris anni millesimi septingentesimi decimi octavi.

(L.S.) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

Quamvis jam Articuli separato Quadruplicis Fœderis Londini 12. Julii 1713. clausi anni conclusi eorum sit, Sacram Catholicam Regis-Catholicam Majestatem, moderno Hispaniarum Potestati Regis Titulum hanc concedere nisi lo eam dantez eam ubi & ille huius Tractatu accesserit, cum tamen hodie Conventionem super novo termino trinitatem in quā dictis modernis Hispaniarum Potestati, Rex Hispaniarum & Indiarum per totum compellitur, inter Sacrae Caesares Regis Catholicae, Sacrae Regis Britannicae, & Sacrae Regis Christianissimae Majestatis Plenipotentiarios subscribitur, & non potestatem est reservationis huiusmodi meritis fieri.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si de verbo ad verbum ipmet Tractatu infernas foret, ratihabaturque eodem modo, acque Ratihabitionem Tabulae iurā idem tempus cum ipā Conventione ex-

trahatur. In quorum fidem Nos infra scripti vigore Plenipotentiarius hodie litterarum exhibitis, tunc Articuli separati subscripserunt, & Sigillis Nostri communiverunt. Actum Hagae-Comitis die decimā octavā Novembris, anni millesimi septingentesimi decimi octavi.

(L.S.) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

Articulus Separatus.

Quem Trinitatem aliqui quibus Sacra Caesares Majestatis, five in Plenipotentiis, five in Conventionibus & in Articulis separatis hodie subscribendis, atheni, per Sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci hanc possit, per hanc Articuli separati, & atheni Conventionem subscripserunt, declarat, & protestatur, quod per dictum hanc Conventionem, & Articuli separati adhibitis Tabulis, aut fœs, atheni peragantur, aut Sacra Caesares Majestatis iam istum adjuce minime iustant.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipmet Conventioni hodie subscribitur verbositas inserta foret, ratihabaturque eodem modo, acque Ratihabitionem Tabulae iurā idem tempus cum ipā Conventione extrahatur.

In quorum fidem Nos infra scripti vigore Plenipotentiarius hodie litterarum exhibitis, tunc Articuli separati subscripserunt, & Sigillis Nostri communiverunt. Actum Hagae-Comitis die decimā octavā Novembris, anni millesimi septingentesimi decimi octavi.

(L.S.) LEOPOLDUS VICTORINUS,
Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

Plenipotentiarius Tabulae Majestatis
Suae Caesares.

Nos CAROLUS Sextus, Divini fœrentis Clementis, Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniae, Hispaniarum, uniusque Siciliae, Hierusalem, Indiarumque nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae &c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Arabaniae, Syriae, Carinthiae, Cariothiae & Wittenbergae, Comes Hassbergi, Flandriae, Tyrolis, & Goritiae &c. &c. Hinc atheni, testaturque facimus omnibus quorum interest. Cum vois Fœderatorum nostrorum Serenissimi, ac Potentissimi Principis Georgii Magnae Britanniae, Franciae & Hybernicae Regis, nec non Sac. Rom. Imperii Electoris, Ducis Brunsvicensis, atheni Serenissimi, ac Potentissimi Principis Ladovici XV. Franciae Regis, id demum iubere atheni faceremus, ut Terminis Trinitatem, qui in Tractatu die 12. Julii Anno 1713. Londini sub nomine Quadruplicis Fœderis conclusio, moderno Hispaniarum Potestati, pro sua ad eandem accensione praestitum erat, nisi iam pident clausis, ad alios decessu tres Menses protraxerit, promittit in Pacem, ac quietem publicam, quo firmius atheni Noster Universis Europae uberius consistat, Hinc Illustri, & Magnifico Nostrae Camerae & Consistorio Imperiali Austro, Leopoldo Vitelesio Comiti de Windischgratz, Nostrae Sacrae Rom. Imperii Fidei Dilecto piam facultatem ac omnimodam potestatem concedimus, cum Ministris praefatorum Principum illi hoc Negocium tradidit, & considerandi, vultu Caesarem Regis spondentes, Nos ea omnia, & singula, quae nomine Nostrae, in sua egerit, tractavit, & clausit, non modo rata, grataque atheni ac si à Nobis ipsa acta forent, habitaris, verum etiam nostram Ratihabitionem instrumentum iurā tempus consequuntur, exaratos esse.

In quorum fidem praesentes propterea manu subscripserunt, Nostrique Sigillo Caesarem Regis communiri iussimus. Datum in Civitate Nostrae Viennae die nonā Mensis Octobris, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo, Regiorum Nostrarum Romanae Urbis, Ha-

ANNO
1719.

ANNO Hispaniarum decimo septimo, Hungarici & Bohemici anno.

1719.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. à SINCENDORFF.

Al Mandatum Sacrae Caesaris & Catholicae Regis Majestatis proprium.

J. B. AB IMSEN.

Plenipotentiarius Tabulae Majestatis Britannicae.

GEORGIVS Dei gratia, Magna Britanniae, Franciae & Hiberniae Rex, Fidei Defensor, Duc Braccivendium & Leoburgensium. Sac. Rom. Imperii Archi-Thesaurarius & Princeps Elector &c. Omnibus & singulis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem. Cum Tractatus quidem in se completum iam Constitutiones Pacis inter Imperatorem Romanorum, Regemque Hispaniarum, & inter eundem Imperatorem Siciliam Regem, constituta, quem Fœderis inter Leges inter Nos, & Bonum Fratrem nostrum praedictum Romanorum Imperatorem, & Bonum Fratrem nostrum Regem Chilianissimum, fœderis, per Plenipotentiarios Bonorum Fratrum nostrorum praefatos Imperatores Regisque Chilianissimi aequae Deputatos plenè Nostra Potestati instructis in Civitate Nostra Londoniensi, die vicésimo secundo Mensis Julii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo ipso vœri signatus fuerit, & verbis Leges ut infra certum tempore ipsarum per scriptum quendam ejusdem Tractatus Articulis fœderis, & constitutum, Rex Catholicus praedictus Constitutiones accepit; Illi attamen Bellici pulvis ab ipso inique fœderis profectus hocquae placevit: Tantum nihilominus fuit promissionum Fœderatarum Potentiarum aequae bonique ac Pacis studium, ut tempus praefatum jam diu elapsum ulterius prolongare, per Conventionem à Ministris suis fœderis ad hoc Potestati respectu minus significandam decreverat. Scitis igitur quod Nos Fidei, iustitiae, & in rebus magni momenti transigendi usi & perspicaciter praedicti & perquam fideles Consanguinei & Consilii Nostrum Gallesiam Comitum de Cadogan, Vestrum Nostrum Regiarum Maestri, in Exercitibus Nostris Locumtenentis Generalis, feceritis Regis Nostra Cohortes Praetorice Praefecti, Insulae Vestrae Gubernatores ac Nostrum Ministri Plenipotentiarios plurimum coadi, eundem somnium, fœderis, & constitutum, quemadmodum per praesentes conventiones, fœderis, & constitutum Nostrum verum, certum & inalteratum Commisarius, Processus & Plenipotentiarius; Dantes & concedentes eidem omnem, & omnimodum Potestatem facillimam autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generatè speciatè non daret, neque contra) pro nobis & Nostrum nomine cum Ministris ex parte dictorum Bonorum Fratrum Nostrorum Imperatoris, Regisque Chilianissimi fœderis eidem Potestati munus, praedicti, congregandi, colloquendi, acceperit illam Conventionem aliquae omnia, sive Pacta Conventa, Articuli, Conditiones, sive Declarationes Elucidationes fieri, quoad Conventionem praedictam pertinere poterit, Nostris ex parte signandi eademque motu caradendi, recipiendi, reliquaque omnia factu necessaria praestandi, persequendi, tam amplis modo & forma ac Nomine ipsi si interessent, facere & praestare possemus, fœderis, & in Verbo Regis promittentes, nos omnia & singula quaecumque à dicto Nostrum Commisario, Processu & Plenipotentiario, vel praesentem coram, signaturae contingere, rata, grata, & accepta, omni meliori modo habere, neque pulsuros unquam, quatenus in Nobis est, ut in toto, vel in parte à quovis violentor, aut in aliquo modo in contrarium erit. In quorum omnium maiorem fidem & robur, Magnam Nostram Magnae Britanniae Signaturam praesentibus Maybus propriis Colorem & Justissimum Regis Nostrum Magnae Britanniae appendi fecimus. Quae dabatur apud Whitehall, die vicésimo Mensis Octobris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo nono, Regaliter nostri fœcto.

W. CANT. PARKER C. KINGSTON P. ARVILL BY GREENWICH, HOLLES, NEWCASTLE, ROXBURG. BRARLEY. J. KAAGUS.

Plénipouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

ANNO

1719.

LOUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. L'attention particulière que nous avons eue depuis notre avènement au Trône, à contribuer autant qu'il est en nous, au Maintien de la Tranquillité publique établie par les Traités d'Utrecht & de Bade, & à l'affermissement de la Paix nous aiant portés à conclure les Traités & Articles séparés qui ont été signés à Londres le 2. Août de l'année dernière, en notre Nom, avec les Ministres Plenipotentiaires de notre très-cher & très-ami Frère l'Empereur des Romains, & ceux de notre très-cher & très-ami Frère le Roy de la Grande Bretagne, & qui contiennent, outre autres choses, les Conditions qui doivent servir de fondement à la Paix entre nousdits Frère l'Empereur des Romains, & notre très-cher & très-ami Oncle le Roy d'Espagne, & entre nousdits Frère l'Empereur des Romains, & notre très-cher & très-ami Frère le Grand Père le Roy de Sardaigne, lesquelles Conditions ont été depuis acceptées & ratifiées par nousdits Frère & Grand Père le Roy de Sardaigne, vœux d'édicter entre dans toutes les Mémoires qui seront jugés convenables pour l'exécution accomplissement d'icelles Traités, nous eussions entièrement en la Capacité, expérience, Zèle, & fidélité pour nôtre service de nôtre cher & bien-ami le Sr. Comte de Morville, notre Ambassadeur auprès de Leurs Hautes Puissances nos très-chers & Grands Amis les Euxs Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas. Pour ces causes & autres bonnes Considérations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans Regent, nous avons comises, ordonné, & député, & par ces présentes signées de notre main, commissions, ordonnances, & départs ledit Sieur Comte de Morville, & luy avons donné & donnons Plénipouvoir, Commission & Mandement spécial, pour en notre nom, & en qualité de nôtre Plénipotentiaire, convenir avec les Ministres Plenipotentiaires de toutes les Puissances Contractantes, particulièrement avec les Plénipotentiaires en bonne forme, ardeur, conclure & signer avec eux ensemble, ou séparément, tels Articles, Conventions, Articles & Declarations que ledit Sieur Comte de Morville avisera bon être pour l'exécution accomplissement d'icelles Traités & Articles séparés, voulant qu'il agisse en cette occasion avec la même autorité que nous serions & pourrions faire, si nous y étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requiert un Mandement plus spécial non contenu en cesdites présentes; Promettant en foy & parole de Roy, d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledit Sieur Comte de Morville aura signé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamaïs y contrevainir, ni permettre qu'il y fût contrevainu pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, pour être échangées dans la tems dont il sera convenu. Car tel est notre plaisir. En témoin de ceoy nous avons fait mettre nôtre Seel à ces présentes. Donné à Paris le dixième Octobre, l'An de grace mil sept cent dix-neuf, & de nôtre Règne le cinquième. Signé, LOUIS. Et sur le 17^{me}, Par le Roy, le Duc d'ORLÉANS, Regent présent. Signé, Du Bois & Scillé.

VII.

Freiwilliges freies Herrs seiner Königl. d. 17. Nov.
Majest. in Groß-Britannien als Oberfürst und
Herzog zu Brunschwitz und Lüneburg
Königin in Schweden) testatur in fidei des Präliminär Traktats, welcher den 11-22. Juli 1719.
eriditet die Herzogthümer Vermeis und Verden
an auch besagte Königl. Majest. als Oberfürst und
Herzog zu Brunschwitz mit dem den Nachen und
Zubehörungen abgetrennt werden soll; die Graf
Schweden durch das Dannebrosche Antiken-
Instrument bezeugt hat; wosunter fernerlich mit be-
griffen wird das Niede Elbmund Stümm auf Niede
und Krayssagen im Niedeischen Reich wie auch das
Durelio.

ANNO
1719.

[illegible]

Ceft-1-115c.

Traité de Paix entre GEORGE Roi de la Grande-Bretagne comme Electeur, & Duc de Brunswick, & ULRIQUE ELEONORE Prince de Suede, par lequel en conformite du Traité Preliminaire conclu le 11—22 Juillet 1719. les Darches de Bremen, & de Verden font cedés audit Roi comme Electeur, & Duc de Brunswick avec les memes Droits, & Titres, que la Couronne de Suede les possedoit par la Paix de Westphalie, y compris spécialement le Droit de Voeu & de Somme aux Diets de l'Empire, le Directeurat dans le Cercle de la Basse-Saxe, & les Droits par le Chapitre Cathedral de Hambourg, & par celui de Brème, comme aussi la propriété de la Ville de Wisbaden avec son Bailliage, tenu en-cédant à Titre d'engagement par le Duc de Brunswick. En échange de quoi le Roi Electeur, & Duc promet à Sa Majesté Suedoise, de lui faire payer en trois termes une Somme d'un million d'Ecus Moyenne de Leipzig, de maintenir les Sujets & Habitans dans tous leurs Droits, Libertés & Privilèges, tant à l'égard de la Religion, qu'enamement, & de faire rendre une favorable Justice conformément aux promesses du feu Roi Charles XII. à ceux, qui se trouveront avoir été grevés, dans la grande, & generale reddition, qui s'étoit faite auparavant. Le Roi promet encore de maintenir exactement tous les anciens Traitez faits avec la Couronne de Suede, y compris les Garanties en faveur de la Maison de Holstein-Gottorp, & de même de les respecter pleinement féus & en conformités de la Commission présente. Fait à Stockholm le 30—N

tembre 1719. Avec les ARTICLES SEPAR-
 ANNO 1719.
 re's portant que le Roi Elécteur donnera une
 reuvre satisfaisante à la Couronne de Suède au sujet
 des Contributions exigées du Pais par ses Gene-
 raux, etant qu'en cas prus poffibilité, comme aussi
 à l'égard de Magazins de la Fortresse d'Otter-
 berg, du Palatin de Gœtze Bremer-Schliff,
 & de quelques autres Articles concernant les Offi-
 ciers, & Sujets du Pais, le tout selon le Re-
 glement, qui en sera fait, & convenu par des
 Commisfaires, aux fins nommés par ces Sujets de
 pais, & d'autre. Fait à Stockholm le 26. No-
 vembre 1719.

Im Namen der heil. Drey-Einigkeit.

1. *Wort und ja* in der 1ten Reihe hinten: *Vernehmlichheit*, / *benannt* /
 2. *Wort* aufgeführt *von Herrn. Wilhelm* *ausgewählter* *Vernehmlich* *Kreis* /
 3. *Wort* *Wort* mit der 1ten und einige in folgenden *Reihen* *gehörte* /
 4. *Procurator* *angewiesen*, / *und* *mit* *der* *in* *der* *Wort* *Wort* /
 5. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 6. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 7. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 8. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 9. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 10. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 11. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 12. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 13. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 14. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 15. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 16. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 17. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 18. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 19. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 20. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 21. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 22. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 23. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 24. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 25. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 26. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 27. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 28. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 29. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 30. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 31. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 32. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 33. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 34. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 35. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 36. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 37. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 38. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 39. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* /
 40. *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort* *Wort* *Wort* / *Wort* *Wort*

1. Soli meo, wasser, magerbrot, aufbewahrt und befeuchtigt
 (siehe: mit Freuden! Ich empfing Ihre Königl. Majest. von
 Schweden, mit dem Königl. Schwedens eines und Ernstes
 Majest. von Groß-Britannien, nach die Herrscher und Thron-
 herrscher in Brandenburg, und lebendig, und dem Herr. mit
 Fürstliche Majest. empor, diese Majest. geführt und befehligen
 (mit, und will, und soll, dem empor, alle das seine, re-
 chel, und unterrichtet, empor, auf das Reich der Könige
 und Vermählung, grüßen, diese richtig, empfangen, und be-
 912

ANNO
1719.

schickte wieder fünf alte Grenadiere beurlauben und ersuchend
der Hauptmann von einem Theil gegen den andern sollen von nun
an getrennt aufstehen und unterjagen sein / und bleiben.

II. Es soll auch befohlen sein: wann immer mehrere ver-
gessehn / mit Ausruf: alle! sollen sein / und es der einen /
oder andern Seite / es sei auf was auch sei wollen / beschloßen
oder beschloßen: gleich einem besonnenen sein magt /
und soll eben damit kein einer oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

III. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

IV. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

V. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

VI. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

Religion Exercitio verlor bei unentbehrlichen Aufgehenden
Constitution jedoch nicht: sondern / und angestanden ja laßen
ja bestehen und ja bleiben.

VII. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

VIII. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

IX. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

X. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

XI. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

XII. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

XIII. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

XIV. Als nun: Herr Königl. Majest. von Oestreich vermach-
te dem Herrn Königl. Majest. von Oestreich: die
Grenzen / und Grenzfürst in Graubünden / und Euberg
unter 11-12. Jahr 1719. anstelt / nachmals beurlauben Pa-
lamente / Grenzer / Grenzfürst beurlauben: und an-
stelt: haben: und es von dem andern Theil / es sei auf was
auch sei soll kein einer / oder dem andern Theil / aber je-
mand der seinen in etwas nachgeben ja gar nicht ohne vergelten
wollen / sondern das alles / und nicht soll jemand zu dem andern
und dessen Vorgesetzter gehöret werden.

ANNO
1710.

Nos infrafructi Mialthi & Pienpotentissimi decernimus Apographum super inferum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum consilium esse. Adum Hage-Comitum die decima septima Februarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo.

(L.S.) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHRAZ.

(L.S.) MARQUES BEREYTI LANDI.

(L.S.) CADOGAN.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

In altero Instrumento :

(L.S.) LEOPOLDUS COMES à WINDISCHRAZ.

(L.S.) MARQUES BEREYTI LANDI.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

(L.S.) CADOGAN.

IX.

21. JANV.
1. FEV.

Fœdus inter ULRICAM ELEONORAM Sacerdotum Regiam & GEORGIVM MAGNE BRITANNIE Regem in ultorem annos, mediante Rege Christianissimo peractum, qui antioribus Fœderibus resumptis, & pro his hijs habitis, Partes conveniunt de Auxilio sibi invicem in omni causa necessitate ferende. Rex pollicetur Regine quam primum et ad ipsi Subsidii & armis in Bello presentia contra Czarum Muscovie, eoque continuare ad Pacem atque restituerandam, Regem vero se & Regem sua obstringit ad perpetuam Guarantiam Sacrosancti Regis Britannie in Domini & Familia Lussemburgio-Hanoverana. Actum die 21. Januarii 1710. [Tiré de la Chancellerie Royale de Suède.]

Quandoquidem Serenissima & Potentissima Principes & Domina Ulrica Eleonora, Sacerdotum, Gorborum & Vandalorum Regina &c. &c. nec non Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Georgius MAGNE BRITANNIE, FRANCIE & HIBERNIE Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis, & Lunenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Elector, seu Imperii sacra auctoritas, & sincera necessitudinis affectione, majorique confirmatione, atque pro adjuvenda, & promovenda memoratorum Regum, eorumque Regnum, & Subditorum salute, & securitate consilium fore existimarent, ut antiora inter laudatam Sacerdotem, & MAGNE BRITANNIE Regem, & alie commemoratorum Regum Prædecessores Reges Italia Fœderis, in primis vero illud, quod inter Regem Sacerdotum Majestatem Societate sunt temporis regnarem Berre, gloriosissime memorie Carolum XII. & Regem Sacerdotum Majestatem MAGNE BRITANNIE, item Regem gloriosissime memorie Carolum X. proximè elapso expiravit, nunc per Mediationem, & sub Guarantia Sua Regis Majestatis Christianissime, quæ ad hoc negotia Dominum de Campredon Ministrum fœderis Residentem Pienpotentissimum esse voluit, & Mandatis suis ad hoc missis creavit, restituerentur, emendarentur, renovarentur, & perinde rerum statu accommodarentur, & applicarentur, Sacra Regis Majestatis Societas itaque saluati huius operi perficendo legitime considerare, atque sufficienti Mandato iussitque voluit Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Carolum Gullavum à Dactar, fœderis Regniq. Sacerdotum, supremum Campi Marchissem, & Consiliarium Bellicem, nec non Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Gullavum Adaxum à Tybe fœderis Regniq. Sacerdotum, supremum Campi Marchissem, & supremum Gubernatorem Holmiæ, item Illustrissimum, & Excellentissimum Comitem Dominum Magnum de la Gaurdie, fœderis Regniq. Sacerdotum, & Præsidem Collegii Commerciorum, ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem Dominum Joannem

ANNO 1710. Illustrissimum fœderis Regniq. Sacerdotum, ac Consiliarium Consiliarium, eamque Illustrissimum Baronem Danielen Nicolæm de Höpken Status fidei Secretarium, Sacra Regis Majestatis Britannie sœtem Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Hopes, in Provincia Botsfordem, unum ex Cubiculis fidei Prelatos, Gubernatorem Provincie Devonensium, & Legatum suum Extraordinarium & Pienpotentissimum ad Aulam Sacra Regis Majestatis Societate, qui concessit, suis Holmiæ exhibitis unimque & communicatis inter Mandatorum formulis, variisque ex de causa instantis colloquiis poli accuratam pro negotii gravitate rerum cogitationem & disquisitionem conveniunt & considerant, ut pro basi & fundamentum recipere Fœdus Anno 1665. die prima Martii Holmiæ & Anno 1700. die 6. Junii, Hage-Comitum conclusis, ita tamen, ut de illis, quæ ad utriusque Regnum & Subditorum Commercia spectant, atque prædictis non modò Anno 1665. sed etiam Anno 1700. inter Fœderis partem conficiant, quam primum & abque ulla temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commissariis negotiis instanti debeat: quod autem mutuum concorsum amicitiam, bonam Correspondentiam, & fraternitatem, prædictis Anno 1665, & 1700. inter Fœderis, prædictis locis confirmatum consilio, & corroboratum, adhibitis additionibus, & immutationibus quibundam, ut prædictis rerum statu tanto magis accommodatus & applicabilis redderetur, prout id Articulis sequentibus subis expostum, causam, & finem esse patet.

I. Si inter Sacram Regiam Societatem Majestatem ejusque Heredes, & Successores Reges ab una, & Sacram Regiam MAGNE BRITANNIE Majestatem, ejusque Heredes & Successores Reges ab altera parte, atque inter ipsas & singula utriusque Reges, Ditiones Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Fœderis, Civitates & locos, atque adeo omnes omnino Subditos & Vassallos tam eos qui tunc sunt, tam etiam, qui impotenter erant, tam in Europa quam extra eandem, ubi locorum tam Terræ quam Mari & Agui delicias, finera & consulas in perpetuum antea, Fœdus & bona correspondentiæ, in ut neutro his sit invicem, vel alter alterius Regis, Provincie, Colonia obsequioque suis, & Subditis illius incommodum laesant, per hoc ab aliis fieri permittant, multo minus consentiant, sed se invicem sincera affectu, omni benevolentia, & mutuo amore complectantur.

II. Tenentur potius utrique Confederatorum, eorumque Heredes & Successores mutuum commodum, & honorem omni studio curare & promovere, pericula, confusions, & machinationes hostiles, quam primum solvere innotescere, atque judicasse & detergere, idemque quantum in illis facere obstat, nec non pro averenda, & impedienda istem, consilia, viresque sociare, & impedire, quapropter alicui Confederatorum non licebit, vel per se, vel per alios quocunque agere, trahere, aut consari quodcumq. alterius incommodum, vel etiam damnum Terrarum, Ditionum aut Jurium alterius qualescumque obiculis loci, fidei Mari, fidei Terræ, hostes ejus, sine rebelle, & insulso la Confederati ditionem videntis fœderis, neque rebellium & proditorum quocunque in Ditiones suas recipiet, aut admittet, multo minus consilium, auxilium & favorem illis præstare, vel tale quod per Subditos, populum aut incolas suos præstari sinat, aut permittet.

III. Rebelle vero jam nominatos speciatim quod antea, quicunque ab altero Confederatorum per Literas Confederato suo missis, pro rebelle & perducit declaratus fœderis, & in riam la Confederatorum illo, cui Literæ ita missæ fuerint, pro tali statim rebus, & contra illum omnia, quæ per hoc Fœdus in alteris rebelle & perducit statui sunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quo majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentiæ in utriusque altissime memoratorum Regum, eorumque Regnum, & Subditorum militarem, nec non Religiosis Protestantium protectionem in dies melius excolat, ac extendat securitas, magis magisque propiciet, ac cavet possit, utriusque consilio, ut Serenissimi & Potentissimi Reges, Regneque Suecie, & MAGNE BRITANNIE fœderis Fœdus defensor, quam altissime necedentur; quemadmodum hanc potentissimum altissimo consiliumque Fœdus, ac invicem obligatur ad avertem præstantiam defensionem tam suorum Regnum, Ditionum, Provinciarum, Sacerdotum, Subditorum, possessionum quam Jorum, & Libertatis Navigationis, & Commerciorum eam in

Mari

ANNO
1750.

Mari Baltico, Fretis Ostroaleis five Codano, tum in Mari Septentrionali Deudalio, Occidentali, Britannico, Fretis vulgo Canali d'Otto, quæ & Fretislegium, & præcipue aliteri Concedendum tam ex Partis & receptis Considerationibus, quam Genarum & Hereditario Jure competentium contra quoscunque invasores, aggressores, & Terri vel Mari turbatores in Europâ, prout infra hæc specialia declaratum est.

V. Si hæc contigat Regiam Sæm Majestatem, ejusque Heredes, & Successores Reges, Regnumque Sæcie ab aliquo Rege, Principe, Duce, Republica, Rebelle suo, vel pluribus, aut quibuscunque personis malevolis suo vel pluribus in Europâ invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, & Provinciis, Insulis, & Dominis tam inter, quam extra Regna, ut & in Germaniâ ad Reges, Regnumque Sæcie sunt prædictas, nec non in possessionibus, & Prærogativis, Privilegiis, & Jurebus suis inde pendentibus, vel alio quocunque modo in libertate Navigationis, & Commercio in prædictis Mariibus, & Fretis impediri & molestari alicui, tendente Sacra Regia Majestas Magna Britannicæ, ejusque Heredes, & Successores Reges, prævis legationis requiritum, Serenissimo Regi, ejusque Heredibus, & Successoribus Regibus, Regibusque Sæcie contra ejusmodi Aggressores, Turbatores, & Rebeldes exercere sua mille Pedibus constanter auxilio esse et conditione, & modo, ut infra determinatum est.

VI. Similiter si contingat Sacram Regiam Majestatem, ejusque Heredes & Successores Reges, Regnumque Sæcie Britannicæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle suo, vel pluribus in Europâ, invadi, infestari, aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominis ad Reges, Regnumque Sæcie Britannicæ, ejusque Heredes, & Successores Reges, Regibusque Sæcie contra tales aggressores, & Rebeldes Serenissimo Regi Magnæ Britannicæ, ejusque Heredibus, & Successoribus Regibus post legitimam requiritum, & denunciationem Exercitii seu mille Pedibus auxilio esse, et conditione, & modo, ut infra specialiter determinabitur.

VII. Illa verò, quæ impedierim fieri desiderari poterit Copia Auxiliorum quæ post factam requiritum Menfis, citius si id fieri oportet, submittende omnino erit, & locum aditu, & Portu commodum & ab eo qui eas desideraverit interitus prius iudicatum & preconitum, illis vero auxilii præparationem, ne dum missum ipsam subito retinebatur, multo magis in totum tollere amica illa offensa, quæ pro amabili compositione obvianda, & Confiderato requiritu vigere hujus Fretis prius tentanda incumbant, missis quoque & postquam jam appellerant Copia fœpibus mittentis almer, & saluberrime, donec Pax obtineat, foris, vel quoscunque requiriti rite fuerint necessaria, ita tamen, ut requiriti interim in Terris suis provideat, ac auxiliares Copie non fecerit ac propolis iusto prelo committatur, & cetera ad vidum & auxilium necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requiritum liberum esse eligere, utram super nominatum Exercitium vel totum vel partem ejusdem turrimodò habere velit, residuum veto in apparatu Bellico, manitione, commensu, Navibus, rebuscque quæ ad eandem Illustrationem requiruntur, et tamquam illustratione ideli, ut pro singulis mille Pedibus quolibet Menfis usque ad finem Belli quoscunque militum Imperarum Thælorum compense, quæ de utriusque partis Communitati sine coactione boni fide conveniant.

IX. Quod si periculum existerit, quò minus Copia auxiliorum absque impedimento ad illum locum in quo requiritum necessaria fuerit, perveniant, operam suam Confiderati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior, facilliorque fiat, nec suo requiritu licitum sit, proprium aliquem Dacem Copia sui præferre, eandemque, quantum tuto Belli interit, in suo eodemque agrumque persistant, quod ita intelligendum est, ne ad loca præcedi lueri, & remota discurrant. Designatis autem auxiliorum Copiarum Dux requiriti Imperio militari, aut ejusdem Præfecto generali in operationibus Bellicis fœtis, omniacque ea, quæ dictum auxilium modum agendi, & alios quoscunque eventus consequantur, ita conferantur, quemadmodum in Bello, & auxiliorum præstatione puerumque illi venire solet, quod cum in illo casu locum habebit, si forte Naves

ANNO
1750.

loco & vice militis terrestris substituitur cõtingent, quæ tamquam auxiliares vaxilla requiritum gerere tenebuntur.

X. Si vobis acciderit, ut pro magnitudine periculi Copie determinata non sufficerent, utpote si aggressor fœcie alterius ejusmodi sui fœderati auxilii adjuvati fuerit, vel propriis viribus vel Successionis sui Considerationum superior & prægravis evaserit, tunc aliter Considerationem majoribus, quomacque & re esse poterit, quæ Terri quæ Mari, viribus nec non Successionis penitentiâ pari illa operanturque committat sobriusque tenebuntur, ita tamen ut essentibus illis casu de modo, natura & tempore hujus vultu fœderati secundum ejus gentium rei statuatur. Cumque jam dictum vigere adhuc, quod Anno 1700. conclusum fuit Fœdere à variis Potestatibus vicinis Insularum Regum Sæcie contigerit, & illud Bellum adhuc daret, hinc etiam Sacra Regia Magna Britannia Insularum tam ex Fœdere jam nominato, quam vigore prædicti hujus & obligatum agnoscat, Sacra Regia Majestas & Regno Sæcie ad ea ulteriora præstantia auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsentis hœre Bello Septentrioali ex voto Sæ Regie Majestatis Sæcie componendo amicitia omnis via adhuc tentata, Succession tamen vix non respondet, hinc Sacra Regia Magna Britannia jam declarat, & se obstringit, quod ejusmodi amice reconciliationis tentandis temporibus amplius in eadem sibi efficere non poterit, sed forent Phalangem Navium Bellicorum vulgò *Escadros* dictam proximo Vere temporis Regno Sæcie in Subsidium sit expedita, sub Mandatis, & Dispositione Sacre Regie Majestatis Sæcie in compositione cum eja Navibus Bellicis adstant, ut Casu Motuivis in Sæciem invasionem repellatur, & jussu Paris Leges atque conditiones quæ in eadem ad obviandum utrimque amice operationis jussu viribus peragende in Consilio Bellico cum prædicti Copiarum Navium utriusque Cœpæ prævio habito, ordinari & disponi debeat, impellerunt verò, antequam auxiliares Copie mittantur, viam, & insulam palli cum altero Confiderato communicat, & tunc eundem uterque Confiderato operam navat, ut invasore, aut turbato amicitia ratione indutor, & vi & injuria abstinere, ac ad arma venire necessum sit, quod si verò ea indidem occupaverit pericula, & nulla amicitia rationibus ad regis præstantia descendere velit, atque ita injurias & latus Confideratus violationem sibi illam vi & armis propulsare, ac ultorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum Copia præfatus sine procrastinatione mittatur, nec prius desinit, quæ Paris insula per omnia satisfactum fuerit: illi etiam, qui auxilii cœpæque jussu deserviant, pro aggressore habentur est.

XII. Licetum quoque erit utrique Confiderato militumque Subditi Naves seu Bellicas, alligae armata Navigia in alteris Portus subducere, ibi hyberare, morari, illorumque Imunitatibus & Privilegiis suis & gaudere, modò in ipsis Portibus vel eorum Ingressu, illi qui communes hostes non sunt, non infestentur, aut per hæc cum hi omni Commercio usus ad dictos Portus subducant, multo magis in totum tollent, necnon quoque Regiarum Majestatum Confiderato confidit est determinatum, de Navigatione & Commercio negotiationem peculiariter post mutuo utriusque Nationis commodo, & emolumento Holmiam quam primam & sine ulla mora illustrandam esse, interea temporis & usque dum ea fœm fontare effectum, inter utrumque Confideratorum passum, contineantur est, quod utriusque mutua & integra cessante Navigationis & Commercio libertas in omnibus Mercimoniis & Mercibus per universa & singula eorum Ditiones, Dominia & Territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem Subditis invicem Terra aut Mari streuatis Regna, Provincias, Insulas, Oppida, Urbes, Vicosque libere & tuto ingredi, ibique commorari, & rem Mercatorum exercere in omnimoda Mercibus & Mercimoniis, quorum interitus, cuiusque aut speciem per Leges & Statuta utriusque Regni interdictum & prohibetur; et Lex tamen, ut illa Commercio libertas non extendatur ad illa illa loca, quæ ad Portus illos Mercimonii, hincque in exteri ejusque Gens Commercio concessis; in quibus dictis Portibus, Oppidis, Urbibus, inchoque liberam illisque semper est utrique Confiderato Subditi non solum ibidem commorari, degere, & domicilia habere, quandoque libere, citra ulla molestiam,

ANNO gravamen, coactionem, aut temporis praesentis, aut
1720. verumtamen fener ipsi cum suis sociis, liberius, aut
 facultatibus quibuscumque illis transferre, & ubi se, suisque
 illis facultatibus respondere, quodcumque & quomodoque
 quovis ipsi placebit, nullo adhibito incommodum, mora
 aut quolibetque impedimento, quovis sub praetextu,
 aut in re alieno fuerit, & jura ac legibus
 debita constantiter, utque arbitra aut onera ejusdemque
 generis, aut sub quocumque titulo dicti Subditi solvere
 se debent, dum statim manifesti in alterutrumque
 Confederationem Dilectis & Tolerantibus, qui Genu
 amplexibus forent, non teneantur, & quoniam in eodem
 Subditoque tractantur res mercatoriae committuntur &
 adhaerent & Commertum suum utramque Regem recipere
 promoveantur, dicti Foderati quod mirum obsequium
 & ex alterutra parte sponte, quod Merces & opibilia
 utriusque Nationis nulla alia onera & Vectigalia
 mora impedirent solvant, quaeque nunc statuta
 sunt, etque immutata tandem gaudent, donec omnia
 hae Negotia ad mutuum Commertum ipsorum specialia
 Conventiones sui Tractatus consensum concordando
 in eum & utilitatem alterutrum Nationis semper cavendo
 observando, etiam neque firmis sua decisa, neque
 solum respectibus rei antiquae Confederationem Subdi
 tos magis violenter & exigere pretia pro ponderandis,
 & mensurandis Mercibus, & bonis ab ipsis importandis,
 exportandisque, quam quae ab utraque Regni Urbibus,
 Indigenis, & Civibus exiguntur, & solvantur.

Postea conveniant & pro rebus generatim statum est
 inter dictas Federationes, quod omnes & singuli eorum
 Subditi in Dilectis, Terrarumque hinc inde commercium
 Imperio subiectis pari ad minimum favore in omni
 bus & ex omni occasione praestent, & indem Privilegiis,
 Libertatibus, & immunitatibus utantur ac fruantur,
 quibus Subditi eorumque aliter Principis aut Status
 vel amicis illi utantur, fruantur, gaudentque, aut
 imolentur aut, sui aut gaudent possint.

XIII. Vigore Articuli primi, & quinti Tractatus
 de Anno 1700. debentur auctor Coronam recipere
 ex praeter articulo, qui eisdem ipsis sunt: conditionibus
 tamen Articuli XVI. eisdem Tractatus patris
 scilicet, ut si requisitus Confederatus fuerit, ipse Bello
 implicatur, sine ulla sua propria, sine Confederati
 hostes, hoc casu non tantum auxilia requirere possunt
 non obsequere durante hoc Bello, verum etiam auxilia
 Copias Confederati vi Foderis nullas revocare
 possint praevis triam Meritum significandis: cum enim
 acciderit, ut Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae
 ipsi Bello adversus Coronam Galliae implicata
 fuerit usque ad annum posteaquam Anno 1725. quo
 Tractatus Ultramarinus Bello Pace mutatur, & ideo
 nec possit, nec debet obstitit esse, Subsidia Coronae
 Sueciae permittit praestare, siquidem tamen ab eo ad
 hunc usque temporis Articulus, Bello Regni Sueciae
 duravit, etiamque ob causam Sueciae Subsidia, quae
 restant, possint: Subditi autem Sacrae Regiae Majestatis
 Magnae Britanniae ipsam compensationem pro Navibus
 & Mercibus suis ab Armatoribus, & Navibus Sueciae
 interceptis, possintque sine ulla ulla expositione
 prius quoque Subditi Sacrae Regiae Majestatis Sueciae
 pro Navibus & Mercibus suis ab Armatoribus & Navibus
 Magnae Britanniae interceptis compensationem possint,
 ex propter & Partibus pacis omnibus conveniant
 est, Communitatis utroque quam primum eligendos,
 cui examinetur, & ubi vocant, liquidationem instituant
 super hinc inde interceptis & soluta hinc Navibus &
 Mercibus, ut apparet, quamvis Pars alteri debeat, id
 quod hic debetur, iam ratione utriusque quam alteri,
 hanc praestantem remitto & Communitatis indicatio
 ne perficiatur.

XIV. Qui autem Navibus Confederali sub alio
 Confederalium in suis Portibus concessit Praerogativa
 latio An. XII. recentiorum, aliter hostibus noluerunt
 in subleptum: quomodo nec permittit, ut Subditi alterutrum Confederationem hostibus alteri
 in Confederali incommodum, & detrimere
 operam suam adducant, illique quoque modo qui
 Terra quoque Mari & Militibus vel ut Naturae inserviant,
 ideoque id in quibus severissime Interdicitur.

XV. Praeter Foderis inter Serenissimas Sueciae &
 Magnae Britanniae Reges initum, acuti Foderationem
 in suis Regalibus, Juribus & Dominio Marium, nempe
 Sacrae Regiae Majestatis Sueciae in Mariis Baltici & Saecrae
 Regiae Majestatis Magnae Britanniae in Marium, qui
 vulgo Britannicae dicitur, Dominio quicquam
 derogat, vel utraque Confederationem supradicta omnia
 cum omnibus, quae inde dependent, sicut huc &

ante, ita & impellerent reitine, sique libere, & sine
 ulla coactione fruerent. Quo quidem supradictorum
 omnium fructus utrique intelligi debet, salvo hocce
ANNO
1720. praesentis Foderis.

XVI. Postquam dicto modo requisitis auxilia misit
 vel ex Foderum Legibus obligationi sua satisfecerit,
 necesse est, ut eidem, quique fecerint vicissim
 praestentur, ac prout utrique convenit, ut Confederali
 etiam suppetat alteri Confederatio, ad hunc
 requisitum fecerit, in terminis auxiliatoris omnibus
 permittit fecerit, nec opus praestitum auxilium Bello
 ipsius innotuit fuerit, nihilominus sine incolumi
 & securitate eisdem saltem Tractatus Pacis, vel in
 ducturum iuri, ito ne suspensio quidem amoris durare,
 & alteri Foderationem noxia fieri possit.

Quod si verò ob lata supplicum cum aggressor vel
 alio quocumque aperto Bello implicetur, tunc necesse
 sine statim consensu & consilio utraque ad Praesentiam
 utraque ad principes cum hoste vel hostibus Tractatus
 descendat, sed omnia moralia opera, communicatione,
 & consilio agantur & praestentur, donec utrique
 Confederatio de sufficienti securitate, & satisfactione
 debet ex communi consensu plenius statum suum
 praesentis ei Confederationem, qui prius Bello innotuit
 fuerit, nequaquam liceat, Bello Pace mutatur,
 acceptam alteri Confederationem, qui vi Foderis
 Confederatio suo auxilium misit, per opera ab hoste in
 demum praestentur, ac ad minimum in praesentia suam
 statum, quo ante Bello innotuit quovis est, aut
 iure gaudent debet, siquidem statum & consilio eius
 per Bello & hinc per sollicitudinem Bello disputationem
 aliquam accipere, plenius testatur.

XVII. Supradictis de auxilio ad requisitionem Confederali
 ipsi ferendo, tunc cordis per expellendum
 apponit est, ut si post requisitionem statim contingat,
 alterum Confederationem Regum requisitum, vel ipsam
 Bello contra communitatem hostem implicetur,
 vel ab alio viro Regi, Principe, vel Statu, in
 propriis Regibus & Provinciis soluti, ita, ut requisitis
 illam satisfactionem pro vero Bello habeat, solvendo
 requisitis ipsi alias vigore huius Foderis ad auxilia
 ferenda obligantur, nec alter Confederationem saltem
 infestum, si quoque Copiae auxiliares ad requisitionem
 alteri Confederali aut invasionem missa fuerit, prout
 trium Mensium significatione eadem ad propriam
 Regni sui, Regorumque suorum defensionem revocare
 poterit, & durante illi infestio, qui praemissis
 promissa auxilia praestare non tenebitur, ut necesse
 accidet sagrante eo Bello tot annos bello inter Coronam
 Magnae Britanniae & Regem Christianissimum, & quamvis
 praedictum illud Foderis anni 1700. quod per ball
 hunc tenetur, sub hac conditione initum fuit, & hoc
 etiam nunc temporis consensum illiusmodi impellerent
 explicari debet, nihilominus Sacra Sua Regia Majestas
 Magnae Britanniae, ut clarissimae suae in Coronam Sueciae
 amicis amicitiae monumenta apparent, pro hac vice
 obtingit, ut praesent inter Coronam Magnae Britanniae
 & Hispaniam Bello nullo modo afferat impedimentum,
 tum, quo minus Sua Regia Majestas Sueciae auxilia
 Tractatu hoc disposita ne ipsi obtineat, siquidem frustat
 & subleptetur neque ad Pacem feliciter restituantur,
 scilicet Subsidia, & Phalangia Navium Bellicorum
 Articuli VIII. & XI. promissum utque ad
 Pacem cum Caesare Moscovitae restituantur, sed Subsidia
 tantum, quomodo Bello cum Corona Danica durabit,
 si semper praeter omnem suum istud Bello ultra Pacem
 cum Caesare extendatur. E contra obtingit se
 Sacra Regia Majestas Sueciae, se nullas admittit
 conditiones, quae ipsi & Regi Hispaniae vel directi vel
 indirecte poterint proponi aut offerri, quatenus illa
 conditiones aliquod praedictum vel damnum casum,
 quo contra Hispaniam agitur, & plurimum annorum
 Bello sustinentur, inferre poterint. Porro se obligat
 illa Sacra Majestas Suecia pro se, suis Heredibus,
 & Successoribus ad mantentendam, & garantendam
 Successionem in Regno Magnae Britanniae quemadmodum
 ex per Leges Regni stabilit est in domo sua
 Majestatis Britannicae modo requisitis, prout etiam ad
 defendendam universis Dilectis & Provinciis & suis
 Majestatis possessis, nullumque auxilium aut refugium
 in isto saeculo Dominationum loco dabit, aut concedet
 Personae, quaeque Descendentibus, si qui ei obtingant,
 quo vivente Jacobo II. Principi Walliae, & post eius
 excessum Regium Magnae Britanniae thronum assumpserit,
 praesentis pariter pro se, suis Heredibus & Successoribus,
 nullum se dictae Personae quaeque Descendentibus
 directi vel indirecti, Terra Marive praesentium suo
 auxil-

ANNO auxilium, conditum aut opem quancunque sive in arte, sive in apparatu militari, Navium, Militie, Navis, Navis, 1720. sive alio quocunque denum modo. Item obferendum

luntate eorum, quibus à dicti Personi esse Descendentes fuisse mandatum est confirmatione fuisse regiam. Sive Majestatis Britanniae aut transatlanticae Regni sui fide bello apertis five clandestinis conspirationibus, facinorose seditionibus et rebellionibus, aut practice contra Subditos Majestatis Britanniae exercendo turbare, quo potius ea Sacra Majestas Societas permittit, et maxime permittitur, et ejusmodi Praesentem in Parlamento legitime constitutam et legitime Sive Regis Suae Majestatis obstringit fide, quod nullam tamen protectionem vel asylum in alio loco Domusium loco, illis Regiae Magnae Britanniae Majestatis Subditis dubio, qui actorem fuisse, vel aliquando fuerit declarati rebelles, et eam quo ejusmodi fuerit in suis Regni, Provinciae, et Dominibus emiserat, eos et subditos sui intra octo diem fuisse factum ab interfectione Regis extra jubet, quod si eam Sacra Regum Majestatem Britannicam in aliqua parte huiusmodi majestatis Britanniae in alio loco fuerit in eum casum obstringit fide, ad submenda auxilia fuisse determinata, idem fuisse eius Descendentibus, si quando eos in Successione Regni Magnae Britanniae turbati contingeret; et quemadmodum Protectionem Re-Regioni Commencing Regnum Societatis et Magnae Britanniae tituli Christiani Regi maxime iuravit, ne Mare Biscum sub arbitrio fide Cuius Moscoviae, Ideo, si quando Cuius recitat, faciem cum Societate fide et collaturae, quo resistitur ad eam faciem Regis Societatis, et Commencementi fide Biscum collaturae, quibus utique ante perfici hoc Biscum fide, in hoc casu obstringit fide Sacra Regis Majestatis Magnae Britanniae quo folum ad ea auxilia praestanda, quo in hoc praefato Tractatu expressis fide, nimirum et praefatis finis omnia obviatur, verum promittit omnem operam, omnino officia apud Foderatas fide adhibenda, et Subditos Societatis adjuvat, et ita ad Casum cotrarium Curiosa Societas

hinc libere debet.

¶ Cum ita ex omnia Federata astitit fide Invenire munere modo fupradicto dno concessu, illa obligatio tamen aequum quo extendi debet, ut properea omnes provincie amicitia, & mutuum Commerceium usque cum alteris Federatis hominibus, eorumque Subditis omnino tollendis & interdictis veniat; nam ex hoc quod nulli eadem interdicta imponere liceat, illis astitit requiritur solent, Bello ipso non fuit immittere, ejus Subditi ad locis cum hostibus illis Federati, qui in Bello versantur, Commercium & Navigationem libere erant, Necesseque omnino est, Merces ipsas quicunque adveniant, fuisse omnino exceptas, quae ex illis debent venire, & ab illis, & cum illis commercium Nationum conficere nec declinet. Sen.

[illegible]

XX. Durabit hoc Fides defensum in octidocim annos, sine quoquam lapsu Considerari Reges de huius plenaria continuatione deus trahere poterat., si utriusque ita fecerit visum.

X XI. Quemadmodum hac Pax vi acceptis Prestitis & Mandatorum utriusque conclusa sint, haec eadem ab utraque Sacra Regia Majestate Soccia & Maron

[illegible]

2

Größe / so zwischen Ulrica Ulmerna der Schwedens Kön. 21. Janu-
mays / und Friedrich Wilhelm König in Preussien 1. Febr.
vermählt / Dieser Altes Königl.ichen / und Churf-
Brandenburg. Königl. Majest. gestifteten werden.
Der zwischen dem König in Gross-Britannien und
der Königin den 28-29. Augusti 1719. errichtete
Prämialur- Traktat wird zum Fundament des 1931-
gen gefast / wodurch Eine Majest. in Schweden
den Königin der Grosse Schwed. samt dem Fürst-
thum der Dier und der Felle mit dem Inseln
Wellen und Udenen, bin auch die Städte Ume-
u und Umeå mit allen ihre unterthanen aus Eine
Königl. Majest. in Preussien schickt. Der Phe-
nach soll freylich nur guldig freyen zwischen dem Fürst-
lichen und Churfürstlichen Fürstenthum / im fall sechs
von Einer Majest. in Denmark solte ihnen zuer-
gebracht werden / wezwey Eine Königl. Majest. in
Preussien also nachtheilige nicht zugestehen ver-
steht. Was das Recht / Ede / und Stamm auf
Reichs- und Königl.ichen in demselben Reich zu
fahren betrifft / so steht es offentlich vor dem alten
zwischen der Gross Schweden / und dem Hans Bruns-
burg beyseits errichteten Conventum. Dar-
innen verordnet auch Eine Königl. Majest. in Preus-
sen die Unterthanen und Einwohner denjenigen freylich
so man ihn abjuzert / bey ihren Freyheiten / und
Privilegien / sowohl absondern als befreyen Nach-
kommen / beynehmlich in dem freyen Exercitio ihrer Re-
ligion zu erhalten / nach maßigkeit der Religions-
Form de Anno 1648. dem Vor der Königin wider-
dem diesem Krieg ihre Hülff preussien / wo auch Eine
Majest. der Königin ihre Sinnen den ihren Mit-
ten Nachbarn zu behelien / bestehend in dem pest-
weisen ihre unterthanen zuwischen / und den Schweden
in Anclam eine freye Station preussien / also sie ihre
Zielf- poqueze erforschen und erfassen mögen. Ob-
den zu Stockholm den 21. Januar. 1720. Mit den
bestehenden Articulen / welche eine beiderseits gleiche
verbindung enthalten / den Evangelischen / und Chre-
stlichen Kitharen-Verwandten in ihren rechtshilffigen
Religions befreitwerden sowohl im Christlichen Nach /
als unternehmlich beynehmlichen Weltbürgerlichen und
Christlichen Freyden- freylich zu seyn. Es wird auch
auch abgehandt das die rächende / welche Schweden
an den Lintzen / so es dem König in Preussien ab-
ziehet / noch so fortsetzen / ihm selten bezicht werden / fer-
ner daß also ihm genoughe geistlicher Kirchen habe
/ welche ihm mögen unterthanen diefene der Phe-
nach von wegen des nicht abjuzerten theils / solte
der König in Denmark der freies befreit / selbigen
sehr wider zuviel geben. Stockholm den 21. Ja-
nuar. 1720. [Titre des Archives Royales.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre **ULRIQUE ELEONORE**
Reine de Suède, & FRÉDÉRIC GUI-
LAUME Roi de Prusse, fait & conclu par la
Médiation de Leurs Majestés T. C. & Britanniq. *Le Traité Préliminaire fait entre le Roi de*
Prusse & le Roi de Suède.

ANNO verbum idem fuit ac illi, qui in Traſtvere Londi-
1710. nensis continetur, & cum dicta Sua Maſteſtas Catho-
 lica Marchionem de Beretti Landi ſuam Plenipoten-

Et apertum declaramus. Ego autem hierarchicus Magister S. Catholice
 Romane Ecclesie, S. S. Magister Plenipotentiarius
 Tabuli ad signandum eam Ministri Fideles
 non Foveamus Conventionem Parilis factam 18
 Mensis Julii 1718. n. e. cum sim introitus, obse-
 rvantissime, nec Ministrum Magistrali sua Cae-
 sareum Conventionem Parilis factam non subseri-
 ptis, illam vero Conventionem per Traditum Lon-
 densesi 4. Augusti 1713. n. e. complementum fuisse
 accepimus, et Conventum 1. Wandenburgi Magistrali
 Caezare Ministrum et Plenipotentiarium apocriphon
 Magistrali sua Catholica acceptum potestatem non
 habuerim, si didici Accessio ad Conventionem Pa-
 rili factam instrumentum de refertur. Quomodo recogniti-
 va et perpetua ad Conventionem Parili factam, et ad
 Traditionem Londensesi complementum fuisse
 accepimus. Locumque hic, compertum est, quod
 de verbo ad verbum congruere, ita si Conventio Pa-
 rilis, Traditioque Londensesi una eademque re-
 omittit nisi, ego necessarii auctoritas sum manitum
 ad signandum Traditum Londensesi, quem Traditum
 non esse ad Conventionem Pariliensem in omnibus
 singulis arduum Articulis parit, plene nullum est
 instrumentum, quod legitur nomine Regis Hispanie
 non. Dornii mihi accepto.

Infrascriptum hoc Accellione Majestatis fide Catho-
lica sacrosanctae et omnibus Partibus Communi-
bus, et Rationabilibus Tabulis bene confecta inseri-
tum deorum Mendum in die Infcriptorum compe-
tendum, ut citius fieri poterit, Hæc Communi-
cationibus et litteris extraximus in quorum
fidem nos Partium consensum Pienpotentiarum in
predictis Pienpotentiarum Tabellis merito exhibi-
turi hæc præfentes maribus nostris Infcriptis
nos, et filijis nostris committimus. Adm Hæc
Comitum die decima Septima Febuarii anni millesimi
Receptumque videant.

(L.S.) LEOPOLDUS CARNE & WINDISCHRAZ

(L.S.) MANOVIS BEATTI LANDS

(L.S.) CADOGAN

(6.5) FLEURBAU DE MORTVILLE. +

In altre Istituzioni

(L. S.) LEOPOLDUS CAMEL & WINDISCHKEAT

(L.S.) MARQUIS BRUNETTI LANDI.

(L.S.) FLEURIAU DE MORVILLE.

(L.S.) CADOGAN

XII.

6. Mai. Vergleich: so griffen denn Grafen von Wercz al
Commandanten Kayserl. General in Sicilien: dann
den Spanischen General Marchesi de Ierde/ mit
trotz unerschöpfung des Fuglichen Italienische/Ge
triffen werden! das nemlich, das zu völliger aus
weisung der Königsreichen Sicilien und Sardinien al
die Kayserl. Truppen die Waffen-Erlaubnis zwischen
beiden Armeen von solte: Doreben aber Palermo
Castel a Mare, Mimi und alle Forten fünf ge
nach unterschieden: dieses/ und Augustus/ so bald die zu
TOM. VIII. PART. II.

Einbringung der Artillerie, Kriegs-Munition und
daraus-entnommene benutzbare Schiffe verpackter werden
sollen; ausgenommen: darin die spanischen Truppen
aus zwei oder dreihundert überlassen; und die daraus
bezügliche Schiffe gegen Beschädigung besonders verpackt
werden sollen. Befehl vom 6. May 1710. (Tir de la Chan-
cellerie Imperiale Archives de Guerre.)

Cell-à-dire...

Convention faite entre le Comte de MERCY GNAPPE et de l'Ordre Impérial, & le Seigneur de LEROU, Gouverneur de l'Ordre d'Espagne en Sicile, avec Consentement de l'Amiral Anglois BINGH, pour l'Evacuation de la Sicile & du Saldunay par les Espagnols, portant qu'il y aura au Amiral Anglois six Amies par Mer & par Terre, & qu'il durera jusqu'à la fin de l'année Evacuacion, Que pendant les Filles de Palermo, Capet à Mars, & Mela aux Filles de Palermo, toutes les Filles de l'Ordre de Malte, Forts, & toutes les autres Filles de l'Ordre de Malte, pendant l'Evacuacion, Comme au Filles de l'Ordre de Malte, mais seulement après que les Impériaux auront fait aux Espagnols les Bâtimens nécessaires pour leur Armirer, Vroir, & Munir de Guerre. Le Transport des Espagnols de l'Espagne se doit faire en deux ou trois fois, & les Impériaux doivent leur fournir, par leur argent, les Bâtimens dont ils auront besoin. Fait au Camp auprès de Palermo le 6. Mai 1720.

33 Endg. beim Definieren, heißt wir können dem
früheren Ansatz in Zahlen 9 wohl in Wasser ein
in 1000 von einem hohen Heren empfangen, um über ein
Hofen-Einfahrt, und anmerkung des Kommandanten
hat und Zahlen in Berlin, haben wir auch noch einen
verbreiten auf nachfolgende Artikel vorstellen.

[illegible][illegible]

111. Daß die Kranke und Verwundene von den Eng-
 lischen Truppen in das den Engländern verblieben gebliebenen Lager
 für sich in Quintero mit den fünf Doctoren, Apothekern und
 andern in besondern zur Hilffleistung/ Schirmung und De-
 fension

ANNO
1710.

ou écrits seront eussent dans un éternel oubli & amicale générale, & sans retour, en sorte qu'il ne sera point permis à l'avenir à l'un des Parties d'en faire usage, ni de s'en réclamer contre l'autre ; & de même, que si le tout n'étoit jamais avenu ; Et en vertu de cette abolition générale on ne pourra désormais faire aucune mention de ces Grâces, ni entre les Royaumes, ni envers leurs Sujets, sous quelque prétexte, ou pour quelque cause que ce puisse être.

III. La Liberté du Commerce, & de la Navigation par Terre, que par Mer & autres Eaux de desor mais entièrement recombent entre les Sujets de Leurs Majestés de Suède, & de Danemarck & de la plus efficace, à tout les Traités, Conventions, & Alliances faites avec d'autres Puissances, tant que ces Traités, Conventions, & Alliances pourroient être contraires à la teneur du présent Traité de Paix, & pour cet effet l'un des Parties ne consentira désormais à aucune Alliance ou Traité, qui pourroit en quelque manière que ce soit causer du dommage, ou du préjudice à l'autre.

V. Comme en vertu des précédents Articles, la Paix restoit une parfaite intelligence entre les deux Couronnes de Suède & de Danemarck, & de leurs engagements respectifs qu'ils pourroient avoir pris l'un contre l'autre, pendant le cours de cette funeste Guerre, Sa Majesté le Roi de Danemarck promet spécialement, & s'engage par les présentes, de la manière la plus forte & la plus précise de s'abstenir directement, ni indirectement de ses Conflits ou par voye de fait, par lui, ni par autrui, le Cas de Moscovie, sous quelque prétexte, que ce puisse être dans ses entreprises contre la Couronne de Suède, & ses Alliés, aussi long-temps, que la présente Guerre avec le Cas durera, & comme il n'est pas moins de l'intérêt du Roi de Danemarck, & de la Couronne, que de celui des autres Nations, qu'elle cesse bien-tôt, pour rétablir la liberté du Commerce dans la Mer Baltique, Sa Majesté Danoise promet de ne souffrir en aucun des Ports de Danemarck, & de Norvege aucun Armateur Moscovite, destiné à troubler ledit Commerce, & la Navigation, Sa Majesté ne permettra point sous prétexte, qu'on donne dans d'autres Ports, retraite à aucune puissance faite par les Armateurs, ou Corsaires Moscovites sur quelque Nation que ce soit & s'il arrivoit, que telles prises entraient dans les Ports de Sa Majesté, elle les fera restituer à leurs légitimes Propriétaires, ce qui s'entend par rapport à la Suède en sorte, qu'aucune des prises, qu'elle pourroit faire sur les Moscovites, ne pourroit entrer ni avoir retraite dans les Ports de Danemarck.

VI. Pucellement comme son Altesse Sérénissime le Duc de Sleswic-Holstein, a été enveloppé dans la Guerre du Nord, & que l'événement du sang qu'il est entre autres Altesse & la Couronne de Suède pourroit être considérée comme un obstacle à la décision de ce qui regarde le Duché de Sleswic, Sa Majesté Suédoise pour elle, & la Couronne de Suède, déclare & promet par ces présentes de ne s'opposer directement, ni indirectement à ce qui sera stipulé en faveur du Roi de Danemarck, concernant ledit Duché de Sleswic, par les dits Puissances Médiatrices, qui ont concouru au présent Traité, & de ne donner aucune assistance de fait ou de droit, contre le Roi de Danemarck pour l'inquiéter au préjudice des justes stipulations.

VII. Comme Sa Majesté le Roi de Danemarck a occupé par les armes pendant cette Guerre, & tient actuellement une grande partie de la Poméranie, jusqu'à la Rivière de Peene comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, avec la Principauté & l'Île de Rugen, & la Forteresse de Marstrand, avec quelques autres Îles, qui appartiennent à la Couronne de Suède, & que Sa Majesté le Roi de Suède insiste sur la restitution dudit Duché, Principauté, Villes, Fortereses, Îles, Terres, & Paix incorporées à la Couronne de Suède, Sa Majesté le Roi de Danemarck, aux instances des deux Puissances Médiatrices, & pour faci-

liser d'autant plus la Paix, il défère y a en conséquence, & en vertu du présent Article, elle restitue pour elle, & pour ses Héritiers, & Successeurs à Sa Majesté, & à la Couronne de Suède, ses Héritiers, & Successeurs la susdite partie de la Poméranie jusqu'à la Rivière de Peene, comme aussi la Ville & la Forteresse de Stralsund, l'Île & la Principauté de Rugen, la Ville de Marstrand & toutes les autres Îles & appartenances du Royaume de Suède, occupées par le Roi de Danemarck sans exception, à l'exception des Fortereses & des Paix dans l'état où les étoient pendant l'Armistice, & l'Artillerie & les Munitions en l'état, ou les étoient lors de l'occupation de ces Villes & Fortereses par le Roi de Danemarck, le tout moyennant l'équivalent qui sera stipulé ci-après.

VIII. A l'égard de la Ville de Wismar comme elle ne fera plus partie de cet équivalent, Sa Majesté le Roi de Danemarck cède & renonce en faveur de Sa Majesté & de la Couronne de Suède, à toutes les prétentions qu'elle auroit pu avoir sur cette Ville & son Territoire, & elle promet d'en retirer ses Troupes d'abord après la Ratification du présent Traité, laissant au Roi ou à la Couronne de Suède, le Droit incontestable, qui appartient à ladite Couronne de Suède, sur ladite Ville de Wismar, son Territoire, & ses dépendances.

IX. En considération de ces restitutions, Sa Majesté & le Royaume de Suède consent par le présent Article, que pour l'avenir il n'y ait aucune distinction des Nations dans le Sund & dans les deux Belts, & en conséquence Sa Majesté & le Royaume de Suède renonce à l'extinction de Franchise de l'Écuse du Sund & des deux Belts, dont les Suédois ont joui jusqu'à présent, en vertu des Traités de Paix ci-devant conclus, de sorte, que les Sujets du Royaume de Suède & des Provinces, qui en dépendent payeront à Sa Majesté le Roi de Danemarck & à ses Successeurs dans le Sund & les deux Belts, le Peage pour leurs Vaisseaux, effect, & Marchandises en tout de la même manière que les Anglois, Hollandois ou autres Nations, qui est, au cas desdits traités par le Roi de Danemarck & les plus favorablement à cet égard, à commencer du jour, que les Ratifications du présent Traité seront échangées, & que tous les Articles avec leurs stipulations touchant la restitution & satisfaction seront exécutés de part & d'autre, sur quoi l'on est expressément convenu, comme il a été dit, que les Vaisseaux & les effets des Sujets du Royaume de Suède, en passant & repassant les détroits du Sund & des Belts, à l'égard du rattachement & emphyteuse pour leur prompt expédition ou sous quelque nom que ce puisse être, ne fassent point valoir autrement, que les Nations Angloise, & Hollandoise ou autre la plus amie.

X. Sa Majesté Suédoise voulant encore donner une preuve plus consolatrice, de son désir pour la Paix, promet pour Elle, & la Couronne de Suède de payer outre le Cédulo de la franchise du Sund à Sa Majesté & à la Couronne de Danemarck, la Somme de six cent mille Rixdalers courant en bonnes & valables pièces de deux tiers sur le pied communément appelé de Leipzig de l'année 1690, à raison de 12 R. par Marc d'argent fin pour toutes les prestations du Roi de Danemarck, & en un seul paiement, en bonnes Lettres de change acceptées à Hambourg, lesquelles seront déposées entre les mains des Médiateurs fin terminés après la Signature du présent Traité, ou plutôt, si l'on se peut pour l'usage & le compte de Sa Majesté, & de la Couronne de Danemarck, pour être délivrées par les Médiateurs aux Comités nommés par le Roi de Danemarck, & être réellement payées aussitôt que la Restitution conformément à l'Article suivant sera entièrement faite & achevée, & que les Fortereses, Duchés, Principautés, Îles, & autres Lieux appartenants à la Couronne de Suède, & énoncés dans les Articles 7. & 8. seront crécus, par Sa Majesté & la Couronne de Danemarck, & mis en la possession de celle de Suède.

XI. C'est pourquoi aussitôt que la susdite Somme de 600,000 Rixdalers aura été déposé de la part du Roi & du Royaume de Suède, entre les mains des Médiateurs pour le Roi, & le Royaume de Danemarck, aussitôt qu'il a été expliqué en l'Article précédent, que les Fortereses de Stralsund, & de Marstrand avec la Principauté & l'Île de Rugen & la Partie du Duché de Poméranie occupée par le Roi de Danemarck, sont accordées en vertu de ce, qui est stipulé dans les précédents Articles, seront remis le même jour aux Comités.

ANNO
1710.

ANNO 1710. militaires, & aux Troupes du Roi de Suède, par les Gouverneurs & Officiers du Roi de Danemarck; à savoir des Forteresses & des Ports, & illes en l'état qu'au- rait été pendant l'Armistice; & l'Armistice & les bleds ains en celui qu'ils furent. Tous qu'ils sont tombés en- tre les mains du Roi de Danemarck, conformément aux Inventaires qui en seront fournis. L'évacuation étant ainsi faite les Troupes du Roi de Danemarck ont celles qui auront été dans les Places que dans le Pais seront transportées ou Danemarck, le plutôt que faire se pourra, par Terre ou par Mer selon que l'occasion & la commodité le requerront, & en ce cas on fournira à ces Troupes, sans dépense du Roi de Danemarck, mais à un prix le plus modique qu'il sera possible, le bon les ordres expresse, que Sa Majesté le Roi de Suède en donne à ses Commissaires, la subsistance dont ils auront besoin; bien entendu que du jour, que la Somme susdite de 600000 R. aura été déposée, entre les mains des Médiateurs en la manière expliquée, la fourniture de rations de pain & de logement ne seront plus à la charge du Pais, mais que les Officiers & Soldats auront franc, & sans payement les Logemens qui leur seront assignés par les Commissaires Suédois jusqu'au jour de leur départ, & qui en attendant les Commissaires de part & d'autre enverront incessamment du jour de la Signature du Traité & avant l'expiration de l'Armistice d'exiger de part ou d'autre les Arriérés & ce qui pourroit être dû par les Pais de Contributions ou autres impositions concernant le Public, & la triste situation & la milice au cours de cette Guerre & redout les Sujets dudit Pais. On cessera par conséquent de couper les Bois, & de transporter ceux qui se trouveront abattus & de détruire les Pais, toutes les prétentions du Roi de Danemarck étant comprises dans la Cession de la Franchise au Sund & dans la Somme de 600000 R. ci-dessus stipulée.

A l'égard des Archives de Stralsund, de Gylswalde & de Wismar avec la Bibliothèque, le Trésor de Wismar & les autres Bâties, & Papiers, qui regardent les Pais, & qui se trouvent entre les mains du Roi de Danemarck, ils seront restitués de bonne foi au Roi & à la Couronne de Suède. Toutes les Sentences prononcées selon les Loix pendant la Règne de Sa Majesté Dannoise, dans ledit Duché de Pomeranie, surtout leur plein & entier effet, & tous les Sujets des Villes, Illes, & Pais restitués seront déchargés du Serment de fidélité, qu'ils avaient prêté au Roi de Danemarck, pour être à l'avenir entièrement & uni- quement soumis, & attachés au Roi, & Royaume de Suède.

XII. Les Sujets de part & d'autre, de quelque condi- tion & qualité qu'ils puissent être, seront restitués immédiatement après la Ratification du présent Traité, dans toutes leurs Terres & Biens meubles & immen- bles, qui ont été occupés & confisqués à l'occasion de cette Guerre sans exception, & sur les preuves en bon- ne forme, qui en seront données, en sorte qu'ils ren- trent aussi-tôt sans autre forme de procès, & sans au- cun remboursement des fruits perçus de part & d'autre, dans la pleine, & entière jouissance, desdits Biens & Terres dans la même en possession avant la Guerre, à condition néanmoins que les dépenses faites par or- dre du Public, ou par des personnes privées qui ont possédé ces Biens & Terres, soit pour leur améliora- tion, réparation, ou pour les tenir en valeur au delà des Revenus, qu'ils ont produit, seront remboursés par les Propriétaires, lors qu'ils rentreront en la pos- session actuelle de leursdites Terres & Biens, à l'issue de l'année ne souffrant aucun délai sur ce sujet. Au surplus tous les autres Biens de quelque nature, qu'ils soient, seront rendus dans le même état, qu'ils sont à présent, & dans un meilleur s'il est possible. Toutes les prétentions, demandes & Droits qui pendant le cours de cette Guerre & en vertu des Loix de chaque Royaume, sont échues aux Sujets de Leurs Majestés par Succession, Procès ou autre voye Juridique, que ce puisse être, comme aussi les prétentions & griefs qu'ils pourroient avoir en usage, & pendant cette Guerre, ou qu'ils ont actuellement tant contre Leurs Majestés, qu'entre eux en particulier, cessent en leur entier, & ne pourront être rétablis ni abolis pour raison de ladite Guerre. A cet égard il sera tenu par chacun des Parties contractantes trois Commissaires auxquels qui se rendront un lieu dont on conviendra un Mois après la Ratification de ce Traité, où selon les circonstances de chaque cas ils termineront exa- minant tous les différends, ou bien ils les renvoyent

aux Tribunaux, qui pour raison de la Jurisdiction locale devoient en prendre connaissance avant le com- mencement de la Guerre, en sorte néanmoins que tous les différends, & discussions, soient terminés trois Mois après l'établissement de cette Commission, & à l'égard de ceux, qui pourroient prouver que leurs Lettres & licets ont été ramés & détournés à dessein par ceux des particuliers qui les ont possédés pendant la Guerre, ils s'adresseront aux Juges Commissaires qui leur seront accordés bonne & prompte Justice, & par les de- dommagemens qui leur seront légitimement dûs; tout ce que dessus énoncé au présent Article, devant aussi s'entendre de ceux, qui pendant cette Guerre ont suivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contrac- tantes.

XIII. Les Prisonniers de Guerre de Leurs Majestés de quelque condition qu'ils soient, seront rendus de part & d'autre sans raison, & sans ce qui s'est passé à cet égard soit pour raison d'évasion ou de rébellion, soit entièrement amnistié, & oublié, comme eux aro- n; sans avoir même égard au plus grand nombre de Prisonniers, ni à ceux que l'une des Parties pourroit avoir rendu à l'autre à tort, en vertu du Carrel ré- glé entre Leurs Majestés. Les Dettes contractées par les Officiers pendant leur détention seront liquidées, par des Commissaires établis à cet effet en deux Mois de temps, & sur les preuves juridiques qui seront four- nies de ces Dettes, Leurs Majestés seront tenues pour les payer les pagers, & autres effets de ceux, qui se trouvent dans leurs Etats, & pour les autres qui se- ront tirés ou hors de service, Leursdites Majestés seront payer réciproquement les Dettes, qu'ils auront contractées comme dit ci-dessus pendant le terme de leur Pri- son, bien entendu, néanmoins que la liquidation & le payement des Dettes n'apportera aucun retardement, ni empêchement à l'exécution de tous les autres Arti- cles du présent Traité.

XIV. Comme il est survenu quelques différends entre Leurs Majestés au sujet des Limites de la Fron- tière ou Lappelande Norwégienne pendant, & avant cette Guerre, en sorte que Leursdites Majestés sur le rapport, qui leur en a été fait, prennent réciproque- ment, qu'on forme quelque établissement au delà des Frontières de l'une & l'autre, on est convenu de nom- mer des Commissaires des deux côtés, qui se transpor- teront sur les lieux trois Mois après l'échange des Ratifications & qui après avoir examiné avec l'intention nécessaire, ce qui concerne cette matière, enverront au plus tôt les Limites des deux Franchises selon les an- ciens Traités auxquels il n'a été apporté aucun change- ment, & conformément aux Actes des Limites fondés sur ces Traités.

XV. Pour ce, qui regarde le Cours de la Poste Sué- doise, établi par les Etats du Roi de Danemarck, Sa Majesté Dannoise auroit demandé, qu'il ne fût plus desor- mais permis à la Couronne de Suède d'avoir un Com- missaire à Helsingør, & que les Lettres de Suède ne pussent être portées par les Postillons, qu'une fois la semaine, au lieu, que jusqu'à présent elles font par- tir deux fois; Mais comme il n'est pas moins nécessaire pour le public, & pour le Commerce, que les choses restent sur le même pied, & que le Roi & la Couronne de Suède ne veulent apporter aucun changement aux libres passages des Postes, qui vont de Danemarck en Norwège, on est convenu de part, & d'autre & sur les représentations des Postillons Médiateurs que le Roi de Danemarck pourra avoir de son côté un Com- missaire à Helsingør à faire passer les Lettres une fois la semaine par la Suède, comme la Suède pour l'a- venir ne pourra faire passer aussi les siennes, qu'une fois la semaine, par le Danemarck. Les choses restant d'ailleurs à l'égard des Postes tant de la Suède à Hambourg par les Eclits du Roi de Danemarck, que de Danemarck en Norwège par la Suède, ensem- ble dans le même état & de la manière pratiquée jusqu'à présent; & surtout plus que depuis que la Couronne de Suède a fourni ses Sujets au rade du Sund, il lui est indispensable d'avoir un Commissaire à Hel- singør pour l'expédition de leurs Vaisseaux à l'exception des autres Navires, qui navigent dans la Mer Bal- tique, & qui ont leurs Commissaires aussi Helsingør, Sa Majesté Suédoise promettrait de donner les ordres nécessaires pour que celui qu'elle y enverra, ne cause aucun dommage, dérangement, ni malversation au pré- judice des Postes du Roi de Danemarck, & de s'en- tendre toute la Justice, qu'on doit attendre de son équité sur les plaintes, qui pourroient être faites au

ANNO 1710.

ANNO 1710. fentes, & à icelles appoſſé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification ſix ſemaines après la ſignature par le Roi de Danemarck du dit Traité de Stockholm de ce jour 12. Juin de l'année 1720. Fait à Stockholm les ſoudies jour & an.

(Signé)

(L.S.) DE CAMPREDON.

Nous ayant agréable le ſaid Aſſé de Garantie en tout ce qui y eſt contenu, avons de Paris de notre tréſorier & tréſorier Oncle le Duc d'Orléans Regent, icelui tant pour nous que pour nos Héritiers & Successeurs, Royumes, Pays, Terres, Seigneuries & Seigneurs, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes ſignées de nous, maſin, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettant en ſol & parole de Roi de garder & observer inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & manière que ce ſoit. En témoin de quoi nous avons fait mettre autre ſeal à ces présentes. Donné à Paris le 28. Août 1720. & de notre Regne le 5.

(Signé)

Par le Roi,

LOUIS.

Le Duc d'Orléans Regent préſent,

Du Bois

Aſſé de Garantie à l'égard du Duché de Sileſie, donné par le Roi de la Grande-Bretagne au Roi de Danemarck le 26. Juillet 1720.

Nous GEORGE par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Défendeur de la Foi, Duc de Breſnaw & Lunenburg, Arche-Tréſorier de l'Empire du St. Empire Romain, &c. à tous & chacun qui ces présentes verront ſalut. D'autant qu'entre Nous & Notre cher Frere le Roi de Danemarck par une Convention faite le 30. Octobre de l'année paſſée, il a été diſputé, qu'après l'Armistice & la Paix ſaire entre Saſſie Majeſté & le Roi & la Couronne de Suede, la promeſſe & la Garantie, que Nous avons faites à l'égard de la poſſeſſion & jouiſſance paſſée du Duché de Sileſie au Roi de Danemarck, ſera continuée, & comme par l'aide de Dieu la Paix eſſectivement s'en eſt faite. Notre Miniſtre après dudit Roi, a ſigné un Aſſé ou Inſtrument de ladite promeſſe de Garantie, de la manière qu'il ſait ci-après de mot à mot.

Après que Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne eſt convenue une Convention avec le Roi de Danemarck ſignée le 30. Octobre de l'année paſſée, dans la vûe de rendre le repos dans le Nord, dans laquelle elle auroit promis la Garantie du Duché de Sileſie, ſous que la ſuſpenſion d'armes entre les deux Couronnes de Danemarck & de Suede dureroit, avec la condition expreſſe, qu'en cas que ſous la benédiction Divine la Paix entre lesdites Couronnes, encore avant l'expiration de l'Armistice, par être conclue, la Garantie demeureroit ferme pour toujours. Mais à préſent que cette Negociation importante, à l'égard des grandes diſſicultés, qui ſ'y étoient trouvez, même celle du terme ſuſpé de la ſuſpenſion d'armes, laquelle ſiſſant le 28. Avril de l'année préſente, a été prorogée, ſur cela dont les deux Majeſtés de Danemarck & de Suede ſont convenez d'un Armistice ſous mêmes conditions que le premier: Et qu'ayant l'expiration de cette ſuſpenſion d'armes, la Paix ſi neceſſaire pour le repos de l'Europe, auſſien que pour la ſécurité de la Religion Proteſtante, ſous la Médiation de Leurs Majeſtés de la Grande-Bretagne & Très-Chrétiens, aſſé été portée à une ſeconde (en vertu de cette Paix la Garantie du Duché de Sileſie, ſelon le contenu de la Convention & la promeſſe ſaire par Sa Majeſté Britannique du 30. Octobre de l'année paſſée ſera & ſera continuée) & Sa Majeſté de Danemarck, pour rendre cette Convention plus parfaite, demande encore une plus ample diſſolution: Aſſi Sa Majeſté Britannique promet & s'oblige, poſe ſes Héritiers & Successeurs, de ſes garantir & confirmer dans une poſſible & conſonnable ſuſſante la partie du Duché de

TOM. VIII. PART. II.

Sileſie, laquelle Sa Majeſté Danolſe a entre les ANNO 1710. melos, & de la défendre le mieux poſſible contre tous & chacun qui tâcheront de la troubler, ſoit directement ou indirectement, le tout en vertu de l'Armistice conclu en 1717. avec Sa Majeſté Britannique, comme Electeur de Breſnaw & Lunenburg, auſſien que de ladite Convention ſaire le 30. Octobre de l'année paſſée, dans un Aſſé ſeparé pour la continuation. En foi de quel je ſouſigné Miniſtre Plenipotentiaire ſi ſigné & préſent Aſſé & appoſſé mon Cachet, & promeſſe de procurer la Ratification de tout ceci dans le terme de quinze ſemaines, ou plus, ſ'il eſt poſſible. Fait à Friedenſchbourg le 23. Juillet 1720.

(Signé)

(L.S.) POLWARTH.

Nous ayant vû & mêmeſement poſſé le ſaid Aſſé, de Garantie, l'avons approuvé & agréé en tous ſes Points, l'approuvons, agréons & confirmons par ces présentes pour Nous, nos Héritiers & Successeurs, pour ce que par ſeul de Roi d'accomplir & d'observer inviolablement tout ce qui y eſt contenu. En ſuſſante de quoi nous avons ſigné les présentes de notre main & y ſait appoſſer notre grand ſeal du Royaume de la Grande-Bretagne. Donné à notre Châteſ de Herſenſen le 26. Juillet 1720. de notre Regne l'année ſuſſente.

GEORGIUS REX.

XIV.

Traité entre GEORGE Roi de la Grande Bre- 1721.
tagne & PHILIPPE V. Roi d'Espagne, con- 13. Juin.
clu à Madrid le 13. Juin 1721.

LA Divine Providence ayant bien voulu diſpoſer les cœurs des Séréniffimes & très-puillans Princes le Roi GEORGE, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & PHILIPPE V. par la grace de Dieu, Roi d'Espagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mécontentement & de méſintelligence, qui ont donné occaſion d'interrompre pendant quelque tems l'amitié & la bonne correſpondance, qui ſeuſſent entre eux auparavant, & Leurs Majeſtés Britannique & Catholique deſſent à préſent de les reconſeſſer & les ſcſſer par les ſuſſantes & plus ſuſſes, ont diſputé & convenu des Articles ſuſſants par leurs Miniſtres Plenipotentiaires ſuſſignez, nommez à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviolable Paix, une ſincère & conſonnable amitié, & un général oubli de tout ce qui ſ'eſt paſſé des deux côtés, ſur ſeul de la dernière Guerre entre Leurs Majeſtés Britannique & Catholique, ſous Héritiers & Successeurs, aſſi bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverainetés, Sujets & leurs Vaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, conſeſ à Utrecht le 11. Juillet & le 9. Decembre 1713, & dans lesquels le Traité de Madrid de 1667 & les Articles compris en icelui, ſont contenus, demeureront confirmés & ſuſſent par le préſent Traité, à l'exception des 111. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce, qu'on appelle communément l'expreſſe, qui ont été annulés ſin depuis en vertu d'un autre Traité, ſait à Madrid le 14. de Decembre 1713. entre les Miniſtres Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par Leurs Majeſtés Britannique & Catholique, lequel Traité demeure paſſiblement confirmé & ſuſſent, auſſien que le Contrât particulier, qu'on appelle ordinairement Affaire pour le transport des Ecclésiastiques ſans Indes Espagnoles, qui ſait ſin le 26. de Mars de l'année 1713. en conſeſſence du XII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, & paſſiblement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Affaire, qui ſait ſin le 26. Mai 1716. Tous lesquels Traitez, dits ou ſait mention dans cet Article, & leurs Déclarations, demeureront dans leur force, teneur, & entières vigueur, en tout ce en quoi ils ne ſont pas conſeſſes à celui-ci, & aſſi qu'ils poſſent être accomplis & exécutés, Sa Majeſté Catholique ſera dépêcher ſes ordres & ſes

ANNO
1721. & ses Lettres à ses Vies-Rois, Gouverneurs, & tels autres Ministres, à qui il appartenait, des Ports & des Villes de l'Amérique, à qui les Vaisseaux que la Compagnie Royale de la Grande-Bretagne, établie à Londres, employa en Commerce des Nôrs, soient admis sans aucun empêchement, à négocier librement & de la même manière qu'il se pratique avant la rupture des deux Couronnes; & les mêmes Lettres étoient délivrées aussi-tôt qu'on aura fait un échange des Ratifications du présent Traité; & en même tems Sa Majesté Catholique donnera les ordres au Conseil des Indes, que la Junta, composée des Ministres choisis dans ledit Conseil, & delibéra, à l'exclusion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit Affaire, puisse derechef avoir son cours, être reçu & exécuté dans les colonies, selon la règle établie dans le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'observation des Traité de Paix & de Commerce, il sera délégué des officiers ordinaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cet égard qu'ils les fassent observer & exécuter sans aucune de leurs interprétations, ou pareillement il sera donné de la part de Sa Majesté Britannique les ordres qui seront demandés & jugés nécessaires pour l'accomplissement de tout ce qui a été stipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traité d'Utrecht, ci-dessus nommés, & particulièrement, quant à ce qui peut s'être vu par ledit échange des points réglés par les VIII. XI. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de l'indépendance aux Espagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amérique, comme ils étoient de tems du Roi Charles II. le libre exercice de la Religion Catholique dans l'île de Minorque, & la Pêche de la Morue dans les Mers de l'Atlantique, comme aussi en égard à tous les autres Articles qui peuvent s'être vu par ledit échange jusqu'à la fin de la part de la Grande-Bretagne.

III. Et puisque par le VIII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets espagnols au commencement de la Guerre précédente seraient restitués, en égard que la confiscation d'iceux étoit consignée à la cession du XXXVI. Article du Traité de 1667. Sa Majesté Catholique ordonnera de la même manière, que tous les Vins, toutes les Marchandises, l'Argent, les Vaisseaux & autres Effets, qui ont été faits, soit en Europe ou aux Indes, en vertu de ses ordres du Mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres postérieurs, qui pourroient avoir été donnés avant ou depuis que la Guerre fut déclarée entre les deux Couronnes, soient promptement restitués dans la même espèce, quant à ceux qui subsistent, ou s'ils ne subsistent pas, leur jette valeur dans le tems qu'on les a faits, l'évaluation desquels sera réglée, si on ne l'auroit pas réglée auparavant, soit par ommission ou negligence, selon les informations authentiques, que ceux qui les recitent produiront par devant les Magistrats ordinaires des Villes & Places, dans lesquelles ledits Effets auront été faits; & comme il est certain que, quoique Sa Majesté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendrait des Inventaires, & qu'on tiendrait compte de ces biens & de ces Effets, on n'a pas cependant exécuté les ordres de cette manière en plusieurs endroits, il a été convenu, que si les Propriétaires font produire par de justes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a ouï aucun dans ledits Inventaires, Sa Majesté Catholique donnera des ordres express, à ce que la valeur de ces Effets qui auront été ouï, soit payée par des Trésoriers, ou autres, par la sévérité de qui telle omission auroit été faite.

IV. Il est aussi convenu mutuellement que Sa Majesté Catholique donnera ordre à ses Gouverneurs, ou autres Officiers & Ministres à qui il appartenait, de faire restituer tous les Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique, qu'ils pourroient avoir été faits & confisqués dans les Terres de Sa Majesté Britannique au cours de la dernière Guerre, de la même manière qu'il a été réglé dans l'Article précédent, en faveur des Sujets de Sa Majesté Britannique.

V. Il est aussi réglé que Sa Majesté Britannique fera restituer à Sa Majesté Catholique tous les Vaisseaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle d'Angleterre à la Bataille Navale qui se donna au mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur Canon, voiles, apparel & autre Equipage, dans le même état qu'ils étoient à présent, ou autrement la valeur de ceux qui pourroient avoir été vendus, au même prix qu'aurait donné

ceux qui les ont achetés, selon les Preuves & les Caution; & pour l'exécution de cette restitution Sa Majesté Britannique fera expédier tous les ordres nécessaires immédiatement après la Ratification de ce Traité. Il est aussi déclaré que l'on traitera au futur Congrès de Cambrai les autres possessions qu'il peut y avoir des deux états entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne sont pas expressément dans le présent Traité, qui ne sont pas comprises dans le II. Article ci-dessus.

VI. Le présent Traité sera son effet immédiatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été échangées des deux côtés après la Signature, ou plutôt s'il est possible, diffinissant la publication d'iceux jusqu'à ce que la Paix générale aura été conclue au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y sont concernées, ou jusqu'à ce que Lesdits Majestés Catholique & Catholique en aient convenu en particulier.

En témoignage de quoi, nous soussigner Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Catholique, ayant Plein-pouvoir qui a été mutuellement communiqué, & dont les Copies seront insérées ci-dessous, avons signé le présent Traité, & y avons mis le Scellé de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juil. 1721.

(Signé)

WILLIAM STANHOPE. (L.S.)

El Marques GEMALDO. (L.S.)

XV.

Traité d'Alliance Defensive entre la FRANCE, 13. Juin.
l'ESPAGNE, & la GRANDE BRETAGNE,
à Madrid le 13. Juil. 1721.

LES Diffeérens qui sont survenus entre Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétiennne d'une part, & Sa Majesté Catholique de l'autre, n'ayant pas donné peu d'attente à l'année qu'ils se font toujours portés l'un l'autre, ils ont continuellement soutenu avec une pareille ardeur de rétablir la bonne correspondance de la sincère amitié qui devoient regner entre eux, & qui seront toujours les plus fermes supports de la grandeur à laquelle Dieu les a élevés, & les plus sûrs moyens de conserver la tranquillité publique, aussi bien que le bonheur & les avantages matériels de leurs Sujets; & c'est en vue de circuler & fortifier encore davantage, s'il est possible, ces dispositions, qui ne sont pas moins propres à la gloire & à la félicité mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles font conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe, que Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétiennne & Catholique ont pris la résolution de s'unir d'une manière si étroite, qu'elles n'agissent dans la suite que comme s'ils avoient que à la même vue & le même intérêt, & pour cette fin le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, &c. ayant donné Plein-pouvoir de traiter en son nom à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Régiment de Dragons, Membre de Parlement de la Grande-Bretagne, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Serenissime Roi Très-Chrétiennne ayant donné Plein-pouvoir de la même fin à Mr. Jean Baptiste Louis Anselmi de Loupierre, Marquis de Maulévrier, Lieutenant General de ses Armées, Commandeur de Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. Louis, Son Eminent Extrordinaire à Sa Majesté Catholique, & le Serenissime Roi d'Espagne ayant pareillement cédé ses Plein-pouvoirs, pour obtenir la même fin, à Mr. Joseph de Grimaldi, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Commandeur de Rivers & d'Ausechal, Conseiller au Conseil des Indes, & son premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches; ils ont convenu entre eux des Articles suivants.

I. Il y aura dorénavant & pour toujours une étroite Union, & une sincère & permanente amitié entre le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétiennne, & le Serenissime Roi d'Espagne, leurs Royaumes & leurs Sujets, & les Habitants des Pais qui sont sous leur Domination, ensemble que les injures, ou les dommages soufferts, durant la Guerre,

ANNO
1711.

ce, laquelle a été terminée par l'accession du Serenissime Roi d'Espagne aux Traitez de Londres du 1. Août 1708. demeureroit dans un ouïl éternel, & qu'il n'aurait en prendre le même son, de bon état de la liberté de l'un & de l'autre que du sien, qu'on n'efforçât pas seulement son Allié du danger qui pourroit le menacer, mais même qu'on l'occupât de tout son pouvoir au tant qu'il pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correspondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de Leurs Majestés Britannique, Très-Christienne & Catholique, ils promettent de s'engager par le présent Traité d'Alliance Défensive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Personnes, leurs États, & les Pais qui sont sous leur Domination, en quelque Partie du monde, qu'ils soient situés; & de faire que leurs Majestés étant attaqués comme ce qui a été résolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les déclarations qui se feront à Cambray, ils se secourront mutuellement l'un l'autre, jusqu'à ce que le trouble cesse, ou qu'ils fassent faire la réparation des dommages qu'ils auront soufferts.

III. En conséquence de l'Article précédent, le maintien & l'observation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit se faire à Cambray, pour terminer les différends qui sont à débiter entre le Serenissime Roi d'Espagne & l'Empereur, seront la principale fin de la présente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Serenissime Roi Très-Christien & le Serenissime Roi d'Espagne inviteront de concert les Puissances qu'ils jugeront à propos d'attacher dans le présent Traité, pour l'avantage commun & pour la conservation de la tranquillité générale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'il Dieu ne plût, que contre les susdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui sera inséré dans ceux qui seront faits à Cambray, leurs Majestés Britannique, Très-Christienne, & Catholique fussent attaquées ou troublées en aucune manière, dans la possession de leurs Royaumes & Terres par aucune Puissance, ils promettent de s'engager d'employer leurs bons offices afin qu'ils en soient requis, pour procurer au Parti attaqué la satisfaction du tort qui lui sera fait, & pour empêcher que l'agresseur ne continue ses hostilités; & s'il arrivoit que les bons offices ne fussent pas suffisants pour procurer promptement cette réparation, leurs Majestés promettent de fournir le Secours suivant conjointement ou séparément, savoir :

Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie.

Sa Majesté Très-Christienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie.

Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie.

Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaisseaux de Guerre ou de transport, ou même des Subsidies en Argent comptant; en ce cas-là, elle fera en liberté de choisir, & ils lui fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent, à proportion des dépenses des Troupes; & afin d'éviter toute occasion de doute dans le compte desdits frais, leurs Majestés conviennent, que mille Hommes d'Infanterie seront réglés à dix mille Florins de Hollande, & mille Hommes de Cavalerie à trente mille par Mois, pendant la même proportion en égard aux Vaisseaux; Leursdites Majestés promettent de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & si le Secours n'est pas suffisant pour repousser les armées de l'Ennemi, ils conviendront de l'augmenter; & s'il est nécessaire, leurs Majestés s'assisteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & déclareront la Guerre à l'Agresseur.

V. Leurs Majestés Britannique, Très-Christienne & Catholique, étant entièrement satisfaites des Sentimens que M^r. le Duc de Parme a toujours témoigné à leur égard, & souhaitant de lui donner des marques de l'estime & de l'affection singulière qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce présent Traité, de lui accorder une protection particulière pour le conservateur de ses Terres & de ses Droits, & pour la fixation de sa Dignité; de sorte que s'il est troublé, contre les Traitez de Pais & contre ce qui sera inséré dans ceux qui seront faits à Cambray, ils auront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juste satisfaction, & si elle est refusée, ils conviendront d'U-

TOM. VIII. PART. II.

médiers pour la lui procurer par tous les autres moyens qui seront en leur pouvoir.

VI. Sa Majesté Catholique désirant donner à Sa Majesté Britannique & Sa Majesté Très-Christienne une marque particulière de leur amitié, confirme ancora qu'il peut y avoir occasion, sous les Avantages & tous les Privilèges qui ont été accordés par les Rois les Prédécesseurs à la Maison Angloise & à la Nation Française, de sorte que les Savans négocians du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & du Serenissime Roi Très-Christien, puissent toujours jouir en Espagne des mêmes Droits, Prerogatives, Avantages & Privilèges pour leurs Personnes, leur Commerce, Marchandises, Biens & Effets, dont ils ont joui, ou dont ils devraient avoir joui en vertu des Traitez ou Accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou seront accordés en Espagne à la Nation la plus favorisée.

VII. Le présent Traité sera ratifié par Leurs Majestés Britannique, Très-Christienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification seront mutuellement délivrées en bonne forme & échangées dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi, Nous soussigner Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Christienne & de Sa Majesté Catholique, ayant Plenipouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été insérée, avons signé le présent Traité, & y avons mis les Secours de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1711.

(Signé.)

WILL. STAN-	LANGERON MAU-	EL MARQUES DE
HOPE.	LAVIER.	GRIMALDI.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

ARTICLE SEPARÉ.

Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Britannique, Très-Christienne & Catholique, ayant ce jourd'hui, en vertu de leurs Plenipouvoirs, signé un Traité d'Alliance Défensive entre Leursdites Majestés; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été pareillement signé aujourd'hui entre Leurs Majestés Britannique & Catholique, dont la teneur s'en suit, sera partie dudit Traité d'Alliance Défensive, conclu entre l'Angleterre, la France & l'Espagne.

(Il est inséré sous le nom du Traité entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1711. N. 51.)

Le susdit Traité particulier aura le même force, que s'il étoit inséré sous son nom dans le Traité d'Alliance Défensive, signé ce jourd'hui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification seront échangées à Madrid de la manière qu'on s'accoutume, sous l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, s'il est possible.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Prélates en vertu de nos Plenipouvoirs & y avons mis les Secours de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1711.

(Signé.)

WILL. STAN-	LANGERON MAU-	EL MARQUES DE
HOPE.	LAVIER.	GRIMALDI.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne, ayant ce jourd'hui signé avec les Ministres Plenipotentiaires du Roi d'Espagne, en vertu de leurs Plenipouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance Défensive; les susdits Ministres de Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne ont aussi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir; que comme le principal but de cette Alliance est de maintenir & de conserver la Paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne sauroit douter que les États Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas ne soient disposés de concourir & de donner leur assistance, l'un prendra de concert la première occasion convenable pour les y inviter; & Leursdites Majestés Britannique & Très-Christienne se joindront & s'engageront en même

E 2

ensu

ANNO 1721. Le traité de l'Alliance Défensive fut à la Haye entre le Roi Très-Christien & les Etats Généraux, le 4. Janvier 1717. N. St. & qui s'en se fera directement ou indirectement au préjudice d'aucun.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Préfentes, en vertu de nos Plénipotentiers, & y avons fait mettre le Scellum de nos Armes. Fait à Madrid le 23. Juin 1721.

(Signé)

W. STANHOPE. LAROC MAULEVRIER.
(L.S.) (L.S.)

XVI.

20. Août. *Traité de Paix fait entre FREDERIC Roi de Suède, & PIERRE I. Czar de toute la Russie. Fait à Nenslad en Finlande le 30. Août 1721.*

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITÉ.

SOUS aotroir par les Préfentes, que comme il n'est élevé ni y a plusieurs années une Guerre sanglante, longue & onéreuse, entre Sa Majesté le Roi Roi Charles XII. de glorieuse mémoire, le Roi de Suède, des Gots & des Vandales, &c. les Successeurs au Trône de Suède, Madame Ulrique, Reine de Suède, des Gots & des Vandales, &c. & le Royaume de Suède, d'une part; & entre Sa Majesté Czarissime Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. & l'Empire de Russie, de l'autre part; les deux Parties ont trouvé à propos de travailler aux moyens de mettre fin à ces Troubles, & par conséquent à l'effusion de tant de sang innocent; & ils y ont pu la Puissance Divine de disposer les Esprits des deux Parties à faire afficher leurs Mandats-Plénipotentiaires, pour traiter & conclure une Paix ferme, sincère & stable, & une Amitié éternelle entre les deux Etats, Provinces, Pais, Vallées, Sujets & Habitans; savoir, Mr. Jean Lilienfeldt, Conseiller de Sa Majesté le Roi de Suède, de son Royaume & de la Chancellerie, & Mr. le Baron Otto Reinhold Stromfeldt, Intendant des Mines de Cuivre & des Fiefs des Dalders, de la part de Sa Majesté, & de la part de Sa Majesté Czarissime, Mr. le Comte Jacob Daniel Bruce, son Aide-de-Camp Général, Président des Colleges des Minéraux & des Manufactures, & Chevalier des Ordres de St. André & de l'Aigle Blanc, & Mr. Henri-Jean Frederic Osterman, Confesseur Privé de la Chancellerie de Sa Majesté Czarissime; Lesquels Mandats-Plénipotentiaires s'étant assemblés à Nenslad, ont fait l'échange de leurs Pouvoirs; & après avoir imposé l'assistance Divine, ils ont mis la main à cet important & très-solennel Ouvrage, & ont conclu, par la grace & la bénédiction de Dieu, la Paix suivante, entre la Couronne de Suède & Sa Majesté Czarissime.

I. Il y aura dès à présent, & jusqu'à perpétuité, une Paix inviolable par Terre & par Mer, de même qu'une sincère Union & une Amitié indissoluble, entre Sa Majesté le Roi Frederic Premier, Roi de Suède, des Gots & des Vandales, ses Successeurs à la Couronne & au Royaume de Suède, les Domaines, Provinces, Pais, Villes, Vallées, Sujets & Habitans, tant dans l'Empire Romain, que hors dudit Empire, d'une part, & Sa Majesté Czarissime Pierre Premier, Empereur de toute la Russie, &c. ses Successeurs au Trône de Russie, & tous les Pais, Villes, Vallées, Sujets & Habitans, d'autre part; De sorte qu'ils n'auront, les deux Parties pacifiques ne commencent, ni ne permettront qu'il se commette aucune hostilité, directement ou publiquement, directement ou indirectement, soit par les leurs ou par les autres; elles ne donneront non plus aucun Secours aux Ennemis d'une des deux Parties pacifiques, sous quelque prétexte que ce soit; & ne feront avec eux aucune Alliance qui soit contraire à cette Paix; mais elles entretiendront toujours entre elles une Amitié sincère, & s'abstiendront de maintenir l'ennemi, l'assistance & la fidélité mutuelle; comme aussi de déshonorer, aucun qu'il leur sera possible, les dommages & les troubles, dont l'une des deux Parties pourroit être menacée par quelque autre Puissance.

II. Il y aura de plus, de part & d'autre Amnésie générale des hostilités commises pendant la Guerre, soit par les armes ou par d'autres voyes, de sorte qu'on ne s'en ressouviendra ni s'en vengera jamais; particulièrement à l'égard de toutes les Personnes d'Eux & des Sujets, de quelque Nation que ce soit, qui sont survenues au service de l'une des deux Parties pendant la Guerre, & qui par cette démarche se sont rendus Ennemis de l'autre Partie; excepté les Cotisations Rationnelles qui ont passé au service du Roi de Suède, Sa Majesté Czarissime n'a pas voulu accorder qu'ils fussent compris dans cette Amnésie générale, nonobstant toutes les instances qui ont été faites de la part du Roi de Suède en leur faveur.

III. Toutes les hostilités, tant par Mer que par Terre, cesseront ici & dans le Grand Duché de Finlande, dans 15. jours, ou plutôt, s'il est possible, après la Signature de cette Paix; mais dans les autres endroits, dans trois semaines, ou plutôt, s'il est possible, après qu'on aura fait l'échange de part & d'autre; Pour cet effet, on publiera d'abord la conclusion de la Paix. Et au cas qu'après l'expiration de ce terme, on viot à commettre quelque hostilité par Mer ou par Terre, de l'un ou de l'autre côté, de quelque armée que ce soit, par ignorance de la Paix conclue, cela ne portera aucun préjudice à la conclusion de cette Paix; mais on sera obligé de restituer à les Hommes & les Eglises, & enlever après ce terme-là.

IV. Sa Majesté le Roi de Suède cède par les Préfentes, tant pour lui-même que pour les Successeurs au Trône & au Royaume de Suède, à Sa Majesté Czarissime & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, en pleine, irrévocable & éternelle possession, les Provinces qui ont été conquises & prises par les armes de Sa Majesté Czarissime dans cette Guerre, sur la Couronne de Suède; savoir, la Livonie, l'Estonie, l'Ingrie, & une partie de la Carélie; de même que le District du Fief de Wibourg, & les terres & forteresses de Kiga, Dunamoude, Pernau, Revel, Dorpat, Narva, Wibourg, Kokenhof, & les autres Villes, Forteresses, Ports, Places, Districts, Rivages, & Côtes appartenant audit Royaume; comme aussi les Îles d'Oslel, Dagoe, Moen, & toutes les autres Îles depuis la Frontière de Courlande, sur les Côtes de Livonie, Estonie & Ingrie, & du côté Oriental de Revel, sur le Mer qui va à Wibourg, vers le Midi & l'Orient; avec tous les Habitans qui se trouvent dans ces lieux, & dans les fordes Provinces, Villes & Places; & généralement toutes leurs Appartenances, Dépendances, Pérorogatives, Droits & Emolumens, sans aucune exception, ainsi que la Couronne de Suède les a possédés.

Pour cet effet, Sa Majesté le Roi de Suède renonce à jamais de la manière la plus solennelle, non pour lui, que pour les Successeurs & pour tout le Royaume de Suède, à toutes les prétentions qu'ils ont eues jusqu'ici, ou peuvent avoir sur lesdites Provinces, Îles, Pais & Places, dont tous les Habitans seront, au vu des Préfentes, déchargés du Serment qu'ils ont prêté à la Couronne de Suède; de sorte que Sa Majesté & le Royaume de Suède ne pourront plus se les attribuer dès à présent, ni les redemander à jamais, sous quelque prétexte que ce soit, mais ils seront & resteront incorporés à perpétuité à l'Empire de Russie; & Sa Majesté & le Royaume de Suède s'engagent par les Préfentes, de laisser & maintenir toujours Sa Majesté Czarissime & ses Successeurs à l'Empire de Russie dans la paisible possession desdites Provinces, Îles, Pais & Places; & l'oo cherchera & remettra à ceux qui seront amovibles de Sa Majesté Czarissime, toutes les Archives & Papiers qui concernent principalement ces Pais, lesquels ont été enlevés & portés en Suède pendant cette Guerre.

V. Sa Maj. Czarissime s'engage en échange, & promet de restituer & d'ériger à Sa Majesté & à la Couronne de Suède dans le terme de quatre semaines, après l'échange de la Ratification de ce Traité de Paix, ou plutôt, s'il est possible, le Grand Duché de Finlande, excepté la partie qui en a été réservée ci-dessus dans le Règlement des Limites, laquelle appartiendra à Sa Majesté Czarissime; de sorte que Sa Majesté Czarissime, & ses Successeurs n'auront ni ne feront jamais aucune prétention sur ledit Duché, sous quelque prétexte que ce soit. Outre cela, Sa Majesté Czarissime s'engage & promet de faire payer promptement, intégralement, & sans rebuts, la Somme de

ANNO 1721.

ANNO deux millions d'Écus, aux Antécédents du Roi de Suède, pourvu qu'ils produisent & donnent les Quintes-
1711. ces valables, dans les termes fixés, & en telles loies de Monnaie, dont on est convenu par un Article séparé, lequel est de la même force, comme s'il étoit inséré ici de mot à mot.

V. La Majesté du Roi de Suède s'est aussi réservée à l'égard du Commerce, la permission pour toujours, de faire acheter annuellement des Grains à Riga, Rœst & Arensburg, pour cinquante mille Roubles; lesquels Grains sortiront desdites Places, sans qu'on en paye aucun Droit ou autres Impôts, pour être transportés en Suède; moyennant une attention, par laquelle il parviendra, qu'ils ont été achetés pour le compte de Sa Majesté Suédoise, ou par des Sujets qui leur ont été de ce côté de la part de Sa Majesté du Roi de Suède; ce qui ne se doit pas entendre des années, dans lesquelles Sa Majesté Catholique se trouveroit obligée par manque de Recette, ou par d'autres raisons importantes, de défendre la sortie des Grains généralement à toutes les Nations.

VII. Sa Majesté Catholique promet aussi de la manière la plus favorable, qu'elle se le méritera pour des affaires Dénouées du Royaume de Suède, ni de la forme de Recense qui a été réglée & établie tous deux, & universellement par les États dudit Royaume; Qu'elle n'assurera personne, en aucune manière, que ce puisse être, ni d'ellemême ni indirectement; mais qu'elle tâchera d'empêcher & de prévenir tout ce qui y est contraire, pour ce qui vient à la connaissance de Sa Majesté Catholique; sans de donner par là des marques évidentes d'une Amitié sincère & d'un véritable Vœux.

VIII. Et comme on a, de part & d'autre, l'intention de faire une Paix ferme, sincère & durable, & qu'il est si très-nécessaire de régler tellement les Limites, qu'aucune des deux Parties ne se puisse donner aucun ombrage, mais que chacune possède paisiblement ce qui lui a été cédé par ce Traité de Paix, elles ont bien voulu déclarer, que les deux Empires auront dès à présent & à jamais les Limites suivantes, qui comprennent sur la Côte Septentrionale du Saint Finland de Wicklow, d'où elles s'étendent à une demi lieue du rivage de la Mer dans le Païs, & à la distance d'une demi lieue de la Mer jusqu'à vis-à-vis de Wiklak, & de là plus avant dans le Païs; en sorte que du côté de la Mer & vis-à-vis de Rohel, il y aura une distance de trois quarts de lieue dans une Ligne diagonale jusqu'au chemin qui va de Wibourg à Lapland, & à la distance de trois lieues de Wibourg, & qui va dans la même distance de trois lieues vers le Nord par Wibourg dans une Ligne diagonale jusqu'aux anciennes Limites qui ont été ci-devant entre la Russie & la Suède, & même avant la réduction du Fief de Keshim sous la Domination du Roi de Suède. Ces anciennes Limites s'étendent du côté du Nord à huit lieues, de là elles vont dans une Ligne diagonale au travers du Fief de Keshim jusqu'à l'endroit où la Mer de Porgero, qui commence près du Village de Koshmager, touche les anciennes Limites qui ont été entre la Russie & la Suède; tellement que Sa Majesté du Roi & le Royaume de Suède posséderont toujours tout ce qui est situé vers l'Ouest & le Nord au-delà des Limites spécifiées, & Sa Majesté Catholique & l'Empire de Russie posséderont à jamais ce qui est situé en-deçà, du côté d'Orient & du Sud. Et comme Sa Majesté Catholique cède ainsi à permission à Sa Majesté du Roi & au Royaume de Suède une Partie du Fief de Keshim, qui appartenait & devoit à l'Empire de Russie, Elle promet de la manière la plus favorable, pour soi & ses Successeurs au Trône de Russie, qu'Elle ne redemandera jamais cette Partie du Fief de Keshim, sous quelque prétexte que ce soit; mais ladite Partie sera & restera toujours incorporée au Royaume de Suède. A l'égard des Limites dans les Païs des Lapmarkes, ils resteront par le même pied qu'ils étoient avant la commencement de cette Guerre entre les deux Empires. On est convenu de plus, de nommer des Commissaires de part & d'autre, immédiatement après la Ratification du Traité principal, pour régler les Limites de la manière suivante.

IX. S. M. C. promet en outre, de maintenir tous les Habitans des Provinces de Livonie, d'Éstonie & d'Oesel, Nobles & Roturiers, les Villages, Magistres & les Corps des Médiens, dans l'entière jouissance des Privilèges, Concessions & Immunités, dont ils ont joui sous la Domination du Roi de Suède.

X. On n'introduira pas non plus la contrainte des ANNO
Conscience, dans les Païs qui ont été cédés; mais on y maintiendra la Religion Evangelique, de même que les Églises, les Ecoles & ce qui en dépend, fut le même pied, qu'elles étoient au tems de la dernière Régence du Roi de Suède, à condition que l'un y puisse aussi exercer librement la Religion Grecque. 1711.

XI. Quant à la réduction & liquidation qui se fit du tems de la Régence précédente du Roi de Suède en Livonie, Éstonie & Oesel, au grand préjudice des Sujets & des Habitans de ces Provinces, (ce qui a porté, de même que l'équité de l'affaire même, le feu Roi de Suède de glorieuse Mémoire, à donner l'assistance par une patente qui fut publiée le 12. Avril 1700, par laquelle on se fit dessein de procurer également, que les Biens qui ont été confisqués, durant les loix, ou leur rendus Justes à cet égard; & alors plusieurs Sujets desdits Païs furent remis dans la possession de leurs Biens confisqués;) S. M. C. s'engage & promet de faire rendre Justice à un chacun, lorsqu'il demeurera dans le Territoire ou hors du Territoire, qui a une juste prétention sur des Terres en Livonie, Éstonie, ou dans la Province d'Oesel, & la peut véritablement, de sorte qu'ils recouvrent alors dans la possession de leurs Biens ou Terres.

XII. On n'obligea aussi aucunement, en confirmation de l'Amistie qui a été accordée & réglée ci-dessus dans l'Article second, à ceux de Livonie, d'Éstonie, & de l'île d'Oesel, qui ont tenu pendant cette Guerre le parti du Roi de Suède, les Biens, Terres & Maisons qui ont été confisqués & donnés à d'autres, tant dans les Villes de ces Provinces, que dans celles de Nierva & Wibourg, sur qu'ils leur aient appartené avant la Guerre, ou qu'ils leur soient dévolus pendant la Guerre par Héritage ou par d'autres voyes, sans aucune exception ni restitution; soit que les Propriétaires se trouvent à présent en Suède, ou en Pologne, ou quelque autre part, après que chacune se fera auparavant légitimement auprès du Gouvernement Général, en produisant les Documents, touchant son Droit; mais ces Propriétaires ne pourront rien prétendre des Revenus qui ont été levés par d'autres pendant cette Guerre & après la condition, au moins dédommagement de ce qu'ils ont souffert par la Guerre ou autrement. Ceux qui tiennent de cette manière dans la possession de leurs Biens ou Terres, seront obligés de rendre Hommage à Sa Maj. C., leur Souverain & à présent, & de le composer au reste comme de fidèles Vassaux & Sujets: Après qu'ils auront prêté le Serment accoutumé, il leur sera permis de sortir du Païs, d'aller demeurer ailleurs dans le Païs de ceux qui sont Alliés & Amis de l'Empire de Russie, & de s'engager au service des Puissances neutres, ou d'y continuer, s'ils s'y sont déjà engagés, suivant qu'ils le jugeront à propos. Mais à l'égard de ceux, qui ne veulent pas rendre Hommage à S. M. C., on fixe & on leur accorde le terme de trois ans après la publication de la Paix, pour vendre dans ce tems-là leurs Biens, Terres, & ce qui leur appartient, le mieux qu'ils pourront, sans en payer davantage que ce que chacune des parties en conviendra des Conditions & Statuts du Païs. En cas qu'il arrive à l'avenir, qu'un Héritage soit dévolu suivant les Droits du Païs à quelqu'un, & que celui-ci n'ait pas prêté le Serment de fidélité à S. Maj. C., il sera obligé de le faire à l'entrée de son Héritage, ou de vendre ces Biens dans l'espace d'une année.

De la même manière, ceux qui ont avancé de l'Argent sur des Terres situées en Livonie, Éstonie, & dans l'île d'Oesel, & qui en ont reçu des Contrats légitimes, jouiront paisiblement de leurs Hypothèques, jusqu'à ce qu'on leur en paye & le Capital & l'intérêt; mais ces Hypothèques ne pourront rien prétendre des Intérêts qui sont échus pendant la Guerre, & qui ne sont pas peut-être levés; mais ceux qui dans l'un ou l'autre cas ont l'administration des Biens fidèles, seront obligés de rendre Hommage à S. M. C. Tout ceci s'entend aussi de ceux qui tiennent sous la Domination de S. M. C., lesquels auront la même liberté de disposer des Biens qu'ils ont en Suède & dans les Païs qui ont été cédés à la Couronne de Suède par cette Paix. D'ailleurs, on maintiendra aussi réciproquement les Sujets des Parties pacifiques qui ont de justes prétentions dans les Païs des deux Puissances, soit au Public, ou à des Personnes particulières, ou leur rendra une prompte Justice, sans qu'un chacun soit ainsi ni servi dans la possession de ce qui lui appartient de Devoir.

XIII. Toutes les Contributions en Argent continueront dans

ANNO dans la Grand Duché de Finlande, que S. M. Cx. restituera l'Artillerie V. à S. M. le Roi & au Royaume de Suède, à compter depuis la date de la Signature de ce Traité; mais on y fournira pour lors les Vitrans & les Fourrages nécessaires aux Troupes de S. M. Cx., jusqu'à ce que ledit Duché soit entièrement évacué, sur le même pied que cela s'est pratiqué jusqu'ici; & l'on défendra & l'habitera sous des peines très rigoureuses, d'enlever à leur dégoût, ni aucun Minéral, ni Palais de la Nation Finlandaise, malgré eux, ni de leur livrer aucun tort. Outre cela, on laissera toutes les Forêts & Châteaux de Finlande dans le même état qu'ils sont à présent; mais il sera permis à Sa Maj. Cx. de faire importer, en évacuant ledit Pays & Places, tout le grain & petit Caux, leurs Animaux, Béquilles, & autres Meubles de Guerre que S. M. Cx. y a fait transporter, de quelque nom que ce soit. Pour cette fin, & pour le transport du Bagage de l'Armée, les habitans fourniront gratis les Chevaux & les Chariots nécessaires jusqu'aux Frontières. Même, si l'on ne pourroit pas évaluer tout cela dans le terme stipulé, & qu'on sût obligé d'en livrer une partie en arriéré, elle sera bien gardée, & remise entière à ceux qui leur auront été de S. M. Cx. dans quelque temps qu'Ense le fournil, & on fera aussi transporter ladite partie jusqu'aux Frontières. En cas que les Troupes de S. M. Cx. aient couru & courront hors du Pays quelques Archers & Pages, touchant le Grand Duché de Finlande, elle en fera faire une recherche, & fera rendre de bonne foi ce qui s'en ira par là; à ceux qui sont autorisés de S. M. le Roi de Suède.

XIV. Tous les Possesseurs de part d'autre, de quelque Nation, Condition & État qu'ils soient, seront chargés immédiatement après la Ratification de ce Traité de Paix, sans payer aucune rançon; mais il faut qu'un chapeau air auparavant acquis les Dames qu'il a contractés, ou qu'il donne caution suffisante pour le paiement d'icelles. On leur fournira grain de part & d'autre, les Chevaux & les Chariots nécessaires dans le temps fixé pour leur départ, à proportion de la distance des Places où ils se trouvent actuellement, jusqu'aux Frontières. Touchant les Prisonniers qui ont embarqué le Part de l'un ou de l'autre, on qui ont dessein de rester dans les États de l'une ou de l'autre Partie, ils auront indifféremment cette permission là. Ceci s'entend aussi de tous ceux qui ont été enlevés de part & d'autre pendant cette Guerre, lesquels pourront aussi ou rester où ils sont, ou retourner chez eux, excepté ceux qui ont de leur propre mouvement embrassé la Religion Grecque, S. M. Cx. le voudra ainsi, pour laquelle les deux Parties pacifiques seront obligées d'admettre des Fils dans leurs États.

XV. Sa Majesté le Roi & la République de Pologne, comme Alliés de S. M. Cx., sont compris expressément dans cette Paix, & on leur réserve l'accès, tout de même, comme il est le Traité de Paix à renouveler entre eux & la Couronne de Suède, & en être inséré tel de mot à mot. Pour cette fin, cessent toutes les hostilités de quelque nom qu'elles soient, par tout & dans tous les Royaumes, Pays, & Domaines qui appartiennent aux deux Parties pacifiques, & qui font partie des États de l'Empire Romain que sort de l'Empire Romain, & il y aura une Paix stable & durable entre les susdits deux Couronnes, et comme aucun Ministre Plénipotentiaire de la part de S. M. & la République de Pologne n'a assisté au Congrès de Paix qui s'est tenu à Nemilid, & qu'on n'a pu renouveler à la fois la Paix entre Sa Majesté le Roi de Pologne & la Couronne de Suède par un Traité solennel, Sa Majesté le Roi de Suède s'engage & promet, d'envoyer au Congrès de Paix les Plénipotentiaires, pour examiner les Conditions, dès qu'on aura convenu le lieu du Congrès, afin de conclure sous la Médiation de S. M. Cx. une Paix durable entre ces deux Rois, à condition que rien n'y soit contenu qui puisse porter du préjudice à ce Traité de Paix perpétuelle suit avec Sa Majesté Chrétienne.

XVI. On restituera & on confirmera la liberté du Commerce qu'il y aura par Mer & par Terre, entre les deux Puissances, leurs États, Sujets & Habitans, dès qu'il sera possible, par le moyen d'un Traité à part fait en suite, & à l'avantage des États de part & d'autre; Mais en attendant, il sera permis aux Sujets Russiens & Suédois de trafiquer librement dans l'Empire de Russie & dans le Royaume de Suède, dès qu'on aura ratifié ce Traité de Paix, en payant les Droits ordinaires de toutes Sortes de Marchandises; de sorte que les Su-

jets de Russie & de Suède jouiront réciproquement des mêmes Privilèges & Prérogatives qu'un accordé aux plus grands Amis des deux États.

XVII. La Paix étant conclue, on restituera de part & d'autre aux Sujets de Russie & de Suède, tout les biens des Magistins qu'ils avoient avant la naissance de la Guerre dans certaines Villes Marchandes de ces deux Puissances, mais on leur permettra aussi d'établir des Magistins dans les Villes, Ports & autres Places qui sont sous la domination de S. M. Cx. & du Roi de Suède.

XVIII. En cas que des Vaisseaux de Guerre ou Marchands Suédois viennent à échouer ou périr par tempête ou par d'autres accidents sur les Côtes & Rivières de Russie, les Sujets de S. M. Cx. seront obligés de leur donner toute sorte de secours & d'assistance, de fournir l'Équipage & les Effets, autant qu'il leur sera possible, & de rendre fidèlement ce qui a été pillé à Terre, s'ils le recitent, moyennant une reconnaissance convenable. Les Sujets de Sa Majesté le Roi de Suède en feront autant à l'égard des Vaisseaux & des Effets Russiens qui ont le malheur d'échouer ou de périr sur les Côtes de Suède. Pour quelle fin, & pour éviter toute infolence, vol & pillage, qui se commettent ordinairement à l'occasion de ces fâcheux accidents. Sa Majesté Chrétienne & le Roi de Suède s'engagent d'enrôler une très rigoureuse inhibition à cet égard, & de tenir toute arbitrairement les Indications.

XIX. Et pour pré venir aussi par Mer toute occasion qui pourroit faire naître quelque mésintelligence entre les deux Parties pacifiques, autant qu'il est possible, on a conclu & résolu, que si les Vaisseaux de Guerre Suédois, ou en plusieurs autres qu'ils soient pris ou grands, passent durcheinant une des Frontières de S. M. Cx., ils feront la suite de leur Canon, & ils feront d'abord refuser de celui de la Forteresse Rusienne, & vice versa, si les Vaisseaux de Guerre Russiens, ou en plusieurs, ou en quelques autres qu'ils soient pris ou grands, passent durcheinant une des Frontières de Sa Majesté le Roi de Suède, ils feront la suite de leur Canon, & ils feront d'abord refuser de celui de la Forteresse Suédoise. En cas que les Vaisseaux Suédois & Russiens se rencontrent en Mer, ou en quelque Port ou autre endroit, ils se salueront les uns les autres de la façon ordinaire, de la même manière que cela se pratique en pareil cas entre la Suède & le Danemark.

XX. On est convenu de part & d'autre, de ne plus dégrader les Ministres des deux Puissances comme auparavant; leurs Ministres, Plénipotentiaires & Envoyés, faits ou avec Caractère, devant s'entretenir à l'avenir eux-mêmes & toute leur Suite, tout en Voyage qu'il y a, & dans la Place où ils ont été admis à résider; mais à l'exception de l'usage ordinaire, de la même manière que cela se pratique en pareil cas entre la Suède & le Danemark.

XXI. De la part de Sa Majesté le Roi de Suède, on comprend aussi dans ce Traité de Paix Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, à la réserve des Grâces qu'il y a entre Sa Majesté Chrétienne & ledit Roi, dont on traitera directement, & l'on tâchera de les terminer amiablement. Il sera permis aussi à d'autres Puissances, qui seront nommées par les deux Parties pacifiques dans l'espace de trois Mois, d'accéder à ce Traité de Paix.

XXII. En cas qu'il survienne à l'avenir quelque différend entre les États & les Sujets de Suède & de Russie, cela ne dérogera pas à ce Traité de Paix éternelle; mais il aura à rendre la place & son effet, & on nommera incessamment des Comités de part & d'autre, pour examiner & vider équitablement le différend.

XXIII. On rendra aussi dès à présent tous ceux qui sont coupables de trahisons, meurtres, vols & autres crimes, & qui passent de la Suède en Russie, & de la Russie en Suède, seuls ou avec Femmes & Enfants; en cas que la Partie Mère du Pais d'où ils se sont évadés, les réclame, de quelque Nation qu'ils soient, & dans le même État où ils étoient à leur arrivée, avec Femmes & Enfants, de même qu'avec tout ce qui leur est enlevé, volé ou pillé.

XXIV. L'échange des Restrictions de cet Instrument de Paix se fera à Nemilid dans l'espace de trois semaines, à compter de la Signature, ou plutôt, s'il est possible. En foi de tout ceci, on a dressé deux Exemplaires de la même tenore de ce Traité de Paix, lesquels

ANNO
1711.

ANNO 1721. *quels ont été confirmés par les Ministres Plénipotentiaires de part & d'autre, en vertu des Pouvoirs qu'ils avoient de leurs Maîtres, qu'ils avoient signés de leurs mains propres, & y avoient fait apposer leurs Sceaux. Fait à Noutdahl le 30 Août 1721. P. 36., depuis la Naissance de notre Seigneur.*

JEAN LILIENTHED.

JACOB-DANIEL
BRUCE.OTTO REINHOLD
STROEMFELD.HENRI-JEAN-
FREDERIC OSTERMANN.

Nous avons accepté, approuvé, confirmé & ratifié ce Traité de Paix éternelle en tous ses Articles, Points & Clauses, de même que l'Article séparé qui y a de rapport, les acceptant, approuvant, confirmant & ratifiant par la présente de la manière la plus solennelle que cela se puisse faire, & nous promettons sur notre parole Royale, pour nous, pour nos Successeurs les Rois de Suède, que nous exécuterons & accomplirons fidèlement, inviolablement & religieusement tout ce qui est compris dans ledit Traité de Paix éternelle, & dans tous ses Articles & Clauses, comme aussi l'Article séparé, dont il a été fait mention ci-dessus, & nous n'y pourrions jamais, ni permettre qu'il y soit jamais contrevenu de notre côté. En foi de quoi nous avons signé ce Traité de Paix, de notre propre main, & y avons fait apposer notre grand Sceau Royal. *Fait dans notre Résidence de Stockholm le 9. Septembre, l'an de grâce 1721.*

FREDERIC.

Plus bas.

VAN HOFEN.

ARTICLE SEPARÉ.

Comme Sa Majesté Ca. en vertu du V. Article du Traité conclu aujourd'hui l'obligé de payer à Sa Majesté le Roi de Suède la Somme de deux Millions de Rix-daler, il a été convenu par le présent Article, que le paiement se fera en de bonnes & valables pièces de 12, dont trois font deux Rix-daler, immédiatement & sans aucun rabais à Hambourg, Amsterdam & Londres, aux Commisaires de Sa Majesté Suédoise, pourvus de Plénipouvoirs & de Quittances, & Sa Majesté Casimire fera fournir les sommes avec l'échéance de chaque Terme, dans quel endroit ledit paiement se doit faire. Mais en cas que Sa Majesté Casimire n'aurait pas moyen de faire le paiement de la Somme due en de bonnes pièces de 12 et finelles Liens, Elle promet de le faire en d'autres bonnes espèces de Monnoye d'argent qui ont cours dans ledits Lieux, excepté pourvu la petite Monnoye, & cela selon la valeur du change, tel qu'il se trouvera à l'échéance de chaque Terme, sans aucun rabais. Au reste le paiement se doit faire en quatre Termes, dont le premier sera au commencement du Mois de Février de l'année prochaine 1722. le second au commencement du Mois de Décembre de la même année. Le troisième au Mois d'Octobre 1722. & le quatrième & dernier au commencement du Mois de Septembre de l'année 1724. à chaque Terme cinq cents mille Rix-daler, de sorte que dans cet espace de temps le paiement de la Somme entière de deux Millions doit être fait.

Cet Article séparé sera la même vertu & effet, comme s'il étoit inséré tout à mot au Traité de Paix conclu aujourd'hui, comme il sera aussi ratifié en même sens, les Ratifications devant être échangées ici. En témoignage de quoi on en a fait deux Exemplaires de la même teneur, lesquels ont été signés & échangés l'un contre l'autre. *Fait à Noutdahl le 30. Août 1721.*

(L.S.) JEAN LILIENTHED.

(L.S.) JACQUES DANIEL BRUCE.

(L.S.) OTTO R. STROEMFELD.

(L.S.) HENRI JEAN FREDERIC OSTERMANN.

AUTRE ARTICLE SEPARÉ.

Nous FREDERIC, par la grace de Dieu, Roi de Suède, des Gots & des Vandales, &c., favoir

faisons, que la Lettre d'assurance, que nos Ministres Plénipotentiaires ont exhibée à Noutdahl aux Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Casimire, enucluse dans les Lettres suivantes.

ANNO 1721.

Nous Soussignés Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Suède autorisés par la Présence, en vertu des Pouvoirs dont nous sommes muni de la part, que notre Souverain & Maître ne pourra ni ne l'autoriser jamais d'autre Titre que celui de Roi de Suède, des Gots & des Vandales; &c.; renouant & exécutant ainsi à Sa Majesté Casimire & à ses Successeurs au Trône de Russie, les Titres de tous les Paix qui lui ont été cédés par ce Traité de Paix; & promettant pour lui & pour ses Successeurs à la Couronne de Suède, qu'ils donneront à Sa Majesté Casimire & à ses Successeurs à l'Empire de Russie, le Titre qui leur convient par rapport à la Cession des Indes Paix & Provinces, sans aucune restriction, en cas qu'il leur plaise de se servir à l'avenir de leur Titre entier. De quoi nous nous engageons par la Présence, de la manière la plus solennelle, de procurer l'approbation signée de la propre main de Sa Majesté le Roi de Suède, de notre Maître, de même que la Ratification de ce Traité de Paix. *Fait à Noutdahl le 30. Août 1721.*

JEAN COMTE DE
LILIENTHED.OTTO REINHOLD
STROEMFELD.

Comme cette Lettre d'assurance est conforme à nos intentions, tant à l'égard de notre propre titre qu'à l'égard du titre que Sa Majesté Casimire nous demande, nous accomplissons fidèlement tous ce que nosdits Ministres Plénipotentiaires ont promis & assuré sur ce sujet en notre nom. En foi de quoi nous avons signé la Présence de notre main, & confirmé de notre Sceau Royal. *A Stockholm le 9. Septembre 1721.*

FREDERIC.

Plus bas.

VAN HOFEN.

XVII.

Acte de Garantie signé par les Ministres de FRANCE & de la GRANDE-BRETAGNE concernant la (1) Renonciation de PHILIPPE V. Roi d'Espagne, aux Royaumes & Etats de la Monarchie d'Espagne conquis & possédés par Sa Majesté Impériale CHARLES VI.

27 Sept.

Comme dans le Traité de la Quadruple Alliance conclu & signé à Londres le 2. Août 1718., il a été accordé & convenu, que Sa Majesté Impériale, d'une part, renonceroit à tous ses Droits & prétentions sur la Couronne d'Espagne; & le Roi d'Espagne, d'autre part, renonceroit pareillement à tous ses Droits & prétentions sur les Royaumes, Provinces & Domaines, qui ont ci-devant appartenu à la Monarchie d'Espagne en Italie & dans les Pays-Bas, mais qui sont présentement possédés par S. M. Imp.; & qu'à cet effet, ils seroient tous d'en faire expédier dans la meilleure forme des Actes solennels de Renonciation, & de les faire remettre audit lieu convenable: Mais comme l'instrument de Renonciation rédigé de la part de S. M. Cath., exprime à la vérité, & statue, que ledite Renonciation sera force de Loi publique & de Pragmatique Sanction, & doit être ainsi recitée & mise à exécution par les Etats du Royaume d'Espagne, communément appelés les Cortes, & que néanmoins elle n'a point été acceptée & confirmée dans l'Assemblée des Indes Etats; ce que pourtant S. M. L. feroient devoir être fait diablement & suivant la coutume: Afin donc que le manquement de cette solemnité ne puisse à l'avenir, en quelque temps que ce puisse être, porter préjudice à Sa dite M. L., & pareillement afin que le défaut de solemnités quelconques qui pourroient manquer, pour confirmer la Renonciation de S. M. L., ne puisse à l'avenir porter du préjudice à S. M. Cath., Leurs Majestés Britannique & Très-Chrétiennes, pour remplir l'office d'Amis communs, pour obtenir le but qu'ils se font toujours proposés d'affirmer la tranquillité de l'Europe,

(1) Cette Renonciation de l'Espagne est l'acte signé dans le Traité de Vienne, fait avec l'Espagne & le Roi d'Espagne, le 20. Août 1722.

ANNO
1711. per, & pour lever toutes les difficultés qui pourroient empêcher l'échange des fiefs. Instrumens de Renouveau, & d'appeler ou causer en quelque manière que ce soit, du renouveau à la Paix entre S. M. I. & le Roi d'Espagne, ils s'engagent par les Princes à L. M. Imp. & Cath. & à leurs Successeurs aux Royaumes & provinces respectivement édués par ledites Renouveau, & ils se déclarent envers les mêmes pour cautions & Repandans, communément Garantie, que si l'approbation & confirmation de la Renouveau de S. M. Cath. qui doit être faite par ledits Etats du Royaume d'Espagne, de même, que si les solemnités qui peuvent être requises pour une plus grande confirmation & autorité de la Renouveau de S. M. I., ne s'ensuivent pas, ni S. M. I., ni le Roi d'Espagne, ni leurs Héritiers & Successeurs, ne pourront en aucun titre à venir prétendre, obéir ou céder la moitié de l'usage ou de l'autre desdites Renouveau de part & d'autre, à moins ou sous prétexte de quelque défaut de formalité que ce soit, & en particulier l'égard de la Renouveau du Roi d'Espagne, en ce qu'elle n'a point été approuvée & confirmée par les susdits Etats ou Cortes. Et au cas que contre toute attente de L. M. B. & T. C., cela vienne à arriver, alors la présente Garantie en faveur de l'Empereur des Romains & du Roi d'Espagne doit tenir lieu de toute civile quelconque qui pourra être donnée pour la perfection desdites Renouveau, & spécialement du manquement d'approbation des Etats d'Espagne; & quelque autre défaut que ce soit de l'une & de l'autre part desdites Renouveau doit être suppléé, & tenu pour suppléé, & par ladite Garantie, s'obligent conjointement & en particulier en vertu des présentes, comme aussi elles s'y reconnaissent engagées suivant la teneur de la Quadruple Alliance, qu'en ce cas elles veulent & doivent maintenir, défendre & garantir L. M. I. & Cath., leurs Héritiers & Successeurs aux Royaumes & Domaines qu'ils se sont respectivement édués, contre toute violence ou empêchement, qu'elles & leurs Successeurs pourroient ou entreprendroient de se causer ou faire faire à l'une, d'une & d'autre part, sous ledit prétexte de nullité ou de quelque autre manquement dans ledites Renouveau.

Ce présent Instrumens de Garantie sera pour plus grande force dûment confirmé par les Ratifications de Sa Royale M. B. & de S. Royale M. T. C.; & dans le même titre que les Instrumens des Renouveau de S. M. I. & de S. R. M. Cath. seront échangés à Londres, les Actes des Ratifications seront aussi remis en même lieu aux Ministres de l'Empereur & du Roi Cath.

En foi de quoi, nous avons Signé, Ministres de S. R. M. B. & de S. R. M. T. C., nous des ordres suffisants pour cet effet, avons signé ce double Instrumens, & l'avons confirmé de nos Seaux. Fait à Paris le 27. de Août de Septembre 1711.

Signé,

ROBERT SUTTON.
LE BLANC.

XVIII.

1711. Renouveau Serenissime Archiducesse MARIA AMALIE, défunte Serenissime CAROLO ALBERTO Princeps Electorali Bavarie, in omnia Hereditaria Regni, Regionis, Provinciarum & Ditionis Austriacae Domus Austriacae. Data Vienne 3. Octobris 1711. Cum CONFIRMATIONIBUS & RATIFICATIONIBUS eodem pertinensibus.

NOS MARIA AMALIA, Hungaria, Bohemia, nec non uniusque Sicilia Regia Princeps, Archiducissa Austriae &c. apponimus & promittimus pro Nobis nosmetipsae potestati, Haereditas & Successoribus, universisque quorum interit, ut futuris antiquis temporibus luere quomodocunque poterit, nosem testamentum sacrum tenore praesentium ad perpetuum relinquantur. Postquam Serenissimus, Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus, Carolus Dei favente clementia Electus Romanorum Imperator hujus

uniusque Status, Imper Agellus, Germaniae, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae, uniusque Sicilia Rex, Archidux Austriae, cunctissimus Dominus Patrum noster, Nos paternis placis in Nos cunctis ad unicum positionem Serenissimi Principis, Domini Maximilianis Emanuelis, uniusque Bavarie Ducis, Cantabrigiae Palatii Rhenani, Landgravi Leuchtenbergae, S. R. I. Archiducis & Electoris ac cunctissimus Ius Electoris Filii, Serenissimus Princeps, Dominus Carolus Albertus, Electorali Principi &c. &c. occurrente impunitis nostris voluntate & consensu, amantem & iudicem quoque Serenissimus & Potentissimus Romanorum Imperator Amalia, cunctissimus ac perillustissimus Genitrice nostra, obtinuit praevia dispositione Sanctissimi Patris, Domini Innocentii XIII. Romano atque universis Ecclesiae Pontifici, quae data est Roma die 24. Augusti 1711. in Specimen & futurum Conjugem advenisset: postea in Tradita desuper haberi Amalia quod in tertio inter cuncta id primo loco adsum, distribuit verbi eorum provisionem facit, ut Nos interit illius Maximilianis, iuxta se poterit uniusque placitum se conventum sui, intercederet ad nostrum consensum & Nuptias iuxta regulas successione primogenitali in Anglia Domino jam dedum radicata, sed quod si Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, cunctissimus quondam Avarum uniusque gloriosus, memoris in hoc die 10. Maji, anni 1641. contra Telesmum constituitque desuper die 8. Aug. anni 1656. Cunctissimus, quod ordinem successione inter Haereditas suos Amaliae cunctissimus magis ac firmius stabilit fuit, quoque subit ex dispositione praeterita & Serenissimo quondam, Fructu illius ac Invictissimus Princeps ac Indium, Dominus Leopoldo Romanorum Imperator, cunctissimus Avo nostro interit Filios suos, Serenissimos ac Potentissimos nunc resurrexerit Romanorum & Hungariae Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archiduces, successores Romanorum Imperatores, cunctissimos ac perillustissimos nostrum Generitorem & Patrum die 12. Sept. 1703. ipsi cunctissimus, volentes, illis praeteritis & acceptis suis, ad Firmatas ac lineas in Germania teque descendentes extensa, ac desuper die 19. Aprilis anni 1713. conveniens ad id Summum, Catholicum Majestatem Cunctissimam, quod ex publicis & perpetuum Serenissimi Domus Austriacae Patrum, qui in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abis, omnes nobis Juribus, actionibus & rationibus, que vel quae in Regno, Ducatu, Principatus & Provincias a Summa Majestate Caesaris nunc felicitate regnante possident vel de iure quomodocunque ad se spectantes competere nobis nostrisque olim possident ac Haereditas uniusque cum Maximilianis tum Femininis fuit, quancunque demum re causa possit, in favorem & commodum ad nos solum uniusque Marcarum & dicitur Anglia Domino legitime oriandorum Archiducum, sed la praesentem quoque in favorem ac positionem Femininarum Archiducum & Summa Majestatis Caesaris hodie gloriose imperante propositum ac deinceps nasciturum eorumque posteritatis ac Haereditas praeteritisque iam Femininis quam Maximilianis fuit, quoniam insuper & amplius in praesentem & futurum quoque cunctissimus Senioris nostrae Sororis cunctissimae Serenissimae Archiducissae Mariae Josephae, Hungariae, Bohemiae, nec non uniusque Sicilia Regiae Princeps, Regi Poloniae & Electorali Saxoniae Princeps, Domini Frederici Augusti in praesentem Congressu, pro et eodem posteritatis non Maximilianis tantum, sed & Femininarum iuxta ordinem Successione primogenitali in Anglia Domino pro quoque seu stabilitum atque in Regno, Archiducibus, Principibus & Ducibus eundem ad nos promulgatum atque ab his pro singulorum more receptum, sollemniter renouveau, cedamus & abdicemus, quod Nos ad majorem Dei omnipotentis honorem & gloriam, incrementum majus populorum atque ac Reges & Provincias a Summa Majestate Caesaris Regio-Catholica in praesentem possident ac deinceps possidente perpetuis futuris temporibus indivisibiliter & inseparabiliter inter se pene non eundemque Haereditas iuxta Successione ordinem ditionum nostrae permittimus, ordinamus, indicimus ac dispositio illud praesentia, praesentem vero Declarationem allegamus & nobis una cum reliquis producta de die 10. April. 1713. ad supra promulgata inhaerentes, ac de re, de qua agitur, rite plenaeque edocui, & consensu, voluntate & assensu pretidi Serenissimi Principis Electoris, cunctissimus Sponsi nostri, amantem quoque & consentiente Serenissimo Domino Electore, Ejusdem Gene-

ANNO
1711.

ANNO
1711.

altius (propterea ex Instrumento eorum Ratificationis, tum ex Mandato Procuratorum diffusis consilis) ex certa nostra scientia, animoque bene deliberato, omnibus iuribus, presentibus, adionibus & rationibus, quas nobis fore iure sanguinis & natiuitatis, fore et esse & observatas olim in Anglia Domus nostra, fore etiam ex facto praesentibus die 11. Sept. anni 1703. fore alio eorumque demum nomine aut acceptabili Titulo in Regna, Principatus, Ducatus & Provincias, quas ab athena iura Majestatis Suae Caesares colendissimo Domino nostro Patruo adiu in personis possidentibus aut possideri de iure possidere ac debere, competere aut competere possent, sponte, liberam voluntate, nulla vi aut coactione ulliusque persequutione, aut metu illius reverentiam indulto, pro Nobis nostrisque Posteris omnibus Haereditibus tam Mascululis quam Feminulis sexus celsissimis & venerabilissimis, prout etiam viget praesentibus de consensu, ut supra, in optima & amplissima iure forma, animo deliberato ac spontaneo libris cedimus, resignamus & abdicamus, idque non solum in favorem, commodum & praerogationem Posteritatis & Haereditum Masculinorum, quos numerofos Majestatis Suae i Dabo precutur, potest & formamus Archiducibus tam Mascululis Suae iam praesentibus & demum natiuitatem omninoque eorum posteritatem, Haereditum & Successionem utriusque sexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimorum, sed & insuper in praerogationem quoque, favorem & commodum praesentibus nostris Superiori Serenissimae Archiducibus Mariae Josephae quatenusque Posterorum & Successorum Masculinorum pariter & Feminarum ex legitimo thoro procreatorum & non legitimorum, sed, ut quondam ex huius Majestatis Suae Caesares Descendentibus proles omnia alterare fecit, vel is (quod abis) potestis deficientibus, ac praesentibus Serenissimae Sororis nostrae corpore legitime Descendentibus proles aliqua five Masculina five Feminina, quocunque demum gradu, superest, neque Nos, neque Filii, Posteri & Haereditum nostri, neque quicquam alius eorum nomine, aliam quam Successionem aut succedendi ius in dicta Regna, Principatus, Ducatus & Provincias, vel etiam aliquam illorum illarum partem, sive tantum, sive tota Caesarea Regni Carolinae nunc regnantis, & in ea Descendentibus Maribus & Feminulis, & his, (quod Deus servet) penitus deficientibus, linea antiqua Senioris Sororis nostrae, Serenissimae Archiducibus Mariae Josephae & in ea Descendentibus pariter Maribus & Feminulis legitime, non legitimis, iure Primogeniturae in huiusmodi intransmissibile & indivisibile affectu, perinde velimus, possint aut debeant declarare ac scribo possint, quod non possint in Anglia Domus receptum, utique providentia stabilitum, & per supra citatum Declarationem obtinuit magisque dilucidatum Primogeniturae ius, nec non praesentibus in ea cum Maribus tum Feminulis succedendi ordinem huiusmodi, cum normam & Legem fundamentalem apostolicam, pro Nobis nostrisque Posteris & Haereditibus utriusque sexus respectu, tenere, observare eoque firmiter insistere, nec, ut contra quidem tenorem & dispositum illi Nobis vel ab Haereditibus & Posteris nostris, utriusque sexus sint, aut à quovis alio, nostro aut illorum nomine, quibuscunque demum de causis, quas omnes & singulas iras, rancor, invidia & iniquitas ex omni pro tunc pronuntiavit, agant, committere nequam aut potest velimus, quia potius observamus atque eadem Sacrosancti possidemus, quod utrumque (quod abis) aliquam vel aliquod ex dictis Ducatibus, Regibus, Principatibus aut Provinciis in eorum vel in partem illis nobis deferri aut nos ad aliquam fere eorum aliquam & quocunque qualicunque demum sub praetextu aut colore vocati aut solliciti contingeret, non nos tamen ejusmodi damnabiles costas periculoque consilia ac molimina perpetuo contumaciter rejicimus, nedum illis assensum, aliumque, quoniam vel auxilium alium praestemus, aut id ab eis, quocunque tandem, fiat, possimus, sed etiam in debita legitime Successione unius alteriusque sexus fide & obedientia perseveremus, omnes vires etiam impendimus, atque adeo ex Dote in ipso Matrimonii nostri Contractu, nobis assignat & carereque appareat ac ornamentis, quibus statui nobis conveniret elocubimus, a modo contentis Nos plenè pro omnibus iuribus, adionibus & praesentibus, cunctisque nominis sint, quaeque nobis ex quocunque demum causa, ut supra, competere possent, satisfacimus nobis esse declaramus; Quocirca nemo proles nostra alterare fecit & Suae Majestatis Caes-

Tom. VIII. PART. II.

ra Regio-Catholica procreata ac deinceps procreanda eorumque Posteris ac Descendentibus pariter utriusque sexus, vel is (quod abis) proles deficientibus, proles legitime, non legitimis unius alteriusque sexus ac praesentibus Sorore nostra Serenissima Maria Josephae Archiducibus Austriacis, Regibus Poloniae & Electoribus Saxoniae Principes Descendentes in vivis superant; quod id verò (quod Deus in aeternum prohibeat) omnes utriusque tam Feminilis quam Mascululi exiit proles à Suae Majestatis, vel (cui & ordine Successione, ut praesentibus, eveniente) à Serenissima Archiducibus Maria Josephae Sorore nostra proleque vel deinceps procreanda, una cum omni eorum posteritate pariter Masculinis & Femininis utriusque ac proles deficiente aequam accideret, in eum casum, qui nobis adiu ad capendum patrum nostrorum Haereditatem vel ex ipso primogenitum Instituto, praesentibus vero vi praesentibus Declarationis de die 19. Mensis Aprilis anni 1713. juxta stabilitum in ea Successionis lineae ordinem recluderet, Nobis nostrisque Posteris & Descendentibus tam Maribus quam Feminis juxta omnesque adiones ad succedendum in dictis Regibus, Principatibus, Ducatibus ac Feudis et jure Dignitatibus, apponet, vel alio quocunque competentes, vique praesentibus solenniter ac plenius per expresse recitantes, ita, ut quae ista à Nobis et pro posteritate Suae Majestatis Caesares & subinde Suae Illustissimi Domini Sororis nostrae utriusque sexus tum Feminilis quam Mascululi cunctis, illa tunc & in eo casu, cum non facta aut pro non emissis haberi, neque oblati ac Nobis, Haereditibus & Posteris nostris Maribus & Feminis, aut alium ad Successionem eligere facere possit, ceteri debeant, quam ipsam tamen reservationem nostram de illa duntaxat Haereditibus & Posteris nostris Masculis seu Feminis intellegendum volumus, qui & cum Catholice Apostolicae Romanae Religionem eveniente casu praesentibus, aut omnes, qui aliter ateri quam Catholice Apostolicae Romanae Religionis adfili vel adfili existant, ab omni supradicta Successione et tunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sunt, potius eos ex parte pro perpetuo exclusis & inhabilibus hinc habemus ac declaramus, itaque ad exemplum & imitationem Genitis nominatim dilectissimi senioris Sororis nostrae Serenissimae, Archiducibus Mariae Josephae, quae vi Pastorum Doctorum & in Instrumento Suae Renunciationis die 19. Aprilis anni 1719. Vienna factae à Serenissimo Rege Poloniae & Electoribus Saxoniae Principe Federico Augustus apud rescriptis Socero & Marito apostolice & utriusque Juramento per omnes Claustrales, Conditiones & Articulos corroboratae, omnes posteris fove Haereditum, Successores & Posteris, qui quare eveniente casu aliquam quancunque à Religione Catholica Apostolica Romana alienam fidem praesentibus, à praedicta Successione & Haereditate cum inhabilibus dictis verbis exclusis & pro inhabilibus & perpetuo exclusis sunt pro tunc habuit & declaravit, adeo, ut in eum casum juxta & iure Successionis ad eorum in hunc Haereditum Religionis Catholicae Apostolicae Romanae adfili, vel si eo tempore nulli ejusmodi extant, vi dictorum Pastorum ad Nos nostrisque Posteris devoti & pervenire debeat. Recipimus praesentibus ab hac Renunciatione, relictis in illa minime comprehensione, eas Haereditates, quas Nobis per laus materiam fore alio de quoniam ex Anglia Domus fore convenire coningeret, quo autem istius nostrae Renunciationis majorem vim & rigorem pleniusque firmitatem ac robur summi ostendit, Nos desponsata Mariae Austriae Archiducibus de voluntate & auctoritate & assensu praesentibus nostrorum respectu celsissimam & dilectissimam Sponsam Domini Castelli Alberti, Electoralis Principis jam majus facti & quoad hoc adiu à Patre potestate emancipati, nec non Serenissimi Domini dei Genitoris, Domini Maximiliani Emmanuele, utriusque Bavariae Ducis & Electoris, fateri Soceris nostri hanc ipsam Renunciationem pro Nobis nostrisque Posteris & Successoribus non tantum sponere obsequi illi vi aut praesentibus, et cuius scientia, in istum ac laetum sui praesentibus est, deliberat fecimus, verum & pro nobis dilectisque nostris Posteris Haereditibus & Successoribus eorum Deo quicunque Causa nobis illius hereditate possidemus ac possidemus, Nos est, quae in hoc Renunciationis Instrumento ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continetur & in eo et antiquis Declarationibus, Fidis & Dispositionibus, praesentibus verbis & Declarationibus supra singulis repetitis à 19. Aprilis anni 1713. editis eo basi & fundamento huius nostrae Renunciationis & rescripti-ve Acceptationis allegatae, clare deducta, prout, dis-

ANNO
1711.

F. 10118

ANNO
1711.

pacta & promissa fieri, & aditum in universa Sen-
catibus Regique Catholicae Majestati Regali & Pro-
vinciis: ex Legi indemonstrabili, Sententia pragmatice ne
Fatum Augusti Familiae promulgata & acceptata fue-
rit, sincere, fideliter & accuratè observantur, neque
de illa ratione, vii sui modo live directè live indirectè
contraveniantur, sed neque admissa esse, ut si à
quocunque alio, sub quacunque demum pretestu aut
colore, illa unquam temere contraveniantur.

NOS MARIA AMALIA, nana Regis Princeps
Hungariae, Bohemiae & utriusque Siciliae, Archi-
duchissa Austriae, voveras ac peramas Deo compen-
tenti pro Nobis omnique nobis haeredibus, Fidei-
bus & Successoribus, quod hinc Renunciationis &
respective adhesionis Instrumentum nobis jam praestitum
& à nobis propria manu subscriptum, in omnibus
Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare de-
bemus & velimus: Ita nos Deus adjuvet, sine ma-
cula concepta benedictio Dei Noster hanc & omnes
sancti. A quo ad Deum omnipotentem de deposito
gravissimo Juramento in vinculo verbi & honoris nostri
promissimus, quod oblationem a Summo Pontifice,
live à quocunque alio sub quacunque pretestu excep-
tionabili nec potius ipsa, nec etiam ultro oblatam
unquam sumis acceptura, neque ad hoc po-
tuisse nos suffragari nobis unquam possit aut debeat
ulla arguta seu refutatio motari, sed & neque ex-
ceptiones ullae juris & facti, ex in specie, qua de-
finitè possent ex capite Renunciationis aut Juramenti
invalidi, invalidi extra dimidium, meritis reverentiali-
bus, conditionis vel doli, rei aliter gestae quam scripta, igno-
rantia, observantiae antiquae, Legum vel Consuetudinum
Regnorum & Provinciarum. Postremo nec illa bene-
dictio & indulta Familiae fœdali à Jure Civili & Ca-
nonico aliis tribui à competere solita, de quibus as-
seruit Nos Maria Amalia, Archiduchissa pœnitenter,
quodvis, pœnitenter infirmitate ac certiorata existimus,
quibus adeo omnibus & singulis illis ejusmodi quacun-
que industria & ingenio excogitabilibus suffragiis, op-
positionibus & exceptionibus Nos desponsas Maria
Amalia, Archiduchissa de Austria & archiduchessa, ac supra,
ex certa nobis scientia amplexus deliberato alio jura-
mento renuntians & quae in virtute ejusdem juramenti
denotat gratam solennitatem renuntians, fecerit fœdore
omni doli, in Cuius rei fidem, robur ac perpetuum
momentum hinc Renunciationis, adhesionis,
cessionis & reservationis Instrumentum a Nobis despon-
sata Maria Amalia, Regia Hungariae, Bohemiae, utrius-
que Siciliae Principissa, Archiduchissa Austriae, propriis
manibus subscriptum & appresso nostro Sigillo mun-
tum atque firmatum fuit. Viennae die 3. Mensis Octo-
bris Anno 1711.

(L.S.) MARIA AMALIA.

*Assensu & Confirmatio Renuntiantis à Serenissima
Archiduchissa MARIA AMALIA die 3. Octobr.
1711. Viennae facta, per Serenissimum Principem
CAROLUM ALBERTUM Principem
Electorem Bavariae.*

NOS CAROLUS ALBERTUS Dei gratia Elec-
toralis Princeps, utriusque Bavariae Dux, Comes
Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenberge &c. No-
tum testaturque hinc factum ad perpetuum rei memo-
riam universis. Cum Deus propitio fœdum sit, et Se-
renissimus, Potentissimus & Invictissimus Princeps ac
Dominus, Carolus Elevisi faciente clementia eiusdem
Romanorum Imperator, hujus omnia fœdus, semper
Augustus, Germaniae, Hungariae ac Indiarum, nec
non Hungariae & Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Scia-
voniae, utriusque Siciliae Rex, Archidux Austriae, Dux
Burgundiae, Salinae, Carinthiae, Carniole & Witten-
bergae, Comes Tyrolis &c. &c. pro potestate & au-
toritate, qua pollet, de voluntate & assensu Serenissimae
ac Potentissimae Romanorum Imperatricis, Dominae
Amaliae, colendissimae suae Conjugis nostrae Genitricis,
nostrae pœnitentissimae sum ex Fratre Nepote,
Serenissimo Dominum Mariam Amaliam Regim
Principem Hungariae, Bohemiae, utriusque Siciliae &c.
pœnitentè quaque ejusdem consensu sub die 25. Mensis

Sept. a. c. la futuram Conjugem desponsit, et dicens
Legi & consilio suo per Nos, Nosque centum
millium Florentinorum Rheumum Doin nomine eadem
in Contrahit Matrimonium constituit hancque tem-
poris numeranda, omni potestate avitae Successionis hanc-
redatam jura morem in hunc Domum Austriae jamde-
num receptum & fœdum per Pacta & subsecuta Decla-
rationes & in specie per Declarationem die 19. Aprilis
anni millesimi septingentesimi decimi facta, vim Legi,
Sententiae pragmaticae & hanc Familiae perpetui oblatam
& junctam in omnia Regni, Principatus &
Provinciae Sacrae Majestatis Cat. Regio-Catholicae tem-
poraliam, dilectissimam & magis magisque obtem-
peram rito solenni renuntiare, ipsa vero id non modo
Viennae sub die 3. Octobr. a. c. acceptante itam-
que acceptationem in animam nostram jurando
confirmante, nostro Procuratore, Consiliario in-
tumo, Camerario, Consiliario Bellico & Generali
Vigilantem nec non Procuratorem rei ammentarie
fructibus, Josepho Ignatio Comite à Tübing & Jern-
bach, fœdissimis ac constantibus Nobis ante confir-
mationem Maximilianum adu praestiterit, sed & eandem
Renuntiationem hic Monachi hederici die infra scripto,
Nobis praestitibus, volentibus, contentissimis &
adpromittentibus heraverit, cujus tenor sequens est.

*Infirmitas Renuntiantis à Serenissima Archiduchissa
MARIA AMALIA die 3. Octobr. 1711. Viennae
facta.*

QUOD NOS CAROLUS ALBERTUS, Bavariae
Electoralis Princeps illam à Dilectione sua per-
dilectissimam Conjugem nostram ita factam heretam-
que Renuntiationem, cui velut praevia conditioni ipse
Matrimonii Contractus iunctus, fecit & non alter
factus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clau-
sulis & Articulis acceptationis, approbationis, in-
demonstrat & confirmaverimus, prout eandem hinc
nostris Literis sub penultima Lege, Pacto & conditione
acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus,
cuiusque voluntate, assensu & consensu nostro autori-
zamus, atque etiam adjuvantibus nobis rei ac validè
perfectionem fuisse profectum, pro Nobis haeredibusque
nobis ac Successoribus promittimus & ceteris, nos
praestam Renuntiationem jura Legem Primogenituram
in hunc Domum Austriae iura Musculi jamde-
num receptam & fœdum per Pacta & reconfirmat Decla-
rationes nobis apprimè cognitas ad Feminas differe ex-
tensam atque vim Pacti Familiae perpetui oblatam,
essum atque heretam, in omnibus & singulis Punctis,
Articulis & conditionibus tam quod ordinem succe-
dendi in eo statum, quam quod stabilium in eo
universum perpetuum ac omnimodum omnium Regno-
rum, Provinciarum, Principatus ac Ducatum à Sacra
Majestate Cat. Regio-Catholica in praesens possideram
& in futurum possidendam indivisibilitatem, eam,
gratam potestatemque habere, semperque habebimus, ne-
que illa in re illi unquam contraveniantur aut ut à quo-
cunque contraveniantur, passuros esse. In ejus rei ma-
gis robore istam à nobis factam Renuntiationem Accepta-
tionem & Ratificationem ejusque perpetuam observan-
tiam juramento firmavimus atque in ejus testimonium
praestem manibus nostris subscriptum sigillo nostro
meritis fecimus. Monacoli die 10. Decembris. Anni
1711.

(L.S.) CAROLUS ALBERTUS.

*Assensu & Confirmatio Renuntiantis à Serenissima
Archiduchissa MARIA AMALIA die 3. Octobr.
1711. Viennae facta, per Serenissimum Principem
MAXIMILIANUM EMANUELEM
Electorem Bavariae.*

NOS MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque
Bavariae Dux, Comes Palatinus Rheni, Land-
gravius Leuchtenberge, S. R. I. Archidux & Elec-
tor &c. Notum testaturque hinc factum ad perpe-
tuum rei memoriam universis. Cum Deus propitio
factum sit, ut Serenissimae & Potentissimae Principis,
Dominae Carolae Romanorum Imperatoris hujus
notius Sessor, semper Augustus, Germaniae, Hungariae
ac Indiarum, nec non Hungariae, Bohemiae, Dal-
matiae,

ANNO male, Croatia, Schronie, omniaque Siciliæ Rex, Archidux Austria, Dux Burgundie, Stirie, Carinthie, Carniolæ & Winzenburg, Comes Tyrolis &c. &c. pro potestate & auctoritate, quæ pollet; de voluntate

1722. & ædificis Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris, Domini Amalia, colendissimi Sponsæ Germanicæ, dilectissimi Filii nostri Serenissimi Principis Domini Caroli Alberti, Electoralis Principis, superioris & inferioris Bavarie Ducis, Comitis Palatini Rheni, Landgraviæ Leuchtenbergæ &c. per dilectissimum suam ex Fratre Nepotem, Serenissimum Dominum Mariam Analiem, Regiam Hungarie, Bohemie, utriusque Siciliæ Principem &c. Archiduchissam Austriæ &c. prius quoque eisdem consensu suo die 25. Sept. c. in futuram Consequenter desponsata, ea diversa Legæ & conditione, ut dilectio sua pro summa eorum militum Florentinum Rhenensium Ducis nominis eadem in Contrahæ Matrimoniali conditione nobisque statuto tempore cunctandæ, omni paternæ utriusque Successionis & Hereditariæ jura in iuncta Domus Austriae jamdudum receptum & subinde per Pacta & subsecuta Declarationes & in specie per Declarationem de 10. April. 1713. vix Legis, Sanctionis Pragmaticæ & Pacti Familie perpetui obtinere atque adsum in Regna, Principatus & Provinces Suae Majestatis, Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgatum atque receptum, dilectum magis magisque obfirmatum, rati forenti recoocaret, ipsa vero id non modo Vienna sub die 3. Mensis Octobris a. c. acceptante, itemque Acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Consiliario Intimo, Censurario, Consilio Bellico & Generali Vigilantem, nec non Provincialis ad summamque Prædicto, Josepho Ignatio Comite de Törring in Jostenbach, fidei & consensu dilectissimi Filii nostri Caroli Alberti, Sponsæ, ante confirmationem Matrimonii ædificaverunt, sed & eandem Renunciationem hic Monachi bodicæ die infra scripto Nobis Maximiliano Emanuele Electore & Filio nostro Principi Caroli Alberti prefatis, volentibus, contentibus & adimplementis iteraverunt, cujus tenor sequens est.

Inferatur Renunciatio & Serenissima Archiduchissa MARIA AMALIA die 3. Octobr. 1722. Prensæ facta.

Q UOD NOS MAXIMILIANUS EMANUEL utriusque Bavarie Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archidux & Elector illius & Diocesis sue, per dilectissimum Nunc nostrum in futurum iterumque Renunciationem, cui velut prævis conditioni ipsæ Matrimoniali Contrahæ insinuat, siquæ & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis acceptaverimus, approbaverimus, iudicaverimus & confirmaverimus, prout eandem hinc Literæ nostræ fuit præmissa Legæ & conditione acceptatas, approbatas, iudicatas & confirmatas, tamque voluntate, adfectu & consensu nostro autentice atque etiam adimplendis nobis rite & validè perfectam fuisse protestemur, verbo Electorali pro nobis Hereditariis quoque nostris ac Successoribus promittentes & caverimus nos prædictam Renunciationem iuxta Leges Principumque in iuncta Domus Austriae inter Maritimos jamdudum receptas & subinde per Pacta & reversiones Declarationes nobis appropinquat cognitas ad Formas dilecti extensis atque vim Pacti Familie perpetui obtinere emittam atque iterum in omnibus & singulis Punctis, Articulis & conditionibus, tam quod ordinem faccedendi in eo statutum, quam quod stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnino amorem Regorum, Provinciarum, Principatum ac Ducum in Suis Majestatis, Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris in prædicta possiderimus in futurum possiderimus indivisibilitatem & inseparabilitatem, ratam, gratam probentemque habere, semperque habebimus neque ulla in re illi unquam contravenimus, aut, ut a quoqueque contravenimus, passimur esse. In Nos et majus robur istam à nobis factam Renunciationem acceptationem ac Ratificationem ejusque perpetuam observationem iuramento firmavimus atque in ejus testimonium presentes manus nostras subscripto Sigillo nostro munici fecimus. Monachi die 10. Mensis Decembris. anni 1722.

MAXIMILIANUS EMANUEL, RECTOR.

SIGISMUNDUS COMES & THEOPHILUS.

FRANCISCUS JOSEPHUS ab Usual.

TOM. VIII. PARS. II.

Iterata Confirmatio Renunciationis ab Archiduchissa MARIA AMALIA Monachi die 10. Dec. 1722. facta cum amore Juramenti.

C UM in Punctis contrahentibus inter Serenissimum Principem, Dominum Carolum Albertum Electorem Principem, Superioris & Inferioris Bavarie Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgraviam Leuchtenbergæ, & Serenissimum Principem, Dominum Mariam Analiem, Regiam Hungarie, Bohemie & utriusque Siciliæ Principem, Archiduchissam Austriæ &c. die vigesima quinta Mensis Septembris a. c. Antiquis 3. & 5. contraximus, & à Serenissimo Electore Bavarie utriusque Serenissimi Principis Electoralis Procuretor, Consiliario Bellico & Generali Vigilantem nec non Provinciarum rebus amantissimum Prædicto, Josepho Ignatio Comite de Törring in Jostenbach, vigore specialis Mandati promittimus fuerit, ut sollemnem adhibitionem, Renunciationem & adhibitionem, quam prædicta Serenissima Regia Principes super omnibus & singulis à Suis Cæsaribus ac Regibus Catholicis Majestatis in & extra Germaniam modo polliciti aut alius de Jure ad eam spectantibus Regni Hereditariis, Archiduchionibus, Principatibus, Ducatibus ac Provinciis, quocunque demum nominis ea veniant, ac super eisdem veri aut putativi et quocunque titulo provenientes Juribus, sicuti atque Juramento corporali ante confirmationem Matrimonii Vienna die 3. Mensis Octobris. firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Principes, sed etiam Serenissima Archiduchissa Austria, hic Monachi prefata Sponsa Cæsarea ac Regia Catholica Majestatis ad hanc actum specialiter ablegatum Ministri iterare ac deas Juramento firmare, sed etiam Serenissimos Principes ac Dominos, Maximilianum Emanuelum, utriusque Bavarie Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. I. Archidux & Elector una cum antea Serenissimo Principe Electore Bavarie Caesario Alberto probare & acceptare atque pro valida & obligatoria apposcere, nec non ad perpetuam firmamque observationem veterum reversionemque dispositionum Divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maj. 1621, & 3. Aug. 1633. nec non Leopoldi, gloriosissimi memorie, de dato 12. Septembris. 1703. principum vero & nominum juri Declarationem à Suis modo feliciter regnante Cæsare & Regibus Catholicis Majestatis quod successorem ejusque omnium & ordinem deciperet in Augustis Datum observandum de dato 19. April. anni 1713. in vim Sanctionis Pragmaticæ ac Legis perpetui habere emittam, depono ad Deum utique Sanctos solenni Juramento se obligare velint ac debeant, jamque à Cæsare Suis Majestatis ad hanc Actum actualis ejusdem Consiliorum Intimes, Cæciliarius & supremus Aulae Majestatis Joannes Gasparus Comes de Cobenzel hic specialiter Mandato infra dictis missus fuerit. Hinc Nos Maria Amalia supra Electoralis Bavarie Principis, nati Regia Hungarie, Bohemie ac utriusque Siciliæ Principis &c. Archiduchissa Austria &c. ex, qua in supra citata Renunciatione ejusque Articulis, Punctis & Clausulis continetur, & in ea ex antiquis jam allegatis Ordinationibus, Punctis, Dispositionibus, præsertim vero ex Declaratione illa 19. Aprilis 1713. edita esse hanc & fundamentum nostræ Renunciationis & reip. Acceptationis allegata, etiam dilectis, premissa, stipulata, promissa ac Juramento, de quo supra, firmata jam fuerunt, incertè, fideliter & accurate observantur neque illi ulla ratione, via, aut modo sine directè sive indirectè contravenimus, nec ut illi a quoqueque alio sub quacunque demum potestate aut colore ulla unquam tempore contraveniamus, adfirmamus esse, deinde promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris Hereditariis, Punctis & Successoribus nostris ac jurantibus, quod sepius memoratam Renunciationem & reip. adhibitionem, & reip. Ratumur Nobis Vienna die 3. Octobris. a. c. factam & à Nobis propria manu subscriptam fuit, in omnibus Punctis, Articulis & Clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deum adiuvans & obsecrans Sancti.

Itaque Nos CAROLUS ALBERTUS, Elector illius Bavarie Principes istam à per dilectissimum Comitem Serenissimum Principe Maria Amalia, Electorale Bavarie, nati Regis Hungarie, Bohemie & utriusque Siciliæ Principis, Archiduchissa Austria &c. factam & à supra memorato Procuretor nostro Comite de Törring

ANNO 1712. in animam nostram Juremto solenni jam Vienna firmatum Renunciacionem & adhesionem in omnibus suis Partibus, Clausulis & Articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eaque volumus, observari, & censuris nostris assensimus atque eadem adimplentibus Nobis rite ac valide perfectum fuisse prodicimus, Deoque omnipotenti pro Nobis Haeredibusque nostris ac Successoribus rogamus ac juramus, quod prefatum Renunciacionem juxta Leges Primogenituræ in istius Domus Austriacae Inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apertim cognitæ, ad Feminas dissentientibus atque vim Patris Familiae perpetui obtemperantibus etiam in omnibus & singulis Partibus, Articulis & Conditionibus eam, gratam, probantemque hactenus fideliterque observare debemus & volumus.

Ita Nos Dux adjutus & omnes Sancti.

Nosque MARIMILLIUS EMANUEL scripsitque Bavaris Dux, & Elector &c. a Dilectione sua, per dilectissimum Nuntium Serenissimum Principem Electorem Bavarie, Maria Amalia natus Regia Hungarica, Bohemica ac uniusque Sicilie Princeps &c. ita fidem à Procuratore nostro Comite à Touring nostro nomine Vienna acceptam Juramentum in animam nostram confirmatum & jura à Nobis & per dilectissimum Filium nostrum Princeps Electorem Bavarie Carolum Albertum presentibus, volumus, continentes & adimplentibus ite iterum Renunciacionem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus eaque volumus, assensu & consensu nostro assensimus atque eadem adimplentibus Nobis rite ac valide perfectum fuisse prodicimus, Deoque omnipotenti pro Nobis Haeredibusque nostris & Successoribus rogamus & juramus, istam Renunciacionem juxta Leges Primogenituræ in istius Domus Austriacae Inter Masculos jamdudum receptas & subinde per Pacta & recentiores Declarationes Nobis apertim cognitæ, ad Feminas dissentientibus atque vim Patris Familiae perpetui obtemperantibus etiam in omnibus & singulis Partibus, Articulis & Conditionibus a nobis hodierna die solenni Diplomate recognitam, gratam probantemque habere, nec ulla in re illi equum contravenire, aut, ut à quoqueque contraveniente pari velimus aut debemus.

Ita Nos Dux adjutus & omnes Sancti.

IN fidem hujus tenoris Renunciacionis, adhesionis & acceptationis hactenus inter nos & ipsos mutabilis à Nobis Maximiliano Emanuele, Electore Bavaris &c. Nobis Electori Bavarie Princeps Carolo Alberto & Nobis Regia & Electori Princeps Maria Amalia subscriptum Significum nobis mandatum est: Monachi die decima Mensis Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimo secundi.

M. EMANUEL ELECTOR.
CAROLUS ALBERTUS.
MARIA AMALIA.

XIX.

19. Dec. *Lettres Patentes d'Ordonnance, accordées par l'Empereur CHARLES VI. pour le terme de trente années à la Compagnie des Indes dans les Pays-Bas Autrichiens. Données à Vienne le 19. Décembre 1712.*

CHARLES &c. A tous ceux qui ces présentes verront. SALUT. Eaux également attaché à procurer ce qui peut être de l'avantage de nos Peuples, & à contribuer à la conservation de tous nos Etats, nous-mêmes de ceux de nos Pais-Bas, & considérant qu'il seroit bien difficile de parvenir à ces deux buts si importants sans le rétablissement du Commerce & de la Navigation, d'où dépend tout justement le bonheur de nos Sujets, mais aussi le bon ordre, & l'augmentation de nos Fleuves, de même que la défense de nos Pais-Bas, considérant aussi, que ce Commerce ne peut pas être bien établi, & soutenu si ce n'est par des Particuliers, qui le fassent depuis quelques années sous notre Pavillon, & sur nos Paillottes; Nous avons jugé nécessaire d'établir & de former une Compagnie générale de Commerce dans nos Pais-Bas, afin que par l'Union de tous nos Sujets, & leur correspondance, ils puissent le faire avec plus d'ordre & de sûreté, & se soutenir avec plus de fermeté & de vigueur contre les dangers & difficultés, qui peuvent se rencontrer dans des voyages de si long cours: A ces Cau-

ses, de notre propre Science, pleine puissance, & de l'Autorité Nous appartenant par le Droit de Souveraineté, par celui de la Nature & des Gens, & ayant égard aux très-humbles demandes & supplications de nos Sujets de nos Pais-Bas (qui fut et l'avis de notre Plénipotentiaire au Gouvernement d'icelles, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine Général de nosdits Pais, & qui fut le tout notre Conseil Suprême établi par Notre Personne Royale pour les Affaires du même Pais, & en dernier lieu notre Conférence Ministérielle) Nous avons tant pour Nous que pour nos Successeurs gracieusement ordonné, permis & concédé, octroyé, permettons & accordons, que ladite Compagnie générale s'établisse, & se forme, comme Nous l'établirons & formerons par ces présentes irrévocables pendant le terme de ces Octroy, sous le nom & titre de Compagnie Impériale & Royale établie dans nos Pais-Bas Autrichiens sous la protection de S. Charles, & sous les Articles, Libertés, & Conditions suivantes: à l'effet.

I. Que cette Compagnie aura la faculté de naviger & négocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique tant en dedans, qu'en dehors du Cap de Bonne Espérance, dans tous les Ports, Harres, Lieux, & Rivières, où les autres Nations trafiquent librement, en observant les maximes, & coutumes reçûs & approuvés par le Droit des Gens, pour le terme de trente années à compter de l'ententein de ces Octroy.

II. Nous défendons très-expressement à toutes autres personnes nos Sujets aux Pais-Bas, de faire directement ni indirectement ladite Navigation, ou Commerce, de quelque manière que ce puisse être pendant ledit terme de trente années, à peine de notre indignation, & de confiscation des Vaisseaux, Munitions, Armes, & Marchandises au profit de la Compagnie, déclarant tous ceux, qui seront convaincus d'avoir enfreint la défense portée par cet Article, incapables d'être employés en quelque qualité que ce puisse être, au service de ladite Compagnie, & de participer à son Commerce.

III. Nous révoquons & annulons tous les Paillottes ou permissions données pour faire ou en plusieurs Voyages aux Indes, celles qu'elles puissent être; mais les Vaisseaux, qui sont sortis de nos Ports, munis de nos Commissions avant la publication des présentes, y pourront retourner en toute liberté, sans pouvoir être inquiétés ou recherchés de la part de la Compagnie.

IV. Nous défendons en outre à tous nosdits Sujets de s'intéresser à l'avenir aussi Commerce dans des Navires, qui appartiennent à d'autres nos Sujets, ou à des Etrangers, ou d'acheter les Vaisseaux, ou les Marchandises de leur Cargaison en tout ou en partie, ou de mettre de l'Argent ou des Marchandises là-dessus, à la Speculation, ou profit avancé, à peine de l'incapacité portée par l'Article précédent, & de confiscation en profit de la Compagnie de tout ce qu'ils auront ainsi baillé, & en cas qu'il se trouve, que ce sera avec des Etrangers qu'ils auront traité, soit en s'intéressant dans leurs Vaisseaux ou en les affermant, la Compagnie sera en Droit de recouvrer à leur charge le montant des Sommes pour lesquelles ils se seront intéressés dans les Navires, ou engagé par la Police d'assurances. Bien entendu néanmoins, que Notre intention n'est pas d'empêcher par la défense portée par le présent Article, le trafic, que nos Sujets ont accoutumé de faire, & qu'ils jayent convenu de faire dans la suite dans les Flottes & armements étrangers, pour le débet de leurs Manufactures & Marchandises dans des Pais & Districts situés hors de l'Europe, où le Commerce de la Compagnie ne s'étend pas, au dessein & suivant les Regles prescrites par Notre présente Coopération pour la direction de la Compagnie & pour l'exercice de son Commerce.

V. Nous permettons à la Compagnie d'acheter Notre Pavillon Impérial & Royal sur ses Vaisseaux, & Nous lui accordons un Ecuillon d'armoiries pour l'orne-ment son Scum en la manière qu'il est peint & gravé ici après ce présent Article dont Elle devra le service pour tous les Actes, Lettres Patentes, & Commissions, qui regarderont le gouvernement, direction & administration de ses affaires, & Elle sera fondre ses Canons à nos Armes, & sur-dessous les figures, lesquelles Elle pourra faire mettre aussi sur ses Navires, Forts de ses Magasins, & autres Edifices & Fortifications, qui lui appartiendront.

ANNO

1721.



VI. Pourront s'insérer dans cette Compagnie tous les Corps & Particuliers nos Sujets, de quelque Pais, condition ou qualité qu'ils puissent être, par voye de Souffcription, achat d'Actions, & à tout autre titre, sans déroger à leur Noblesse, rang & Privilèges.

VII. Pourront les Tuteurs y intéresser les Mineurs, dont la tutelle leur est confiée, pour une Somme s'excédant pas la moitié de leur Argent, en tant qu'il sera réputé inutile, pourvu que les Tuteurs soient en fonds pour y fournir en Argent comptant, sans qu'il leur sera permis de vendre ou de charger leurs biens immeubles, ou Rentes constituées pour souscrire, ou acheter des Actions dans la Compagnie au profit desdits Mineurs, à moins qu'ils n'y aient obtenu à cet effet la permission des Juges, auxquels il appartiendra d'en donner en connaissance de cause, suivant les Loix du Pais.

VIII. Pourront pareillement entrer en ladite Compagnie, soit par Souffcription, achat d'Actions, & à tout autre titre, tous les Etrangers & Sujets de quelque qualité qu'ils puissent être & de quelque Prince ou Etat que ce soit. Bien entendu, que Nous accordons à tous nos Sujets par un effet de notre amitié personnel le terme d'un Mois à compter du jour de l'ouverture des Livres, pendant lequel ils seront reçus seuls & par préférence à souscrire, vouloir qu'après l'établissement dudit terme soient admis auxdites Souffcriptions tous autres, sans distinction de Sujets ou d'Etrangers.

IX. Tous ceux, qui auront obtenu de Nous ci-après Lettres de naturalité, & qui auront établi leur fire domicilie dans les Provinces de notre obéissance, de même que ceux, qui y auront choisi leur demeure avec leurs Familles avant la date de cet Edit; seront réputés nos Sujets, & seront en Droit de jouir de tous les avantages & Privilèges, que notre présente Concession accorde aux Natures de nos Etats par rapport à cette Compagnie.

X. Nous déclarons aussi, que les Actions, qui appartiendront à des Etrangers, en ladite Compagnie, de quelque qualité ou Pais qu'ils puissent être, seront exemptes du Droit d'Aubaine, & ne seront pas sujettes à être saisies de notre part ni confiscables à notre profit pour quelque cause publique, ou considération d'Etat, quand même Nous serions en Guerre avec les Princes, ou Puissances, dont les Etrangers seront les Sujets, les exemptons de plus en leurs personnes & Actions avec ou qui en dépendra, de toute poursuite & arrest à titre de réceptacles tant par Terre que par Mer, défendant à nos Finaux, Procureurs Généraux, & à tous autres nos Officiers & Sujets, à qui il pourra appartenir, de les molester ou inquiéter à cet égard, & peine d'être responsables en leurs propres & privés noms, envers les Justices de tous dépens, dommages & intérêts.

XI. Nous renouons au Droit d'hypothèque tacite sur les effets, que les Actionnaires nos Débiteurs auront dans la Compagnie, & au Droit de préférence, que Nous pourrions compétir à titre de telle hypothèque, quand même cette préférence Nous seroit acquise

avant que nos Débiteurs se fussent intéressés dans la Compagnie.

XII. Nous déclarons, que les effets de la Compagnie, ni les Actions, que les Intérêts y auront, ne pourront être arrêtés de la part de ceux, qui prétendront être leurs Créanciers, soit pour fonder la Jurisdiction d'un Tribunal à l'effet d'y pouvoir assigner des Etrangers, soit pour la surseoir de la Deme, à moins qu'ils ne soient munis d'une Sentence rendue en Jugement contradictoire, contre eux ou contre ceux de qui ils auront dérivé leur Droit à titre de Succession, ou que le Juge, à qui il appartiendra de connaître de la matière, n'accorde la permission d'arrêter lesdites Actions ou Effets, ce que Nous lui défendons de faire, à moins qu'il ne trouve des raisons fort importantes pour l'accorder.

XIII. La Compagnie aura Droit de préférence dans l'ordre des Créanciers sur tous les autres, nuls exceptions, sur les Actions & Effets, que les Justices auront dans la Société, pour le recouvrement des prétentions, dont les Actionnaires lui seront rédevables, laquelle préférence néanmoins n'aura lieu, que lorsqu'il s'agira des Dettres, qui auront été contractées par les Actionnaires, après qu'ils se seront intéressés dans le fond de la Compagnie, & n'empêchera pas, qu'ils ne puissent disposer valablement de leurs Actions, à la réserve de ce qui est dit dans l'Article 31.

XIV. De plus seront exemptés de toute taille, frappe & arrest les gages des Officiers Subalternes, & autres employés dans la Compagnie, soit par Mer ou par Terre en quelque qualité que ce soit, pour les appointements fixés ne montent pas à un Ecu par jour, à moins que ce ne soit pour des Dettres contractées après qu'ils se seront engagés au service de la Compagnie, à savoir pour dépenses de boches, habillements ou loyer de Maison, quartier, ou chambre.

XV. Que les Directeurs de la Compagnie ne pourront être arrêtés en leurs personnes ou biens, afin de rendre compte de leur administration dans la Compagnie, ni à titre du Paiement des gages de ceux qui seront employés au service de la Compagnie par Mer ou par Terre, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, bien entendu qu'il sera permis à ceux, qui croiront avoir des prétentions contre eux à cet égard, de les poursuivre en Justice par devant leur Juge compétent.

XVI. Les Directeurs & autres Supplés & Employés de la Compagnie allant en voyage pour les affaires de la Société, ne pourront être appréhendés de corps, ou arrêtés pour quelque cause civile que ce puisse être, soit en allant, en retournant, ou dans les endroits où ils voyageront à l'exécution de leurs commissions, délaissant tout ce qui sera excepté contre le Privilège & Souffrance accordée par cet Article, autoritaire & de saule valeur, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir Aides déclinatoire ou Sentence d'aucun Juge à cet effet, & seront les Contrevenances responsables envers la Compagnie & envers les Directeurs, Supplés & Employés respectivement, de tous dépens, dommages & intérêts.

XVII. Nous permettons aux Directeurs de la Compagnie de faire arrêter par les Prévôts, ou autres Officiers de la Compagnie, les Soldats & Mercenaires qui se seront engagés à son service, & qui ayant l'expiration du terme de leur engagement auront désiré ou se feront égarer sans la permission de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'ils se trouvent, à condition néanmoins que lesdits Prévôts ou autres Officiers de la Compagnie seront tenus avant que d'arrêter lesdits Soldats ou Mercenaires, ou du moins avant que de les amener hors du District dans l'intérêt duquel l'arrêt aura été fait, d'un avis au Policier principal de Lieu, ou son Substitut ou son absence, ou le Bourgemeistre au défaut de l'un ou de l'autre, & que Nous ordonnons de le permettre sans remise, & sans que pour cette permission ils puissent prétendre ni exiger aucune récompense même à titre du port de vie.

XVIII. Il ne sera pas permis à la Compagnie d'employer pour le Voyage des Indes d'autres Vaisseaux que ceux qui lui appartiennent en propre, & dont les Gent de l'Equipage, tant Officiers, Soldats que Mercenaires seront à ses ordres, gages, & Serment.

XIX. Nous réglons le fond de cette Compagnie à six millions de Florins Argent de change, lequel sera partagé en six mille Actions, chaque Action étant fixée à mille Florins de la même Monnoye, & ladite Compagnie ne sera point reconnue ni acheter

ANNO Pour son compte que pour ledit prix de mille Florins.

1722. XX. Les Actions ne pourront être vendues ni cédées qu'après que les Livres de souscription seront clos, & tous ceux qui seront inscrites réellement dans la Compagnie, soit par voie de souscription ou autrement, seront réputés vrais Possesseurs & Propriétaires de leurs Actions, jusqu'à ce qu'il conste par leurs Signatures, au Livre de transport, ou par celles de ceux qu'ils y auront commis par leurs Advs de Procuration passés par devant Notaires & Témoins, & dûment légalisés, qu'ils les aient vendus, ou cédés à d'autres en ajoutant les dates de tels transports, fins que le Contrat, qu'ils auront fait avec d'autres pour les aliéner, si la délivrance réelle & effective de leurs titres, pourroit suffire pour transmettre aux acheteurs, Cessionnaires ou autres Acquéreurs aucun Droit de possession ou de propriété, jusqu'à l'accomplissement de ladite formalité de la Signature sur Livres de transport, moyennant quoi tels Acquéreurs deviendront Possesseurs & Propriétaires des Actions par eux ainsi acquises à titre d'achat, de Cession, ou autre titre valable, & en pourront disposer comme bon leur semblera.

XXI. Les souscriptions pour le fond de cette Compagnie se feront dans notre Ville d'Anvers entre les mains des Directeurs, qui seront tous obligés de s'y trouver à cette fin, ni d'en concevoir au moins quatre d'eux pour les recevoir.

XXII. Pour prévenir toute confusion & incertitude dans les souscriptions, les souscripteurs seront tenus d'exprimer dans leurs Billes en Lettres initiales, & sans user d'abréviations, ou de chiffres, le nom, le nom des Actions qu'ils voudront acquies, leurs noms, surnoms, les Lieux de leur domicile & la date.

XXIII. Ceux qui voudront avoir part dans le fond de la Compagnie par voie de souscription, seront obligés de payer au tiers des souscriptions le quart de chaque Action, & le second quart trois Mois après la clôture des Livres de souscriptions, & les deux quarts restans de six en six Mois, & les Directeurs dériveront après le dernier Paiement fait, & non auparavant, aux Actionnaires leurs Billes.

XXIV. Ceux, qui auroient négligé les Paiemens dans chacun des termes ci-dessus prescrits, perdront au profit de la Compagnie ce qu'ils auroient déjà payé.

XXV. D'abord que les Livres de souscriptions seront clos, les Directeurs avertiront le Public par les Affiches, que vingt jours après la publication, il y aura une Assemblée générale des principaux Intéressés dans la Ville d'Anvers, pour délibérer & résoudre tout ce qui regardera la direction, le bien & l'avantage de ladite Compagnie.

XXVI. Nul n'aura voix dans cette Assemblée générale ni dans les séances, à moins qu'il n'ait donné Actions, & ceux qui auront cinquante Actions ou plus jusqu'à cent exclusivement dans le fond de la Compagnie, auront chacun deux suffrages, & ceux qui auront mis ou qui ont cent mille Florins ou plus, auront chacun trois voix, mais nul Intéressé n'y aura plus de trois suffrages, & seront tous obligés d'affirmer par Serment, que les Sommes, qui seront sur leurs noms, leur appartiennent en propre.

XXVII. Nul Etranger, qui ne soit pas de nos Sujets, n'aura voix dans les Assemblées générales, nonobstant qu'il auroit le nombre competent des Actions.

XXVIII. Si arrive, que quelques Corps des Eves, Villes, ou autres de nos Pais s'intéressent dans le fond de la Compagnie pour deux mille Florins ou plus, ils y pourront envoyer un seul Député de coadjutor, lequel devra avoir le plein pouvoir, pour donner son suffrage au nom de son Corps, & affirmer par Serment, que les Sommes souscrites par les Corps respectifs, qu'ils représentent, sont pour leur propre compte, sans qu'aucun particulier, soit membre desdits Corps ou autre y ait part.

XXIX. Les Directeurs conviendront qu'entr'eux pour recevoir les Serments, qui devront être prêtés par les principaux Intéressés en conséquence de l'Article 26, & leurs Intéressés seront obligés de jurer, qu'ils veilleront à la conservation des intérêts de tous les Actionnaires, avec la même foi & avec la même fidélité qu'ils apporteront à celle de leurs propres affaires

dans la Compagnie, & seront lesdits Directeurs obligés d'en tenir registre.

XXX. Nous déclarons la Compagnie libre & indépendante de Nous, & du Gouvernement de nos Pais Bas en tout ce qui pourra regarder son Océanisme, la direction de son Commerce, & l'administration des affaires tant par Terre que par Mer, à la réserve de ce qui concernera le poudrable exécution des ordres portés par nos présentes Lettres Patentes d'Océtoir, dont Nous nous réservons l'interprétation en cas de doute, & de la simple connoissance, qu'il conviendrait que Nous ayons du succès de ses entreprises, afin que Nous la puissions favoriser & protéger plus efficacement.

XXXI. Nous nommerons pour cette seule fois sept Directeurs de la Compagnie; accordant néanmoins à l'Assemblée générale la faculté d'augmenter ledit nombre, & d'en nommer jusqu'à neuf, ou à onze en tout, si Elle le trouve ainsi contenu au bien & à l'avantage de la Compagnie.

XXXII. Lesdits Directeurs & leurs Successeurs seront obligés d'avoir leur domicile fixé & permanent dans nos Pais-Bas pendant le terme de leur direction, & chacun d'eux devra avoir pour le moins trente Actions dans le fond de la Compagnie, lesquelles terme Actions chacun d'eux sera obligé de tenir sous son nom, & pour son propre compte, libres de toutes charges pour servir de caution à la Compagnie, ce qui sera aussi lieu à l'égard du Directeur, que Nous nommerons dans la suite en conformité de l'Article suivant, & du Caillier dont le choix appartenra toujours à l'Assemblée générale des principaux Intéressés.

XXXIII. Nous nous réservons pour toujours le choix & la nomination d'un des Directeurs, lequel Nous choisirons des trois, que dans la suite l'Assemblée générale aura à Nous présenter, & Nous accorderons à ladite Assemblée générale la faculté de choisir les autres à la pluralité des voix.

XXXIV. Ceux qui ne sont, ou qui n'ont été de la profession des Négocians ou Banquiers, ne pourront être élus Directeurs ou Cailliers de la Compagnie, & Nous voulons, que la même inhabilité s'étende à ceux, qui étant Négocians ou Banquiers de profession, feront passés de quelque Place dans la Magistrature ou autrement employés à notre service, ou dans celui des Etats de nos Provinces, pendant le temps qu'ils y demeureront revêtus de telles Charges.

XXXV. Les Ascendants & Descendants en ligne directe, desdits Fiers, Océto & Neveu, en dépit de parent ou d'Alliance, ne pourront être admis à la place de Directeur de la Compagnie, non plus que ceux qui sont Couffes germains en degré de consanguinité, bien entendu néanmoins que l'afinité, qui pourra survenir auxdits degrés respectifs entre deux Directeurs pendant le temps de leur administration, n'empêchera pas, qu'ils ne puissent continuer ensemble dans la direction, jusqu'à ce que l'un ou l'autre en soit sorti par le fait ou autrement.

XXXVI. Si arrive par malheur, que quelque'un des Directeurs fût faillite, il sera par lui déchu de la place de Directeur, laquelle sera vacante de plein Droit d'abord que la faillite sera tenue pour publique, suivant la coutume qui s'observe en pareille matière en notre Ville d'Anvers, laquelle servira de Loi pour décider de la monnaie de la faillite.

XXXVII. Les sept Directeurs, que nous avons nommés, prêteront entre les mains de notre Miellicre Plein-pouvoir, ou entre les mains de celui ou ceux qu'il commettra à cette fin, le Serment marqué par l'Article suivant, & jureront en outre, qu'à l'égard des souscriptions ils se comporteront bien & fidèlement, & qu'ils se conformeront aux instructions, qui leur seront données par l'Assemblée générale pour le plus grand avantage du Commerce.

XXXVIII. Les Directeurs, qui seront nommés dans la suite par l'Assemblée générale, prêteront le Serment entre les mains de celui ou ceux, qu'Elle commettra pour le recevoir, & jureront d'exécuter bien & fidèlement tous les points & ordres portés par ces Océtoir, & autres qu'ils les pourrions regarder, de même que les Statuts & Règlements, qui seront faits dans les Assemblées des principaux Intéressés, & sera tenu note de la prestation desdits Serments dans les Registres desdits à cette fin.

XXXIX. Nous accordons à ladite Assemblée générale des principaux Intéressés l'autorité de faire les

Regis-

Regis-

ANNO Règlements, & Ordonnances, qu'Elle jugera convenir pour la bonne direction de la Navigation & du
1712. Commerce de la Compagnie tant aux Pays-Bas, qu'aux Indes, & pour la conduite de tout ce, qui sera aux pages & au service de la Compagnie par Terre & par Mer, lesquels Règlements & Ordonnances ne pourront être changés ni révoqués que par la résolution d'une paroitte d'Assemblée générale des principaux Intérêtés, lui permettant d'adjuger des peines pécuniaires à la charge des Convenances applicables au profit de la Compagnie, lesquelles seront recouvrées à la diligence des Directeurs.

X L. L'Assemblée générale arbitra en toutes choses l'ordre, qui devra être observé sur ceux qui seront commis à tenir les Livres de caisse, de transports, & autres de la Compagnie, & délinera le tems de la reddition des comptes, envoie les Auditeurs, dont le nombre ne pourra excéder celui de cinq, & régler le tems de la durée de leurs Commissions, & établir les associations des Directeurs, qui ne pourront cependant aller au delà de quatre mille Florins Argent de change par an pour chaque Directeur; ils fixeront aussi les pages du Caissier général, & de tous les Supplés & Officiers de la Société, enfin qu'à l'égard des sept Directeurs par sous nommés, ils pouront chacun d'un appointement de quatre mille Florins par an pendant le tems de la durée de leur Commission, & ils pouront plus cette seule fois choisir le Caissier général, & les autres Supplés & Officiers de la Compagnie, dont ils auront besoin, & régler aussi pour cette seule fois leurs pages & salaires.

X L I. Les Directeurs devront se consentir des gages, que ladite Assemblée générale leur aura attribués, sans pouvoir prétendre rien de plus à titre de variation aux Assemblées ordinaires ou extraordinaires, si à quelque autre prétexte que ce soit, bien entendu néanmoins que pour les vacations, que le besoin du service de la Compagnie exigera qu'ils fassent hors du lieu de leur demeure, ils feront en droit de dire ce que l'Assemblée générale trouvera à propos de fixer, ce qui ne pourra pas excéder six Florins par jour argent de change par delà les frais de route.

X L II. L'Assemblée générale des principaux Intérêtés choisira le lieu, où le Bureau de la Caisse générale de la Compagnie sera tenu.

X L III. Il ne sera permis à personne de se retirer de la Compagnie, qu'en vendant ou cédant les Actions, qu'il y aura, lesquelles demeureront dans le fond de la Compagnie, & seront repues mobiles pour les Intérêtés, leurs Héritiers, & ayant cause, & seront toujours exemptes avec tout ce qui en dépendra, de toutes taxes & charges publiques, soit réelles, personnelles, ou autres, ordinaires, ou extraordinaires, nées & cetera.

X L IV. L'Assemblée générale des principaux Intérêtés déterminera l'endroit, où le Bureau général pour composer avec la Compagnie pour les achats & ventes des Marchandises sera tenu; mais les ventes des Marchandises de retour se feront toujours publiquement à Bruges ou à Orléans au choix des Directeurs, auxquels il appartiendra de régler le tems & les conditions des ventes, comme ils le jugeront convenir à l'utilité de la Compagnie, & en quelque Ville que lesdites ventes se fassent, il sera permis aux Acheteurs, tant aux Supplés qu'Étrangers, de faire les achats par eux-mêmes, ou par leurs Commis, sans être tenus d'y employer d'autres Commissionnaires, ou Courtiers, nonobstant quelques Privilèges, qui puissent avoir été accordés au contraire par les Princes ou Prédécesseurs, auxquels Nous dérogons par les présentes en faveur de la liberté du Commerce de la Compagnie.

X L V. Et il ne sera accordé aucune moratoire ou prolongation de tems, ou autre dépit que quelconque à ceux, qui auront acheté des effets de la Compagnie, ou qui pouront autrement avoir contracté avec elle pour quelque chose que ce puisse être, pour suspendre le payement, afin que la Compagnie puisse y contraindre les Débiteurs par les voyes, & dans les formes, qu'ils se feront obligés à ladite Compagnie, & Nous défendons à tous nos Confidés & Tribunaux, d'accorder aucune semblable moratoire ou prolongation, qui suspende ou rende le payement; & afin que cette décadie ne rencontre aucune difficulté en son exécution Nous défendons de même à tous Juges de déférer à telles Lettres moratoires ou prolongation de tems, à peine d'être responsables envers la Compagnie en leurs propres & privés noms de tous dépens, dommages &

intérêts, & le Gouvernement tiendra la main à la prompte exécution de cet Article.

X L VI. Les Directeurs auront le Droit d'infliger à ceux, & de délinquer à volonté, à la pluralité des voix, les Tenueurs des Livres, Secrétaires, Agents, Contables, Capitaines, Officiers, Subalternes, & tous autres d'un rang inférieur, qui seront employés au service de la Compagnie, en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, & afin que les Directeurs n'aient rien que des Gens de bien, & qui aient les qualités requises pour bien exercer ces fonctions, Nous leur ordonnons de remplir gratis tous les Postes, dont la collation leur appartiendra, sans demander ou recevoir aucune reconnaissance en argent ou autrement de ceux qui en seront pourvus, soit avant ou après qu'ils les aient été établis, à peine d'être déchus de leur place de Directeur, & du Quadruple au-delà de ce qu'ils auront reçu.

X L VII. Ils auront aussi le pouvoir d'ordonner l'équipement & chargement des Vaisseaux, qu'ils pouront acheter, & faire contraire, où ils le trouveront à propos, & de même que les Marchandises & Denrées nécessaires pour l'approvisionnement des Garguilles, & pourvoir généralement à tout ce qu'ils jugeront nécessaire & convenable pour l'avantage de la Compagnie, & pour l'accroissement de son Commerce; bien entendu, qu'ils auront un soin particulier d'avantagez autant que possible les faillites, & les Manufactures innues de nos Pays-Bas.

X L VIII. Il ne sera pas permis aux Directeurs de se retirer sur des affaires d'importance, à moins qu'ils ne fassent cinq, lorsque leur nombre sera de sept ou de neuf, & s'il y a onze Directeurs, leur Assemblée, pour résoudre, devra être composée pour le moins de sept d'entre eux.

X L IX. Les principaux Intérêtés dans leur Assemblée ordinaire nommeront les Personnes, qui devront remplir les Places vides des Directeurs, qui par maladie ou absence absente ne se pouront pas trouver aux délibérations, & auront ceux, qui interviendront dans les Assemblées desdits Directeurs en vertu de la même nomination, voix délibérative, comme les mêmes Directeurs, & si, nonobstant toutes les précautions de l'Assemblée générale pour prévenir & suppléer au cas d'absence des Directeurs, il arrivoit, que ceux qui seraient désignés pour remplir les Places vides, fussent à manquer, en ce cas les Directeurs présents feront tous d'appeler un autre d'indiquer des comptes de la Compagnie, qu'il nommera des Membres pour rendre le nombre de l'Assemblée de Directeurs suffisant à pouvoir délibérer sur les affaires pressantes dont il s'agira pour lors.

L. Les Assemblées de la direction générale se tiendront les premières trois années dans la Ville d'Anvers, & les autres trois années à Bruges ou à Gand, selon qu'il sera réglé par ladite Assemblée générale, & continueront ainsi tour à tour, jusqu'à l'expiration de cet Octroy.

L I. Les Directeurs tiendront leur première Assemblée immédiatement après qu'ils auront prêt Serment, & formeront le Plan pour l'économie & direction de la Compagnie, lequel ils présenteront à la première Assemblée générale, pour y être examiné, changé, ou agréé, comme il sera trouvé convenir.

L I I. Après le Clôture des comptes d'une année, les principaux Intérêtés s'assembleront sans délai pour délibérer avec les Directeurs sur le dividende, qu'il conviendra de faire aux Intérêtés, ou l'on mandera aussi quel'un des hommes par l'Assemblée générale, avant le cas de 48 & 49. Article de notre présente Concession; bien entendu néanmoins que les principaux Intérêtés n'aient que voix consultative dans la résolution à prendre par les Directeurs sur le montant du dividende, dans le règlement duquel on observera l'ordre suivant.

L I I I. Les Directeurs auront soin de ne faire aucun dividende aux Actionnaires, à moins que les Dettes de la Compagnie ne soient acquittées, & afin qu'ils se conduisent fidèlement dans leur direction à cet égard, ils dresseront avec soin l'état du gain d'une année, qu'il y aura en caisse, sous trois fois, & en distributions pour le moins la moitié aux Intérêtés, proportionnellement les parts Actions, & ils en verseront de la même manière d'année en année.

L I V. De plus les Directeurs feront tems de rendre un compte général de leur administration de cinq en cinq ans, & à l'intervention de l'Assemblée générale

ANNO des principaux Intérêts, qui seront voix consultative, **ANNO**
1712. comme à l'Article 24. ils feront un bout desdits re-
 mes respectifs de cinq années un dividend extraordi-
 naire aux Intérêts à proportion de l'écu de la cais-
 se. Nos Comptes ne pourront bien espérerment
 les Directeurs de conserver toujours dans la caisse une
 Somme suffisante pour le bris & l'avantage de la
 Compagnie.

L.V. La Commission de ceux que l'Assemblée gé-
 nérale aura député à l'audition des comptes de la
 Compagnie, ne pourra durer que l'espace de trois
 années, & il sera au pouvoir des principaux Inté-
 rêts de les requies avant l'expiration de ce terme, &
 s'ils le jugent à propos, & de substituer d'autres à leur
 Places, ce qu'ils feront aussi, lorsque quelques-uns
 d'entre eux ne pourront vaquer à l'exercice des
 fonctions de leur Commission, soit pour cause de ma-
 ladie, absence nécessaire, ou autre.

L.VI. Les principaux Intérêts ne pourront com-
 mettre, ni laisser à l'audition des comptes ceux qui
 seront Parents ou Alliés d'une part dans l'Assemblée
 des degrés exclusifs expliqués & limités par l'Article 35.
 de cet Octroi, ni celui qui appartiendra à aucun des
 Directeurs dans le même degré de Parenté ou d'Al-
 liance.

L.VII. Ceux qui seront commis à l'audition des
 comptes de la part des principaux Intérêts, en suite
 du Serment par eux prêté conformément au Formulaire
 à faire par l'Assemblée générale, procéderont à
 l'audition des comptes avec toute l'exactitude & ce-
 lenité possible.

L.VIII. Les parties demandées, qui ne pourront être
 jugées dans l'audition desdits comptes, seront por-
 tées à l'Assemblée générale des principaux Intérêts,
 ou de ceux qu'elle commettra à cette fin.

L.IX. L'on verra tous les Intérêts par des Ga-
 zettes & par des Affiches publiques du jour & du lieu
 de la reddition des comptes, & il sera permis à cha-
 cun d'eux de s'y trouver à ses propres frais; mais
 ceux qui viendront, n'y auront aucun sursage sur
 leur défrayé en consultant, & n'y ont quelque chose à
 dire ou à représenter, ils le feront par écrit & non
 autrement.

L.X. Les Directeurs donneront six mois Commis à
 l'audition des comptes, en étant requis, inspection de
 tous les Livres, Documents, Lettres, & autres Pa-
 piers, qui regardent directement, ou indirectement
 l'équipement & le chargement des Vaisseaux, & les
 Caravanes de retour, sans en excepter les Lettres
 qu'ils recevront des Indes, ni celles qu'ils recevront
 des Commissaires qu'ils emploieront aux Pays-Bas
 ou ailleurs, & il leur sera permis de visiter les Ma-
 gasins de la Compagnie, toutes les fois qu'ils le trou-
 veront convenir pour le bien de la Compagnie, selon
 l'Instruction que l'Assemblée générale leur donnera à
 cette fin, & ils seront tous de prêter leur Serment, &
 de garder le secret de la même manière que les Direc-
 teurs le sont obligés de le garder.

L.XI. L'Assemblée générale des principaux Inté-
 rêts reglera ce que ceux, qui seront commis à l'audition
 des comptes, auront à dire à titre de vacation, & si
 au dessus des vacations balte l'Assemblée générale page
 convenir de leur allouer quelque gage. Elle pourra le
 régler, ce qui n'excèdera pourtant pas mille & deux
 cent florins par an pour chacun d'eux.

L.XII. La Compagnie Nous proposera trois Per-
 sonnes pour en choisir une que Nous trouverons
 convenir pour officier de notre part & à nos frais, à l'au-
 dition des comptes de la Compagnie, qui sera chargé
 d'y veiller à tout ce qui regardera l'exécution de cet
 Octroi, & d'empêcher qu'il ne se fasse rien en con-
 travention aux ordres & potes, & aux points & re-
 gles, & les comptes étant clos, on en délivrera une
 Copie au dit Député, qui la mettra en main de notre
 Lieutenant Gouverneur Général ou de notre Mi-
 nistre Plénipotentiaire, lequel la fera déposer dans
 l'endroit, où l'on garde les Papiers secrets du départe-
 ment des Finances en notre Conseil d'Etat aux
 Pays-Bas.

L.XIII. Les comptes de la Compagnie seront dressés
 & rendus en forme due, suivant le stile, & l'usage
 reçu parmi les Négocians, & autres de profession mercan-
 tile.

L.XIV. Les Commandants des Vaisseaux de la
 Compagnie feront tenir à leur retour, & faire aux
 Directeurs de la Compagnie un rapport détaillé par
 écrit du succès de leur voyage & de la véritable situa-

tion des affaires de la Compagnie aux Indes, & lesdits **ANNO**
 Directeurs, après en avoir été au double, l'envoyer-
 ront en original à notre Lieutenant Gouverneur Gé-
 néral, ou en son absence, à notre Ministre Plénipoten-
 tiaire.

L.XV. Il ne sera permis aux Directeurs de lever ou
 prêter de l'Argent à intérêt sans le consentement &
 approbation de l'Assemblée générale des principaux Inté-
 rêts, que dans des cas, qui ne suffisent aucun délai,
 sur quoi l'on prendra la résolution à la pluralité des
 voix, & à l'intercession des Doyens soumis à l'audi-
 tion des comptes, qui auront voix délibérative.

L.XVI. Nous défendons aux Directeurs, & à ceux
 qui seront Intérêts dans le fond de la Compagnie,
 ou employés à son service, en quelque qualité ou
 poste que ce puisse être, de négocier aux Indes pour
 leur compte particulier, ou pour celui d'autrui autre-
 ment que par l'intercession, à peine de confiscation
 au profit de la Compagnie, de tout ce qui aura ainsi
 été négocié, & d'une amende du quadruple pour cha-
 cun, contrairement à la charge de chaque convention,
 & si c'est un des Directeurs, à peine en outre d'être
 privé de la direction, de laquelle, en cas de cette con-
 vention, Nous le peuvons par ces présentes ab-
 solver & pour lors.

L.XVII. Nous défendons de plus aux Directeurs,
 & aux Commis à l'audition des comptes pendant la
 tenu de leur commission, de vendre par eux mêmes,
 ou par d'autres pour eux aucune Marchandise, Manu-
 facture, ou Denrée pour l'équipement ou chargement
 des Vaisseaux de la Compagnie à peine de nullité & de
 la confiscation au profit de la Compagnie de toutes les
 Marchandises, Manufactures, & Denrées, qui auront
 ainsi été vendues, & d'une amende du quadruple de
 leur valeur.

L.XVIII. Il sera permis aux Directeurs, & auxdits
 Doyens Commis à l'audition des comptes, d'acheter
 des Marchandises & Denrées de retour de la Com-
 pagnie dans les ventes publiques qu'on en fera, mais
 pas autrement, à peine de nullité, de confiscation, &
 d'amende, comme par l'Article précédent; si sans que
 la décade portée par cet Article, & par le précédent
 soit d'autant mieux exécutée, & que les conventions
 soient découvertes avec plus de facilité, il y aura un
 tiers desdites confiscations & amendes au profit du
 Dénouciateur, pourvu qu'il fournisse une preuve suffi-
 sante de l'infraction dans le terme de cinq années, à
 compter du jour que la convention aura été com-
 mise, auquel terme Nous limiterons la faculté de pour-
 suivre ou de molester lesdits Directeurs & Doyens
 pour ces sortes d'excès.

L.XIX. Les Directeurs ne pourront servir plus de
 six années consécutives, ordonnant que de droit en
 deux ans il en sorte un nombre proportionné, lequel
 sera immédiatement remplacé par l'Assemblée générale
 des principaux Intérêts.

L.XX. Rien entendu néanmoins, que la règle per-
 sistent par l'Article précédent n'aura pas lieu à l'égard
 des Directeurs de la première nomination, lesquels
 continueront leur service, jusqu'à ce que le premier
 compte général prescrit par l'Article 24. soit rendu, &
 que le dividend en soit réglé; après quoi ils reconnoi-
 tront en tirant au sort, à qui il écherra de sortir de la
 direction: il en sera de même deux ans après; & au
 bout de deux autres années le reste desdits Directeurs
 de la première nomination sortira pour être remplacé
 par ladite Assemblée générale.

L.XXI. Après que le dernier des sept Directeurs,
 que Nous avons nommé, sera sorti de sa direction,
 l'Assemblée générale Nous proposera trois Sujets ayant
 les qualités requises, dont Nous choisirons celui que
 Nous trouverons à propos, lequel prètera entre les
 mains de notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine
 Général, ou de notre Ministre Plénipotentiaire, le même
 Serment, que lui aussi bien que les autres Direc-
 teurs devront prêter à l'Assemblée générale.

L.XXII. Lesdits Directeurs ainsi choisis par Nous sur
 la nomination préalable de l'Assemblée générale sortira
 également de la Direction après six années, & sera tou-
 jours remplacé, comme il est par l'Article précédent,
 tant en cas de l'écoulement de son terme, que lorsque
 sa place viendra à vaster par mort, ou de quelque autre
 manière que ce puisse être.

L.XXIII. Lors qu'il vaudra des Places de ceux
 des Directeurs, dont l'élection appartient aux prin-
 cipaux Intérêts, soit par mort, ou en telle manière que
 ce puisse être, l'Assemblée générale les remplira à la
 plu-

ANNÉ 1722. pluralité des voix, soit qu'ils n'aient jamais été Directeurs, ou qu'ils l'aient été auparavant, pourvu qu'ils aient été deux ans hors de la direction.

LXXIV. S'il se présente des difficultés d'importance dans l'Assemblée générale des principaux Intéressés, ou dans celle des Directeurs hors de l'Assemblée générale, & pour des affaires qui ne se pourroient pas décider, sur lesquels on ne sera impossible de s'accorder, on pour être trop embarrassés, ils ne s'adresseront pas de la résoudre, ils pourroient s'en rapporter à notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général ou à notre Ministre Plénipotentiaire, qui en décidera comme de raison.

LXXV. S'il survient quelque dispute ou différend pour des affaires civiles ou pécuniaires entre quelqu'un des Directeurs, ou autres Intéressés dans la Compagnie, on employera à son service, les autres Directeurs tâcheront de les accommoder à l'amiable, & si on ne sera permis de s'adresser en Justice comme la Partie adverse, jusqu'à ce que les deux ou les trois parties aient été tenues avec tout le soin possible.

LXXVI. Mais si lesdites disputes & différends ne pourroient pas être apaisés à l'amiable, & qu'ils n'alloient pas en principal la somme de trois cent Écus, les autres Directeurs indifférents, qui seront au nombre de trois ou plus, à en décider souverainement, & de leur sentence n'obéira ni appel ni révision; & lesdits Directeurs pourroient néanmoins dans des cas embarrassés & difficiles s'adresser aux Juges de la Partie, qui sera condamnée, au nombre de Justices pour en prendre les frais.

LXXVII. Et quant aux autres causes civiles & pécuniaires, qui excéderont ladite Somme, Nous pourrions cinq Juges & un Secrétaire pour les décider aussi en dernier ressort & sans révision, le plus formellement que faire se pourra, décidant à tous autres Conseils, Magistrats & Officiers de Justice, d'en prendre connaissance, à peine de nullité & cassation des procédures.

LXXVIII. Toutes les causes criminelles, dans lesquelles la Compagnie, ses Directeurs, & autres Employés de la Société sans distinction, de même que les Actionnaires, seront Parties, Demandeurs ou Défendeurs, seront jugés par les Juges ordinaires des Lieux, où les crimes auront été perpétrés, suivant nos Placards & les Loix du Pais; Et ne pourra la cause criminelle servir la civile, ni la civile la criminelle pour quelque cause on suppose que ce puisse être.

LXXIX. La connaissance des prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, appartenant par provision aux Juges de notre Amirauté, jusqu'à ce que Nous en ayons autrement disposé.

LXXX. Les Capitaines & Commandants des Vaisseaux de la Compagnie auront la même autorité, que les Commandants & Capitaines de nos Vaisseaux pour la discipline de l'Équipage & des Soldats, afin d'éviter les séditions, & soulèvements, qui pourroient facilement arriver dans les voyages de long cours.

LXXXI. Les prises, qui se feront par les Vaisseaux de la Compagnie, lui appartiendront entièrement, en cas qu'elles soient jugées valables; mais les Marchandises & Denrées, faisant partie des prises, seront sujettes au paiement des Droits, comme celles qui viennent des Indes.

LXXXII. Il sera permis à la Compagnie d'embarquer de l'Amirauté, & autres Armes de Guerre, dont Elle aura besoin pour la Navigation & le Merc de son Commerce, comme aussi toutes sortes de Marchandises, qu'elle aura besoin de Commerce, & de plus l'Or & l'Argent monnayé ou non monnayé, qui lui sera nécessaire, & qu'Elle pourra amasser dans nos États, ou faire venir d'ailleurs, excepté les espèces d'or & d'argent, qui sont fabriquées à nos coins & Armes, ou celles évaluées par nos Édits.

LXXXIII. Les Directeurs pourroient mettre dans les Ports, Châteaux & Places, qu'ils auront acquis aux Indes, toutes sortes d'Armes, Canons, Munitions de Guerre & de bouche, faire fonder des Canons & autres Armes en tels Lieux, & en tel nombre, qu'ils auront besoin; sur lesquels nos Armes seront empreintes, & se doivent celles de la Compagnie, & de faire généralement tout ce qu'ils trouveront nécessaire pour la conservation desdites Places.

LXXXIV. Ils pourroient aussi armer & équiper tel nombre de Vaisseaux, qu'ils trouveront convenir pour

le service de la Compagnie, soit de Guerre ou de Commerce, & d'y armer notre Pavillon Impérial & Royal; Elle pourra faire construire & biter lesdits Vaisseaux, dans nos Ports des Pays-Bas, d'Italie & ailleurs, où Elle se trouvera le plus convenable, normalement d'ailleurs, & de Delme, dans lesquels la construction des Vaisseaux est accordée privativement à notre Compagnie Orientale, établie dans notre Ville de Vienne, avec laquelle celle d'Offense pourra aussi entrer en concurrence pour prendre au moins deux ou trois Vaisseaux par an, & encourager d'autant plus ladite construction des Vaisseaux si nécessaire à l'introduction du Commerce & de la Navigation dans nos autres Pais Indes-orientales.

LXXXV. Nous déclarons expressément de tout Droit d'Entrée, Tonnelles, Amisants, Convois & autres, les Bois, Planches, Poëles, Mats, Puits, Gondrons, Toiles & voiles, Câbles, Cordages, Fer, Clous, Ancre, & autres matières nécessaires à la construction des Navires, & à les garantir d'apavir, qu'Elle sera en tout point être employée effectivement à la construction & radoubement des Bâtimens, qu'Elle fera construire & radouber respectivement dans nos Pais-Bas, à quel il sera libre aux Directeurs d'employer ses Charpentiers & autres Ouvriers qu'ils trouveront convenir, non obstant usage quelconque, ou Privilege au contraire, auxquels Nous dérogeons bien expressement par notre présente Ordonnance, & ne sera pareillement exigé aucun Droit d'Entrée ou de Sortie, Tonnelles, Convois, & autres pour les Menuisiers & Vivres nécessaires, tant pour la défruite desdits Vaisseaux & Navires que pour la nourriture & entretien de l'Équipage, ce que Nous limitons néanmoins aux Menuisiers & Vivres, dont la Compagnie ne pourra se pourvoir commodément dans nos Pais-Bas.

LXXXVI. Défendons aux Administrateurs, Officiers & Commissaires des Eaux de nos Provinces, à ceux des Magistrats de nos Villes, & autres à qui il appartient, d'arrêter & retenir les Marchandises & Denrées, que la Compagnie fera vouloir des Vaisseaux à son Matras, & de ceux d'une Ville à l'autre, ni d'en exiger aucun Droit, leur laissant cependant la liberté de se faire payer cent & cinquante, en cas que les Marchandises & Denrées vendues retournent dans leur ressort, & ils pourroient prendre à cet effet pour leur service les précautions nécessaires.

LXXXVII. Interdisons de même à tous nos Officiers, aux Administrateurs de nos Droits d'Entrée & de Sortie, à leurs Commissaires & Préposés, de leur lever ou leur percevoir aucun droit, que Nous avons réglé par nos Ordonnances, ni d'inquiéter ou molester ceux qui seront employés de la part de la Compagnie.

LXXXVIII. Il ne sera levé aucun Droit de Soortie, Convois, ou Tonnelles sur les Marchandises & Denrées, qui seront embarquées dans les Vaisseaux de la Compagnie, pour aller aux Indes, ni aucun Droit d'Entree, ou de reconnoissance à notre profit, sur celles de retour.

LXXXIX. Lesdites Marchandises de seront seules payées au paiement des Droits à raison de six pour cent du prix des ventes publiques, à quel Nous n'aurons la levée de tous nos Droits d'Entrée, l'entree, Convois & Sortie sur lesdites Marchandises, sans distinction si elles seront consommées dans les Pais de notre Domination ou dans des Pais étrangers, & sans limiter aucun terme pour leur sortie, sans que pendant le cours de la présente Administration générale de nosdits Denrées, ils ne soient qu'une qu'il n'est de qu'on ne pour être dudit pais, soit que les Marchandises se consomment dans lesdits Pais, ou hors du Pais, & sans limiter aucun terme pour leur sortie, comme dessus, pour donner par là des marques de notre faveur à la Compagnie dans la naissance; bien entendu que les Parties, dont l'Entrée est libre par nos Édits & Lettres, demeureront libres.

XC. Comme il importe pour la conservation de nos Pais-Bas, & pour la sécurité publique en général, que nos Places frontalières & autres Forteresses arment pais, soient toujours en état de défense, nous défendons les Denrées, qui seront levées par lesdites Marchandises de retour, comme un fonds fixe & durable pour être toujours employé pour l'armement & défense de nos Pais-Bas; & principalement à pourvoir nosdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes sortes de Munitions de Guerre & de bouche, & en reporter, & entretenir les ouvrages, défendant à notre Lieutenant & Gouverneur Général, & Ministre Plénipotentiaire,

tière, & à tous autres à qui il pourroit appartenir, de dirent le rapport desdits Droits à d'autres villes.

XCII. La Compagnie pourra acquiescer aux Indes par achat, ou autre Contrat & Traité, des Terres, Ports & Havres, & Nous lui permettons d'y établir des Colonies, comme aussi de faire construire de tels Ports, Châteaux, & Forts, qu'elle jugera nécessaires, tant pour la plus grande sûreté & facilité de son Commerce, que pour la défense du Pays, qu'Elle aura acquis, & établie ses fides commissions des Commandans, & autres Officiers de nos Sujets, ou Employer à notre service, & de mettre des Garnisons; bien entendu néanmoins, qu'avant qu'elle puisse entreprendre la construction de quelque Fort, ou Chateau, Elle devra s'adresser à notre Gouverneur Général, ou Ministre Plénipotentiaire pour lui donner part de son dessein, & pour marquer les Lieux, où Elle se fera proposer de bâtir lesdits Forts, pour avoir son approbation, & obtenir la permission à cet effet, ce qu'il ne pourra accorder à moins qu'il ne lui semble, que lesdits Entrepreneurs, dont la Compagnie aura designé & proposé, sont des Liens que les autres Nations, de l'Europe fréquentent, & où elles transigent librement, afin que ceux de la Compagnie n'entreprennent rien sur les Droits des Sujets de quelques autres Puissances, qui seront en Paix, amitié, ou Neutralité avec Nous, dans les Havres, ou sur des Côtes, ou en d'autres Lieux, où ils pourroient avoir une possession & Commerce privative, ne voulant pas qu'ils y soient troubles, ou inquiétés de la part de la Compagnie, avec une réserve toutefois que si la Société courroit risque de manquer les occasions, & Elle étoit obligée de recourir à notre Gouverneur Général, ou Ministre Plénipotentiaire, & d'attendre ses ordres avant que de pouvoir mettre la main à l'œuvre, il sera permis à ses Officiers d'en profiter & de se mettre à construire lesdits Ports en des endroits tels qu'on les a spécifiés & détaillés ci-dessus, dont la Compagnie donnera au Ministre Plénipotentiaire, afin qu'il puisse approuver l'usage desdits Officiers, d'abord qu'il lui constatera de la vérité du fait & de son utilité.

XCIII. Elle pourra aussi lever à cet effet des Gens de Guerre dans les Pays de notre Domination avec notre permission préalable, & dans nos Pays-Bas avec celle de notre Gouvernement Général.

XCIII. Nos Officiers Militaires, qui ensuite de nos permissions, & congés, ou ceux du Gouvernement général, s'embarqueront avec la Compagnie en qualité de Capitaines ou de Subalternes, & serviront sur les Commissions des Directeurs, conserveront les rangs qu'ils avoient avant cet engagement, & Nous leur tiendrons compte des services, qu'ils auront rendus à la Compagnie, comme s'ils les avoient rendus à Nous-mêmes; mais pendant qu'ils seront au service de la Compagnie, ils lui seront subordonnés, néanmoins liés au Serment qu'ils Nous ont prêté.

XCIV. Nos Sujets qui passeront aux Indes, & s'établiront es Lieux, Colonies, & Places acquises par la Compagnie, jouiront au retour des mêmes Libertés, Droits & Franchises, dont ils jouissoient en nos Pays-Bas, & autres Terres de notre Domination avant leur départ, & ceux qui y naîtront de nosdits Sujets seront eux-mêmes Réguliers.

XCV. Il sera permis à la Compagnie de traiter, même en notre Nom, avec les Princes Souverains, & Etats des Indes, & autres, qui ne feront pas nos Ennemis, & de conclure avec eux telle Convention qu'elle jugera convenable pour la Liberté de son Commerce, lesquels Traitez cependant ne seront valables que pour le terme de six années, à moins qu'ils ne soient approuvés & ratifiés par Nous; mais elle ne pourra déclarer la Guerre à aucune Puissance sans notre consentement préalable.

XCVI. Les Commandans & autres Officiers Militaires, que la Compagnie aura établis, Nous présenteront le Serment de fidélité, & à la Compagnie tel autre Serment, qu'elle jugera convenir, laquelle pourra aussi requérir lesdites Commissions toutes les fois qu'elle trouvera à propos.

XCVII. Si après l'expiration des termes de cet Octroy, Nous ne trouvons pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie, ses Forces, Munitions, & Armes Nous seront restituées, ou de notre consentement à la Compagnie qui succédera, en payant la valeur suivant l'estimation, qui en se-

ra faite par des Gens experts nommés de part & d'autre.

XCVIII. Les Terres que la Compagnie aura acquies avec les Droits, Gens & Rentiers, lui apparteniront en toute propriété, Nous en réservant la Souveraineté, même elle ne pourra les vendre ni céder à d'autres qu'à nos Sujets; Et si après l'expiration de cet Octroy, Nous trouvons à propos de les rendre, ou faire céder à la Compagnie qui succédera, il sera permis à son dessein de les faire prescrire par l'Article précédent.

XCIX. Nous promettons à la Compagnie, que Nous ne toucherons jamais sans son consentement, soit en temps de Guerre ou de Paix, à ses Vaisseaux, Ateliers, ou autres Munitions de Guerre ou de bouche, Officiers, & autres Gens de Marine, ni à ses Magasins, pour les employer à notre service, pour quelque besoin que ce puisse être.

C. Décidons très-expressement à nous les Gouverneurs de nos Places, sans exceptions ni réserves, & autres à qui il appartient, d'empêcher ni retarder en aucune manière la sortie de nos Ports & Rades, aux Vaisseaux de la Compagnie, lorsqu'ils seront chargés, & prêts à mettre à la voile, ni aussi l'entrée desdits Vaisseaux à leur retour dans nosdits Ports, ni d'exiger aucune chose; pour quelque raison & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de confiscation, & tant à qui il appartient auront un soin tout particulier, à ce que cet Article, comme étant très-essentiel au bien du Commerce, soit exactement observé.

CI. Nous promettons aussi à la Compagnie de la protéger & défendre envers & contre tous qui l'attaqueroient injustement, & même d'employer en cas de besoin la force de nos Armes pour la soutenir dans la liberté entière de son Commerce & Navigation, & de lui faire faire raison de toutes les injustices, lésures & mauvais traitemens, en cas qu'aucune Nation étrangère de la troubles dans son Commerce & Navigation, & Nous aurons soin de lui procurer tous les avantages & facilités possibles par les Traitez de Paix, d'Alliance, & de Commerce que Nous ferons.

CII. La Compagnie pourra s'adresser à Nous toutes les fois qu'elle croira convenable, que les conditions lui accordées par le présent Octroy pourroient être changées, augmentées ou limitées pour le plus grand avantage de son Commerce, notre intention Royale étant de la favoriser autant qu'il en est possible.

CIII. Finalement pour Droit de reconnaissance de cet Octroy, que Nous avons bien voulu accorder pour établir & former cette Compagnie, elle fera obligée de Nous présenter, & à chacun de nos Hôis & Successeurs au Lion couronné tenant les Armes de la Compagnie du poids de six Mares d'Or.

Si en chargeons à notre très-cher & bien-aimé Confrère le Prince Eugène de Savoye notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général de nos Pays-Bas, & en son absence à notre très-cher & bien-aimé Cousin le Marquis de Fuis notre Ministre Plénipotentiaire au Gouvernement d'icelui, & donnons en Mandement à nos tréasurers & Fauxz cent de notre Conseil d'Etat, Président & Gens de notre Grand Conseil, Chancelier & Gens de notre Conseil ordonné en Brabant, Président & Gens de notre Conseil en Flandres, & à tous autres nos Justiciers, Officiers & Serges, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, qu'ils fassent, fassent & fassent nos cœurs de ladite Compagnie, tant en général qu'en particulier pleinement & pleinement jouir & user de l'effet de cesdites Prétenses pour le temps, sans charges & conditions ci-dessus spécifiées, sans leur faire, mettre, ou donner, ni souffrir être fait, mais, ou donné aucun trouble, ou empêchement au contraire, Car ainsi nous plaît-il; En témoignage de quoi Nous avons signé ces présentes de notre main, & à l'elles fait mettre notre grand Sceau. Donné en notre Ville & Résidence Impériale de Vienne, le dix-septième jour de Mars de nos Règnes, de l'Empire Romain Pontificat, d'Espagne le vingtième, & de Hongrie & de Bohême le douzième.

Extrait par,
PR. DE CARDIA PR. VL
Signé, CHARLES,
Plus bas,
Par Ordonnance de Sa Majesté,
Contresigné, A. F. DE KURE.
XX.

ANNO
1713.

Regiorum, Spectabilium quippe ac Magnificorum, Gendatarij Thomae, Sacri Romani Imperij Comitissae Strehemburg, Domini Dominiorem Etchelberg, Liechtenberg, & Pörschdorf, Hereditarii Marchionis in Austria Imperialis et Imperialis, Aurei Velleris Equitis, actualis Iusticij Sacris & Conferentiis Consiliarij nobili, ac Ministerialis Bancusij Deputatioms Praesidis; Nec non Transilvanici Fundatarij, praesentis Sacri Romani Imperij Consilij Kiskij, Comitissae in Chabla & Tettau, Domini in Maeston, Godebergh, Clumera, & Krasowa, Aulic aulic Bohemica Praesidis, Consiliarij eidem nobili aditus laci, & per Regiam nostram Bohemiam superem Cancellarii, amborum verò Camerariarum nostrarum, praesentissimas, excoelsum eadem morali Traditibus, fideique Dietarij Congregatiōe, eidem Domini Praesidi, Baronum, Magnates & Nobilibus, ceterisque Sacris & Ordinibus Imperii Regni nobili Hungariae, & Partium eidem annexarum, mediis praestantiorum Regiorum Penitentiariarum Commissariarum nostrorum, exhibitarum & praesentiarum Majestati nostrae certos Articulos, in eadem Dieta, communibus ipsorum Votis & suffragiis, praesentis & unanimi Consensu, accedere debentis antea Nobili consensu; Supplicantes Majestati nobili humiliter, quatenus universos eos Articulos, omnique & singula in eis contenta, rates, grates, & acceptas habere, nostrorumque Regium Consensum in praesentibus, Auctoritate nobili Regi elementem acceptare, approbare & confirmare, itaque tam Non ipsi observare, quam per alios omnes, quorum liceret, observari facere dignemur. Quosdam quidem Anteriorum tenore talis est.

ARTICULI Dominorum Praelatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, ceterorumque Status & Ordinum Regni Hungariae, Partiumque eidem annexarum, in Generali eorumdem Convocato, pro die vigesima Mensis Junii, Anno millesimo, septingentesimo, vigesimo secundo, in Liberam Regiamque Christianam Poloniamque indultis, & continuatis in praesentibus usque celebratis, consensu.

PRAEFATIO.

Quam Paterno, quamque sollicito, & simul elementissimo affectu Sua Sacratissima Majestas, in Hereditarium hocce Regnum suum Hungariae, Partiumque eidem annexarum inclinat benignissimè habetur, praesentis quidem ex benignis Liberis Regibus ad universos Hereditarii Regni sui, Partiumque eidem annexarum Fideles Status & Ordines elementissimè etiam, profundissimè homagialis fidelitatis suae devotione, & usqueque de Cordibus eorumdem extinguenda erga suam Majestatem Sacratissimam, & totam eius Augustiam Domini Austriacam praecoconcepti ingenui & fideiatis amoris obligatus, in perpetuum recognoscere, & per universos Posteros suos fidelissimè recognoscere ut, quoniam maxime considerat; Dum illud, ac per infirmitatem, cum ab Oriente, tum etiam ab Occidente casibus gravissima Bella, & post felicem, totique Orbis stipendium, coepta immanes utriusque Hostis, Vires, Armorum suorum progressum, stabilitatemque optatam Pacem fleuit, praesentibus aliis quibusvis, Sacro Romano Imperio, & Europae quietem tangentes maximis Cura & sollicitudibus, Paternum concurrens suum, ad perennem Regni sui Hereditarii securitatem, & eorum antea Civium felicitatem convertere, ac cum in suum Generalem pro vigesimo praesentis Mensis Junii, Anno aequè praeteritissimè, in Liberam & Regiam Christianam Poloniamque, Distant indicere, & Altitima quoque, nonquam factis & Fidelibus Sua Majestatis Sacratissimae Sublebas & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum veneranda in Personis, Eisdem elementissimè consolari digna fuisse: Ut inter tot & totas per Majestatem Sacratissimam erga Fideles sui Status & Ordines exhibitas gratias, eidem merito publicaverit, quodam ex innumeris Regno hanc Hereditaria elementissimè exhibitis gratias, tamque de immanibus, Cerebrius Eorumdem à longissimo tempore incubantibus Hostis, ad stuporem Orbis Europae reportatis Triumphis, pro gratiarum aditus scopo principaliter assumis convenisset.

Sive etiam lux mensium, tunc magnorum & fel-

icissimorum etiam Monarcharum exempto numerato de tam validis Hostibus Triumphis, per gloriosos Annos suis, antiquos limites versus extensam Partem perpendit, nonnulli immortali digni memoria, in publicum Regni Bonam exaltata Trophaea, cunctis applausum Regnicolarum Voto letitiam reddere cogebant.

Quippe per tam immortalis Gloria, torque Benedicti, eidem Fideles Status & Ordines, nullo alio praecleariori gratitudinis signo, Sua Majestatis Sacratissimae obsequio reddi posse arbitrabatur, quam si semet, ac Posteris suis universis, praesentibus Sua Majestatis Sacratissimae, Eisdemque utriusque Sacris Successoribus, deus Angustis quoque Domini Sua Austriacae Partibus, confortatis immediate subsequendum Amicalorum, in omne tempus deberent, & humiliter facerent; Deum Ter Optimum beniam, pro futuro Sua Majestatis Sacratissimae, & praeiorum universorum Successorem perenni & felicissimo Gubernio, ardentibus Votis suis demissimè exorari.

Ex quo verò ad plenam fideliem Civium, & Sua Sacratissima Majestatis devotum Subditorum securam felicitatem, antiquè etiam Regni consuetudine, & Patris Legibus exigentibus, Dieta hoc remedium, Sua Majestatis Sacratissimae elementissimè ordinare & administrare digna fuisse: Ut proinde futuris quibuscumque temporibus, ab omni consuetudine & periculis, Hereditariis hoc Sua Majestatis Sacratissimae Regnum pervenire, & non minus adversis omnem Viam iterum, quam quovis etiam fasces interitus Motus, ipsis Scindis & Ordinibus Regni, Partiumque eidem annexarum plurimum damnosus, salutaris, & Diuturnus stabilitatis modaliter, in omnes eventuales casus, rem & proviam reddi, ac per id, cum reliquis etiam Sua Majestatis Sacratissimae Regnis & Provinciis Hereditariis mutua Consistentia & Unio, adeoque publica Reipublicae Christianae quietis, Pax constans, imperturbata Tranquillitas, sub pio, iusto, forti, felici Sua Majestatis, & Augusta Domus Austriacae elementissimè Gubernio in eum pervenire, ac consensu Augustae Domus in Regno, & sacra Eiusdem Corona, utriusque sexis exoptata, & communi Regnicolarum Voto perennata, Sequae Sacratissimae Majestatis promptè & fideliter obita Successio, melius obtemperat, & delectata omnes & quales inconvenientes praerentur, Fideiisque Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, in universis Eorumdem tam Diplomaticis, quam aliis quibuscumque Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, antiquis Consuetudinibus, Praerogativis & Legibus hactenus habitis, ac in praesentibus quoque Dieta conditis, & in futurum etiam, Dissimili contentis, permanent, stabilantur, & conserventur, eademque & eisdem, ab omnibus indisciplinabiliter observentur, Jas, & Iustitia omnibus & singulis, sanctè, secundum Leges Partis, hac etiam in Dieta conditas, imperturbatè admittantur, benignaque eum in finem ad Fideles Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum elementissimè facta Propositio, & Patris Mens ac latetio secundaretur, antea Majestatis & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum demissimè supplicat: Ut infrascriptos Articulos, ex Gravissimis, & humilissimis Status & Ordinum Possessoribus, penes benignam Sua Majestatis Sacratissimae Resolutionem erui, unanimis Voti & Consensu, accedere benignè Eisdem appositum, conclusum, elementem acceptare, Regique fidei Antioribus ratificare, & confirmare, ac tam ipsa benignè observare, quam per alios quoscumque observari facere dignetur.

Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, Sacra Caesaris & Regie Majestatis pro Libertatem, & Praerogativarum Eorumdem Patris & Elementissimae Confirmatione, & Sua in medium Status Sacratissimae Personae adventu, gratias quibus maximas referunt.

ARTICULUS I.

Paternam sanctè, & Elementissimam Sacratissimae Caesaris & Regie Majestatis erga Status & Ordines Regni, in praesentibus Dieta, felicissimè, & in frequentissimo, vis aliquando vltio numero congregatos propensionem, & ad perennem Eorumdem, ac incrementum publici Status Regni Hungariae, Partiumque eidem annexarum, proque stabilitate in omnem Civium, etiam contra

Vix

ANNO
1713.

ANNO 1723. Vim eternam, cum Vicis Regnis & Provinciis Hereditaria Unione, & conferranda domestica tranquillitate directam Curam & Sollicitudinem, ex benigno Eiusdem Sacratissimi Cæsaris & Regis Majestatis, ad Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum clementissimè emanata Littera Regalibus, ac novissimè factis Propositionibus, deorèb sunt hominibus Fidelitatis Eiusdem Celsæ, & constanti favore humanitè intelligentes, per hoc erga Eosdem clementissimè exhibito Paterni affectûs Gratiarum singulari Voco, quodè non obstatibus in adversum quibusvis gravissimis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus Curis & Laborebus, in medium Fidelium Statuum suorum semet coarctare, & Eosdem in stilissima indè famè veterata Persona sua, Pacem continere, & primum ac tunc omnia, nullaque prorsùs Fidei suorum & Ordinum eorum permittit humilissimè Supplicatione, ac puro erga Eosdem Paterno affectu, universos Status & Ordines Regni (si Hereditaria Hungarie, & Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, in omnibus tunc Diplomacis, quàm aliis quibusvis Juribus, Libertatibus, Privilegiis, Immunitatibus, Consecrationibus, Prærogativis, & Legibus, hactenus concessis & conditis, ac in presentia Litteris, & in futurum etiam, Litteraliter concessis confirmatam offerre, & eandem, ac eorundem singulis clementissimè confirmare dignata fuisse, humilissimè, & quàm possunt, maximam Sacratissima Cæsaris ac Regis Majestatis idè etiam gravis referant, quod Formis quoque Sexum Augustissimæ Domus sue Austriæ, usque ad Eiusdem, & ab Eodem Descendentium defunctum, ad Regiam Hungarie Coronam, Partemque, Regem, & Provincias, ad eandem Sacram Coronam penitentes, penitenti Universalissimam Cæsaris & Regis Majestatis, Partiumque eidem annexarum liberè Vois protestantiam, & per solennem Eorundem Statuum & Ordinum ad sacratissimum Cæsarem & Regem Majestatem, Viennam ad petitam Deputationem vocatum, & ejusmodi oblationem, tam pie & elementer, gratèque solimò acceptare, & Fidelium Statuum & Ordinum suorum pie, ac salutandis Vois, non tantum sanare dignata esset, sed ejusmodi in Sacra Regni Hungarie Coronam, & Partibus, Regni, & Provinciis eidem annexis Successionem, eadem, quod Masculorum Primogenituræ Ordine, secundum normam in rebus suis Majestatis Sacratissima Regis & Provincias Hereditariis, in, & extra Germaniam sitis, jam per Eandem ordinatam, stabilim, publicam, & acceptam, inseparrabiliter, habitque in pædum equaliter, ejusdem Lineæ Prærogativæ Masculorum ratione, diripi, servari, & custodiri vellet; sed, in illa, vel Masculini Eiusdem Heredi, qui, vel quo præstatorum Augusta Domus Austriacæ Regorum & Provinciarum Hæres, jura immortalem normam Primogenituræ, in Augusta Domo Austriacæ receptam esset, eodem Successione, per his, & fuisse quibusque casibus Hereditario Jure, etiam pro infallibili Rege Hungarie, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum, aquè indivisibiliter intelligendum, habeatur & coronetur.

De Regia Hereditaria Sacratissima Cæsaris & Regis Majestatis Sexus Femine Augustæ Domus Austriæ in Sacra Regni Hungarie Corona, & Partibus eidem ab antiquo antea continuas Successione.

ARTICULUS II.

Tametsi sua Sacratissima Cæsaris & Regis Majestatis Fidelis Status & Ordines Regni Hungarie, Partiumque eidem annexarum, viduam & florentem, optimèque constitutam Statum, Vites, & Valentiam conspicimus, Divinæque Benedictioni quàm optimè confisi, Eandem magni, & gloriosi Sexus Masculini Successoribus, ad preces quoque Fidelium suorum Statuum, ab hoc die & deinceps Ten Optimum fuisse, & incessanter fundendis, largissimè benedicendam, & indecend Masculorum Heredum suorum ordinem, Fideles Status Regni consolidare fore, vel maxime censebimus; quia verò apprime etiam periculum habemus, Reges pariter, & Principes, æquali aliorum Hominum moralitatis Sors subiectos esse; maxis potius & consilio perpendentes, nos & tunc, cum Prædecessorum sua Sacratissima Cæsaris & Regis Majestatis, Divorum olim LEOPOLDI Genitoris, & JOSEPHI

ANNO 1723. Patris, gloriosissimum Hungarie Regem, tam vel maxime propria clementissimè Regamini sua Sacratissima Cæsaris & Regis Majestatis, pro incremento Boni Publici publici, prout Fidelium Civium suorum perenni salute, Deo aquè ac Pace examina gloriosissima Acta & Facta, dum nos modo Hereditariarum Regnum hæc fuit Hungarie, Partemque, Regem, & Provincias eidem annexas, in sua per præstatorum gloriosos Prædecessores suos potius, conservavit, sed occasione etiam novissimè Chronomacis Belli, contra severissimos eundem impetus, idem animò itaque, Victibus, felicibusque Armis, in annexa eidem Regni & Provincias, cum immortali sui nominis gloria, bratuantque & Ordinum, ac privatorum Regni Civium perenni fecerit procedere, ac successivis quibusvis temporibus, ab omnibus externis, & eadem domesticis confusibus, & periculis preservari, imò in alme, & comuna tranquillitate, ac pace amicum Unionem, adversus omem Vim etiam Externam felicissimè permanere possit; Quovis pretereit etiam inter nos Motus, & facili celsi solis, ipis Statibus & Ordinibus Regni ab antiquo optimè cunctis interregni mala, sollicitè præcessere cupientes, Majorum suorum laudabilibus Exemplis incitati, volentesque erga Sacratissimum Cæsarem & Regem Majestatem, Dominum Dominum Eorundem Clementissimum, gratos & fideles fuisse humilissimè exhibere, in defuncti Sexus Masculini Sacratissima Cæsaris & Regis Majestatis (quem defunctum Deo clementissimè avetere dignetur) Jus Hereditarium succedendi in Hungaria Regnum & Coronam, ad eandemque Partes penitentes, Provincias, & Regna, jam Divino auxilio recuperata & recuperanda, etiam in Seram Augustæ Domus sue Austriæ Femineum, primo loco quidem ab altera modo Reganice Sacratissima Cæsaris & Regis Majestatis, deus in heus defuncti, à Divo olim JOSEPHO, his quoque defuncti, ex Lumbis Divi olim LEOPOLDI Imperatorum & Regum Hungarie Descendentem, Eodemtempore legitimis Romano-Catholicis Successoribus utriusque Sexus Austriæ Archiducem, juxta stabilitum per Sacratissimum Cæsarem, ac Regem regnantem Majestatem in aliis quoque fuis Regnis & Provinciis Hereditariis, in & extra Germaniam sitis Primogenituræ Ordinem, jure & Ordine permittit, indivisibiliter, ac inseparabiliter, unicum, & indivisum, ac cum Regno Hungarie, & Partibus, Regni, & Provincias eidem annexis, Hereditariè possidendam, regendam & gubernandam transferant, & memoratam Successionem acceptant, taliterque eandem Successionem Femineam, in Augusta Domo Austriacæ introducunt & agunt (extensim ab hoc nunc per tunc Articuli 1. & 2. & 3. Anni 1687. & pariter 1. & 2. Anni 1715.) juxta Ordinem præstatorum fidelium per præstatorum Femineum Sexum Augustæ Domus ejusdem prævio modo declarationis Hæres & Successores utriusque Sexus Archiduces Austriæ, acceptandam, exhibendam, & quàm permittit, aquè modo prævio per Sacratissimum Cæsarem & Regem Majestatem clementissimè confirmatis Diplomacis, aliisque prædecessoris Statum & Ordinum Regni, Partiumque, Regnorum, & Provinciarum eidem annexarum Libertatibus & Prærogativis, ad veterem prædecessorum Antecessorum, fuisse semper temporibus, occasione Coronationis observandam determinant, & nuncis post omnimodum predicti Belli defunctum, aviam & veterem, approbatamque & acceptam Conformitatem, Prærogativarum Statuum & Ordinum, in Electione & Coronatione Regum, locum habituram, referant intelligendum.

Jura, Prærogativæ, & Libertates Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum confirmantur.

ARTICULUS III.

Sacratissima Cæsaris & Regis Majestatis, universarum Fidelium Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum, omnia tunc Diplomacis, quàm alia quavis Jura, Libertates & Privilegia, Immunitates, Prærogativæ, Legesque conditis, & approbatis Consuetudinibus, Confirmatæ Articulis 1. & 2. & 3. Anni 1715. Eorundem Juramentis idem concessis, intelligendum, elementer confirmatis & observatis: Partemque Successoribus, legitimè coronandi Hungaria, & Partem eidem annexarum Regni, in iisdem Prærogativis, & præmissa

ANNO 1723. Immanitibus & Legibus, Status & Ordines Regni, Patriæque eidem antecuram inviolabiliter conservabunt, suis & quæ præterea Sua Majestati Sacratissima, per ipsos ejusque Successores, Gradibus & Conditionibus, observari faciet.

De Palatinis, & simul etiam Locumtenentibus Aulicis.

ARTICULUS IV.

Et quia inter prævix modò elementissimè confirmatus Statum & Ordinem Regni, Patriæque eidem antecuram Libere, in Regno Hungariæ de antiqua ejusdem Constitutione & Lege, Authoritas quoque, & Prærogative Palatinis, & simul etiam Locumtenentibus, sentis Anticorum §. & 33. Anni 1715. in iisdemque antecuram, ac aliorum superius conditionum comprehenditur; Hinc Majestas Sua Sacratissima Celsitudo Regis, Palatinum, & simul etiam Locumtenentem Aulicum, & Jurisdictionem, in fidei Anticorum prætorum benigne confirmat; Et cum declaratione, ne Palatinus Bona, per Fiscum possidenda, cedere possit. De Saluto Palatini impostum quoque providetur.

De speciali Nobilitatis Prærogativa.

ARTICULUS V.

Ut Citatio Prætorum, Magnarum & Nobilium, ordinato & consensu Juri Processu, in omnibus Causis & Causis, etiam Criminalibus, aut Notam Infidelitatis, de Jure Municipali Hungariæ adhuc inferentibus, vel ad alia jura reducitur, contra Eandem per quoscunque insultandi, in Titulo 9. Partis Prime Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 14. Anni 1618. contenta (Crimine tamen læsæ Majestatis, conformitate Articuli 7. Anni 1715. & Causis, qui in Articuli 14. Anni 1687. exprimitur, exceptis) observetur. Nevis alius, Nobilitati Prærogativæ tandem, non cedere, nec debito Juri Ordine cedere, in Personis, aut Bonis suis, quocunque modo damnetur, Status & Ordines Regni, Patriæque eidem antecuram, Sacratissimi Celsitudo Regis Majestatis antecuram, servat.

Domini Terræfres, & alii Nobiles & Contribuendi, aliter quoque pro immanibus declarantur.

ARTICULUS VI.

Siquidem juxta fundamentalem Partis Nobilitatis Prærogativam, sentis Tituli 9. Partis Prime Operis Decreti Tripartiti, aliasque Diplomatis Leges, per Sacratissimum Celsitudo Regis Majestatem elementissimè confirmata, Status & Ordines Regni, Patriæque eidem antecuram, ab omni tributaria Servitute exempti habentur; Sacratissima quoque Sua Celsitudo & Regis Majestatis, Eandem Status & Ordines, tam Dominis Terræfres, quam & alios quosvis Nobilitati Prærogativæ gaudentes, ab omni Contributione, in perpetuum immunes conservandos elementissimè decernit; nullam nobilitatem pro Regis defensione teneant; nullam nobilitatem pro Regis defensione teneant; & Sacra Celsitudo Regis Majestatis, quoties necesse erit judicaverit, id ad conformitatem Articuli 8. Anni 1715. & modò impostum quoque decernit & eligere poterit; Annuitur nobilitatem, aliam in Libertate Regni, Monachicis, Civitatis, Castri, Oppidis Privilegiis, & non Privilegiis, & aliis in Regno commensuratis, consensuque, juxta Comitatum Ideam pro domicilio Comitatum necessitatibus statuantur.

De Comitum Celebratione.

ARTICULUS VII.

Siquidem Generalem Comitiorum Celebrationem, statui Articuli 1. Anni 1619. saltem relevandorum Gravissimum remedium esse, Eadem juxta Articuli 14. Anni 1715. celebratur; Et ne ultra biennium (nisi et ratione temporis & necessitatis, & Sua Majestatis Sacratissima petierint) extendatur; Prelati, Magnates, & Nobiles, ad eadem, juxta Articuli 1. Anni 1619. ante Convocationem, vocati, maxime compere, Comitatus vero, & præstanti Magnates, qui personarum

interesti non possent, Nuncios Nobiles possessionatos, ac nobili Præcipui orati, sentis Articuli 64. Anni 1687. mittit; Reges vero Croatia, Dalmatiae, Slavoniæque, Articuli 64. Anni 1687. semet accomodate, acceptique per Cancellarium Regio-Hungaricum, benignis Regis Propositionibus, & juxta Articuli 35. Usualium Regis Decreti 1. Privilegium quibuscumque Negotiis prætermittit, de Publicis, cum moderamine & gravitate, ac sub Silentio tractat & deliberat, Magnasque ad invicem coherentes, feriat redigere, & ita Sua Majestati Sacratissime præsentare, & ad Dietam usque Convocationem, sub penæ legali interesse teneantur; Ut verbis Securitati Eandem, ipsorumque Familiæ, ac in Dieta conveniunt, & per hoc publicæ Dietæ quævis consulari, & quibuscumque committitur, multo magis manuum iniectionibus, in Loco Dietali, aut publici Consilii subleantur; Si quid autem ejusmodi perpetraret, tales, & etiam committentes, ex ditione immediatè præmitti Articulo, ad verum exterrantur, ac iudicium de illis, coram Tabula Regis Judicaria celebretur, immittiturque, Calumnias quævis, & Diffamantes, toties quoties in pena Fororum ducentorum, Partis læsæ applicandæ. Verberiores vero, vel Vulneratores, penæ Adhuc majoris potestate colliguntur; Præmissorum aliorumque multo sub Dieta Occisores, aut necidi procurantes, prævis tali Celsitudo, penæ Mortis cum exasperatione, condemnantur.

De Residentia Regis Majestatis intra Regnum Hungariæ.

ARTICULUS VIII.

Quod Sacratissima Celsitudo & Regis Majestatis, de illius Statum & Ordinem Regni Patriæque, & fignatorem erga Augustissimum Ejusdem Personam, sapientia in Regno videndum affectum, etque famulandi ipsam desiderium & velum elementum agnoscat, & ad graviores Europæ Cere commodè administrandi, sentis etiam Articuli 4. Anni 1715. in medio Eorundem, & intra Regnem residere velle, intus quoque futurum Regni Hungariæ Regem, Eandem Status & Ordines, ad finem prævix, & aliarum Legum, securas superius reddere dignas sit, Status & Ordines, eidem Sacratissime Celsitudo & Regis Majestatis gratias quæ maximas reponant.

Causas Nitem infidelitatis adhuc inferentes.

ARTICULUS IX.

Pro securiori quicquid publicæ Conservatione, & bonorum, ac quietorum Regniculorum tutamine, ad benignam Sue Majestatis Sacratissime Resolutionem, Status & Ordines convolvatur; Ut, Legibus, de Crimine læsæ Majestatis hæcque in specie Articuli 7. Anni 1715. & modernæ Dietæ Articuli 9. conditis, in suo vigore permanentibus, evidenter semet exigentes & opportunitate contra Statum publicum Sacre Coronæ, Regis Majestatis, & Regis, juxta Titulum 10. Partis Prime Operis Decreti Tripartiti; Præterea Judices, Locos credibiles, & Fidei dignos, authenticis Stigillis et Officio fungentes, & saltem falsis Litteras conficientes, ad sententiam Tituli 16. Partis secundæ; Censuræ item falsarum Monetarum, vel ejusmodi Monetis scilicet ac publicis, in quantitate circiter quinquaginta Florenorum utentes. Prout & Inductores & Conductores quoruncumque Hominum, ad spoliandum & dividendum internum Regni Statum. Deinde Publici Hæretici, damnatae scilicet Hæretici adhaerentes. Nec non multitudine Amittentes & Tradentes Castellorum Anteriorum Regni, & Partium eidem antecuram. Administratores Armorum, & tempore Belli, etiam Victualium Turcæ, & aliis, Infidelibus, Regni scilicet hæcque Amittentes & Hostibus. Turbatores item, Detentores, ac Spoliatores illorum, qui sedes eorum damnata resonant, ex Turcæ, ad illud Regnum, & Partes eidem antecuram confusum morantur. Prout & Traditores, & alii, in diminutionem Regiorum Pteritum, in attrahendo aut & argenteo confuso, cum Forcibus Societatem inentes, ejusmodique armis & argenteo & Regno etiam effentes, aliter quoque Noti Infidelitatis, amittentes aliorum Capitales, & Bonorum mobilium ac immobilium, ad Portionem ejusdem cedentiam, feruntur; Porritum tamen Profum & Partium inconvocationem, & cum Delinquentibus Individuum;

ANNO rem; Materis item, & Materno-Avitici Eorundem
1723. Bonis; prout & Juribus Uxoribus; Ac, Jureque alie-
no, ad conformitatem Articuli 9. Anni 1715. ac la-
damurum et previs Calibus emergentibus, cum
expensis fendis refectioe, semper in salvo permanen-
tibus.

• *Casus antebâ Nati Infidelitatis, in personam Actus
majoris potentie commutatis specificantur.*

ARTICULUS X.

Ad conservandam Patrie Nobilitati Prærogativam,
& privatorum Regniculorum Securitatem, repelmen-
damque usurumque Potestatum agendi licentiam,
Sacri Cæsaris Regique Majestati assensu, utriusque
conclutum est: Ut prout Actus majoris potentie, jux-
ta Articulum 15. Martiæ Regis Decreti & aliasque
gassim Leges, statuta, contra Nobilium Domorum
Invasores, aut Possessionum Eorundem Occupatores;
Nobilium sine jussa & legali Causa Archiatres vel De-
tentores, proutque Valueratores, Verberatores, vel
etiam Interceptors, impulerim quoque observanda,
etiam contra Judicium Regni Ordinarium, emanante-
que Vice Gerentium, Magistrorumque Protonotario-
rum, & aliorum, seu Septem-Virali, aut Regis ju-
diciale, seu Districtuum Tabularum, aut Comitum
Judicium, Capitularium item, & Convencu-
larium, Regi seu Palatiali, vel Banali Hominum, aut
Baronum Regni, & Supremorum Comitum; Regis
item Camere Consiliariorum, Supremi & Vice-Direc-
toris, in Officiorum functione actualiter & legitime
procedentium Detentores, Archiatres, Verberatores,
aut Valueratores, Literarumque Salvæ Conductû Vi-
olatores, & Reprehensionem fecerint facientes, prom-
oveant, Non solum & qui Consequentes in Dicta, etiam
eandem, propter ejusmodi Querelas, aut ad Dictam,
Judicium, vel Congregationem, & Sedes Judicialis Co-
munitatem, prout & Inquisitiones, de repetendis ac
sustentandis fugitivis Colonis & Servicioribus, aut Militi-
bus Excessibus persequantur, & ad Inveniens cum eadem
Compositi veniant, Inque Composu, & peragendis
premissis Inquisitionibus commotatus & redolentes
verberaverint, aut vulneraverint, verberatique aut vul-
neral commiserint; Prout & Vulneratores Feurum &
Conflagrationum, Molestiores item memores, &
Eruores oculorum, eorundem Actus majoris potentie
pauam incurant; Religiose nihilominus, & Eccle-
siasticæ Personæ, nec non Mulieres, in premissis Calibus,
pauam emende Capitis subiacent.

*Ad hoc nonnulli Casus, prius antea, mortis pœnâ
puniti fuerant.*

ARTICULUS XI.

Ut autem pro ratione Delictorum & Pignorum, ac
Pœnarum, modos observet, et benignis San-
ctissimæ Sacrosanctæ refectioe, & Sixtum ac Ordi-
narium assensu, Statuit: Ut Pœnitentiæ, Murticidæ,
Murticidæ, Uxoricide, ac Infanticidæ, Occisoresque Fra-
trum & Conflagrationum; Præterea in primo & se-
cundo gradu Incestuosi; & etiam Noverarum, vel
Privignarum Violatores & Sequestratores; Denique Judi-
cium Ordinarium Regni, Eorundemque Vices Ge-
rentium, Magistrorumque Prothonotariarum, & alio-
rum, seu Septem-Virali, aut Regis judiciale, seu
Districtuum Tabularum aut Comitum Judicium;
Capitularium item, & Convencularium, Regi, seu Pa-
latiali, vel Banali Hominum, aut Baronum Regni,
& Supremorum Comitum; Regis item Camere Con-
siliariorum, Supremi, & Vice-Directoris, in Officium
Functione actualiter & legitime procedentium;
Prætorum item, Magnarum, & Nobilium, Eorundem-
que Noverarum, ac Familiarium, vel Serviciorum,
ad Eorundem pertinetium, vel cum Eisdem in Dicta
Præsentium, ut ad Eorundem, vel Judicia Tabularum,
Congregationes, & Sedes Judicialis Comitum;
prout & Inquisitiones de repetendis & sustinendis fugi-
tivis Colonis & Servicioribus, aut Militibus Excessibus
persequantur, & ad Inveniens cum eadem Composu
veniant, & Redolentem, Inque eodem Composu
& peragendis premissis Inquisitionibus commotum,
vel pœnit redolentem; in Dicta conperientem, &
propterea Eorundem extra Dictam Interceptors, Ca-
pituli pœnit, cum exasperatione Supplicii, iuxta gradus
proximitatis Conflagrationum, aut Interfectionum Offi-

ci quallatem, pronuntianda subiacent; Pœnit & ANNO
Parentum Verberatores aut Vulneratores, pro rerum
aut factorum Circumstantiis, juxta prudentem arbitrium
Judicis; Ita & Traditores Matriæ, Calceatorum, &
Castellorum Domitorum propterea; eorumque, vel
quorumcumque Regniculorum Invasores, aut In-
terceptores, mortis pœnâ subiacent; Ita & falsarum
Literarum emissores, falsarumque Significorum Sculp-
tores, & pœnit eadem, Vix alterius insidiantes, aquè
Morte; Vix verò, & simul ad amissionem Bonorum
insidiantes, & per id damalis & expensis Innocentem
aggravantes, ultra amissionem Vix, etiam in refectioe
damnorum & expensarum de Bonis propria Portionis
confidendi Literarum, & Sculporis Significorum adju-
tandam pœnitant; Portionibus Liberorum, Materis
item, & Materno-Avitici Bonis eorundem, legiti-
morum Jure, non absumitur Acce, ac Jure alieno, pro
Eisdem relicta & falsis permanentibus. Præmissis pœnit
illi quoque subiacent, qui in Eisdem Calibus ejusmodi
falsis Literis, scienter, & evidenter in Judicio uten-
tur; Incendarii autem publici, vix cremantur;
Pariter & privati, et per accepta multa voluntaria
ignem tedis, aut etiam tedis, vel Septem Judicium
ter, eademque comburentes, & ita alios damificantes
pro rerum Circumstantiis gravibusque pœnit, in levio-
ribus verò minori, autem amissionem Vix pœnitenti
venient; Militares nihilominus emissoresque Bonis &
functionis, in Regno & Partibus eidem assensu Illos
possident, in Calibus & Criminalibus & Militaribus,
Judicio Militari; In nos Militibus verò, sentit etiam
Articuli 7. Anni 1655. confirmari Jure Processu, per
Eorundem veniente pœnitatur & pœnitatur, oculi nihilo-
minus Probus, & videri, vix injuriarum, ex Portione
Delinquentis, Homagium pœnitatur.

*Diversi Casus, antebâ Nati infidelitatis inferen-
tes, pro ratione Delictorum, utriusque pœnâ pu-
nitur declarantur.*

ARTICULUS XII.

Confessores falsarum Literarum, vel fideem scienter
& evidenter in Judicio utentes, & non in via, sed tan-
tummodo in Bonis quopiam damificantes incendantes,
ultra refectioem damnorum & expensarum, in pœnit
etiam infamia; Pœnitentiam autem, vel Militum Li-
terarum, in levioribus Calibus confitebatur, vel talibus
scienter utentes, licet nec Honoris ejusmodi obsequio,
nec aliam damum causarent; Nihilominus, ut & ta-
lum quoque confessione abstinere, nisi juxta pru-
dentem Judicium, promissa pœnit per iudicium Regium
judicantur, vel Comitum, Refectia verò Civilium
confitebatur, per eorundem Magistrum pœnit
subiacent; Incellam verò in tertio & quarto gradu in-
ter committentes, priores quidem trum, posteriores
verò duarum annorum Carceres subibunt. Nolentes
pœnit licet ad Bellum vel Militem non mitentur, Regno
insurgente; Pariter & Capitanei ad falsos Romanos
Genes servatos, pœnit pro ratione Circumstantiarum
aggravantium, vel allevantium arbitrio; Liberos
autem Hæreses Interentes, quod Personæ, aquè
pro ratione Circumstantiarum, pœnit delicti pœnitenti-
tati; quod verò causata per eorundem damna, in coram-
dem cum expensis fendis refectioe, si qui demum præ-
ter falsoscriptos Casus, adhuc illi notori dicendi edent,
tales pro ratione facti, ad pœnit delicti conformem,
pro redolitis declarantur.

*De Trifurmatum Excessibus, & nonnullis Tri-
furmis tollendis.*

ARTICULUS XIII.

Quod cum Antiocho 91. Anni 1715. comprehensa
Trifurmis, non in aggravium Regniculorum & Quo-
storum, nec exigendum novam, seu duplicem Trifur-
mis, vel pro exhibitione Schedarum quatenusque
Tatam, veluti eodem etiam Articulo cavetur subia-
tam, verum ad impediendum duntaxat fraudes ordinis
haberentur, in Regni utilitatem & Patris affectus sui
consultationem, eadem Sua Majestas Sacratissima be-
nigne assensu: Ut subditi Novissimæ, & Scherem-
vici Trifurmis, Budeculis pro ratione moderni tem-
poris, tiam ob institutum cum Porta Otomanica
Commercium, tiam verò in majus ipsorumque etiam
quorundem commodum, in suo esse permittent. Ex-
cessus denique omnes Trifurmatum, & i Periculis
et

ANNO
1713.

ex vicinis Pagis & Locis, ad Civitatem & Oppidorum publicas & academias Nundinas petiti folios, & arboribus & lignis venditis, aliisque quibusvis Victimis, & rebus venditis, ac etiam Vice eadem quoscunque & cujusunque demum speciei Taxis, aliisque omnia generis hostes, utam in finitima comitatu tolli, tollantur: Excedentes vero iuxta Articulum 17. Anni 1609. in Revis Officii coram Camera, in alio autem non Cameralibus, iuxta Articulum 44. Anni 1681. Mercetibus erant; Judicium autem Cameralis, quod Mercetibus atomodum prohibitas & Contrabandas, Articulo 17. Anni 1716. admittit, ad Quatuordecim debita, aliisque eorundem preteritiones sustinentes extendantur: Contrabande vero, ante cognitionem Causa, ne distrabantur, statuerent. In applicatione autem ad Teleriorum Officia, ratio Legum habenda, Sua Majestas Sacramentis et eleuauer ordinatur; Domini vero Teleriorum, locum epi conveniendum iustum peritum, foreque hypothecon, usque dum Teleriorum ulio non transferat, sine Dominorum Teleriorum prejudicio possidemus, nec interea temporis in Causis elevandis, translatioque alio Teleriorum erga reuerentiam convenit proli, Domino Teleriorum restituendum dare obsequit.

Teleriorum, & Teleriorum, ne indistincti, & alii pro necessitate propria, Regulae non solvant.

ARTICULUS XIV.

Sacramentis Causis & Regia Majestas elementer resoluat: Ne Repetente & quibusvis Rebus, in Vicinis Sive Majestas Sacramentis Hereditas Provincias indistincti, vel admodum pro necessitate propria, & domesticorum fuerum elatit, indecensque vel educendis, Teleriorum solvant. Pro moderandis demum Vicinarum Provinciarum Teleriorum Excessibus benigne diti Resolutions, Sine & Ordine Regni, Praeterea eadem mutata, gratis quam maxime reponant.

De Sine, & non necessariis, etiam Finitimis Teleriorum tollendis, Jusque amovendis.

ARTICULUS XV.

Annoque benigne Sua Majestas Sacramentis; Ut statim Budens Teleriorum, tanquam in Regia Residencia ab antiquo eundem Commercio, Alibegale, & Canonicis Teleriorum, in Consistorium Causis Regis Sive Clementis, & Consistorium Incitum Subveniens, immediate tollantur; Et prius illa, via quoque omnia sic in Regia, seu quoscunque Dominorum Teleriorum Doli collatitia, sicca aequa, ac non necessaria, & Flaviata eum, ubi per Pontes non transire, Teleriorum, una cum Fluvibus, non obstante etiam quibusvis usi, vel Privilegiis, aliisque contra positum Publice Leges subsistere non valente, multo magis nec Privilegiis, nec antiquo usi firmata, per Vice-Comites Constitutum, penes legalem Examinationem, finit Diti, ac sub prelo Articuli 17. Anni 1715. immediate tollantur: Contra refractarios vero, & lapsuam Teleriorum Subventionem, & Judicium unanimum non admittentes, in Confirmatice Articuli 12. Anni 1706. Fluce-Regio, etiam Judicibus Comitatibus, sub prelo ibidem expressa agere liberum sit: Articuli preterea 17. Marchie Regis Decreti a. 13. Anni 1705. 34. Anni 1616. & 91. Anni 1647. observentur, & quoscunque ad tenorem praedicti Articuli 91. Judi, & quoscunque Teleriorum non amoventur, eo usque necesse in tali Loco Teleriorum solvere teneant: Ab ubi vero, qui & Solutione Teleriorum, Leges etiam Articuli 15. Anni 1715. immunes sunt, nulla proli Taxis ulio exigatur: A praedictis vero pecuniis, in Communiis patitur, duo denarii & singulo pecore dieum, etiam tempore Nundinarum persolvantur; & cujusmodi pecuniis, etiam ad Loco Nundinarum depelli solitis, & vel propter glaciem, aut siccitatem, per Pontes aut aggere non transibunt, pro nec ad Molam, vel aliud progrediantur, vel Pedibus lenerentur, ubi Teleriorum, sub pena violentia desinunt; Nobiles autem, qui quoscunque exerceant, seu non, & ignobiles, & Teleriorum Solutione immunes, ad sociendam & Teleriorum pro pecunia potum in Teleriorum, sub preliata pena non adiguntur; Gramus, & ubi Fluvii, extra Articulum 58. Anni 1609. non impositur, sed potius liberi decimas & quales admi-

tatur; Ac denique ne Naves vel Rates, sub quoscunque Taxis, aliisque materialia, vel res venales, in Portibus tempore Nundinarum, aut extra illas, per Dominos Teleriorum, vel Locorum Qualiores, aut Arcudaturos, aliisque quoscunque, obsequi heri quoscunque possit, aut ultra quoscunque praestantur, aut occupentur; Pro iusto nihilominus penio Dominorum Teleriorum, praestipione pro indem finit, permanent; omnes denique quoscunque generis & speciei, & quoscunque, sic per Dominos Teleriorum, seu ipsos Teleriorum, aut quoscunque alios indistincti, & contra tenorem positum Regni Legem parati soliti Excessus, per Communitas indistincti existentes & sustinentur; Excedentes autem in praestipione, penis violentis, rigore Legum Teleriorum, contra eandem statuti, puniuntur; Contrabanda pariter per Teleriorum indistincti, sine cognitionem Causa per Dominos Teleriorum, iniquam primam infamiam indistinctam, sub preliata pena, & damnum ac expensam refutose non distrabantur; Gravatis nihilominus ad Communitatem recedere integrum sit; Sed nec Ruffici, circa Confina Pontes edificantes & reparantes, contra Articulum 47. Anni 1609. ad Teleriorum Solutionem compelluntur. De reliquo Teleriorum Praefectores, sub pena clausura Legum, Pontes, Vias, & Aggrea repare & conservare teneantur.

De Camera Regia Hungarica Authoritate, & suffragandis Arcudatorum Excessibus.

ARTICULUS XVI.

Regia Camera Hungarica infirmitatem, ad notam Articuli 35. Anni 1609. & 18. Anni 1715. Sua Majestas Sacramentis ordinat, quae attinet etiam cum Camera Austriaca fuisse habet Correspondentiam; Bonorum & Proventuum Regionum Exactionibus quomodocumque ab arbitrio Regis Majestatis dependens; in Nationalium hoc in passu specialia ratio habebit; Ad praecedens nihilominus quovis Arcudatorum Excessus, Legibus & Constitutionibus Regni subditi debeant.

De Mutis cum Vicinis Regis & Provincialis restituendis, & recipi efficiendis.

ARTICULUS XVII.

Sacramentis Causis & Regia Majestas, ad humillimam Statum & Ordinem infamiam elementum admittit, ut circa metaram inter vicinam Provinciarum, & Regni Hungaria, Partemque eadem metaram, in huiusmodi, huiusmodi parit, & nonnulli rellari Committentes, rellantur, & huiusmodi vero approbationes pendentes, quoscunque ratificandas, approbas autem & ratificatas, finit personi Diti, immodice Executioni mancipandas, eundem vado celebratas, aequi finit Diti, sensu Articuli 30. Anni 1715. & ubi citaram peragendas, & concludendas, praestipione earundem rellatione & Ratificatione, aequi Executioni mancipandas, denique resoluat; Quapropter in praestipione finit Committenti denotantur: Causa Hungarica: Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Nuntiatus Comes Ludovicus Adamus Erady; Comes Thomas de Nidaf Sacra Regni Hungariae Coronae Cuius; ac praeterea Patrimonialis Protocollarius, & Sive Masellum Sacramentis Confiliarius Nagler Franchicus Salsus; Joannes Sigay Tabala Regis Judicarius Aliflor; & pro tempore constanti Potentissimus, Sopotensissimus, & Mostolissimus Constitutum Vice-Comites. Causa Moravia: Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Stephanus Kottitz; Iohannes Corin Regis, & Sive Masellum Sacramentis Regis intemus Confiliarius; ac loco Andreas Kottitz Episcopi Tragavensis Sedis confecti, Ludovicus Sierady, Elephas Episcopus Dalenensis; Item Comes Gasparus Eberhazy, & Michael Révay Tabala Regis Judicarius Buro, ambo Masellum Sive Sacramentis Confiliarii, & loco emeriti Andras Hanyadi, Item Magister Franciscus Salsus, Adalbertus Salsdor, Tabala Regis Judicarius Aliflor; Gabriel Bolivar, & Paulus Pritelsky; ac Vice-Comites Comitatus Nuntiatus & Treuchinnensis. Causa Silesia: Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Nicolaus Illfchay Perpetuus & Treuchin, ejusdemque & Lypovientis Comitatus Supremus ac Perpetuus Comes, Masellum Sive Sacramentis intemus actualis Confiliarius, & per Regnum Hungariae Aula Cancellarius; loca-

ANNO
1713.

ANNO
1713.

Innocentio demortali Ladislaw Pyber Episcopi Almidensis, Joannes Quotientini, Electus Episcopus Noviciensis, & Tabula Majestatis Sui Sacratissima Praetoris, Magister item Praetoris Stry, Personalis Praefectus, Regia in Judiciis Locumtenens & Consiliarius Prothonotarius, ac Georgius Palatinus, Tabula Regie Judicariae Affessor, & Cuiusdorchus, Ugonorius, & Gasparus Hrabowski; nec non Tiratibellus & Arcensis Comitum Vice-Comites. *Circa Stryam:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Alexander Erdödy, Comitis Castellere Supremus Comes, & Majestatis Sui Sacratissima Inimicus Consiliarius; & Stephanus Nagy Vice-Palatinus, & aliter Stephanus Zeke, Tabula Regia Judicariae Jureus Affessor; nec non Castellere, Savandensis, & Singularis Comitum Vice-Comites. *Circa Stryam ex parte Croatiae & Croatiae:* Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Zagrebensis Comes Emeritus Eberhardi, Sacratissima Caesarea Regiaeque Majestatis Sui Inimicus actuali Consiliarius; Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Petrus Balics Episcopus Bomenis, Sacratissima Caesarea Regiaeque Sui Majestatis Consiliarius; Comes Joannes Cskulany, Adamus Daniel Rauch Vice-Banus; Magister item Joannes Benay, Regnum Dalmatiae, Croatiae & Slavoniae Prothonotarius; Petrus Jureus Galadery Varadensis, & Adamus Oresky Zagrabiensis, & Potestatis Comitum Vice-Comites. *Circa Poloniam:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Agriensis Comes Gabriel Erdödy; & Comes Michael Peibei, Comitis Zempliniensis Supremus Comes, ac Joannes Semirivini, Tabula Regie Judicariae Baro, omnes Sui Majestatis Sacratissima Consiliarii; Meritus item Szelecsky Vice-Judet Croatiae, & equi Sui Majestatis Sacratissima Consiliarii; Magister Gabriel Kapi, Judex Curiae Regie Prothonotarius; & Emeritus Mityasofsky, Tabula Regie Judicariae Affessor; nec non Zempliniensis, Strohenis, Ungensis, Sepusimins, Bereghiensis, & Ughocensis Comitum Vice-Comites. *Circa Transylvaniae:* Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Csanadensis Comes Ladislaus de Nidau; Illustrissimus Dominus Comes Petrus Zichy, Dapiferum Regium Magister; & Comes Alexander Kerepi, Comitis Szechenyensis Supremus Comes, omnes Sui Majestatis Sacratissima Consiliarii; Praetor Martinus Szelecsky, & Gabriel Kapi, ac Sigismundus Flangay, Tabula Regie Judicariae Affessor; nec non Sathmariensis, Bihariensis, Musauensis, Mediocris Sathmar, Kraftensis, & Zaranensis Comitum Vice-Comites, ubique pro Interfere Sui Majestatis Sacratissima, & Sacra Corcora, in praemissis, und ex Consiliariis Commisariis, & Consiliariis Regium Vice-Comites, aut quidem subalternis, praefectis: Qui quidem Commisarii hancce sui delegatum Requisitionem Metarum Praefectum, cum aliis ex parte Vicinarum Provinciarum, per Sui Majestatem Sacratissimam benigne denominandis Commisariis, praefecto superius Terminis, eligendisque necessariis Mandatis, modaliter, in praemissis Articulis, & aliis ibidem circa Legibus specificatis, operam suam tandem effectui mancipare, & illa etiam, qui sui dacti Articuli 12. Ann. 1688. seu alibi, & expositi, per illi Remissionem, & illi dactas Sententiae Executione dependentem, per desiderata Statuum Consolatione, abique ultioris mora, eisdem occasione Controversiarum quoque inter Dominum Holler, & Moravos Godigenes, ratione quo ceteris Jagrum Terra, & Dominio Holler avatorum; Non secus & circa solus, inter Hungariam & Stryam, iusta defunctum Flavii Mara, per eundem vehementer avallus, vigentes, revivere & determinare, ac per benigna Sui Majestatis Sacratissimae Requisitionis, effectui mancipanda referre possint, ac debeat: Interim vero, omnia in Baro quo ab utrinque minuant; Supraferentis oblationibus Commisarios Sui Majestatis Sacratissima ad numerum, qui necessarii videbuntur, retrahendis facultatem sui benigne reservare.

De Praedictis impediendis.

ARTICULUS XVIII.

Possim in Regno Praedia comparere etiam talia, in quibus adhuc Structura & Incolarum Habitatio compungit; Quorum Incolae Portarum Consumationem impelli, iusta eadem, oblongas Contributiones in Contributibus supportant, verum & refire

TOM. VIII. PART. II.

volentes, per Dominos Terriles non admittentur; Rescriptis Sacratissima Caesare & Regi Majestatis clementer annuente, illarum cum: Ut saltem Oppidorum, & Possessionum ruralium, antea Portae ingressum facilius, quomodocumque differri, ad propria Habitatorum suorum Loca redire, & Incolam suam recipere volentes, per Dominos Locorum Terriles (nulli eadem Loca interiri per alios populum jam fuisse, vel legalis Praescriptio intercederet) sed prout, contra Corcora protagos recipientes, & non retineantur statuta, per Magistratum Consistentem, de Bonis finium Dominorum, recte volentes ejusmodi Subditos non recipientem, intermissis deinde, admittentur; Novae Possessiones per defoliationem Subditis dimissa, ad pendendum amicus Datus, ab integris Possessionibus praestari eorum locis adigunt, ut Subditi & Incolae, ultra nec confectum Urbiorum, & Dominis sui Terrilibus, quibusvis indolis extra-Urbioribus, minaque debent Oneribus, cum dispendio Boni publici occurrere, in consensum Articul. tot. Ann. 1715. Magistratum Consistentem iungere, & Subditi ab Oppressionibus Dominum Terrilium immunes conservare, ac contra eisdem Dominos Terriles, Auctoritate Magistratus animadvertere debeat, & teneatur.

Ut ratione Bonorum in Articulo 10. Ann. 1715. specificatorum, & pro mandis garantiarum existentium, Illustrissimis Regibus, coram Tabula Regia, Testibus admittantur, & signa ad ejusdem Latis non adhibeantur.

ARTICULUS XIX.

Lexi quidem respectu Bonorum, & praefata Tareca vindictarum, Praetendentes & Jura sua comprobare volentes Regibus, per Articulum 10. Ann. 1715. praefatum fuisse; Intuitu tamen demitit hoc in Praefato repetitis Statuum & Ordinum Regum, Praefatae eidem antecuram Illustrissimis, Sui Majestatis Sacratissima benigne annuit; Ut Praetendentes ratione tallum Bonorum, in Tabula Sui Majestatis Sacratissima Regia Judicaria, praefatis duobus Consiliariis Camera Hungarica, prout namque Juramento, & dante pro Casus perperit Commisssio Neo-acquisitum submissis, adtingendis, & sine ulla praefata alia Causa, nunc, vel in futurum in eadem Tabula Judicandi consequentia, adeoque praefato pro discussione tallum Casuum vocandi & adhibendi, Jura sua praefati & comprobare possint. Quia Tabula Regia Judicaria, cum omni Auctoritate & plena facultate, modaliter quidem Articuli, et integro continetur, finaliter decidere, & ream etiam Executioni mancipare possit ac debeat; Salvo ultionibus Gravatis in hujusmodi Casus, ad Sui Sacratissimam Majestatem recurri; Discussioni Casuum Regalium, tempore Examinis & Discussionis ejusmodi Casuum, modis interims observatis, exte debent: Non secus, ut compromissi Juris suis, ipsi intulerit, ad exigentiam reporti Articuli 10. in partem sumptuum, quos Sacra Regia Majestas in praefato ditissimo Praefato Jureo perit, proportionatum Quotum conferret, & in solam Loca Neo-acquisitum hic intelligatur, quo usque ad Annum 1715. recuperata fuerint; Salvo praefato Fisco Regali Adione, contra, in Comitibus eodem Articuli denotatis Bonis possidentibus, permanente: Quod Regium autem Croatiae, usque ad ultimum Sui Majestatis Sacratissima Dispositionem, beneficium praefati Articuli 10. maneat.

De Reacquisitione & Reincorporatione, ad Sacram Regem Hungariae Corcoram specificantur.

ARTICULUS XX.

Siquidem Sacratissima Caesarea & Regia Majestas, tam de eorum, quo ab olim ad Regium Hungariae spectabant, quam etiam in medietate Regni existentium, Militarum & Camerariorum Locorum, iura Articuli 29. Ann. 1715. benigne reincorporatione, statim adhuc praefati Diei cum iuratum de eisdem modum clementissimè resolvisset; Ut Status & Ordines, Regiam Benignitatem & Clementiam, in hoc quoque Praefato expressi valeant; Casus siquidem benignae Revolutionis, propter temporis necessitatem, & necessarium Dispositionum non effectuationem, participes reddi nequit.

ANNO
1713.

ANNO
1723.

acquiescissent; Ideo Eidem Majestati Sacratissime humiliter supplicavit; Ut precebus Amicebus quatuordecim effectuerent, & premissa Camera, ac Militaria Loca, infra aliorum Consuetudinem Locorum, pariter Contributioni & Contributum Jurisdictioni, cum proportionato Onere indistincte subigerentur.

De Militia Exercitus, & Regalibus suffraganeis.

ARTICULUS XXI.

Ut quod Militia Exercitus, Articulus 43. Anni 1719. erat obiteretur, & Generalium aut quatuordecim Commendatum, seu in Esactionibus Tributorum, seu sic dictorum Regalium, quomodocunque, aut quodcunque introductus, hinc quoque pado sunt Status & Ordines, Regibus benignitate consultos esse sentiant, non sustinendam ordinem beneficium Sua Majestati Sacratissime clementer testetur: Quod Regalia quidem, & quavis Tribus, prout Jus, & equum, in Praefatis quibusvis, per Generales, aut Commendantes eorumdem introducta, simpliciter, & quatuordecim hinc preterit, tollantur, & collatur: Illa vero, quae sua et usu antiquo, & consuetudine Consuetudine, live et Concessione quapiam, per Generales, & Commendantes, in potest Solari debet preterantur, prout superius et sustinendum Examine, & comperta rei Veritate, et alia mediis, per Suam Majestatem Sacratissimam clementer ordinanda, abque ulterius Regniculorum aggravo compescantur. Quia autem hinc praefati Dieti extensi ordinis in praesentem Dominorum Committariorum Regiorum, cum Consensu Status, & Comitibus Bellis, ac Camera Aviles inchoata Commissio, facit fortiter acquiescent, Ideo Status & Ordines, benignis Regie Reclusioni infirmitas, pro eisdem, fuit illis Diem fides continuatio, & benigna Resolutionis Regie effectuatione supplicavit.

Ut Articulus 72. Anni 1719. de Anfractu, Styria, & alii vicinarum Provinciarum Incolis in Hungaria Fundis possidentibus, effectetur.

ARTICULUS XXII.

Ut finis, & Annis praeteritis Sua Majestati Sacratissime, et parte Regali humiliter relata, in praefato Articulo ordinata Commissionis quatuordecim effectuentur, & item Articulus Executioni demandetur, Status & Ordines Eidem Sua Majestati Sacratissime humiliter supplicavit.

De Generalatum ad Confessio Translatione, & non necessarium Praefatarum evacuatione.

ARTICULUS XXIII.

Sob praefatis praeteritis Dieti Status & Ordines Regni, Majestati Sua Sacratissime humiliter supplicavit: Ut recuperatis jam alterionibus Partibus, Holaeque naturalis, ad remedia propallata, Callioventis, Cis & Trans-Danubialis, Jaurientis, Comaromensis, Varamdiensis, & alii Generalatus, ad fines Hungariae, & Factum eidem annexum penantur, & conserventur: Ad eo autem tempore longi ultra, Status & Ordines Sua Majestati Sacratissime, non solum pro effectuatione Articuli 43. Anni 1719. sed etiam non necessarium Praefatarum, jura benigna superius elargium Resolutionem Evacuacione, humiliter supplicavit.

Pro Revisionibus Appellationum per Dominum Comitum Palatinum, quod simul etiam Locumtenentem Regium, Judices deconvincuntur.

ARTICULUS XXIV.

Benigne admittit Sua Majestati Sacratissime, ut in conformitate Articuli 24. Anni 1719. prout Septem Viris, ad praefatum Judicium Regium Septem-Virale, seu Praefato Regni Palatini, & simul Locumtenentis Regni, alii ad hoc odio, duo quidem et Praefati, & duo et Magnatus, & demum quatuor ex Status Nobili, et omnibus Regni Praefatis, pari cum praefatis Septem Viris, & Praefatis constituantur, ac ad Administrationem Justitiae, aequali omnes Juramentum

adstringantur; Substitutione in locum legitime absentem, aut aliter impeditum, usque dum per Regem Majestatem, vel illius substituti pro actualibus constituantur, vel alii in locum eorumdem demerentur, Comitibus Palatinis saltem permittantur; Huiusmodi autem Judices, intra triidali spatio, sub pota Horemecum 100. Judiciorum celebrationi assente teneantur, nisi gravi infirmitas, vel legale quodpiam impedimentum eisdem excuset. Praefato demum modo competentes, ita horis, pro Constantiam commoditate considerare, & ad minus undecim cum Praefato, ad festum Judicium Comitibus praesentes esse debent; Absens demum quacunque legitime de Causa Regni Palatini, vel Curiae Regiae, de qua etiam beneficium observato, praefat.

De Tabula Regia Judiciarum, Eisdemque Statibus.

ARTICULUS XXV.

Et quatenus Tabula Regia Judiciarum, sensu Articuli 50. Uladiali Regis Decreti 1. & Articuli 38. Anni 1719. ac alterum passim sanctarum Legum, superioribus quoque Saculis, pro continuo celebrata fuisse; Magni nobilissimi Consiliorum, & Justitiam silentium darent, ad certa tempora redacta, ac vel rursus temporum injuria, Justitiam interrupta exstiterit compescantur; Pro Justitia inque, per quam Regis fides, consilio administranda, Sua Sacratissima Majestas Tabulam Regiam Judiciarum, cum plenaria secundum praefatum Patria Legum judicium facultate confirmat, ac suo in vigore, & integritate conservandam, ac in nulli Fecit & Justitiam dempta, ut pro continuo confidat, Constantibusque, non obstante aliquarum legitimis absentia (vel tamen, et ad minus Novem Judices Tabulares cum Praefato adit) Jus & Justitiam administret, Justitiae sensu Articuli 5. Uladiali Decreti 4. pro necessarii functionibus adhibendos, Tabula hac Regia saluam habeat, statumque est.

De Causis ad Tabulam Regiam Judiciarum spectare debentibus, Jurisdictione Remedia, & Terminis Evacuacionis.

ARTICULUS XXVI.

Licet quidem Causis Arbitrariis, & Fori Extraordinariis, Comitibus Palatinis; Defectum item Semialis, Judici Curiae Regiae Judicio subijciantur; Ad celeberrimos oblationes, & exaltis administrandam Justitiam, benignè anath Sua Majestati Sacratissime; Ut quavis Causa, tam videlicet praetermissa, quam & alia Tabulares, quocunque Regnicolas, ac Piam etiam Regium adire, & passim agerent, in Tabulam Judiciarum Regiae (salva Perri succumbenti, ad Tabulam Septem-Viralem Appellatione) judicentur, & terminentur; Ita tamen, ut in Causam antea remota habundantibus, quatuor ad minus Quinquedecim Terminis, & is quidem pro certa, & determinata die, ne Constantibus, ob incertitudinem diei, quod Causa eorumdem levaretur, citius cum gravi Expectatione forum profusione expectare debeant, praestantur. Praestantur etiam, & expectantur Causarum, sicut habentur, ita impellerent quoque consigna ratio habeatur, eademque nec alias assumantur, & decidantur; Iuri remedia obaque darent, & observentur, quocunque de iudicio, & Penam temere (illegitimum, in Evacuacione Legum alio non statuantur.

De Tabula Basilii.

ARTICULUS XXVII.

In Regnis prout Croatia, & Sclavonia singulis Annis, exceptis Festis, & Jurisdictionem temporibus, itaque suo loco, & tempore, per Dominum Comitum Regium, & universos Regnorum Status determinanda, Tabula Basilii sub Praefato Comitibus hant, nec eo absente, & legitime perpetuo, Locumtenenti, seu eisdem Comitibus Basilii Vices-Generis (ad quam omnium Comitum Regnorum Dalmaecia, Croatia, & Sclavonia Causa, per Viam Appellationis deducenda) celebratur, interire, & non fecit, nova erunt & ceterisque legitime observantur, per Viam Appellationis, & Transiitionis in Tabulam Regiam, ac demum etiam alio die in omnium, et antiqua Consuetudine,

ANNO
1723.

ANNO

1723.

totius, in Septem-Virum, Canforum Appellat,

exaudiente Revisione legitime debentur.

Tempore Revisionis, appellatarum Canforum procedit Judicium, & alii Interfati, etiam in Sedibus Judiciorum Constituti exisse debent.

ARTICULUS XXVIII.

Pro majori uniformitate ratione, & exactiori appellatarum Revisione statuitur: ut ad conformitatem Articuli 8. Utinistri Regis Decreti 4. & Articuli 53. Anni 1779. in Causis propositis, & Principalem forum in Tabula Regia veritas: Non factis & alii quocumque modo iurati: Praes & Vice-Comites, & Judices Nobilium, ac Iurati Assessores, in Sedibus Judiciorum Constituti esse non possint, & post factam Causarum eorum iudicium venientium Revisionem, sub eadem Discussionem esse impellendum debeat.

De Fidei, universis, & Jurisdictorum Terminis.

ARTICULUS XXIX.

Pro Iudicium, & Causarum Directione, servandis debet ordinis, Sacramentum Causarum, & Regis Majestate ammentur: Ut Fidei Nativitatis Domini, Iulium sumare a Felio Sancti Thomae Apostoli, & dures ad Dominicam primam post Epiphaniam. Deinde autem per ultimos Dies Iulianorum, usque ad Dominicam primam Quadragesimae; Postea vero ad Dominicam Passionis (ut videlicet Primam, pro exequendis, iudicium hebdomadae Sanctae Incumbentibus Fidei, ubi & reliqui Judices etiam, Devotionis Causis, stesle possint) ad Dominicam secundam post Pascha; Insuper per Hebdomadam Sancti Pentecostes, usque ad Dominicam Sanctissimam & individuae TRINITATIS: Iudicium, usque ad Mensis, 3. Felio Sancti Ladislai Regis Hungariae, usque ad Festum Sancti Stephani: Vinde-tem autem a Felio Sancti Michaelis, usque ad Festum Sancti Martini Episcopi: De reliquo prout praemis- sum modo iurati observanda, iudicium, ad hoc tri- ginta dies ante Vintem, & sub toto Vintem, iurati Articuli 49. Anni 1779. & Articuli 12. Anni 1797. usque ad reditum Novembris: Non factis & omnes Dominicis, Iurati Sancti Ladislai Capri 38. Libel 1. a Sancta Romana Ecclesia, in Foro Fidei celebrat (ut- hui, Feliorum & Rogationum etiam dies; nec non tempore Insurrectionis Generalis, pro universis Iudicium, usque ad Regni Constitutionem exigent, im- pellerent quocumque tenore, & in omnibus Sedibus Regni Iudicium observanda veniant, quae Iudicium, seu Articuli 70. Anni 1748. (prout solus Causa Matrimonialis) ad Sacras etiam Sedes extendantur.

De Tabularum Distinctionum Ereptione, & Perso- nis ad easdem adhibendis.

ARTICULUS XXX.

Significum pro ceteris, ac exactiori Iustitiae admi- nistratione, & a multis Annis intercessionem Genera- tionum aequae, ac brevium Iudiciorum celebratione, Tabula Sua Majestatis Sacramentum Regia, exceptis Iustitiae temporibus perpetuo celebranda vult. Ademque Protonotarios etiam muneris sui exigentia, fidei Articuli 34. Anni 1749. in integra aemore, & timore Articuli 38. Anni 1799. consilio sine exceptione inter- esse operetur, neque istidem de distans huius Articuli aliter subditi valent; Hinc abrogat antea per eundem in Paribus exercitio Procentis; Ne Causas in Causis Articuli 28. Anni 1791. denotatis, & Forum Protonotariis habentis relinquentur, beneficium admi- nistranda Iustitiae delictorum, secundum benignam Sua Majestatis Sacramentum mentem & intentionem, Sub- stantem Tabula, in quatuor Regni Distinctiones exigenda decernatur: Quorum singula ut cum Praedictis, ex quinque Personis Nationalibus, in Regno bene possi- dentis, ac Iuris Pari etiam Notitiam, aequalitatem Adversum iudicium habentibus, Iudicium Iuramentum adtingentis constituitur. Iudicium Sententia ad Tabu- lam Regiam Iudicium Vili Appellatorem transmitti, absque appellata ad Septem Virum Iuramentum transmitti: Praeterea pro litigantibus Allegationibus, modo habentis observat, eorum Iudicio ad Calamem exci-

TOM. VIII. PART. II.

piendis, perlegendis, consuetudine, & publicis Sententia, & successu revidenda Processus, ad hoc in singulis Tabulis Iuramentum, Iuramentum Novitium Sedis obligatorum, fidei Vno, & quatuor Iurati, ac et his una Expeditor cum ordinario Salario; Alii porro Iurati cum Adjuto, prout Iuramentum Novitium Sedis Iuramento adtingentis, subditi vale- bunt; Ad praevendenda porro quolibet impedimenta, Iustitiae administrationem, ejusdemque ceterorum casum remotam, habentis quoque per diversa Prae- toria Mandata plurimum casus, eadem Tabula Distinctionis, penes solas Adiones, istidem exhibendis, & cum sufficienti, Quis? Quis? eorum cum? Quo Iure sentent? & a quo? Declarationem expressam, & Literis Certificatoria, proque ratione necessitatis Participa- tionis, Stylo consensu per supradictum Novitium, cum Denotatione N. N. Partem Regni Hungariae Cis-Danubianarum Distinctionis Tabulae Iudicium Praefata, & ceteri Adiores, Nominisque sui appositione subscri- bendis, Signisque Regis cum Inscriptione: Signum Distinctionis Tabulae Iudicium Praefatum Trans-Danubianarum; Vel pro Qualitate Distinctionum praefatorum, istidem concedendo munitis, & expendendis, una cum reliquis actibus, & apponit Lecti includendis, ac per supradictos Iuratos, vel pro Semper Compendio, per Iudicium Nobilium, per duos Iuratos Assessores istius Comitis, ubi in Causam stratis relideret, vel Bona quampiam habere, exhibendis, ejusque fideliter super eadem Exhibitis Testimonias, procedant, ultra quos penes singulas Tabulas, una Adiores cum Salario adhibebit, qui Praesides, Medici desit- tuit, gratis assidere obligabit; Iam hic, quoniam etiam alii, consensu Advocatorum Iuramentum adtingen- dos.

De Loco Tabularum Distinctionum, Celebratione- que Iudicium.

ARTICULUS XXXI.

Ut porro Causarum etiam Expensis, & commodi Iustitiae consecrationi consuleret; Pro Comitibus, sine praedicto Ordine eorumdem ad infra designatis, Distinctionis Cui-Danubiani, Polesiani, videlicet, Nativitatis, Trinitatis, Barleus, Neogradensis, Houtensis, Pellenis, Strigoniensis, Zolensis, Theocensis, Lyptovienis, & Avaris, Locis Tabulae, Iudicium Regiae Causae Tyrnaviensis. Pro Trans-Danubianis Comitibus, nempe Sopocensis, Csikfeler, Szalas- bensis, Comitatibus, Simeghensis, Jauris, Albeus, Wierpimentis, Moldocensis, Tolomus, & Bonyensis, Libera Regiae Causae Gutaris. Pro Cui-Tyrnavis Distinctionis Comitibus; Abbazviciensis videlicet, Zom- plienis, Sirofensis, Ungaris, Scapensis, Gomo- ronis, Hercegensis, cum exteriori Stokolok, Bostodienis, & Torontis, Libera, Regiae Causae Egeriensis. Pro Comitibus vero Trans-Danubianis, Szabolcensis, Bereghensis, Ugocensis, Bihariensis, Csanad- iensis, Glogocensis (quorum & Buchensis, ac Bo- droghensis, propter aemorem commoditatem applica- rentur) quorum etiam reliqui Comitatus iudicium incorporati (quampietum reinceperat fuerint) pella- bent, Magna-Paradum, demonescentis, iudicium con- tinuab, exceptis Feneum, Iustitiarumque temporibus celebratis, & praemissi Iudices istidem, omnibus conti- nuosorum Iudiciorum temporibus iustitiae, Causae de Bona, in eorumdem Distinctio exhibendis, & Acquisitioni Adiores subditi, Iudices; Si autem Tabularum Iudiciorum iustitiae, Iudices, in diversis Distinctionibus fuerint, in quo Capri Bona, vel eodem cum erit, prout per eosdem adgerit; Praeterea in Liquidis, valuerit Bona, obligationi sub- missa habentibus, istidem observat, aut erit & de- terminatis Bonis obligati exhibendis, tenor Obligatio- num semet, & Adiores, & Iudices accommodare munitur. Ut vero Tabularum Praefatae agnomae, ut aliter legitime impediment, ac eadem esse con- gress, in ejusdem absentia, Praedicti Officii primus Affessor fungatur; Ita tamen, ut occasione ante, vel alterius legitime absentiae, ad melius tunc interesse, & plurimum Vororum observare debeat; Dum porro quomodo esse congerit, Votare biliaris dividerent, cui Parti Praefat, vel eodem legitime impedit, & ab- sente, Subditi adhibere, pro conclusio habebit, qui Iudices, iura modernam denominationem, Soc- cessu vero iura Affessorum senium consuetudine, & deinceps

H

deinceps

ANNO
1713.

denotatis, vel aliis evocatis subleuendi, post Seniores sequuntur: Ex quo convocati Facium, amplexus in iudicio non adhibentur. Iudices & Auditores, pater & Noricum Diffinitum Tabellam, sua Majestas Sacrosanctissima, & suae, & in futurum denotatis; Expensarum vero, & reliquos subleuendi, Praefectum Consilio, ex pluralitate Vocorum determinabit. Qui pariter modum specificationis Continuas, sine praesidio Sectionum Distinctum, sive hac Die (si fieri poterit) determinandam apponunt; Loca autem pro penultimis Tabulis denotatis, re, & necessitate fuerint, immutandi, & praesentibus Tabulis, ad commoditatem transerendi, sua Majestas Sacrosanctissima facultatem sibi benignè reservat.

De Terminorum Praefinitionibus, Continuum Comparatione, brevitate allegandi, & Sententiarum Executionibus.

ARTICULUS XXXII.

In praefinitionibus porro Terminorum Indices Tabellatus Diffinitum, alicuius Continuum, Articuli 23. Anni 1613. habiti Locum, & quo, & ad quem, non minus etiam antiquitatis, & vetustatis Causae, ex Praesentibusque in Causam amplexus fieri solent Condemnationibus, & Productionibus, praefertim in facto videntur Literarum, Literarumque Instrumentorum, aut peragendarum Inquisitionum refutatione; Non fecit & quod Terminorum Extensionem, Articuli 31. Anni 1681. rationem habere: In Causam autem verò, proest certissima fuerit, ut etiam in conformitate Certificationis comparare, ad personaliter porro comparendum evocari, & in actum taliter non comparantes, pro ut comparantibus declarari: Merito nullomodo Causa exigente, tali Declaratione iudicium erga Deliberationem satisfecit renebant; Quibus praevio modo clari, pro Comparatione, occurrere prima Levam eodem tota Dies, atque iudices, ad eandem excludendam, vel ex Concomitanti tenendum Sententiam, ante hanc causam, pariter & in consensu plenam Causam, etiam hanc pomerianis conditum, Causaeque iuxta Sectionem, & extendendum adnotatum revidendi; Causa nullomodo Pasperum, ante alius levandi, & discutiendi, Allegationemque tempore ejusmodi Causam censuram, etiam extra Consilium, etiam tamen extra Domum Judicariam, per Juratos excludendi venient. Quia autem Causaeque persequi excludendibus Aduorum, Infirmis, aliisque legitimis & evidentiis, inque Titulo 59. Paris 1. expressis rationibus praevio comparare aequum, & propterea in totam Partem comparantis Acquisitione continet, Bonaque taliter Conventorum Executioni mandari affolent; Hinc ulterius sistunt, ut eorum ad modum Conventus, & in loco iudiciorum non vites iura Sententia, ad decimum quatum usque iudicium fieri non excoptant; Quibus tamen tempore adreventibus, & sufficientem, legale non Comparationis rationem adsignantibus, nullis propterea onere gravabatur, sed Praevio finit uti iudicium Certificatione continuari, nullis absentia legali ratione assignata, illis omni cum Expensa mora, Partis Triumphum revidenda, per Auditores, alternativè ad iudicium Sacrosanctarum Executionem (utque ad niterium Sacrosanctarum Sacrosanctissima Dispositionem) adhibendis, de Bonis in Diffinito Tabellari existentibus, Executionis mandari, quodcumque Conventum non adsignantibus, et alius Bonis, in quocumque Diffinito reperiendis, penes debitas Transmutationes, Executio, & quidem in liquidis Debitis, iuxta Articuli 31. Anni 1689. suppleri debet; Denominatione in similibus, & aliis Causis, pro ratione eorundem, penes Conventum permanentem.

De Oppositione, vel executione Bonorum Receptione, novae iudicis, & Transmutationibus, ad Causam sub Litis praevio executione Continuatione.

ARTICULUS XXXIII.

Ad eorundem porro Potentiorum, in non admittendis, & per quoscumque torquendi iudicium Executionibus, vel ex Bonorum jam iudicialiter executionum praevio auctoritate fieri violentis receptionibus, adhibendis fieri sibi imponit viderendum iudicium,

Articuli 31. Anni 1681. ulterius quoque observantur, qui ad iudicium Receptionem non extendunt. Quia autem de Lige Regni, iudicium Senectutis per novum Praevio corrigi, emendatione permittuntur; Ad compendiosas praevio Causationem expensae statuitur: Ut simpliciter iudicium vel volentes, sed omni mandato, & duntaxat penes novam Additionem, Causam solum recusantem valent; Novum tamen cum Gratia, non nisi penes Mandatum praevio possint. Demum ad Praevio appellationum Institutionem, Transmutationibus Styli Comitatus expediri, & praevio Praevio: Praevio Principi, & Tabulae huc Diffinitum subleuendi iudicium Diffinitum T. Majestas Vestra Sacrosanctissima humillimè repraesentat. Et Praevio tota Praevio Series cum universis Praevio inferi: Allegationem utriusque Partis, & Litem; Deliberatio praevio majori charactere describi, intervenientesque ut fora correctis, cum vocum in iudicium eorum facta expensae appari: Subscriptis eorum, & Signatis, modo in Certificationis praevio observari debet. Ut porro ex Sententiarum per diversis iudices lazarum Relatione, aut verò ex eorundem Transmutatione facili emergibiles Confusionem evitent, Senectutis & Declarationes antehac eorum Praevio finit, & ad Executionem pendentes, per eorundem iura Mentem exequantur, & finit, & defectus quilibet in Executionibus habendis fieri intervenientibus, campent vel Veritas emergant; Excoptat autem, & appari, non tamen rebus, pariter per eorundem ad Titulum Regiam iudicariam, ut iudem more habendis consueti, sub nomine Principationis futurum referri possint, transmittuntur: Sub Litis nullomodo pendente existentibus, praevio talium ad Tabulas Diffinitas pro Causam ratione legali derivantur, per eandem continentur.

Series Causarum parè ad Tabulas Diffinitas pertransmittuntur.

ARTICULUS XXXIV.

Quandocumque Articuli 28. Anni 1713. Causis Praevio iudicium in Commissionibus diffinierit; Tabula verò Diffinita loco iudicis Praevio iudicium constitutus esset, & per consequens ille ipse Causa, que habendis per Praevio iudicium, per Tabulas Diffinitas imponitur iudicandum venient; Idem usque ad ultimum Emendationem Lectum, ad brevitationem eorum tempore, iudicium jam ad finem vergentis, appellabilitate, vel non appellabilitate Causam, & alia iudicis remediis, per Status & Ordines subleuendi, iudicatum & Foro Comitatus, praevio & Liberarum Regiarumque Civitatum in suo eile, usque ad primum subleuendam Emendationem Legam (ubi etiam Talem Expeditionem, tam Tabularum, quam Comitatus, Capitularium item, & Conventualium, ad Liberarum quoque & Regiarum Civitatem, pro ratione modernis temporis, & Circumstantiarum limitabatur) & ubi hucque continuant iudicium, omnes illa Causae in praevio Articuli 28. comprehensae, & habendis per Praevio iudicium, iudicio Tabularum Diffinitum subleuendi; Et omnes Causae Appellabiles, tam in Tabulis Diffinitis, quam Comitatus, intra Domum appellentur & transmittuntur; exceptis Causis, ubi Dispositionis periculum imminet, & alia in Articuli 28. Anni 1713. contentis, circa quos item Articuli observari debet.

De Plenipotentiariis, & Procuratoribus, sub Sigillis Comitatus emanandis.

ARTICULUS XXXV.

Pro compendiosis Sumptibus & mitterum Subleuendi, Sacrosanctissimi Caesare Regiae Majestatis annectente, statuitur; ut Plenipotentiarii, & Procuratores, sive in Sedibus iudicariis, sive Generalibus, aut Praevio etiam Comitatus Congregationibus subleuendi sive verò eorum Supremo, vel Vice-Comitibus, cum iudice Nobilibus, & iuratis Auditoribus celebrant, & per eorundem rebus, sub Sigillis Comitatus extrahendi, & ubique Locorum, & eorum quibuscumque iudicibus, & Regni iudicium pro Authentice haberi debeat, generaliterque emanata, inter Annum; Ad hanc autem vel illam Causam, aut usque ad Revocationem emanata Plenipotentiarii, praevio nimirum emanantur, & celebrant fieri, ut quoque continuantur; Proest & Causam, alioquinque in publicis Regni Negotiis, etiam

ANNO
1713.

ANNO 1723. *exis idem existentium, juxta Articulum 14. Utidius Regis Decreti 5. usque ad reditum, per vigoreis habende remanet, ac non nisi ad novam Partem interessentium, in quibusque authenticis Locis revocari poterat.*

De Modo Expeditionis Litterarum Procuratoriarum.

ARTICULUS XXXVI.

Quoniam propter unius, vel alterius Advocati Nomini & Literis Procuratoris exemptionem, Causantes, quoniam vellet, adhibere requirent, adeoque sapientia demulcerentur: Ideo ad evitandas ejusmodi Immunitates consilium censuerunt, ut à modò desinere, in Literis Procuratoriis, nec quocumque Clausula apponatur: Et alios in Regio Juramenti adhibitis Preciisim Exhibitorum. Cujusmodi Procuratoris obsequio in Judiciis robore fortissimum firmatur. Et tamen Procuratoris ad Annum duntaxat durarent, ubi tamen per specificationem Causae, & usque ad Conclusionem ejusdem celebrarentur, ceteraque per vigoreis habebantur.

*De Causarum legaliter institutarum, & quomodo-
cunque impediendarum ulteriori Promotione.*

ARTICULUS XXXVII.

Siquidem juxta benignam Sae Majestatis Sacratissime Intentionem, universa, & quilibet Judicia consensu celebranda velant, & Causantes quomodocunque impedit, ceterosque & etiamdem Judicia administrationem consuequi debant: Ideo et benigno quidem Majestatis Sacratissime assensu statuitur, Ut universae, & quilibet Causae, tam in Foro Seculari, quam etiam Ecclesiastico legaliter instituantur, & promotae, quomodocunque impedit, adeoque propter sub Litis pendencia existant, eorum Judicia sine compromissis, ad quos specialem designaretur, servatis de Jure servandis, revocari, & continuari possint.

De Advocatis.

ARTICULUS XXXVIII.

Ne autem propter fufas Procuratorum Allegationes, Processus in magnam molem excrecant, & per id Sumptus angustentur, & Causae protrahantur, statum est: Ut omnes Advocati nondum adjurati, nisi ante depositum prius confectis Juramentis, quoniam brevissimè, modicisque antiquis observant, ac sine multis ambagibus, intelligibiles deducantur, cum moderacione allegent, magis Legibus & Rationibus, Legi conveniant, quam verbis insistant: A frivolis Exceptionibus abstantur: Secus, si ejusmodi propositis Allegationes, seu ultra tres à modò desinere indecendas Exceptiones, reliquis quibusvis Judicibus praescindere incipiant: Qui Advocati de Quarta Liti, & parte Acquisitionis, cum Causantibus convenire non poterant: Occasionem autem Limitationis Eorundem Salarii, in Processibus Causarum per Judices fieri solus, idem à modò etiam desinere, habiti tamen Advocatorum Experiencia, habilitati, & infusum ac infundendi Laboris decuit ratione, Judices conscientiose imitabantur.

De Capitalis & Conventibus, Eorundemque Officiis, & Personis adhibendis.

ARTICULUS XXXIX.

Ad averrendos quoscunque in Expeditionibus Capitalibus & Conventibus, hactenus quocumque in nominis Locis Creditibilibus observatos defectus statuitur: Ut pro Judicialibus Executionibus, aliisque in Articulis 43. & 44. Utidius Regis Decreti 3. denotatis Functionibus peragendis, ad Capitalis idoneas Personae, juxta Articulum 67. Utidius Decreti 4. assignantur, quae ad renovationem Legem Regi existant, quomodocunque Exmissio, Mandato Executionis, cum in finem ad locum Creditibilem directio, Annus item, dies, & Mensis, cum Exmissorem Nominibus superinscribatur, & per alias duas Capitalibus, vel Conventibus Personae subscribatur, & iuxta Exmissio ad Praescriptum Legum procedant. Ac ut Convenus, praemissas, iisdemque vigore praedictarum Legum competentes Functiones parvis modò peragendis obire valeant, ad minus quique Personae, fuisse

ANNO 1723. *Articuli 44. Anni 1752. usque ad publica Regia, in praemissis Articulis denotata Serrina idoneis, interire obligantur: Secus Diocetanus Locis, vel Archi-Episcopos, ejusmodi Personae sapienter, & de Eorundem Sufficientia, iustis aliorum Conventuum, de bonis talis Conventus providere possit: Qui Capitalibus, & Conventibus, nisi cum Primario, seu Superiore, iuramentum solium deponere, & ante Articuli 50. Anni 1752. nec non 10. Martii Regis Decreti 6. sub eodem omnes omnino, quascunque denum speciales Executiones peragere: Et in liquidationibus de verbo ad verbum singulorum Ammissionum scribere, curandemque Relationes de Scientia facere renouant, quam per Novarium, vel Capitulum, vel Conventum iuramentum improprietatem. Universis denum Expeditionibus, in Capitalibus & Conventibus conservando, praeter Referentiam, etiam per Lectorem, per aliam Capitalis Personam, vel verbis Conventum Superiorem: Non secus & authenticè extruendo, cum Nominis propositi appositione subscribatur, ac in omnibus ejusmodi Expeditionibus, fuisse praemissis Articuli 44. Utidius Decreti 1. Nomina Capitalium, & Fratrum Conventuum in fine quatuordecim Litterarum, à modò desinere semper interserantur: Et si eisdem Expeditionibus in Voculis quibusdam corrigi contingeret, per subscriptionem hujusmodi correctae Vocales speciales denotarentur, & antequam extraherentur, eorum Capitalis, vel Conventus omnes Expeditiones peragantur: Regi patet, & Palatinis, ac Banis, in Statutionibus verbis Bonorum Praedictorum, per Archi-Episcopos, & Episcopos confecti solitorum, etiam Archi-Episcopos, & Episcopos, universis Relationes, usque sub Corporali Juramento, eorum Locis fide dignis facere, eisdemque cum Specificatione Anni, Die, & Mensis, propria manus subscribere obligantur: Iuxta subscriptionem rursus ad minus duarum Capitalium, vel Conventuum Personarum subscriptione roborari, & taliter in Archivum repositi debeant.*

Juramentum Capitalium, & Conventuum Personarum.

Ego T. Juro per DEUM vivum, & ejusdem Sanctissimam Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Beatos Dei. Quid ego in omnibus Executionibus, & in omni negotio, quod ad Officium meum Capitalis, vel Conventuale, fidignationemque Capitalium vel Conventuum pertinet, abique cupis Personae, Divitis scilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, praemio, favore, amore, timore, odio, & complacentiis populi, & remotis, tam in Capitali, vel Conventu, quam etiam in Personis ejus Capitalium, vel Conventum peragendis, fidelem Executionem, & Relationem faciem: Legationem Patris, & Fidei dignam Capitalium, & Conventum, Capitalibusque, & Conventualibus Personis, Eorundemque Officiis, hactenus, futuris, & statuentis me accomodabo, eisdemque, & antiquas, in expediendo approbatas Confessiones observabo: Sic me DEUS adjuvet, & Sancta Dei Evangelia.

Juramentum Regiarum, Palatinalium, Banalium, & Archi-Episcopatum Hominum post Executionem deponendum.

Ego T. Juro per DEUM vivum, & ejusdem Genetricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Beatos Dei. Quid ego in Executione, & negotio mihi vigore praemissis commissis, abique cupis Personae, Divitis scilicet, & Pauperis acceptatione, omnibusque prece, praemio, favore, amore, timore, odio, & complacentiis populi, & remotis, fidelem processum, proutque res facta, & exacta est, usque fideliter refero. Sic me DEUS adjuvet, & Sancta Dei Evangelia.

De Testimoniis Capitaliaribus, & Conventualibus ad Executionem emittendis.

ARTICULUS XL.

Praefecti jam eadem Hungaria, insurrexeruntque ad formam immediatè praecedenti Articuli, in eodemque eorum, insurrexeruntque Capitalis, & Conventibus, pro facili, & minori cum sumptu praegrandem quorundem

ANNO libet Executionem, celebrandamque Fassionum com-
moditate, Sed Majestas Sacratissimi clementer an-
nuente, decretum est: Ut cessante ratione, ob quam

1713.

tenore Articuli 63. Anni 1570. & 30. Anni 1570. Scitamenti, & Apiculi Capituli, sui quidem per totum Regnum, hinc utrum in remotionibus Trans-
Tjunctis Partibus admittam fuisse Executiones pera-
gere, à modo verò delocata, ut omnis fuit, & quo-
ruam Regniculorum sacris, in psychologiam ad remo-
tiora Capitula, & Convenus Subalternis precevari
possint; Præmissa Capitula, & Convenus pro Regni-
culorum commoditate, & necessitate, Executiones &
munia Obligationum suarum, in Locis Comitibus
proximioribus, ita & Diocesibus, in quibus ita habentur,
moderate Articuli præcedentis Executiones fac-
tæ, æque tam per Emendationem Legum, Clasi-
ficatio Dilectissima elaborari valeat, & uti quod Ca-
pitulum vel Convenus procedat, superius provi-
deatur.

*Ne Capitula & Convenus per se, & pro se Passio-
nes celebrare possint.*

ARTICULUS XLI.

Cum autem nemo solum Testimonium dare possit;
Hinc Capitula quoque & Convenus, ad reddendum
aliis de rebus eorum fidem gravis fidei legem Testimo-
nium ordinari habuerunt, & in consuetum, una cum
Preposito, aut Abbate, vel in Convenibus Priori, &
reliquis Capitulis, Creditulis Locis Testimonium edic-
tæ, adeoque in rebus eorumdem Capitulorum, &
Convenus communibus, & propriis (excepta Pro-
curatoris, formaliter Tituli 13. Partis 1. emanati fu-
it, ac Plempotentialibus, vigore præfatis Secretis,
per istam admittit) eorum semper nullas Fassiones,
Jura eorumdem Possessionum, aut res quasvisque tan-
gentes, & à fortiori Terri invadentes, celebrare sub
nullitate eorumdem valeant. Quas Plempotentialibus
per viam modo celebrandam, nonnulli eorum aliis authen-
ticis Locis revocare poterunt, Cujusmodi revocatio,
ad Acta penes tales Plempotentialibus quoque modo ce-
lebenda, nullum modo extendatur.

*De Expeditionibus per Judicem Regni Ordinarium,
Capitula, & Convenus erga Requisitoria à modo
diuino extrahenda.*

ARTICULUS XLII.

Tamen si forte Tituli 15. Partis 2. Operis Decreti
Triplici, Literæ & Literis Instrumenta et Capitula,
vel Convenus, ad Mandata Requisitoria reventur, &
extrahantur, si Originalia sua extiterint, robur
formamque firmam; Autem experienti notum red-
deatur, plurima quoque Fragmenta & nudis Signaturis,
aut authenticationibus destituta, sed nec impro-
colata, inter alia authentica Litera hinc inde sparsa
in Locis Creditulis reperiri, eademque extrahantur,
& propter magis inter Partes de talium Literarum
firmam Consuetudinem intervenire sileat; Ad evitandas
proinde qualescunque inconveniencias, ista confon-
mari censetur; quatenus in ejusmodi Expeditionibus
penes Requisitoria et Locis authenticis extrahendis, per
expresum hoc etiam apponatur: *Quid prævisi modi
extrahantur Literæ, seu in Originalibus, seu in authentice
Protocollo, aut tantummodo inter fragmenta, &
Signaturas, seu alia Præcedentibus, vel præcedentibus de-
monstrationibus reperiatur; Ut et modum
authenticis Literæ, à Fragmentis & Signaturis, adeoque
legitime à minus præstantibus per Judicem factis di-
scernantur; Per talia porro Capitula, vel Convenus
transmittantur, quorum Originalia præfisse, verum
dependia extitit, sub fidei dignitate propria, Capitula, vel
Convenus recognoscunt. Præfatis quidem, &
eorundem amissio sufficiens probatur; Ius verò &
et in eisdem contenta, nullatenus per eadem solidabi-
tur: siquidem distans hoc Titulo, ad Juris probatio-
nem Originalis Literæ requireretur: Imò et tales suf-
ficient, quorum Originalia, & primæ instrumentum
in Locis authenticis præfissis: Cujusmodi
Instrumentum in Locis Creditulis extiterit, & etiam
fuerit quævis Executione per eandem paratam Relatoris
Partibus Contrahentibus, Vocatis, Admonitis, Pro-
testantibus, Inhibentibus, vel Inhibitis, Status, &
Relatoris, Inquisitoris, & Inquisitoris, eorumdem
quoque Sacrorum, taliterque Interfessis, seu Juris
Evocatis, vel Status, alique et una parte stantes,*

ANNO eadem exceptis, seu nondum fidem expresse sub-
scribit, intra Anni spatium suæ Requisitoria extrahant,
habetur quoque obliqui, impositum semper sub pena
refutationis damnum extrahere tenebatur; Et cum ex
Obligacionibus moræ, eorum Capitula, vel Convenus
bentur, plurime inconveniencias inventionem
intervenire, dum similes Partibus contrahentibus ex-
trahantur, fassis fassitæ sine fassis Capituli extrahantur,
Creditulis refutantes quidem; Alii mantene in
Conservatorio Originali, fassis, & post longum tem-
pus, fassitæ ad ipsosmet Creditores, vel fassitæ Suc-
cessoribus, penes Requisitoria excepta, rursus talis
Debitum à Sacrorum Debitum, fassis extrahantur
ignaris præsenteretur; Hinc deinceps: Ut in similibus
Casibus, quemadmodum Obligatio ad extrahendum
apponi soleret, ita Debitum aliter extrahere non tene-
rent, quoniam et fassitæ Solutione, eandem tali Capitula,
vel Convenus infassitæ, & item, Minuta Contrahentis
Exfationem fassitæ fassitæ, sub pena refu-
sionis Crediti debeant. Et hoc idem in præfatis, de
Requisitoria, per ordinarios etiam Judices, eorumdem
Procuratores expediti fassitæ intelligantur; Ad Archi-
episcopos vero pertinet, & fassitæ Sacrorum Ex-
fationem tangentes, ultra Annum 1570. penes per-
petui: Cum tamen horum apud æque fassitæ, sub fassitæ
Cassidibus contrahere tenebantur; Præterit neque ad
Mandata Judicem Regni ordinarium, Litera in i-
dem Capitula, vel Convenus emanata extrahantur
vellet, quæ Jura Capitulorum, & Convenus, aut
Episcoporum quoque patet antequam, licet eorumdem
propter vel non eorum, vel aliquid, ex totis eorum-
dem fassitæ, seu in præfatis extrahantur, per Sa-
culari Statu quidam fassitæ fassitæ; fassitæ et verò
de administranda fassitæ, vel damno Proximi evitanda
agatur, & per id multum mala fassitæ fassitæ, alio-
rum verò optima Jura eorumdem sequuntur. Quare hoc
in Puncto etiam, et benigno fassitæ fassitæ fassitæ
affili fassitæ fassitæ: Ut ejusmodi quoque Litera in
tali Capitula vel Convenus emanata, per quoniam
maius reperitur, ad fassitæ fassitæ, sub pena in
isdem fassitæ, fassitæ, & sub fassitæ, per fassitæ
dignitates deponi fassitæ, & debent, fassitæ penes
ad Mandata Requisitoria extrahantur; et verò et alia
Creditulis Locis emanata fassitæ, & Jura etiam alio-
rum tangere compentent, in loco fassitæ, ex quo
emanant, non reperitur, tunc in Casu cum
eorundem Creditulis Locis authenticis communicari & ab-
soluti ad Mandata extrahantur debent.

*De Literis, etiam aliorum Jura refutantes, ex
Locis Creditulis cum fassitæ extrahantur.*

ARTICULUS XLIII.

In grave etiam præjudicium Prælatorum, Magarum,
& Nobilium vergeret dignoscitur; Quod Capitula, &
Convenus de bonis eorumdem propriis fassitæ etiam
antiquissimas Literas habere experientur; Ad Archi-
episcopos vero pertinet, & fassitæ Sacrorum Ex-
fationem tangentes, ultra Annum 1570. penes per-
petui: Cum tamen horum apud æque fassitæ, sub fassitæ
Cassidibus contrahere tenebantur; Præterit neque ad
Mandata Judicem Regni ordinarium, Litera in i-
dem Capitula, vel Convenus emanata extrahantur
vellet, quæ Jura Capitulorum, & Convenus, aut
Episcoporum quoque patet antequam, licet eorumdem
propter vel non eorum, vel aliquid, ex totis eorum-
dem fassitæ, seu in præfatis extrahantur, per Sa-
culari Statu quidam fassitæ fassitæ; fassitæ et verò
de administranda fassitæ, vel damno Proximi evitanda
agatur, & per id multum mala fassitæ fassitæ, alio-
rum verò optima Jura eorumdem sequuntur. Quare hoc
in Puncto etiam, et benigno fassitæ fassitæ fassitæ
affili fassitæ fassitæ: Ut ejusmodi quoque Litera in
tali Capitula vel Convenus emanata, per quoniam
maius reperitur, ad fassitæ fassitæ, sub pena in
isdem fassitæ, fassitæ, & sub fassitæ, per fassitæ
dignitates deponi fassitæ, & debent, fassitæ penes
ad Mandata Requisitoria extrahantur; et verò et alia
Creditulis Locis emanata fassitæ, & Jura etiam alio-
rum tangere compentent, in loco fassitæ, ex quo
emanant, non reperitur, tunc in Casu cum
eorundem Creditulis Locis authenticis communicari & ab-
soluti ad Mandata extrahantur debent.

*De Convenus Sancti Martini Sancti Moysis Passio-
nis Refutatione.*

ARTICULUS XLIV.

Confidentis fassitæ Convenus Sancti Martini
Sancti Moysis Passio, tunc ipsi peculiariter veritate,
tunc etiam eorumdem Sacri Ordinis merito, et quo idem
Convenus jam à multis retrogradis Annis Executiones
fassitæ facere cessaverit; Imò eundem Convenus Re-
gentia consistit, & impositum Executionis, Expedi-
tionisque sub reprobandum etiam Regni Status ejus-
dem antiquo Sigillo, per eum fieri posse fassitæ; Itā
tamen, ut Dominus Archi Abbas, Personas Convenus
ad minimam quoque, corporeali fassitæ in
forma annexa extrahant, penes eundem, fassitæ
idoneum contrahere habeat, fassitæ autem cum Convenus
ad illarum Locorum Creditulis. Legibus Regni
conferuntur; Et quod respectu reliquorum
quoque Creditulis Locorum, in Functionibus suis
procedunt, & prævisi modo nondum reiterationum,
eum in ordine ad præfatum Instrumentum, tunc verò
quod Personæ, modumque Articuli præcedentis 30.
extensum intelligitur.

Formula

ANNO
1723.*Formula Juramenti pro Archi-Abbate & Conventu ejusdem, ac aliorum Prioris, vel Praepositi.*

Ego T. Sacerdotis Monachi Pannoniae Sancti Martini, Ordinis S. Benedicti Archi-Abbas: Quandoquidem Sui Sacratissimi Caesaris, & Regii Majestatis benignae auctoritate Conventus Sancti Martini Sacerdotis Monachi Pannoniae, per Inclytos Sancti & Orthodoxi Regni, Partiumque eidem annexorum, in praesentia Generali Regni Dieta congregatus, ratum ad Fidei dignitatem Conventualem antea exerebam, sed huiusmodi temporum intervallum reallampens, & priori Conventuali Fidei dignitatem Articulatorie restitutus esset. Ob hoc iuxta per Deum vivum, Beatissimum Virgineum MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos DEI, quod universis & quilibet Abba, coram me, ac eodem Conventu, & Testimoniis ejusdem fidei digni, per quoscunque celebranda, iussu, & fideliter excipiam, improbecollari, & conservari faciam, eademque, & talia modo praevide, in quacunque demum materia; seu successu celebranda, & reperienda, iussu, verè, & germinè, sine ulla profusa diminutione, vel argumento aliquo, Partibus celebrantibus, aliisque interessentibus, eorum ad Mercedem Sui Majestatis Sacratissimae, & Iudicium Regii ordinarium, perque eorundem Magistris Protonotariorum expediti solita custodiendo sub Sigillo gardens Conventus antiquo, & usitato, ex Contentis Sui Majestatis Sacratissimae, Inclytorumque Status, & Ordinum Regni renovato, quod nequaquam summo, fideliterque conservabo; Denique in omnibus Executionibus, & Regni Fundationibus, Fidei meae, & dicti Conventus Fidei dignitatis commissis, & commendatis, in ipso Conventu, vel in Partibus peragendis, absque cuiusvis Personae, Divinae scilicet, & Imperii acceptatione, omnibusque prece, praemio, favore, amore, timore, odio, & complicitatibus postpositis, & remotis, fidelem Executionem, & Relationem faciam, & Legibus Patriae, de Fidei dignitate Capitaliorum, & Conventuum, Capitaliarumque, & Conventualitatis Personis, eorundemque Officio hactenus statuti, & impoſuerim statuendis, me accomodabo, easdemque, & antea in expedito approbatas Conferendas observare, & per confirmationem, & semper adjuvandum Juramentum Notum observari facere obligabo; Et si quae Acta Publica, vel Privata instrumenta, sine alicuius Creditibilis Loca ab olim emanata, in Archivis dictae Archi-Abbatiae reperirentur, eadem, & talia, iuxta Sui Majestatis Sacratissimae, Inclytorumque Status, & Ordinum Dispositionem, Personis ad id deputatis fideliter restituo. Sic me DEUS adjuvet, & Sacra DEI Evangelia.

De Archivis Regni instituendis, & de aliorum Literis, ex Emeriti Regis, & ex Conventu Sancti Martini Sacerdotis Monachi Pannoniae, ac ex Transylvanica rebandis.

ARTICULUS XLV.

Sacratissimi Caesaris, & Regii Majestatis clementer auctoritate, id quoque statutum est: Ut universale Archivum Regni, per totum in Libris & Regia Civitate Positum, & in Domo Dominorum Regularium institueretur. Ad quod Publica Regii Abba, Dietaeque, & alia Politica, & Iudicia, per manus quorundam conservata, sine enim in Capitulis & Conventibus conservata, seu apud privatae Familiae reperienda, & publicum Regni Status tangenda, ad formam inter Anni statum, per manus ordinarii Archivi Conservatoris reponatur; Deinceps verò etiam coram Iudicibus Regii ordinariis emanata, in vera, & genuina Copia de Anno in Annum eo transmittantur; Non solum in Privatorum Regularium Literarum & Literarum instrumenta propria, inter reponere volumus, acceptentur, & antea Publicis Regni Abba fideliter conserventur, illudque, vel eorundem Successoribus penitus extrahantur. Denique, ut universis quoque Laica, & Literaria instrumenta, apud Camerat Regis reperienda, in quantum Fidei Regii Jura non tangerent, ad confirmationem Articuli 38. Anni 1681. Excellentissimo Domino Comiti Palatino; Pariter & in Conventu Sancti Martini Sacerdotis Monachi Pannoniae, aut alio quocunque loco existentia, & in quibusvis aliis Locis Creditibilis emanata, inter modum Anni statum, per manus Illustrissi-

morem, ac Reverendissimi Consilii Ladislaw de Nád, Episcopi Csanensis; Francisci Esterházy, Alberti, ac Emerici Zichy, Arveris Comitum 1723. Supremorum Comitum; Magistri item Francisci Saluti Protonotarii Palatinis, & Sane Calcare, Regiaeque Majestatis Consilii, ac Comitatus Comaromensis Vice-Comitis; Reverendissimi item Adami Aschley Praepositi Sancti Michaelis Archiepiscopi de Hatz, Canonici Janensis, nec non Adami Zichy, & Sephani Bito, illius quidem Basilensis Vice-Comitis, huius vero Janensis Comitatus Tabulae Iudiciae Adfectorum cum in finem Depuratorum fideliter enotandi debant; Privatorum quidem Jura tangenda, Familis, ad quae pertinent, restituenta, sicut ad Loca Creditibilia, unde emanarent, Iudicium verò Regii, aliisque Publicis, ad Regni Archivum reponatur; In Transylvaniam porò quodcumque delata, & Bonis inter amborum Regni Hungariae, & Partes Eldem sanctas sua, telephensis, indeque reperienda, Sui Majestatis Sacratissimae, ex gratia & Clementia Sua, fideliter conservanda clementer restitui, quibus concessis, & Sui Majestatis Sacratissimae tamquam transmissis, eo, quod demum spectabatur, insistebatur.

De Pena Latentium Personarum, & de Praeceptione, ne falsis Literis Legitimi Possessores recitentur, dequa Praedictus Fratrum Sanguis.

ARTICULUS XLVI.

Quoniam de Latentibus Personis Titulus 16. Partis 2. Operis Decreti Tripartiti mentionem faciat, de Praeceptione verò Fratrum Sanguinis in Titulis 38. & 39. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti abunde praescriptum habuerat, sed de quomodolibet Latentium, & in alienis Familis fmet ingentium Personarum pena, penitus in Thula nihil statum esset; Hinc, quia Legitimi Familis magna caute solent praesidiis, dum novissimae Latentes Personae, locum plerumque Otiosum, Nobilium, & Majorum etiam Familiarum nomina ibi adducere, imò consilium sine iussu Literis, debant ibi Successionem adducere, & nonnullum legitimum Possessionem Leas invenire, ac quodcumque seu per non venit, seu et non facilius Provisione in aditum Bonorum Possessionem pervenire non forentur, in quantum penitus eorumdem Personarum, & ipsi directi Latrav aliorum ejusdem, sicut pro Praescriptis fore, & fingere, ut aliter scilicet, sub falso nomine, & Persona nova propterea, & remotionem Successionem, vel Praeceptionem sibi vendicare, dolose attentarent; Tamen non immerito Capitulum propter penam de Lege Patria mereretur, statum quo in ipsa assumpta Latrav fadiatam, Possessorem etiam eorum decederet, statuitur, ut tales quod Personae praescriptae, in perpetuum serventur, in quos laicis, Iudicialibus inspectione mancipatur; Fili verò, qui non in se ipsi, verum Latrav Parentum religio suscipiunt, scilicetque, & temerariè in adfickio nomine, & Persona perferaverint, adeoque non amplius in fado alioque versari fuerint; Possessionem quidem in poena, contra falsum Literarum Confessores, & Usurarios statuta; ubi habentes verò, in praesentia servituti poena convinctur; Eorum verò legitimum Sanguinem, quicunque deinde sub Colore, vel de Bonis extorqueat volentes, & incumbentes, vel de Familis abrogant, ac consequenda Successionem gratia, Parentes, Fratres, & Sorores, amicos, mento captos, iustitias, falsosque, & admissitulos Bonorum incapaces praerogantes, & ex hoc tales, & proprios Bonorum Dominio, & Ura excludere stantes, poena praemissorum Titulorum poenatur.

Declaratio Articuli 54. Anni 1655. de Laere, & Damno Fratrum Sanguinis.

ARTICULUS XLVII.

Magna Regni, & antiquum Familiarum nimum emulavit Avocum Bonorum Disputatores, dom nonnullum Fratres Uterini & Carnales, ac etiam tantum Carnales, vel Uterini indivis, non ut ex ejusmodi Parentem, & Materem Bonorum Disputatione detererentur; sed potius ex fidei Tituli 43. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 54. Anni 1655. ad eandem provocentur, & in Domi decedentes, ex alienis indivis fratris, penae Sanguis.

ANNO
1713.

guine, gravique fudore acquifitis Bonis participaret, eadem quoque diluere non formidaret; Iſque ad preſentem San. Maieſtatis Sacraſſimam designam Reſolutionem determinaret; Quatuor hic, aut ille Fratrum, qui priore Legi fuſſent obſerti, non alii talia Bona, qui et Fructus Bonorum Avicularum, Patrimonium, vel Maſtenorum acquiſita iuſſet, communi (Bonis interemptis ſecum concernentibus) etiam inter Socios Divisioni ſubſtituere teneret; Reliqua vero aliis via & modis patta, penes Poſſeſſionem et preſentis Avichii, eorundemque Fructibus, etiam obvenerint, pro ſe & Succelloribus ſuis retinere poſſet; namque nihilominus in preſentibus Bonis Legali Succeſſione, in caſu deſectus Semilis, pro reliquis Fructibus, vel Socioribus, aut eorundem Hereditibus in ſalvo perſonamento. Fractura quovis Bonorum Communiſm, ſubſe Divisioni obſolentem, aut vero Fraternum, vel bonorumum prajudicialiſe ſubſtitutionem, vel etiam inonerationes, iſpoſitis quibuscumque Contradictis, aut Faliſſionibus (ſalvis habentibus initis) deinceps inveniendi, itaque ipſo iure nullis, per Fratres vel Socios, aut eorundem Succeſſores, & quidem Bonis, in quibus Communiſm exiſtentibus, eorum Faliſſionibus, in uno vero Communiſm adiacentibus, eorum Judicibus Communiſſionibus, iudicialiter viſitatis, ac ſuſcep propterea quoque Poſſeſſionem ſine iuſſa & legitima, ſed non necellaria ratione, vel legit Adminiſtratione, penes Faliſſionem authenticam interveniente Dilatatione, ſenſu Tuli 66. Partis I. eorum Tabula San. Maieſtatis Sacraſſimæ Regia, vel Baſili, in ſuo Terminis, ſubſtituitur vero dignis cedentibus, vel etiam eorum Commiſſibus, per alios fratres conditionales, & Bonis ſtrictumque ſecum concernentibus etiam per Socios acquiri valebunt.

De Sequēte Dilapidationis impende.

ARTICULUS XLVIII.

Ut et mediis Publicis, & Familiis providente, ex benigno San. Maieſtatis Sacraſſimæ Alenſis, conciliantur: Quamplurimum etiam, vel alterius, in interdictis præcedenti Articulo denominato Ordinis Proceſſu, Dilapidatio Bonorum innoſcere, & Dilapidationem quampiam eſſe, ſicut etiam eodum fieri, talibus per Commiſſum Magiſtratus, in quorum premio eorundem Bona adiaceant, Sequedum imponitur, Bonaque Conditionali, vel etiam non exiſtente, probat bonoſſe, Poſſeſſionemque Vice, ſub onere reddendum quatuordecim Rationum, erga Salarium compenſat, per eodem Commiſſum limitandam, ſubſtituenda committitur, de quorum Proceſſu, exiſtentibus ne ſint Creditis, legale Interelle exiſtorum, & de ſubſtitutione eorundem, Proprietate, et Bonorum Proventum, & exiſtentia Pativa Debita approporionanda, & per Commiſſum limitandam, provideant, eorumqueque prævis modis Bonis, & ſubſequenti Dilapidationis emendatione, nullis etiam gubernanda, & ſubſequenti remanente, nullis emendationis ſpe appareant, alterius quoque in Sequēte permittant; Legitimis conditionibus & neceſſariis, juſſetque, & rationabilibus hypothecationibus, etiamſque Conditionibus, ſenſu etiam Tuli 66. Partis I. Operis Decreti Tripartiti, & Articuli 30. Anni 1693. & 31. Anni 1695. (enſu Bona Maieſtatis, mobilia, & immobilia, itaque Fidei commiſſa, & ſecundum Continuum Articuli 9. 1687. inſubſtitutione) in ſuo eſſe permittentibus.

Qualitatem intelligi debent proprio Acquiſita, de quibus nunquamque liberam diſponendi Facultatem habet.

ARTICULUS XLIX.

Fundatum eſſe admittit San. Maieſtatis Sacraſſimæ, et Avicularum quatuordecim Bonorum, iurisque Poſſeſſionemum Dilectores, & alium Bonorum Commiſſionem, in quatuor Aviculis diſtribuit, in tantum aliorum Acquiſitores, priusquam ejusmodi diſtributa redintegrarent, ſicci nequeant; ſedque ſumitur: Ut prævis iudiciali iuſſa Cauſa cognoscere, aut decilione, illa non alii habeant pro Acquiſitis, libera Diſpoſitione, juxta etiam Articulum 26. An. 1715. ſubſequenti, ſicut et Fructibus Bonorum Avicularum, vel aliis propter hanc, & ſubſequenti, extra eam diſtributione

Avicularum, Patrimonium, vel Maſtenorum, compa- ANNO
tantur, & acquirantur. 1713.

De Majorata, & Declaratione Articuli 9. Anni 1687.

ARTICULUS L.

Siquidem et Articuli 9. Anni 1687. de inſtituto, ac inſtitutione per Magiſtrum Regni Majorum ſociare, quampiam difficultate emerſiſſe compertum; Iſque pro evidentiori ejusdem Intelligentia, ex benigno San. Maieſtatis Sacraſſimæ Alenſis decernitur: Ut ejusdem inſtituto, non ſolum per diſpoſitionem Teſtamentariam, ſed etiam authenticam Faliſſionem & Donationem Regis, per Acquiſitores obtentis, ſubd tamem Jure, deſectibusque nec alienis, aſſe Majoratus Inſtitutionem, & Faliſſionem eorundem, impoſitam quoque, præcedente ſemper Conſtitutione Regia, illius maneat; Ne tamen per Majoratum Inſtitutionem, Creditores, vel alii quicunque circumſtantiarum; Ejusmodi ſenſu iam inſtituti, ſeu vero inſtituti Majoratus, in Generalibus Communiſm Congregationibus, ſub Bona Majoratus adjectum, publicari, & improbecollari debeant; Per hoc tamen Status Nobilitati, & ſauſamentibus Legibus, de libera Diſpoſitione ſonantibus, nequeam præjudicetur, quia poſſit amicis quoque de propriis acquiſitis liberè diſponendi, & vero quampiam Nobiliſm ejusmodi Majoratum ſolentem volent, ad ſuam Maieſtatem Sacraſſimam, etiam recurrendi facultas in ſuo permittantur.

De Craſſi reſpectu Generalium Bonorum promittendi.

ARTICULUS LI.

Benignè annuit San. Maieſtatis Sacraſſimæ, ut in quibuscumque Caſibus, & Cauſis, Bona Fideiſſa, & Carnalis tangentibus, eorum Supremum, vel Vice-Directorum Caſtaram Regiam, ſervat pro ratione Cauſam & et Generaliſſi, tam adſit, quàm poſſit præcedat; & Rebus eodem privato ſue conſuecutionibus; Non ſecus, & in Caſibus Violentorum, Legibus Paris, & Paris ſubſequenti debeat.

Articuli 54. Anni 1715. confirmatur, & ad Demerſionem præſentis inter partes extenditur.

ARTICULUS LII.

Ut non tantum Debitorum Fideiſſum, ſeu in continuis Fideiſſum exiſtentia, ſed ad eandem reverſorem, per Tomiſſionem inter Fideiſſum tempus ab iſtis Debitoribus exadta, & levata, & in publicum ejus temporis Inſtitutum, vel Principium ſorum uſum non converſa, per Creditorem quidem à Debitore, & è converſo per Debitorem ab Exadto, eam cauſam item Debitum concernentibus Accelloris, ac ſuſcep Expendarum reſuſione; ſed etiam alim ejusmodi prius inter Pariſ et utrinque motibus implicatis intervenere Rerum mobilium adſolutiones, & ſubſequenti damificationes, que eorum etiam legaliter acquiri valuerunt, nunc quoque judicialiter acquiri poſſint. Sol Maieſtatis Sacraſſimæ amorem ſuſcipiat; Ne tamen Generali Amoyſia quovis modo præjudicetur, & eorum ejusmodi Caſtaram in Faciem Regiam detineatur.

De obſervando Auſpugali Proceſſu, & qualiter pro habentis, interveniſſe Debitis Mercatoribus agere poſſint?

ARTICULUS LIII.

Cum ſcietur compertum ſit, quod nonnullis, villor præſentem Negotiorum, Liberos Mercatorum ſortem non habere, varios ſubſequenti inſeque; Iſque pro motus non habere, varios ſubſequenti inſeque; Iſque pro futuro ſuſcipiat; Ut omnes & Anguli Mercatorum, & Negotiorum, Liberos quidem Mercatorum, ſic & ſortem inſequeantur, Crediti ſunt, & Debitis exadta leſione, præterea tamen ab Emendatione, quibus de Mercatorum prius ſicem habere, vel conſilium in ipſo Contraſu empti, & venditi, de receptis, pro tanto & tanto

ANNO
1713.

tento pretio Mercibus Syngrapham, vel Computum fabricandum exposcat, vel verò Computum illam, intra annis Anni ipsam, per Notarium, vel aliam Personam fidei quam subferre poterit, quò fabricatò, sui faciem insigniatò, liquidum evadet Creditum. Sin eorum Empior hoc Creditum iusta Annum subferre detulerit, illud erga Extradum Libri Mercantilis cum Testimonio predictorum Novati, vel alterius Fidei digni, subscriptum Crediti possuntiam, post prallitum super Libro Mercantili, & vero Debito Juramentum suppleturum, post liquidum habebitur, & eorum Iudice competente Executioni mandabitur, rebus Expensis Litæ, post Testimonium etiam dicti Novati, vel alterius Fidei digni expenset. Quantum autem ad praticia illiusmodi Debita spectat, Mercatores, & alii Negotiatores, vel fangant Creditis suis Libris inferat, intra Triennium, & duo huius Decreti computandum, per dictum Notarium, aut aliam Fidei dignam in obligationem Imperis deducere, & in Causam omnesque obligationes, Empiorum, iuxta Extradum Libri Mercantilis, & Testimonium dicti Novati, vel alterius Fidei digni, intra triennium iudicialiter convenire, vel creditò Triennio, Debitore lateris, pro fabricatòque Debiti non interpositò, acque iudicialiter conveniat, penes solos Mercantiles Extradus inopertum procedere non valent; sed, si iuxta eodem procedere voluerint, Libros in Originali, coram Iudicio exhibent, Causaque neglecti Crediti Prosecutionis exponant, & si Libri, post formati, & tunc cunctis competenti fuerint, & Causa Iudicialis Conventionis iactantia fabricatit, predictis super sub Actore Corporali Juramento, Creditum pro liquidum habebitur, Executioni mandandum. Sin verò Liber sui infamis, aut alius mendacitatis esse deprehendatur, Ad hoc poena ordinari Crediti iniquitatem, ac si fuculentis, ad Executionem Resolutionem condempnentur.

Præstantes contra Penam solum in factis Debitorum, tam debeatantur, aliorumque acquirende.

ARTICULUS LIV.

Justum esse agnoscat Sua Majestas Sacratissima, Antichristianæ Sæcæ Casae Regiam apud Serenissimum Regem, & Republicam Poloniam in eo Imperio clementer relativ, ut ordinat jam fide Fructu Domini Comitis Alexandri Karoly, Comitatus Suanimientis Supremi Comitatus, & ipsam San Majestatis Sacratissima Consilium, & Marchalli Locumtenentis, aliorumque gravium Virorum, pro succedendis Polonoium gravissimis, præstantibus factis satisfactione, ex parte Regni Hungarie existente Commissionis, ex parte quoque Polonoium, eorumdemque Imperia, in vicinisque Locis, parit Antichristianis quosdam infirmis Commissionis, quæ Regni Hungarie Incolis, seu intra Regnum Poloniar, pro Personarum, aut Bonorum Antichristianis, eorumdemque, vel verò liquidorum Debitorum decensione, five aliis per Polonia Incolas, quomodocumque factis, & damnicis, Juri & equitati conformem, restit Executione mediant satisfactionem impendat; Et Adiones, tam Civiles, quam Criminales, flammis Processus, etiam omnem Municipalem Prosecutionem, & formatam Considerationem decitas, Executionisque mutipet.

De Residentis Prelatorum in Diocesis & Beneficiis.

ARTICULUS LV.

Ut Dominorum Prelatorum pio & salutari exemplo, boni ad Virtutem provocent, Discipuli verò ad complectendum Christianam Discipulam animam, reducere queant, Sui Majestatis Sacratissima clementer autem illi: Ut Prelati, & alii Ecclesiastici Beneficii, publicis Regis, vel Regni Officiis, aut aliis gravibus Ecclesia Negotiis non preceptis, in Diocesis, & Beneficiis suis, aut publicis, & debet eam moderatone pertractant, taliterque conclusa impositacolles, ut sine Dissolutionem Congregationum publicè perlegantur & hoc modò approbatus Probocollum, Fidei gratiam fortitatem, & in Guatibus Comitatum Congregationibus cunctis, per Particulares Congregationes, multò minus per Supremos, vel Vice-Comites, aut alios quoscumque, in privato, non immutetur, coactisque abrennet, & eam accommo-

TOM. VIII. PART. II.

varum resolvit; Illi verò, qui ex Struibus, seu jam ex Collatione Regis, seu Jure & Titulo Fundationis, seu ex alio jure, & legitimo Jure, Juxta Patronatus quovisunque Beneficiorum, aut Prosecutionum habent, eodem debito utantur, & in talis Vacante, Personis aequè idoneis, bene meritis, Liberis, & aliorum Ecclesiam non obligant ad preteritum presentis Anticoll confiant. Capitulum verò Serenissimè, nullò jam amplius meta Turcica Potestate superstant, ut quamvis fieri poterit, Siragonum redeat, ibidemque continuam signi Mentis, continetur ill.

De Residentis Supremorum Comitatus in Comitatus, & Refractorum Comitatus, Vice-Comitatus, aliorumque Officialium Conditione.

ARTICULUS LVI.

Quandocumque Supremi Comites illorum Comitatus, quibus præstantur Modestiores essent, ac tam Politicorum, & Publicorum Negotiorum, quam eorum Juxta Administrationis Curam sui præcipales committam habent; Hinc ad praxiam Sui Majestatis Sacratissima benignam Resolutionem statuit; Ut observat quod eorumdem Officia 36. Anni 1536. Attentò, nisi Publici Regis, & Regni Servitii præstantur, in Comitatus, quibus præstat, continet idem, ac pro arentis publicum Comitatum, adeoque Regni Servitium remanentia debentur in convenientis, singulis Triennio, vel etiam cetera, necessitate mutationem quamquam in Officialibus instituentum exigente, Sedes Refractorum indicere, ad Candidatos, cum priore Vice-Comite idoneos quomò & Sui Nobilium proponendos, illiusmodi Refractorum celebrare teneantur; Vice-Comites, aliorum Comitatum Officialis fix de Numero, & Sui vero Nobilium, possessionis, & dissimulati, ac Dominis Terraribus eorumdem Comitatus militantes obligati, qui ad huiusmodi Officia, ad finem Anticoll 70. Anni 1548. cum constituta totius Comitatus eligantur, Negotium autem Familie Comitum Ezzdy, respectu Consiliorum Officialium Comitatus Vicecomitis, maneat in statu quo, donec ordinari Juri vili decernatur fieri.

In factis Debeatationis pena declaratur.

ARTICULUS LVII.

Designat annis Sua Majestas Sacratissima, ut in Causis Violationum Sedis, hanc eadem per quoscumque committantur, obnoxio quoque Tituli 69. & 72. Partis 1. Operis Decreti Tripartiti, nec non Articuli 69. 1035. & 94. 1049. Annorum observentur, & penè 15. huius levis poenitis, singulos Florentis consilioribus, in continenti compenctat, Penasque hæc, de Violatione Sedum Judicatarum flumina, ad Congregationes Comitatus quocumque existant, in iudicemque excedentes, hanc eadem Congregatione insignit; Pro Debeatationibus ab illiusmodi Supremorum, & Vice-Comitum, aliorumque Judicum Comitatum, in actuali Officii sui exercitio procedendum, hanc Sedem, & Congregationem, per quoscumque factis, Florenti 100. finit Expensis, Non secus & contra alios quoslibet, extra Sedem, & Congregationem Comitatus committis, penes clationem processualiter acquisitis, respectu singularum, diversis temporibus, & Adibus committantur, in Adione expensarum Debeatationum, eodem Penas adqueatur.

De modo Celebrandis Congregationibus Comitatus & Prosecutionis eorumdem Penas.

ARTICULUS LVIII.

Bonus Ordo omnino erigit, ut omnis Comitatus agnola, palam, & publice, & debet eam moderatone pertractant, taliterque conclusa impositacolles, ut sine Dissolutionem Congregationum publicè perlegantur & hoc modò approbatus Probocollum, Fidei gratiam fortitatem, & in Guatibus Comitatum Congregationibus cunctis, per Particulares Congregationes, multò minus per Supremos, vel Vice-Comites, aut alios quoscumque, in privato, non immutetur, coactisque abrennet, & eam accommo-

ANNO
1713.

dare

ANNO dare debeant. In Violatione potest, Ratio Legis, & ANNO
1713. Confiderentia habenda venire.

De Pass Interceptoribus, Detentoribus, Supprefforibus, & Violatoribus Literarum Missium irroganda.

ARTICULUS LX.

Quandocumque Correspondentia in fide publica redactetur, & eorundem ratiocinatio peritque Correspondentibus plurimum derogaret; Ideo Sae Majestas Sacratissima benignè admittit, ut alienarum Literarum Missium Interceptores, Violatores, Detentores, aut Suppreffores, in pænis Florentium 100. inflat liquidi Debiti defunctenda puniantur.

Declaratur Articulus 101. Anni 1715. in fæcto Repetitionis Coloniarum.

ARTICULUS LX.

Est quidem in fæcto Repetitionis Coloniarum, quod pænis Dominus Terræstris priorum haberetur; Quia quilibet dominus istem, Coloniam suam, cum Collateralium Transmiffione, ad istam, quantoque etiam reatiorum Comitatum, vel Districum Domini Terræstris, Liberi, Regis, Monarchique Civitatis, Cameræ, & Justitiæ, aut alia Privilegiis Oppidis, reliquisque Districibus, repetituris, via aliquem Progressum, imò à Comitatu, vel alia Loca, à quibus ejusmodi Subditi exaudiri debuissent, eodem mense neri potius expecti fuisset, ita ut Domini Terræstris famulus exaudi, & magni fatigii carvati, à repetitione Coloniarum desisteret cogentes, luteri Bonum Publicum pati, & perferreant, sub onere Progressum coudere oportuit. Ad Conservationem proinde Boni Publici, Sae Majestas Sacratissima benignè annuit, statuit: Ut à Comitatu, vel Districu, aliquæ quæcumque ex præmissa Loca, alienos Subditi resistent, erga istorum Comitatum, vel Dominorum Terræstris, Leges præscriptas Collaterales, cum istem communicandas, & cum Nominum, & Persuasionem, Locum, vel solident, declaratione, ejusmodi Progressus reparent, & non resistenter, tali in Causa, Comitatu, seu jam contra præmissa Loca, seu verò directè Dominos Terræstris, in quorum Bonis consistantur, pænis Mandata Regis, vel aliorum Judicum Regni, mediò Comitatus Judicum procedere, & Juri Domine erga tales Progressus, in aliis Comitatus, vel Districibus residentibus habere, jura Leges Patriæ sufficienter edoceat possit, ac debeant: Quod edocò, aliterque Resistencia obligatione, istum & ed fæcto (deductis nihilominus omnibus eorundem patris oneribus) ejusmodi Progressus, cum cum Rebus suis omnibus, jura Articulus 70. Anni 1699. & distans Articulus 101. prædictis, cum Expendis, in acquisitionem istam erogatis, & Pænis Florentium 100. respectu singuli repenti, & edocò Coloni computat, & Boni non restituuntur, modicæ Arde. 32. Anni 1715. in præmissis 101. Anni 1715. confirmat defunctis, & confirmatè limitandis, abfistis omnibus Juridici Remediis, & illi extra Domini Appellatione, conformitate Articuli 54. Anni 1695. & novè Judicii admittit, restitui debent; Si verò Ador fuit omni fundamento legali procederet, adeoque in Adione succumbere, & erga seipsum pænis Coloniam, seu seipsum infirmitatem non occuparet, eorum in Causam atredu Expendis gravio, eisdem confirmatè per procedentem Judicem limitandis, & per Eundem exopendis refundere reatetur. Inquisitiones patris, mediò quorumcumque de Legge inquirentis solitorum, etiam in facie Locorum, in quibus Prologi invenirentur, semper libet, & istè illo impedimento, etiam cum Affiliatis Comitatum, & præmissorum Locorum, in quibus pervenerent, sub feceratissimè, & perag possit: Quod si verò prædicto modo finit Procedit, adhuc tales Prologi non restituuntur, & alias Profectus infini debent, tunc Pænis specificata in duplo, & equè cum Expendis; Ex si serio quoque finit existerent, exhiberent, tunc Villa, aut illa Porcio possessionaria, finit Articuli 32. prædicti, equè, & Comitatu, vel Partit triumphanti, nisi cum Expendis assignari debet, unde Coloniam, pærio modo repetitis eundem triumphanti libet abducere possit; Cujus Villa, aut Portionis redemptio, condignè satisfactione mediæque semper observaretur; Si qui porro

alienos Subditi retinentes, mediò tempore repetitionis, vel reza lris, & pro parte repetente studentia, ejusmodi Coloniam alit translocarent, pænis predictarum incurere debeant; Imò in Causa amissionis Villæ, vel Portionis, aut Coloniarum restitutionem eisdem redimere non valent; salit nihilominus quod captum, privati etiam Authoritate rigore prædicti Artic. 32. liberam, tum verò Repetitionis quod privati Dominos Terræstris Profectus, in vigore suo permanent. Et hæc Dispositio, ad Regna etiam Croatia, & Sclavonia extenta est.

De Migratione Taxalliarum, & aliarum quorundemque Ignobilium limitanda.

ARTICULUS LXI.

Ad evitanda quævis ex Taxalliarum migratione hæntis contra bonum etiam publicum, & cum Comitatum conservatione Confusionem, Sae Majestas Sacratissima elementer annuit, decernit, ut ejusmodi Libera conditionis Taxallia ignobilia, vel menamili, qui in Bonis aliquorum Dominorum Terræstris eundem descendentes, & Coloniam, vel censuam, seu inquilinariam obligationem assumpserint, tales, & etiam hæntis modalitate prædictæ descendentes, secundum Conventionem cum Domini Terræstris istum, vel istam, istem obligati manebant; nullam autem Conventionem cum Domini Terræstris merentis; præmissa prædicta, liberam migrandi facultatem habent; Articulus 101. Anni 1715. alique Legibus de Repetitione Coloniarum fontibus, ad Conservationem Artic. 52. Anni 1695. pro Domini Terræstris posteritatis, pænis eisdem, & pro istem, sub uno, eodemque etiam Succellorum Dominio, in fæcto permanent.

De non transiendis per Dominos Terræstris, in uno Comitatu ad alium Subditi.

ARTICULUS LXII.

Ex quo non fuit magno Comitatus prædicti, Fendique contributionalis diminutione, per nonnullos Dominos Terræstris, in diversis Comitatus Bonis possidentes, non raro prædicaretur, quod ex uno Comitatu in alium, suos ipsimet ad incolumis Sessiones abducerent contribuentes Subditi, aliterque per unius impositionem, depopulationem aliteris non leviter procuraret; Ideo statuit, ne Domini Terræstris (exceptis, quos ad Servitia propria adhibere voluerit) Subditi fides ex uno Comitatu ad alium amplius translocare licet, qui imò sub pæna bonam non reddendum, post amissionem, & non sufficuum reductionem, de Bonis eorundem Dominorum, mediò Judicii Nobilitem, ad instantiam Magistratus defunctis, & pro publico Comitatus applicanda, eandem reducere, vel alios loco translocarent ad sufficuum contributionalis onus idoneos substituere tenerent. Qui verò Dominorum plures Subditi, in uno Comitatu, vel uno Fundo habent, neque eisdem istit accommodare valeret, talios, relictis in priore fundo Subditi, ad supportandam contributionem idoneis, reliquos ex uno Comitatu in alium libere translocare licebat.

De Perceptoribus Dominiorum, eorundemque Restitutis per Dominos transiendis, & tamen Articuli 37. Anni 1697. revocantes.

ARTICULUS LXIII.

Non olim in Dominiis, misere Plebis ex eo quoque consequeretur aggravatio, quod Dominorum Officiales, per ipsos Dominos, vel eorundem Deputatos contenti, publicas Regi Contributiones à Subditis Dominiorum exatib, cum causis privati confunderent, aliorum converterent, aut cum istem profugerent; Unde tale onus, cum secundario à misere Subditi, cum gravi eorundem conservatione, & publici Serviti damno exigeretur, aut Rehatitis gravibus accumulatis, ad Officiales, & Exatores eorundem, ista etiam censuam Comitatus constitutores relinquerent, à quibus non raro impositionem, & Fandem exactionem non habebat, compensandum compensatio haberi non valeret; Expropter ex benignis Sae Majestatis Sa-

ANNO *cratiffimis Resolutione, Statutis, & Ordinibus confirmant,*
1723. *& Articulum 37. Anni 1647. renovant, ac ad tales etiam*
Domina Terrestres, qul suprà obediens Portionale,

publica Contributionem, sub Juremenco suo, assensu, & solida Propositione & Repetitione, Item fuit initium hybernalem Mensium, pro toto Anni tempore extemporari, imperocollari, & taliter Repetitionem Perceptoribus suis antehabere extrahere, ac non tantum eandem per Comitatus publicare, fed & Perceptores, quampriusquam, & ante omnia, cuilibet Villa obsequens, pro libello carnis preparationi, pulchre & Esculentioris, Item pro carnis assatione, & tunc temporis, Neque quomodo Reparatio, pro Supremis, & Vice Comes, auctoritate privata, extra Generales Comitatum Congressiones, & ibi quoque non nili & iusta, necessaria, legitimae causa, & ratione immutari possit: Cuius praevis ex causis, immutatione, intra quodam excelsis Potas habens Dominium interveniens, citius emergens totus, non in suum, fed Pagos, & Comitatus, & non minus in totum Comitatum, sed iura tale Dominium habueritis, & excelsi debuerit. Et converso vero Villarum, & Pagorum, iura Domini Potas non comprehentem necessaria defalcata, in Pagos Dominiorum, excelsis Potas habentium, derivari non possunt: Ubi vero Domini excelsis Potas habentia non essent, tale ones, non in suum, fed aliam tantummodo, nempe, & Procellam, fed per totum Comitatum, jure, & ratione immutari possunt: Ipsi vero Domini Terreris, Contributionem, non per Comitatus, sed per suos Officiales i Subditis propriis exigentes, eandem fide potas duppi augere, & plus exigere, aut excelsis propriis Comibus, Contributionem in Restituta relinquere: hi & Perceptores, exaliti & nonnulli Pagi, vel etiam Distribubus Contributione aliorum, in ultimas totas tenere, se per id modicorum amissionis Restituta, reliqua, & quae sunt, quodam excelsis superexigentes ad solvendum adducere, quod non audent: Quin loco priusquam modicorum amissionis Restituta non incalluerit, ad novas Affigitationes concederetur, vel novis Impositiones i non Restitutaris exigere non possunt: Et benedicta porro, vel benedicti Superexigentes, aut quibuscumque alitis Expositis, i publicis Expositionibus remanentibus, non quidem in Restituta, sed in aliis, & aliis fuit exsolventes (non autem Restituta) proportionem partemque debebat.

*Externi etiam Officiales, à Facultatibus propriis,
ad onera Publica proportionatè concurrant.*

ARTICULUS LXIV.

Requirit prius confectum Sacra Cefarea, et Regie Majestatis brevis apud, ut etiam Eusebii de Hieronymo in Regno de Partibus eius consuetudines, et quodam tenore, et fidei, et aliam Faciem, tunc in his in Regno, Italia, et non sumus in Capitalibus ad Interelle elocant, proportionale continent: Ad eum et, qualem etiam sunt Sacra Officialia, in Rebus, et Causis (etiam horum posteriorum Officio) occurrentibus, Locis illis in quo degunt, vel prestantibus Fundos possidet, Jurisdictionem Magistratus, et Legationis, et fidei, et nona vesp per illuddem Extraneo possidet, jure Anticam 30. Annis 1715. restituta.

*Ni Civitates Liberae, ac Regiae, non Montanae,
ac Privilegiatae etiam Regiae Oppida, à communibus
Onere eximantur.*

ARTICULUS LXV.

Ut Liberis, & Regis, non Montana Civitates, Privilegiaque easam Regia Oppida, Portus fidei commendatum, & jura appropriatum abstat Militibus Quatuor, quippe Publica opera, Inlitis aliorum Locorum laborum, Sacramenta Censura, & Regia Majestatis clementia: cum in eorum nobilitate ex quibus Civitatibus, Praefidiorum Militem medio loco, Dominique illicum habent, ad hoc adhibere, easque quodam quidem negotio, fed non Communi ad talium Praefidiorum onem innotet, ad idem possit; Periter & Montanae Civitates, pro & Villas Crenaticiones, vigore Articuli 42. anni 1717. in ejusmodi astatuque Quatuorcentis exemptas, aliterque in eadem immunitate, juxta Articulum praefatum, Privilegia item Regis, & usum eorumdem, conservandas fuisse.

ANNO
1713.*De Familiarum ignobilium Mercede moderanda, & tantis Servitii aequaliter inducenda.*

ARTICULUS LXVI.

Ad ferendum bonam Ordinem, & pro Contributionum Hospitum Conversatione decretum: Ut respectu Mercedis Familiarum ignobilium, circa Rem agrariam, & pecuariam, ac Domestica etiam Operas servitium, non ferat, & omni Mechanicorum dietim laboris solutorum moderata, & servitiorum initi, ubi circa Novam Annam (præter Opticones, & Majores Pallores, illarum servitii tempus habentes) inducantur, Communitas, juxta Statum & Statum, Ordinem & salubres Dispositiones facere possint, & debeant: Quibus omnes, & singuli, tam Hospites, quam & Servitores semel accommodare teneantur: Super detinendis autem Servis, & Palla Domitorum laborum hinc inde committibus, & prologis, Artic. 101. Anni 1715. sanctum est.

De Partium Adjustatione, & Regni Conscriptioe.

ARTICULUS LXVII.

Pro æquiori Publicorum operum Supportatione, & misera Fidei necessaria Confectione, Status & Ordines Regni, secundum idem, statu presentis Dieti per Eodem acceptam, & Sæ Majestati Sacratissime humiliter representam, conscriptionem peragendam censuimus: Circa quam, si que per Sæ Majestatem Sacratissimam addenda, demenda, vel modificanda videretur, ea, cum Consilio Regio Locumtentali, pro ulteriores elaboratione communicetur, in futurum amen. Idem regeretur, ut super eadem Dialecter conclusi possit: Interca autem tempore, puta ea, que Sæ Majestati Sacratissima in transmissa idea approbat, promota conscriptione peragatur, Poterimusque proportio superinditi suscipiatur.

De Pecunie in Regno, & Partibus Eidem annexis, uniformi Curia, & Acceptatione.

ARTICULUS LXVIII.

Pro reducenda Uniformitate, interque ex difformi minoris Monetæ valore, & minus ejusdemque hic acceptatione, alibi verò rejectione, Empoci, & nomenque Venditori sociis Confusionibus, et benignis Sæ Majestati Sacratissime assensu lausaret: Ut omnis generis Monetæ per totum Regnum, Partesque Eidem annexas, æquali sit curia, & Valor, adeoque ubique locorum ad unum Florum centum, & ad unum grossam quicque Decuiti emperetur.

De Presbyterorum Græci Ritus Filiis.

ARTICULUS LXIX.

Ut unitorum Græci Ritus Sacerdotum Filiis, in Presbyteros aut, in Sacerdotes, & conditionem Coloniacalem non redeant, talesque prævi capacitari, & eroditi in Presbyterium assumi, & ordinari possint. Qui verò Presbyterorum Filiis, in Funda Coloniacalibus resident, & talibus Fundis, juxta initium, vel incensum cum Dnibus Terraribus Conventionem, in, & ab hinc contribuere, ac ad communia Onera coequare debeant.

Filiorum Patrie in bonis Disciplinis educatio, & ut Fundationes, ac pia Legata quousque modo negligia lausarentur, & non effectus essentur.

ARTICULUS LXX.

Plerum quæcumque Feudalium inspectionem, & cum Exaltatione Rationem, unum Fundationi satisbat, investigationem, Sæ Majestati Sacratissima pro Apostolico munere, & suprema Authoritate Sæ, vigore Articuli 74. Anni 1715. ubi benignè reservavit, & i gratia Regio Locumtentalis Consilii novissimos deputavit, qui presentium singularem, & peculiaris curam habeat. Circa Fundationem Siltmannam, usquam reser de jure Tenè nactam, addit etiam pure alteri, Sæ Majestati Sacratissima, id, quod justitie evanescit.

fuerit, clementer dispolet. Fundatio verò Hruboskiana in Commissione de Negocio Religioso instituta, & jam terminata, uberius tractata, ubi Acta ejusdem Commissionis revivis faciet, pro æquitate terminabitur. Ceterum, ut in Academiis, non rarum Philosophicum, Theologicum, & Juridicum etiam Studium erigatur, & separatim, & statim hoc, præ pro eruditione Scientiarum Studia, sed & alia quævis in Extensis Universitatibus publice doceri consuevit, & Spatii quodam Publico, & Militari deficientia Studia tradente, & per idoneos Professores tradatur, ubi Status, & Ordines, modum, formam, & media, quibus id commodè fieri possit, Sæ Majestati Sacratissime demittit submittitur, pro Regis benignitate Sæ, hinc quousque demisso Statum petito clementer amittit, & Consilium suum Regium Locumtentalis extensa quousque sufficienter instruat.

De Ecclesiis, Juribusque Ecclesiasticis, ac defensionibus, investigandum.

ARTICULUS LXXI.

Articulus 60. Anni 1715. id observandum clementer admittit Sæ Majestati Sacratissima, ut si qui Praetorum, aut quorumcumque Beneficiorum Ecclesiasticorum Possessores, Ecclesias, aut Beneficia sibi concessa minus curent, adiacentiaque, & Fudos instruat, desolati permittent, riuolos verò non adiacentia, Tabulam Praetorum, & quorumvis Beneficiorum Praetorum, per Sæ Majestatem Sacratissimam, qui summa Ecclesiarum Patroem, in Segredum sumi, & ad Reclausuram praetorum Ecclesiarum, aut adificiorum, & Fundorum reparacionem applicant valeant. Præterea etiam ad restituendum: Ut Episcopi, & Ecclesiarum Patroem de Parochorum Intentione, & Substituenda, & Populo, ubi necesse est, praestanda propicietur, Ideo Sedecim Decimarum ubique, & etiam Octava, ubi in situ sunt, Patroem Catholicis secundum Leges Partis presentis.

De Articuli 40. Anni 1681. quod annu Magistrum Praetorum, & Judicis Tabularum, tam in Partibus Trans-Danubianis, quam & Superioribus observandi Modificatione.

ARTICULUS LXXII.

Licet quidem tam Praetorum, quam & alii Tabulae Regie Judiciales Judices, pro continuò Judicis interitio debeant, eoque modo & loco, ubi Judicia celebranda sunt, assignati habebantur: Nihilominus secundum prædictum Articulus 40. Anni 1681. idemque etiam Leges, occasione Constitutionis Praetorum, & Tabulae Regie Judiciales Judicem, ut Dilectum Partium Praetorum, & Inferiorum, ac etiam applicandum Subjectorum ratio habeatur, Sæ Majestati Sacratissima ammittit, statum est.

De Loco, ubi Tolentis, & alii, quorum eadem esset ratio, Comitatus, Sedes Judiciorum celebrant, Acta conferunt, Jurisdictionem Magistratuum emittunt, in Bonis Domitorum Terrarum concedendo.

ARTICULUS LXXIII.

Sæ Majestati Sacratissima benignè assensit: Ut quilibet Comitatus, pro iustitiam Congregationibus, & Sedibus Judicibus, Autobi, & Liberum confessionem, Malefactorum, & Captivorum Custodia, & Executione, Domum Comitatus aedem habentes, in loco securo, & quantum fieri potest, pro iustitiam etiam Comitatusque majori committitur, in medio ejusque Comitatus, ac, si fieri potest, in Civitatibus, aut majoribus & Privilegiis Oppidis comparet, & ibidem etiam Jure Gladis staret, Dominique Terrarum, vel Libere Regie, Romanique Civitatis, locum sufficientem, sine tamen Appetitibus exinde, Comitatus civiliumque consensum ejusdem precium etiam quod Comitatus privatus exponeret, quod verò publicas obventiones, eundem in Conscriptione, conferret, & onere Locorum erimere teneatur. Edictis verò, & Macella, aliisque Domitorum Terrarum Jurisdictionis usurpare non valent.

De

ANNO

1723.

De Appellationis Fore ad Comitatus, ex quibuscunque Oppidi Privilegiis, & Concessionibus, à quorum videlicet Fore in Sedem Dominicalem Fui Appellationis Cause hactenus deducit non fuissent, & de tollendis Censuum aliquibus.

ARTICULUS LXXIV.

Si Oppidum quoddam extaret, quod Appellationes ex Privilegio ad Tavernicorum Regium Magistram, ac Perfectionem Praefecturam Regiam, vel Sedem eam Dominicalem transmittere non obligaret, et abinde Appellatio ad Comitatum transmutaretur, aequalis conveniens esse: Quod Excellis verò Oppidum Collegiorum, vulgò Cohorem, Article 79. Anni 1715, provissum haberetur; cui ulterius quoque inhabendum; Et neque Servitores Dominorum opiduli pro privata duntaxat Dominorum suorum necessitatibus Libere Regibus Civitatibus, seu Regibus eam Oppidum efferentes, per Cohores Oppidum in huiusmodi Exercitiis sub preta virtutis turbati valeant; Subi praeterea in benigno boni Majestatis Sacratissima auctoritate Collegii Oppidum vulgò Cohoris Imperialis Privilegia, pro exigentia necessitatis circumferendi, vel plane tollendi, & abeundi.

Nè Ligna Instrumenta, alieque Res Fecales, Camerarii, & alii praestantur: Nè Nobilit Regii, per Magistram Locorum vel Cohor, aut Praefecturam quocumque modo turbentur.

ARTICULUS LXXV.

Pro conservando, & augendo quoruncunque Militarum, & Manufacturarum libero Quatuor, ad Majestatem Sacratissimam innocente statuque. Ut praerogationes diversarum Rerum veniant, si, & in quorum legitimis illarum usus adites, Eadem deinceps quoque continuari valeant, ad program tamen nonnulli necessitates restringuntur, non autem eò, ut deinde illis, carior fierem perib, ventali quomodò Res distrahantur, extendant. Quò verò ad locorum Jurisdictionem praestentem, Article 76. Anni 1715, denotantur, ubi dicitur: Incolae, ex quo praeterea Articulus praedictus, fecerit, elementis applicanda Satisfactione non detrahitur.

De Exercitiis, occasione Educillorum Regiarum committit solutorum solutione.

ARTICULUS LXXVI.

Ne Arendatores Regiarum Educillorum, praeter Jus educillandi Vini, & Cerevisiae, quampiam aliam sub, contra Incolas Comaromense, multò minus contra Magnates, & Nobiles, vel eorundem la Celsaris conservant, & non educillata Vini, Jurisdictionem vendant, ut quocunque demum Durum: Terciter, extra Territorium Comaromense, Bona, & Educilla habent, in Educillatione, vel Vinorum suorum Comaromni, aut pro privata necessitate Cerevisiae, vastum secunda Empione, & Editione, quoque modo impediant, ut Vini eorundem obligent, prohibendum veniat: Qui Arendatores, pro Damnis quoque illis Jurisdictionem praestent. Ceterum tales Arendatores, secundum Articulus in modum Dicitur, Legibus Regni solvant, jolum esse.

De interdiciendo Auspicio in Jurisdictionem Comitatus Magistralis involvendi, Possessionemque Szecszeg, ut aliorum Jurisdictionum in Comitatus Cuiusque Reapportionem, nec non Familias Kisjula, et Compagium de Bisj, negotio recommendando.

ARTICULUS LXXVII.

Si Comitatus Mosboiensis, à Vicinis Auspiciis, contra bono Vicinitatis Jura, quodpiam patreus aggravi, deinde Eodem Sae Majestatis Sacratissime, ac abinde, non utem per Articulum Conditionem, Gravaminis sui Remedium: Possidit autem Szecszeg, & alie quomodò, à Metallis Commissionis Relatione, Eiusdemque benigna Sae Majestatis Sacratissime approbatione praestentur. Familia Kisjula profectuar Jura sua, modis, & fectis com-

petentibus; Responsum demum Fecti Szecszeg, & ANNO Possiditque Bactia, illa, quae non nisi ab Executione dependent, suis viis, & modis in Executionem 1723.

De Finorum in Vicinis Provinciis Hereditariis electione.

ARTICULUS LXXVIII.

Super Vinorum, & Rerum in Vicinis Provinciis Hereditariis iustitanda electione, renovatus Articulus 77. Anni 1717. Ac praeterea, eò etiam elementis intendit Sae Majestatis Sacratissime, ut tam verius Pares Septentrionales, quàm etiam verius Mare Adriaticum, Vinorum electionem iustitare possint.

De Oppido Kallò Familia Kallay refectiende.

ARTICULUS LXXIX.

Quantum ad petam Oppidi Kallò, Familiae Kallay refectiendae, stentis Sae Majestatis Sacratissime, sicuti huius Digni, Commissarios elementis denominabit, qui aditis illis, quorum interest, id in Executionem sumant, quod Juri, & aequitatis ratio distaret.

Pro Obventione Salis, juxta Privilegia habentibus consilium interdictum.

ARTICULUS LXXX.

Quantum ad Familias Perenianam, & aliam, quae à Divi Hungariae Regibus Privilegiis, et Salis quatuor, dum in eis fuisset, non contentendam Salis obventiorem habuerit, tandemque per solum Librum Quatuor, eò deestit debeat, ad Suum & Ordinem Regii humilissimam Interpositionem, Eandemque Familiam representationem, Sae Majestatis Sacratissime elementis relator: Praeterea per Regiam Cameram Hungaricam, Negotii huius examine, huius deestit demit Relator, id, quod jolum, ac aequum fuerit, deestit elementis ordinaturum.

Institutio, & Negotium Comitatus Sigismundi Nydry, Familiarum item Amad & Kerekes, nec non Szardas, ac aliorum, humilissimè recommendantur, Et pro Rehibitione Digni Thaurisane Finemsi interdictum.

ARTICULUS LXXXI.

In Negotio Comitatus Sigismundi Nydry, tenore Articuli 67. Anni 1715, declarato, non admittit Familiam Amad, Kerekes, Baronis Caspari & Adalberti Szardas, ac aliorum Regicolarum, in Vicinis Provinciis, Debita, ac alia Jura acquirenda habentium, eorum sol fu parte in Articulo 64. Eiusdem Anni 1715, denotatur, ubi praespecificat indicat ea, quae idem juxta praestantem Legem facienda incumbant, fecerit, & Familia Szardas, Praetentiones suas in competenti Marchionatus Moraviae Fori liquidaverit, effecto in praemissis Articulis denotant benigne Quatuor Regie Resolutionis non detraherent: Quorum etiam Negotium Digni Thaurisane, in Articulo 92. Anni 1655, denotatum, referendum erit.

De Simonis condam Peti, & Martini Gyry Heredum contentationis supplicator.

ARTICULUS LXXXII.

Pari ratione Simonis condam Peti, & Martini Gyry, Quatuor, & Negotiorum Jurisdictionem Heredes, viget eorum Liberum Obligatorem Cambium, notabilis Summam praestentem, ubi Praetentiones suas, Sae Majestatis Sacratissime solito modo representationem, iustitia, & Satisfactione idem administrabitur.

Ut Comitatus Bactensis in Jurisdictione Magistralis non impediatur, & unigue Contributivales Resistent non exquantur.

ARTICULUS LXXXIII.

Justum esse agnoscat Sae Majestatis Sacratissime, ut Comitatus Bactensis in Jurisdictione Magistrali, Eodem competere non impediatur, neque ad peribitionem

ANNO
1723.

70 CORPS DIPLOMATIQUE

tionem Reftauratam, in quantum eadem jam relaxata, ac accommodata effent, ultio modo adigatur; Cancellarij vero Officiales, vel Bonaorum Fiscalium Accenditores, Violentia perpetrantes, aut aliter excoercentes, ut Lesibus, & Juribus Regni fubdit, Sua Majestatis Sacratiffima benigniffime refolvit.

De Debitis per novissimos Comitatus Badragiofis Officiales, Nonne Universitatis contrahitis, per eundem, qui sine Sine & Cancellaria Comitatus contraxerant, exsolvendis.

ARTICULUS LXXXIV.

Quod Debita, per quorumvis Comitatum Officiales, nominat Comitatum, in quibus Officia tenent, contrahenda, benignè refolvit Sua Majestatis Sacratiffima, ut & Obligatoria superindis confectis, vel sine confensu Comitatus illius emanantibus, non penes eandem levata Summa, in commodum, non utilitatem, vel necessitati publicæ eisdem Comitatus, per illorummodi levantes & contrahentes Officiales contrahenda non solvantur, Comitatus ad tallium Debitorum solutionem non obtineant, verum Creditores, ad illis Officiales, qui modo prædicta mutuum pecuniam levaverunt, stringentur.

De Controversia Falsarum Disfructus Beretty, & aliarum.

ARTICULUS LXXXV.

Controversiam inter Episcopum Varadiensem, & in Dilectibus Beretty, Holczter, & Laskig residentes Vascus, Decimam dare cessantes, Sua Majestatis Sacratiffima humiliter representatam, altitudo Sua Majestatis Regis, pro Juris, & Justitiæ equitate elementer decernit.

De confirmandis, & observandis 23. 1687. & 128. 1715. Auctum Articulis, Eravandique Extensio.

ARTICULUS LXXXVI.

Quorumvis in universis Libertatum, & Privilegiarum, Jurisquæ, ac Immunitatum, per nos Legum illæ Communitas, quæ & Municipium Incipit Regni Hungaria, aliorumque Eidem annexorum, & Sacra Eisdem Comitatus subiectorum, per Suam Sacratiffimam Cæsareæ Regionis ad gloriosissimè regnantem Catholicam, & Apostolicam Majestatem, hic etiam Dicit Articulis elementiter declarata confirmatione, prædictis quoque 23. & 128. statutorum Auctum Articuli iustitè confirmati sint, & observant; Nihilominus tamen, plura, & diversæ ejusmodi Petitiones, aliteratæ Sui Sacratiffimi Majestatis elementitè applicantes, & non prædictis superascriptorum Auctum Articulis, prædictis etiam confirmate, statuit, ut in prædictis Comitatus, & Slavonia Regibus, illis aliteris Fidei, aut Prædictis cupispiam, præter solis Romano-Catholicos, Possessionis Bonorum sint capaces.

De Bonis Antiquitate.

ARTICULUS LXXXVII.

Ex benignissimo Placito Regis Articulis 114. Anni 1715. quod Authoritatem Banales renovatur.

De restituendo, & Regni recuperando Terræ, in quæ Gravissimas Varadiensis illatas fuerat, pluribusque Quartis & Gravissimis, in Articulis 113. Anni 1715. comprehensis, complandis, & in futurum tollendis.

ARTICULUS LXXXVIII.

Ille quoque Punctus dicit benigni Resolutione Regis humiliter acceptis, renovandisque, & ratum confirmat Articulis 112. Anni 1715. ut tandem aliquando, ejusdem, & in eodem spectatorem, desideratus indicat amplius formæ effectus, à parte Regis necessarii extensio Comitatus, & quidem pro Præside, Dominus ad illis eundem Regem Bana Comes Joannes Palffy, Dominus item Comes Joannes Draskovich;

Dominus Comes Joannes Cskolyi, Sua Sacratiffima Majestatis Camerarius; Præter Regni ejusdem Vice-Bana Admire Dancil Rauch; Vice-Cancellarius Nicolaus Malmont; & Comitatum Varadiensis, & Crisensis, ex singulis videlicet vices Vice-Comes (non obstante unius, aut alterius absentia, ac in Locum absentia, aliteris honesti Subiecti substituentis, penes Comitatem Banaem, quæ Præsidem, manente facultate) mori solis præfenti Dicit, cum reliquis, per Suam Sacratiffimam Majestatem, à parte Augustæ Euphem Aulæ ed dictandis, & effectibus eliminandis Commisfionis, refolutam extensio benigniffimam Commisfionem effectum; Non fecit de Lata, & Corbata, inferiorisque Slavonia, ad factum Articuli 113. Anni 1715. cognoscenda cogitatur, incorporanda incorporant, & complandis complantur, abrogandisque abrogantur denominatur.

De Celebratione Judiciorum Obsequium Banaum, ARTICULUS LXXXIX.

Pro tanto celeriori in Regno quoque illis, Juris, & Justitiæ curæ, ac Administratione, in casum absentia, aut legitime impediti Dominus Comitatus Bani, quæ alia Judiciorum illius celebrandum Obsequium et Officio Præfide Locumtenens, seu ejusdem Dominus Comitatus Bani Vices Gerens, aut aliter quovis, & gerens eundem Regem ad illi aptis, & idoneis, per Comitatem Banaem, & Regnum, de antiqua eundem confirmata, pro Præside, coles quoque accedens fuerit, possit se valent legitime denominari & condici.

De publicorum Onarum Gentemibus, & refractariis Supportantibus, ad eodem compellendis.

ARTICULUS XC.

Naturali spiritum rationis, & aequitatis conforme fit, illi, cui bonum Publicum commune est, Onerum quoque publicorum supportationem suo more communem esse debere; Qui igitur communitatem talibus semet libenter, & jurisdictioni Regni subiecti essent, ut sua via & modo extensio assignatur, & compellatur, iustam omnino esse.

De abrogandis Tricesimarum abactis, Legibusque extensio etiam ad Arcadum extendendis.

ARTICULUS XCI.

Articulis 12. & 17. præfenti Dicit Regis Hungaria, benignissima Resolutione Regis, Regno quoque Croatia, & Slavonia communiter decernitur, qui Articuli, ad quoscunque etiam Tricesimarum in Regis illis Arcadum extenduntur.

De confirmandis Prærogativis Nobilium anius Sessis, & Armamentis.

ARTICULUS XCII.

Nobilium Campi Treopolys, penes & Armamentis, ac unius Sessionis, Exemptiones, Prærogativas, & Libertates, in quantum videlicet legitime, ac imperpetuo usque præfuerint, & ad præfentem usque persistere, pro renovari, & confirmari haberi. Famula demum Draskovichiana, respectu Eorum Sicutichay; in & Comitatus Banae Erdody occasione Dominus Bogliero; non fecit de persequenda remediandisque gravibus admodum Excessibus Statu Militaris Capuocensis, Varadiensis, & Carlotiadensis, nisi hic Dicit quomodo eorum odiosa extensio, benignè refoluta Commisfione Regis uberiori remissionis, admittendisque extensio Civitatis Capuocensis, & Varadiensis, tam Arcedi, quam Comitatus jurisdictioni, alioque, per eorumque præfidentem, Varadiensem videlicet, & Carlotiadensem Generalatum, in e per præfidentem admodum Familiam deponebantem, nisi alia quolibetque Injuriæ, & iniuriis, effectibus Justitiæ, & Satisfactionis, ad Commisfionem supermemoratam Articulis 63. tenentur, indicit effectum.

Ut Familia Erdodyana in integrum Jurium suum restitatur.

ARTICULUS XCIII.

Justum esse agnoscit Sacratiffima Cæsarea Regiam Majestatis, ut Familia Comitatus Erdody, in illam

ANNO
1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

1723.

ANNO 1723. *Monstris Civitatis, Bonorumque, ac Jurium eo spectantem Possessionem, quam sub magne memorie Imperatore, ac Rege Leopoldo, penes benignos Eiusdem Regis Reversores cum subsecuta Meretur, à clementi adpensatione Confessis separatione, ac distinctione, realiter, ac effectivè obtinuit, per Commissionem sibi Articulis elementarè repositam, ac ordinem legum repositam, aut eidem Commissione se fore distat, vel et quocunque demum capite non procedente, ad averendum Eiusdem Familiae gravia damna, totaque Eadem illius prejudicia, per aliam, eam in finem, à Sacratissima Celsura, & Regia Majestatem clementer ordinandam, suis presentibus Dilectis, quocunque premissa effectuaverit, Confessionem Impericentis, ac Crimenis, ab interdictis quicunque Violentis, Invasoribus, & occupacionibus, elutereque inferendis Damnis, ferio, & diffinitum coercerentur.*

De Nobilitate Trans- & Cis-Carpasiana, qualiter illata, & ne foris inferenda sit, per homines & Officiales Communitatis injurias, legitime Jure vindicare valeat.

ARTICULUS XCIV.

In illis diebus per Homines, & Officiales Bonorum veterum Frangepaniano- & Zuisiano-Fiscalium, ad presentem verò Cameræ Gracensium, bellicentis, & ac foris in finem inferendis, tam bene realiter, quam Personaribus, ut & mixtis Injuris, Nobilitas Trans- & Cis-Carpasiana, ut & Maritima, Legali Jure vis, sub Majestatis Sacratissimæ clementissime annuente, procedat, & beneficiis Amicis 44. Anni 1715. imperpetuum teneat.

De Civitatibus Crisensis Unione.

ARTICULUS XCV.

Articulus 117. Anni 1715. in hac materia conditi tenentur; in Locum modernum Domini Comitis Episcopi Zagrabienis, si commodè assidue non poterit, Praepositus, seu alter à genio Venerabilis Capituli Zagrabienis, per modicam Domine Episcopum decessum adpensationem, constituitur, reliquis in eodem prædicto Articulo decessum Commisarius, in suo Castelle tenentibus; Qui non sine Dilecti, delegati sui clementissime Commissionis fungentur, examinalesque, & cogniti omnesque ejusdem Civitatis Juribus, ante effectuationem Unionis, universis Partium iuris producenda Jura revident, & an ejusmodi Unio, atque convulsione Jurium, & Privilegiorum omnium, vel alterius ex prædictis Civitatibus fieri possit, cum Voto, & Optione suis, modis Insuper Hungarico-Regis Aulicæ Cancellariæ, præstare sub Sacratissime Majestati reportant.

Ordo Cracigerorum Hospitaliarum cum Rubra Stella, in Regnum Hungarie, & Partes eidem annexas, una cum Insuper Ordinibus recipitur.

ARTICULUS XCVI.

Ex quo Sacro Ordo Cracigerorum Hospitaliarum cum Rubra Stella, per sedulam Hospitalium, & Nosocomiorum Curam, & Administrationem, in pluribus Regni & Provinciarum, per eandem zelotè exercitum, magis Christianis Pietatis Fructus operari compingitur, ut minores in hoc pariter Apostolico Regno Hungarie, post Eiusdem receptionem, et tributa quoque Patrie Nobilitati Filiorum, in Ordinem sunt susceptione, & ad Functiones, ac Beneficia sui Ordinis, eorundem admissione, Fructum, Status, & Ordinem sibi merito pollicerentur; Hinc preterit Sux Castrens, & Regia Majestati humillimè Supplicatione, & accedente Eiusdem benigno assensu, ad demissam quoque, eorum Senatus, & Ordinibus, eo sine factam Eiusdem Institutionem, ac zelotum Emioemissimè, ac Sacratissimi Cardinalis Decis de Saxonia, Principis Archiepiscopi Silesiensi, & Primatui Regni, nec non Venerabilis Cleri Regni Hungarie Interpunctionem, determinatum est: Ut idem Sacro Ordo, in Regnum illud, & Partes Eiusdem annexas, Voto tamen, & Sectione abeque omni, pro excepto & stabilito habente, Foundationesque Hospitalium, & Nosocomiorum, de his modo, & ordine, ac à Fundatoribus præscripta Caritate administrare; Non fecit alia etiam Bona Fundationis, parè Secularia, & libere Fundatorum

dispositioni subiecta, Jure, & Titulo duntaxat. Pignori possidere valeat; Filiosque Nobilitatis Patrie, aliosque Nationales, in Ordinem recipiat, & Idemque ad Capites, ad Beneficia quoque Sui Ordinis assumat. Pariter & Religiosi Ordines Capucinarum, Fratrum Milericordie, Servorum Bone Virginis Mariæ, ac non Carmelitarum Calceatorum, & Discalceatorum, & Paulatorum, ita & Societatis Virginum Ursularum, conformiter Articuli 102. Anni 1715. in Regnum illud Hungarie, & Partes Eiusdem annexas recipiantur; Qui omnes non fecit & hactenus quomodocumque recepi, & quocunque Nomine insignis Ordines, in signum Pietatis, & Gravitatis, fagor. Duodecim Sacrosanctis Missæ Sacrificiis, pro Sua Majestatis Sacratissime, Successoresque Hungarie Regum, Regniq; hujus Apostolici incolamiae, incrementis, & Prosperitate, singulis Annis, & in perpetuum, dicere, & celebrare, prædictis autem Moniis celebrari facere tenentur.

De Systemate Consilii Regii Hungarie.

ARTICULUS XCVII.

Sua Majestatis Sacratissima, Consilium Regium Locumtenentiale instituit, Preterito Palatino cum viginti duobus Consiliariis et Sate Prætorum, Magnatum, & Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, per Regiam Majestatem et nunc, & in futurum denominando; in casu verò subsecuturæ Vacacionis Vacantis, presentibus Consiliis, non solum unum, pro eodem Vacancia Institutionem suppleat Liberos Sux Majestatis Sacratissime submittit, sed & alios aptos & idoneos pro re nata, cum optione demitit proponet, & altiorum benignam Reversionem Regiam præstabit; Supernumerari quoque Juniores, Juramentum antequam, ex Magisterio & Nobilitate Sux, sine Voto tamen & Salario, ad idem Consilium, pro replenda repem Experiencia, ad arbitrium Sux Majestatis Sacratissime admittent, & sepelidum Consilium, ex Regibus Provenientes salutarium, uti primam fieri poterit, ad medietatem Regni collocabitur, interit verò Postuli manebit, neque ex Consiliariis, nisi, nisi legitima de Causa, Preterit semper infirmus, præter leges Fecit, et eodem Consilio abesse licet; in tamen, ut ad minimum Duodecim, ad hanc Prædictam Commissionem prefatas esse debent. In legibus demum Comiti Palatini obsecra, Jodet Curia Regie eidem Consilio præstabit.

De Consilio Regii Hungarici Cancellaria & Rationaria.

ARTICULUS XCVIII.

Directorem Cancellariæ et Consiliaris, una cum Secretariis, Sux Majestatis Sacratissima denominabit; Regimenterum verò, Rationem Exactionum, Expositionem, & reliquis Subalternis, ipsum Consilium, observat Votum pluralitate constituit; Ipsa verò Expeditiones, Præter cum Cancellaria Directore, & nunc ex Secretariis scribitur. Consilium nunc Signis Sux Majestatis Celsura Regie, cum circumferencia Aquila, in medio vatem insignibus Regni; præter hoc in aliis quoque Regni, & Provinciis itinerantibus, omni tempore nitentur suis.

De Generali Regni Perceptoris.

ARTICULUS XCIX.

Quanto Fundus publicis ad effectum fieri deductus, & Sux Majestati representatus, sequetur circa Perceptorum Regni determinata Reversio.

De Commissariis.

ARTICULUS C.

Directorem Commissariarum ex Consiliariis, & Sate Magnatum, ac præterit ex omnibus quatuor Regni Circulis, seu Districtibus, quatuor Commissarios Nationales et Sate Nobilium Sux Majestatis Sacratissime denominabit, & à amplitudine Regni & Districtuum capiet, ad representationem Consilii, plures enim constituit, quorum Activas, per Instructionem jura stabilitam, determinat est.

ANNO

1713.

De Consilii Regii Auctoritate, Modoque, in qua à benignis Caesaris-Regis Majestatis Resolutione dependere, Sive Majestati representandi.

ARTICULUS CI.

Præfatum Consilium à nullo Discretio, Aulicæ, sed Sive Majestatis Sacratissima, etiam Consilium Regium, dependebit; Et si quid Sive Majestatis Sacratissima repræsentandum habuerit, illud mediò demissum Literarum (suum repræsentabit, à Majestati Sive Sacratissima, benigne sum Requisitionem, ut per Rescriptum, per Dilectum Regium, pro variis Reum à Negotiorum eisdem Consilio insinabit. Consilium pro ubi informari ad Sive Majestatem Sacratissimam mittendi, si accessit videbuntur, per Sive Majestatem Sacratissimam, per Consilium repræsentatione, à approbatione Sive Majestatis, vocabuntur; Quod verò Correspondentiam cum vicinis Regibus à Provinciis ardet, cum in eisdem Regibus à Provinciis essentia Gubernis à Regibus, in rebus Sive Sive publicum concernentibus, ad invicem non correspondant, sed Sive Majestatis Sacratissima demissis Relationes præstent; Idem id ipsum in hoc quoque Consilio Regio observandum venit.

De Auctoritate Consilii Regii in genere.

ARTICULUS CII.

Ut Consilium hoc Regium Locumtenentiale, contra potestas Patriæ Leges nihil decernimus, à Dilectis Conclusiones, per eos, quibus incumbit, effectum participari faciat; Ac præterea, ut Consilium semel per plurimum Vocetur in Consilio, extra Consilium nemini immutare liceat, jussu omnis est.

De Impulsione Regali.

ARTICULUS CIII.

Ut libere quævis Persona, per Secretum à quavis Contributione publica liberanda, in Regnum vocari, ac ejusmodi Libertas per totum Regnum publicari possit; benignè admittit Sive Majestatis Sacratissima; Ut autem Patentes, in Sive Romano Imperio, à aliis etiam vicinis Sive Majestatis Sacratissima Regibus, à Provinciis eandem publicari possint, ad eam Statibus præstibus Sive Imperii, à viciorum Regnum, à Provinciis debentur debet. Sive etiam Neosquæ, juxta Articulum in Familia, ad quas perire dignoscuntur, modo eisdem delectandis relictur. Penultimum benevolentiam in conferendis bonis Facilibus, Sive Majestatis Sacratissima eandem relictur habet.

Ut Regibus in Rebus à Negotiis Regnum Hungaria largiantur, ad Legationes applicentur.

ARTICULUS CIV.

Ad exigentiam benigna Sive Majestatis Sacratissima Resolutionis, idoneorum, à benevolentem Hungarum ratio habebit.

Parentibus, aut Tutoribus, in educandis, à erudendis Liberis assignantur, ut ejusmodi Liberi delictis, investigandis, ut de Juventutis eruditione à commodatione, attamenque Familiarem subleventur.

ARTICULUS CV.

Quod si Pauciores, aut Tutores, in educatione Problem, à Pupillorum negotiorum fuerit, à Comitibus eandem non provident, per sapientium Consilium admoventi erant. Respettu Fundationem rite admittendam, Articulo 70. provisum jam est. Magnam et Procerum Filios, in Aula Regis habentis accommodat, à educatione facit, istum Sive requeant, ut idem, à Nobilibus etiam Fili, moveantur observat, in Aula quoque Procerum accommodat à educatione, conveniens omnis erit. Domi delibentem bonorum Familiarem Fili, per Consilium Consilio Regio Locumtenentiale indicat de-

bent, ut per illud Sive Majestatis Sacratissima demissè propos, à pro exigentis Qualitatem Sive accom-

Ut Demos Regnicolarem, pro publicis necessitatibus, à signanter Archivi Conformatione insinuantur.

ARTICULUS CVI.

Si Consilium Locumtenentiale Regium, com Septem Virali, à Judicia Tabula, ad medicum Regal translatum fuerit; Demos etiam ibidem comparari pro contrivendo Archivum debet; Invenit verò Polosii exilium Regnicolarem Demos restanda erit.

De Imprecationibus, seu Intestamentis, in Comitibus, à Civitatibus observanda.

ARTICULUS CVII.

Ad nomen aliorum Sive Majestatis Sacratissima Regorum à Provinciarum, quorumvis Debitorem, per quoscunque abbasque considerandum Imprecationes, à Intestamentis, in illis Comitibus, à Civitatibus, in quibus Boes præfatum Debitorem oneri subijcienda, ita sunt, in futurum sunt, à quoscunque subijcienda, ut ad nomen in illis Regibus à Provinciis observant, pocius facti in futurum observantur.

De Judiciis Montensibus, Legibus Regni consue-

ARTICULUS CVIII.

Judicia Montensibus, secundum privatis eandem Leges, ultra Sive habiles, in suo esse masebunt.

De prævenendis Incendiis.

ARTICULUS CIX.

Ut ad prævenenda Incendia, omnes meliores prævenientes per Comitibus à Civitatibus insinuantur, Consilio Regio Locumtenentiale incumbit; Voluntati verò à publicis Incendiis, quæ, super in Articulo 11. expressis, irreversibiliter panisat.

Contra Blasphemias in DEUM, Beatissimum Virginem MARIAM, à Sanctis DEI, animadvertantur.

ARTICULUS CX.

Contra Blasphemias potestas Patriæ Leges distulim observantur.

Ut Excessus Delitescerentur circumscribantur.

ARTICULUS CXI.

Parentibus, à Superioribus suis inobedientis, nullis Frugi, à bonis quævis adhortationes sperantes, Auctoritate Magistratui compescantur.

De Informationibus à Comitibus, à Civitatibus per Consilium accipiuntur.

ARTICULUS CXII.

Ad tollenda quævis Publicorum, à Dilectis conclusionum effectum remota impedimenta, Comitibus à Civitatibus Consilio Regio Locumtenentiale accedant Informationes suppeditant; quæ si due omittunt, Consilium Sive Majestatis repræsentabit, ut congruum remedium ordinare possit.

De Salsis Conditiis, per Sive Majestatem Sacratissimam extrahi solent.

ARTICULUS CXIII.

Sali Conditiis, prout à hactenus factum fuit, non fecit, quæ habet de casu à Comitibus sufficienter Informationem, expeditur. Alys, quibus assignari debent,

ANNO

1713.

ANNO
1723.

debet, cum flante præfati Dilecti, ob brevitatem scriptis elaborari non possit, fupradictum Consilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Sanæ Majestati Sacratissima submittet, ac in positâ futura Dieta, ut ibidem determinari possit, resect.

De Curia Pæste ordinando.

ARTICULUS CXIV.

De Curia Pæste ordinando, Sanæ Majestati Sacratissima Generalem suam Polstram Magistrum audiet, & quod Publica necessitas fuisset, benignè determinabit.

De Oeconomia Regni publica.

ARTICULUS CXV.

Oeconomia Regni publica, qualis esse debet? Cum Status, & Ordines flante Dieta elaborare acquirunt; Ideo eadem Consilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Sanæ Majestati, ac etiam successivè Statibus & Ordinibus Regni in Dieta, pro approbatione, vel modificatione referat.

Ut Regia Majestas, Regnum tot Bællorum Coloniatibus attritu, quod Insularum promovere-ram Publicarum, Clementi Ope & Gratia casuarii digatur, & Commercia intra Regnum sagittantur.

ARTICULUS CXVI.

Clementer annuit Sanæ Majestati Sacratissima, ut non solum Insularum quoddam Bono publico selle & proficuum, Sanæ Majestati Sacratissima Consilium Regium Locumtenentiale demittit proponat; Sed & de stabilendo inter Regnum Commercio, cum Homines Commenci Insularum gnari conferat, etiam in fauorem anticipando etiam aliquo Capitali, modum, obsequium Publici, aut Privatorum prædico elaborat, ac eadem omnia pro benigna Sanæ Majestati Sacratissimæ Ratiificatione, vel modificatione, pater & Statibus, ac Ordinibus Regni, in Dieta fœderatim possit; Nec Merces Publicæ damosa, & iniles, in Regnum inducantur, ac ut naturalia quoque in formam Mercium inducantur, & Quætoribus acceptentur, Publicoque velis Mercatorum omnimodis protegantur, præfatum Consilium proficiat.

De diversis generis Mechanicis in Regnum inducenda.

ARTICULUS CXVII.

Ut Mechanici omnis generis, cum affectione Libertatis ab omnibus publicis Onibus, per quindecim Annos obtineant, in Regnum vocentur, clementer dispoat Sanæ Majestati Sacratissima; Ceterum, ut hujusmodi Mechanici, in Locis, ubi Residentiam facerint, nullis Fundis habeant, sed per eorum coram & Manufacturas dilabatur, fupradictum Consilium Regium Locumtenentiale provideat, & idem etiam Speciebus Insularum Commercio elaborabit, & Sanæ Majestati Sacratissima submittet, ut eadem Vicini etiam Regni & Provincia communi, & eam eorundem Concordia, Commercia ista meliori successe istius & continui valeant; Nè autem ejusmodi Mechanici Adversæ, expensis præmissis Exemptionis Annis, redeant, sed potius istam Residentiam continuant, vigilantiam reat.

De præcipua Finium præstantium adhibenda.

ARTICULUS CXVIII.

Iustum est, ut propter privatas quorundam Frondes Publicum patiantur, ut Viti prædictos quocunque modo adhiberent, vel ex decretis Promissionis eadem subissent, & sub nomine horum ipso vendentes, ulterius Emptores defraudantes, & publicum Commercio impedientes, in omni fine totius Viti sui per competentes Comitatus Magistratus, ipso factò instantes ponantur.

TOM. VIII. PART. II.

De Quæstione Pecorum instituendo, & Quæstionem Extranetram in Regnum libera permittendo.

ANNO
1723.

ARTICULUS CXIX.

Pecum hoc Statum, cum Vicinis etiam suis Regni & Provinciæ Hæreditariis, benignè conferat Sanæ Majestati Sacratissima, & cum eadem ea, que promotionem Quæstionis Pecorum concernent, addit etiam eandem Consilium Regium Locumtenentiale, præfati cum Statibus, & Ordinibus Regni Communicatione, clementer determinabit.

De ceteris Ufarariis.

ARTICULUS CXX.

Ut Ufarariis, Adhuc Fisco Regio competente, eidemque relicta, non tantum in totius Interesse, sed etiam Capitalis amissione paulatim, & quod ultra leges per centum Interesse, & Debitoris suis exegant, id Damnales per idem iudicium restituant, iustum est.

De Ferri ex aliis Provinciis in Regnum interduenda inducenda.

ARTICULUS CXXI.

Ut primum de sufficiat, & bono domestico Ferro Regnicolis prosum fuerit, Inductio Ferri extranei per se restringatur.

De Aquæ Dulcis instituendo.

ARTICULUS CXXII.

Præter reliqua ad promotionem Boni publici, & impopulationem Regni concessa; Isti, ex Fluvio quoque navigabilis per diversos Canales, & Fossas, ad viciis Regni Partes, pro facilitando Commercio deducantur, Consilium Regium Locumtenentiale erabit; Vires hujusmodi Aquæ Dulcis generis superaddat consilium, cum eadem tradit, & concedenda Sanæ Majestati Sacratissima pro benigna Ratiificatione, vel modificatione demittit submittet, & in Dieta separati.

Excellentissimi ac Illustrissimi Domini Sacri Romani Imperii Comitatus, Thomæ Gaudakus, item Guido, nec non reliqui subiacenti Domini à Stahrenberg, in Hungariæ captantur.

ARTICULUS CXXIII.

Status & Ordines, Familis Dominorum Comitum à Stahrenberg eximiorum & magnarum Virtutum, commendationumque & pæfationem, eorum Argutum Domum Austricam, Regnantemque Sanæ Majestatem Sacratissimam, ac eisdem gloriæ remissionis Prædictos, adeoque etiam Status & Ordines Regni, Parisiisque eidem annexarum, quasi contracti serie remissionum meliorum, Sigæ & Logi prædictorum Servitorem optime merentem, propriis motu, & in pæfationemque Dominos Comitatus à Stahrenberg inchni grati animi propositione, paritque Excellentissimi & Illustrissimi Domini Thomæ Gaudakus, Sacri Romani Imperii Comitatus, ac Domini à Stahrenberg, Perpetui in Eichelberg, Liechtenberg, Freyhaas, Pöndorf, Hævas, &c. Supra ac Pæfati tam superioris, quam inferioris Austria Prædicti Maritimi, Aurei Vellus Equitis, Sacra Cæsarea Regni-que Majestatis actualis Intimæ Conferentis Consilium invitatione, memoratum Dominum Thomam Gaudakum à Stahrenberg, & per Eum, Excellentissimum pariter, Comitum Gaidonem à Stahrenberg, Sacra Cæsarea Regni-que Majestatis actualis intimam Consilium, Campi Martialis, anas Regimini Pædicti Ordinis Colonellum, & Sacri Teutonici Ordinis per Austriacæ Provincias Commendatorem; Comitum Concordum à Stahrenberg, Sonnenfelsen Regni-que Majestatis pariter actualis Intimæ Consilium, & apud Serenissimum Regem, ac Reipublicam Magnæ Britannicæ

K

ANNO
1723.

ad eandem Legationem: Comitem Maximilianum à Stribenberg, altissimæ Regiæ Majestatis Camerarium, Generalem Arcolæ, omniæ Regiminiæ Pediculis Ordinis Consiliarii; Comitem Gundacrum à Stribenberg, præfatus Regiæ Majestatis Camerarium, & Ezerisæ Austriacæ Cameræ Consiliarius; ac Comitem Franciscum Josephum à Stribenberg, Summæ Regiæ Majestatis præfatus Camerarium; Non solum & in Litteris eorundem Descendentibus universis Haeredibus & Successoribus, cum Tata Indignatus (quam aliis recepti Indignatus ex Legæ Patria, mille Aureis exhibere obligaverunt) relaxatione, in numerum aliarum veptum, & Indignaturum Hungariæ Incolarum, & Indignaturum, cum Voto & Sessione competentibus, cooptant: Spem firmam sibi pollicentes, azeclum Dominum Comitem Thomam Gundacrum à Stribenberg, se per Eundem receptis reliquis Dominis Comitibus à Stribenberg, Erandemque Haeredibus & Successoribus, in omni Indignaturum, utiles Patria Civis, Jerusalem & Pragæ Observatores, ac Legem Patriam Observatores, studioque Profectores, ac Defensores futuros.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Franciscus Ferdinandus Kinski, Sacri Romani Imperii Comes de Comitibus, in Hungariam recipitur.

ARTICULUS CXXIV.

Gratiam animi promptitudinem erga Status, & Ordines Regiæ, supremæque Excellentissimæ & Illustrissimæ Domini Francisci Ferdinandi Kinski, Sacri Romani Imperii Comitis de Comitibus & Terris, Domini in Chinsmet, Viskel, Winst, Krutten, Eggenau, Marten, & Angera, Sacra Cæsaræ Regiæque Catholice Majestatis Consiliarii adfuit Intimi, Camerarii, Intelligit Regni Bohemici Consiliarii, ejusdemque Regni Supremæ Aule Præfatus, sibi præfatus Generali eorundem Convenit, & aliis quoque studiis declaratum, idem Status, & Ordines recognoscere singentes, titulum Dominum Comitem, mox propriis jactantibus, in numerum aliorum Regni Hungariæ Indignaturum, pariter & Ejusdem Filium Leopoldum, Comitem à Chinsmet, & reliquis materialibus beatis Descendentibus, cum Voto, & Sessione competentibus, receperunt, & consensum etiam Antecessorum mille Talam relaxaverunt; Considerantes eandem in futurum quoque, erga Nationem hanc tantum magis gratum, & utilem Patria Civem, Jerusalem & Pragæ Observatores Regni Observatores, & Maueremque Iuvenerunt.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Claudius Florimundus à Merce, & Illustrissimus Dominus Comes Joannes Josephus, & Franciscus Jorger, in Hungariam recipiuntur.

ARTICULUS CXXV.

Gratiam præterea cum satisfactione Excellentissimæ, & Illustrissimæ Domini Sacri Romani Imperii Comitis Claudii Florimundi à Merce, Sacra Cæsaræ Regiæque Majestatis Cavallerie Generalis, velus Regimini Ezerisæ Ordinis Consiliarii Colocetæ adfuit Intimi, Distinctioque Tomensis Supremæ Commendantis, ac ejusdem altissimæ Cæsaræ-Regiæ Majestatis Consiliarii, diversis peractibus, præfatum vobis ultimis hodie Bello Turcico, in purgando hoc Regno, contra insensibilium Nemine Christiani Haitem Turcum eorundem Indomiti, & propensionem, Status & Ordines Regni recognoscere, Considerantes Illustrissimorum Dominorum Comitem Joannis Josephi, & sibi Francisci à Jorger Meriti; Eundem vultum omnium Voto & consensu in numerum sui receperunt, ac pro veris Hungariæ Membribus, deinceps ab omnibus habendos decreverunt: Considerantes Eosdem in futurum etiam, erga hoc Regnum, & Nationem, tantum magis gratum, & utilem Patria Civis se exhibituros; Qui Dominus Comes à Merce, tam solitam superius Jactantem jam deposuerunt, quàm etiam ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. Cæsar Regi solvenda.

Illustrissimus Dominus Comes Joannes Jacobus à Löwenberg, in Hungariam jam prius receptus, insensibiliter.

ARTICULUS CXXVI.

ANNO
1723.

Et quia Illustrissimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Joannes Jacobus à Löwenberg, Sacra Cæsaræ Regiæque Majestatis Camera Austriacæ Consiliarius, & in Negociis Hungariæ ordinis Cameralis Commissionis Præfatus, nec non Committens Bénédictus Supremæ Cameræ, tantum ante annum adhuc 1687, in Hungariam, ut id ipsam ex Diploma superius extracto, remittit, receptum fuisse; antequam ob Ejsdem pro tunc in Servitiis Regiæ Majestatis occupati absentiam, sui receptio iustitiam omnia fuisse; Hinc Status & Ordines Regni Eundem, pro in numerum, & Consilium suum cooptato & acceptato, præfatus Articulus declarat: Uterius quoque in Ejsdem gratitudine confidentes, eundem erga Regnum & Nationem hanc verum & utilem Civem sibi exhibiturum; Ad quod jam ante constitutum superius articulo Anni 1687. 26. Articulus receptus existit, ad persistendum etiam eodem Articulo contentam Indignaturum totalem Tatam, eundem minus obligi decernant.

Dominus Baro Ernestus à Petrdsh, pariter in Hungariam recipitur.

ARTICULUS CXXVII.

Insuper Status, & Ordines grati recentibus memoriis, fidelis Regni Hungariæ præfatus Servitiis, perpetuam ob dilectionem Regni, apud immensum Christiani Nominis Haitem Turcum datus Carentem singentes Magnifici Domini Liberi Baronis Ernesti à Petrdsh, Sacra Cæsaræ Regiæque Majestatis Consiliarii, & Legionis Bethoboriana Commendantis, ad demissam ejusdem apud Status, & Ordines propter fidem Infantiam, eundem in Hungariam receptum & cooptatum; hi tamen, ut tam Jactantem, secundum formam Decretum deponere; quàm etiam Cæsar Regi, ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. satisficere, eandemque præfatis, Privilegia sua ex Cancellaria Regio-Hungariæ Aule exhibere debeat, & remaneat.

Dominus Joannes Georgius de Managetta, pariter in Hungariam recipitur.

ARTICULUS CXXVIII.

Considerantes præterea Perillistia, ac Generosi Domini Joannis Georgii de Managetta & Lerchenau, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacra Cæsaræ Regiæque Majestatis Consiliarii, & Referentis Intimi, tam sub præfatis præfatis Anno celebratis Syllensibus Committens, quàm etiam præfatis Dns decrevit, erga Regnum, & Nationem hanc constitutis Officiis, impensaque per eundem plurimum laboribus, & fatigis, ad praviam ejusdem superius fidem submissam Indignaturum, Status & Ordines Regni, eundem cum Filiis suis, Dominis Joanne Josepho, altissimæ Cæsaræ-Regiæ Majestatis Intimæ Austriacæ Regimini Consiliarii, & Philippo Jacobo, ac Filio, & proxi & Intimi, utriqueque Sectæ Deconventibus, in numerum, & Cæsum religiosum Regni hujus Indignaturum cooptatum, & receptum; insuper quærit utrum ejusdem Servitiis, impensaturumque fatigorum, Tatam quoque mille Ascorum eidem condonant, & relaxant; Considerantes eundem insuper eam fidem Regni Civem se exhibiturum.

Dominus Joannes Georgius ab Harackern, & Joannes Wilhelmus à Brokhausen, pariter in Hungariam recipiuntur.

ARTICULUS CXXIX.

Ad ultimum, ob præfatis, & futuris etiam temporibus, ipsorum occasibus præfatis, & exhibitis in hoc Regno Hungariæ Meritis, eorundem etiam eo in passu apud Status, & Ordines Regni Intimi Infantum Perillistiam ac Generosorum Dominorum Joannis Georgii ab Harackern, Sacri Romani Imperii Equitis, Sacra Cæsaræ Regiæque Majestatis Camera Austriacæ Consiliarii, & Rei Senatorie Vice-Collegetæ; Et Joannis Wilhelmi à Brokhausen, Ejusdem altissimæ Majestatis Sacrae fidei Consilii Aule Belli Consilii.

ANNO 1713. *Commissi, & tamini Referendarij, Eisdem, pueri in Cortum Indagantur illius Regni recipiant; Sperantes Eisdem bonis, utiliter, & Fideles Patria Civet futuros. Qui tamen tam solitum Jurejuramentum deponere, quàm etiam Articulis 25. Anni 1687. fuisse iurati re-moventur.*

ANNO 1713. *Mecliariorum, Comitè Petri Zichy de Viskok, Da-piferorum nobilium Regium per Hungariam Magis-tris; ac praesidio Comitè Nicolao Palfy à repetitis E-ród, Comitè Polonius; & Ceterisque quibus pluribus toties fuit Regni nobili Hungariae Comitibus tentibus, & Honoribus.*

CONCLUSIO.

Nos itaque demissis memoratorum Fideles Nos-trorum, Dominorum Praefectorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, ceterorumque penitus Regni nostri Hungariae, & Partium eidem amicarum Suae-um, & Ordinum supplicatione & Instaurati bonitè exauditi, clementer & admitti: Universos praesentia-cios Antecessores, prout modò Nobis presentatos, huius Liberis nostris de verbo ad verbum infati, & in-fertile fecimus, eisdemque, ac omnia & singula in lile concorda, rursus, gratos, & acceptos habentes, eidem Regium Confessionem nostram, benevolam pariter & afflicto penitus, Regis pariter Authoritate nos-tri approbavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; Securus reddentes praedictos Fideles Suae & Ordines, quòd omnia in praesentis Articulis contenta, tam Nos ipsi observavimus, quàm per alios quoscumque Fideles nostros observari faciemus: Quam- admodum acceptavimus, approbavimus, ratificavimus, & confirmavimus: Harum nobiscum Vigore, & Testimo-nio Literarum mediantem. Durum in Archiducali Civi-tate nostra Vienna Austriae, die decima nona Mensis Junii, Anno Domini Millesimo, Septingentesimo, Tercento. Regnum nostrorum, Kamail duodecimo; Hispaniarum vigesimo, Hungariae verò, Bohemiae, & reliquarum Anno decimo tertio. Retecedimus, Serenissimo, ac Venerabilibus in Christo Parentibus, Do-minis, Carolis, Augustis, Ducis Saxoniae, Principis Metropolitani Silesiae, & Americo & Comitibus Cilly, Colocensis & Barchinensis Ecclesiarum Canon-icis universis Archi-Episcopis, & Sanctis Romanae Ecclesiae Praesbyteris Cardinalibus; Illis quidem Jacobi-entibus, hoc verò Varadensis, Administratores; Com-ite Ladislao Adamo Erdody, Nierentis; Fratre Emerico & Comitibus Eberhardi, Westphalensis; Al-terò Fratre Ludovico & Comitibus de Nidard, Cane-dergus; Comite Francisco Wilhelmo & Nollendor, Quingio Ecclesiarum; Comite Gabriele Antonio Er-dody, Argentis; Michaeli Friderico & Comitibus ab Althaus; perfratre Sanctae Romanae Ecclesiae Praesbytero Cardinale, Vacientis; Petro Balici, Bosnensis; Fran-cisco Josepho Wertheis, Silesiensis; Nicolao Pohan-zeis, Segensiensis, & Modravensis, seu Comarvensis (Sedibus Zagrebensis & Transilvanensis vacuibus); Gregorio Gillis, Transilvanis; Emelio Libero Baro-ne Pogoritz, electo Parentis; Andrea Kunedy, electo Tragaris; Comite Paulo Fereles electo Rosenen-sis; Michaeli Warbanis, electo Scardoniensis; Pauli Spiczay electo Ardenis; Stephano Korce, electo Trianensis; Joanne Obolitzky, electo Noviculis, Ferdinando Jacobo Lib. Barone Jany, electo Banu-delmis; Francisco Ladislao Lib. Barone Mednyitzky, electo Carvenis; Joanne Kitz Seniore, electo An-tienis; Joanne Babutis, electo Scapim; Mar-thia Marcell, electo Segensis; Antonio Hermannus Libero Barone Peelmus, electo Bidasensis; Joanne Ritzky, electo Pilsenensis; Ludovico Stréckay, electo Dylchenis; Joanne Kitz Juniore, electo Carvenis; Georgio Foglar, electo Serbientis; Comite Paulo Zichy, electo Scapensis; Michaeli Kébel, electo Temenensis; Andrea Penit, electo Wotavensis, Georgio Zogger, electo Dutenensis; Paulo Olaf, electo Altmontis; Comite Emerico Juniore Edithis electo Silesiensis; & Pauli Ignatio Nétery, electo Magyarensis Ecclesiarum Episcopis, Ecclesiis & so-litior gubernantibus.

Irem Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Palfy ab Erdody, praedicti Regni nobili Hungariae Praefecto, Judice Commorum, Anni Veneris Equite, & Locumtenente nostro Regio; Comite Stephano Koh-ry de Gliberg, Judice Curia nostra Regis; Comite Joanne Palfy à praedicta Erdody, amatores Regium nostrorum Dalmatiae, Croatiae, & Slavoniae Baro; Comite Sigismundo Cilly de Kersitzgath, Ta-vernorum; Comite Masco Crobar, de Caobor Szent Mihály, Juniorum (Oleis Curia, & Pincernarum vacuibus) Comite Joanne Kéry de Ipolykér, Agaro-rum; Comite Joanne Draskovics de Trakolya, Ca-

CAROLUS. (L.S.)

LADISLAUS ADAMUS C. ERDÖT
EPISCOPUS NITRIENSIS.

JOSEPHUS SIGRIENSIS.

XXII.

*Traité d'Alliance entre l'Empereur de Russie & Sept
le Roi de Perse, conclu à Pétersbourg le
12. Septembre 1723. P. 31.*

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

SOIT notoire par ces présentes, que les Troubles
survenus en Perse il y a déjà quelques années, ayant
donné lieu à quelques-uns des Sujets de ce Royaume
d'exister de dangereuses Révoltes contre leur légitime
Souverain, & de lui causer par là un préjudice insup-
portable, ils auroient porté leurs violences jusques con-
tre les Sujets de S. M. Impériale de Russie, non seule-
ment en leur enlevant leurs Marchandises montées à
des Sommes très-considérables, mais encore en les
maltraitant & les maltraitant insensiblement; quel-
ques-uns de ces Troubles conclus depuis long-tem-
ps entre les deux Puissances, & la bonne amitié qu'elles en-
tiennent l'une avec l'autre, il leur est permis de ne-
gocier entièrement publiquement, & assurés que S. M. le
Roi de Perse qui régnait alors, n'étoit pas en état,
dans la Conjoncture détournée de ces Troubles, de don-
ner aux Sujets de S. M. Impériale de Russie la satis-
faction qui leur étoit due, pour les insolences commi-
sées envers eux; Sa dite Majesté Impériale, en vertu du
l'édit de de la bonne amitié qu'elle porte à S. M.
Royale de Perse, comme aussi pour ne pas permettre
l'entière destruction de son Royaume, ni que le mal,
qui va toujours en augmentant, s'étendit enfin jusques
sur ses propres Possessions, a jugé à propos de prendre
elle-même les Armes contre lesdits Rebelles, de l'em-
parer de quelques-unes de leurs Places situées sur la
Mer Caspienne, & d'y mettre Garde de ses Trou-
pes: Ce qui ne peut être que nécessaire dans la Con-
joncture présente, pour arrêter les progrès de ces Re-
belles; qui ne font déjà que trop puillans. On jugera
de leurs excès par la hardiesse qu'ils ont eue, non-seu-
lement de se rendre maîtres de la Capitale de Royau-
me, mais même de déshonorer la Personne Sacrée du
Roi, & de mettre en Prison toute la Famille Royale,
excepté le plus jeune des Frères, nommé Facharath,
qui a échappé à leur fureur, & qui comme véritable &
légitime Successeur aux Royaumes & Fiefs du Roi son
Père, a voulu non seulement renouveler l'ancienne
amitié contractée depuis si long-tems entre les deux
Rois, mais la rétablir encore plus étroitement: A
l'effet de quoi il auroit envoyé lui avec le Caisière
de son Ambassadeur Plenipotentiaire, & une Lettre de sa
part pour S. M. Impériale de Russie, la personne d'Is-
maël Begh, d'une fidélité & de la fidélité lui son con-
sue, tant pour lui-même que pour le Caisière
au Trône du Roi son Père, en vertu de son Droit lé-
gitime de Successeur, qui pour lui défendre les Ser-
vices contre les violences insupportables desdits Re-
belles; Payant aussi de Plenipotentiaire, pour conclure
avec Sa dite Majesté Impériale un Traité formel à cet
égard. A ces Causes, en vertu de l'Ordre spécial pré-
séntement donné aux Ministres foyaux de Sa dite
Majesté, pour traiter avec ledit Ambassadeur de Perse,
ils sont convenus des Articles suivants.

I. Promet, S. M. Impériale de Russie au Roi Fach-

K 2

II. D'un

TOM. VIII. PART. II.

ANNO 1723. II. D'autre part, ledit Roi de Perse cede pour toujours à Sa Majesté Impériale de Russie & à ses Successeurs, spécialement aux Villes de *Derbent* & de *Bata*, avec toutes leurs Appartenances & Dépendances, le long de la Mer Caspienne; comme aussi les Provinces de *Gilan*, *Mazanderan*, & *Astirabad*, qui demeureront à perpétuité à Sa dite Majesté Impériale, pour servir à la subsistance de ses Troupes, sans être autrement à charge à Sa dite Majesté de Roi de Perse.

III. Mais attendu l'impolitesse qu'il y a de transporter si loin & par Mer les Chevaux & l'Artillerie nécessaires, aussi bien que les Bagages, Provisions & Munitions dont on peut avoir besoin, & d'autant que l'Amiral de Perse a assuré qu'il s'en trouveroit abondamment dans les Places & Ports cedes à Sa dite Majesté: Elle a ordonné à ses Généraux qui sont déjà en ce Pays-là, d'en rassembler autant qu'il leur en faudra; & en cas qu'il ne s'y en trouve pas suffisamment, S. M. le Roi de Perse s'oblige de leur fournir, pour le prix de 12. Roubles, chacun, tous les Chevaux dont ils pourroient avoir besoin pour le transport des Bagages; comme aussi de pourvoir abondamment les Troupes de Vins dans leur marche, spécialement du Pain, de Vin, & de Sel; à condition néanmoins que le Grain, la Chair & le Sel leur soit livré au prix convenu, qui sera payé comptant; savoir, la mesure de Grain appelée *Barmam*, du poids de 60. Livres de Russie, 10. Copecs; le Batman de Bœuf, 16. Copecs; le Batman de Sel, 2. Copecs; un Mouton pesant 4. Barmans, un Rouble; bien entendu que le cas arriant que le prix desdits Vins vienne à augmenter dans la marche, ce sera au Roi de Perse à payer le surplus de ce à quoi ils sont entés par le présent Article de ce Traité. Et afin qu'il soit pourvu à tenir à la subsistance de nos Troupes, lesdites Provisions commenceront à se faire aussi tôt que l'Amiral de Perse sera arrivé dans le Pays.

IV. Il y aura donc désormais entre S. M. Impériale de Russie & ses Etats d'une part, & le Roi de Perse & ses Royaumes de l'autre une constante amitié & bonne intelligence, en vertu de laquelle les Sujets des deux Etats auront une pleine & entière liberté de voyager, passer & repasser, séjourner & trafiquer sur les Terres l'un de l'autre, toutes & quantes fois que bon leur semblera, soit qu'ils aillent pour la première fois, ou qu'ils retournent respectivement dans le même Pays, ou ailleurs, sans qu'il leur soit causé aucun empêchement ni dommage; à quel S. M. Impériale de Russie & S. M. Royale de Perse s'obligent réciproquement, comme aussi de punir tous ceux qui oseroient contraire à leurs intentions.

V. Promettre en outre S. M. Impériale de Russie, de tenir pour ses Ennemis tous les Ennemis du Royaume de Perse, & d'agir contre eux comme tels pour le bien dudit Royaume; comme au contraire, de reconnaître pour ses Amis tous ceux qui le seront de Sa dite Majesté Royale de Perse, laquelle de son côté promet d'un côté de même envers les Amis & Ennemis de l'Empire de Russie.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté & exécution de tout le contenu au présent Traité, Moi *Ismaël Begh*, Ambassadeur Plenipotentiaire du Serenissime Roi de Perse, si signé ledit Traité de ma propre main, & y ai apposé mon Cachet, avec Serment sur ma Foi, en vertu du Plein-pouvoir à moi donné, scellé du Grand Sceau Royal; ledit Traité déposé contre un autre de même nature, scellé du Grand Sceau de S. M. Impériale de Russie, & signé par ses Ministres députés à cet effet.

Est signé de la part de S. M. Impériale de Russie:
C. GABRIEL DE GOLOSCHIN, Grand Chancelier.
ANDRÉ D'OSTERMAN, Conseiller intime d'Etat.
BAZILE DE STERNHOF, Conseiller de la Chancellerie.

Et de la part du Roi de Perse: ISMAËL BEGH, Grand Ambassadeur Plenipotentiaire.

XXIII.

1724. Traité d'Alliance entre le Czar & le Roi de
SUEDE, conclu à Stockholm le 22. Février
22. Fevr. 1724.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité.

S'Arrêtant à tous & chacun, que comme par la Paix conclue à Neustadt le 30. Août 1721. l'Antiquité, & pendant un long-temps interrompue amitié & la bonne intelligence de voisinage entre Sa Majesté le Roi de Suède & Sa Majesté Impériale Russe & entre leurs Etats & Sujets a été rétablie, & que leurs Majestés gardent une sincère amitié, non seulement de conférer sans interruption l'amitié rétablie, mais aussi de ferer davantage ce lien, & d'avancer le mieux possible leurs intérêts communs; & fondée Majesté Suédoise a ordonné les respectifs Seigneurs de Royaume, le Président de Chancellerie, le Chancelier de Cour & Secrétaire d'Etat, les respectifs Seigneurs Comtes & Barons, le Séigneur Comte & Président Axel von Horn, le Séigneur Comte Charles Gyllenborg, le Séigneur Baron Jonas Cederhielm, comme aussi le Séigneur Jochem van Deben & le Séigneur Daniel Nicolas van Hopen, & moi d'un Plein-pouvoir spécial pour s'assembler avec le Séigneur Michel de Bentouch, Chambellan & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Impériale Russe, de traiter d'une Alliance Défensive entre leurs dits Majestés & négocier la dite Alliance & conclure. Lesquels ayant pour cette fin établi réciproquement & échangé leurs Plein-pouvoirs, sont convenus de ce présent Instrument, & l'ont conclu & signé de la manière qu'il suit.

I. Il y aura une Paix ferme & une bonne intelligence de voisinage entre les deux Etats, & le Traité de Paix conclu à Neustadt lui a été dressé tel qu'il y a de part & d'autre encore quelques point non exécuté, il le sera incessamment.

II. Cette Considération & Alliance Défensive ne tendra au préjudice ni offense de qui que ce soit, mais uniquement à la conservation de la Paix & du repos général, & particulièrement à ce que Sa Majesté Royale de Suède & Sa Majesté Impériale Russe ne soient entrées en une bonne & confidente correspondance dans tous les cas concernant leurs Etats & travailler conjointement à les garantir & leurs Sujets de toutes vexations, & les conserver dans un état de repos & de constante tranquillité.

III. Pour obtenir ce bon résultat & pour faire voir que les Hauts Contractans, de côté & d'autre font dans une sincère intention à cet égard, ils s'assembleront de Conseil & d'office pour aviser l'avantage, l'un de l'autre, & éviteront & dédommèrent les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidentiellement toutes les occasions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec soin de telles mesures qui seront avantageuses à l'Intérêt commun & au repos, sécurité & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre & de leurs Sujets.

IV. Si contre toute meilleure attente, & nonobstant ce qui est possible & innocent il arrive, qu'après la Conclusion & la Ratification de cette Alliance un des deux bords Pacifiques fut pour quelque raison ou nouvelle cause attaqué dans ses Royaumes, Etats & Provinces situées en Europe, par quelque Puissance Chrétienne Européenne, non seulement chacun d'eux, après la réquisition, fera ses efforts par son Ministre Résident à la Cour de l'Agresseur, ou bien par celui qu'il y députera, par les bons offices, & représentations, & demandera une pleine satisfaction; mais aussi en cas qu'ils fussent insuccédés, livrera sans objection dans deux, trois ou tout au plus tard dans quatre Mois après la réquisition faite, selon la qualité de la suite de l'Agresseur & l'obligement du droit, le nombre des Troupes, là où le Requantant le désire.

V. Pour ce qui est du nombre de Troupes Auxiliaires, dont les Alliez de part & d'autre, s'obligent de s'assister en tel cas, il est convenu que le Roi de Suède, le cas de Traité venant à exister, à la réquisition de Sa Majesté Impériale Russe, s'assistera avec huit mille Fantassins & deux mille Cavaliers Dragons régulières & bonnes Troupes, selon la convenance de celui qui en est requis, comme aussi de six Vaisseaux de Ligne de 70. à 90. Pièces de Canon, avec deux Frégates chacune de 30. Pièces de Canon. D'un autre côté Sa Majesté Impériale Russe s'obligera dans le même cas d'assister Sa Majesté Royale Suédoise à la réquisition, avec douze mille Fantassins & quatre mille Cavaliers & Dragons, bonnes Troupes & régulières, selon la convenance de celui qui en est requis, & avec neuf Vaisseaux de Ligne de 50. à 70. Pièces de Canon, & trois Frégates, chacune de 30. Pièces de Canon; lesquelles Troupes Auxiliaires seront pourvues de l'Artillerie de campagne nécessaire; comme par chaque Bataillon deux Pièces

ANNO 1724. Placés à trois Livres de Balte, & de l'Amunition; de même les Vaillaux de Guerre, & les Troupes seront pourvus de l'Équipage nécessaire, Munitions & Soldats, le nombre desquels derniers, en ce cas sera deloit du nombre des Partis d'ici-dessus stipulés, & seront pourvus de tout le nécessaire selon l'usage de Guerre.

VI. Ces Troupes Auxiliaires seront entretenues par la Partie requise elle-même; mais le Requantur leur fournira les rations & portions ordinaires de Munitions & de Fougère, comme aussi les Quartiers d'officiers, le tout sur le même pied que ces Troupes ont eues en Campagne par leur propre Maître.

VII. Les Vaillaux de Guerre que l'une des Parties doit selon le contenu du 6. Article envoyer au Secours de l'autre, seront selon l'usage de Guerre munis, équipés & armés pour quatre Mois; Mais si après les quatre Mois passés ils sont obligés de demeurer au-delà du Requantur pour quelque opération de Guerre ou quelque autre raison, alors le Requantur sera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les portions sur le même pied que leur propre Maître les leur donne. Les Officiers néanmoins desdits Vaillaux recevront leur Solde de leur Contrariant requis.

VIII. Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires qui lui ont été confiées; Mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres opérations de Guerre, sera confié à celui à qui le Requantur l'a confié sur Terre & sur Mer, de manière néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'aye été avisé & conclu auparavant dans un Conseil de Guerre & en présence du Général ou Officier Commandant de la Partie requise.

IX. Afin qu'il ne survienne aucun différend ni malentendu dans le Commandement, le Requantur indiquera de bonne heure quel Chef il emploiera au Commandement Général, afin que l'Allié requis puisse régler & proportionner le Caractère de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires ou les Vaillaux de Guerre.

X. Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres & exerceront leur culte particulier librement; Elles ne seront jugées que par leurs propres Officiers, & selon leurs autres Loix, Articles de Guerre, & Ordonnances que celles de leurs respectifs Maîtres; Mais s'il survient quelque différend entre les propres Officiers & Soldats du Requantur & ceux des Troupes Auxiliaires, il sera examiné & jugé par des Commissaires à cela commis, en nombre égal & choisis des Troupes de part & d'autre, & les conclusions seront par conséquent prises selon les Articles de Guerre de leur propre Maître. Sera pareillement libre au Général comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires d'écrire Correspondance chez eux par des Lettres ou par des Express.

XI. Les Troupes Auxiliaires seront tenues d'obéir en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, de se transporter où il le veut, & de se servir employer aux opérations de Guerre, en observant néanmoins la manière convenue dans l'Article ci-dessus. Mais ces Troupes & Escadres, quand elles auront été demandées en même tems, seront respectivement dans les Marches, Commandements, Allées, Quartiers & autrement tenus, ainsi qu'il est possible, l'une près de l'autre, & ne seront pas trop séparées & éloignées l'une de l'autre, & enfin, que les Troupes Auxiliaires ne soient dans les Opérations de Guerre, ou autrement, faignées & exposées plus que les autres Troupes du Requantur; Mais qu'il y soit observé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef sera tenu d'observer dans tous les Commandements une parfaite & égale proportion entre elles selon la force de toute l'Armée.

XII. D'un autre côté & afin que les Sujets du Requantur ne soient point surchargés, mais qu'ils jouissent tranquillement de leur, & qu'ainsi le transport des Vives & autres besoins de chez eux, & d'ailleurs ne soit point empêché, le Général ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires fera obligé de garder parmi les Troupes de son Commandement un bon ordre & Discipline, & de punir extempérément des délinquans, sans retardement, condescendance ou autre chose, selon le contenu du précédent Article X.

XIII. Est convenu de part & d'autre, que chacun emploiera & recouvrera le manque de ses Troupes Auxiliaires.

Mais si dans des marches ou l'ennemi venait à se présenter, les Troupes Auxiliaires des deux du Requantur, quel-que-ant de leurs Officiers ou Soldats demeureroient en arrière, pour malade ou autres causes, le Requantur promet de faire donner aux malades tout secours, & d'ailleurs de leur laisser, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage sans empêchement, de leur accorder toute assistance possible, & de ne les point retenir sous quelque prétexte que ce puisse être.

XIV. Si l'une & l'autre Partie avoit besoin de plus de Troupes ou de Vaillaux qu'il a été spécifié, les Contradians de part & d'autre s'engagent, en tant que l'état des Royaumes de chaque Partie le peut souffrir, de le fournir pareillement aux Conditions ci-dessus, & de se montrer favorable en cela.

XV. Il sera permis à chaque Partie pendant que l'une est en Guerre, de tirer des États de l'autre tous les moyens & effets nécessaires pour la Guerre, ou les plus constants dans ces états-là.

XVI. Les deux hauts Contradians déclarent, qu'ils se font avec personne dans aucun engagement qui puisse être contraire à cette Alliance, par conséquent les engagements antérieurs comme d'être nullement contraignants à celui-ci, confirmeront leur force entière; Mais afin que l'insertion des deux hauts Contradians, de remplir fidèlement, ce qui a été stipulé & conclu entre eux, parvienne clairement, leurs Majestés s'obligent par les présentes de faire chacun en son endroit observer fidèlement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune manière qu'on y contrevienne, soit sous prétexte d'ancien engagement antérieur, ou sous aucun autre nom quel qu'il soit.

XVII. Si le Contrariant requis éroit attaqué pour telle assistance ou autrement, & ainsi que les deux hauts Contradians dans une Guerre, secours d'eux n'entraient en Négociation pour une Paix ou Trêve, encore moins concluera à cet égard, sinon du consentement & pleine concurrence de l'autre Partie; & que particulièrement on aye fait à la Partie lésée réparation du dommage souffert.

XVIII. Si l'une ou l'autre Puissance desirait d'être comprise dans cette Alliance, il le fera, mais pas autrement que du consentement des deux Parties.

XIX. Si les Sujets de part & d'autre se croient en droit de porter des plaintes de Justice retardée ou déniée, on ne pourra pas d'abord aux réquisitions, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Ministre Résident, & ceux qui ont alors fait des plaintes sans fondement suffisant, seront chassés selon l'exigence du cas.

XX. Il ne sera aucunement ou Traité de Commerce & les deux Parties y accorderont toute facilité.

XXI. Cette Alliance durera l'espace de douze ans & eu cas que les Hauts Contradians de part & d'autre après l'expiration de ce terme, jugeront nécessaire de la prolonger, ils feront de bonne heure confier & négocier la déliaison, & tout au plus tard six Mois avant son expiration.

XXII. Est convenu en dernier lieu que les Ratifications de ce Traité seront expédies & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois Mois, à compter depuis le jour d'aujourd'hui ou même plutôt.

En foi de quoi, il a été expédié cet Instrument double & signé par les Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale de Russie, & moi de leurs Cachets. Fait à Stockholm le 22. Février 1724.

A. HORN.

M. BERTHOFF.

C. GILLENBERG.

J. CADERHELM.

J. V. DUREN.

D. N. V. HÜCKEN.

ARTICLE SEPARÉ.

SA Majesté Impériale Russe s'oblige d'accorder à la Suède, outre la somme libre de grains pour 10000. Roubles par an, stipulée dans la Paix de Neustadt, la liberté d'acheter dans les Ports & Villes de S. M. I. R. sous à la Mer Baltique, pour autant de Roubles du

ANNO Charve, du Lin & des Mûles & de les emporter sans
1724. aucune charge, pour autant d'années que durera cette
Alliance définitive.

ARTICLE SECRET.

Comme Son Altesse Royale le Duc d'Holstein s'est
vu depuis tant d'années privé de son Duché de
Holstein Stevile avec ses annexes, & qu'il importe
beaucoup à Sa Majesté Royale de Suède, aussi bien
qu'à Sa Majesté Impériale de Russie que ce Prince qui
leur appartient de si près à tous deux, soit rétabli dans
ce qui lui appartient, & que par-là la parfaite tranquillité
soit rétablie dans le Nord, les deux Hautes Parties s'obli-
gent par ces présentes le plus fortement qu'il se puisse,
de pousser efficacement par leurs bons Offices, & de
Comités communiés entre elles tant à la Cour
de Danemarck qu'à d'autres; & en cas que ces bons
Offices & représentations n'eussent pas un effet suffi-
sant, les deux Hautes Parties s'obligeront confidemment
entre eux & avec d'autres Puissances Générales
appuyées à cela engagées, & particulièrement avec
Sa Majesté Impériale Romaine, & examineront de
quelle manière cette affaire pourroit s'entendre le
mieux avec sécurité & selon les circonstances des
Compromis, & en cas comme cette fosse danger-
teuse de troubles innuis au Nord se puisse terminer en-
tièrement.

XXIV.

*Mémoire de la Compagnie des Indes Occi-
dentales présenté à Leurs Hautes Pair-
sies les Seigneurs Etats Généraux des Pro-
vinces-Unies des Pays Bas, contre l'Or-
dree de la Compagnie d'OSTENDE.*

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

Les Directeurs de la Compagnie Générale des Indes
Occidentales de ces Provinces, représentent humble-
ment, qu'ils ne peuvent se dispenser d'exposer
respectueusement à Vos Hautes Puissances, les Griets
qui, par rapport à ladite Compagnie Générale des Indes
Occidentales, résultent du Traité de Commerce entre
Sa Majesté Impériale & Royale d'une part, & le Roi
d'Espagne d'autre part.

Que ces Griets sont : 1. Que par le second Article
de ce Traité, il est permis au Vallicant de Guerre, de
transport & de Commerce de Sa Majesté Impériale ou
de ses Sujets dans tous les Ports d'Espagne (y compris
notamment les Indes Orientales) & de s'y pouvoir
de rafraichissements, Vivres, & généralement de tout
ce qu'ils pourroient avoir besoin pour leur voyage, le
seul trafic ou Commerce excepté. 2. Que par le 36.
Article de même Traité, il est encore permis aux Su-
jets de Sa Majesté Impériale d'apporter dans les Royaumes
d'Espagne, toutes sortes de Denrées & Marchan-
dises des Indes Orientales en produisant un Certificat
de la Compagnie des Indes établie dans les Pays-Bas
Autrichiens; avec les mêmes prérogatives & avantages
qui ont été accordés successivement aux Sujets des
Provinces-Unies par diverses Concessions Royales,
& de plus avec cette Clause, que les Sujets de
l'Empereur jouissent généralement de tout ce qui a été
accordé à cette République par les Traités de 1648.
tant à l'égard des Indes qu'intermédiaires; & 3. que par le
49. Article on accorde en outre tous les avantages
qui ont été accordés à la Nation Britannique
par les Traités de Madrid des Années 1667, & 1670,
de même que par les Traités de Paix & de Commerce
de l'Année 1713, & en dernier lieu par certains autres
Traité dont on n'exprime ni le tenu, ni le lieu, ni le
contenu; & aux Sujets de cet Etat; par le Traité de
1648, 1690, & 1724. avec cette addition, qu'à
l'égard de ce qui n'est point exprimé dans ledit Traité
de Commerce entre l'Empereur & l'Espagne, on devra
sauve & pratiquer ce qui s'observe par rapport à la
Grande Bretagne & à cet Etat.

Qu'il parait aux Représentants, que ces 3. Griets
sont incompatibles avec le fameux Traité de Munster,
puisque'il est expressément déclaré en leur faveur par les
Articles 5 & 6, que la Navigation aux Indes resteroit

& seroit continuée sur le même pied qu'elle se faisoit
alors, suivant les Ordonnes déjà accordés, & à secouées
dans la suite, & qu'il est en fait, le fondé Compagnie
d'une part continueroit son Etablissement & son Com-
merce, notamment dans le Brésil, en Afrique & en
Amérique, & les Sujets de tous les Royaumes & Etats
du Roi d'Espagne, d'autre part s'abstiendroient de tou-
te Navigation & Commerce dans les Lieux & Ports
où ladite Compagnie des Indes Occidentales de ces
Provinces pourroit avoir quelque Navigation ou Com-
merce: ce qui a été compris de la part de cet
Etat, par l'obligation réciproque que les Sujets ne
pourroient naviguer dans les Lieux des Indes, où il
est permis aux Sujets d'Espagne de naviger & tra-
fiquer.

Que le Traité de Munster a toujours été entendu de
part & d'autre cette manière que toute la côte d'Afri-
que a été baillée & est demeurée à la Compagnie des
Indes-Occidentales de ces Provinces, même avec cette
exclusion du côté des Espagnols, qu'ils n'y ont point
tené la moindre Navigation ou Commerce, & que de-
puis l'Année 1648. ils n'ont point occupé un seul
pouce de Terre.

Que l'incompatibilité dudit Traité de Commerce
entre l'Empereur & l'Espagne, avec celui de Munster
consiste en ce qui suit: Premièrement que le Roi
d'Espagne (soit dit avec tout le respect possible) n'a
pu céder à un autre Prince ce qui ne lui avoit point
point ni à ses Sujets. En second lieu, que Sa Majesté
Catholique ne pourroit encore céder le même
Droit à ces Etats ou Paix qui ont été appartenus à
ces Royaumes, & qui ont été compris dans la prohibi-
tion dudit ciao & même Article: troisièmement, que
la Réciprocité comprise dans les Articles 5. & 6. du
Traité de Munster par lequel cette République a pro-
mis de ne point fréquenter les Etablissements Espagnols
dans les Indes, à condition que l'Espagne s'abstiendrait
aussi d'aller dans ceux de ce Paix, ne peut pas per-
mettre que cet Etat doive demeurer dans la même Restriction,
lorsque l'Espagne fait naviger d'autres Peuples
dans les Etablissements Hollandois aux Indes, ou qu'elle
y donne son consentement: En quatrième & der-
nier lieu, que les fouds Articles 5. & 6. sont tels, que le
Roi d'Espagne, n'a pu s'en dispenser sans la concurrence
de cet Etat qui a contracté & dont on exige l'effet &
l'observance.

Que les Représentants ne se font aucune peine d'a-
vouer que la Compagnie des Indes Orientales de ces
Provinces souffre, par le Traité de Commerce entre
l'Empereur & l'Espagne, un préjudice plus considéra-
ble que la Compagnie Générale des Indes Occiden-
tales de ce Paix, mais qu'il n'est pas moins vrai &
hors de contestation, que les conséquences qui en
doivent résulter, concernent aussi bien les Réprésen-
tants que la Compagnie des Indes Orientales de
ce Paix.

Qu'il est du moins certain, que par ledit Traité de
Commerce le Roi d'Espagne a comme légitimé & re-
connu la Compagnie d'Ostende; outre que la permis-
sion accordée à ladite Compagnie, de pouvoir aller
dans toutes les Indes Espagnoles, & de s'y pour-
voir de toutes sortes de rafraichissements & besoins,
excede la faculté qui a jamais été donnée aux
Compagnies des Indes Orientales ou Occidentales
de ces Provinces: ce qui seroit par conséquent une
nouvelle infraction ou contravention au Traité de
Munster.

Et comme les Représentants sont foudés en toute
manière à réclamer le Traité de Munster contre l'Es-
pagne, & d'en demander & exiger l'entière exécution,
ils s'adressent très-respectueusement & très-dévoilement
à Vos Hautes Puissances, les supplient de vouloir ac-
corder leur puissante assistance & intercession pour les
foudes, & de prendre la-dessus telle Résolution
qu'elles trouveront convenable selon leur sagesse.

XXV.

*Mémoire de la Compagnie des Indes-ORIEN-
TALES présenté à L. H. P. les Seigneurs Etats
Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-
Bas, contre l'Ordonree de la Compagnie d'OS-
TENDE.*

HAUTE

ANNO

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

1714.

Les Directeurs de la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais ayant résolu de tenir en tenu leur Commerce dans les Indes-Orientales, depuis qu'on a entrepris dans les Pays-Bas Espagnols, précédemment Autrichiens, d'ouvrir ce Commerce dans les Indes, se sont adressés par différents Mémoires à Vos Hautes Puissances pour représenter que ledits Pays-Bas n'avoient aucun Droit par les Traités à cette Navigation & à ce Commerce; qu'ils ne l'avoient jamais eu ci-devant sous le Règne des Rois d'Espagne; & qu'ils ne l'avoient, ni en vertu desdits Traités, ni en vertu de ceux qui ont été faits avec Sa Majesté Impériale & son Prédécesseur, l'Empereur Léopold, de glorieuse mémoire; d'autant plus que le principal but de ces Traités & Négociations a été, que dans les Pais & Dominions que Sa Majesté Impériale pourroit acquiesce en vertu de la Grande Alliance avec l'Angleterre & cet Etat, il ne seroit rien entrepris qui put causer de plus grands préjudices à ces deux Nations, que s'ils fussent demeurés sous la Domination de l'Espagne.

C'est pourquoy il a été très-prudemment stipulé par le Traité de Barrem, que Sa Majesté Impériale & Catholique posséderoit les Pays-Bas Espagnols de la même manière que les Rois d'Espagne les Prédécesseurs les avoient possédés, & que pour le reste, le Commerce se feroit de la même manière stipulé dans les Articles du Traité de Münster.

Mais, quoique les Directeurs eussent bien fondés qu'il ne leur fût point préjudicié d'autres incidents qui les obligeassent à imposer encore des Taxes Puissances par de nouveaux Ecrits, d'autant qu'ils s'étoient d'avis que Sa Majesté Impériale & Catholique n'auroit pas pu plus tôt ce Commerce à leur préjudice; ils ont cependant vu avec douleur, 1. que la Navigation particulière qui avoit été commencée il y a quelques années à Offense, a été changée en une Compagnie formelle sur les Indes-Orientales & Occidentales, malgré d'un arbitraire Ordre; 2. qu'à présent on emploie toutes sortes de moyens pour faire valoir & maintenir cette Compagnie par des Traités avec d'autres Puissances, au grand préjudice des Droits & Prerogatives que la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais a ci-devant obtenus aussi que cela puise auxdits Directeurs par le Traité de Commerce fait au dernier lieu entre Sa Majesté Impériale & Catholique & le Roi d'Espagne, où il est dit dans le 1. & 3. Article :

Que les Vaisseaux de Guerre & Marchands de Levantiers Majesté & de leurs Sujets, pourront réciproquement fréquenter les Ports, Ports, Contrées & Provinces du port & d'autre, sans en avoir précédemment demandé la permission; ce qui s'étend aussi spécialement sur les Indes-Orientales, où ils pourront demander tout ce qui est nécessaire pour la Navigation; avec cette seule restriction, par rapport aux Indes-Orientales, qu'il ne sera permis d'y exercer aucun Commerce, & que les Vaisseaux de Guerre, principalement dans ces Contrées, seront obligés de se comporter d'une manière, qui ne donne aux Espagnols aucune crainte ou mauvais soupçon.

Il est dit de plus dans le 36. Article du même Traité: Que les Sujets de Sa Majesté Impériale & Catholique pourront introduire & dériver dans tous les Etats & Dominions du Roi d'Espagne, tous les Esclaves, Marchandises, Fruits & Productions qu'ils apportent des Indes-Orientales; moyennant qu'il parvienne par des Certificats des Dignitaires de la même Société établie aux Pays-Bas Autrichiens, que ces Esclaves, Fruits & Marchandises proviennent des Lacs de Commerce, Commerce & Consignes de ladite Société; auquel cas ils pourront, par rapport aux Esclaves des Indes-Orientales, des mêmes Privilèges qu'ils ont accordés aux Habitans des Provinces-Unies, par les Lettres Patentes du Roi d'Espagne des 27. Juin & 7. Juillet 1663. Sa Majesté déclarant en outre: Qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Impériale & Catholique tout ce qui a été accordé aux Habitans de cet Etat par le Traité de Münster de l'année 1668, tant à l'égard des Indes, que par rapport à tout ce qui pourroit être applicable audit Traité, & que s'y sera pour contraire non plus qu'à la présente Paix.

Ce qui, par le 47. ou dernier Article dudit Traité, s'étend encore sur tout ce que la Nation Britannique a stipulé en sa faveur par les Traités de 1667. 1670.

1713, & en dernier lieu par certain Traité & Convention, dont le jour & la date ne sont point exprimés, pour autant que cela pourra valoir d'appliquer aux Sujets de l'Empereur.

De plus, par tout ce qui a été accordé à l'Etat des Provinces-Unies, ou finalement par les Traités, de Paix de l'année 1648. mais surtout par le Traité de Münster de l'année 1690. & le Traité de Paix de l'année 1714.

Avec cette Addition: Que tous ces Traités serviront de règle dans les cas douteux, ou dans ceux qui font équivoque, ou qui pourroient être par eux-mêmes affectés clairement par le présent Traité entre lesdites Majestés.

Sur lesquels cas douteux & qu'on a pu plus tôt stipuler, on peut établir en premier lieu, que Sa Majesté Catholique a bien voulu accorder aux Sujets de Sa Majesté Impériale par le dixième Article, la libre fréquentation de tous les Ports, Ports de Mer & Lieux dépendans de la Domination; sans qu'on y ajoute ni dans tout le Texte, cette restriction expresse & cette exclusion qui sont insérées par tous deux d'autres Traités de même nature; savoir, que cela ne se doit entendre que de ce qui est par le Roi possédé en Europe, ou de ceux où les autres Nations ont eu de tout temps un libre Commerce, comme il parait par le quatrième Article du Traité de Trêve conclu entre le Roi d'Espagne & cet Etat en 1609. où il est dit: Ce que ledit Seigneur Roi entendoit devoir être révoqué & limité aux Royaumes, Ports, Ports & Lieux de la Seigneurie des Rois & Princes qui sont ses Amis & Alliez sans ce Traité.

Item, par le Traité de Münster, au sixième Article il est dit: Que les Directeurs & Commis des Compagnies des Indes-Orientales & Occidentales pourront librement voyager & trafiquer dans tous les Ports qui sont sous la Domination du Roi N.B. en Europe. Et en outre, que les Sujets de l'Etat pourront s'adresser de quelque manière aux Places Capitales dans les Indes-Orientales.

Et enfin par le 36. Article du Traité conclu à Utrecht en 1714, entre Sa Majesté Catholique & régnante Philippe V., & cet Etat, où il est dit très-expressement:

Qu'après s'être par divers Articles précédents, que les Sujets de part & d'autre pourront librement venir, fréquenter, visiter, naviger & trafiquer dans les Ports, Ports, Ports, Ports, Ports, Ports & Ports de la Grande Compagnie espagnole; & qu'ils pourront sans restriction aller & venir dans les Ports de l'Etat de l'Europe; d'autant qu'ils ont convenu expressément, qu'à l'égard des Indes-Orientales & Occidentales, il ne sera permis d'y naviger ou commercer que conformément au 36. Article dudit Traité.

D'autre part, que pareils termes s'appliquent encore dans le 36. Article dudit Traité entre leurs Majestés, où il est accordé: Que les Sujets de l'Empereur pourront introduire dans tous les Ports & Etats du Roi, sans aucune restriction, toutes les Marchandises & Marchandises de leurs Colonies & Consignes aux Indes-Orientales, moyennant qu'ils soient munis de Certificats rapportés par ledit Article: Auquel cas de jurer de tous les Privilèges qui ont été accordés aux Habitans de cet Etat par les Lettres Patentes du Roi d'Espagne de l'année 1663.

Quoique les Directeurs de la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais ne connoissent aucun autre Privilège, sinon qu'il leur est permis d'introduire les Fruits & Marchandises des Indes dans tous les Etats & Dominions du Roi d'Espagne situés en Europe, ou bien dans les endroits où toutes les autres Nations ont un libre Commerce, sans que de leur connoissance il ait été jamais accordé de plus grands avantages. Mais il est bien vrai que par certaines Lettres Patentes ou Brevets émanés du Roi d'Espagne en 1663, il est accordé qu'à l'entrée de ces Fruits ou Marchandises dans les Etats & Dominions de Sa Majesté, on ne doit tenir il a été permis de les introduire, on doit prodigier au Certificat qui justifie qu'ils sont venus des Ports, Colonies & Consignes que la Compagnie des Indes-Orientales de ce Pais possède aux Indes-Orientales, sans de pouvoir les distinguer d'avec les Marchandises des Indes-Orientales Portugaises, avec laquelle Nation le Roi d'Espagne a eu des traités de Guerre.

Cependant la Ministre de Vos Hautes Puissances à Madrid

ANNO

1714.

ANNO

1724.

Bas Autrichiens par l'Octroy émis directement de la puissance, & autorité souveraine, pour l'établissement d'une Compagnie générale de Navigation & de Commerce aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique tant en dedans qu'en dehors du Cap de Bonne Espérance, dans tous les Ports, Harbours, Lacs, & Rivières, ou les autres Nations trafiquent librement. Cet Octroy, lequel renferme une renouveau de tous Patentes, & Instructions de Votre Majesté Impériale & Catholique pour le futur des Pays-Bas, l'ancien Parlement de la Maison très-auguste, fut le principal sujet de leur consolation, & la plus solide espérance d'un bon fruit futur pour leur Négoce à l'avenir.

C'est rien ne peut être plus convenable à prévenir leur ruine entière, que le bénéfice qu'ils doivent attendre de ce Commerce aux Indes, par lequel ils ont lieu d'espérer de pouvoir peser à peu près équilibre en quelque manière les pertes considérables que leur cause la Commerce qu'ils ont avec les Provinces de Hollande, & de Zélande, vers où ils voient sortir journellement les Denrées les plus chères de leurs Revenus par l'achat de toutes sortes d'Épices, Drogués, Sucres, Sel, &c. & finalement d'une abondance excessive de Poissons marins, & de lait.

Mais lorsqu'on remarque par les Mémoires, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, ont plusieurs fois écrits aux Seigneurs États Généraux leurs Souverains, pour s'opposer à la Navigation, & au Commerce des Habitans de ces Pays-Bas Autrichiens aux Indes dans les Lacs, qui sont ouverts aux autres Nations de l'Europe, après avoir eu l'inconsidération de se reciter contre la validité de cet Octroy, comme inutile, conçu en des termes illicites, & contraire à la bonne foi du Traité de Münster, & de celui de la Barrière, avec à peu de ménagement des égards dus à la Personne Sacrée de Votre Majesté Impériale & Catholique, ont finalement eu l'audace d'employer la puissance Souveraine desdits Seigneurs États Généraux, pour être autorisés & qualifiés, par leurs thèses vaines, d'employer tous les moyens qu'ils jugeront nécessaires, même les voies de fait, tant par Terre que par Mer, contre l'établissement & le progrès de cette nouvelle Compagnie Impériale & Royale, & que faisant ce qu'ils en espèrent de jour à jour, lesdits Libérateurs continuent toujours à persévérer ce dessein directement opposé à la bonne amitié & intelligence, que leurs Hautes Puissances souhaitent de conserver constamment avec Votre Majesté Impériale & Catholique, comme aussi à la correspondance & harmonie établie depuis si longtemps entre les Sujets de part & d'autre, les Remoutrants croient (sur le bon plaisir de Votre Majesté Impériale & Catholique) devoir rendre publics ces Reclames, qui de leur part ont été allégués par le Mémoire (d'où ils prennent la liberté de joindre ici une Copie) présenté le 22 d'Octobre 1723, au *Marguif de Prus*, Ministre Plénipotentiaire de Votre Majesté Impériale & Catholique pour le Gouvernement de ces Pays-Bas comme la Remontrance des Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, laquelle le Reclame de leurs Hautes Puissances Peuples lui avait communiqué par ordre de ses Maîtres. Ils font péneusement réfléchir que ces raisons fondées, non seulement sur le Droit des Gens, mais principalement sur les anciennes Constitutions, Loix fondamentales, & Libertés de ces Pays de Brabant, sont connues évidemment à tout le monde, que les Directeurs de ladite Compagnie, en demandant, que cet Octroy accordé par Votre Majesté Impériale & Catholique, après une longue & mûre délibération, pour l'établissement de la Navigation, & du Commerce de ces Pays-Bas aux Indes, ait été revêtu, ou du moins de la sanction d'un acte, sous le prétexte d'écarter de l'obligation que Votre Majesté Impériale & Catholique avait contractée par le Traité de la Barrière contracté de celui de Münster (lequel néanmoins, dans les Articles, dont il est question, ne concerne nullement le Commerce de ces Pays-Bas) demandent en même temps, qu'elle voudrait entreprendre au Serment, qui a été fait si solennellement en la parole d'Empereur, & de Roi sur les saints Évangiles d'observer, & de s'en bien & fidèlement observer aux États, & à tous les Sujets dudit Pays de Brabant en général, & en particulier tous les Droits, Privilèges, Libertés, &c.

Finalement n'y a rien de plus clair, ni de plus in-

TOM. VIII. PART. II.

ANNO 1724.
conseillable, que par la révocation de cet Octroy, Votre Majesté Impériale & Catholique dépourrait les bons & utiles Sujets d'un Droit de la Nature & des Gens, auquel ils n'ont jamais renoncé, & lequel leur a été bien expressément confirmé par l'Article 13. de la Joyeuse Entrée de Votre Majesté Impériale & Catholique.

Et d'autant que lesdits Directeurs font si ardemment demander l'exécution desdits Traités, qu'ils y a entre Votre Majesté Impériale & Catholique, & le Roi de Prusse, que même ils se font espérer, que ce soit d'une manière, comme à V. M. L. & C., par l'établissement de cette nouvelle Compagnie en ces Pays-Bas Autrichiens, aurait fait une contravention aux mêmes Traités, & se serait déparié de la Règle & Loi, qui lui est si particulière & si inviolable, d'observer religieusement tous ces Traités, même aux dépens de ses propres intérêts, donnerait occasion aux tous des Provinces de Brabant, & de Flandre, de leur demander à leur tour, si les Seigneurs États Généraux ont rempli tous les engagements, dans lesquels ils étoient entrés au regard & pour la conservation de ces Pays-Bas par le Traité d'Almace conclu à la Haye le 30 d'Avril 1673 avec feu le Roi Charles II. de gloire, même par lequel Traité leurs Hautes Puissances pénétrées d'une juste reconnaissance, se font obligés Article 16. de se joindre avec la Paix avec le Roi Très-Christien, que Sa Majesté Catholique ne s'est tenue en la possession de toutes les Villes, Places, & Pays, qui lui avoient été bica par le Roi Très-Christien depuis le Traité de Paix des Pyrénées fait en l'An 1659, & Article 18. de céder & donner à Sa Majesté Catholique la Ville de Maastricht, avec le Comté de Vervinoven, & tout ce qui en dépend dans le Pays d'Outre-rhin.

Pertinence n'ignore combien les suites de cette Alliance ont été préjudiciables au Prince Souverain, & aux Habitans des Provinces Belges, & que bien loin d'avoir recouvré les justes Places conquises par la Couronne de France depuis la Paix des Pyrénées, ils ont eu le malheur de perdre la Franche-Comté, toutes les Villes, Places, & Pays en dépendans, & compris Besançon & son District, comme aussi les Villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, & le Cambrésis, Aire, St. Omer, &c. avec leurs Dependances, &c.

Et que jusques à présent les États Généraux font de toutes fautes & en possession de la Ville de Maastricht, nonobstant toutes les instances réitérées, qui leur ont été faites de la part de Sa Majesté Catholique, pour l'accomplissement d'une promesse si facille portée par le finist Article 18. du Traité de l'An 1673.

Pour toutes ces raisons & autres, renfermées succinctement dans le susdit Mémoire du 22 d'Octobre 1723 les États de Brabant ont bien d'envie de la haute prudence, & équité desdits Seigneurs États Généraux, que bien loin d'écarter plus longtemps les plaintes mutuelles des Directeurs de ladite Compagnie, ils leur feront défaire espérer d'acquiescer, ou de troubler, en matière quelconque, les Peuples de ces Pays-Bas (dont la conservation est si importante pour le bien de leur République) dans le libre exercice de la Navigation & du Commerce aux Indes en la forme, & manière réglée par le susdit Octroy de Votre Majesté Impériale & Catholique.

Que si, contre toute attente, leurs Hautes Puissances, ou ceux de la susdite Compagnie leurs Sujets, en vinrent à l'extrémité de commettre, faire ou laisser commettre, quelque injustice, injure ou mauvais traitement à cette nouvelle Compagnie, couverte de la souveraine protection de Votre Majesté Impériale & Catholique, & respectée à toutes les Puissances de l'Univers, les Remoutrants la supplient très-humblement de vouloir bien, être à présent pour lors, prendre la résolution, qu'elle jugera la plus convenable & la plus efficace pour lui en faire faire raison, même, s'il en faut besoin, autoriser son Ministre Plénipotentiaire pour le Gouvernement de ces Pays-Bas, de rompre, & interdire, en tel cas, par un Edict général, tout Commerce & Négoce des Sujets de Votre Majesté Impériale & Catholique en ces Pays-Bas avec ceux de la Domination desdits Seigneurs États Généraux, tant en conséquence de la promesse solennelle portée par l'Article 10. de son Octroy ci-dessus, promettre qu'il en feroit, de l'autorité de l'établissement, & de la conservation de cette nouvelle Compagnie Impériale & Royale, qu'en conformité de l'Art. dernier des Lettres de la

L

joyeuse

ANNO
1724.

Joyeuse Entrée de Votre Majesté Impériale & Catholique, par lequel elle a assuré ses États & Sujets de Brabant de faire repasser & recueillir tout ce qui pourroit être emporté ou acheminé au contraire.

Quoi faisant, &c.

Plus bas,

Étoit écrit par Ordonnance, & signé,

H. VAN DEN BROEK.

Bruxelles le 23 Mars 1724.

Copie du Mémoire présenté à Son Excellence le 22 d'Octobre 1723. pour servir de Réponse de la part des États de Brabant à la Remontrance, que les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établis en Hollande ont faite aux Seigneurs États Généraux des PROVINCES-UNIES au sujet de la Navigation, & du Commerce des Habitants des Pais-Bas Autrichiens auxdites Indes.

Quelque l'Archiduc Philippe, nommé le Roi, fils du Mariage de Marie de Bourgogne avec l'Archiduc Maximilien depuis Empereur des Romains, fut parvenu aux Royaumes de Castille & Aragon, par son Mariage avec Jeanne d'Espagne Héritière universelle de leurs Royaumes Catholiques Ferdinand V. Roi d'Aragon, & Isabelle Reine de Castille, & que son Fils & Successeur le Prince des Espagnes Charles, depuis aussi Empereur V. de ce Nom, après avoir réuni sur la Tête tant de Couronnes, se fût rendu Dominateur en Asie, & en Afrique, ces deux grands Monarques n'eurent jamais la pensée de donner la moindre atteinte aux Libertés, indépendances, Constitutions, & Privilèges des Habitants de ces Pais-Bas, leur ancien patrimoine, ni de les assujettir aux Loix, Coutumiers, Maximes, ou Costumes de leurs Royaumes des Espagnes, beaucoup moins, de les comprendre sous le Nom de leurs Sujets Catholiques ou Espagnols.

Le Roi Philippe II. Héritier universel de l'Empereur Charles V. en sesdits Royaumes, & Pais-Bas, à son exemple (après avoir changé en 1549. conjointement avec son oncle Père, quelques Articles de la Charte de la Joyeuse Barre de Brabant du conferment de ses trois États) leur permit par un double Serment fait corporellement sur les S. S. Évangiles: qu'il observeroit, & feroit fidèlement observer tous les Pours, Articles & compris, & qu'il maintiendrait aux Prebats, Bourgs, Chevaliers, Nobles, Villes, Francs-fiefs, Villages, & tous ses Sujets du Pais de Brabant en général, & en particulier, tous leurs Droits, & Privilèges, Libertés, Franchises, Traites, Ordonnances, Sexuats, Coutumes, & Observances.

Et pour faire connaître aux États de Brabant, que son Intention Royale étoit de les faire gouverner lui-même par lui-même, indépendamment du Ministère des Espagnes, il les requit par Lettre, leur écrite de Madrid le 24. de Mars 1576. d'obéir à ceux du Conseil d'État, à qui il avoit commis le Gouvernement de ces Pais-Bas, en attendant que Sa Majesté eût envoyé en ces Pais, pour Gouverner, un Prince de son Sang.

Il est vrai, que dans la suite du tems, le même Roi (tant pour le bien général de la Chrétienté que dans le vue de procurer à ses Pais-Bas une bonne Paix, & Union pour être déchargés de la pesante Guerre, dont ils auroient été travaillés par tant d'années) ayant trouvé convenable de créer ces ordres Pais-Bas à la Fille Plaisante Isabelle, en dou, aide, & faveur du Mariage, avec l'Archiduc Albert, fils aîné, comme Roi des Espagnes à l'Épousage de ses Sujets Catholiques, par l'Act. & de l'Act. donné à Madrid le 6. de Mars 1598. pour la Cession de ces Pais, que l'Empereur, son Epoux l'Archiduc Albert, ni aucun de ses Successeurs, ni Sujets desdits Pais, ne pourroient en façon quelconque, négocier, tradiquer, ou contraindre les Indes Orientales, & Occidentales, ni aussi envoyer aucune force de Navires, sous quelque titre, ou prétexte que ce fût.

Mais cette Condition ne pût causer aucun tort, ni préjudice aux États, & Habitants de cette Province de

Brabant contre leur Liberté naturelle; attendu qu'ils ne se souvenant à l'obligation de leurs Altesces Sérénissimes leurs nouveaux Princes, qu'après que l'Archiduc Albert dès le 25. d'Oct. 1598. leur eût fait le double Serment ci-dessus rapporté, tant en son Nom qu'au Nom de l'Infante Isabelle la future Epouse pour l'observation de tous les Articles de ladite Joyeuse Entrée, ensemble de tous les Droits, Sexuats, Privilèges, Libertés, & Coutumes desdits Pais.

D'ailleurs cette Condition (selon le rapport de l'Historien Emanuel van Meteren) fut si odieuse aux États, & Peuples de Hollande, & Zelande: qu'ils ne purent s'empêcher d'aligner hautement, que c'étoit un fait contre le Droit des Gens de défendre à ceux du Pais-Bas la Navigation, & le trafic de l'Indes Orientales, & Occidentales, où la plupart des Habitants ne consistaient par ailleurs le Roi, & qu'ils s'attachaient mieux mourir pour la Liberté de leur Patrie, que d'accepter une Condition si déshonnorable, & si déraisonnable.

Il est donc bien surprenant, qu'aujourd'hui les Directeurs de la Compagnie des Indes Orientales établie en Hollande, sous la protection des Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies, veulent se prévaloir de cette même Condition contre les Sujets de ces Pais-Bas présentement Autrichiens, & que, pour prouver l'Exécution de cet Article, ils déclarent ledit Historien van Meteren dans un exemple qu'il cite de l'An 1600. qu'il rapporte (on ne sçait sur quel fondement) que le Roi ayant soupçonné les Habitants d'Anvers de négocier indirectement aux Indes, la Cour y avoit envoyé un Commissaire pour examiner les Livres des Marchands; mais qu'ensui, prise parvenu beaucoup de malices, & de persécutions, qui auroient pu en refaire, ils auroient été obligés de racheter la disgrâce du Roi pour une somme de six cents mille Ducats, somme si exorbitante, qu'elle monte au delà de ce que la Ville d'Anvers a payé à son Souverain pour six années de Subsidies, par lequel excès il est facile de juger de l'erreur, ou, pour mieux dire, de la Fable de cet exemple, lequel, s'il en étoit hérité, se pourroit détruire par les Registres de ladite Ville.

Mais puisque les Directeurs de ladite Compagnie font tant de cas de cet Historien, qu'ils le considèrent (on les en prie) dans un autre endroit de son Histoire de l'An 1600. où, traitant de la Navigation, & du Commerce aux Indes, il accense les Espagnols de vouloir eux choisir contre nature, & contre tout Droit, que de vouloir être sans Habitants du Pais-Bas la Navigation, & le Négoce aux Indes dans les lieux point fixes sous leurs Juredictions; & où il fait la description d'une Médaille, que les Zelands ont mis les fesses à sa figure avec deux Legendes, l'une, *Puffant, que pousse vent, & l'autre, Que saltat, insipar, sur le revers, qui représentoit un Lion nageant en la Mer, qui forme les Armes de Zelande, derrière son Cheval tenant hors de l'eau le dessus d'un Globe du Monde.*

Ainsi est-il manifeste, que lesdits Directeurs ne peuvent avoir aucun Droit, ni avantage de la Condition ci-dessus;

Premièrement, parce que c'est *Res inter alios acta*, fait entre le Roi Philippe II. de glori. mem. en faveur de ses Sujets Espagnols d'une part, & les Archiduc Albert & Isabelle Princes des Pais-Bas de l'autre part.

2. Parce que Sa Majesté Impériale Royale n'est pas le Successeur ni descendant desdits Archiducs, à qui on avoit voulu imposer cette Condition & Servitude de ne point naviger, ni commercer dans les Indes, mais le Successeur, des Rois Philippe IV. & Charles II. Princes des Pais-Bas par l'Infante Marie Anne son Ayeule Epouse de l'Empereur Ferdinand III., de glorieuse mémoire.

Ensuite d'ailleurs certains, que cette Servitude, en tout cas, a été anéantie par le retour de ces Pais sous la Domination du Roi Philippe IV. suivant la Maxime de Droit *tert. ex leg. ff. quodammodo serv. ann. servitus præsumitur extinguitur, si alius utitur prædicta Dominus esse oportet* l. 1. c. 16. ff. de serv. præd. arb. nulli enim in sua servit.

3. Parce que la défense, faite par le Roi Philippe II. en qualité de Roi d'Espagne, a été levée dès l'An 1600. par le Roi Philippe IV. son père, & par conséquent ses bons & fidèles Sujets par d'iceux, leur ayant fait ouverture du Commerce des Indes Orientales en la même qualité de Roi d'Espagne, lequel Commerce son Auguste Prédecesseur ne leur avoit pas dénié le

ANNO
1724.

ANNO glissement en sa qualité de Duc de Brabant, & Comte
1714. de Flandres.

4. Parce qu'un tiers, que la même Condition fut
ajoutée par le Roi Philippe II. qui soutenait d'avoir
acquis les Indes pour lui-même, & pour ses Sujets
Catholiques contre les Sujets des Pais-Bas, les Etats &
Habitans de la Province de Hollande étoient encore
compris au nombre de ces derniers, avouant qu'ils
se fussent détachés de l'Union des autres Provinces
établies, & sans contre qu'avant la Trêve conclue
pour 12. ans à Anvers le 5. d'Avril 1609. entre le Roi
d'Espagne, & les Archiducs Albert & Isabelle d'une
part, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part,
les mêmes Etats ne furent pas reconnus pour Etats
libres.

Et en dernier lieu parce que, bien loin que la susdite
Condition pût encore servir à priver les Brabançons,
& les Flamands de la Navigation & du Commerce
aux Indes Orientales, il s'en suit au contraire,
que puisqu'ils n'ont jamais sous la Domination des
Rois Catholiques, pu jouir du Commerce aux Indes
référé pour les Catholiques dans le District des Indes
Espagnoles, ils ne peuvent être censés d'avoir été compris
dans les Articles 5. & 6. du Traité de Pais conclu
à Munster en 1648. lesquels étoient une réciprocité
entre les Catholiques, & les Sujets des Provinces-
unies, indépendamment des Brabançons, & des
Flamands; ayant été convenu par ces Articles en ter-
mes bien express, que, suivant la répartition des Dis-
tricts y mentionnés, les Catholiques & Espagnols se bor-
neroient à la Navigation, & au Commerce, qu'ils
avoient pour tous aux Indes; sans qu'il leur fût permis
de l'étendre plus avant de leur côté, & que récipro-
quement les Sujets des Provinces-Unies seroient obli-
gés de ne plus fréquenter les Places, que les Catholiques
occupent dans les Indes.

En effet, si les Habitans de ces Pais présentent
Auteurs n'ont eu aucune part à l'avantage, & au
Droit établi par ces deux Articles en faveur des
Catholiques, par rapport à leur Navigation aux Indes;
ils n'ont pas eu non plus aucune part à la défense
reciproque établie par ces mêmes Articles en faveur des
Sujets des Provinces-Unies par rapport à leur Navigation
aux Indes de leur District, & par conséquent, puis-
qu'ils n'ont pas été du nombre des Parties Contractan-
tes susdites Articles, ils n'ont pas été compris, ni en-
voilà pour cette Convention réciproque, laquelle
auroit pour objet le Commerce des Catholiques d'une
part, & celui des Sujets des Provinces-Unies de l'autre
part, afin que les uns & les autres seroient continuellement
libres de leur Commerce dans les Limites,
Villes, Ports, Loges, Habitans, & endroits, qui
se trouvoient situés dans leurs Districts respectifs, sans
que les uns pussent aller négocier dans les Limites des
Districts des autres, la tout réciproquement.

Sans cela cette Convention auroit blesé l'équité natu-
relle, & auroit été de la nature d'une faveur locale,
par laquelle on auroit attribué tout l'avantage à l'une,
& tout le tort à l'autre des deux Parties.

C'est pourquoi les Habitans de ces Pais-Bas, & sin-
gulièrement les Brabançons, soutiennent qu'ils leur
échoit si n'y a jamais eu aucun Traité concernant le
Commerce aux Indes, & que par conséquent, & le
Droit des Gens d'aujourd'hui décide, que la Naviga-
tion, & le Commerce par Mer font des droits licites,
communs, illimités, ouverts, & libres pour la Na-
tion Brabançonne, aussi bien que pour toutes les au-
tres Nations de l'Europe, qui sont toutes d'une même
condition.

Car pour ce qui regarde le Traité de la Trêve pour
dix ans conclu à Anvers l'an 1609. le Roi Philippe
II. (de glori. mem.) a accordé par l'Article 4. de ce
Traité aux susdits Seigneurs Etats Généraux & leurs
Sujets d'autre pouvoir au regard du Traité aux Indes,
& hors de l'Europe, que celui, qui leur appartenait
par le Droit de la Nature & des Gens, de faire le
Droit de Trêve, s'ils le trouvoient bon, aux Pais de tous
autres Princes, Potentats, & Peuples, qui leur
voudroient permettre, avec promesse, que si Sa Ma-
jesté, ni ses Officiers & Sujets ne leur causeroient
aucun trouble, ni empêchement en ce Traité hors de
l'Europe.

Bien par conséquent (comme ces Articles) faire ledit
Traité, si bon leur semble, de Pais de tous autres Prin-
ces, Potentats, & Peuples, qui leur voudront per-
mettre, même hors ledites limites, sans que ledit Seigneur
Roi, ses Officiers & Sujets, qui dépendent de lui, don-
TOM. VIII. PART. II.

ment aucun empêchement à cette négociation susdite Princes,
Potentats, & Peuples, qui le leur auront permis, ni par-
ticulièrement à eux en tant particuliers, sans lesquels ils ont
fait & feront ledit Traité.

Sur lequel principe du Droit des Gens, sans moderne
qu'ancien, les Brabançons fondent leur Système,
d'avoir conquis les Indes avant ni restriction la liberté de
navigation, & de négocier aux Indes Orientales & Occiden-
tales, & fut les Côtes d'Afrique, tant en deça, qu'au-
delà du Cap de Bonne Espérance, dans tous les Ports,
Havres, Liens, & Rivières, où les autres Nations tra-
versent librement.

Bien loin, qu'ils seroient dans la pensée, que par le
changement de Maître, ils auroient acquis un nouveau
Droit pour cette Navigation.

Quoiqu'ils avouent que, par ce changement, ils se
trouvent effectivement débarrassés de deux obstacles
accidentels faits, aux Jans, qui leur avoient empêché
l'exercice de la même Navigation, l'un provenu
autrefois de la prohibition & défense, que leur Prince
Souverain comme Roi d'Espagne leur avoit faite de
naviguer, & de négocier aux Indes au préjudice des
Catholiques, & l'autre consistant en ce qu'ils n'avoient
jamais pu obtenir de Sa Majesté Catholique la protec-
tion, dont ils avoient besoin pour garantir cette Navi-
gation aux Indes Orientales; prétendent qu'à la fin à
Sa Majesté Impériale & Catholique Jean Auguste Sou-
verain, par un effet singulier de sa grâce & bonté, &
affection paternelle, de leur accorder reconnaissance de sa
Puissance, & de l'autorité lui appartenant sur le Droit
de Souveraineté, & par celui de la Nature, & des
Gens avec promesse de les défendre envers & contre
tous ceux qui les troubleront injustement.

Ces anciens Droits fut reconnus même sous le Règne
du Roi Charles II. (de glori. mem.) par l'Ordre
accordé en son Nom Royal le 7. de Juin 1663. à la
Requête & supplication des Ecclésiastiques & Membres
de Flandre par avis de ses Conseillers d'Etat & Privé, &
la délibération de l'Electeur de Bavière pour son Gouver-
nement Général de ces Pais-Bas, par lequel l'Ordre Sa
Majesté leur donna le pouvoir d'établir une Compagnie
Royale pour négocier aux Places, & Liens libres dans
les Indes Orientales, & de la Guinée.

Et quoique cet Ordre n'eût pas le succès, qu'ils en
seroient attendre, ni qu'il fut que ce ne fût pas à cause
de quelque empêchement légitime, mais par le man-
quement de la provision Royale, à suite du fâcheux
contre-tiens de la mouaison faite en feu Roi, qui pen-
dant tout le cours des années 1669. & 1700. fit archiver
les filices funestes de la mort, & donna lieu à di-
vers mélanges, dont il ne convient pas de raporter
la mémoire.

Que si depuis ce temps-là Sa Majesté Impériale &
Catholique a bien voulu déclarer, & promettre par
l'Article 26. du Traité de Barrière conclu à Anvers le
15. Novembre 1715. que le Commerce, & tout ce qui
en dépend, entre les Sujets de Sa Majesté Impériale &
Catholique dans les Pais-Bas Autrichiens, & ceux des
Provinces-Unies, demeureroient en tout & en partie sur
le pied établi, & de la manière portée par les Articles
du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648. concer-
nant le Commerce; cette promesse est relative aux Ar-
ticles dudit Traité de Munster, par lequel le Commer-
ce interne, & tout ce qui en dépend, de part & d'autre
a été réglé dans lesdits Pais-Bas, & ne regarde
aulement la Navigation, ni le Commerce aux Indes,
dont il n'a été fait aucune mention ni dans ledit Traité
de l'an 1715. ni dans le Traité postérieur, qui a été
fait à la Haye le 22. Décembre 1718. pour faire cesser
les plaintes, que les Etats de Brabant, & de Flandre
avoient portées par deux Députations Extraordinaires
à Sa Majesté Impériale & Catholique au sujet des Ar-
ticles dudit Traité précédent, lesquels ne pouvoient
s'accorder avec leurs anciens Droits, Privilèges, &
Libertés.

Ce qui plus est, les Brabançons ne peuvent s'empê-
cher de faire connaître avec toute le respect, qu'ils
ont eu, & auroit toujours pour l'Amour Souve-
rain de leurs très-Augustes Princes, qu'il n'a jamais
été dans leur pouvoir, comme Duc de Brabant, de
consentir aucun Traité au préjudice des anciennes
Libertés, & Loix fondamentales de leur Pais de
Brabant, ne fut de consentement des Etats du même
Pais.

Les Chartes de leur Josephine Entree, & par
compétence celle de Sa Majesté Impériale & Catholique
Royaume, servent de preuve incontestable de cette

ANNO
1714.

Vérité, portant Article 3, que Sa Majesté Impériale & Catholique comme Duc de Brabant ne s'engagea jamais à entrer en Guerre, ne fût par le Conté, la volonté, & le consentement de ses Villes, & de son Pais de Brabant, & qu'elle se prometta aucune chose par ou, n'eussent de leurs Droits, Libertés, & Privilèges, seroit préjudicé ou diminué en manière quelconque.

Et à l'Art. 4, que Sa Majesté ne permettra pas que ses Pais, Villes, Gens, Rentes ou Droits Seigneuriaux soient engagés, hypothéqués, vendus, aliénés, diminués, chargés, affectés, cedés, ou remis en aucune manière, que du consentement de sesdits trois États.

Comme aussi Art. 13, tiré de mot à mot de la Joyeuse Entrée du Roi Philippe nommé le Bel, de l'Empereur Charles V. & du Roi Philippe II. de glorieuse mémoire, que Sa Majesté maintiendra tous ses Seigneurs & bons Gens de Brabant & d'Outremer, dans la libre & tranquille Navigation, non seulement aux Pais de Hollande & de Zélande, mais aussi dans tous les autres Pais.

Tellement que cette libre Navigation dans tous les Pais, où il est licite aux autres Nations de trafiquer, ne se trouve pas seulement fondée sur le Droit de la Nature, & le Droit des Gens ancien & moderne, ensemble sur le principal des Habitans de Hollande si fort prévalus antérieurement contre la Couronne d'Espagne, mais spécialement en faveur des Brabançons sur l'une des Loix fondamentales de la Joyeuse Entrée des Ducs de Brabant renouvellée *Pacta conventa inter Principem & Populum*, dont les États & Peuples de cette Province ont certainement mérité la confirmation & conservation invariable par tant de preuves éclatantes, qu'ils ont données de leur zèle, attachement, & fidélité à toute épreuve pour le service de leurs Augustes Souverains.

C'est pour ce qui regarde les grands efforts, & dépenses de tout de biens, que lesdits Directeurs reclament d'avoir été faits par leurs Hautes Puissances pour contribuer à la reddition des Pais-Bas Espagnols sous l'obéissance de Sa Majesté Impériale & Catholique Reine, & que parant elles ne dévoient pas être exposées à une si grande durée que de voir, que les mêmes Pais-Bas ou leurs Habitans pourroient entreprendre présentement contre leurs Hautes Puissances, ou contre leurs Supérieurs, ce qui non seulement ne leur étoit pas permis auparavant, mais même défendu par un Traité solennel.

On avoit la première, mais tellement la seconde Partie de cette objection, & pour en retourner l'argument contre lesdits Directeurs, & tous les autres Sujets de leurs Hautes Puissances, on les prie de vouloir se souvenir à leur tour de tous les efforts & dépenses extraordinaires faits par les États, & Peuples de Brabant, & de Flandres pendant tout le cours de la dernière Guerre pour le soutien de la cause commune, singulièrement dans la situation défective où l'Armée des Hautes Alliés se trouvoit réduite en 1708, par les mouvements de l'Armée de France sous le commandement du Duc de Bourgogne en personne, & par la perte inopiné des Villes de Gand & de Bréges, laquelle inopinément seroit entraîné celles des autres Places capitées, & peut-être de ces deux Provinces entières de Brabant & de Flandres, sans le Secours du Corps des Troupes Impériales, que les Empereurs avoit envoyé en ces Pais-Bas sous la conduite héroïque de son premier & invincible Général le Prince Eugène de Savoie.

C'est par quoi efface que ces Troupes y ont été entretenues à leurs Hautes Puissances ignorent, & personnel ne figure que ce fût par les Subsidies extraordinaires que les deux Provinces de Brabant, & de Flandres fournissent à cet effet, & par le Secours des Deniers lèvés & hypothéqués sur les Domaines & Finances de ces deux Provinces.

A quoi les États de Brabant, & les Citoyens de Bruxelles peuvent ajouter, que si après la finitude de Gand, & de Bréges, la France éant encore en possession des Villes de Maastricht, de Namur, & de Charlemont, ils n'avoient témoigné une fidélité indéfectible pour Sa Majesté au Siège de cette Ville principale de Bruxelles (lois dit sans manquer à la reconnaissance qu'il est dû aux Hautes Alliés) il eût été probable qu'ils n'aussent perdu en une seule Campagne tous les avantages, que leurs Armes victorieuses avoient remportés depuis le commencement de la dernière Guerre, la

quelle, suivant le Traité d'Alliance conclu à la Haye le 7. Septembre 1704. entre l'Empereur, le Roi de la Grande-Bretagne, & lesdits Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies, ils entreprirent pour reprendre les Provinces-Unies du Pais-Bas Espagnol dans l'intention qu'elles serviroient de Digue, de Membran, & de Barrière pour séparer, & choquer la France des Provinces-Unies, lesdites Provinces du Pais-Bas devant faire la lienté desdits États Généraux.

Un païs sous silence (pour ne pas remonter trop haut) les esclaves, les ports, & les mœurs, que les mêmes Provinces ont souffertes durant la Guerre civile, dans laquelle elles furent engagées en exécution du Traité d'Alliance fait à la Haye le 13. Août 1673. entre les le Roi d'Espagne, & lesdits États Généraux, par lequel Traité leurs Hautes Puissances reconnoissent les obligations extraordinaires, qu'elles avoient à Sa Majesté Catholique, & par conséquent à ses Sujets des Pais-Bas, pour le Secours, que Sa Majesté leur avoit fait, comme au Prince, qui s'étoit exposé avec tout de confiance à la ruine manifeste, dont elles étoient si fort menacées par les progrès des Armes Ennemies.

Tellement que renouant à la première partie de cette objection, il y auroit une extrême durée, pour ne pas dire une violence, & une injustice manifeste, d'exclure les Habitans desdits Pais-Bas d'une Navigation, & d'un Commerce, dont toutes les autres Nations jouissent paisiblement, au préjudice de leurs anciens Droits & Privilèges, dont leurs Hautes Puissances se méritent que feu Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne de glorieuse mémoire, & son successeur les Garans par la Lettre, que le Prince & Duc de Marlborough, & les Doyens de leurs Hautes Puissances ont écrite aux États de Brabant le 26. May 1706. pour les assurer de la part de cette grande Reine & des Seigneurs États Généraux, que Sa Majesté le Roi autre Anglaise Maitresse les maintiendrait dans l'entière jouissance de tous leurs anciens Droits & Privilèges.

Et les États de Brabant ont d'autant plus de sujet d'attendre l'effet de cette Garantie (par rapport à la Liberté du Commerce aux Indes) de la grande équité, & Justice de leurs Hautes Puissances en considération de l'intérêt notoire, qu'elles ont à la confirmation & à la liberté des Pais-Bas, l'avant-mur & le rempart de leur République contre la France, pour les raisons de libéré, qui fait le commun objet du susdit Traité de Barrière, éant de la dernière importance que les Places Frontières, & autres Fortifications en ces Pais soient toujours en état de défense, Sa Majesté Impériale & Catholique a bien voulu ordonner par l'Article 30. de son dit Décret que tous les Deniers, qui sont levés sur les Marchandises de retour de cette nouvelle Compagnie soient employés principalement à pourvoir lesdites Places fortes d'Artillerie, & d'autres Armes, & de toutes sortes de Munitions de Guerre, ensemble à l'entretien de leurs Ouvrages & Fortifications.

Dont pour recueillir la substance de ce Mémoire en peu de paroles, on a fait voir en premier lieu, que l'Addition de la Cession de ces Pais-Bas faite aux Archiducs Albert, & Isabelle en 1708. lorsque les Habitans des Provinces de Hollande & de Zélande étoient encore ennemis, & repart par Sa Majesté les légitimes Sujets dans le Cercle de Bourgogne, ne leur a procédé aucun Droit au Commerce, & à la Navigation des Indes Orientales, contre les Habitans des autres Provinces obéissantes de ces mêmes Pais.

En second lieu, que par le Traité de la Trêve pour 11. ans conclu à Anvers en 1609. ils n'ont point acquis d'autre titre pour le Commerce, que celui qui leur appartenait d'anciennement par le Droit de la Nature & des Gens.

En 3. lieu, que les Articles 5. & 6. du Traité de Pais fait à Münster l'an 1648. ne renferment qu'une Convention réciproque entre les Catholiques & les Espagnols d'une part, & les Sujets des États Généraux des Provinces-Unies de l'autre part, sans envelopper les Sujets de ces Pais-Bas présentement Antiribellins.

En 4. lieu, que le dernier Traité de la Trêve conclu à Anvers en l'an 1713. ne confirme celui de Münster, qu'aux Articles, qui concernent le Commerce interne entre les Sujets de Sa Majesté Impériale & Catholique, les Pais-Bas Antiribellins & ceux des Provinces-Unies, & nullement celui des Indes, dont il n'y est fait la moindre mention, ni des Articles qui concernent les Catholiques & Espagnols.

Et que parant les Habitans de ces mêmes Pais, spécialement

ANNO
1714.

ANNO 1724. spécialement les Bredanques & sont conservés jusqu'à présent leur ancienne liberté, & le Droit des Gens, tout moderne qu'auparavant, d'exercer le Commerce & la Navigation sur les Indes en tous Lieux neutres & indépendants, ou si est libre aux autres Nations de négocier.

Etant incontestable que les Peuples dedita Pais par le non usage du saint Droit, n'en ont rien perdu, suivant la Jurisprudence tirée de la Loi 22. §. de *viâ publicâ*, *Plani publicum populus non accendit autem non possit*.

XXVI.

16. Avril. Représentations du Roi d'Espagne contre la Campagne d'OSTENDE présentée à Sa Majesté Britannique par le Marquis de Pezzen-Bates le 26. Avril 1724.

LES Rois d'Espagne avoient autrefois le pouvoir, & ont été en possession d'exclure de la Navigation des Indes tous les Sujets de leurs Etats, excepté ceux d'Espagne.

Par conséquent, les Habitans des Pais-Bas en étoient exclus, aussi bien que les autres. Les Rois d'Espagne ont maintenu ce pouvoir dans les Négociations des Traités de Pais ou de Trêve avec les Provinces-Unies: Enfin ces Provinces y ont consenti par le Traité de Münster; de sorte que le passage des Indes étant réglé, les deux Parties étoient obligées de s'abstenir de naviger dans les limites l'une de l'autre.

Il s'ensuit donc, que les Provinces-Unies n'étant obligées de ne pas naviger sur les Indes d'Espagne, ont acquis en même temps le DROIT d'exclure les Sujets des Etats d'Espagne, COMME AUSSI CEUX DES PAIS-BAS ESPAGNOLS, de naviger dans leurs limites.

Les choses étant dans cet état, lorsque les Pais-Bas Espagnols furent cédés à l'Électeur de Bavière, cette Cession ne pouvait apporter aucune alteration, ou préjudice au Droit des Provinces-Unies, parce qu'il n'y a pas d'apparence que l'intention du Roi d'Espagne fut de se priver de son Droit, en laissant auxdits Pais-Bas cédés, la liberté de naviger aux Indes.

La Cession que le Roi de France fit aux Etats Généraux des Provinces-Unies, au nom du Roi d'Espagne, étoit sur le même pied. La France s'étant engagée à faire céder lesdits Pais-Bas, par l'Électeur de Bavière, comme par les Etats Généraux, en faveur de la Maison d'Autriche; & cette Cession n'ayant pas été faite directement, mais par l'entremise des Etats Généraux, comme il paroit par le Traité de Pais entre la France & les Provinces-Unies, Art. IX., l'accession n'eût pas de force, en aucun manière, auxdites Provinces-Unies, d'autant plus que par le même Traité, les Etats Généraux s'engageoient que la Maison d'Autriche rempliroit les conditions qui étoient déjà stipulées: Il est évident que le Roi de France s'interposoit pour le Roi d'Espagne, son petit-fils & son Allié, n'avoit pas intention de rien faire qui pût être préjudiciable à l'Espagne, en faveur de la Maison d'Autriche, avec laquelle il étoit alors en Guerre.

Or sur tout cela, le 23. Article dudit Traité fait observer que l'intention étoit, que la Navigation aux Indes DEMEURAT SUR LE MÊME PIED qu'elle étoit auparavant.

C'est ce que prouve encore plus évidemment le Traité conclu depuis, entre l'Espagne & les Provinces-Unies, par lequel, Art. 32. le Traité de Münster est posé pour base, plus particulièrement par le 33. & le 34. Articles, par rapport aux Indes.

Si après tout ce qui a été représenté à Sa Majesté Impériale de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies, secondés de la manière la plus forte par les hauts Alliés, la Cession des Pais-Bas, devoit être confirmée par l'Empereur, SANS SE RÉSERVER EXPRESSÉMENT LE DROIT d'exclure sur la Navigation des Indes en général & sans exception, il s'ensuivroit que les Etats Généraux pourroient à JUSTE TITRE demander satisfaction à l'Espagne, pour avoir par là fait une grande injustice au Traité de Münster: outre que se trouvant privés des effets dudit Traité, ils seroient dispensés de l'obligation réciproque, de s'abstenir de la Navigation des Indes d'Espagne.

De plus, l'avenue imposée du moins autant à l'Espagne, qu'aux Provinces-Unies; car sur les fondemens posés par l'Empereur, les Habitans de ses Pais-Bas auroient autant de Droit de naviger dans les limites d'Espagne, que dans celles des Provinces-Unies.

Il ne faut que réfléchir, d'un côté, sur l'ample permission accordée par les Octrois à la Compagnie d'Ostende, avec la manière dont l'Empereur s'est expliqué touchant la liberté prétendue, & de l'autre, sur la vaine étendue des Indes d'Espagne, pour être convaincu, combien il est nécessaire d'empêcher que des Négocians soutenus de la force, n'y fassent des établissemens, qui avec le temps pourroient nuire aux d'Espagne.

XXVII.

14. Mai. Déclaration de LOUIS XV. Roi de France & de Navarre, renouvelant les Edits, Arrêts & Déclarations donnés par LOUIS XIV. son Prédecesseur contre ses Sujets de la Religion Réformée, voulant que la sainte Religion Catholique Romaine soit exercée en son Royaume, & ordonnant de rigueur ces points contre ceux qui résistent d'en faire les derniers, même contre les malades à mort. Donné à Versailles le 14. Mai 1724. [Feuille volante imprimée & publiée en France par ordre de Privilege du Roi in 4.]

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. De tous les grands dévins, que le feu Roi notre très-honorable Seigneur & bis-aïeul a formés dans le cours de son Règne, il n'y a point que Nous ayons plus à cœur de faire & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçu d'extirper entièrement l'hérésie dans son Royaume, à quoi il a donné une application infatigable jusqu'à son dernier moment de la vie. Dans la vie de son saint Ouvrage il étoit de son zèle & de sa piété, suffisante pour Nous sommes parvenus à la Majesté, notre première soit à cet de Nous faire précéder les Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil qui ont été rendus sur ce sujet, pour en renouveler les dispositions, & enjoindre à tous nos Officiers de les faire observer avec la dernière exactitude; Mais Nous avons été informés, que l'extension en a été ralentie depuis plusieurs années, sur tout dans les Provinces qui ont été affligées de la Contagion, & dans lesquelles il se trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont été devenus soit protestants de la Religion prétendue Réformée, par les fautes & divergences impétieuses que quelques-uns d'eux, peu sincèrement réunis à la Religion Catholique, Apollitique & Romaine, & exaltés par des mouvemens étrangers, ont voulu imiter secrètement pendant notre Minorité; ce qui Nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à cet objet si important, Nous avons reconnu que les principaux abus qui se font glisser, & qui demandent un plus prompt remède, regardent principalement les Assemblées illicites, l'éducation des Enfants, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques de professer la Religion Catholique, Apollitique & Romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célébration des Mariages: sur quoi, Nous avons résolu d'expliquer bien distinctement nos intentions. A ces Causes, de l'avis de notre Conseil & de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dû & ordonné, & par ces Présentes ordonnances de notre main, dictées & ordonnées, voulons & Nous plaît.

I. Que la Religion Catholique, Apollitique & Romaine, soit seule exercée dans notre Royaume, Pais & Terres de notre obéissance; défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de faire aucun exercice de Religion, autre que ladite Religion Catholique, & de s'assembler pour cet effet en aucun lieu & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine contre les Hommes, des Galères perpétuelles, & contre les Femmes d'être rasées & enfermées pour toujours dans les Lieux que nos Juges estimeroient à propos, avec Confiscation des biens des uns & des autres; même à peine de mort contre ceux qui se font assemblés en armes.

ANNO
1714

II. Étant informés qu'il s'est élevé, & s'élève journellement dans notre Royaume plusieurs Prédicateurs, qui ne font occupés qu'à exciter les Peuples à la Révolte, & les détourner des Exercices de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ordonnons que tous les Prédicateurs qui y auront convoqué des Assemblées, soient & seront priés, ou fait aucunes fonctions, soient punis de mort, ainsi que la Déclaration du Mois de Juillet 1685. Plaçons pour les Ministres de la Religion prétendue Réformée, sans que ladite peine de mort puisse à l'avenir être répétée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir lesdits Ministres ou Prédicateurs, de leur donner retraite, secours & assistance, d'avoir directement ou indirectement aucun Commerce avec eux; Enjoignons à ceux qui en auront connaissance, en cas de contravention, contre les Hommes, des Galères à perpétuité, & contre les Femmes, d'être taillées & emmenées pour le reste de leurs jours dans les Lieux que nos Juges enlèveront à propos, & de Confiscation des biens des uns & des autres.

III. Ordonnons à tous nos Sujets, & notamment à ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue Réformée, ou qui sont nés de Parents qui en ont fait profession, de faire baptiser leurs Enfants dans les Eglises des Paroisses où ils demeurent, dans les 24 heures après leur naissance, & ce n'est qu'ils aient obtenu la permission des Archevêques ou Evêques Diocésains de différer les cérémonies du Baptême pour des raisons considérables: Enjoignons aux Sages-Femmes & autres personnes qui assistent les Femmes dans leurs accouchements, d'avertir les Curés des Lieux de la naissance des Enfants, & à nos Officiers & à ceux des Seigneurs qui ont la Haute Justice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenants par des condamnations d'amende, même par de plus grandes peines, suivant l'exigence des cas.

IV. Quant à l'Éducation des Enfants de ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue Réformée, on qui sont nés de Parents qui en ont fait profession, visions que l'Édit du Mois de Janvier 1685, & les Déclarations des 13 Décembre 1685, & 16 Octobre 1700, soient exécutées en tout ce qu'elles contiennent, & en y ajoutant. Nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs Enfants hors du Royaume, & à moins qu'ils n'en aient obtenu de Nous une permission par écrit signée de l'un de nos Secrétaires d'État, laquelle Nous s'accorderons qu'après que Nos amos ont suffisamment informés de la Candidité des Pères & Mères, & ce à point, en cas de contravention, d'une amende, laquelle sera réglée à proportion des biens & Facultés des Pères & Mères d'indignes Enfants, & néanmoins ne pourra être moindre que de la Somme de six mille Livres & sera condamnée par chaque année que lescdits Enfants demeureront en Pays étrangers, au préjudice de nos défenses; à quoi Nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V. Voulons qu'il soit établi, ainsi qu'il sera possible, des Malines & des Malorités d'Enfant, dans toutes les Paroisses où il n'y en a point, pour instruire tous les Enfants de l'un & de l'autre sexe, des principaux mystères & devoirs de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, les conduire à la Messe tous les jours ouvrables, ainsi qu'il sera possible, leur donner les instructions dont ils ont besoin sur ce sujet, & avoir soin qu'ils assistent au service Divin les Dimanches & les Fêtes, comme aussi pour y apprendre à lire, & même écrire à ceux qui pourront en avoir besoin, le tout ainsi qu'il sera ordonné par les Archevêques, en conformité de l'Article XXV. de l'Édit de 1685, conformément à Jurisdiction Ecclésiastique: Voulons à cet effet que dans les Lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, il puisse être imposé sur tous les Habitans, la Somme qui manquera pour l'établissement desdits Maîtres & Malorités jusqu'à celle de cent cinquante Livres par an pour les Maîtres, & de cent Livres pour les Malorités, & que les Lettres for ou nécessaires soient expédiées sans frais, sur les avis que les Archevêques & Evêques Diocésains, & les Communautés départies dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres. Nous en donnons.

VI. Enjoignons à tous les Pères, Mères, Tuteurs & autres personnes qui sont chargées de l'éducation des Enfants, & notamment de ceux dont les Pères ou les Mères ont fait profession de la Religion prétendue Réformée, ou sont nés de Parents Religioneux, de

les envoyer aux Ecoles & aux Catechismes jusqu'à l'âge de quinze ans, même pour ceux qui sont au-delà de cet âge jusqu'à celui de vingt ans, aux instructions qui se font les Dimanches & les Fêtes, & ce n'est que ce soient des personnes de telle condition qu'elles puissent & qu'elles doivent les faire instruire chez elles, ou les envoyer au Collège, ou les mettre dans des Monastères ou Communautés régulières; enjoignons aux Curés de veiller avec une attention particulière sur l'instruction desdits Enfants dans leurs Paroisses, même à l'égard de ceux qui n'ont pas aux Ecoles: Exhortons & ordonnons enjoignons aux Archevêques de s'en informer soigneusement; ordonnons aux Pères & autres qui en ont l'éducation, & particulièrement aux Personnes les plus considérables par leur naissance ou en leur Emploi de leur tenir compte les Enfants qu'ils ont chez eux, lorsque les Archevêques l'ordonneront dans le cours de leurs visites, pour leur rendre compte de l'instruction qu'ils auront reçue touchant la Religion, & à nos Juges, Procureurs & à ceux des Seigneurs qui ont la Haute Justice, de faire toutes les diligences, perquisitions, & Ordonnances nécessaires pour l'exécution de notre volonté à cet égard, & de punir ceux qui seraient négligents d'y satisfaire, ou qui seroient la témérité d'y contraindre de quelque manière que ce puisse être, par des condamnations d'amende qui seront exécutées par provision, nonobstant l'appel, à telles sommes qu'elles puissent monter.

VII. Pour assurer encore plus l'exécution de l'Article précédent, voyons que nos Procureurs, & ceux des Seigneurs Haute Justice, se fassent remettre tous les Mois par les Curés, Vicaires, Maîtres ou Malorités d'Ecoles, ou autres qu'ils chargeront de ce soin, un état exact de tous les Enfants qui n'ont pas aux Ecoles, ou aux Catechismes & instructions, de leur nom, âge, sexe, & des noms de leurs Pères & Mères, pour faire ensuite les poursuites nécessaires contre les Pères & Mères, Tuteurs ou Curateurs, ou autres chargés de leur éducation, & qu'ils aient soin de rendre compte, au moins tous les six Mois, à nos Procureurs Généraux, chacun dans leur Région, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'un des ordres & les instructions nécessaires.

VIII. Les seigneurs spirituels n'ont en aucun temps plus nécessaires, sur tout à ceux de nos Sujets qui sont nouvellement réunis à l'Eglise que dans les occasions de Maladies où leur Vie & leur Salut font également en danger, voulons que les Médecins, & à leur défaut les Apothicaires & Chirurgiens qui seront appelés pour visiter les Malades, soient tenus d'en donner avis aux Curés ou Vicaires des Paroisses dans lesquelles lesdits Malades demeureront, aussitôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuse, s'ils ne voyent qu'on les y ait appelés d'ailleurs, ainsi que lesdits Malades, & notamment nos Sujets nouvellement réunis à l'Eglise, puissent en recevoir les avis & les consolations spirituelles dont ils auront besoin, & le secours des Sacraments, lorsque lesdits Curés ou Vicaires trouveront lesdits Malades en état de les recevoir: Enjoignons aux Pères, Serviteurs & autres Personnes qui seront auprès desdits Malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienveillance convenable à leur caractère; & voulons que lesdits Médecins, Apothicaires & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui est de leur devoir à cet égard, & particulièrement les Pères, Serviteurs & autres qui sont auprès desdits Malades, qui auront refusé auxdits Curés ou Vicaires, ou Prêtres envoyés par eux, de leur faire voir lesdits Malades, soient condamnés en telle amende qu'il appartiendra, à moins les Médecins, Apothicaires, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, la tout feroit l'exécution des cas.

IX. Enjoignons pareillement à tous Curés, Vicaires & autres qui ont la charge des Ames, de visiter soigneusement les Malades, de quelque état & qualité qu'ils soient, notamment ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue Réformée, ou qui sont nés de Parents qui en ont fait profession, de les exhorter en particulier & sans rémission, à recevoir les Sacraments de l'Eglise, en leur donnant à cet effet toutes les instructions nécessaires, avec la prudence & la charité qui conviennent à leur ministère, & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis salutaires, lesdits Malades refusent de recevoir les Sacraments qui leur soient par eux offerts, & déclarent ensuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétendue Réformée, & qu'ils

ANNO
1714

ANNO
1714.

de qu'ils persistent dans la déclaration qu'ils en auront faite pendant leur Maladie, voulons que s'ils viennent à recouvrer la santé, le Procès leur soit fait & par fait par nos Baillis & Sénéchaux à la requête de nos Procureurs, & qu'ils soient condamnés au banissement à perpétuité, avec confiscation de leurs Biens & dans les Pays où la confiscation n'a lieu, en une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié de leurs Biens; & au contraire ils meurent dans cette malheureuse disposition. Nous ordonnons que le Procès leur soit à leur mémoire par nos Baillis & Sénéchaux, à la requête de nos Procureurs en la forme prescrite par les Ancêtres du Titre XXII. de notre Ordonnance du Mois d'Août 1672. pour être leur dite mémoire condamnée avec confiscation de leurs Biens, dérogant aux autres peines portées par la Déclaration du 29. Avril 1685. & de celle du 8. Mars 1711., lesquelles seront au surplus exécutées en ce qui ne se trouvera contraire au présent Article; Et en cas qu'il n'y ait point de Baillage Royal dans le lieu où le fait sera arrivé, nos Prévôts & Juges Royaux, & s'il n'y en a pas, les Juges des Sieurs qui y ont la Haute Justice, en informeront & enverront les informations par eux faites aux Greffes de nos Baillages & Sénéchaussées d'où ressortissent lesdits Juges, & qui ont la connoissance des cas Royaux dans l'étendue desdites Justices, pour y être procédé à l'instruction & au Jugement du Procès, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlements.

X. Voulons que le contenu au précédent Article soit exécuté sans qu'il soit besoin d'aucune preuve pour établir le crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le Malade des Sacraments de l'Eglise offerts par les Curés, Vicaires, ou autres ayant la charge des ames, & la Déclaration qu'il aura faite publiquement comme ci dessus, & sera la preuve dudit refus & de ladite Déclaration publique établie par la déposition desdits Curés, Vicaires ou autres ayant la charge des ames, & de ceux qui auront été présents lors de ladite Déclaration, sans qu'il soit nécessaire que les Juges du lieu se soient transportés dans la Maison desdits Malades, pour y dresser Procès Verbal de leur refus & Déclaration, & sans que lesdits Curés ou Vicaires qui auront visité lesdits Malades, soient tenus de requérir le transport desdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la Déclaration qui leur aura été faite, dérogant à cet égard aux Déclarations des 29. Avril 1685. & 8. Mars 1711., en ce qui pourra être contraire au présent Article & au précédent.

XI. Et attendu que Nous sommes informés, que ce qui contribue le plus à confirmer ou à faire retomber lesdits Malades dans leurs anciennes erreurs, est la préférence & les exhortations de quelques Religieuses cachées qui les assistent secrètement en cet état, & abusent des préventions de leur Enfance & de la folie ou de la maladie les réduits, pour les faire mourir hors du sein de l'Eglise. Nous ordonnons que le Procès leur soit fait & par fait par nos Baillis & Sénéchaux, ainsi qu'il est ci-dessus, à ceux qui se trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auront la Haute Justice dans les lieux où le fait seroit arrivé, s'il n'y a point de Baillage ou Sénéchaussée Royale dans lesdits lieux; à la charge d'envoyer les informations au Baillage Royal comme ci-dessus, pour être le Procès continué par nos Baillis & Sénéchaux, & les coupables condamnés; Ordonnons, les Hommes aux Galères perpétuelles ou à tems, selon que les Juges l'estimeront à propos, & les Femmes à être rudes & ressassées pendant le tems que nos Juges ordonneront, à perpétuité ou à tems, ce que Nous laissons méritement à leur prudence.

XII. Ordonnons que suivant les anciennes Ordonnances des Rois nos Prédecesseurs, & l'usage observé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçu en aucune Charge de Juri-dic-ture dans nos Cours, Baillages, Sénéchaussées, Prévôtés & Justices, ni dans celles des Hautes Justices, même dans les Places de Maîtres & Echevins, & autres Officiers des Hôtels de Ville, soit qu'ils soient créés en titre d'Officiers, ou qu'il y soit pourvu par élection, ou autrement, ensemble dans celles des Greffiers, Procureurs, Notaires, Huissiers & Sergens de quelque Jurisdiction que ce puisse être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, soit en titre ou par commission, même dans les Offices de notre Maison & Maisons

Royales sans avoir une attestation du Côté, ou en son absence, du Vicaire de la Paroisse, dans laquelle ils demeurent, de leur bonne vie & mœurs, ensemble de l'exercice assidu qu'ils font de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

XIII. Voulons pareillement que les Licences ne puissent être accordées dans les Universités du Royaume, à ceux qui auront étudié en Droit ou en Médecine, que sur des attestations semblables que les Curés leur donneront, & qui seront par eux représentées à ceux qui leur doivent donner lesdites Licences; desquelles attestations il sera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur seront expédiées, à peine de nullité; n'entendons néanmoins allonger à cette règle les Evénements qui viendront éteindre & prendre des degrés dans les Universités de notre Royaume, à la charge que conformément à la Déclaration du 26. Février 1680., & à l'Edit du Mois de Mars 1707., les degrés par eux obtenus ne pourront leur servir dans notre Royaume.

XIV. Les Medecins, Chirurgiens, Apothicaires & les Sages-Femmes, ensemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être admis à exercer leur Art & Profession dans aucun Lieu de notre Royaume, sans rapporter une pareille attestation, de laquelle il sera fait mention dans les Lettres qui leur seront expédiées, même dans la Sentence des Juges, à l'égard de ceux qui doivent prêter Serment devant eux, le tout à peine de nullité.

XV. Voulons que les Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos Prédecesseurs sur le fait des Mariages, & notamment l'Edit du Mois de Mars 1697., & la Déclaration du 17. Juin de la même année soient exécutées selon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la Foi Catholique, comme par tous nos autres Sujets; leur enjoignons d'observer dans les Mariages qu'ils voudront contracter, les formalités prescrites tant par les Saints Canons, reçus & observés dans ce Royaume, que par lesdites Ordonnances, Edits & Déclarations, le tout sous les peines qui y sont portées & même de punition exemplaire, suivant l'exigence des cas.

XVI. Les Enfants Mineurs, dont les Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs font morts de notre Royaume & se font retirés dans les Pays étrangers pour cause de Religion, pourront valablement contracter Mariage, sans attendre ni demander le consentement de leursdits Peres & Meres, Tuteurs ou Curateurs absents, à condition néanmoins de prendre le consentement & avis de leurs Tuteurs ou Curateurs, s'ils en ont dans le Royaume; sinon, il leur en sera créé à cet effet, en l'absence des Peres ou Allies, s'ils en ont, ou au défaut des Peres & Allies, de leurs Amis ou Voisins; Voulons à cet effet qu'avant de passer outre au Contrat & célébration de leur Mariage, il soit fait devant le Juge Royal des lieux où ils ont leur domicile, en présence de notre Procureur, & s'il n'y a point de Juge Royal, devant le Juge ordinaire desdits lieux, le Procureur Fiscal de la Justice present, une assemblée de six des plus proches Peres ou Allies, tant Paternels que Maternels, faisant l'exercice de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, outre le Tuteur, ou le Curateur desdits Mineurs; & si défaut de Peres ou Allies, de six Amis ou Voisins, de la même qualité, pour donner leur avis & consentement, s'il y échet, & seront les Actes pour ce nécessaires expédiés sans aucuns frais, tant de Justice que de Sceau, Contrôle, Informations ou autres; & en cas qu'il n'y ait que le Pere ou la Mere desdits Mineurs qui soit sorti du Royaume, il suffira d'assembler trois Peres ou Allies du côté de celui qui sera sorti du Royaume, ou à leur défaut, trois Voisins ou Amis, lesquels avec le Pere ou la Mere qui se trouvera présent, & le Tuteur ou Curateur, s'il y en a autre que le Pere ou la Mere, donneront leurs avis & consentement, s'il y échet, pour le Mariage proposé, dopai consentement d'un tous les cas ci-dessus marqués. Il sera fait mention formelle dans le Contrat de Mariage, qui sera fait par lesdits Pere ou Mere, Tuteur ou Curateur, Peres, Allies, Voisins ou Amis, comme aussi sur le ré-dit de la Paroisse, où le fait sera la célébration dudit Mariage, le tout sans que lesdits Enfants aient eu puissent encourir les peines portées par les Ordonnances contre les Enfants de Famille qui se marient sans le consentement de leurs Peres & Meres; à l'effet de quoi Nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard seulement auxdites Ordon-

ANNO
1714.

ANNO

1714

Ordonnances, lesquelles seront au surplus exécutées
selon leur forme & teneur.

XVII. Défensions à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de contester ou troubler que leurs Doyens, ou eussent droit de tenir la Cour, ou de recevoir aucuns amerciers ou autres étrangers, soit en faisant les Contours qui pourroient estre faictz pour lever aucdits Marriages, soit par Aides autres ou postérieur, pour quelque cause & fuis quelque prétexte que ce puisse estre, sans nous permission expresse & par écrit, signée par l'un de nos Secrétaires d'État & de nos Commandemens, à peine des Galles & parâtrelité, contre les hommes, & de banishment perpétuel contre les Femmes, & de la confiscation de tous leurs biens, & de la déchéance de tous leurs offices, & où la confiscation n'auroit suffi, d'une amende qui ou pourroit estre moindre que de la moitié de leurs biens.

XVI. En conséquence de quoi tous les Ardeux & Juge-
 ments, ordonnances & sentences des Juges de
 ceux qui l'auront exécuté, faisant les différents dis-
 positions de notre présente Déclaration, nos Comtes &
 autres nos Juges ordonnent que fire les Juges fiers
 dans les Paix où la confiscation n'a pu lieu, ou l'un
 ceux nos Juges à confiscation ou qui ne feroit pas
 confiscation à notre profit, il fera par une amende qui
 ne pourra être moindre que de la valeur de la chose
 des Juges fiers, laquelle amende sera payée au profit
 des Bruns & autres régies des Juges des Religieuses
 absent, pour être employée avec le Revenu desdits
 Juges à la satisfaction de ceux de nos Sujets nouvelle-
 ment réduits qui auront besoin de se feroir, ce qui aura
 lieu pieusement à l'égard de toutes les amendes, de
 quelque nature qu'elles soient, qui feroit prononcées
 contre les contrevenans à notre présente Déclaration,
 tant que les Recenseurs ou Fermiers de nos Dîmes
 & autres Juges de nos Seigneuries. Mais nous ne
 nous arrêtons à leurs Conscilliers les Juges seules nos
 Comtes de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Juges
 qu'il appartiendra que ces Préfiches ils aient à faire lieu,
 public & régulier, & le en nous en telles gades &
 observés de point en point (sans leur force) de tenir.
 Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 14.
 Mai 1724, & de notre Reine neuvième. Signé, Le
 Roi, Louis, & par lui, par le Roi, le Duc de
 Bourgogne, Philippe. Et scellé du Grand
 Sceau de la Cour.

Regardez, ou l'on se requerra le Procureur Général du Roy, pour être entendus selon leur forme & teneur, les Copies collationnées envoyées aux Baillies & Sénéchaussées du Royaume, pour être lûes, publiées & enregistrées aux Subsidiers du Procureur Général du Roy, d'un treis la main, & d'en certifier le Copy dans un Brevet, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le 31. Mai 1724.

Sieng, YIAKEAU.

XXVIII

1. Juill. *Arrêt du Parlement de Paris ordonnant la suppression d'un Livre écrit & publié en Langue Française pour le soutien de l'Infaillibilité du Pape, avec le Discours de l'Auteur du Roi, exequant cette suppression. A Paris le 1. Juillet 1714. [Copie imprimée.]*

C'EST jour, les Gens du Roi sont encrez, & M. Pierre Gilbert, Avocat dudu Seigneur Roi, porteur la parole, a di:

Messungen.

Nous sommes informés, qu'il se répand dans le Royaume, & à Paris même, un Livre intitulé, *Traité Théologique sur l'Autour de l'Infaillibilité des Papes*, qui paroit imprimé depuis peu à Luxembourg, sous le nom de *Frère Mathias Pristidier*, Religieux Bénédictin de la Congrégation de St. Maur.

A la vue de cet Ouvrage, il ne nous eût pas permis de demeurer dans le silence. Tout ce qui s'élève contre les Missions confiées par cette matière par nos Loix, exige notre vigilance & votre aide, & vous devez, Messieurs, par la lecture du nouvel Ecrit que nous

venons vous défrayer, qu'il n'y en ait jamais de plus digne de votre Censure.

Son objet est d'établir les principes les plus opposés à la Doctrine de la France, l'Infaillibilité des Papes dans les décisions sur les Matières de Foi, leur pleine Puissance, leur Souveraineté sur toute l'Eglise, leur Supériorité sur les Conciles généraux, leur Empire sur les Evêques, qui selon l'Auteur tiennent du Pape leur Pouvoir, & non pas immédiatement de JESUS-CHRIST même.

C'est la Doctrine que l'Auteur propose par tout, & peut-être voudroit-il en insérer une autre plus dangereuse. En plus d'un endroit il semble insinuer le Pouvoir du Pape sur le Temporel, fait en abrégé des expressions d'un Père de l'Eglise pour lui faire dire que Notre Seigneur a donné *un Royaume à St. Pierre*, et en rapporte sans limitation & sans contrôle les paroles d'un Ancien tout prévenu pour la Cour de Rome, qui portent (du moins dans la Traduction) que St. Pierre a reçu de JESUS-CHRIST l'Empire du Ciel et de la Terre.

Ce n'est pas un simple Traité Théologique comme le fure l'annonce d'abord. C'est une attaque de dessein formé contre nos Maximes, un Ouvrage composé exprès contre l'Eglise Gallicane & contre la France : jusques-là que l'Auteur se fait un mérite de combattre la Doctrine qu'il a proférée lui-même, & qui de son aveu est regardée parmi nous comme une Loi de l'Etat.

C'est en vain qu'encre plus éloigné de la Revolve des Séductions de la Servitude des Ultramarins, nous récrions dans le *Journal* des pérorations, que le 17 juillet 1860, le Centre de l'Épiscopat des Indes invite à se réunir à l'Unité, fondé sur l'Infallibilité de Dieu même; & qu'en la Personne du Pape Nous reconnaissons avec respect le Successeur de St. Pierre, le Chef des Evêques, entre lesquels il tient le même rang que le *Pierre* entre les autres Apôtres. Cet Eccein passionné digne à peine nous soustrait au nombre des Orthodoxes, il nous ne soustrait à l'Infaillibilité & à la Monarchie absolue du Pape. *On ne peut*, se font ces notes, *rejeter de sentiment ni la consécration* *de nos têtes* *aux Erreurs contre la Foi, & l'Unité* *de l'Église* *et les traditions* *antiques* *ceux qui le combattent* *c'est* *seulement* *peut-être* *que le Dogme n'a pas encore été complètement sécularisé.*

Si l'on se réveille, la doctrine de l'infailibilité est celle qui a été enseignée par les Saints. Les Grecs font une profonde erreur. Les Latins, les Français, les Allemands, « au nom du Seigneur, du Dieu de tous l'Esprits », Elle est fondée sur l'Écriture, elle est claire dans toute la Rite de la Tradition, à commencer dès le temps des Apôtres. Elle éclate dans les monuments des premiers Siècles, & en particulier dans les Actes des premiers Conciles généraux. Si les Papes ont affirmé des Conciles, se n'a pas dit, dit-il, pour jurer les Catholiques, mais pour convaincre plus pleinement les Hérétiques que ne réussissent les Conciles généraux. Ici, que le St. Siège se souvienne. C'est par y porter la Loi que les Papes ont envoyé leurs Légats à ces saints Assemblées. Le ferment de la France est un ferment de foi, reconnu à tous l'Antiquité. Les Evêques de France, les Evêques de l'Assemblée de 1830, ont abandonné ce point l'ancienne Tradition de leurs Eglises.

Mais de quelle manière efface-t-il de preuves des Propositions si hardies? C'est inutile en donnant pour preuve ce qu'il établit rien moins que ce qu'il avoie avancé, insinuant en étendant par quelques vains détours les conséquences les plus claires de ce qu'il ne peut contester, et montrant en forçant le sens d'une foule de termes qu'il altere, qu'il ne peut rien de plus à expliquer. Cette réfutation si pacifique silencie l'obédience qu'il ne peut résister, et qu'après l'insulte il affecte de la négliger après qu'il se l'est opposée. Il finit plus, il méprise les Lecteurs jusqu'à appeler son Système l'un des témoignages formels contre lui. Nous ne disons rien qu'il ne puisse découvrir par une Lecture attentive.

L'Impudence & l'Indiscrétion sont répandues dans tout l'Ouvrage. L'Auteur n'y fait point de scrupule de prêter des Armes au Schisme & à l'Hérésie contre les Orthodoxes qui n'admettent pas ses sentiments. Sous prétexte de remettre les dernières Divisions par le principe de l'Infaillibilité, il les renouvelle en effet, & ne craint point d'aggraver le mal par le remède. Ne pourrions-nous pas ajouter qu'il compromet les Droits Sacrés

ANNO
1724.

du St. Siège, en les confondant généralement avec les prétentions ambigües de ses Partisans trop étendus ?

Mais, plus il affaiblit de les confondre, plus nous devons les délaier. Si nous opposons à l'excès des Opinions Ultramontaines, les Barrières des faibles Maximes confirmées fidèlement par nos Pères; Nous faisons gloire à leur exemple d'un attachement dénué & d'un zèle religieux pour les justes prééminences du St. Siège. C'est par ces deux conduites que la France s'est distinguée de tout temps. Son respect augmenteroit, s'il étoit possible, fort un Pape dont l'existence finit en ce moment la jaye de l'Eglise, & dont les Vertus relevées de tout les Fidèles répondent du l'usage légitime & des salutaires effets de son Pouvoir.

C'est, Messieurs, sans perdre de vue ces sentimens, que nous nous élevons contre un Ouvrage, dont la témérité n'est propre qu'à inquiéter les Esprits, qu'à former d'immortelles Divisions, & qu'à faire éclore des Nouveautés dangereuses. C'est l'Esprit des Conclusions que nous avons prises, & que nous laissons à la Cour avec un Exemple dont nous demandons la condamnation.

Les Gens du Roi retirez, &c.

LA COUR ordonne que ledit Livre sera supprimé comme contraire aux Maximes du Royaume, aux Principes qui doivent servir de Règle à l'administration de la Puissance Ecclesiastique & de la Puissance Séculière, & à l'Ordre Hiérarchique, comme scandaleux, schismatique, contraire à l'Unité Royale, & injurieux au Clergé de France; Enjoint à tout ceux qui en ont ou des Exemplaires, de les apporter au Greffe de la Cour, pour y être supprimés; Fait défenses à toutes Personnes de les recevoir, vendre & débiter; Permet au Procureur Général du Roi d'informer contre les Auteurs, Libraires, Imprimeurs & Distributeurs, par devant Messieurs Guillot, Mery, Conseillers, pour les Témoins qui pourroient être entendus dans cette Ville de Paris, & par devant le premier Officier de Police des Lieux pour ceux qui pourroient y être entendus, pourvu de l'Édiction des Juges du Procureur Général du Roi en cette Ville de Paris, pour les informations faites & rapportées, & communiqué au Procureur Général du Roi, lors ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne que les présents Arrêts soient publiés & affichés par tout où besoin sera, & Copies collationnées en-voies aux Baillages & Sénéchaussées de la Reine, pour y être lues, publiées, enregistrées & affichées; Enjoint aux Baillages du Procureur Général du Roi d'y tenir la main, & d'en envoyer la Copie dans un Mois. Fait au Parlement le premier Juillet 1724.

Signé, DUFRAUC.

XXIX.

6. Sept. **Decret de PHILIPPE V. Roi d'Espagne** par lequel il déclare qu'aux instances du Conseil Royal de Castille, il reprend le Gouvernement de la Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Fait à Madrid le 6. Septembre 1724. [Simple Copie & Traduction.]

Ayant fait attention à tout ce que le Conseil Royal de Castille m'a représenté par la supplication qu'il m'a fait de lui remettre par celle qu'il m'a remis le 4. de ce Mois; quoi que j'eusse pris une ferme résolution de ne point quitter ma retraite pour quelque motif que ce pût être; cependant je n'ai pu résister aux instances que m'a faites ce Conseil, pour me déterminer à reprendre le Gouvernement de cette Monarchie, en qualité de Roi & Seigneur naturel. Et comme il m'a représenté que j'étois indubitablement obligé de le faire par des raisons de justice & de conscience, j'ai résolu tant à cause de ce que je fais de cet Avis, qu'à cause du Zèle sincère & constant des Ministres qui le composent, de me faciliter au bien commun de la Monarchie & des Peuples mes Vassaux, & d'en reprendre le Gouvernement, comme Roi & Seigneur naturel, me réservant, à Dieu me confière la vie, de remettre ce Gouvernement à Don Ferdinand Prince des Asturies mon Fils aîné, lors qu'il aura l'âge convenable, & la capacité suffisante pour en être chargé, pourvu qu'il n'y ait point alors de raisons assez fortes pour retarder ou

TOM. VIII. PART. II.

empêcher mon abdication. Je consens aussi que l'on convoque incessamment les États pour y reconnaître l'Infant D. Ferdinand en qualité de Prince des Asturies, & pour lui faire les Seremens accoutumés comme Héritier personnel de la Couronne. Donné à Madrid le 6. Septembre 1724.

MOI LE ROI.

XXX.

Decretum S. R. Majestatis POLONICÆ Affisso 30. OS.

riale, contra Magistratum, & Communitatem Civitatis THORUNENSIS, qui in reparationem variorum Ecclesiarum in Collegio Patrum Jesuitarum per Plebem Iurisdictionis perpetratum, cum sgratissime formis, subreptis Cathedra, Sellarum, Fornacum, tunc & Altarium, nec non dilaceratione & combustione aliquorum Imaginum, Nobilibus & Spectabilibus REGNI Praefectis ac Zdzislaw Pite-Praefectis Thorunensibus ac ultimam supplicationem commendant, & complures alii Crues ad varam supplicia destinant, Templum insuper Bruni Mariae Virginis per Catholicos antea possessum Patrias Bernardinis abducitur, & Magistratus Civitatis dimittitur in gratiam Catholicorum distribuitur Egi. Actum Varsoviae, sub tempore Constituti Regni Generalium, festis secunda post Festum S. S. Simonis & Jude Apostolorum, die 30. Mensis Obobris Anno Domini 1704. Regni vero XXXVIII. [Sur la Copie imprimée à Varsovie.]

AUQUEST SECONDUS, Del gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuanie, Russe, Prussie, Masoviae, Samogitiae, Kyoviae, Volhynie, Podolie, Podluchiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Cernichoviaeque nec non Hereditarius Dux Saxoniae & Principis ELECTORIS.

Significamus praesentibus Literis Nostris quorundem Universis & singulis: Intercessit aucta Decretum Nostrum Abbatiale, inter Generosum Insuperem Regni quoque Delatores, Religiosos Casimirum Czarnikowskum, Laurentium Marcinkiewski Vice-Rectorum, Casimirum Kilmicki, Jacobum Piotrowski, Mariam Wolskiewski, Fratres, & totum Collegium Societatis Jesu Thorunensium Adores ab una, atque Nobilibus & Spectabilibus Gerhardum Thomas Burgavium, Godefridum Rester Praesidentem, Proconsoles, Consules, & Ordines, totumque Magistratum & Communitatem Civitatis Thorunensium, Clatus pante ex altera, inque in Cassis & adione ipsi insistent per tot Quia illi malevolis animo, obsequio Fidelis Sanctae Romanae Catholicae, in Regno Nostrum Catholicissimum degenet, contra Legem Divinam & humanam, Constitutionesque ejusdem Regni Nostrum procedendo, non contenti uxorioribus modis violentis, recurrent nulli occasione, quod sub tempore Processionis cum Venerabili Sacramento, in Festo Beatae Mariae Virginis, de Mergu Carmelo, in Camerato Ecclesiae Sancti Jacobi Apostoli, Deo dicatur Virgineum Odium Sancti Benedicti, Iste de Dominico Thoroni celebrant, eundem Paero Dissidentem Ceremonias Ecclesiae Irudent, irreverenterque se gerunt, galeum Poloniae Studiosos, zelo cultus Divini ductus deprecant, itam abfobus Processionis in Camerato per licentiosos Civis enormiter idem Studiosos conerberant, & obsequiosos, est raudem ex Loco Sacro violenter, & jam per Millia extrahunt, per plures ductus, & Carceri se Custodiam Militum, ut & postea aliter inopere Studiosos Pulverem mancipant, & incedunt illi, & cum ad plura polibatur juvenutis Polonos nostri libertati redderent, imo contumeliosissime ambo strastentur, Gymnasium quoque heterodoxa fides in recontemant Captivorum duorum pradicorum Studiosorum ad Scholas, infort Religiosis Adoribus, non tamen cum tamulis, atque cum legemina ocliva, à Studiosis Polonis introductus efficit, plebem licentiosam in eam armis variis & Bombardis parati efficit, tumultum sub premissis pecuniis evocant fecerunt, in eam finem & Fortis Civitatis solito citio tempore claudi possunt,

M

ANNO
1724.

rent, & qualiter Plebs procedere deberet, ad inferendam suam Spiritualitatem, & locis Principibus, apud Camerario, Scholam, & Collegium, praedictorum Adorum, violentiam multoties infunderent, unde factum est, quod eadem libertas & Schola Plebs, taliter in dejectionem suam Spectata, & violationem immunitatis infusa, Censorum lectu, iure, Mandato, & subordinatione nec una coarsuerunt, anno tercio atque quarto, (cum jam ad reprimendum Secretarii Civitatis, Gymnasii ex Schola libere dimissis fuerit) eo ferventius, quia Sol ad occasum vergere & tenebrae sceleris purioris videbantur, peccat ad vim inferendam & perandam nefandam aulam armata, tota meret & corpore pro rursu furoris spirant, post egressum Secretarii, simul cum Gymnasio (nam eadem ad manus reddita) phase et condito & de industria, magno cum impetu in affluencia Militum Civitatis & episcopio de Bombardung, pro frequentia sui criminis majorique facilitate ad invadendum & depredandum, fortibus primo Scholam securis excidit, ac effudit, ceteram armatamque manu aggressi Scholam omnes & Aulam publicam invaserunt, omnia fustibus irrerunt, fumina, cathedras, sellas, foveas, fenestras, fures ad ultimum periculum conculcavit, confregerunt, dissecarunt, & globis plumbis trajecerunt, quod autem magis exacerbatum est, nec imaginibus Christi Crucifixis, ac DEIPARAE, nec non sacrum Sacerdotum, pepercere, & quod nec Barbi nec Encheli fieret, id Thorowensis in Regno Catholicissimo impie facie ausi sunt, in honorem DEI, Beatiſſimae, & Sacrosanctae sanctae virginis, pedes Crucifixi amputando, Altaris domo, unum Immaculatae Conceptionis Beatiſſimae MARIAE Virginis, sibi & de novo elaboratum cruciatumque in Congregatione Minorum Sodalium, alterum Annuntiationis Virginis in Congregatione Mayori, in pariete securibus & alio modo fecerunt, in utroque locis superius, alii altare secundum fuerit, Icones plenas Christi Crucifixi, Beatiſſimae MARIAE Virginis, & Sacrosanctae, alias dilacerando, alias gladiis confodendo, alias securibus fecerunt, & ac impiis crudelibus Sacerdotum aulam finem imponeret, (sicuti manus scribendo tenet, & ambo ad aulam tinnant aures) Imagines Immaculatae Conceptionis Beatiſſimae MARIAE Virginis, Sancti Francisci Xavieri & aliorum Sanctorum in publicum Placem infolentes ac removerit exporcarunt cum blasphemiosis, blasphemiosis, vociferationibus & blasphemis, lingui procul effrenati in omnem malitiam plena voce ac roboribus Theologiae dentibus, ac cunctis ledendo, carpendo, & contumando, hoc est contra honorem DEI, DEIPARAE & Sanctorum Corporis, tametsi Aggressores, periclitantes Fides Sanctae Romanae Catholicae, Terra silivunt, carcaeque Imagines illas in Terra prostratas, incendio facto, sicuti indicentes ad normam Papianum excedo, blasphemando in DEUM & Beatiſſimam, malitiosissimi Tumultus, plurius eadem Imagines, veluti addiderit flammis & concremavit, cum Summa injuria Honoris DEIPARAE, blaterando, inter cetera Braxte se terat Deumvebra Vixit MARIA hic, nec his contenti, aulam aulam, scelus sceleris addiderunt, dum eodem cum furore ac animi genere Armorum violenti Aggressores, hostiliter excidit & effudit fortibus, seu Janu Collegii, in ipsum Collegium jam profunda nocte tumultuatum irruerunt, cum hostibus acerbis, secutis, aciculis, Bombardis longioribus, & brevioribus, aliisque Armis, fustibus & candelis accessit cum periculo incendi, his de industria Interest, idemque in parte inferiori Collegii, omnes fenestras jam Ambulacrum Cubilemque sui & fornaces, fores, conculcavit, cubile Suppellectili, ac re vestit fere tota, sed & percutit spoliavit, in sumpe praesentia se turpi fieri, eundem reverterent & reitavit, Imagines plenas Christi Domini, DEIPARAE, ac Sacrosanctae in elevata Cornice locum, signis illis desuperant, aliquos in pariete lacerant, aliquos gladiis confodunt, alias securibus & aciculis concreant, alias globis de scopulis trajecerunt, alias Pedibus conculcavit, & in minutissimas pulverem partes, Ornatum in superiori parte Collegii, quoque scriptorium elegantem illustrant, multos in pariete scident, & detruunt, ipsum Venerabile et Tabernaculo in sumum opprobrium Fidei Nostrae jam ejiciendum erat & Tumultuati, aul ejusdem Religiosi praesentia descederunt, quem tamen, & alios Religiosos violententer conculcavit, & fustibus, Hypocaustum commune uti & aliquos superiores Cubicula, effudit fortibus vallum, fenestras effecerunt, fornaces &

fores globis trajecerunt, Milites Nostris Praedictos superantes pro ledendo Tumultu, cum armis aggressi sunt, quoque insulenter convenerunt, etiam & eundem Religiosum Ordinem Sancti Domini, ad insulenter tumultuati, venient ad Collegium Secretarii Civitatis, convenerunt, hac alia & ad prope medium noctem laudando exemplo & sedando ausu, ac lupis & sacris facinore parant, delatantes Anabim, tam in Schola quam in Collegio, ipsi & contenti citatorem se fepis convenerunt mediant, reliquerunt, citateque penes Legum Regni Criminalissimas laceraverunt, pro quibus decederunt, tum & profusione Principum, ac Complicum, tantorum scelerum, Illustrationem & sacrilegiam, quoque abducent reliquias, damnum inique expensam refutavit, citati sunt, Catione Originali quoque Reliquiae, tum Propositione orationis facta, ac Visore Officiali per Militarem Commissionem Imaginem & delatationem, ac damnum in Collegio & Schola alicui, nam, in Praesentia Nobilium & Officialium, coram Adis Cultissimis Kovalevichs Palatinis Calmetis, Ferli Quard post Festum Beatiſſimae Virginis MARIAE Scapellati, anno nunc currenti facta, & inscripserunt, in se latentes erubescens, de Adis Variarum Ferli Septi in Crastino Felli Sancti Laurentii Martyris & Leviti, die ultimas Mensis Augusti, Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quanto prolatum. Quo Decreto Nostrum notitiam esse hac in Causa Commissionem & Inquisitionem adhibentes, & quoque decederant, ad quam epidemiam Commissionis Nostris Reverendis in Christo Patres, Dominus CHRISTOPHORUS in Sispow SZEMER Uladislavienſis & Pomeranſis, ANDREAM ZAKUSKI Ploccienſis Episcopus, Magnificos STANISLAUM CROMOTOWSKI Mazoviae, JACOBUM SIGMUNDUM RYBICKI Calmetensis, IGNATIUM POZIALYCKI Pomeranſis Palatinum, ADAMUM POLINSKI Gnesnensem, ANDREAM DAMBIE Beckenſem Copvici, PETRUM CZAPSKI Calmetensis, Castellanos, Generosum GEORGIUM LUDOMIRSKI Succamerarium Regni, Venerabilem DOMINUM SIENICKI Decanum Gnesnensem, Propositum Cracovienſem ad Ecclesiam Sancti MICHAELIS Officialium Generalem Gedaſenſem, Generalem JACOBUM DUVERE Regnum Generalem Maurici Regni, Venerabilem MICHAELEM MEXTE Aduocatum & Officialium Generalem Varſavianſem, Praelatum in Cathedra Poznanſis, Generosum FRANCISCUM RADZEWSKI Succamerarium Pomeranſem, Venerabilem ALOISIIUM HUMANSKI Ecclesiae Cathedralis Gdalenſis & insignis Collegii Varſavianſis Canonicum, Secretarium Nostrum Iudicis Afforem, Generosum JOHANNEM KZEWSKI Succamerarium Marienburgensem, JOSEPHUM NAKWASKI Capitulum Cieszanowensem, PAULUM JAKOWSKI Terrellum, Ploccienſem, FRANCISCUM POLINSKI Dapiferum Pomeranſem, JOHANNEM FRANCISCUM ROSCISZEWSKI Ploccienſem, MICHAELEM KALAZYTH Marienburgensem, Iudices Terrellum, IGNATIUM DAMBIE Jovialavienſem, JOHANNEM PIWICKI Calmetensis Notarios Terrellum, CASIMIRUM PIWICKI Eundem Librorum deprecantem, idemque committimus, uti et Scrutis aliquid Principales metentes Tumultus & violenterum illarum Cumbulatioque Imaginem & blasphemiarum apparere esse rei, tales dicto Anello & Sequellu, apud Nobilem Magistratum Thorowensem deititer mandarent, quoque ad perendum iudicio, pro fementis pensis idem Magistratum Thorowensem statim tenerent, ipsi innoterant, Terminetur Partibus post epidemiam nec ac Commissionem praesentem eorum Nobis Iudicis Nostris conferentibus percurantur. Qui Commissionem supra scriptam cum ad Civitatem Thorowensem condescenderet, biduque in Praetorio Iudicium Committimus facienda, & post inscripserunt Partem Commissionem, ad excipienda Conſulta libera nonnullorum Iudicatum, demum ad Inquisitionem satisfactam procedunt, faciemus super incurposos Telles Partibus praesentia committimus, quod de facto ab ipsis sunt praesentia, postque praesentia, Telles Oculares Speciali Regulo committimus ac Partibus adjuvare committimus, Inducere innoterant, quos Telles et Parte Adiores Viginti Sex, & Parte Civitatis Viginti Sex indolitos, praesentia iuramentum super fidei depositione, cum Monitio de perjurio, jura interrogantur a Partibus portibus, & ad inscripserunt Partem per Partem communicata examinantur, satisfactum,

ANNO
1724.

ANNO
1724

rum, Testimoniorum eorum concordant, post quos
Inquisitionibus edictis monitis Principales Motores
radiculis & violentiarum Combustionibus Imaginem
ac blasphemiarum redargutione esse rei; Ideo incul-
patas, utpote Græcorum Capitulum Milite Civili
Thorenensis, Fæmum Zyder Civem Apothecarium
& Capitulum Divisiois Veteri Civitatis Thorenensis,
Famulos Walter Civem & Capitulum Divisiois Putei
Putei Civem Thorenensis, Melchiorum & Wel-
phal Famulos Vice-Presidis Familiam Famulorum
Præsidentis, Joannem Kall Wach-Magistrum Militem Ci-
vilitatis, Kartha Civem & Ludovicum Novæ Civi-
tatis Thorenensis, Haffi Civem & Pilorem, Schult
Acaciam, Herrell Coriarum, Mehage Civem & Pro-
prietarium liquorum, Joannem Miers, Joannem Was
Cives & Sutores Thorenensis, Welphal Studiosum
Gymnasii, pro majori & sufficientiori informatione
Criminibus perperatorum excusatione; siquidem
nonnulla ad Corporale Inquisitionem delictum debent,
ad Nos Judiciale Nostra remittente. Quos modo
peramisso connotatos Inquisitioni, Nobili & Spectabili
Magistratu Thorenensi in Sequelam tradiderunt, ut
que eisdem eorum Judio Nostrum foveret, eodem
Magistratu mandarent, idque sub onere Causæ &
Criminali pro suo statuto responsione, alios vero In-
culpatores, videlicet Lebas, fca Falbakier, Jarka Ter-
lingier Oberkam, Scribam Famul Zyher Apotheca-
ri, Scribam Famul Kleyer, Ernestum Uricowit, Scri-
bam Famul Heyna, Mercedem alius Melchiorer,
Civili Thorenensi, nullis notis, Lignificum alius
Cielitzky, Gottendi Lignificum, Fick Aucto-
rium, Nagern, Conradum Grossa, Godofredum
Kryger, Gymnasii Thorenensis Syndicos, Alexan-
drem Civem Chelurgum, Baydel Succrem Germani-
cam, Dollanem alius Bedenacra, in Plats Car-
diti apud Viduum Magistrum famulatum in Krawa,
Urent, Bralla Cives Laulores, Christianum Sutores
Anis Sodam fca Famulam Famul Kraus, Famulam
Famul Sualtofer Cives Perkar, sub signo Andre
Cervi manens, Kiebra Branguliam, alius Povero-
nika, Famulam Famul Berka Mercator, Jacobum
Malon, Scribam & pæram ignotum, Famulos Famul
Tamer, novissimos Jani Artello pæramos, ceteros
captivos, & Inquisitioni Carceri mancipandos censue-
rant, eisdemque utraque Causæ Nobili & Spectabili
Magistratu Thorenensi, excepte ad finalem decisionem
Causæ tradiderunt, sub rigore superioris precepti. Reli-
quos quoque Inquisitioni videlicet Famulam Heyna
Apothecarium, Godofredum Pandi Civem, Ariglam
fca famulam Famul Heyna Acabollum, Scribam
Famul Fænger, Nathanael Blomfiel, Samuelen
Werner, Scribam Famul Dankmacer, Christiam
Kraus, Famulam Sæwem Scribam, pæram sub
signo Albi Equi, Famul Polla Perkarit Famulam,
Fæmum Hunan, Vidua Fæm, Studiosum Scribam
Haffi, Famul Rellescher, pæram Famul Fænger
Godofredum, Ludovicum famulam Nobili & Specta-
bili Schatz Proconsuli, Grysfeld pæram Famul
Reycha, Andream Famulatum ad Officiam librarum
Civium, Anis Mercurio famulam vulgo Stalery-
ka, Honelli Kall Magistri, Filium Juulorem, Famul
Kandowa, Studiosum Gymnasii, Goultum Filium
de Ville Leber uti pæramque Magistri, Coriarum
Nysa, ex Nova Civitate, Scribam Famul Sutores,
Famulam Ludovici habitantem veritas Ecclesiam Sanctæ
Mariæ Mariæ Dei, Winter Nobili Præsiden-
tia, Corneliu Civitatis-Famulos, Behier Perkarica,
Joannem foatulum Civitatis Thorenensis Electorem
vulgo Sæpaxa dictum, inherendo Decreto Nostrum
præfati, Iudici Artello & Sequelæ apud Nobiliem &
Spectabilem Magistratum Thorenensem, detinendos &
d opus facit sub ubi de Jure venienti pro penam de finem
sumendis, Inquisitioni, sub signore superioris pre-
cepti tradiderunt. Famulus vero David Heyder Ci-
vis & Mercator Novæ Civitatis Thorenensis licet qui-
dem a Parte Adhæres Inculpatur & ex dicto Scenulo
Immunitatis Ecclesiæ pro eundem violata redargue-
rent esse reus, verum quoniam in Trade Communi-
onis præfate fopore & Iure Fidem sacram Catholicam
Orthodoxam, in Ecclesiæ Thorenensis Sancti JOHANNIS
amplius videri, idcirco Parte Adhæres pro eodem
infante, eundem in Filiofopem Paris Aca-
demicali Collegii Thorenensis Societatis Jæsu re-
quendum esse censuimus, utque ad ulteriorem Causæ
præfati decisionem, cum hac adjecta declaratione ex
liberum esse Famulo Heyder aliisque illis molestis, per

Tom. VIII. PAR. II.

omnes Civitatis Oubas infensæ, Commercei sus-
trahant, Bona & foras, sub ubi, fca, & ad velle ex
beuplaceum factum videtur disponent, sub penam fopore
super refragariis præfati Declarationis Commisfionari-
Nostrorum per Judicium Nostrum irroganda, & exten-
denda. Nihilominus in idem Famulos Heyder, quo-
niam Supplicationem per Patrem Adhæres Fidei-
cloriam ad Judicium Commisfionarium Interposuit, idque
pro eo, quatenus Famulos Kandil Civi & Mercator
Thorenensis, Filium eyes in Trade Commisfionis apud
se civitatem fca Paris extraxit, illi vero in ruma-
riam Fidei Orthodoxam procedendo, veritas ne pæram
Pæram primorum fidem sacram Orthodoxam ampliare-
tur, eundem extra fines Regni multatæ event, acqui-
eventum post trinas Declarationes Justiti præfati Com-
misfionalis, Paris suo refferret, idcirco habita ratione
postpositi Authoritatis Commisfionalis, tum & Pa-
trali Jæsi Naturalis consensu, eundem pro finem-
dis præfati de ipso ad Nos Judiciale Nostra remittant.
Porro quoniam ultra superius ex reffu Inculpatores ex
Scenulo eorum Judio Commisfionari expedito, com-
pertum esse Nobili & Spectabili Godofredo Thoma
Burgabum Nostrum, Joannem Godofredum Res-
ner Præsidentem, Jacobum Zerneke Vice-Præsidentem
Jacobum Meyner, Andream Cymeram Consules
Thorenenses inter Inculpatores Inesse, tamen habita
ratione Regimini & dispositionis notis Civitatis Nobili-
bus & Spectabilibus Gerardo Thomas Burgabum, ad
fca quoad præfatum, arent Nobili Jacobo Meyner
Consili præfati Nobili Burgabi (in fca delictis)
Offici Adjectori Causarum per totam ordinem Jura
jurandi solemnitate, eorum Insigne Censuris Domini
Nostr Jæsu Christi in eum præfatum notam, præfati
Juri & Judio Nostrum post finalem decisionem Causæ
præfate, neque fca & Regimini Civitatis Thorenensis
aliquibus, neque ad executione Decreti disponent,
In eis De o Consensu & Sancta Jæsu Christi
Pæram adjuvante, præfate demandantem, eorum
Causationem de fca præfate. Quamvis antea Nobili-
bus & Spectabilibus Godofredo Resner Præsidentem,
Jacobum Zerneke Vice-Præsidentem & Andream Cy-
meram Consulem Civitatis Thorenensis eisdem deci-
sioni a tribus Ordinibus Civitatis præfati neque ad
finalem Causæ decisionem Decretum Nobili Fæmulo
Insignem, sub rigore Jure expresso, Nobiliem
verb Vedemser Secretarium Civitatis famulur Insignem,
quoniam pro eodem Causa Litigantibus & Iudici
Orthodoxis Civitatis Thorenensis Intercedere, Ideo
eundem cum cum aliis Variarum remittendis Insignem,
filendum se fca, fca fca eundem eorum Judio Nostrum
mandarent, fidem sub rigore fca expedito. Quo
percepto idem Commisfionari Nostrum, ad vinorem defi-
nitionis ab Intra & ab extra Collegii Thorenensis So-
cietatis Jæsu, & Scholæ, per Tamulium Impium
Civitatis Thorenensis fca & perperat, ad Insignem
Paris Adore & fca constabant, ut Jura officium
ante Terminum Commisfionari per Patrem Adhæres
confisterent in plenissima forma Juri Visum, viderent
& optime summederentur cumia saliter veluti
fca, & per Tamulium perperat eiffa, pro in con-
fisterit officiofione vifione connotaret. Quod differ fca
personali vifione ad eundem Supplicationem Inculpatores
Catholicorum summedere fca, tum & apud Cives Tho-
renensis Diffidens famulatur, ut antea exten-
dend, post expeditum Commisfionem a Superiore Ci-
vitatibus Thorenensis agerentur, & agerentur, præfati
in expensæ Causæ præfati equitas & erogandas,
quoniam in ois violentis & Causis per To-
mulium Diffidens perperat, nullatenus Insignem
& fca Insignem, idcirco eundem ab omnibus extra-
ordinariis fca præfate Ordinariis Comissiofionari exten-
dend ab exten- & Insignem Insignem, Insignem
agimderentque Judio Nobili, quoniam antea Episcopum
Offici Ministriam Agimderentque Civitatis
Thorenensis, quoniam vimo ad Judicium Commis-
sionis regulatorem, fca fca ad Judicium Termi-
no nullo ex mente Judio Commisfionali Civitatem,
commisfionem se fca præfate, neque ad præfatum In-
formationem cum ratione Gymnasii, in fca pæram
Tamulium Insignem Insignem quoniam & ratione fca
Pæram fca fca Collegii Thorenensis Societatis Jæsu
artu, cum & ad dandam Justitiam eorum & Persona
fca Insignem obfca fca eorum cum viciis Civitatis
Acabollis correspondenti, & fca fca, Insignem
Fidei Orthodoxæ & Persona Catholicarum
Thorenensis, in Obfca fca exten- & eorum Judio
Commisfionari compæte renoret, Christophorus

M 2

909

quoque Gheren Senior Minister Thorenensis Angustia
in Commissionis quoniam scriptum certum inivum
Typo Circula Thorenensis inspectum, variis calumniis
contra Sacram Sedem Apostolicam, idem Orthodoxam
tum & auctam Republice in se continens Nobili &
Speculibz Jacobo Meyner Consuli Prædicti Camera &
Siviliter Gynasii, in appamum Fodetis Conjugalis
& concupiscentia durant Commissionis deduxit, ac varia
per lucra platforma offere exemplaria, variis Personis nulle
esset, & tenore præfatum, neque ad iudicationem
scripti sui laici & calumniis, licet molities per
Secretarium Christian Thorenensis vocatus, eorum iudi-
cio Commisitoriali comparere veller, imò se a Com-
paratione adhiberet, Idcirco utroque pro disjunctio-
ne ratione passimulorum omnium, ad Nos Judiciale
Nostra remissum & comparare sub rigore passum
contra Calumniantes Legibus Regis deservierum
mandatum. Ad extremum iudicium omnes, videret
Conventum Thorenensem Sapientissimum Ordini
Sancti BENEDICTI, Conventum Thorenensem
Ordinis Prædicatorum Sancti DOMINICI, Venerabilem
SEVERINUM SZCZUKA Episcopum Joppensem
Suffraganeum Archiepiscopum & Officiarium Generalem
Culmenis Praepositum Ecclesie Parochialis Thore-
nensis Sancti JOHANNIS, singulis pro suo interesse,
acque Conventum Culmenis Sancti Francisci, ratione
proprietas Ecclesie Beatissime MARIE VIRGINIS
ultimæque eadem Ecclesie per Archidiaconum Christian
Thorenensis ac Monasterii sui, per eundem, in Gym-
nasium conventi, Possessionis, quoniam Pars Civium
eodem Inducendum se se opposeret, licet conventionem
eam causa præfata habere novissimè Inductiones videretur,
ne tamen Pars Civium aliquid præjudicium in-
ferret, ad Nos Judiciale Nostra pro iudicatione
& Pars cum prædicti Inductionibus remissum, con-
servando iudem Terminum Praepositum, à qua Sa-
cratissima Commisitoriali Appellationum Civita Pars ad
Nos Judiciale Nostrum Interpositum, eamque non
admittam, extraxit Calumniosos Praefatos iudicibus
profecta est, Decretis Nostris supra de Acta specificato,
& Adm Commisitoriali Submo post Festum Evalu-
ationis Sanctae Crucis, proximo Anno prædicti, Millesimo
Septingentesimo Vigesimo Quarto expedito, tum
Culmenis Praepositum in de hanc extraxit
extraxit, sed in Jure et præfata Remissa con-
servato, & ex Praefatos per Civium extraxit,
provenit, dum Pars hic Variarum Fests Quinta
ante Festum Sanctissimi SIMONIS & JUDAE Apos-
tolorum proxima, die Vigesima Septima Mensis Octobris
Anno prædicti, & quidem Actum Generosus WŁO-
DZISŁAW Insigatore Regni personaliter, Religio-
sus CASIMIRUS GAYDZEWski Collegii Thorenensis Rec-
tor, Martinus PRANOWSKI Presbyter, Jacobus PŁO-
WICKI, Martinus WŁOSZCZAK Frater Societatis JESU
personaliter, suis & aliorum Nominibus cum Nobili-
bus, Michiele Nagrodzi & Joanne Złotowicza, Ci-
vitas verò Pars per Nobilem Quisquam Kłossan
Secretarium Christian Thorenensis personaliter, cum
Nobilibus CHRYSOSTOMO BOGUSZEWski & FRANCISCO
CYGLER, iudicialiter additis Defensoribus, eorum Nobi-
li Judicioque Nostrum component, eundemque Ter-
minum anteaerat & fecum de admittibilis & Pro-
sequitate Appellationis, legalitateque nec ne Sen-
tentiarum Commisitorialium controversent, atque Vene-
rabilis Antonius DOMICKI Ecclesie Sancti LAUREN-
TII extra Mœnia Thorenensis Praepositus, ori Vene-
rabilis SARKIS SZCZUKA Suffraganeus Culmen-
sis, & Praepositus Ecclesie Sancti JOHANNIS Thore-
nensis, & simul Communitaria Catholicæ Thorenensis
Praepositi, personaliter tum Nobili Albertus WŁO-
DZIEWICKI Praepositi Pellicum Catholicorum Thore-
nensium & Venerabilis Michiele HUKIEWICZ Praepor-
torem Venerabilis Albasile Dedicatarum Monasterii
Regni Sancti BENEDICTI Conventus Thorenensis
personaliter, nec non Religiosus Bonaventura MAR-
czyński Ordinis Sancti FRANCISCI de Observan-
tia, tum ejusdem Nominis Religiosus KOPCZEWski
Communitarius Terræ Sanctae Ordinis ejusdem Con-
ventus Varietatis, suis ac totius Porcionis fœs Nominibus
personaliter, cum Nobili Antonio GIESZKIEWski ad
Culmen præfatum cum Juribus suis ad Ecclesiam Bea-
tissime MARIE VIRGINIS Thorenensem, habitis inter-
venient, & de iudicandis, *Nec cum Cœlestibus & Ter-
restribus* Nostris Causam præfatum ad Partem Secun-
dam proxima futuram repetitis Terminum Praefata
conferendo, pro quo Terminum Partibus Utrique In-

quisitiones in iudicio nostro exponere mandantes sub
eius Cause. *In Terminis* atque Inducere ut supra ex
Receptione conservato, legitime adscriptis provisioni
& hucusque continuato Partibus prænominitis, Gene-
ralis Uladislao Wyrosenski Insigatore Regni, &
Adamo Doragowski Vice-insigatore Regni, tum Re-
ligio- sus CASIMIRUS GAYDZEWski Kadoce, Martinus PRANOWSKI
Presbyter, Jacobus PŁOWICKI, & Martinus
WŁOSZCZAK Frater Societatis JESU personaliter,
suis & aliorum, totius Collegii Thorenensis Societatis
JESU Nominibus cum Nobilibz Michiele Nagrodzi
& Joanne Złotowicza, Civitas verò & Incarceratis,
per Nobilem & Speculabilem Joannem FRIDERICUM
HUKIEWICZ Consulem, Honoratis Godofredum AUGUSTI-
NUS Scabimam, Jacobum GEMENY, & Andream
KIRCHYSEN, Scabias Vicos, mox Nobilem Christianum
Kłossan Secretarium Christian Thorenensis, suis
& aliorum Nominibus personaliter, cum Nobilibz
CHRYSOSTOMO BOGUSZEWski & FRANCISCO CYGLER De-
fensoribus iudicialiter additis, eorum Nobili Judicioque
Nostrum componentibus eundemque Terminum anteaerat
tibus, & Actoribus quidem sollicit Kadoce itaque
Collegio Thorenensi Societatis JESU, ex Civitate
fœs tum Protectionis, eorum Adm Calumniantes Kava-
rentibus Pars Quarta in Vigilia Fests Sancti LAU-
RENTII Martiris, anno nunc currenti facta propo-
sitionis, exhibitis ratione per Praepositum Albertum
KOPCZEWski, Ministrum Regni Generalem in Pre-
fatis Generosum Officiarium Terræfium, Collegii
& beholaram Thorenensem, defensionem bene &
diligenter in loco Loel, in recenti conscripser, & co-
rondem Generosum Officiarium Terræfium, iudem
præfatum Martinus Kadoce, & per obtinam circa
plus reiterationem, ad præfata Adm Culmenis Ka-
varentibus, Fests Quarta post Festum Beatissime ac
Gloriosissime VIRGINIS MARIE SCAPULARIS, postquam
Anno idem currenti, postquam, nec non obediens
sub eodem Adm Voleum illudorum, conversatione
omnibus, obsequiositatem, Religio- sus CASIMIRUS
GAYDZEWski, & Fratribz Andream GAYDZEWski ac Joseph
ROZANSKI ejusdem Collegii Societatis JESU Thore-
nensis circa violentiam, per Guertum tumultuam
Plebem Communitaria Thorenensis Collegii præfati In-
volumum Insigatorem factis, tum Arecto officio In-
sistens, super Fests diebus Kadoce, Lechus Fais-
bauer & alii violentiam & Criminationem in Civitate
& Protectione Speculatorum Praepositorum, in Re-
latione ejusdem Arecti, eorum Adm Podgorzicibus,
die Sexta Mensis Septembris, per Praepositum Albertum
KOPCZEWski Ministrum Regni Generalem recogni-
ti, expedit, indempne productis, & Adm Commu-
nitarum Nostrorum Insigatorem iudicialiter per-
fido, Remissa præfati Insigatorem Insigatorem ad nos
& iudicium Nostrum factis expedit, & contra sua
Causam decernit petentibus, Generosa verò Joanne
Uladias Wyrosenski Insigatore & Adamo Doragowski
Vice-Insigatore Regni, pro unius scilicet LA-
DAM & Beatissime VIRGINIS MARIE & Sancti,
ac fidem & Religionem Catholicam Romanam in hoc
Regno Dominantem, perpetratis, tam Præfatis
tum, quum & totum Magistratum ac Plebem Aethio-
licam insultantem prout Criminalissimis, toto Chri-
stiano Orbi exemplaribus, utique Contumaciam in
visis circa extraxit linguarum in tergo, per Execu-
tores Justitie afflic, Fana eorum Lutheranos, Gymna-
sium, & Typographiam totaque mobitem & immo-
bilem cujusvis substantiam confiscat, Ecclesiis an-
tiquis Catholicis, per eodem iude possit, antedictis
Possessoribus Catholicis adjudicat, & ne quilibet Lu-
theranus in futurum in Mœnia Civitatis Thorenensis
habuer, vel pernoctare audeat, fœvi prohiberi
postulantes, jura verò eorum specialibus Delationibus
Religiosis Fratribz Martino WŁOSZCZAK, & Jacobo
PŁOWICKI, ob non fustionem Inculpatorum Arresta-
tionum Principalem & Compromissum, ac Com-
plegium, in sequestro Nobili Magistratu Thorenensi,
ad Teoricum Decreti Nostrum per idem iudicium
Commisitorialia retidum, sub onere Causæ, & Responsio-
nis in ordine ad examen forum iudiciale, & delin-
quentium nonnullorum ad Insigatorem expedit, in-
super & demandata, prout Conventionis, tum
super Nobili Magistratu, quum Ordinem Civitatis ex-
tendi, & nihilominus quoniam Domino Nostrum &
Commisitoriali in instanti faciant eodemque Incul-
patum Arrestum, & sequestrum, tum Filium Famuli
Hektor Chris Thorenensis, noviter Catholic facti,

que Rescrip. Præfidiis omnia conficimus, Adhuc autem Camerarii Scholam & Congregationem, ac Collegii Thoronensis Societatem Jesu in favorem, violentiarum manus Praetores, & Principales hujus tumulibus Auctores quos Inquisitiones edocia arguunt esse reos, utpote Heyder, Mochnap, Hertel, Hans Kyffner, Malerky, Crutsky Ignati Namiun, Becker Gachler, Mitz, Mitz. Suores, capitibus plebentis esse statutos, tum et alios non solum Invalidos, sed & Blasphematores, Imaginum Conculcatores, & quidem Karwina Lanowen, Schultz, Hager, Haffr, Piersker prævia amputatione manuum destruximus, nec non Gutbeck, capitibus similiter plecti debent, Idque in Foro publico Christi Thoronensis vel alibi, peritis tamem suis horum omnium supralpeditatorum per Religiosis Adhuc pænominauit, ut supra iustitiam Constitutione, prout opedictum Celiminum fuit rei, & ejusmodi potius promoveretur, Corpora eorum & quidem Corpora harwity in quosque Partes distulimus, & alioquin blasphemorum Sæcula Haffra, Garota, extra Cædem ego Imperator & combustores, Jam vero Notitia & Spectabili Geribus Thomas Burgabius, & Cymerman Consul prædilecti Civitatis Thoronensis, tumulibus Spectator, qui ad sedendum hanc tantum (ut et Officis suis tenebantur) non conseruere, tum & Burgabius, quæm Consulari Officio atrociter removeamus, ac privamus, & inhabiles horum Officiorum esse declaramus, & præterea, quædam sessionem turis Civitatis Thoronensis, in una ad Adhuc inchoate Commisitionis furas Septimana ingrediantur, eundemque Cymerman per suum amicum Anni, & Gerardus Thomas per duodecim Septimanarum emineant, & explant, decernimus sub pena Infirmis in eadem eorum Commisitionis Notitia fuit in Judicio Nostro publicanda. Quod ad Personam Nobilissimam & Spectabilissimam Meyser Consul, & Welckener Secretarii, proprios eodem Censuræ ad eversionem prætorum advenimus, Idque in eam totam Nobilissimam Meyseri Quia de tumulis inchoato necesse, & ad faciem ejus domum veniendo, media sedendi illius non habuit, Jam autem Wedckener: Quis lapides non projecit, neque tantum & violentia Adhuc illius cooperatus est, Idque cum tribus quique Testibus, ubi genere similibus Possessionis, Quibus juramentis præstiti, liberos fore debere & penam pronuntiamus. Quod ad Personam Graucor Praefecti Militie Civitatis, & Familii Zylber Apostolici Ductoris unius Quæritæ, quoniam ipsi manus fortiter habentes, eundem tumorem non sedantes, sed contra Studiosos multantes Bombardæ exploderunt, & per recessum suum à Scholis eisdem & Collegium indistinctum injuriæ Populi tumulibusque tellegant, Idcirco licet pernam Capitis jure merito succumbere deberent, quia tamen id est Mandato Præfidiis factum fuisse dignoscitur, (quod alia in tali caso attendere non debuerit) ad minores descendendo, decernimus quævis atrociter tollendo caput, suntam Turis Civitatis Thoronensis in una ad Adhuc inchoate Commisitionis Septimanas pronuntiamus, & explant & in egressu de eadem Turis Zylber eorum Auctores, Gachner verò Quinquaginta in vim Militie Adhuc illius solvare, statimque Facturi sunt Penam illam eisdem Civitatis sub pena Infirmis, & enli, ac libera captivitate, in eadem eorum Commisitionis Notitia, fuit in Judicio Nostro in eadem conversationis hujus Decreto publicanda, Reliqui autem Cives, quos Inquisitionis edocia eadem involutionem Adhuc presentes fuisse, & tumulibus se cum Armis inextinguibile demeruisse, licet tantam Complices tantorum criminum eadem pena qui Principales criminum puniri deberent, quia tamen de Personis seu Materiali eorum ecclesia locutionem non constat: Ideo decernimus, Quævis ipsi, videlicet Feyblitzer & Lelan, Turkowski, Pilsarek Famul. Kleyba, Mucielowski, Nagorny, & Grunow Gymnasii, Bednaczyk, tollendo capitis finem Turis, seu Carceris per Commisitionis designandi, in una ad Adhuc inchoate Commisitionis fuisse Septimanas ingrediantur, eundem Sessionem idem per Annum & sex Septimanas, Jam vero Jarka & Pilsarek seu Famulus Zylbera per similitudinem Anni, Walter Chiv Heyan Pilsarek seu Famulus longo Janka, Godfrid, Pauer, Welphal, & Krieger Gymnasii, Pilsarek seu Famulus Famulus Proba Vinopol, Samuel Werner, Famulus Dankmayer Mercator

ris Famulus seu Pilsarek Sweeneyana, Nathaniel Phiret Fengers, Hettin, Pilsarek Rodajones, Gysfeld Famulus Keych, Filia Hanzowey Vidua, Alexander Balwera, Kallwisch Magister, Tschel, Pilsarek, Famulus Petyna, Filia Kaczony Vidua, Chelstus Famulus Kazy, Perukaryk sub signo aurei cervi exultans, Kiber Pilsarek seu Famulus Teymera, Beck, Kraut, Berend Lanowen, Pilsarek baryny Nihil Bioloskonit, per quæm Quinquaginta anni, Cæcæ Civiles subnot, continent, & capiam, sub pena infamias & Libera Captivitate, & in egressu de Turis, Famulus Teyblitzer, & Lelan, rursus Camerarii Ecclesie S. Jacobi Invalidos, immolibusque eam violatores, quique ex Persona sua, Quinquaginta auctores, & Jarka viginti quique auctores, Religiosis Multibus ad dictam Ecclesiam exultantibus, alii verò supralpeditati Cives & Famuli Civium Pilsarkowe dicti, seu eorum Domini, pro Incontinentia Infirmis, quique ex Persona sua per viginti quique auctores, Walter verò & Heyan tum & Hanzowa Vidua pro bilio suo per quinquaginta auctores, similiter quique ex Persona sua, in vim Infirmis pro crumina Columa, & Sancta maroneta Beate MARIA Virgini, in loco, in quo Strata ejusdem Beate MARIA Virgini & alie Imagines Sanctorum combuste sunt (in commodè fieri poterit) ut in vicino propè Collegium sitanda applicandas, ad manus Religiosæ Rectoris ejusdem Collegii Societatis Jesu solvant, sub similia pena infamias, in eadem eorum Commisitionis Nostri fuit in Judicio Nostro publicanda, & ipsi Captivitates perna, religiosi Famulus Krieger Wylphal, Ledowicz Swiderki, Exultans Sanyaca mactatum, item & perna sua Tyrone Sweeneyana, Fengers Pilsarkowe konia, arum Heyan, flagella coercentis & ponescos esse censuimus, resolvendoque suspensum in altitudo factam & remissum expediendo, appellatione Invalissimam nec præfidiis & Sacerdotis Commisitionem Nostrem advenire, Partes circa Sententiam eundem Commisitionem Nostrem nonferentes, cum ea declaratione, quod non eorum Judicio Nostro, sed foram Commisitionis infra pronuntiamus, omnes eundem carceratos, anelatos, & Inquisitionis, pen famulias parit, Decreto Nostro presentem assignant, Nobili & Spectabili Magistris & Ordinibus Civitatis Thoronensis, statimque remittant, sub rigore in præfatis Sententia Commisitionis expellat. Et quoniam frequenter illi tumulibus per potentia Acatholiceum in Civitate Thoronensis fuit, eodemque Magistris Acatholice felle & compere neglige, Imo concitantes habere in illis confertis, Idcirco ad eversionem factis insolentiam, & licentiam populi Acatholici, tumulibusque atrocibus contra Catholicos esse jam ferme recepti, in futurum obviando, atque Contritionem Regni Anni 1724. ad Executionem deducendo, & statimque, & certissimam, quævis Infirmis, in futurum in Magistris Consulibus Scabina, & Infirmis viram, ac in Officio Secretariæ, sit mediata Catholicorum, Idque per Electionem jura præscriptum Justiciam Civitatis (que illa esse volumus) procedendo in locum demeritum, vel per alioquin, uti religionem Acatholiceum ad eundem Officia allinendos, Incipiendo hujus post remota presentem Decreto & sua Officia, quos Catholicos in præfata Commisitionem ad Executionem presentem Decreti Departamentum eligant, pariter ad has Civiles suscipiendo, Conturbantque sua & Officia Catholicos sine cunctatione adveniant & in servio Militari Civitatis molientur Catholicorum, Officia autem militem Catholicos semper habent, Idque sub pena quinquaginta annorum, memorata Constitutione Regni Anni 1724. vallat per Generosum Inquisitionem Regni in Judicio Nostro vindicta, & sub nullitate Electionis in contrarium presentem Decreto perat. Ut autem cultus Divinus augeretur, & honor sacris DEIFAR per Commisitionem illius statet, & Imagines Sanctorum, repararet, Fidemque Catholicam in eadem Civitate depreffa reflorent, & propæque, admittit interventionem Religiosorum Civitatis S. Francisci de Observantia, qui fuit in Regno Nostro Bernardini Constitutione Regni Anni 1724. vallat per Generosum de Observantia existentem, tanquam Proprietariis, & ultimis aut occupationem per Acatholice hujus Ecclesie Possessionem, cum supradictis Ecclesiasticis, & Bibliotheca que & qualis intercepta est, & ex Inventario antiquitatis conscripto per Nobilissimum & Spectabilissimum Magistrum Thoronensem procedendo, Eisdem Ecclesia propria esse apparet, & Gymnasium, quod est Monasterio

ANNO
1724.

congruere rem hanc in ea, qui usque hac versata fuit conditione, absque periculo publico persolvere deinceps non posse, ac propter momentum hoc Negotium pro re interea componenda Excellentissimo & Reverendissimo Domino Cardinali Alvaro Cienfuegos tandem committendum duxerit, qui vigore Imperiali Plenipotentiaria se ipsi Sacrae Caesaris Majestatis manu, & Sigillo munus cum Plenipotentiario Pontificio pro Literis in forma litoris epistolicae munus inter ipsam suscipiet.

Hinc prænominati Ministri Plenipotentiarii nomine, & plenè facultate ut supra in Articulis sequentes circa dimittenda possessionem Comacini, salvo cujusque Jure, conveniunt, videlicet:

Primo, Præfati Summo Pontifici pro se, suisque Successoribus Romanis Pontificibus Sedesque Apostolica, R. eademque nec ratione damnum, quo occasione Comacini fuit ante, live per, live etiam post apprehensum à Copia Caesaris ejus Possessionem Territorio Sedis Apostolicæ, ejusque Subditi, quocunque detrahendo modo illa fuissent, neque ratione fraudum in Comacino hæcenus perceptorum, ullo usquam tempore à Sacra Caesaris Majestate, Sereñissimeque Domus Austriacæ quidem pollicentur, necesse etiam à Subditi, & locum Consecrationis eo nomine illos indemnizari, aut reparationis sumptus exsolvere, quinvis si hujus Articuli omnes libri, aliisque ejusmodi præsentibus pro penitis subtilis persequi habenda esse.

Secundo, Possessionem Comacini à Sacra Caesaris Majestate eo demum pacto dimitti, ut in eandem Sedes Apostolica referatur ac penitis, hæc scilicet, ut neque eidem Sedis Apostolicæ pro hanc restitutionem aliquid juris tribuatur, neque Imperii, vel Domus Austriacæ quidem Jura tabularum esse censetur, sed Sacra Caesaris Majestatis, & Imperii, Domusque Austriacæ Jura omnia iam respectu Possessionis, quum Petrosi Jura remanent, neminique ex hoc ulla præjudicium alium inrogari intelligatur usque dum cognitum fuerit, ad quem Comacinum pertinet.

Tertio, Convenisse à Amicitia generali pro omnibus Subditi, & locum Consecrationis, & specialiter pro his, qui à tempore prædicta occupationis, vel etiam deinceps iam exa Caesarum Majestatem, & Imperium de rationem peculiariter testati vel Comacini Politici, Civitatis, & Oeconomica, aut Militibus Officiis fuisse, vel etiam ex cæcis live publicis, live penitis ad Aulam Caesarum ejusque Administrationis adlegati fuerant ac proinde vigore hujus Amicitia prædictis Subditi, & locum Consecrationis nec quoad Personam neque quoad Bonas, fructus, vel securitatem ac premissorum, aliisve hujusmodi quilibetque molestias, aut impedimenti directi, vel indirecti inferenda esse. Porro facta testis fuerit omnia Jura, Privilegia, Immunitates, & Prærogativas, quibus Subditi & locum Consecrationis ante prædictam occupationem usi, & potui sunt, vel uti, aut potui debuerunt.

Cum vero Innocentius Decimus Tertius, priusquam signatus à Aristi illi plenam effectum sortiri erat, rebus humanis extremis ejusdemque in Sede Pontifici Socieris Benedictus Decimus Tertius eidem mense pariter sit, usque vigore suum expiratoriam die 22. Julii aspectu inisset, Ideoque fuit tunc Ministrum plenè etiam cum facultate iustitiae, manumque, prout tenore appositus in fine hujus Conventionis exhibet.

Itaque Plenipotentiarios Pontificis nomine Summi Pontificis, & Camera Pontificis recipit, & pro recepto est nunc haberi vult restitutionem reals Possessionis dictæ Civitatis Comacensis, aliocunque Locorum occupationem, & Pertinentiarum in ea, in quo penitis erant, fuit, juxta prædicta Conventionis modum, & Articulis prædictis acceptis, eodem etiam nomine penitentes ea, quæ à Summo Pontifice præstata in prædictis Articulis continentur.

Insuper prædictis Excellentissimo & Reverendissimo D. Cardinali Alvaro Cienfuegos nomine, quo forma, promittit pro pleno aique integro effectu dictæ dimissionis, & restitutionis Prædictæ Caesaris, eorumque Militum, Iuræ res Armes à die Reinstitutionis componendas à dicta Civitate Comacensi, Locisque occupatis necessarios, & tam Militares, quam Civiles ejusqueque genera Officibus juxta consuetum in hujusmodi eventibus modum, speciatim tamen Navigia, vel curibus, & omnia pro locorum opportunitate necessaria ad sportanda bellica, & propria eorum mobilia, atque ut integram, liberamque Summo Pontifici sit. Prædictam eorum Militum sedecore, & evocare, idemque possunt libere, ut prius exerceat.

Denique promittit etiam memorati Eminentiissimo Anno & Reverendissimo D.D. Cardinales, omnium & singulorum, qui in prædictis Infirmitatibus Articulis contenta sunt, Reinstitutionem intra quadraginta dies ex Pontifici, & Caesaris Antè fecerunt esse.

Pro quibus prædictis omnibus observandis, & implendis uterque à dictis Eminentiissimo & Reverendissimo D.D. Cardinalibus Plenipotentiariis tunc Cruce Petrosi juravit, & mano propria duxit Exemplum prædicti Instrumenti musae Conventionis, & signavit, ut unum eorum penitis præstaret Eminentiissimum Plenipotentiarium Pontificum, & alterum penitis dictum Eminentiissimum Cienfuegos ejusque. Adhuc Romæ viginti quinta Novembris Anno Millesepto septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) Ego Fabricius Episcopus Portuensis S. R. E. Cardinalis Pontificis Sanctissimus Plenipotentiarius auctoritate, promittit, & jurat, ut supra.

(L.S.) Ego Alvaro Tit. S. Bartholomaei in Insula S. R. E. Cardinalis Cienfuegos Sanctissimus Plenipotentiarius auctoritate, promittit, & jurat, ut supra.

Tenor Plenipotentiarii Pontificis.

Ven. Fratri Nostræ Fabricio Episcopo Portuensi & S. Rufini S. R. E. Cardinali Paulato nuncupato, Benedixit Papa Decimus Tertius.

Ven. Frater Nostræ fidelem &c. De Toti spei fide, prudentia, integritate, & in rebus agendis dexteritate plenam in Domino fiduciam habentes reos populo, & ex cens scientia & maturi deliberatione Nostræ, deque Apostolica Potestate Pleniore Te ad instantum Conventionem pro quam Seder, fuit Camera Nostra Apostolica dimissionem, & possessionem Comacini, ac Pertinentiarum, aliocunque locorum recipiat, in Nostram, & Sedis prædicta Plenipotentiarium tenore præsentium nominamus, constituimus, & deputamus. Tibique ut Nostræ, & dictæ Sedis nomine cum Dilecto Filio Nostræ Alvaro S. R. E. Presbytero Cardinali Cienfuegos nuncupat, quem Clarissimum in Christo Filium Nostræ Carolus Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem Electus iustitiam eandem celebrandam studio nobis sufficiat ad id Mandato maneat, de dimissionem ac receptione Possessionis Comacini, ac Pertinentiarum aliocunque locorum hujusmodi agere, illaque tradere & concludere libere & licet possit, & valeat, plenam, & amplam facultatem hujus serie concedimus, & impertimur. Decretum valdum, & effectus fore, quicquid errandem præsentem vigore Tu eris, tradideris, & consecraveris, id omne acceptum & gratum, armisque ac ream habere, nec non observare, complere, & exsequi in Verbo Romani Pontificis promittentes. In eorumque faciendis non obstantibus quibuscunque. Datum apud S. Marium Majorem sub anno Piusceps die primæ Septembris 1724. Pontificatus nostri anno primo.

(L.S.) F. Cardinalis OLIVERIUS.

Tenor Plenipotentiarii Caesaris.

NOBIS CAROLUS SEXtus Divini favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. plus Tar. Notum, & obsequium facimus tenore præsentium Universis, quod Nos Reverendissimum in Christo Patrem D. Alvarum S. R. E. Cardinalem Cienfuegos, Episcopum Catanensem S. Bartholomaei in Insula Presbyterum, cum prudentia, & integritate Nobis jam dictam, & connois probam fuit, in Plenipotentiarium Nostrum Caesarum constituimus, prout eodem vigore harum constitimus, dantes plenam ipsi plenam cum Secretario Stadi Reverendissimo in Christo Patre Domino Paulio Episcopo Portuensi & S. Rufini Presbytero S. R. E. Cardinali Pontifici pro hac causâ, & Negotio destinari, usque solâ Plenipotentiarii vigore Brevis de primæ Septembris superi amovir, prout confectio publico Instrumento, quo Camera Romana dimissionem, & possessionem Comacini uti penitis, recipiat, conveniendi, tradendi, & tractandi concludendi, signandi, verbo a dicto Caesare promittentes, quod Nos eandem Conventionem, & Instrumentum omnino approbamus, ratum, gratum, firmumque habuimus, in quorum eodem, ac nobis hæc

ANNO 1724. haec manu Noſtri ſubſcripſit, Sigilloque Noſtro Imperiali manuſcriptum. Datum in Civitate Noſtra Viennae die 21. Octobris Anno 1724. Regnorum Noſtrorum Romani Decimo quarto, Hiſpanicorum vigefimo ſecundo, Hungarici & Boemiſci verbis pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (L.S.)

FR. JOHANNES GUILIELMUS Comes de WURMBRANDT.

Ad Mandatum Sacrae Caſareae Majeſtatis proprium
B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

Tenor Ratificationis Pontificiae.

BENEDICTUS PP. XIII.

Ad perpetuam rei memoriam.

Cum nuper, nempe die viginti quinta Menſis Novembris proximi praeteriti per Venerabilem Fratrem Noſtrum Fabritium Episcopum Pontensem & S. R. E. Cardinalem Paulinum nuncupatum, Noſtrum, & Sedis Apollolicae Plenipotentiarium, ac idem Filium Noſtrum Alvarum eundem S. R. E. Praeſbyterum Cardinalem Coadiutorem etiam nuncupatum Charitimi in Chriſto Filii Noſtri Caroli Hiſpaniarum Catholici, & Romanorum Regis in Imperatorem electi ſimiliter Plenipotentiarii, quendam ſuper Diſſiſione, ac reſpectivè receptolae poſſeſſionis Comacini, ac Perſicentiarum, ſitorumque locorum occuparum Capitulationes convenſe, & ſubſcriptas fuerint, quarum, ac antiquae Plenipotentiarii hiſpanici tenor eſſi qui ſequitur videlicet:

Cum Solati publice ſc. INSERATUR.

Hinc eſt, quod Nos Capitulationes huiusmodi ſtatim, perpetuè firmate ſubſcribere, & inſolubiliter ſervari cupientes: nota proprio, ac ex certa ſcientia, & maturi deliberationis Noſtris, deque Apollolice Potestatis plenitudo Capitulationes praeteritas tenore praefatum praeteritis ratificamus, & ratas habemus, ac promittimus per dictum Fabritium, Cardinalem Noſtrum, & praedicti Sedis Plenipotentiarium in Capitulationibus praedictis accere, & inſolubiliter ea Noſtra, ejusdemque veda pariter adimpletum, & ſervatum. In verbo Romani Pontificis promittimus. Decretum praeteritis Literas ſubſcriptas tempore de ſubſcriptione, aut nullatenus velle, vel intentionis Noſtrae, aut ſimilicquocumque quaeramus magno, & inſcruſabili deſectui notari, & impugnet poſſe, ſed ſemper, & perpetuo firmas, validas, & efficaciſſe eſſe, & fore, ſuorumque plenius, & integros effectus ſortiri, & obtinere, ac inſolubiliter ſervari debere. Nos obſtantibus quibuscumque Apollolice, ac in Univerſitatibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis eſſis generalibus, vel ſpecialibus Conſiderationibus, & Ordinationibus, ac quatenus opus ſit, Noſtra, & Cancellaria Apollolice Regula de Jure quaſito nos nullo, ceterisque contrariis quibuscumque. Quibus omnibus, & ſingulis ſuorum tenores praedictas pro expreſſis & ad verbum ſententi habemus, illis aliis in ſuo robore permittiſſis ad praefatum effectum ſpecialiter & expreſſe derogamus, ceterisque contrariis quibuscumque. Datum Roma apud S. Petrum ſub Anulo Piſcatoris. Die prima Junii 1725. Pontificatus noſtri Anno primo.

(L.A.) FR. CARDINIS OLIVERIUS.

Sequitur Tenor Ratificationis Caſareae.

CAROLUS SEPTIUS ac pleno Tit. Noem, teſtaturque ſacras omnes, & ſingulas, quarum intereſt, ſuo quomodolibet intereſſe poterit, quod cum inter Summi Pontificis, Benedicti Decimi Tertii, ac Caſareae Noſtrum Miſiſſis Reverendiſſimum in Chriſto Patrem Dominum Fabritium Episcopum Pontensem & S. R. E. Cardinalem Paulinum & S. R. E. Secretarium, nec non Reverendiſſimum in Chriſto Patrem Dominum Alvarum S. R. E. Cardinalem Coadiutorem, Episcopum Cusantensem S. Bartholomaei in Inſula Preſbyterum plenè cum facultate

TOM. VIII. PART. II.

amque inſoluto, die viginti quinta Novembris Anno militeſimo ſeptingenteſimo vigefimo quarto ſequentis Conventionis ſita, & concluſa fuerit, quae ſequitur.

Cum Solati publice ſc. INSERATUR.

Nos praedictam Conventionem ſe inſoluto, & concluſam, in omnibus ac ſingulis ejusdem Articulis laudaverimus, approbaverimus, confirmaverimus, & ratas habuimus, quomodolibet eandem hiſce laudamus, approbamus, confirmamus, & ratas habemus promittentes verbo noſtro Imperiali: Nos omnes, & ſingulos Articulos in dicta Conventione expreſſos inſolubiliter obſervaturos, & adimpleturos, nec eundem alio modo contravenſaturos, aut quantum in Nobis erit, contravenſaturos poſſuros eſſe: In quorum maiorem ſedem, & teſtimonium praeteritis ratificaverimus manu Noſtra ſubſcriptis, Sigilli noſtri Caſarei ſpreeſione manu ſuſſignatis. Quae dabatur in Civitate noſtra Viennae die undecima Decembris Anno 1724. Regnorum Noſtrorum Romani Decimo quarto Hiſpanicorum vigefimo ſecundo, Hungarici, & Boemiſci verbis pariter Decimo quarto.

CAROLUS. (L.S.)

FR. FR. CAR. COM. DE SCHÖNBORN.

Ad Mandatum Sacrae Caſareae Majeſtatis proprium

B. W. Nob. Dom. de GEORGENTHAL.

XXXII.

ASS. THRONUM ENIA in Executione Decreti, ſ. Dec. S. R. Majeſtatis Pſenice Aſſerſiſſis, contra Majeſtatem & Communitatem Civitatis Thornensis. Cum TRANſſumpto Privilegio & SIGISMUNDO Rege de Temple Beatiſſime Virginis MARIE Thornensis, in ſuorum Patrum Bernardinorum cunctis Anno 1669. Adum in Præſentia Sacrae Regiae Majeſtatis Thornensis, die quinta Decembris, ſiſſit Feriis terſis ante Feſtum Immaculate Conceptionis Glorioſiſſime Virginis MARIE proximi, Anno Domini 1724. [Sur l'Imprimé à Varſovie in fol.]

Cum Illuſtris & Magnificus JACOBUS SIGISMUNDUS in Ryboz TRAXIET Palatino Colmenſi Generali Artilleriae Regni, Covariensis, Lipnensis, Viſtensis &c. Capitaneo, Maſſeſchalo Tribunalis Regni: ADAMO à Poſtu Poniatſki, Gnesnensis, Lubomiſſensis, Capitaneo: ANDREA à Lubartec Danilſki Beſſens Cujavie, Caſimiro à Rodno Rudniſki Certeſſi, Colonello Exercitus R. S. Majeſtatis & Reipublicae, Petro Czapski Culmenſi, Kryſſomſi, Radziſſens, Sobovicensi Capitaneo, Caſellensis, Georgio S. R. Imperii Principe, Comite in Jaroslaw & Wnisk Lubomiſki Supremo Regali, Caſimiroſi, Olſzayensi, Janovici, Capitaneo Generali Exercitus S. R. Majeſtatis & Reipublicae, Feliciano Grabſki Lancienſi, Antonio Trypſki Kofovienſi, Francisko Lonski, Varſaviensis, Regeſſe minoris Cancellaria Regni, ADAMO Wikowski Sochacovienſi, Succamerariſi, Joſephino in Kryſk Nakwalski Capitaneo Ciechanovienſi, Uladislao Wyrozſzki Intelligatore Regali, Paulo Caſimiro in Jaroslaw Jaroslawſki Ploceſi, Juſtice & Vice-Capitano & Toru Viſſogrodienſi Francisko Couſtantino Mokronowski Juſtice Toru ejusdem Viſſavienſi & Maſſeſchali Viſſavienſi, Francisko Poniatſki Daſiſſo Porzaniensis, Capitaneo Czapovienſi, Joſephio Wyſocki Siadlenſi, Ledzico Brucki Beſſens Cujavia Poſcilavienſi Caſimiro Polnowſki Szabapſi-ſo Buſenſi, Joanne Pwiczki Notario Terreſſi & Vice Palatino Culmenſi, Francisko Lopacki Szabapſiſſa Ciechanovienſi, S. R. Majeſtatis Commiſſarius, in praſentia Illuſtrium Magnificorum ac Generoſorum & Nobilium Henrici Krokowski Gdanſiensis, Capitanei Parchoſienſis, Samuela Garczynski Białogoleſſi Caſellavienſis, Severiano Radzicki Viſſavienſi Fomernia, Alexandri Wolski Terreſſi & Caſellensis Białogoleſſi, Francisko Rodzickiſki Caſellensis Juſticum: Ignaci Dabſki Notarii Caſellensis, Caſimiro Pwiczki &c.

ANNO
1724

et eodem Palatinum Joannem Kalfayn ex Margheriti, Sibiorki et Pomeraniae, ad Tribunal Regni Judicem Depositionum, Razeri Judicis Terræfili Michaloridensi, Joannis Casari Ryklowicki Dapiferi Stadensis, Joannis Wagozicki Poellitoris, Jacobi Miliewski Tribunalis Zagroclensis, Francisci Rozci-fewski Subcapituli Terræ Dolbeniensis, Joannis Stubiicki Venatoris Junivladivariensis, Petri Satochnicki Pincerae Schwedensis, Coloneli S. R. Majestatis, Adami Pilichowski Thierstari Terræ Vifibodiciensis, Joannis Nakowski Capitanei S. R. Majestatis, Antonii Zdzienewski Judicis Terræ Plocimæ, et aliorum plurimorum Nobilium nec non Ministralium Rkgni Generalis Provi-diali Altheri Kupcewicz ad Actum prefentem at-sumpti.

NON Commiffarii S. R. Majestatis in Actu fuperius pfecto, inhærendo Decreto Adffloriali S. R. Majestatis inter Partes infatigabili Vafuræ et fub-jungit Commiffarium Generalium Regni, Felli fcructi poff-Feftum bændorem Simonis et Jude Apellitorum proxi-mi, die 30. Octobris Anno prefentis prolati, vi-gire Literarum Innocecentialium ad mentem prefati Decreti, tempore fcelitæ duobus fipimari ante prefentem Terminum et Actum editum, publicatam et coram Adh. Caffrenfibus Cuaterventibus, fenti-terit ipfi de Felli Prefentia: Bea fime Virginis MA-RIA inffructam, ad Prefentem Thorem, die hodierna in Adh. eorum concordantem, Jurisdic-tionem Noftrom Commiffarialtem fundavimus, Pacem et feprehenit Publicum Legibus et Conffitutionibus Regni prefentem et Adh. fimbis obfervari foltam voce fupra fcripti Miniftralis publicari et pæcedendi fecimus, Partesque in Decretum prefatum intrantes, voce fuprafcripti Miniftralis, ad Judicem noftrom acclamare demandavimus. Quo in Terminis Paribus antequam Venerabili Collegio Thoremfii Soc. Jnsu Adh. et per Religiofam Fratrem Marium Wolanicki fuis et eorum Collegii Nomine, per Nobiles et Spectabiles Andream Sule Proconfulem et Joannem Fridericum Hawentftein Confulem Perfonaliter; et Scabinum per Spectabiles Carolum Godtfredum Hak-fiteye Veteris Civitatis, et Joannem Sigismundum Haderfeyn Novæ Civitatis Thoremfii Scabinos, et Communitate per Spectabiles Davidem Beze et Joannem Hube Scabinos Subortans, fuis et Magiftratus, Scabinis, et totis Communitatibus Thoremfii No-minibus Perfonaliter, admodum Reverendo Donolo Mathan Donacki Protopfo ad S. Laurentium extra Mœnia Civitatis Thoremfii fuis et Illufiffimæ ac Reverendiffimæ Severini Szeckia Epifcopi Joppæ, Suffraganei Archidionifci et Officiali Generalis Culme-nofis, Beate S. Joannis in Veteri Civitate Thoremfii Protopfo, Inducebiles et Adh. et perfonaliter, Venerabili Collegio Pincenfi Soc. Jnsu per Religiofam Andream Rukowski Regentem Seminarii, fuis et eodem Collegii Nomine perfonaliter, Religiofi ac Deo dicata Monachos Ord. S. Benedi Commendat Thoremfii Inducebiles et Adh. et per admodum Reverendam Hankiewicz Pfenfentem fctifcriptam; Convenit Thorem. Ord. Prefatæ Inducere et Adh. et per Religiofam Patrem Reptowski Priorem Convenit eundem, et Fratrem Joannem Profellum perfonaliter Illuftribus et Magnificis Sædicis Conven-tium Patrum Bernardinorum Ord. S. Fmefci Seraphiel per Provinciam Mayori Polonia per Religiofam et admodum Reverendum Seraphinum Gamski Pro-vinciatem perfonaliter; Famulis Pellionibus Catholicis, Civitatibus Thoremfii, Inducebiles et Adh. et per Fa-mam Andream Gatzowski, fuis et aliorum Nomine perfonaliter; Famulo Antonio Kronikowski, ante hac Cive Thoremfii. Inducere et Adh. et perfonaliter, Magnifico Antonio Bogulowski Caplano Plocim Inducere et Adh. et per Generofum Andream Cwals-owski Regentem Gallenfium Junivladivarienfem, Magnifico Joſepho Kretkowski Inducere et Adh. et perfonaliter; admodum Reverendo Zralski Parochi Dioclefienfi Inducere et Adh. et per Generofum Joannem Zalewski Iſtoprem Plenipotentem, Generofo Joſepho Kumbelicki Inducere et Adh. et perfonaliter; Magnifico Michale Zalewski Subcapitulo Mleindens, per Generofum Andream Cwalsowski; Magnifico Gunki N-vario Terræfili et Caffrenfibus Cechovienfibus per Generofum Joannem Ulewski, Succedebiles olim Generofo Jacobo Siki Inducere et per Generofum Adamum Murzynowski fuis et aliorum Nomine perfonaliter, Generofo Karwoſieckie Conjugibus Inducere

et Adh. et per Generofum Joannem Karwoſieckie Bugulbom Caffren. Plocæ, Mariani fuis et Conforti fuis Nomine perfonaliter, Nobili Camerale de Wolfon Inducere per Ingenum Adamum Lap-eynski perfonaliter; Spectabili Michale Zybert per Generofum Andream Cwalsowski Perſonali et admodum Reverendo Juſepho Brankowski Cæſarico Cæſarali Poſuatiendi Inducere et Adh. et per eodem Generofum Cwalsowski; Generofo Andra Danifewski Inducere perfonaliter; Incoſta et Sobdina S. R. Majestatis Mokrenſibus per Honofum Petrum Stynal et Laurentium Fierck fuis et aliorum Nomine Mokrenſibus Inducere et Adh. et per Nomine perfonaliter.

Coram Judicio Commifforiali comparuit et Ju-dicialiter Conſortentibus. Quorum Conſortentibus nos Commiffarii coram fe indiffici et exatit ad con-fiderata, ad Executionem Decreti S. R. Majestatis Aliffiorialis de Adh. fuperius expreſſi accedentes. Ante omnia incruentum et aſſertum, in prefentia omnium Decretum prefatum publicare, fuis cultidia Militari adducere et faturare coram Judicio coram Inducere demandamus. Et quoniam Joannes Godtfredus Ren-ner Praefex, Jacobus Theodorus Cernik Vice-prefex, Simon Moult, Chriſtophorus Henel; Chriſtophorus Cieleſkyk Garbort, Joannes Bekier Guſtark, Joannes Georgii Mercz, Georgius Wax Sator, Chriſtophorus Kautz Lando, Jacobus Sultz Iglart, Joannes Chriſtophorus Hali Fienſark, nec non Nobiles et Spectabiles Gerardus Thomas Bergratius, Henricus Syme-man Conſul, Gawrok, et Zybert Capitanei Thoremfii et alii fub Caſſidia Militari coram Judicio noſtro Commifforiali fuis adduci et fatur: Idcirco dno acclamatis voce Miniftralis ad Judicem noſtrum Commifforiali Praefex, apertis fuis Judicialis fcribis, in prefentia omnium, Decretum fupra recentum Antiffioriali S. R. Majestatis publicari fecimus; eandem poſt Publicationem, ad Executionem Decreti eſdem Decretum, decernendo. Quoniam Reliqui Praefex Jacobus Pincowicz et Mariani Wolanicki ere nos ex eis, faiſſacendo fape nominato Decreto, tum Renner Praefidem, quàm Cernik Vice Praefidem crimina-liter convineat infamant; addit Miniftralis ad prænominatum Rotham. Quo ad Perſonam Renner Praefidis, et Decreto prefato excerptum præſtiti Reli-gioſi Marini Wolanicki, addit quoque Miniftralis in Teſtibus Nobilibus, Jacobo Rakczyński, Calimiro Zilenowski, Joanne Benikewicz, Marciano Szabicki, Joanni Bieckicki, Joanni Soznowski, prædicant. Addit quoque idem Miniftralis, quo ad Perſonam Cernik, Vice Praefidis, ad prænominatum fecit Juramenti Rotham ex eodem Decreto deprecompum prænominato Religioſo Marzio Wolanicki, et Teſtibus, præſtiti uni cum fix Teſtibus fuperius expreſſi. Addit deſuſo idem Miniftralis eidem Religioſo Wolanicki et Teſtibus, ad prænominatum Jurament Rotham, in Decreto prefato expreſſum. Quo ad Perſonam Simonis Moult, Heyder, Chriſtophor Henel, Hans, Krzyſtoſ Malarecki, Krzyſtoſ Garbort, diti Cieleſkyk, Joannis Bekier Guſtark, Joanni Georgii Mercz, Georgii Wax Sator, Chriſtophor Karwiz Laniens, Jacobo Sultz Iglart, Joanne Chriſtophor Hali Fienſark, præſtiti uni cum Teſtibus eſdem fupra fcriptis jura Rotham ex eodem Decreto ipſi prænominant, (excepto Heydera proſigo, qui eidem Catholicum ante fagam amplexat et.). Poſt qui Convictionis Juramenta eſdem omnes criminaliter eovictis fupra expreſſi (excepto Heyder Nec Catholicus proſigo non convictus) poſt Executione de Perſonis eorum jura præſcriptum prefati Decreti S. R. Majestatis Adfflorialis fundenda ad Executionem Juſtitiæ fuis cultidia Militari reniti demandamus. Adhuc noſtrum occupantibus tenetibus, imminente Feſto cras-tina de S. Nicolai Epifcopi, ad ſcrum quoniam fe-quebimur, voce fuprafcripti Miniftralis reſtanti juſſimus.

Tandem fenti quæſit, in Vigilia Feſti Inmaculate Conceptionis Glorioſiffime Virgins MARIAE, poſt fubſcriptam Inſtitutionem et fupplicatione de Perſoniæ Praefidis et fupra fcriptorum eovictorum (excepto Cernik Vice-Praefide) reſtaſſum Jurisdictione noſtra Commifforiali, voceque Miniftralis publicata et pro-mulgata, Partibus et fupra comprehenſis, confectio-nem Inſtituti fubſcribit nobilis et humilis, olim Praefidis Renner per Decretum S. R. Majestatis Adffloriali confectum per Delegationem et Magiftratu in pre-ſentia confectum per Delegationem et Magiftratu in pre-ſentia Magiftrorum Commifforialium et fuis poſtea Dele-

ANNO
1724.

ANNO

1724.

Delegatum, propter maiorem fecerunt iniquitatem, et quia Porcuus olim Præfidi Rensæ conlocatus, & Civitati S. R. Majestatis adjudicatus, Nobilis ac Spectabilis Magistratus, Crediturus omnibus ad Substantiam eandem conficiendam, Agnoscere Generoso Illustrissimo Colonnello Quadris S. R. Majestatis, cum Juribus concurrentibus per jure & equo, ut satisfactio nem quoniam super Vice-Præfidi Cœviti Venerabilis Patris Soc. Jesu Adhuc Executionem Criminalem non urgent, quinimo pro libertate & vita ipsius multum instat, Seniores quoque, Officiales Terrestres, atque Nobilitas proximorum & contiguum Palatinorum, nec oon Spirituales Perfectos, tam secularis quales Religiosi Ordines, infusper Populos Catholicos oratione Serâ de hodierna ad Ecclesiam S. Joannis in Felis S. Nicolai curiam congregati, pro eodem Cœviti, semper de eundem Criminalibus tam locuti in Magistratu Civitatis hujus confutatis additionem, rectum, in faciendis Negotiis proutsum, commendando & testando, lacrimabili voce, & penetrabili ejulatu ad oos Committimus emissio intercedit, ac per amorem Christi & Fidei Orthondoxæ, ut eorum Vota & gentes exaudiantur exemplari Catholicis pietate obligat, Nos verò Committimus licet hi ad premissa instantes, magis tamen non argente Parte Adhuc Executionem Criminalem inclinati vellemus. Nihilominus equitem Exercitium tantum Decreti S. R. Majestatis est nobis concessit, Ideo Rationibus supra expressis permoti, et eorum non confutatis, ac confutatis & amicitia inter Catholicos ad Magistratum juxta mentem Decreti præfati Adhuc Executionem accedentes, & Acatholicos conciliantes, receptis prius à Magistratu & Ordinibus Civitatis Theonensis Fideiutis cautione, & data judicialiter quodlibet, fape mem statum Cœviti ad imperandam Clementiam S. R. Majestatis Judicialiter & Decretum ejus se recipimus. Tandem quod ad Personas Nobilis & Spectabilis Jacobi Meyner, Consulis, & Joannis Hendrici Wilmeyer Secretarii decretorum. Quatenus utroque eorum Decreto memorato S. R. Majestatis Adhuc Executionem Justitiam satisfaciunt, idque instanter. Adhuc Ministerialis ad promoveendam Juramentum Rotham, et Decreto decompromissum, tam eisdem Nobili & Spectabili Meyner, quam Felidius præfatis cum Testibus Spectabilibus Martini Gerdich, Jacobo Stark, Scabillis, Joanne Wochhausen Auctoribus; Adhuc quoque Spectabili Wilmeyer Secretario, præfatis cum Testibus, Fancis Christiano Preis, Cornelio Elard, Michælie Fyrc de Confessio Patis Adhuc, admittit similiter juxta Rotham in Decreto contentum. Quæ Jurorcia Evaseone atrecta, eosdem juxta Relationem Decreti præfati à Testibus, & Causis liberos declaramus. Jam statum Wobli Scarpart, tam pro pro Succurra, Fensper, typodilego Rotha, autem Heryz ante Prætorium, ad mentem promissum Decreti sagittari demandavimus. Post quon perperam peram liberos mittere iussimus. Poteo propter specialiter exhibendum Cultum Divinum & Honorem Gloriosissime Virginis Mariæ, in Vigilia Feli Immaculate Conceptionis Ejusdem ad Cathedram & Indignum Religiosorum Patrum Bernardinorum Ord. S. Francis Seraphici per Provinciam Mayori Poloniae concordando, ac instando superius Decreto Adhuc Executionem S. R. Majestatis, ad Reinditionem in Ecclesiam Beatissime Virginis Mariæ, atque Gymnasium quod olim Monasterium Eorodens PP. Bernardinorum fuerat processimus, & in eundem Ecclesiam atque Gymnasium cum agnitionis juxta antiqua Fundationes & Jura, receptis prius à Nobili & Spectabili Magistratu elavibus. Præfatis PP. Bernardinis reinditionis, eundem Reinditionem vocis Gasparis Ministerialis publicis fecimus, tradidimus, Possessionemque possit cum ad Alumnem Dei Gloriam & Beatissime Virginis Mariæ ac omnium Sanctoem Honorem assignavimus & cum reliquis. Interea nocte instante Adhuc Nostrum post Festum Immaculate Conceptionis Beatissime Virginis Mariæ voce Ministerialis reclamari demandavimus. Sabato nocte in crastino Feli Immaculate Conceptionis Beatissime Virginis Mariæ reasumpta denno Jurisdictione nostra, Partibusque ad Judicium nostrum modo quo supra acclamatis comparuerunt & in eadem Cathedra Controuentibus & decompromissis. Nos Committimus S. R. Majestatis Patribus, disceptationibus, & controversiis decretorum ac demandamus: quatenus Nobili ac Spectabili Magistratu, satisfaciendo Decreto præfato S. R. Majestatis, Inventarium supradictis ejusdem Ecclesie, atque Biblio-

Tom. VIII. Part. II.

thecam eorum Judicio nostro Committimus producat & componat idque in instat, & hiet quidem Nobili ac Spectabili Magistratu Theonensis satisfaciendo Decreti tam S. R. Majestatis, quam nostro, intendenda antiqua bina, eandemque majora duo, minus duo, Partes Bernardinis in Ecclesia relictis, Bibliothecam vero Magistratu Committimus ex Subst. collata Deposita hie Inventario seu Recensu traditi, verum quatenus Inventarium supradictis Ecclesiasticis, præfatis in argento atque Bibliotheca apud Magistratum exhibere esse, Rationibus probabilibus supponitur. Ideo suspensa tanquam dectioe præfatis Cathedris decretorum & demandamus. Quatenus Nobili ac Spectabili Magistratu Inventarium supradictis Ecclesiasticis atque Bibliotheca fustit, Jenius componat atque instancet. Tandem quatenus locos compromissionis satisfactionis supradictis Ecclesiasticis & Bibliotheca, Partes pro Summa melle duodecim emsonam Poloniæ compendiosus, proinde approbata quatenus complatione Judicialiter facta: Refolendo supradictam suspensionem decretorum, Quatenus Nobili ac Spectabili Magistratu ad manus locutari Catholica Personæ, quam Venerabilis Pater Bernardi depugnavit, Summam eandem in spatu quonque septimanam eorum Officio Calendi Corvatiensis resideret & exhiberet solvit, fape mem Summam quæ decretatur, & terminus publicando lo bidem circa Manifestationem conservatur peremptoria. Quatenus attinet Privilegium Dis olim memorato Serenissimo Sigismundi Regis Poloniæ, eorum Adhuc Calcentibus Jurisdictionibus in Vigilia Feli S. Thome Apostoli 1673. Anno per oblatum potestatem, ad personam in Judicio nostro per Pater Bernardinus producam, hoc lo Pascho eadem pro rogatione ejusdem Privilegi ad Jurem Adhuc Calcentibus S. R. Majestatis remittimus; conservando Partibus utrique in eundem Judicio terminum peremptorium. Nihilominus pro Justitia & Pietate decretimus ac mandamus, ac Nobili ac Spectabili Magistratu & Civitat Theonensis per se les subordinatis Personis, accidentem vulgo Aktyy ab invicem eorum commeditionem & potestatem, et elemosinas per eodem Pater Bernardinos collectas, semper quatenus opus locit, ac eisdem Partibus Bernardinis non exigat nec etigi demandet, aut permittat; idque fape mem in foro competentis vindicanda, & ne eodem Partes ad Ecclesiam prononiamus, atque Monasterium cum accidentis modo quo supra reinditionis, quon modo vel pæntia interverbare iudicet demandamus. Idque fape mem contra compulsores Decretorum S. R. Majestatis Regis faneis. Eodem Adhuc festino Sabbatho in crastino Feli Immaculate Conceptionis Gloriosissime Virginis Mariæ, satisfaciendo Decreto præfato S. R. Majestatis, fopes quavis Typis impressis, formosus & contrita in consensum feli Ecclesiæque Orthodoxæ continentia, per Predicationes concepti, per Executionem Justitiæ, ad fousum Tobæ comburi demandavimus. Tandem feli secundâ post Festum Immaculate Conceptionis Gloriosissime Virginis Mariæ reasumptis, iterum Jurisdictione nostra, vigore asperâ ad diem hodiernam reclamationis Partibusque voce Ministerialis acclamatis, modo quo supra compunctibus ad Executionem alterorum Pandorem Decreti S. R. Majestatis Adhuc Executionem procedendo. Quatenus antequam personas Farni Heredes & eus Fili per Farnam Rakki avocet & ad eorum expedit, atque fustit Personam Haos Krystofa Malarecky, siquidem Farnam Heredem, qui Catholicus fustis, Pars Adhuc criminaliter non cœviti, proinde eundem à personis Criminalibus liberos prononiamus. Nihilominus decretimus & mandamus: Quatenus tam Nobili & Spectabili Magistratu Theonensis præfatum Hui Krystofa Malarecky, atque diuindum Farnam Rakki Farnam Heredem hancum idque instancet. Tandem quo ad Personam Malarecky eandem feli Nobili & Spectabili Magistratu ad evasione Juramentum admittibilem & proporem ad evasione advenimus, decemendo quatenus, hiet & Magistratu Confutes evadant in eam Juramentum Rotham, quod de iura præfati Malarecky Magistratu cum fols Ordinibus asciis, & neque causa vel dectio fipe ipsius fust, nec feli ubi comoratur, ac cœviti illum videri Statutis habet, Hanc instancet præfatis Nobili ac Spectabili Jacobi Berna, & Joanne Christianophorus Elmer Consules; qui utroque Nobili ac Spectabili Magistratu liberos à Terminis & quavis incombitione declaramus. Nihilominus præfatum Malarecky criminaliter convidum, ubiqueque locorum capi vel pre-

N 2

pre-

ANNO

1724.

ANNO
1714.

vigore Conventionis ultimarie in Anno 1704. die quartâ Januarii inter Partes confecta, fidesque in illam. Tamen post expeditum eandem Callationem, alteri quibusdam Partem Conventionis excepit, ac decessit decemum. Quatenus Nobilis & Spectabilis Magistratus Summam nonagitorum sexaginta Florenorum Pruthenorum Calculatione per Partem agnam & moderam, non computando nihilominus sum expensâ & in solutionem processu penam, à quibus, attentis Amici estimatis & solutis, Nobiliem ac Spectabilem Magistratum Thorensem, pro cessante Navili S. Joannis Baptista proxime in Anno Decedente futuro coram Officio Castellani Kovalevici realiter & effectivè Illustrissimo Aduersi seu ejus Plebipotenti, prout manuallibus de eadem Summa quæstione solvat sub pena Basilienis, in ibidem circa Manifestationem publicanda. Quatenus attinet Summam ac prædicta Conventionis seu contractus de Bonis Simeonis Ecclesiæ prænominatæ S. Joannis Parochiam quot annis concurrebant, decedentes & mandamus. Quatenus Partes utraque eadem Conventionis inter Contractus in omnibus Punctis usque ad decemum in eadem Conventione Terminari ab utroque satisfaciunt, idque facta pæna Basilienis, quæ interponitur. Appellat Partem ad iudicium post coram S. R. M. adhaerendo Decreto superius nominato S. R. M. admittit, cum convocatione Termini Partis utriusque in eadem iudicio periret. Post ejusmodi iudicium seu Categoriam decedentes, Adus iudiciorum auctoritatem, ad diem crastinam voce Ministerialis reclamant, ac denotant vigore ejusdem reclamantis Ferri quinti post Festum Innocentium Conceptissimæ Beatiſsimæ Virginis Mariæ sequenti Jurisdictione nostra, Judicialiter reſponſum, acclamata, Paribusque in supra comparantibus. Et quo ad Categoriam & Institutionem Religiosam ac Decedentem Monialium Conveniens Thorensem. Circa S. Inmediatè Judicialiter discutimus, quantum discrepationibus & Contrarietatis materiam. Iudici in iustitia liberam ac diligenter pensatâ, suspensa tamen per Decisionem totius Negocii: necessarium esse Condescensionem ad fundos & loca controversa Illustris & Magnificenti Cameræ Ruthenici Castellani Cernensis, & Francisci Lovki Succemtrici Varšivensis, ac Sibi nostra Judiciali Delegatorum in instanti sententia. Qui Illustris & Magnificenti Commissariis condescendendo, Jura Partium ad Fundos controversos & regulationem emendant, Fundos eodem contentores revident, cognoscunt, mensurant, Inquisitionem & opera fuerit et Testibus die dignis expedire, Partes & peritum complantare complantant, seu cum conſuetudine sufficiunt Adus totius, ad iudicium nostrum Commissariis per Decisionem remittent. Post quem expeditum Actum per Illustris & Magnificenti Commissariis Delegatos Condescensionis, per eundem ad Iudicium nostrum factam remissionem. Partibus deinceps nostro coram Iudicio Comparantibus & Contrarietatem. Quatenus controversia iterum examinatis, Adusque penam illam Condescensionis lecto & bene considerato, siquidem in Adâ prædictâ Convalescentibus, Religiosis ac Decedentibus Monialibus Conveniens Thorensem. Jura quibus propriam Fundorum hucusque Conſuetudinem petunt, coram Illustris & Magnificenti Commissariis procedunt, fuisse debet connotata. Quatenus fundorum ex se oculis factis reſoluto, usque iusta diversario in prædictâ, nam Plebipotenti Religiosorum Monialium, quæ ex Nobili & Spectabili Magistratu Delegatorum interfecta eandemque dimensionationem utraque Partes acceptant. Quod spectat Fundum Golubki dictum in Vallâ dictâ Mokre sum, prædictis Illustris & Magnificenti Commissariis Delegatis, ac iusto iudicem & equo proportionem esse Religiosorum ac Decedentium Monialium agnoverunt. Idcirco reſolvendo tam antea. Iudici nostri suspensionem, quam Illustris & Magnificenti Commissariis Delegatorum ad iudicium nostrum remissionem approbato quomodocumque Adâ Condescensionis decernimus. Quatenus utraque Partes dimensionationem eandem Fundorum de consensu benevoli Partium marumque satisfactionem observat & in perpetuum manentem. Quantum attinet Fundum in Mokre Golubki dictum propriam ejusdem Religiosis ac Decedentibus Monialibus adſcribamus, decedendo quantum attempam Particulam Fundi in eodem Adâ Condescensionis comparant ad Fundum eundem Principalem spectantem in prædictâ Nobiliem & Ministerialis ab Adâ prædictâ Decreti in eodem septimanis officio condescensionem, idem

Nobili ac Spectabili Magistratu restitit & impleri cæret, ac de facto restituit & applicat. Fictura penam utraque Partes suo pære & Basilienis in Foro compescunt super Partem conſuetudinem decedentes & interplectis super Summam quæstionem militum Florenorum Pruthenorum, per Religiosos ac Decedentes Nobili ac Spectabili Magistratu Thorensem, in rem ipſâ. Moris coram Adis Civitatis Thorensem, recognoscit, siquidem eadem interplectio liberè & benevolè in iustitia Plebipotenti, per Illustrissimum Locum Ordinarium approbat fuisse debet, prout incompensat inter ejusdem Moniales lateris Callationis ejusdem interplectio adveniens, & ejusdem interplectio non bar habere decernimus. Porro quod spectat prædictam Summam decem militum Florenorum Pruthenorum, per Nobiliem ac Spectabilem Magistratum Thorensem olim Generoso Stanislawi Hoynski die 15. Junii in Anno 1700. interſcripta, & per eandem olim Generosum Hoynski prædictis Religiosis ac Decedentibus facta decem militum Florenorum Pruthenorum, pro iustis & realis opportunitatibus, per Religiosos Moniales acceptant, ac Summa duodecim militum Florenorum Pruthenorum, pro eadem interplectio superioris Adâ recentis, Nobili ac Spectabili Magistratu, ab eadem Religiosis ac Decedentibus Monialibus provenientem (cum agilis vicillim ab eadem Summa duodecim militum Florenorum Pruthenorum Provisione) vel in eadem interplectio Originali decedentes & excludentes, per Nobiliem ac Spectabilem Magistratum esse censentur. Quatenus insuper antea præsentationem, ejusdem Religiosorum Monialium, illustris Summa quinquaginta Florenorum Pruthenorum & hoc dicto Głuboket quatenus provenientia, siquidem quæstionibus usque ad Annum prædictum 1704. ab eadem Religiosis Monialibus de Summa hac procedunt: Idcirco non possit præsentationem eandem obtinere quatenus interplectio habet decernimus, imò ab eadem Nobiliem & Spectabilem Magistratu liberam pronuntiamus. Nihilominus ut idem Nobili & Spectabili Magistratu faceret & finem et Fando post mortem Civitatis hospitali Sancti Spiritus spectante, eandem Religiosorum Monialium propriè expurgare in ipſo sex septimanarum demandat in iustitia. Appellat utraque Partes ad iudicium Illustris, S. R. M. admittit, cum conſuetudine Termini ibidem peremptori. Tandem Actum iudiciorum ad diem crastinam testamini Ministerialis demandamus. Ferri facti post Festum S. Lucie Virginis & Martyris, vigore huiusmodi reclamantibus, reſponſum deinceps Jurisdictione nostra, Partibusque modo quo supra acclamatis comparantibus, & quo ad Institutionem Venerabilis Colli Ploccensis Soc. Janu contrarietatem, quatenus controversia solita & debet attendenti iustis ac iustitibus Documentis quoque lectis & diligenter testibus ponderatis. Quandoque idem erincens ad Summam quæque militum Florenorum Pruthenorum in Testamento olim Generosi Alberici Pęrowſki Rothemagistri S. R. M. apud Nobiliem & Spectabilem Magistratum Thorensem, quæstionem ad prædictum non producit. Idcirco non possit bene Coligum vindicare Summam eandem adveniens. Et eundem Nobiliem ac Spectabilem Magistratum Thorensem in solutione Summa prædictæ quæque militum Florenorum Pruthenorum castro Proceris in Judiciali Castellibus Kovalevici reſpectu ejusdem Summa indebitè obtento liberam esse decernimus. Appellat Religiosos conveniens, à Venerabili Colli Ploccensi indicant ad iudicium Illustris, S. R. M. admittit, cum conſuetudine eundem Judiciali Termini Partibus peremptori. Postquam dictum iudicium, Adus iudiciorum nostrorum ad eas reclamato, Subſequenti denique post Festum S. Lucie Virginis & Martyris, reſponſum exclamantibus hactenus ad diem hanc Jurisdictione nostra, Partibus simili modo post acclamantibus & publicam Adâ comparantibus & à Categoriam Judicialis admodum Reverendi Mathi Domici Pępolski ad S. Laurentium ejus moris Civitatis Thorensem Conſuetudinem, Quatenus Conſuetudinis & discrepationibus exceptis & mature intellectis, quo ad Principalem Categoriam prædictâ Docti ad Ecclesiâ S. Laurentii, siquidem admodum Reverendissimè, indicant ne

ANNO
1714.

ANNO
1724.

originalem erectionem, nec in viciis iudicialiter productis, sicuti de omni praeiudice ecclesiae esse demonstrat. Ideo tam Cathedralium huic Principalem ad Iudicia Afflictorum S. R. M. Magistrali ubi Summi in Regno Ecclesiastici Tutoris et Protectoris, quoniam alias finem consequens est Cathedralium pro admodum Reverendissimo Inducendo prolixius indoluit, ad eadem Iudicia remittimus, conservando utique Partibus in Iudicio Iudicium de iure. Quoniam Nobilis nihilominus decretum esse mandamus. Quoniam Nobilis se spectabilis Magistratus Theologici cum suis Ordinibus Ap. Status in Civitate et Iurisdictione degeret Regibus Iudicialiter proinde manu Illustris et Magistrali Marechal Tribunalis Regni et Commissionis peractis subcriptis spectatis, ad Decisionem in Iudicio S. R. M. casu deinceps. Idque sub patris pro Iudicio huic S. R. M. decretum et erogandis. Ad extremum mandamus, quatenus Nobilis ac Spectabilis Magistratus et nemo et Utriusque ac Communitate Personis Catholici, et ad se in servitio existeres, ad violandas Fidei per labores, sanctae ecclesiae Romano-Catholicae adiut, neque ad frequentandas pro devotione ecclesiae quovis modo impedit, idque sub rigore suprascripto. Admaque nostrum ad eundem conclusionem Commissionem ad eandem secundam pro iam voce suprascriptis Ministerialis solito modo sealumandam esse iustissimum. Itaque Fidei secundum auctorem S. Thomas Aquinasque apertam reclamationem reasumpta Iurisdictione nostra. Perhibetur pro publicationem Adus ad hunc omnes alias in eadem Commissionis praesentis laetantur Controversiarum. Quoniam Controversia aeterni et bene considerandi, regendum in Decreto praenominato S. R. M. Afflictorum, eorum Executio nobis Commissionis iustitiam, praedictae omnes Indictiones non sunt specificatae, neque notum Iudicio ad dispendium committit. Idcirco eundem omnes Indictiones ad praesentia non decessit ad Iudicia Afflictorum S. R. M. cum tam et cum effectu remittimus, conservando Partibus utique in eadem Iudicio terminum sine quaestione declarationis comparandi perpetuorum. Ad extremum in felici Commissionis et conclusionis Adus Commissionis nostrae, si per memorem Nobilem se spectabilis Magistratus et omnes Ordines eius Immunitatem Iurium, prerogativarum et Privilegiorum, inherendo Decreto praenominato S. R. M. pro Autoritate nostra, qui S. R. M. singulis, conservamus, et eadem Iura illis declaramus, et praesentibus, claresque ad Portum nostrum Commissionem pro Generosum Commendatorem Praedicti, Nobilis se spectabilis Magistratus reddenda efficerent; hoc loco in virtute et Fundamento praesentis Decreti S. R. M. Venerabiles PP. Soc. Ja su praenominatos relinquimus, ad amorem in posterum omnem occasionem nulli, Decreto praenominato S. R. M. in continenda Iurante Valedictorum satisfactionem, et illud per omnia observare. Hicque in continenti personaliter comparare Religiosis et admodum Reverendissimis Christo fatis Cathedralium Catechismi Reditor Collegii Thorun, Soc. Ja su, suo et eundem Col. nomine manifestamus est contra Famulos Venerabilis, Kaytel, Gymnasium Famulorum Probi, Fensler, Stroziana, Stronze, Kestry, Piskow, Gronal Gymnasium idque idem: Quia ipsi contraveniendo Decreto praenominato S. R. M. Tueres sui cunctis Civitatibus pro demerito confusus in Terminis per idem Decretum praesentis Privilegii Fensler praesentis praesentis non sunt ingressi, et indeque praesentis infamia, per Publicationem Decreti praenominato interpositum fecerunt, quam quidem perent Iuramentum Ministerialis Regni Generalis in Adus inquisitoris spectantes Providus Albertus Kubertica, et Mandam Iudicii nostri publicare, de quo idem Ministerialis fecit suam relationem. Nihilominus decernimus et mandamus. Quoniam praesentis Ipeper Decreto S. R. M. Domini pro Familis suis in Decreto eodem specificati mulctis pecuniis, per Decretum huic affligas in Terminis per voce Decretum praesentis, cui virore eundem Decreti compelli solvant sub rigore in eodem Decreto expresso. At perentiam autem memoriam inherendo praenominato Decreto S. R. M. Afflictorum, locum competentem in extremis per Venerabiles PP. Soc. Ja su Coll. Thorun Status Memoriam in Honorem Beatissimi et sancti Gloriosissimi Virginis MARIAE, in eodem tenore nuncupat Commissionis Ecclesiae S. Iovanni ab eura et opusculis Iudicis Nobilis se spectabilis Robolowski Consul, incipiendo a maiori Camerari in hunc odio ultimum, totidemque in longum in lapida

sen Fundamento praesentis Statuti, in Praesentis et confensus Deputati ex Noctis ac Spectabilis Magistratus assignamus, et signa auctoritate demandavimus Ne auctem casale per decretum auctem Fundamentum eundem Status nocet, praedictis Nobilis ac Spectabilis Magistratus, hoc casale alio decursu auctem avertire se obligat. Quibus omnibus ad hunc Communitatem Dicit, sub inscriptione ascriptis auctoritatis ac Potentissimi Auctoris II. Regis Poloniarum, nos non iterum Duci Saxoniae, Principi et Electori praedicti et coelectis, Adum Commissionis praesentis conclusionem, et mandam nobis circa appendicem Signaturum nostrorum subcriptis.

Actum in Castro Juvialadulacensi in Festis S. Thome Apostoli Anno Domini 1698.

AD Officium et Adus praesentis Cathedralis Capitaneis, in Juvialadulacensi personaliter venientes Religiosi PP. Antonius Bakowicki Sacra Theologiae Doctor, et Guardianus Conventus Juvialadulacensis, et Dominus S. Francisci Monasterii Conventuales, et Augustinus Juvialacensis Conventuales indeque eundem Conventus, Ordinis S. Francisci Conventuales, Nominibus obdulerunt ad Afflictorum et Adus huic ingressandam, Literas Privilegii Praesentis Initia, scriptas, manu Juvialadulacensi Signaturum Regis Juvialadulacensis, cum Sigillo appenso certo Conventuale Regni minoris communis, et manu Generalis Secretarii Commis Secretarii S. R. M. subcriptis, alias, et illas, omni quoque suscipiens nobis, ut et eis apparet carnes. Quorum Literarum sequitur etque tenor talis. Nos Juvialadulacensis Dicit Gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithaniae, nec non Terrarum Cracoviae, Sandomieriae, Sielandiae, Lubeciae, Capuae, Ragiae, et amarae Terrarum Praesentis, Praesentis Domini et Iherusalem. Significamus tenore praesentium quibus expediti sigilli et Universis, hunc nobis habuit, monstramus Nobilis esse in membra antiquum Privilegium Sacrae Memoriae Racibori quodam Fomerani Ducis Praedecessoris nostri manu Sigilloque signatum, in se continens Fundationem Monasterii ac Templi Beatissimae Virginis MARIAE Naveris in Civitate nostra Thorunensi situm, in quo Monasterio, ac Templo Venerabilis Monachi Ord. S. Francisci, ac principio Fundationis continetur Devotionem habere fidei, Auctoritate igitur nostra Regia, ut et ad hunc Constitutionem nostrorum Regiorum Privilegium illud apponamus confirmamusque memoris Monachi Ord. S. Francisci, resequentes ipsis et concedentes perpetuum Ius Hereditarium super Monasterio et Templo ibi supradicto, in quo confusum Devotionis exercitum perpetui temporis continemus, confirmamus; ipsi quoque perpetuum Hereditarium Possessionem Templi et Monasterii illius, et ad totius arce circa Templum muris comprehensam, cum omnibus Mansionibus et arsis interitis, quomodoque et bratarcio, quo omnia vici forma lateris extructa, ab antiquo in usum spectantia, folia Venerabilibus Monachis illis, legitimis eorum Successoribus, perpetuo permittimus; nulla ipsis obstantia iura sua detractione ac Republica nostra. Thomeenses Praesentis Civitatem, secundum Constitutionem antiqui Privilegii Regis annis decem possint anni Venerabili Conventui ad vestrum reducere tendebant perpetuo, quod ne inermis iuratus noster Thomeensis erubuit. Lictis magnitudine quinquae moragum ab antiquo ad Monasterium spectantibus, et sylvae Civitatis moris sine obstantia sine interdictione Civitatis libere eventum, perpetuo no illio quoniamque fomentum tam ad usum Pauperum, quam cerevisiae in molendino Civitatis Lubici dicto remanentia salva Monasterio saepe dicto, nulli redditi mensurae, sine fuisse perpetui. Et quoque memoris Statutus Thome, secundum Ordinationem antiquam Conventus praesentis Sigillis centum modiorum, tribus sexaginta, malae centum et viginti singulis annis dare tenetur, perpetui temporis. Quae omnia et singula praesentia quomodoque in antiquo Privilegio Fundationis sub scriptis, in omnibus Pensis, Clausulis, Articulis, conclusionibus approbamus, et confirmamus, atque perpetuum firmis robur praesentibus mediis obtineamus decernimus. Quibus in fidei ac robur praesentis manu nostra subcriptis, Regique nostri Sigillo firmat. Et. Cracoviae in Vigilia S. Francisci Anno Domini 1707, Signaturum Res. Appenso Sigilli in Cera expressi, Stanislaus Commis Secretarius S. R. M. manu propria. Quorum quidem Literarum hoc Privilegium signa-

ANNO
1724.

signa-

ANNO
1714.

Prince Electoral son Mari ont reconnu & se sont obligés par Serment solennel en termes formels, d'observer ledit Droit de Primogéniture & In fuditi Ordre de Succession, en conséquence des précédentes dispositions par notre Déclaration & Implication pacifiquement faîtes; & il a été dans le même sens referé à cette Sérénissime Archiduchesse, & à ses Descendans de l'un & de l'autre Sexe leur Droit de Jurer aux Rois de ces Ayras & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la Naissance & la règle établie, arrivant le défaut d'Archiduc, ce qu'il Dieu ne plait. Et considérant qu'il est très-important pour la tranquillité, repos & tranquillité de nos Provinces Héréditaires, que nous possédons dans les Pais-Bas, que ledit Ordre & règle de Succession indivisible de tous nos Royaumes & Provinces Héréditaires soient tous en dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit Droit de Primogéniture établi dans notre Augule Maison soient reçus, introduits, établis & perpétués dans nosdites Provinces de Pais-Bas, pour sanction Pragmatique & Loi perpétuelle & irrévocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loi fut dérogé à celle touchant la Succession du Prince desdites Provinces établie dans nos Pais-Bas par l'Empereur Charles Quint, d'Éternelle Mémoire, notre Prédecesseur, par la Pragmatique Sanction du 4. Novembre 1710, reçue, par chacun de leurs États dans leurs Assemblées & jusqu'à présent y restée en vigueur & à toutes coutumes de nosdites Provinces pour autant seulement, que lesdites Sanction & Coutumes ne seroient pas conformes aux susdits Ordre & règle de Succession, lesquelles en tous autres cas seroient entretenues & observées comme du passé. Nous avons fait communiquer & proposer ce que dessus aux États respectifs de nos Provinces desdits Pais-Bas, afin qu'ils voulussent se conformer à notre Pragmatique Sanction, Edit perpétuel & Règlement de Succession indivisible, & tous les États ayant fait ce mouvement délibéré dans leurs respectives Assemblées & spécialement réfléchi au bien & à l'avantage, qui en reviendrait à nos bons & fidèles Sujets, ils s'y sont unanimement & solennellement conformés, & ont, en tout respect & soumission & avec une extrême reconnaissance, accepté la susdite Pragmatique Sanction, Loi perpétuelle, Règlement de Succession & Union indivisible de tous nos États, tant en dehors qu'en dedans de l'Allemagne, en Loi perpétuelle & irrévocable pour autant qu'elle regarde le Règlement de Succession à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'Union indivisible de tous nos Pais & États Héréditaires, consentis de plus à la dérogation de la Sanction Pragmatique, établie au Mois de Novembre 1710, par feu l'Empereur Charles Cinquième, de glorieuse Mémoire, en tant qu'elle n'est pas conforme à notre susdite Sanction Pragmatique, concernant la Succession à la Souveraineté desdits Pais-Bas, & Nous ont supplié séparément, de faire publier outre dite Pragmatique Sanction & Edit perpétuel, afin qu'il soit par tous nos Royaumes, Provinces & États Héréditaires à toujours observé en Loi irrévocable & inaltérable, ainsi qu'il en est en celle par les Aides de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & délivrés. Nous après grande & mure délibération, de l'avis de notre Plénipotentiaire au Gouvernement d'Occas, de notre Lieutenant-Gouverneur & Capitaine-Général de nosdits Pais, & qui sur le tout notre Conseil suprême établi auprès de notre Personne Royale pour les affaires des mêmes Pais, avons, conformément à l'acceptation en faite par lesdits États des Provinces de nos Pais-Bas & à leur requête, de notre certaine science, autorité & puissance absolue, qui peut Nous compéter comme Souverain Prince & Seigneur desdits Pais ordonné, statué & décrété, ordonnons, staturons & décernons par ces présentes la susdite Pragmatique Sanction, Règlement de Succession & Union indivisible de tous nos États, tant en dehors qu'en dedans de l'Allemagne, en Loi perpétuelle & irrévocable dans nosdits Pais-Bas, & qu'en conséquence d'icelles la Succession de toutes nos Provinces Héréditaires de nosdits Pais, en une seule & indivisiblement, échoira dorénavant, selon ledit Droit de Primogéniture & Ordre de Succession établie, & restera à nos Descendans Mâles tant qu'il y en aura aucun: & en défaut de ceux-ci, ce que Dieu ne veuille, nos Archiduchesses nos Filles, toujours suivant l'Ordre & Droit de Primogéniture, sans le pouvoir jamais partager; & qu'au défaut de nos Héritier légitime de l'un ou l'autre Sexe, Descendans de Nous, le Droit d'Héritier de toutes nosdites Provinces échoira aux

Princesses Filles de notre Frère l'Empereur Joseph, de glorieuse Mémoire, & à leurs Descendans, de l'un & de l'autre Sexe, selon ledit Droit de Primogéniture; & qu'après l'épuisement de ces deux Lignes, ce Droit Héréditaire sera entièrement réservé aux Princesses nos Sœurs & leurs Descendans légitimes de l'un & de l'autre Sexe, & successivement à toutes les autres Lignes de l'Augule Maison, à chacune selon le Droit de Primogéniture & suivant le rang qui en résultera, & ce nonobstant le Règlement & ancienne Loi, touchant la Succession de Prince desdits Pais-Bas, établie dans lesdits Pais par la Pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquième, du quatorzième Novembre quinze cents quarante neuf, & toutes Coutumes d'usages de nosdites Provinces, auxquelles & pour les causes & considérations susdites nous de notre libre autorité & pleine puissance dérogé & dérogeons, en ce que la susdite Sanction & Coutumes ne seroient contraires à notre présente Disposition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigueur & soient entretenues & observées.

Si donnons en Mandement à notre dit Conseil d'État établi dans nos Pais-Bas, Princes & Gens de notre grand Conseil, Chancelier & Gens de notre Conseil de Brabant, Gouverneur, Président & Gens de notre Conseil à Luxembourg, Chancelier & Gens de notre Conseil en Gueldres, Gouverneur & Limbourg, Fauquemont & Daelhem & d'autres nos Pais d'Outre-Meuse, Président & Gens de notre Conseil en Flandres, grand Bailly, Princes & Gens de notre Conseil de Namur, Bailly de Tournay & de Tournai, Princes & Gens de nos Chambres des Comptes, Écouens de Malines, & à tous autres nos Justiciers, Serviteurs, Valets & Sujets, présents & à venir & chacun d'eux en son regard, que notre présente Ordonnance, Statut, Décret & Sanction Pragmatique ils retiennent & observent & fassent retenir & observer inviolablement & à toujours pour Loi perpétuelle & irrévocable, en procédant par ce de nos Cours souveraines & desdites de nos Comptes à l'entretenement de cesdites présentes, & les faisant enregistrer pour l'en faire accomplissement d'icelles au tenu à venir: Voulant & ordonnant en outre, qu'aux Villes desdites présentes, depuis par un de nos Secrétaires d'État, pleine & entière foi soit prêté par tout, où il en aura besoin. Car ainsi Nous plaît-il. Et afin que ce soit ainsi faire & fassent à nous, Nous avons signé cesdites présentes de notre main & à icelles fait mettre notre grand Seel. Donné en notre Ville & Résidence Impériale de Vienne en Autriche le sixième jour du Mois de Décembre, l'an de grâce mil sept-cent vingt-quatre & de nos Règnes, de l'Empire Romain le treizième, d'Espagne le vingt-deuxième, & de Hongrie & de Bohême une & le treizième.

CHARLES,

Prince de Cordouan Pa. Vn.

(L.S.) Par Ordonnance de Sa Majesté,

A. F. DE KURE.

XXXIV.

Édit du Sénat, du Sacré Synode, de la Généralité de RUSSIE & de Moscovie déclarant que par le Decret du Czar PIERRE, la Czarine CATHERINE ALEXANDRA son Épouse est demeurée Impératrice & Souveraine absolue de toutes les Russies. Donné à St. Pétersbourg le 10. Février 1725. Avec le Serment de FIDÉLITÉ prêté en conséquence, par tous les Sénateurs, Ministres, Généraux, & Officiers de Terre & de Mer, qui se trouvent présents à St. Pétersbourg; comme aussi par les Bourgeois de la Ville le 13. Février 1725. [Recueil le volante imprimée.]

1725.
13. Fevr.

ON fait savoir à tous, & à son chacun par ces présentes, qu'il a été à Dieu Tout-Puissant, après une maladie de 12. jours, de retirer de ce Monde le Très-Sacré-Saint, & Très-Puissant Prince Pierre le Grand

Grand

ANNO
1725.

Grand Empereur, & Souverain absolu de toutes les Russies, Père de la Patrie, notre très-gracieux Seigneur, pour l'élever à la Gloire éternelle. L'Ordre de la Succession à l'Empire Russe a été réglé par Sa Majesté Impériale, de très-glorieuse Mémoire, dans sa Déclaration du 5. Février 1721., qui a été publiée à toute la Nation, & confirmé avec Serment par tous les Etats assemblés; savoir, que celui, ou celle qu'il plairoit à Sa Majesté Impériale de choisir pour cela, lui succéderoit. Ensuite de quoi Elle a voulu que l'acte destiné 1724. le chere Epouse, notre très-gracieuse Impératrice & Dame, Dame Catherine Alexiowna, reçut comme elle a reçu effectivement la Couronne, & l'Onction Sacrée, & cause des inoubrables, grands, & importants Services, qu'elle a rendus à l'avantage de l'Empire Russe; ce qui a été suffisamment, & amplement déclaré dans la Déclaration du 15. Novembre 1725.

A ces causes, le Senat ou Conseil de Régence, & le Sacré Synode conjointement avec la Généralité ont unanimement ordonné, & font notifier par la présente Déclaration imprimée, à ce que personne n'en preuue de cause d'ignorance, que tous, & au chacun fait Ecclésiastiques, soit Seculiers, tant Militaires, que Civils de quelque état, & condition qu'ils soient, d'être soumis, & fidèles à la Très-Serenissime, & Très-Puissante Impératrice, & Dame, Dame Catherine Alexiowna Souveraine absolue de toutes les Russies.

L'Onction a été faite par le Senat ou Conseil de Régence, par le Sacré Synode, & par la Généralité.

Serment de Fidélité.

Quoique j'aye déjà prêté Serment tant au Très-Serenissime, & Très-Puissant Monarque de toutes les Russies, Pierre le Grand de glorieuse Mémoire, qu'à la Très-Souveraine, & Très-Puissante Grande Dame Impératrice Catherine Alexiowna, je confirme néanmoins ma très-humble Fidélité envers la Très-Serenissime & Très-Puissante Grande-Dame, l'Impératrice Catherine Alexiowna Souveraine de toutes les Russies etc. conformément au Règlement, & Statut de Sa Majesté Impériale, de glorieuse Mémoire. Ainsi je soussigne promets à Dieu Tout-Puissant, & jure sur ses saints Evangiles, que je veux, & suis obligé de reconnaître Sa Majesté ma Légitime Grande Dame, & Impératrice, & avoue elle les Hauts Successeurs de Sa Majesté, qui suivant le bon plaisir, & la Souveraine Puissance Impériale que Dieu a accordée seront établis & jugés dignes d'occuper le Trône de Russie: Que je ferai un fidèle, sincère, & soumis Serviteur, & Sujet de Sa Majesté: Que j'emploierai toutes mes facultés spirituelles, & matérielles, & même ma Vie, s'il est nécessaire pour le maintien & la défense des Droits, & Prérogatives de la Haute & Souveraine Puissance, & Autorité de Sa Majesté, déjà statuer ou à statuer dans la suite: Enfin, que j'aidrai de tout mon pouvoir à tout ce qui pourra contribuer, en toute occasion, au service de Sa Majesté, & au bonheur de l'Empire. Le tout d'une manière que je puisse en répondre devant Dieu, & son jugement sévère: Ainsi, Dieu me soit en aide, tant pour l'Âme, que pour le Corps, & pour affermer mon Serment, je baise la Parole de Dieu, & la Croix de mon Rédempteur. Amen. A St. Pétersbourg le 13. Février 1725.

XXXV.

20. Fevr. *Articuli Conventionis inter summum Pontificem Benedictum XIII. & Illustrissimum Carolum VI. Imperatorem, publicati die XX. Februarii Anno n. DCC. XXV. in dimissis Urbis Comensibus fatisce Sanctae Romanae Ecclesiae ab eodem Augustissimo Imperatore.*

Quam cumposita sit conventio fuerint inter Partes, quae Camera Caesaris rationes respiciunt, pro implementum jam stabilitae evacuationis & dimissionis, & pro liberam adhaerendo & extendendo praedicta fuerint postea proinde dies viginti menses, defunctis ad bene effectum Loca, semper Auli magis, in quo convocati fuerint Conventus hujus Illustrissimi Civitatis.

TOM. VIII. PART. II.

Quamque praedictae conditiones hinc & Locum praedictum convenirent, ut locustorum praedictorum solemnitas, Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Commissarius Caesaris, jam fidem convocato Reverendissimo Capitulo & Clero, & convocatis universis Civibus & Populi Ordinibus, iterum illis publicis & solempniter enunciavit easdem fidei adveniens, Caesaris Communionem, deinde per Dominum Imperialem Secretarium Kester alta & intelligibili voce publicavit fecit Articulis Pontificum inter & Caesarum Joannem Piuspotentissimos Illustrissimos, & Apostolicos Imperiales Respublicanos auctoritatem; praedictae publicavit Articuli inter Notario initiatum traditi fuisse per dñum D. Kester, ut effectum eos hinc inferendi, & fuit accedens sequenti.

Articuli publicati.

Primo, promitti à Summo Pontifice pro se, filijs quae Successoribus Romanis Pontificibus, Sedesque Apostolica, &c. evidenter nec ratione duntaxat, quod occasione Concilii, five ante, five post, aut etiam post apprehensam à Capitulis Caesaris quoque possessionem, Territorio Sedis Apostolicae, quaevis Subditi quocumque demum modo illata sollicitudine, neque ratione fructuum ex Concilio habentium perceptionem, ulla unquam tempore à Sacra Caes. Majestate, Serenissima, quae Domino Assistentia quicquid possit, neque etiam à Subditi & incolis Comensibus eo nomine ullis indemnitate aut reparandis sumis exactis, quin immo vi hujus Articuli omnes illas, atque ejusmodi praetensiones pro positae solutae perpetuo habendas esse.

Secundo, possessionem Concilii à Sacra Caes. Majestate eo demum Pado dimitti, ut ideo eandem Sedes Apostolica restitueret ut prius, his scilicet ut neque etiam sedis Apostolicae pro hanc restitutionem aliquid novi juris tribueret, neque Imperio vel Domini Austria quicquid juris subsumit esse censuerit, sed Sacra Caes. Majestas, & Imperii, Domusque Austria Jura omnia, tam respectu possessionis quam territorii, salva remanent, neminique ex hoc actus praedictum ullum irrogatum intelligatur, usque dum cognitum fuerit, ad quem Concilium pertinet.

Tertio, Conventio de Amicitia generali pro omnibus Subditi & incolis Comensibus, & specialiter pro illis, qui à tempore praedictae occupationis, vel etiam ante, suam erga Caesarem Majestatem & Imperium devotionem praestiterint assenti, vel Concilio Publicis, Civilibus, Oeconomis et Militibus Officiis fuisse, vel etiam ex causis five publicis, five privatis ad Aulam Caesaris usque Administris abeque fuerint.

Ac praedictae viget hujus Amicitiae praedictae Subditi & incolis Comensibus, nec quoad personas, nec quoad bona, statum, vel securitatem ex praememoratis, sive hujusmodi causis, quicquam molestiae sit impedimenti directe vel indirecte inferendum esse. Porro facta testis servat amicitia Jura, Privilegia, Immunitates & Prerogativas, quibus Subditi & incolis Comensales ante praedictam occupationem usi & potiti sunt, vel ut aut potiti debeant.

Itaque Piuspotentissimos Pontificis nomine Summi Pontificis & Camera Pontificis recepti & pro recepta ex tunc haberi vult restitutionem reali possessionis dictae Civitatis Comensalis, si utrumque Locorum occupationis & pertinetur, in eo in quo prius erant sine iuxta praesentis Conventionis modum & Articulis praesentibus, acceptat, eodem etiam nomine promittitur ea quae à Summo Pontifice praestanda in praesentis Articulis continentur.

Insuper Eminendissimus & Reverendissimus Dominus Cardinalis Alvarus Cisnegros, nomine quo supra, promittit pro pieno atque integro effectu dictae dimissionis & restitutionis, praedictae Caesari committit menses, intra tres Menses à die Ratificationis compromittitur, à dicta Civitate Comensalis, locumque occupati recedente, ac tam Militares quam civiles ejusqueque genera Officiales, juxta consuetudinem in hujusmodi evacuationibus modum, suppeditatis tamen Navigia, vel Carutas & jumenta pro locorum opportunitate necessarii ad reportanda Bellica & propria eorum mobilia, adeo ut integram liberamque Summo Pontifici sit praedictum suorum Militum inducere & collocare, iidemque possessionem libera, et prius, exerceant.

A sept: Entrée ex Ratificatione Tractus Pontificis-Caesaris super dimissione Concilii, Vnam 11. Decembris 1724.

Et

ANNO
1725.

Et de prædicta Lectura, publicatione & infertione ipse totus rogatus existi fecit etiam de Antecedentibus. Actis fecit ante adventum prædicti Illustrissimi & Reverendissimi Domini Camerarii Pontificis.
Ego J. G. Antonius Maria Aureggi, Filius quondam Domini Johannis Baptiste, Candidus Collegatus Medicorum &c.

XXXVI.

30. April. Pax inter CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem, Regemque Catholicum Hispanicum, Hungaricæ & Bohemæ ab uno, & PHILIPPUM V. Regem Catholicum Hispanicum & Indiarum ex altera parte, quo Tractatu Londinensi anni 1718. pro basi & fundamento hujus pacis, Reges Hispanicæ & Indiarum Regi PHILIPPO, Neapoli vero, Sicilia & omnes ceteræ Ditiones & Provincie, quæ vel quas Cesar ex Monarchia Hispanica in Italia & in Belgio esse possit, sine Sæcæ Cæsarea Majestati ceduntur. Ducatus Isturiæ, Parmæ & Placentiæ, si quando ex defunctis Sæcæ Mediolani totius unquam contingeret, Principi Secundo gentis Serenissime Hispanicarum Regine Fidei destinatur. Actum Viennæ 30. Aprilis 1725. Cum RENUNCIATIONIBUS ab utraque Parte solemniter interpositis, illa annorum CAROLI Cæsaris Viennæ 16. Septembris 1718. illaque PHILIPPI Regis in Monasterio Regio Sancti Laurentii 22. Julii 1720. data. Accedit DECLARATION prædicti Regis Hispanicarum Catholicæ, Imperatoris extraxit, in Puncto Juris Reverentissimi Regni Siciliae una cum Regis obsequio. Datum in Aranjuez 25. Maii 1725. Sequuntur LITTERÆ Plenipotentiarum & Ratificationum hinc inde extraxit. [Sur la Copie imprimée à Vienne chez Jean Pierre aux Glaces, Imprimeur de la Cour, avec Privilege in 4.]

In Nomine Sacræ-Sacillæ & Indivisæ Trinitatis. Amen.

Notum sit universis & singulis, quorum interest, ut quomodocumque interesse possit.

Postquam sub hæc Anno Millefimo Septingentesimo, quo Rex Hispanicus & Indiarum Catholicus CAROLUS Secundus, Inclita Memoria, hujusmodi est via decessit, erantque, dumtaxat Bellum super Successione in ejusdem Regni, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEONARDUM, Recessorem Imperatorem, Hungaricæ, Bohemicæ Regem, Archiducem Austriæ, &c. Vicefinitive recordationis ex una; & inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum PHILIPPUM V. Hispanicum & Indiarum Regem Catholicum, in assistentia Serenissimi & Potentissimi in Principi Domini LUDOVICI XIV. Galliarum Regis, ex altera parte extitit est, cui subinde Sacrum Romanum Imperium, Serenissimus quoque & Potentissimus Magnus Britannicæ Rex GUILLIELMUS, Episcopus in Regno Succedat Serenissimus & Potentissima Domina ANNA, Cæsariæ ac Præpositæ Senatus Generalis Fœderali Regni, Socii accesserunt: Pace vero Anno 1713. Tractati ad Rheim inter illos inter, Bellum, quod tunc inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum CAROLUM, Romanorum Imperatorem hujus Nominis Sextum, ac Imperium ex una, ac illustrissimum Galliarum Regem ex altera parte adhuc pendebat, per Intercessionem Anno 1714. Pacem hujusmodi quoque decessit; Tandem & illi Intercessionem, qui studiis inter Sæcæ Majestatem Cæsarem Catholicam, & Regem Hispanicum Catholicum PHILIPPUM V. adhuc favebant, per Accessionem ad Tractatum Londini die 1. Aug. 1718. initium, acceptationemque Conditionum utraque eorum, prout & Regi Sæculæ in eo propolitarum scilicet quoque Nominis te-

dei fuerant, certis Articulis inter eos adherentem consensuerunt ad particularem Congressum subinde in Urbe Cameracensi inditum remissis, sub Amici Mediationis Officiis Serenissimi & Potentissimi Regis Gallicarum LUDOVICI XV. ac Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannicæ GEORGIIS desinendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiarum ab omnibus Partibus eo missos sub prædicta Mediatione 1. trinitatis abhinc operante quidem, verum ob varia impedimenta, abique fructu expediatu aliorum sub, quod ipsum, cum & spei nulli felicitati in futurum foreturi afficeret, in causa erat, quod Serenissimus Hispanicus Rex Catholicus Consilium cepit, dicta adhuc controversia Pæcem cum Sæcæ Majestati Cæsariæ & Catholice in ipsa Urbe Viennensi per Ministros utraque ad id opus cum plena potestate motus amice desinendis: ad quod Sæcæ Majestatis Cæsariæ Catholice Cæsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudie & Pedemontium Principem, alicuius Sæcæ Majestatis Cæsariæ Catholice Consiliarium alicuius Intimum, Consiliis Austro-Bellici Præsidentem, isomque Locumtenentem Generalem, Sancti Romanæ Imperii Campi Marchionem, ac Eiusdem Sæculi per Italiam Vicarium Generalem, Aonri Velleri Equitem: nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Lovensium Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium Comitum à Sinterfort, Litterarum Baronem in Emilitona, Dominum Dynastiarum Gellii, Superioris Sclavie, Poritz, Sator, Miltitz, Leon, Zoon, & Droukau, Burgravium in Runk, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præsidentem in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarium Pæcentum in Austria ad Anatum, Aonri Velleri Equitem, Sacræ Cæsariæ Catholice Majestatis Camerarium, alicuius Consiliarium Intimum, ac Primum Aonri Cancellarium: ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Grandæcerum Thomam Sacri Romani Imperii Comitum de Strahsburg, in Schomberg & Wassenberg, Dominum Ditionum Eichenberg, Liechtenberg, Rottenegg, Fyrditz, Hain, Oberwalden, Scaudinberg, Bontendorf, Haxen, Aonri Velleri, Equitem, Sacræ Cæsariæ Catholice Majestatis Consiliarium totumque alicuius, Archiducem Austriae Superioris & Inferioris Marchionem Hæreditarium: Sæcæ Majestatis vero Regis Catholice Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Guillelmum Barocem de Ripperda, Dominum de Jesulem, Engelburg, Poelgein, Koudelene, & Ferwert, Judicem Hæreditarium de Hamilton & Campen, nominavit. Qui habitis inter & colloquiis tandem in sequentes Articulos, & Conditiones convenit, constitutis pella Plenipotentis.

ARTICULUS PRIMUS.

Pax sit Christiana, universalis, perpetua, veraque amicitia inter Sæcæ Cæsarem Catholicum Imperatorem, & inter Reges Hispanicarum Catholicarum Majestatem, utraque eorumdem Hæredes, & Successores, Regna Hæreditaria, eorum Subditos, & Provincias, cujæ ita sincerè ferveret, & coluit, ut utraque Pars alterius utilitatem, honorem, & commodum promoveret, damna vero, & injurias arceret.

11. Basi, & Fundamentum, Regula, ac Norma illius Pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die 1. Aug. 1713. propositusque in eo Pacis conditiones, & Sæcæ Majestatis Cæsariæ Catholice eidem ipse die, 3. Rege Catholico vero Madrid 30. Januarii, & die 17. Februarii Anno 1720. Hæc-Comitum approbate, & in vim Pædis perpetui mutuo acceptate, vigore quarum peritiss Rex ac repandus ea, qui contra Pacem hactenus de 7. Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutrilitatem per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia sublimis tenore fuerat, adhuc restant. Sæcæ Majestati Cæsariæ Inferiori & Regem Sæculæ in eo statu, quo ann tunc, cum illud occuparet: Revenitque Sæcæ Majestati Cæsariæ omnia jura, Præsentia, Rationes, & Actiones in dictum Regnum, ut in Sæcæ Majestatis Cæsariæ de illo eo de re sua plene liberare ac eum inquam, juxta quem Amore boni publici fecit, disposuerit.

III. Quomodoque unica, que extropina possit, nullo ad constituendum duxerunt in Europa æquilibrium in vita fecit, ut pro regis statuere, ad Reges Gallicæ & Hispanicæ, nullo æquum tempore in causam eandemque Peritiam, nec in eam eandemque, neminem concutere, utique possent, illaque due Monarchia perpe-

ANNO
1725.

ANNO
1715.

perpetuis futuris temporibus spargere remaneret, atque ad observandam hanc Regulam, tranquillitati publicæ adeo necessarium, si Principes, quibus Nativitatis prærogativa per se utroque Regno succedendi arbitrio poterat, uni & duobus pro se, totumque sua Posteritas forentur commiserunt, adeo ut illa utriusque Monarchiæ Separatim in Legem fundamentalem abierit in Comitibus Generalibus vulgo *Las Cortes*, Madri die 9. Mensis Novembris 1712. receptam, & per Tractatus Trajectensis die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Catholica Legi adeo necessarii & salutari ultimum complementum daret, atque omnem omnibus suspitionis causam acciperet, tranquillitatem publicam consistere vellet, acceptæ, & consensit in ea, que in Tractatu Trajectensi super Jure, & Ordine Successionis in Regna Franciæ, & Hispaniæ acta, sancta, & transacta fuerunt, reuocantque tam pro se, quam pro suis Hæreditibus, Descendentibus, & Successoribus Maribus & Feminis, omnibus Juribus, umbrisque in universum Fratribusque quibuscunque, nulli penitus exceptis, in quocunque Regno, Ditione, & Provinciâ Monarchiæ Hispanicæ, quæcum Rex Catholicus per Tractatus Trajectensium fuit Legitimus Possessor, prout jam solennes desuper Reuocationis actus in omni meliori forma expedit, eoque publicari, & in eadem loco congruo referri curavit, ac super his instrumentis solius Suae Majestatis Catholice, Paribusque Consociatis omnibus acta jam extraxit.

IV. In vim dictæ Reuocationis, quam Sua Majestas Catholica amice Universæ Europæ Securitatis, hæc quoque et ratione, scilicet, quod Dominus Dux Aulelensis, Jurebus, & Rationibus suis in Regnum Hispaniæ pro se & pro suis Descendentibus, sub ea conditione reuocantibus, ut Imperator, aut alius ejusdem Descendentem in dicto Regno succedere unquam possit, Sua Majestas Catholica agnovit Regem PHILIPPUM V. Legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, suæ potestati eundem, eoque Descendentes, Hæredes & Successores, Masculini & Feminini, prout fuit etiam in dictis Monarchiis Hispanicæ in Europa, in India, & aliis, quæcumque possit ipsi per Tractatus Trajectenses affectu fuit, necesse est in dicta possessione directæ vel indirectæ turbare unquam, aut ullam Jura in dicta Regna, & Provincias sibi sumere.

V. Pro Reuocatione, atque Agnitione à Sua Majestate Catholica in præcedentibus doctus Aristoteli facta, Rex Catholicus vicissim reuocavit, tam sibi, quam Successoribus, Descendentibus, & Successoribus Maribus & Feminis, omnibus, & Successoribus, Hæreditibus, & Descendentibus Masculini & Feminini, cuncta Jura, ac rationes quocunque, nulli penitus exceptis, in omnia & singulos Reges, Provincias & Ditiones, quæ vel quas Sua Majestas Catholica in Italia, vel in Belgio adhuc possidet, eoque vigore Tractatus Londinensis obviavit, abdicantes se universis omnibus Juribus, Regnis, & Provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hispanicam fore in Belgio, sive in Italia pertinebant, quæ inter Marchionatus Flandriæ à Sua Majestate Catholica Republicæ Generali Anno 1713 cessis, directæ quoque correspondentes intelligitur, super quo solennes Reuocationis actus in omni meliori forma jam expedit, eoque publicari, & loco congruo in acta referri acta curavit, ac super his instrumentis consensit Suae Majestatis Catholice, & Paribus consociatis omnibus extraxit. Sua Majestas Catholica tenetur pueri Juri reverentiam ad Coronam Hispanicæ sibi super Regno Sicilia relictam, omnibusque aliis actibus, & præstationibus, quæcumque præterit Suae Majestatem Catholicam, ejus Hæredes, & Successores, directæ, vel indirectæ tam in prædictis Regnis, & Provinciis, quæ in cunctis aliis Ditionibus, quæ adhuc in Belgio, & Italia, vel ubiqueque alibi possidet, turbare possit.

VI. Sua Majestas Catholica in contemplationem Sententiarum Hispanicarum Regniæ consensit jam sub reforescente Imperii confusione, quæ subinde oborto item consensit, ut, si quando Ducatus Hæreticus, prout & Ducatus Parmae & Placentiæ, cæcis agnis à Patribus consociatis omnibus in Tractatu Londinensi Indubitanter Impetit Fœdus Maritimum, et deficientia Sædis Masculini vacare imperantur & Imperio spectari coningerent, in illis Filiis patris Regni Primogenitus, & quique Descendentes Masculini ex Legitimo Matrimonio nati: si quoque deficientibus, secundo-aliisque Possessionibus ejusdem Regni Filiis patris cum eorum Posteris

TOM. VIII. PART. II.

ANNO
1715.

Maritima ex Legitimo Matrimonio natis Jure peripeto Primogenitum juxta Leges, ac consuetudines Impetit Fœdatis in dictis Ducatibus, ac Terris ac eorum in Hæreticis pertinentibus faceret. In eorum rei futurumque sua Hæretica Catholica prædicta Principibus promissa Locum Expediendi Eventum in Invicemque concordantes illis solto aditum expedit, Regique Catholicæ tradidit carere: Id tamen extra ultimum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictis Ducatus in prædictis obstant, sibi quoque illorum per omnia quieti possessione.

Facit tamen Oppidum Libani in perpetuum esse, & deinceps permittit fore Portum Libanum, eo modo, quo ante est.

Adpromittit insuper, obligatque fidei Rex Catholicus, quod Oppidum Portus Longi cum eam ea pace insula sita, quam in ea tenet, prædicto Principi, suo & Regni Filio cedet, traderet, quamprimum ille tempore & ordine debito, ad adulescenti Hieronymo Ducatus possessionem perveniat.

Abdicatque à se, sibi quoque Successoribus Hispanicarum Regibus facultatem omnem, ac prædictis Ducatibus quicquam sibi ullo modo, ac ratione, aut usum possidendi: quia nec Tartari Principi, cui illi Ducatus obvenit, fascipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispanicarum sponte, boni fidei se religiose observaturum, quæ in Jure Londinensi de nouo introducenda in dictis Ducatibus, viventes materiam eorum Possessoribus, prout jam conductio illius acta fuit, in eum, ut si quando casus occurreret unus vel alterius Ducatus eorum, Princeps Justus Don Carlos fratrium Literarum Investigare Eventualia ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII. Sua Majestas Catholica reuocavit pro se, sibi quoque in Regno Successoribus, & Hæreditibus, Posteris item suis utriusque Sædis in perpetuum Juri reverentiam Regni Sicilia ad Coronam Hispanicam, in Indivisiorem Cessionem de Jo. Jo. Anni 1713. erga Regem Sardiniam hæc reforescente, Libera-vit, ut si quando casus occurreret super conflictu Suae Majestatis Catholice cum suo Imperio Ratificationis illius Tractatus boni fidei extraxit sibi tamen Reverentibus Jure in Italiam & Regnum Sardiniam juxta Art. II. Conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniam ibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus sponte, mature quoque se obstringunt ad Defensionem, sive Guarnitionem respectuam omnium Regnorum, & Provinciarum, quæ vel quas adhuc possident, aut possint, quocunque possit ad illos vigere Tractatus Londinensis per hoc Facti Instrumens confirmata jam pervenit.

IX. Ut utriusque perpetuo obli-vio, Amicitia, & generalis abolitio omnium eorum, quæ ab initio illis moti verbis, scriptis vel actibus ab utroque dubitatis etiam vel palli, directæ seu indirectæ, gentis, aut potius fuerant: Gens utroque illi generalis Amicitia, & Abolitionis omnes & singuli utriusque Subditi utroqueque Sædis, Dignitatis, Gradus, Conditionis, aut Sædis sit, tam Ecclesiastici, quam Militares, Politiæ, & Civiles, qui durante Bello Paries unius aut alterius Principis locuti sunt, vigore ejusque universis & singulis permittitur, & licetum sit, recipere plenariam Possessionem, & usufructum iurum Bonorum, Jucum, Privilegiarum, Honorum, Dignitatum, & Immunitatum, sique utentur, fruanturque acq. ibi se sit sub initium ultimi Belli, vel quo tempore aut altere Partis subirent corporis, gravit, & fuit fuerunt, non obstantibus Consecrationibus, Arrestis & Sententiis sub Bello factis, factis, aut publicatis, quæ pro nullis, & eorum non factis habeantur. Insuper virtute ejusdem Amicitia, & Abolitionis omnes & singuli Subditi, qui aram alteramque Partem fecerit fecit, sit, iterumque alio, Patriam suam retere, doneque suis uti, frui, placet se si Belligerum nullum interveniat, dedit eis omnimodis facultate, dicta bona sua sive per se, si si præfines sit, sive per Procuratores, si alio in Patria morantur, administrandi, eoque vendendi, aut de illis quocunque alio modo pro libito suo disponendi, ad eum omnimodum modum, quo ante captum Bellum de illis dispoere valeret: Dignitates quoque Subditi durante Bello illis inde collatas sine pariter deinceps iterum permenno, manereque apponatur.

X. Ad complandam eam, quæ ratione Theologicam adhuc motu fuit, controversia, placuit, ut Sæcra Catholica Majestas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & Sæcra Regia Catholica Majestas Hispanicarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. Ti-

O 2

IULIA

ANNO
1725.

talibus utroque affirmant inoponitur vbi utroqueque eorum dante utatur; Hactenus verò, & eorum Succedentium Traditio, duntaxat eorum Regnum, & Provinciarum, in quorum Possessione sunt, affirmant, aliis verbis silentes.

XI. Dux Parma conservetur, & maneat in Possessione omnium suorum Succorum, Jurium, & Actionum eo modo, quo tempore Signaturæ Traditæ Quadruplici Fœderis fuit; Quæ verò cum finitibus Sui Majestatis Cæsarem Provincias subterfuerit contravenire, et per Arbitros ad quaque Parte eligendis amittitur decidatur.

XII. Sui Majestatis Cæsares adpromittit, ordinem Succedendi in Regno Hispaniæ receptum, atque per Traditum Transjacobinam, per Reunitiones item vi Quadruplici Fœderis subsistentis, nec non per prædictum Pacti Instrumentum confirmatum, totum se, Guarantiamque desuper præstare, & quodvis opus, manutene- re vellet; vicissim Rex Hispaniæ iuræ, & garantiamque quoscunque possidet, cum Succedendi ordine, quem Sui Majestatis Cæsares ad mentem Majorum suorum in Serenissima sua Domus ex Padia eisdem antequam, in forma Perpetui, indissolubili, et Interpugnabili Fœderis Commisit Primogenituræ affectu pro universis Sui Majestatis utroque Sexu Hereditibus, & Successoribus universorum Regnorum, Archiducatum, Ducatum, Principatum, Provinciarum, ac Ducatum, et Serenissimam Domum Austriacam jure Hereditario spectantem, committit omnium vero sinceris, ac gravis, futurisque animo servat, atque in vim Legis, Sanctionisque Prærogative perpetuo vulture in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super Debitis, Serenissimum Infantum MARIE, & MARGARITÆ, Romanorum Imperatricis, ita conventum est, ut constituta pro illis Hypotheca, Urbes videlicet, Oppida, & Terræ, ex quibus fructus, sui usque antequam pro ratione Seels stipulantes percipienterent, restituerent, vel loco illarum Ducatum, & Hypothecæ fides ipsi in eae parato simul pro semper anni cum fructibus iam antè obitum Regis CAROLI II. quim post acceptum Traditum Londinensem et illi perceptis Sui Majestatis Cæsares perfolverent.

XIV. Super Debitis hinc inde contrahitis ita conventi, ut quemadmodum Sui Majestatis Cæsares Catholica Debita in Castellani à se, vel eius Nomine contraxerant, exolverent, & quæ adhuc liquidæ erant, persolvenda in se recipere, ita quoque Debita à Ministris Serenissimi Hispaniarum Regis PHILIPPI V. nomine Sui Majestatis in Belgio, Mediolani, Neapoli, & in Sicilia contraxita, Sui Majestatis Regia exolveret, vel Creditores contentos redderet. Item in finem Commisissarii ad separandis, liquidandisque dicta Debita iurâ bimestre à subsidij Pace ab utroque Parte constituerent.

XV. Cùm etiam super Restitutione Palatiorum Romanæ, Vindobæ, & Hagæ-Comitis eisdemque variè adsum fuit, tandem fides in ista transactum fuit, ut Palatium Hagæ-Comitis extens cum Vindobensi compensaretur. Pro Palatio Romano verò Rex Catholicus Imperatori dimissionem ejusdem pretium, seu valorem exsolvet.

XVI. Sub hoc presenti Pacti Traditæ compendendum illi, qui iurâ uniuius anni spatum ab una, alteraque Parte et communis consensu nominabatur.

XVII. Pacem hoc modo conclusam promittunt Commisissarii Cæsares, & Regis Legatus, Plenipotentiarum ab Imperatore, & Rege Catholico, ad formam hic motu placitum exhibebant, & Ratificationem Instrumenta iurâ bimestre spatum, aut citius si fieri possit, hic recipere committuntur.

XVIII. Porro cùm Reunitiones hinc inde factæ, de quibus supra frequentius mentione facta est, pacem illius Traditæ inter causas præcipuas, Imperiumque efficiant, quantumvis est, utpote in solenni forma utroqueque attributa piecum robore, vigoremque suum jamjam obtinent, amorem aut majoris confirmationis gratiâ istis Traditum suedere placuit.

NOS CAROLUS Sextus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, Ræ, Archidux Austriae, Dux Burgundiæ, Brabantie, Mediolani, Mantuæ, Syrie, Carinthiæ, Caroliæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldiæ, ac Superioris et Inferioris Silesiæ et

ANNO 1725.

Holstebergæ, Principis Sardinie, Marchis Sacri Romani Imperij Burgundiæ, Altoniæ, Superioris et Inferioris Lothariæ, Comitibus Hassbergi, Flandriæ, Tyrolis, Forstbergi, Kyburgi, Goritiæ, et Namurci, Landgraviis Hassiæ, Domini Marchie Slavoniæ, Perti Namici et Salinarum, etc. etc. Nossem faciemus amicitias præstentibus et fœderis. Pothquam post immatura fata Serenissimi olim et Potentissimi Principis CAROLI II. Hispaniarum et Indiarum Regis esset, mem. et casum Sui Majestatis in sua Regniæ auctoritate, duntaxatque illam utramque sit, quod antequam per Europam per, sed quæ afflicti, neque compendioso fuisse, et per Traditum et Aliam, & Badoque Helvetiarum celebrari fuisse Convocatam, ad id integrum fuisset, quæ rebus in Italia bellum erupit, Divina bonitate factum esse, ut tollant amicitia consilio, etiam maxime dubitaret, ac dimissa, de Secunda Mensis Augusti hujus Anni 1718. Locum Nisi inter, et Serenissimum ac Potentissimum Gallie Regem LUDOVICUM XV. fuit Tertia Serenissimi Principis PHILIPPI II. Ducis Aversaniensis, Regis Gallie pro tempore Regentis agerent; nec non Serenissimum ac Potentissimum Magnæ Britanniae Regem GEORGIVM, Ducem Brabantie Luxemburgi, Sacri Romani Imperii Electorem, ceteri Pacificationis, Federacionis Arcibus conclusæ, Agitationis fuerit, in amicitia collaudant, qui alius Pax inter Principes, quibus ea jam cessant, magis semperque magis formetur, tunc est veri qui ad idem diffident, quantumvis reuocatur, ac repositum, atque ad id hoc tantum Pacti beneficium, salutis et moris similitudinis, antequam Europa communi tandem cedat, ad offensionem vix tam salutarum scriptum hand alia certior sui vix sit, quæ per ipsos hunc Traditum ad mentem, et utrumque præcedentem separacionem prædictam Contrarium Gallie, et Hispaniæ, itidem separacionem prædictam Hispaniarum et Indiarum à Sardinia, qui non præstent, et ad Traditum præstare debent, deinde immutabili Leges sui iuris inter Europam immixta est stabilit, atque ut fuit inter Europam Principes variis exemplis, quæque commutatione anni plurimum Contrarium in eam idemque Caput ac Lineam avorteret, providere, atque communi et emolumento Nobis, ac in Principibus, qui ipsi Pacificationis, Federacionis Sacri fuit, ut in eadem accideret, afferre, prout latius in dicto Convocationis Articulis continetur.

Cùm verò istum Traditum partem constituit Reunitione in Regni Hispaniarum, et Indiarum à Nobis favenda. Quod Nos et infimum Nobis Pacti finem, atque in solenne, transjacobinamque publicum conventum omni anni ratione potenterem, nunc unum à Nobis fuisse suspitionis casum contrarium, iuriam Negligentiam in dicta Hispaniarum ac Indiarum Regno videtur decreverimus, dictam Traditum Londini per Plenipotentiarum Nostros iuristis mandaverimus; fuisse statum Europæ Indiarumque, impendunturque in Populi, et Nationibus, et vix amicum Principum edocemus, fragram commiserunt, communi quoque in, quæ in prædicta Traditum continetur, emolumentis, in hunc Regnum Hispaniarum et Indiarum regnum, et adhibentem decrevimus, præstent, quod per illam ex quoque Reunitione, quoniam Serenissimum et Potentissimum Princeps PHILIPPUS QUINTUS Hispaniarum et Indiarum Rex in Regnum et Contrarium Gallie pro se, seuque Poltrici sui 5. Novembris Anni 1712. in favorem Serenissimi Duci Aversaniensis fuit, atque in Hispaniâ in legem dicit, nosterque in conditione iurata est, prout iam viximus, et istum fuisse, peritorem pro eam illi Reunitionem, quæ Serenissimus Dux Aversaniensis 24. Die Mensis Novembris Anni 1712. Marit, et præstare Serenissimus Dux Aversaniensis die 19. ejusdem Mensis die Anni Porfirii fecerunt, et per Traditum 18. die Mensis Aprilis Anni 1713. confirmata fuisse, continetur, atque add prædicta et immutabili sui Legi statum, sanctumque permutat, quod ante aliquam tempore Marchia Gallie, et Hispaniæ, in eam eandemque Reunitionem, nec in eam condempnare Lineam condicere videtur.

Ita igitur tantis rationum momentis induti, non optatissimum Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in sine ista Reunitione consistere cessat, duntaxat reuocamus, animi deliberati ne maturo consilio, vigile præsentem cedimus, adhibemus, et reuocamus pro Nobis, Hereditibus, Descendentibus, et Successoribus nostris Maribus et Pomeriis, amicos Rationibus, iuribus, Actionibus, et Præstationibus, quæ Nobis in Regni Hispaniarum et Indiarum, Ducemque Contrarium Hispaniarum et Indiarum Regi concessit, compendat, aut compendare possint, idque ante per Negligentiam in medi-

[illegible][illegible]

MR. CAROLUS

Præfatus factæ Cellissimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Transilvaniae, Comes de Falcenstein, Liber Baro in Speeschen- & Schottenstein, Dominus in Martins, Kraylowitz, Tschelchitz, Krayfadon, Hammerstein, Geblos, Zahraditz, Neufchitz, & Bohomo-Rudowitz, Goldegg, Pilsbarg, Priesing, & Opitz Agrippach ad Dnauum, Praefectus Aulæ Haereditariae Inferioris Austriae, & Haereditarius

Marchallus Cornutus Tyrolensis, Eques Aurei Vel-
letis, & Sacre Cæsareæ Regniq[ue] Catholicæ Majestatis
Consiliarius Intimus Aulicus. ANNO 1725.

Excellentes Viri, & Illustrissimi Domini Philippus
Leopoldus Sacri Romani Imperatoris Hereditarius Thesaurarius
Comites a Sittenberg, Libero in Engelfeld,
Domini in Giffel, Superius Sclavia, &c. Bur-
gravii in Rhenus, Supremi Hereditarii Scutarii,
ac Praefecti Superiori & Inferiori Aulæ, Hereditarii
Incensarii in Austria ad Anaxim, etiam Veneris
Eques, Sacrae Caesareae Reipublicae Catholicae Majestatis
Camerarii, Aulicis Consiliariis Intimus, & Aulæ
Caesareae Capellani.

Excellentissimi & Illustrissimi Domini Gundacarus Thurnus, Sac. Rom. Imperii Comes de Seuthenberg in Schaumburg & Wäzenberg, Dominus Dionisii Eichelberg, Liechtenburg, Rottemberg, Freyflatz, Haas, Ober-Wallfise, Seuthenberg, Borsendorf, & Hartmann, acuti Vellerii Eques, Sac. Caf. Regniæ Catholicæ Majestatis Conſiliaris Incumbens Abſoluti, &c. Archiducatus Austria Superioris & Inferioris Marchionatus Hæreditarios.

Reverendissimos Don Francisco Antonio Folch, de Cardona, Archi-Episcopos Valentinos, Conditores actualis Studii Sacrae Cathedrae Regiae Catholicae Majestatis, et Supremi Hispaniarum Consilii Praefes. Excellentissimos item et Illusterrimos Dominos Rodericus Comes Sotillo, Sacrae Cathedrae Regiae Catholicae Majestatis Secretis, Supremaeque Hispaniarum Consilii Conditores.

Et quia Ego infraſcriptus Sacra Caſarea Regiaque Catholica Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Senatus & Reſcribendarum, authoritate Caſarea atque Archiepiſcopali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hac ſeri Profeſſus ſolvivi, & viſi: Ideo in eſdem veritatibus nomen meum ſubſcripi, & Signum meum aſſociari. Anno & die ut ſupra,

(L.S.) JOHANNES GEORGIUS BUOL
S. R. L. E.

[illegible]

ANNO
1715.

Tutor Plenipotentiarius Hispanicarum.

DON FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de León, de Aragón, de las dos Sicilias, de Jerusalén, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaén, de los Algezires, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Occidental, Archiducado de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Alsberg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viterbo, y de Molina, &c. Por quanto, deseando dar á mis Pueblos y Vasallos el consuelo, y alivio de una Paz universal, he solicitado por medio del Congreso de Cambray, breviar particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, y habiendo manifestado la expectación de estos últimos quatro años, quanto se dilata el logro de esta importante, que siempre mas procuro, para mi mayor satisfacción, valiendome de todos los medios posibles, y queriendo usar de aquel de cónsular á la Corte de Viena, reservada y fortificada, una Persona de cuera Confianza, que haga noticias al Emperador mis buenos deseos, y auxilio de establecer la mas segura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Magestad Imperial, y la mas estrecha amistad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy conforme á toda consideración. Por las circunstancias, y satisfacción que tengo de ver Don Juan Guillermo Barón de Kispedia, Señor de Jemina, Engelenburg, Voitzgerl, Koudelken, y Farwert, Juva Hecutorio de Humilitant, y de Campen, he resuelto elegirlo, y nombrearlo (como en virtud de la presente os nombro) para que con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, pudiese al referido importante fin, y al de hacer otros convenientes Tratados á la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y autoridad, como es necesario, y conviene, para que por mí, y en mi Nombre, y representando mi propia Persona, podáis proponer, ofrecer, oír, consentir, aceptar, y capitular con el expresado muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, ó el Miñistro, ó Personas que nombrare, y os dispusiere para este efecto, todo lo que juzgareis preciso, y conveniente al referido importante fin, al de mi servicio, al bien de mis Reynos, y mayor seguridad, y permanencia de la Paz, que desio, de la union, buena correspondencia, y amistad que solicito establecer entre ellos, y los de el Emperador: Y porque en orden á esto podáis hacer todo aquello que yo haré, y hacer podáis, aunque sin de tal calidad que requiriere otro mas especial Poder, y comisión, y obligarme á mí al cumplimiento de ello. Por tanto decido, y doy mi fee, y paises Reales, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el expresado Don Juan Guillermo Barón de Kispedia, con el referido Emperador de Alemania, ó el Miñistro, ó Personas que nombrare, desde ahora para entonces, lo confiamo, y apruebo, y lo tengo, y tendré por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyereis, y me obligo á ellas y paises por ello, como cosa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Autoridad Real, y lo cumplire, puntual y estrictamente: Y así mismo me obligo á que dentro de el termino, que se señalare, segun le estuviere aprobado, y notificado en especial forma, con las feueras, juramentos, y requisitos necesarios, y acostumbrados, todo lo que en virtud de este Poder lo concluyere, y alencare, general y individualmente, porque sea valido, y elisibiendo, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de esto mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el Sello secreto, y referendada de mi illustissimo Secretario de Estado, y de el Despacho. Dada en Madrid á veinte y dos de Noviembre, de Mil setecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

LUGAR DEL SELLO.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDATH.

Ratificatio Sux Sacre Cesarea Catholice Majestatis.

ANNO
1715.

NOS CAROLUS Sextus Divini favore Clementiæ, et Elektor Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, archiducis Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, que Rex, Archidux Austria, Dux Burgundiæ, Brabantis, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnoliæ, Limburgi, Luxemburgi, Gelæciæ, ac Superioris & Inferioris Sileciæ, & Wirtembergi, Princeps Sacræ, Marchio Sacri Romani Imperii Bavoriæ, Mosaviæ, Superioris & Inferioris Lusatia, Comes Holsbergi, Flandriæ, Tyrolis, Ferraris, Duxatus Marchie Slavoniæ, Portus Naponi & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut interesse quomodolibet possit. Postquam Pace Universalis per Conditiones in Trattatu Londinensi die 1. Julii. Anno 1713. in Principibus, quot inter tantum Bellum adhuc perduravit, propolitis, & ab his successivè acceptatis in Orbem Christianum revocatis, libelli controversiarum Articuli, qui Nos Inter & Serenissimum Potentissimumque Principem PHILIPPUM V. Hispaniarum ac Indiarum Regem Catholicum particulariter adhaere pendebant, in Congressu Commercii sub Mediatione Serenissimorum Potentissimorumque Principum LEONOVICI XV. Galliarum: & GEORGII I. Magnæ Britannia Regum duo fecerit tractati, authenticè modisâque Regis Catholicæ, hic Vienne per Legatos Extraordinarios ad id cum plenâ Potestate utriusque intrados die 30. Aprilis infra scripti Anno per Conventionem particularem invariabiliter tamadi, atque in sequentes conditiones conclusi ac signati fuerint.

Iste Lexi inferius suis Trattatu Pacis.

Quod Nos hinc omnia & singula à prefatis Nostris Ministris acta, conclusa & signata, utpotè voluntati mandumque Nostrum costans, prebuiti mariti diligenter consideratione et certa Nostra scientia approbavimus & ratificaverimus, prout hinc in approbationis, ratificationis, & confirmacionis, atque & firma esse & hoc virtute presentium declaramus, verborumque Cesarea Regio atque Archiducatu pro Nobis, Notitia Successoribus, & Hæredibus promissimus & juramus sapienter descriptis Articulis, & quicquid in hac Pace particulari Conventione continetur, firmare, condonare & inviolabiliter servaturos, neque ut ab ullo ex parte Nostra in contraveniant, nequam esse passuros. In quorum omnium testimonium & fidem Signatum Nostrum Cesarem Regem atque Archiducem hinc Diplomati nostro Nostris sub scriptis appendi fecimus. Datum ex Arce Nostra Lovensburgi die XVI. Mensis Junii Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto: Regnorum Nostrorum Romanæ decimo quinto: Hispaniarum vigesimo secundo: Hungariæ undecimo & Bohemiæ decimo quinto.

CAROLUS.

JOAN. FRID. COM. & SEILER.

Ad Mand. Sac. Cæs. & Cæs.
Majestatis præsens.

JOAN. GEORGIUS BUOL, S. R. L. Eq.

Ratificatio Sux Majestatis Regis
Catholice.

PHILIPPUS, Dei gratia, Castellæ, Legionis, Arragoniæ, aragone Siciliæ, Hierusalymarum, Navarra, Granate, Tolis, Valentis, Gallicie, Almerie, Hispaniæ, Sardinie, Corsicæ, Cericiæ, Martis, Gironæ, Almeriæ, Algezires, Gibraltari, Inferiorum Comarum, Indiarum Orientalem, & Occidentalem, Insularum, & Continentis Maris Oceani, Rex, Archidux Austria, Dux Burgundiæ, Brabantis, & Mediolani, Comes Holsbergi, Flandriæ, Tyrolis, & Bavarum, Ducatus Bugeie & Nivernis, &c. Quodquidem in Libris Preamissi Trattatu Pacis, & Amicitie à Miñistro

ANNO

1715.

*Nostre apud Cæsarem Majestatem Legatos Extremos
et Plenipotentes, et alios Cæsares Majestatis
Ambrosii Plenipotentes, cunctos, cunctosque
inscriptos facit, eorum tenor ad eadem Legatos infir-
mitur, et ad sequens, ut de Verbo ad Verbum.*

Hic loci fore inferius Testatus Pacis.

*Nos vero tam sanctum inter Nos et Serenissimum et
Potentissimum Imperatorem Patris et Amicitie Conven-
tione confirmatam, predictaque amicitia et fidei in
prædictis Capitulis, sunt per dictos Oratores Legatos
Extremos et Plenipotentes utriusque Partis,
convenit, iuxta, transacta, promissa et firmata sunt, vo-
lunt et maxime Nos Regis Anterioris agere in-
punctis, et omnia et singula, prout superius scripta Litteris
contenta, prefatusque inter Nos et ipsos Imperatorem
et plenipotentes, de Nosque serie sumus,
et volumus plenissime, utraque et de
liberatione pro Nos, Successoribus Nosris, hinc Regem
Nosrum Heredem natum, vel natiurum, Regis
et Terræ, Subditis, Civitatibus, Dominis et Adheren-
tibus Nosris, et omnibus aliis, quorum interest aut inter-
esse poterit, prout et generalitatem superius inserta sunt,
sanctamque, ratamque, approbatam, acceptamque, ac de
voto, quatenus eas et, per prefatos facimus et
promittimus, eque tenam prout de verbo ad verbum præ-
fata memini, et ad prefatos veritates Fides, et
Nostre, et prefate Cæsares Catholice Majestatis Oratores
Extremos et Plenipotentes promissa, et
inscriptos facimus semper et omni tempore subditi et
civiles, manentem et manentem, et invariabilem de
pactis in pactum obferre et obferri facere, neque
magis per Nos vel alium seu alios, pacti et vel acce-
dit, decessit aut decessit aut alio quocunque, aliquid re-
tineat, cuncta vel nullum contra faciat aut venire pollice-
mur, promittimus, et peramus, et solamque expre-
ssamque et facimus Sacramentum in verbo et fide Regis
et si alio alio in futurum omnia et præfata, vel
eorum singula immutem, aut Pallium dimutem, seu
Conventum, quomodocunque fit aut esse possit, tenore
agere aut potuerit, in prefatis antea et invari-
derantibus, prout sunt, contrariumque immutem,
aut dimutem faciat, et aliquid contra immutem et
præfatumque regitatur faciat, pro quibus omnibus
et eorum singulis, semper et invariabiliter tenemur et
adimplendi obtemperamus, obtemperamus, et Successoribus
Regis et Bona Nosra et Heredem Nosrum curamus
etque, et ad amplius sumamus et ratum hujus
obligatum et approbatum authenticum, omnibus et
singulis legibus, moribus, ceterisque universis ipsi contra-
velli remittimus. In quibus omnibus fides, fides,
et summum prefatos Nosras Ratificationem et At-
testationem Litteris expressis mandamus; nam Nosras
inscriptas, Signillis Nosris Secretis oppositis rubricatis,
et insignibus Secretarii Nosri Signis et universis
Expressionibus, sigillis, del Despacho, dictis, referendatis.
Datum in Regia Nosra, Avinionis munitate, die vige-
simæ quintæ Mæi, Anno millesimo septingentesimo viginti
quinto.*

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOHANNES AD ORENDATH.

XXXVII.

32. Anil. Fides inter Sacram Cæsarem et Catholicam Ma-
jestatem CAROLUM VI. Romanorum Impera-
torem, et Sacram Catholicam Majestatem
PHILIPPUM V. Regem Hispaniarum, ad mutuam
Defensionem et Guarantiam eorum respec-
tively Regnum et Statum, nec non Subditum
Navigationem, tam citra quam ultra Lineam
Aquam Fluvium die 30. Aprilis 1715. [Titre de la
Chancellerie Imperiale de la Cour de Vien-
ne.]

In Nomine Sanctissime et Individue Trinitatis.

Nossem et Universis. Quamvis sancta Amicitia
inter Serenissimum et Potentissimum Principem
et Dominum Dominum CAROLUM hujus Nominis Sextum.

TOM. VIII. PART. II.

ANNO 1715.
tum, Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac
Germaniae, Hispaniarum, ceterisque Sicilia, Hungariae,
Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Regem,
Archiducem Austriae, Ducem, Bergandiae, Brabantiae,
Mediolani, Mantuae, Syriae, Carinthiae, Carniolae,
Limburgi, Lotharingi, Geldriae ac Superioris et Inferio-
ris Siciliae et Württembergi, Principem Suevo-
marionum Sac. Rom. Imperii Burgundiae, Moraviae,
Saxoniae et Inferioris Lothariae, Comitem Hassoniæ,
Flandriae, Tyrosi, Fregisii, Kyburgi, Goritiae et Ni-
merci, Landgravium Alsatie, Domum nam Marchiae
Slavonicae, Pontis Natisii et Silesiarum Sac. R. et.
Nec non Serenissimum et Potentissimum Principem ac Do-
minum Dominum PHILIPPUM hujus Nominis Quintum,
Regem Galliae, Legionis, Aragoniae, utriusque Siciliae,
Hercules, Navarrae, Graeciae, Toletae, Valentiae,
Galliciae, Majoricae, Hispaniae, Sardiniae, Corsicae,
Cordubae, Murciae, Gironae, Algarbiae, Algarbiae, Gib-
raltae, Canariarum, Indiarum, Orientalem et Occi-
dentalem, Insularum et Consensuum Maris, Occi-
dentalium, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiae, Braban-
tiae et Mediolani, Comitem Hassoniæ, Flandriae, Ty-
rolis et Barchinonae, Dominum Hiçiae et Molis et.
et. per Accessionem ad Tractatum Londinensem et
Sed Majestatis Madridi 30. Januarii et 17. Februarii
1710. Hiçiae Comitibus fidem habita, et per fidem
Pacti Tractatum hunc Vicius die 30. Mensis Aprilis
anno infra notato confirmatum et subscritum magis adhuc
confirmatum, firmatumque fuit, ad Ringendum nihilominus
et testis hunc per bono Christiani Oris nam
pactum Concordiam neminem, per utriusque eorum Mi-
nistros respective Commissarios, Legatos Extraordinarios
et Plenipotentes, videlicet per parte Sac. Ma-
jestatis Cæsares Catholice Celsissimum Principem ac
Dominum Eugenium Sabaudiae et Pedemontium Prin-
cipem, aliorum Sac. Majestatis Cæsares Catholice
Consilium Aduersum legem, Consilium Amico-Belli
Peritidem, sumque Locumtenentem Generalem,
Secreti Romani Imperii Campi Martialis ac Epus-
dem Sineum per Illiam Virum Generalem, Auct
Veneris Episcopi: nec non Illustrissimum et Excel-
lentissimum Dominum Philippum Ludovicum Sac. Rom.
Imperii Theobaldum Hereditarium Comitem à Sonnen-
delf, Liberum Baronem in Erthalen, Dominum
Dyulheimen Größ, Superioris beloum, Pultis, Sabot;
Münz, Loos, Zuo et Droick, Burgavium in
Reichst Supremum Hereditarium Scutellum ac Præ-
fatum in Superiori et Inferiori Austria, Hereditarium
Pincem in Austria ad Ansum, Auct Veneris Equitem,
Sacra Cæsares Catholice Majestatis Camerarium
Actualem Consiliarium Intimum, ac Primum Aule
Cancellarium: ac Illustrissimum et Excellentissimum
Dominum Gundericum Thomaum Sac. Rom. Imperii
Cornem de Stadenberg, in Scheunberg et Wachen-
berg, Dominum Ducem Elcheberg, Liechtenberg,
Rottenberg, Freilath, Haas, Oberwallfisch, Seuffen-
berg, Borendorf, Herten, Auct Veneris Equitem,
Sacra Cæsares Catholice Majestatis Consilium Inti-
mum actualem, Archiducem Austriae Superioris et
Inferioris Austriae Hereditarium: Et per parte
Sac. Majestatis Regis Catholice per Illustrissimum et
Excellentissimum Dominum Joannem Guilielmum Baro-
nem de Kipperd, Dominum de Jernema, Engelen-
burgh, Poiegeß, Roudetene, et Fernert, Judicem
Hereditarium de Hamelburg et Campen, in præfata
pecuniaria Amicitia Fides jam sequentes Articulus
convenit, commutatis prius Plenipotentiis.

I. Sit manenteque Sacra Majestatis Cæsares Catho-
licam inter et Sacra Majestatem Regem Catholicam
solida sincereque Amicitia, eque utriusque ita colatur
ut omni obsequio commoda sua sua promoveat, damna
vero avertat.

II. Cum vero per Ministrum Serenissimi Hispaniarum
Regis expositum fuerit, Restrictionem Gibraltarum
cum Porto suo per Regem Magnae Britanniae promissum
fuisse, et Regem Hispaniae insillere, et Gibraltarum cum
Porto suo et Insula Minorum cum Porto suo Majorum
Majestati Sua Regis Catholice restituere, ex Parte
Sacra Cæsares Catholiceque Majestatis bene declar-
are hunc Restrictionem, et amicitiam bene, fide non opposi-
torem, et ubi utile videbitur, omnia bona Officia, et
Partes id desiderant, eum mediator adhibendum esse.

III. Ad concessandam magis sinceram Amicitiam
Serenissimum Hispaniarum Rex Philippus V. promittit
et sponte, Natis Sacra Cæsares Catholiceque Ma-
jestatis, et eius Subditorum totum, fidei eoque ingre-
ssum daturum in omnia sua Potesta in Consequens.

pau

ANNO 1725. *pania fides coqueantur Nationis Imperatori subiecta sint, ut et quantum internum non solum in illis, sed etiam in amicis Hispaniarum Regni exercere possint, quibusque omnibus Privilegiis & prerogativis, qui huiusmodi Nationi (ut Galii hactenus fuerunt & Angli adhuc sunt) quoad se trahebant, idque statim à die publicae illius Pacis, quae in omnibus Pontibus & Locis congruis esse nulli sit, iuxta se in Traditae Communiorem hodie subiectis conveniunt cō.*

IV. Si Naves Subditarum Sui Majestatis Caesaris à quopiam tam civilis, quam civilis Lincum hostiliter impetuerint, Rex Catholicus promittit, se in eo casu causam cum Sui Majestatis Caesari committere faceret ad vindictas repandae illas iniurias & damna: Vicissim Sui Majestatis Caesaris Catholicus promittit, si Naves Subditarum Sui Regis Catholicus Majestatis à quopiam tam civilis, quam civilis Lincum hostiliter impetuerint & in eo casu pariter causam cum Sui Majestatis Regis committere faceretur, ad vindictas repandae illas iniurias & damna.

V. Ceterum illi per Quadruplex Fœdus Societas Regiorum, Dominiorum & Provinciarum à Partibus Communiensibus possidentibus vicissim per Communiensibus signata sit, per hoc Fœdus nihilominus perfusa securitatem uberiori explicare, Calqueque qui occurrere possint, facili providere placeat, licet ad obdumandum eo magis à magis eorum bonis auspiciis lere Sacramentum Catholicumque Majestatem, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem Antea studium, necessitatem ac opportunitatem vixit fuit de auxiliis mutuo praestandi, ac per ea debita securitate magis firmandi frequentia ducere. Nondum si Imperator, ejus Reges & Provinciae Hæreticæ quæcumque sua hostiliter impetuerint, aut bellum illi corpus in illas transferri contingere, in eam causam Rex Catholicus spondet, totaque obligat, quod Sui Majestatis Caesaris omnibus viribus Terri Marique optuleretur, spiritum vero Clarissim quindecim ad minimum Navibus bellicis majoribus, vulgo *Passages de Ligne*, instructis: Insuperque viginti militum millia, & inter hos quindecim mille Pedites, & quinque mille Equites in auxilium subministrari sit, solis Hybernæ ac Imperatore providendo, hoc tamen pado, ut Rex loco militis pecuniam solvere possit, compensatis in singulis mille Pedites viginti quatuor milia Florentini Rheveniens per naves mensuales in Urbe Genæ perhibendi.

Quoad Naves vero, si Rex Hispanie cum Imperator non subministrat, poterit sufficere intendit Decem milia Militum: vel loco illorum pecuniam parâ cautelem super addit. Vicissim Sui Majestatis Caesaris fundat ac se obligat, quod Rex Hispaniarum Catholicus, in casum hostili Aggressionis in Provincias in Europâ ubicunque fuit omnibus viribus Terri Marique optuleretur, spiritum vero in auxilium subministrari sit triginta milia Militum, scilicet viginti mille Pedites, & Decem mille Equites, semper in auxilium suppeditando, & solis Hybernæ à Rege providendo.

VI. Interdum hinc pecuniis Amicitia Fœderis promittit omnique Fœderis respectu Commisissarij & Legati Extraordinarij & Plenipotentiarj à Sui Majestatis Caesaris Catholicis & à Regis Catholicis Majestatis ad formam huiusmodi placitum ratificationem solenniaque Ratificationem Instrumenta lere faciem trium Mensium, aut eidem si necesse sit, hic recipere committitur illi. In quorum sedem robore præsenti Missi Legati Extraordinarij & Plenipotentiarj hoc pecunia Amicitia Fœderis Instrumentum propriis manibus subscripserunt & signis suis muniverunt. Ad hæc Vienna Austriæ die 30. Mensis Aprilis Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS I. SARAUDIA.

(L.S.) PIERREUS LUDOVICUS Comes à SIKKENDORFF.

(L.S.) GUNDECARUS Comes à STARRKBERG.

XXXVIII.

1. Mai. *Traité (1) de Navigation & de Commerce fait entre Sa Majesté Impériale & Catholique CHAR-*

(1) L'Original du Traité est Latin; mais comme il étoit précédemment des Marchands de la Mer Noire, & qui la langue Française étoit plus connue, nous avons fait la Traduction, en ce sens que possible, & à la correction d'après, de la leur dans un autre Livre: Il n'est plus qu'on peut ajouter, que cette Traduction est fidèle & approuvée. (L.S.)

LES VI. Empereur des Romains, & Sa Majesté Royale Catholique PHILIPPE V. Roi d'Espagne & des Indes. Fait à Paris le 1. Mai 1725. Avec les PLÉNIPOTENTIAIRES & RATIFICATIONS de part & d'autre. [Sur la Copie imprimée à Vienne chez JEAN PIERRE VAN GHIELEN, Imprimeur de la Cour, avec Privilège, in 4.]

AN Nom de la Très-Sainte & indivisible Trinité, Amen.

D'Autant que par la grace de Dieu, très-Grand & très-bon, qui tient les cœurs des Rois à sa main, une ferme & bonne Paix a été conclue entre le Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES VI. Empereur des Romains Saintissime du Nom, toujours Auguste, Roi de Germanie, des Espagnes, des deux Siciles, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie; Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Sarre, de Carinthie, de Carinthie de Lembourg, de Luxembourg, de Gardes, de la Haute & Basse Silesie, & de Wintzenberg, Prince de Saxe Marquis du St. Empire Romain, de Bergame, de Moravie, de la Haute & Basse Lothère, Comte de Hainbourg, de Flandres, de Tyrol, de Fœrre, de Kybourg, de Gorice, & de Namur, Landgrave d'Alsace, Seigneur de la Marche d'Esclavonie, de Podémone, & de Salins, &c. &c. Et le Sérénissime & très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur PHILIPPE V. du Nom, Roi de Castille & de Léon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jérusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Galice, de Mayence, de Seville, de Sardaigne, de Corse, de Corle, de Morcie, de Juss, des Algarbes, d'Algarve, de Gibralter, des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Continents de la Mer Océane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Hainbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelonne, Seigneur de Biscaye, & de Molins, &c. &c. Leurs Royaumes, États, Principautés, & Seigneuries; il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir aussi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les différends, qui pourroient survenir, étant résoutés, & comme décidés par avance, le bien & l'avantage réciproque des Royaumes, États, & Seigneurs des deux Princes Contractans, en fut d'autant mieux assuré. À l'effet de quel nous foudrâmes Ministres, & Ambassadeurs Plénipotentiaires, suffisamment autorisés à cet effet, après en avoir précédé l'avis concerté ensemble, & nous être communiqué réciproquement nos Plénipotentiaires, formés convenus des Articles suivants.

I. En conséquence de la Paix, qui se trouve héréditairement établie, entre Sa Majesté Impériale & Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, il sera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, sexe, & condition qu'ils soient, de fréquenter, voyager, & demeurer dans les Pais l'un de l'autre, en toute liberté, sans avoir besoin de Passaport, ou permission particulière; la Publication de la Paix leur faite, & les jouiront respectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouissent les Sujets assurés, sans aucun crime, dommage, ou préjudice quelconque, conformément à ce qui en est convenu par le présent Traité.

II. Il sera permis dès à présent, à tous les Navires de Guerre & de Marchandises, appartenans aux susdits deux Contractans, ou à leurs Sujets, de fréquenter réciproquement les Ports, Havres, Côtes & Provinces l'un de l'autre, sans aucune autre préalable permission, Ils y seront reçus librement & amicalement, & on leur fournira à prix raisonnable toutes les choses, dont ils auroient besoin, soit pour leur accélérer provision, soit pour la réparation des Navires ou autrement, jusqu'à ce qu'ils soient en état de se remener en Mer, sans qu'on puisse exiger d'eux aucune sorte de Droit, ou imposition, sous quelque nom, ou titre que ce puisse être. Ce qui est particulièrement stipulé, pour les Indes Orientales, à condition néanmoins de n'y pouvoir faire aucun Commerce, & de n'y pouvoir acheter autre chose, que des Vaisseaux, ou des agrès pour la réparation des Vaisseaux, & de leur Équipage.

ANNO

1725.

III. Quant aux Navires de Guerre, dont l'entrée pourroit donner lieu à des difficultés, elle ne leur sera point permise dans les Ports, & Havres de moindre force & de défense, si ce n'est que pour éviter une tempête de Mer, ou la poursuite des Ennemis, ils n'auront obligés de s'y retirer, & de mouler en ce cas-là, qu'en faisant des que le danger sera passé, & qu'ils se feront pourvus des choses nécessaires, sans s'y arrêter plus longtemps. Ils ne pourront pas non plus y venir à Terre un plus grand nombre de Gens à la fois, que la Majesté ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choses ils se comporteront d'une manière à ne pouvoir donner ni cause ni soupçon, ce qui sera particulièrement observé aux Indes Orientales, ou la jalousie est ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre ou Armateurs, ne puissent y conduire en toute sécurité les Prises, qu'ils auront prises sur leurs Ennemis, & les en retirer de même, sans payer aucuns Droits, à moins qu'après en avoir demandé & obtenu la permission, ils ne voullussent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils payeront les mêmes Droits, dont il sera convenu ci-après pour les Marchandises.

V. Les Navires Marchands de quelque grandeur qu'ils soient, qui ne seront pas destinés pour un Port, & qui néanmoins y seront entrés par perille de Mer, pour suite d'incertitude, ou par quelque autre besoin que ce puisse être, seront tenus de montrer au Commandant du lieu leurs Passeports, ou bien leurs Lettres de Mer, selon le Formulaire ci-après inséré, après quoi il leur sera libre de sortir & de se remettre en Mer sans aucune molestie, trouble, ni empêchement, & sans qu'on puisse les obliger à rompre leurs chargs, ni même à fournir la visite.

VI. Relatif à ce point, si quelque un de ces Navires, étoit destiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ses Lettres de Mer, qu'il seroit chargé de Marchandises de Contrabande; en ce cas, il seroit obligé de fournir la visite, laquelle néanmoins, ne se pourra faire, qu'en présence du Juge conservateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Consul, & toujours avec le plus grand ordre, qui soit possible, sans disperser les Marchandises, sans les endommager, ni glaner les enveloppes. Les Contrabandes qu'on y trouvera, seront saisies judiciairement, mais le Navire, & les autres Marchandises resteront libres, sans qu'on puisse exiger du Maître de Navire, aucune Amende pecuniaire, ni le condamner aux frais de la visite, ou de la procédure faite en cette occasion.

VII. Et pour prévenir toutes les disputes, qui pourroient arriver sur ce mot de Contrabande, il a été trouvé bon de déclarer, qu'on y comprend toutes sortes de matières fabriquées, & non fabriquées, qui servent à la Guerre, savoir les Armes offensives, & défensives, Canon, Mitrails, Fusconnet, Picrriers, Pours, Saucilles, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Feuil, Mousquet, Pistolet, Epee, Bayonnette, Casquet, Couteils, Bandoliers, Poudre, Salpêtre, Bois de Chapelet servant aux Navires, Voiles, Poix, Gondron, & Cordages, le tout étant qu'il seroit destiné pour un Port Ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire seroit obligé d'exhiber les Lettres de Mer : on y comprend de plus toutes les Marchandises du Pain, dont la sortie seroit absolument défendue; Mais on en excepte tous les Bleds, Vins, Huiles, Fruits, & autres Comestibles, tout le Cuivre, Fer & Acier, tout ce qui sert aux vêtements des Hommes & des Femmes, & même les habits tous faits, à moins que ce ne soient des Montures entières de Régiments, & des Compagnies.

VIII. Si un Vaisseau de Guerre Impérial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Espagne, & reciproquement si un Vaisseau de Guerre de Sa Majesté Catholique fait rencontre d'un Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets de Sa Majesté Impériale, le Navire de Guerre ne l'approchera point de plus près que la portée du Canon, mais il y enverra la Chaloupe, avec deux ou trois Hommes seulement, auxquels le Maître du Navire Marchand montrera ses Lettres de Mer, par lesquelles on pourra connaître de quel lieu il est, à quel il appartient, en quel comble la Cargaison, & si entre les Marchandises, dont il est chargé, il y en a de Contrabande, destinées pour les Ennemis du Maître, à qui le Vaisseau de Guerre appartient, auquel cas, & non

salement, elles seront judiciairement saisies; mais le Navire, les Personnes, & les autres Marchandises seront libres. On sera obligé aussi d'ajouter foi, aux Lettres de Mer, qui seront respectées par le Maître du Navire Marchand, & si cela est jugé nécessaire, on consultera de certaines circonstances, pour les joindre auxdites Lettres, & les rendre d'autant plus authentiques.

IX. On est convenu de plus, que de part & d'autre, la liberté du Commerce & de la Navigation, sera si pleine & si entière, que bien que l'un des Serenissimes Contrabands, viant à entrer en Guerre, avec un ou plusieurs Princes ou Etats, les Sujets de l'autre Serenissime Contraband, pourront néanmoins en toute liberté y continuer leur Commerce & Navigation, comme auparavant, soit en droiture, ou d'un Port Ennemi, à un autre Port Ennemi, ainsi, venant, & retournant, sans pouvoir y être troublés, ou empêchés, à moins que le Port, où ils voudroient entrer, ne fût formellement assiégé, ou bloqué par Mer : Et pour lever là-dessus toute occasion de doute, on est demeuré d'accord, que tel Port Maritime, ne sera tenu pour absolument bloqué, si ce n'est par deux Vaisseaux de Guerre en moins, ou par une Escadre de Canon, qui étant destinée à Terre, en fermeroit solemnellement l'entrée, qu'on ne pourroit s'y introduire, sans essuyer toute la violence de son feu.

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandises appartenantes aux Sujets de l'un des Serenissimes Contrabands, qui se trouveront chargés dans un Navire Ennemi, seront considérées avec le Navire, encore même qu'elles ne fassent pas de Contrabande.

XI. Les Sujets desdits Serenissimes Contrabands, jouiront reciproquement au Pais l'un de l'autre des mêmes Franchises de Peages, dont ils étoient en possib. Possession du temps du Roi CHARLES II. ce qui néanmoins doit être entendu dans le sens, qui sera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tous Navires appartenant aux Sujets de Sa Majesté Impériale, qui entrera dans un Port d'Espagne pour y faire Commerce, sera obligé d'y donner deux Déclarations des Marchandises qu'il y voudra décharger & vendre, l'une au Fermier ou Commissaire de la Douane; l'autre au Juge des Contrabandes; & il ne pourra ouvrir ses Escrouilles, jusqu'à ce qu'il en ait obtenu permission, & que les Gardes, qu'on lui enverra de la Douane soient venus. Il ne pourra aussi, en quel que temps que ce soit, décharger aucune de ses Marchandises, sans une permission par écrit, de les pouvoir transporter à la Douane. En décharge les Juges des Contrabandes, ni les Officiers de la Douane, ne pourront ouvrir aucunes Balles, Caisses, Tonneaux, & autres Envelopes de Marchandises, ni dans la Vallée, ni à Terre, jusqu'à ce qu'elles soient transportées à la Douane; & même lors qu'elles y seront arrivées, il ne leur sera pas permis de les ouvrir & visiter, si non en présence du Marchand, ou de son Facteur, afin qu'il puisse veiller à ses Intérêts, payer les Droits, & en retirer les Certificats, & Quittances, nécessaires pour les Marchandises, & les faire mettre dans des Cartes ou Marques de la Douane, après quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne seront plus sujettes à visite. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandises, d'une Maison, ou d'un Magasin à un autre, sans l'assentiment des Mors de la Ville, pourvu que cela se fasse entre les huit heures du matin, & les cinq heures du soir, & qu'on ait auparavant notifié aux Fermiers des Droits des Alcazales & Cleros, en quelle veue cela se fait, & si c'est pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le soient alors, & que si ce n'est pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, selon la coutume.

XIII. Et d'autant que rien n'est plus contraire à l'avancement reciproque du Commerce que la diversité des Impôts, dont on charge judiciairement les Marchandises, & l'exercice des Sommes à quoi elles se montent, Sa Majesté Royale Catholique, desant remédier à ce mal dans tous les Royaumes situés en Europe, confie ici y a déjà quelques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonne, que tous les différents Droits, que l'on exigeoit autrefois des Marchandises soit à leur entrée, soit à leur sortie, ou qui avoient été imposés depuis la mort du Roi CHARLES II. soient supprimés, & réduits à une seule Taxe commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandises, tant

ANNO pour l'entrée que pour la sortie, sur le pied de leur
 estimation, ce qui aura lieu non seulement à Cadix, à
 1725. Salète Marie, & dans les autres Ports de la Couronne
 de Castille, mais aussi dans tous ceux d'Arragon, de
 Valence, & de Catalogne, les Isles Provinces de
 Biscaye & de Guisquos, restant exceptées de cette
 Règle générale, en sorte que les Droits d'entrée & de
 sortie y seront payés, de la manière qui a été pra-
 tiquée jusqu'ici avec les François, & qui se pratique
 aujourd'hui avec les Anglois, & les Hollandais; mais,
 qu'à cela près, les Marchands, ou ceux à qui les
 Marchandises appartiennent, ayant une fois payé les
 dix pour cent, à leur Entrée en Espagne, pourront
 librement les faire transporter par Mer & par Terre,
 ou par embarquement sur les Rivières, dans toutes les
 Parties de l'Espagne, sans être obligés d'y payer au-
 cun nouveau Droit, Charge ou Imposition en quelque
 Port ou Passage que ce soit, mais seulement d'y pro-
 duire les Certificats, & Quittances du premier paye-
 ment; comme aussi les Plombs, & Marques de la
 Douane attachés auxdites Marchandises; à l'exception
 néanmoins des Droits d'Alcavala, Censos, & d'Almo-
 xarvos, à l'égard desquels il aura été disposé séparément.
 Et comme Sa Majesté Impériale & Catholique, & Sa
 Majesté Royale Catholique, sont extrêmement conve-
 nues, que leurs Sujets jouissent respectivement dans
 tous leurs Etats, Terres, & Possessions, en quel-
 que Partie du Monde que ce soit, des mêmes Libertés,
 Droits, Faveurs, & Franchises, qui ont été, ou qui
 seront accordés aux Nations les plus amies, & les
 plus favorisées, spécialement aux Sujets de la Grande-
 Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes
 Anseïtiques, c'est pourquoi Sa Majesté Catholique de-
 clare, et promet, qu'elle fera jouir pleinement & en-
 tièrement ceux de Sa Majesté Impériale de tous les
 avantages contenus en cet Article, en sorte qu'ils ne
 seront pas obligés de payer dans toute l'Espagne, d'au-
 tres ni de plus grands Droits d'entrée, de sortie, ou de
 passage, que les dix pour cent marqués cy-dessus, &
 de la même manière que les Anglois les payent, sous
 les Droits d'Alcavala, Censos, & Almojarvos, à l'égard
 desquels on est convenu comme il suit.

XIV. Les Sujets de Sa Saereté Majesté Impériale
 pourront différer le paiement des Droits nommés *Al-
 cavala*, & *Censos*, aussi long-temps qu'ils balderont
 leurs Marchandises déposées dans les Magasins de la
 Douane, où elles seront bien gardées. Que s'ils ven-
 lent les en retirer, soit pour les transporter plus avant
 dans le Royaume, soit pour les vendre sur le Lieu, ou
 pour les exporter chez eux, cela leur sera permis,
 pourvu qu'ils s'obligent convenablement par écrit, de
 payer lesdits Droits dans le terme de deux Mois après
 la vente qui en sera faite, moyennant quoi, on leur en
 donnera une Quittance, & que les Marchandises étant mar-
 quées & plombées, pourront être transportées, & ven-
 dues en gros, en quelque Port, ou lieu que ce soit de
 la Domination d'Espagne en Europe. Et si quelque
 Officier employé à la recette desdits Droits, entre-
 prendrait de les exiger une seconde fois, après l'establis-
 sement des Quittances, Marques, & Plombs du premier paye-
 ment, on qu'il s'appellât au libre transport desdites
 Marchandises, il sera condamné à une Amende de
 2000. Ecus applicable au Trésor Royal; bien entendu
 néanmoins qu'en tout ceci, il n'est parlé que du Droit
 de la première Vente, & que si le Marchand vouloir
 vendre ses Marchandises en détail, il payerait aussi pour
 le détail, selon les Ordonnances. Au surplus il ne se-
 ra point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze
 Reales de Bilan pour l'expédition des Certificats &
 Quittances, dont il a été parlé cy-dessus.

XV. La même Règle sera observée à l'égard des
 Droits communément appelés *Almojarvos*, qui s'exigent
 sur le port ou à autre lieu de Provisions de bouche,
 c'est-à-dire qu'ils ne seront point exigés à l'entrée des-
 dites Marchandises en Espagne, si long-temps que les
 Propriétaires les vendront toutes en dépôt dans les Ma-
 gasins publics; mais quand ils voudront les en retirer,
 soit pour les envoyer plus avant dans le Royaume, soit
 pour les vendre sur le Lieu, ou les transporter chez
 eux, ils donneront une Obligation par écrit, sous cau-
 tion valable & suffisante, pour le paiement desdits
 Droits d'Almojarvos, deux Mois après le jour de cette
 Obligation, ensuite de quoi on leur donnera les expédi-
 tions nécessaires. Et lesdites Marchandises seront an-
 nées de Plombs avec les Marques des Fermiers des-
 dits Droits, ce qui étant fait, lesdites Marchandises
 pourront être transportées, & vendues dans les Lieux,

où la consommation s'en pourra faire, sans être obligés **ANNO**
 à aucune autre charge, par rapport auxdits Droits de
 1725. *Almojarvos*. Que si quelque Officier, ou Comissaire
 Receveur des *Almojarvos*, après s'en être vu desdites Qui-
 tances, Plombs, & Marques, venoit à exiger desdits
 les mêmes Droits, ou à s'opposer au passage, trans-
 port, ou vente desdites Marchandises, il sera condam-
 né à une Amende de 2000. Ecus, applicable, comme
 cy-dessus, au Trésor Royal.

XVI. Touchant les Ports de Guisquos & de Bi-
 scaye, qui ne sont pas sujets aux Loix de la Castille,
 on y observera dans le paiement des Droits la Règle
 prescrite à l'égard des autres Nations, aussi qu'on en
 est convenu par l'Art. XIII.

XVII. Les Ports de Navire, les Ancres, & les
 Boies propres à la construction des Vaisseaux grands &
 petits, étant une Marchandise très-nécessaire, il a été
 convenu de les excepter de la règle générale, & que
 l'entrée en sera librement permise, sans aucune exaction
 de Droits, ou impositions sous quelque nom, ou pour
 quelque cause que ce soit.

XVIII. Pour prévenir aussi qu'il n'y ait point
 de contrainte entre les Diaptes, qui pourroient survenir entre les
 Fermiers de la Douane, & les Propriétaires des Mar-
 chandises, au sujet de l'estimation, qui s'en devoit
 faire, on est demeuré d'accord de s'en tenir au Tarif
 & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi
 Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1706,
 en exécution de l'Article III de leur Traité d'Utrecht,
 & qu'il est égard elle servira de règle entre les Sujets
 de Sa Majesté Impériale, & les Fermiers & Administra-
 teurs des Douanes, sur le pied général des Dix pour
 Cent, qui devont leur être payés.

XIX. A l'égard des différends espèces, qui pour-
 roient ne se pas trouver exprimés dans le dit Tarif,
 on se conformera à l'ancien usage, qui veut que
 l'estimation se fasse par le Fermier de la Douane, ou
 par son Commis, à condition, que le Propriétaire
 puisse lui abandonner la Marchandise, pour le prix
 qu'il l'a estimée, & qu'il soit obligé de la payer com-
 muni.

XX. Le Sel de Hongrie payera les mêmes Droits
 que le Sel d'Espagne, & la même égale sera observée
 dans les Etats de Sa Majesté Impériale à l'égard du Sel
 d'Espagne.

XXI. Le Roi Catholique consent, que les Sujets
 de Sa Majesté Impériale, qui demeurent dans les Ports
 & Villes des Royaumes d'Aragon, de Murcie,
 d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme aussi
 dans les Provinces de Biscaye, & de Guisquos, puissent
 y louer des Maisons pour y habiter, & des Magasins
 pour y garder leurs Marchandises, & leur accorde
 les mêmes Libertés, & Franchises, dont jouissent à
 cet égard les Anglois & les Hollandais; ce que Sa
 Majesté Impériale accorde réciproquement aux Sujets
 d'Espagne, en tous ses Etats.

XXII. Entre lesquels privilèges sont spécialement
 compris ceux de pouvoir changer de demeure quand &
 comme il leur plaira, sans en demander permission à
 personne, & de ne pouvoir être recherchés, visités, ni
 inquiétés dans leurs Maisons & Magasins, à cause de
 leurs Marchandises, si ce n'est sur des avis & preuves
 suffisantes de fraude contre les Droits du Roi, auquel
 cas la visite pourra se faire, mais seulement en présence
 du Consul, lequel y sera spécialement appelé, & sans
 faire d'ailleurs aucun dépense au Commerçant, ni à
 son Commerce; & si le Marchand se trouve convaincu
 d'avoir introduit des Marchandises en fraude,
 elles seront confisquées, & il payera les frais de la visite;
 mais si personne & ses autres Marchandises de-
 meurent libres. Sa Majesté Impériale promet respec-
 tuellement d'accorder la même liberté dans tous les
 Etats aux Sujets de Sa Majesté Catholique.

XXIII. Les Sujets desdits deux Contrats qui
 se seront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y
 faire Commerce, ne seront point contrainds de repré-
 senter leurs Livres de comptes à qui que ce soit, & en
 n'en pour faire preuve, & on ne pourra les saisir, ni
 ôter de leurs mains, sous quelque prétexte que ce soit.
 Il leur sera libre aussi de les tenir en telle Langue qu'il
 leur plaira, sans qu'on puisse les obliger à se servir d'au-
 tre autre.

XXIV. Les Sujets de part & d'autre de quel-
 que qualité & condition qu'ils soient, ne pourront
 être arrêtés en leurs personnes ni par les Gouverne-
 ments, ni par les Ministres de la Justice, pour
 des Doutes particulières, qu'ils n'auroient pu eux-
 mêmes

ANNO

1725.

mêmes contradiées, un pour lesquelles ils n'avoient pas auparavant répondu. On ne pourra pas non plus faire leurs biens ou effets, pour de semblables causes; fait au milieu de la Paix, et en cas de rupture. Et dans cet Article sont spécialement compris les Maîtres de Navire, leurs Officiers & Mariniers avec leurs Valisiers, grands & petits, avec tout ce qui y sera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir lesdits Navires fait de Guerre ou de Marchandise, ou de quelque autre espèce qu'ils soient, par quelque Mandement général ou particulier que ce puisse être, pour les servir en Guerre, ou pour s'en servir de Vaisseau de charge & de transport, si ce n'est en vertu d'un titre & volontaire Consent, que l'on auroit fait avec les Maîtres, qui commandent lesdits Navires, ou avec les Propriétaires mêmes; mais encore pourra-t-on contraindre les Officiers, ou Matelots, à quitter leurs Navires pour servir sur les Flottes ou Vaisseaux, que l'on voudroit former, quand même ce ne seroit que pour un peu de temps, & en des Occasions fort passantes, mais s'ils viennent d'offrir eux-mêmes, il sera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchise personnelle accordée par le présent Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle se s'étendra pas seulement à toute exemption de Service Militaire, mais aussi à tout pouvoir d'être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Administrateurs de quelques Biens, ou Personnes que ce soit, si ce n'est de leur franchise volente.

XXVII. Il leur sera libre de choisir eux-mêmes leurs Advocats, Docteurs, Agents, Procureurs & Solliciteurs, quand ils en auront besoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choisir un ou deux entre eux, qui soit dits établis, & sur leur présentation ils seront acceptés, & qualifiés pour le métier de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Consuls Nationaux dans tous les Ports, & Principales Villes de Commerce, ou il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir, pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouiront de tous les Droits, Autorités, Libertés, & Franchises, dont jouissent ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXIX. Ces Consuls seront particulièrement autorisés, à connaître arbitralement des différends qui pourroient survenir entre les Marchands, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maîtres des Navires, & leurs propres Mariniers, soit au sujet de leurs Navires, Salaires, ou autrement; & l'appel de leurs Sentences de force point devant les Juges des Lieux, mais bien devant ceux du Prince dont ils seront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conservateurs, qui sous les précédents Règnes faisoient en Espagne une Magistrature de grande considération, accordée par les Rois aux Nations les plus favorisées, avec pouvoir de connaître, & juger seuls de toutes leurs affaires Criminelles & Civiles, il a été convenu, que si Sa Majesté Catholique en accorde la Privilège à quelque Nation que ce soit, les Sujets de Sa Majesté Impériale en pourront jouir de même; & que cependant il sera expressément ordonné à tous les Juges & Magistrats ordinaires, de leur rendre une prompte & bonne Justice, & de la faire exécuter sans retardement, & sans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique confie aussi, que les Appels des sentences données dans les Causes, qui regardent les Sujets de Sa Majesté Imp. soient portés au Conseil de Commerce à Madrid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubain, si autre semblable, ne sera point exercé à l'égard des Sujets des deux Sérénissimes Contradiés; & les Héritiers des défuns, en quelque lieu que leur Demeure soit arrivée, & de quelque Pays ou Province, que lesdits Héritiers soient, aussi-mêmes leur succéderont sans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles soit par Testament, ou sans Testament, selon l'ordre de Succession établi dans les Lieux, ou lesdits Lieux si trouveront finis; & en cas de ligue entre les deux ou plusieurs Princes, ça seront les Juges desdits Lieux qui en connaîtront jusqu'à Sentence définitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des deuxdits Contradiés, viendra à decéder dans les Etats de l'un ou l'autre, le Consul ou autre Ministre public de la même Nation, s'il y en a quelque'un sur les lieux,

se transportera dans la Maison du défunt, & il y fera l'Inventaire de toutes les Marchandises, & autres effets, comme aussi de ses Papiers & Livres, & tiendra le tout en garde pour les Héritiers selon l'ordre qui lui en aura été donné; Et si le decedé étoit Marchand, ou autre Sujet, arrivé en voyage, ou dans un lieu, où il ne se trouve ni Consul, ni autre Ministre, le Juge du lieu sera le plus inventaire, au présent de l'écomu, avec le moins de frais qu'il se pourra, & consignera les choses nouvelles & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Propriétaire de la Maison, afin qu'il les conserve fidèlement, après quoi il en donnera avis au Ministre public, qui si trouvera pour lors en Cours, ou bien au Consul du lieu où se trouveroit la Maison & Famille du défunt, afin qu'ils envoyent quelqu'un pour recevoir les choses inventoriées, & payer ce qui sera dû.

XXXIII. Si quelque Vaisseau appartenant à l'un ou l'autre des Sérénissimes Contradiés, ou à leurs Sujets, vient à être naufragé sur les Côtes de l'un respectif Dominium, les Officiers du Dominum ou du Fils ne pourront y prétendre, ou s'attribuer aucun Droit, & le pillage sera formellement défendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magistrats du lieu le plus voisin seront obligés de secourir de tout leur pouvoir, ceux qui auront souffert le naufrage, & de s'employer diligemment à faire sauver ce qui se pourra de Navire brisé, & à le mettre en sûreté; moyennant quoi aussi le Droit de Sauverment leur appartiendra sur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandises, & outre cela les dépenses faites pour cette œuvre plusieurs leur seront remboursées. Mais si le Navire demeure en son entier, quoique fort endommagé, & que les Gens de l'Équipage se soient point perdus, ils prendront sous eux-mêmes de ce qui regarde la fanfane, & on leur permettra tout évier & assistance, & leur fourniront, à prix raisonnables les choses dont ils auront besoin.

XXXIV. Sa Majesté Catholique ne permettra pas; que sous prétexte de Police ou autrement, on impose une limitation de prix aux Marchandises, qui appartiennent aux Sujets de Sa Majesté Impériale; mais il leur sera permis de les vendre aussi cher que le cours ordinaire de Commerce le pourra permettre, liberté de laquelle les Sujets jouiront pareillement dans les Etats de Sa Majesté Impériale.

XXXV. Si les lieux de quelque Marchand Espagnol, ou Sujet de Sa Majesté Impériale, viennent à être conquises, & qu'il s'y rencontre des effets appartenant à quelque autre Marchand, ou personne particulière, ils lui seront restitués aussitôt même qu'ils eussent été vendus, pourvu que le paiement n'en ait point été fait; mais, si au contraire, en cas que semblables effets ou Marchandises, eussent été seulement déposés chez celui dont les biens seroient conquises, & qu'il les auroit vendus sans la permission du Dépositaire, la valeur d'iceux Marchandises ou effets sera considérée comme un vrai Dépôt, & sera payée comme telle au Dépositaire par préférence.

XXXVI. Les Sujets & Vaisseaux de Sa Majesté Impériale pourront porter, & voleront, en tout & à l'abandon des Etats du Roi des Espagnes, toutes Ventes de Fruits, Denrées & Marchandises des Indes Orientales, ou faisant appartenir par le témoignage des Dépositaires de la Compagnie des Indes établie aux Pays-Bas Autrichiens, qu'elles sont des Conquêtes, Colonies, ou Factories de ladite Compagnie, ou qu'elles ne sont venues; à l'égard de quoi, ils jouiront des Privilèges qui ont été accordés aux Sujets des Provinces-Unies, par les Cédulas Royales du 27. Juin & 3. Juillet 1665., publiés le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majesté Catholique déclarant au outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Impériale, tout ce qui n'a été octroyé, & accordé aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas par le Traité de l'an 1648. aux à l'égard des Indes qu'à tout autre, ou ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-ci, & à la Paix conclue entre Leurs Majestés.

XXXVII. Pour ce qui regarde le Commerce des Isles Comrtes, les Sujets de Sa Majesté Impériale en jouiront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandais en jouissent.

XXXVIII. Les Biens & Effets de quelque nature qu'ils soient, qui auroient été saisis pendant la Guerre pour cause de Confiscation, appartiendront de plein Droit à leurs Propriétaires, & personne ou

ANNO sera inquisi pour les avoir cachés contre les de-
fenfes.

1715. XXXIX. Paciellement les Dames contraites entre les Suces de part & d'autre avant la Guerre, soit par cause de Commerce, ou autrement, seront entièrement payées, à moins que la Confirmation n'y soit intervenue, sans que la Guerre survenant entre tenns puisse l'empêcher; mais il n'en sera point exigé d'interdit.

XL. Quant aux Marchandises, & autres Effets mobiliers, qui auront été contraites avant la Conclusion de la Paix, ils ne seront point restitués. On en est convenu ainsi, pour éviter le grand nombre de Procès, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Repressailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & leurs Majestés promettent respectivement, de n'en plus accorder cy après, à la charge des Sujets l'un l'autre, si ce n'est dans le cas d'un manifesté deni de Justice, lequel ne sera point tenu pour vérifié sinon après un retardement de deux ans, à compter du jour de la premiere complainte, lequel terme de deux ans étant passé, & ledit Complainant ayant présenté sa Requête à son Prince, pour obtenir des Lettres du Repressailles, elle sera communiquée au Ministre de l'autre Prince, & il y en a un en Cour, ou à celui qui y sera les assistés, après quoi la Sentence définitive sera encore attendue six Mois, lesquels étant écoulés, les Lettres de Repressailles, pourroient être enfin accordées.

XLII. Il sera défendu severement aux Sujets de Sa Majesté Impériale, & à ceux de Sa Majesté Catholique de prendre des Commissions pour des Armes particuliers, ni des Lettres de Repressailles, de quelque-une Prince que ce soit, pour aller en courir sur les Sujets de l'une ou de l'autre; & si quelqu'un contrevient à cet Article, il sera pourfuit, & traité comme Pirate, non seulement dans le Pais, contre lequel il aura pris ces sortes de Commissions, en cas qu'il y soit conduit, après avoir été fait Prisonnier dans le flagrant de ses Courses, mais aussi dans les Etats du Prince dont il sera Sujet, en sorte qu'il sera procédé criminellement contre lui, jusqu'à l'exécution.

XLIII. Le vœu de Sa Majesté Impériale, & de Sa Majesté Catholique, étant que la Paix, la Concordie, & l'Amicé soient maintenues sincèrement entre les Sujets de part & d'autre, j'en ai point de se donner respectivement toutes les facilités possibles dans les occasions, il a été convenu que quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Impériale aura été pris, par quelque Ennemi commun, & repris sur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armement de Sa Majesté Royale Catholique, si la tentative se fait dans les premiers quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'Ennemi, la cinquième partie du Vaisseau & de sa charge appartiendront au Reprenneur; & que si la tentative se fait dans les quarante huit heures suivantes, il en sera un tiers, & qu'enfin si elle ne se fait qu'après ces dernières quarante huit heures, la moitié entière du Vaisseau & de sa charge lui appartiendra, l'autre moitié devant retourner aux Propriétaires: Ce qui sera lieu particulièrement, lorsque le Vaisseau repris se trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majesté Royale Catholique, & que le Reprenneur sera un Navire de Guerre ou Armement de Sa Majesté Impériale.

XLIV. Et quel qu'il y ait sujet d'espérer, que la Paix, qui par la grace de Dieu veut d'être établie entre Sa Majesté Impériale Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, leurs Successeurs, Rois & Seigneurs, sera de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y sera donné aucune assistance, néanmoins, comme toutes les choses du Monde font sujettes à des changements imprévus, on est convenu qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille détourner, il sera donné six Mois aux Marchands & Sujets, qui se trouveront dans les Ports, Villes, Etats, & Provinces l'un de l'autre, pour se retirer en toute sécurité, eux & leurs Familles, Biens, Effets & Marchandises, y compris leurs Vaisseaux avec tout ce qui y sera embarqué; comme aussi les Maîtres, & Officiers, desdits Vaisseaux, & en general tout ce qui se trouvera leur appartenir, comme aussi les Dames légitimement contraites à leur profit, & leurs autres Droits & Actions, sur lesquels on sera tenu de leur rendre bonne & prompte Justice.

XLV. Et afin qu'il ne reste aucun doute sur le sens

du precedent Article, on declare, que durant ces six Mois, il sera permis ausdits Marchands de continuer leur Commerce avec la même liberté que pendant la Paix, de vendre, acheter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs Effets & Marchandises, comme aussi leurs propres Personnes, & celles de leurs Familles, Fideles, & Domestiques, sans aucun trouble ni empêchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre; pourvu qu'ils se comportent paisiblement & modérément, & qu'ils s'abstiennent de tous entrepries secrètes contre l'Etat. Ils pourroient aussi durant ces six Mois allonger leurs Debites, & on leur administrera la Justice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des six Mois, la Sentence définitive soit prononcée, & s'il se peut, exécutée. Cependant si malgré tout le soin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit être rendue, ou mise en execution dans ledit terme, il sera permis ausdits Sujets, qui le requerront, de poursuivre leur Droit par Procureur, soit qu'ils y soient Acteurs ou Défendeurs, comme aussi de reciter les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence rendue, sans qu'on puisse l'empêcher sous prétexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puissances.

XLVI. On est aussi convenu touchant lesdits Sujets redoublés Marchands & autres, qui devoient se retirer dans ledit terme de six Mois, qu'on leur accordera des Passports, lorsqu'ils les demanderont marquer du lieu de leur départ, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs Personnes, & la Specification de leurs effets, lesquels Passports seront spécifiés par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel sera étendu au double de celui qui seroit autrement nécessaire pour passer du lieu du départ au lieu de la destination, si l'on doit four de n'y rencontrer aucune cause de retardement; & semblables Passports seront donnés aux Navires, qui le trouveront dans les Ports, afin qu'ils puissent retourner chez eux en sécurité avec leurs Charges.

XLVII. Enfin on est convenu, que tout ce qui a été stipulé d'avantageux en faveur de la Nation Bretonne par les Traitez de Madrid de 17. Mai 1667, & 4. Juillet 1670, comme aussi par les Traitez du Paix de Commerce faits à Utrecht en 1713, & par le Traité ou Convention publique, & qui ne se trouvent pas exprimés, ou suffisamment expliqués en celui-ci, y sera tenu pour expressément inséré en faveur des Sujets de Sa Majesté Impériale, pour autant qu'il leur fera applicable, de même que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Maastricht en 1648, par le Traité de Marine fait à la Haye en 1670, & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En sorte que pour l'accomplissement de ce qui devra être pratiqué en Espagne, & dans les autres Etats du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa Majesté Impériale, dans tous les Cas où ils ont obtenu ou obtiendront le présent Traité, il ne faudra que se régler, sur ce qui a été accordé aux susdites deux Nations, par ceux qu'elles ont faits avec les precedents Rois Catholiques, & avec Sa Majesté aujourd'hui régnante, sous les Dures cy-dessus mentionnées.

Le présent Traité sera ratifié par Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique, & par Sa Sacrée Majesté Royale Catholique, & l'échange de leurs Ratifications se fera dans trois Mois, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi nous Commisaires & Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires respectifs de Sa Majesté Impériale & Catholique, & de Sa Majesté Royale Catholique, avons signé de nos mains le présent Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1715.

EUGENE DE SAVOIE. J. G. Baron de Rippstadt.

(L.S.) (L.S.)

PHILIPPE LOUIS Comte de SINZENDORFF.

(L.S.)

GUNDACER Comte de STARENBERG.

(L.S.)

Foucault

ANNO
1715.

Teneur de la Plénipotence Imperiale.

NOS CAROLUS Sextus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, et Germaniae, Hispaniarum, austracae Siciliae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavonicae Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Mediolani, Mantuae, Tyrone, Carinthiae, Carniolae, Lombardiae, Luxemburgi, Geldriae, et Superioris et Inferioris Silesiae, et Wirtembergiae, Principis Saculae, Marchionis Saxoniae Rhenani Imperialis, Burgravii, Myraviae, Superioris et Inferioris Lusitaniae, Comitis Hispaniae, Flandriae, Tyrolis, Carinthiae, Kyburg, Goritiae, et Monasterii, Landgravius Alsatiae, Dominus Marchiae, Slavoniae, Pannoniae, et Salinae, etc. etc. Notum, testamurque futuris. Cum Serenissimi Hispaniarum Imperatoris Regi CAROLO PHILIPPO V. visum sit, cum inter Nos utroque adhuc pendente Convenerimus Arvicolis, qui in Tractatu Londinensi de Anno 1713. ad pacificandum Congressum definitum semper fuerant, hic Vienna uniti inter Nos amice componere, postquam super ista Convenerimus ad istum Congressum servatis adhuc sub Mediatione Serenissimorum Galliae et Magae Britanniae Regum, iam et amice obvia et alteri negotio quidem, verum utriusque, amicitiam adhibere fecit, tamque in fœderis ad Nos Missum cum Legati Extraordinarii munere, amplius Mandata instructum Illustrissimis et Magnificis Joannem Guiljelmum Liberum Barones à RAPPEN, Dominum de Jœnsen, Capitaneum, Pœpck, Kende-Kende et Fœrster, Jacobum Hereditarium de Humberstein, et Casperum universi, qui exhibitis Plénipotentiis Nos Legatos ad approbandum, perficiendumque eumdem illi hucusque sufficiens munus amicitiae fuit; Quod Nos cum hoc consiliandique universae Europa quatuor proficis Consilio accedentes, in completa fide, prudentia, ac recte gerendae istius Illustrissimi Principis EUGENII à Sabauda et Palatinus, Nobis Consilii Attentis laudibus, Consilii Austriacae Praefidi, Nobisque Locumotenti Generali, Jacobi Rœn, Imperii Campi Marchialis, ac Melitensem Barones per Illustrissimum Vicarii Generalem, Aeneas Vallerii Equitem Illustrissimum et Magnificum Vicerem LUDOVICUM SAC. ROM. IMPERII Theobaldum Hereditarium Consulem à Suedensberg, Liberi Barones in Illustrissimum, Ducem Dynastiarum Gylli, Superioris Silesiae, Pannoniae, Mähle, Lœu, Zass, et Draken, Burgravium in Rhenano-Saprem Hereditarium Scitifici ac Praefidi in Imperio et Inferiori Austria, Hereditarii Pannoniae in Austria ad Austria, Aeneas Vallerii Equitem, Nobis Consilii Attentis laudibus, Consilii Austriacae Praefidi, Nobisque Locumotenti Generali, GUNDEGARDI THOMAE SAC. ROM. IMPERII Camerarii de STARNBERG in Schenkenberg et Wahrenburg, Joannem Dittmann Richeberg, Linckensberg, Rutenberg, Fœrster, Hans Oberwiesche, Sengsteden, Baderberg, Hatzum, Aeneas Vallerii Equitem, Nobis Consilii Attentis laudibus, Archiducem Austriae Superioris et Inferioris Moresbachi Hereditarii plurimum caris, etc. ad tractandum, concludendum et Approbandum Nos Nominis cum praefato Regi Legati Extraordinarii et Plénipotentiarii propulsi Parisi Articulis, et si quae ab eis fuerit, ad quae specialiter Mandata operi esset, tractanda occurrerent, Commisissis Nobis tamquam Legatis Nobis Extraordinariis nominatissimis, et constitutissimis, prout cum vigore hucusque nominant et constitutissimis: Dantes eis plenam et omnimodam Potestatem, Autoritatem, et Mandatum, hunc Tractatum, ejusque Conditiones et Articulis, et si quae alia tractanda viderentur, cum praefato Regi Legati Extraordinarii Plénipotentiarii, tractandi, concludendi, et signandi, de quibus Insufficiens auge vel plura consuevit, eoque magis agendi et faciendi, quae Nos, si rem ipsa tractaremus, quere, facereque possemus. Verum Casus-Regis et Archiducis penitentialis Nos, quae per memoratos Nobis Commisissos tamquam Legatos Nobis Extraordinarios et Plénipotentiarios, ad observandis eorum obsequiis vel impeditis, dantes aut dantes eorum libram ita alta conclusa et signata fuerint, tale, prout, acceptaque habueris, Nobisque Ratificandis Insufficiens eorum tracta in tempore observare et exequi esse. In quorum fidei, neque quae ratio praefatis mone Nobis subscriptis Scripulis Nobis appropositi maneri iussimus. Datus ex Aeneas Nobis Luxemburgi die 28. Mensis Aprilis Anno 1715. Regnorum Nostrorum Romani divitum quatuor, Hispaniarum viginti sexendo, Hungariae octi et Bohemiae decimo quatuor.

CAROLUS.

JOAN. FRID. COM. à SPITERN.
Ad Mandatum Sac. Caf. & Cam. Majestatis propolam.
JOAN. GEORGIVS BUOL, S.A. L. Eq.

Teneur de la Plénipotence Espagnole.

DOM FELIPE por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de León, de Aragón, de las dos Sicilias, de Jerusalén, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaén, de los Algarbes, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Filipinas, y Tierra firme del Mar Occidental, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milán, Conde de Artois, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viterbo, y de Molina, etc. Por quanto, deseando dar à mis Reinos y Vasallos el consuelo, y alivio de una Paz universal, he solicitado por medio del Consexo de Cambray, hazria particularmente, con el muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, y haviedo manifestado la expectacion de ellos ultimos quatro años, quanto le dista el logro de ella importancia, que siempre mas procuro, para mi mayor satisfaccion, valiendome de todos los medios posibles, y queriendo usar de aquel de mayor utilidad, y de mayor seguridad, y firmamento una Persona de entera Confiança, que haga noticias al Emperador mis buenos deseos, y anchi de establecer la mas segura durable Paz entre mi Corona, y la de Su Magestad Imperial, y la mas estrecha amistad, y buena correspondencia entre ambos, como conviene, y es muy consono à toda consideracion. Por las experiencias, y satisfaccion que tengo de vos Don Juan Guiljermo Barón de Rappenda, Señor de Jœnsen, Engelshenberg, Pœpckel, Kondekense, y Fœrster, Justo Hereditario de Humberstein, y de Camper, he resuelto elegiros, y nombraros (como en virtud de la presente os nombro) para que con el grado de mi Embaxador Extraordinario Plénipotenciario, passéis al referido importante fin, y al de baxar otros convenientes Tractados à la Corte de Viena, y os doy tan cumplido Poder, facultad, y autoridad, como es necesario, y conviene, para que por mi, y en mi Nombre, y representando mi propia Persona, podais proponer, ofrecer, offerir, confutar, asentar, y capitular con el espellado muy Alto, y muy Poderoso Emperador de Alemania, ó el Ministro, ó Personas que nombrare, y os dispusere para este efecto, todo lo que juzgareis preciso, y conveniente al referido importante fin, al de mi servicio, al bien de mis Reinos, y mayor seguridad, y permanencia de la Paz, que deseo, de la union, buena correspondencia, y amistad que fultico estrechar entre ellos, y los de el Emperador: Y porque en orden à esto podais hacer todo aquello que yo haria, y hacer podais, sin que de tal calidad que requiriese otro mas especial Poder, y comission, y obligare à mi al cumplimiento de ello. Por tanto declaro, y doy misde, y palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el espellado Don Juan Guiljermo, Barón de Rappenda, con el referido Emperador de Alemania, ó el Ministro, ó Personas que nombrare, desde ahora para entonces, lo consiento, y apruebo, y lo tengo, y tendré por bueno en todo tiempo, la forma en que lo concluyeredes, y me obligo à ello, y passar por ello, como cosa hecha en mi Real Nombre, por mi Voluntad y Autoridad Real, y lo cumplire, pague, y exequiré: Y así mismo me obligo à que dentro de el termino, que le fuere, segun le estalla, probare, y rufficene en especial forma, con las fuerzas juramentales, y requisitos necesarios, y acostumbradas, todo lo que en virtud de este Poder se concluyere, y asennare, general-e individualmente, para que sea valido, y elaborado, ahora y en todo tiempo; y para firmeza de ello mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el bello secreto, y referendada de mi Infatigable Secretario de Estado, y de el Despacho. Dada en Madrid à veinte y dos de Noviembre, de Mil setecientos y veinte y quatro.

YO EL REY.

Lugar del S. R. M.

D. JUAN BAPTISTA DE ORENDAIN.

Rat.

ANNO
1725.

Et praesentia, vel eorum singula incommis, aut Peditum dominata, seu contrarium quocumque, si aut ego possit, tenore agitur, aut paratur, et profecto audire, et insubstantia sua prout sunt, contraveniuntque inveniantur, aut dominatum fedeli et obsequio omni civitate, et praesentia, et relictum forent, pro quibus ambo et eorum singula fuerit et insubstantia tenore et adhibenda voluimus, hypothecarum et fignorum regna et bona vestra et Heredum vestrorum quocumque, et ad ampliorum servitium et rebus vestris obligati et Approbati, ditionem universi et fignorum legum, moribus, et legibus universi et moribus reventiam, vigiles debemus, et si talia essent, et in hoc instrumentum formaliter et expressi inferi deberent, fignum ambo et eorum singula pro hic expressi et formaliter innotuit, prout si de Verbo ad Verbum inferri adesset, velimus, et sic amos Nobis inest, et habentur et tenentur. In quorum omnium fidei, robur et Testimonium praefatos Nobis Rationes, et Approbationes litteras et instrumenta fieri et expressi mandavimus. Nunc vestri fignorum, et Signi Nobis secretis appositione roboratis, et inscriptis Secretarii Nobis Signis et Universis Expeditionis vestri despecto diti referendari: Datum in Regia Curia Nobis Aragonae universa viginti quatuor Maji Anno a Nativitate Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) PHILIPPUS R.

JOHANNES AB ORENDAYN.

XXXIX.

7. Juin. Pax inter Sacram Caesarem Reique Catholici Majestatem CAROLUM VI. Romanorum Imperatorem et Imperatorem ab uno, et Sacram Regiam Catholicam Majestatem PHILIPPUM V. Regem Hispaniarum ab altera parte conclusa. *Vener. 7. Junii 1715.* Cum ARTICULO SEPARATO de Titulis ab utraque in Tractatu assumptis, nec non Plenipotentiis, et Ratificationibus, ad hoc spectantibus. [Sur la Copie imprimée à Vienne par Autorité Imperiale.]

In Nomine Sacre Sanctae Trinitatis, Patri et Filii, et Spiritus Sancti. Amen.

Noram fit omnibus et singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse possit.

Cum Bello, quod praevarura Moes Scenitissimi quondam Hispaniarum Regis Caroli Secundi per universam ferè Europam super Successione in ejus Regno, excelsa, cum Sacra Caesare Majestate Sacram quoque Romanam Imperatorem accessit, pace post per Tractatus, Imperialis Tractatum, deinde Bundenim, tandem per eum, qui Londini ^{1. Augusti} ¹⁷¹³ Anno millesimo septingentesimo decimo octavo initus fuit, inter Partes Belligerantes in eo et pace rebus ita nomis superesset, ut insisteret Deo, in cuius manu fuit corda Principum, Pax quoque inter Sacram Majestatem Caesareo-Catholicam, et Sacrum Romanum Imperium et uni: Sacraeque Majestatem Regio-Catholicam et altera parte reabstineret, Tractatus verò Cameracensis, ob vias rerum vicissitudines ad optatum finem ducti hucusque non potuerit, ideoque modo bene Rex Hispaniarum ad constituendum magnum hoc cum Majestate Caesare, Sacraeque Romano Imperio Pacis negotium, Legatum suum Extraordinarium, et Plenipotentiarium Hispanicum fideiorem illustrem, ad Aulam Imperialem misit, et in hanc finem, ac opus, Orbi Christiano tam salutiferum, namque necessarium Sacra Caesare Majestate Catholica pro incerto suo in communem Europam salutem amore, se fassio promptè non ausu praebuit, etque sua Caesarem, Sacraque Romanam Imperii nomine in vim Plenipotentiae, se requisitis Sacrum Imperii de die nona Decembris anni millesimi septingentesimi viginti secundi Consiliis facta Stucta iuribus, nempe

Colatissimum Sacri Romani Imperii Principem Dominum Eugenium Sabaudis et Pedemontium Ducem, ac

TOM. VIII. PART. II.

ANNO
1725.
et Veneris Equitem, Consiliis sui Austro-Bellici Praesidem, et Locumtenentem Generalem fuisse, ac Sacri Imperii Campi Marchionem, Regnoque et Statuum eorum Harreditarium per Italiam Vicarium Generalem.

Atque Illustrissimos, et Excellentissimos Dominos.

Philippum Lodovicum Sacri Romani Imperii Comitem à Starthenberg, Sacri Romani Imperii Ducatum, Liberum Bursum in Walden, et in Valle, Dominum Dominorum Eichenberg, Liechtenberg, Rothenberg, Freythal, Haas, Oberwalden, Seuffenberg, Bodendorf, Hauran, ac Veneris Equitem, Archiducum Austriae Superioris, et Inferioris Marchionem Provinciarum Austriacarum Cancellarium Austriacum.

Gottscachum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem et Dominum de Starthenberg, in Schaumburg, et Watenberg, Dominum Dominorum Eichenberg, Liechtenberg, Rothenberg, Freythal, Haas, Oberwalden, Seuffenberg, Bodendorf, Hauran, ac Veneris Equitem, Archiducum Austriae Superioris, et Inferioris Marchionem Provinciarum Austriacarum Cancellarium Austriacum.

Erichum Fridericum Sacri Romani Imperii Comitem de Windischgratz, Liberum Bursum de Walden, et in Valle, Dominum Dominorum Sancti Petri in Insula, Rothen-Losha, et Leopoldsdorf, Supremum Haereditarium per Ducatum Styriae Praefectum, ac Veneris Equitem, Consiliis sui Imperialis Austriacae Praesidem, &c.

Fridericum Carolum Sacri Romani Imperii Comitem à Schönbom Buchheim, Westfalia, Sacri Romani Imperii Dominum in Reichenberg, et Huppenberg, et Comitem in Westfalia, Dominum in Gildersdorf, Schönbom, Appendorf, Weisberg, et Fachsenbrunn, Weiler, Gumbach, et Pommersfelden &c. Superiam in Archiducum Austriae infra et supra Anatum, Haereditarium Ducatum, Imperialis Ecclesiae Bambergenis Coadjutorem, Majestatis Caesareae, et Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium Austriacum.

Tanquam Legatos suos Extraordinarios, et Plenipotentios Caesares cum sufficiente Mandato, etque Potentis plena agendi, tractandi, concludendi, signandi, et nominandi, ac illustrandi:

Prox. Sua Sacra Regia Catholica Majestas suam Hispaniarum Legatum Extraordinarium,

Illustrissimum et Excellentissimum Dominum Joannem Gualterium Baronem de Ripperda, Dominum de Jaesema, Eichenberg, Fockelst, Kowdenke, et Fervens, Judicem Haereditarium de Hemelstanz, & de Campen.

Idem cum sufficiente Mandato, pleniusque Potentis agendi, tractandi, concludendi, signandi, et nominandi, ac illustrandi:

Idem praefati Domini Legati Extraordinarii, et Plenipotentiales commentis Mandatorum Tabulis, habuerunt inter se colloquia in Leges et Articulos almae Pacis, qui sequenter, convenerunt.

Articulus Primus.

Pax sit constans, perpetua, et inextinguibilis, ac omnis vis inter Sacram Caesarem, et Catholicam Majestatem, quoque Successores, eorum Sacrum Romanum Imperium, omneque ejusdem, ac singulos Electores, Principes, Senes, et Ordines, Vasallos, Clientes, et Subditos ex uni: et Sacrum Regiam Majestatem Catholicam, quoque Haereditarios Successores, Clientes, et Subditos ab altera parte: eque in fidei servent, et colant, ut neutra Pars in alteram injuriam, dampnum, vel detrimentum, sive quicquidque praesentis, vel praesentis quicquid moliantur, aut molestias, seu quodvis damnum inferre conentibus, consilium ullam, vel auxilium, quocumque illud nomine, aut colore crevet, praestare possit, aut debeat: sed potius utraque Pars alteram hostem, utilitatem, ac commodum suum promoveret, non obstantibus quibuslibet in contrarium fuit factis, vel facturis, quando et quomodocumque factis, aut delictis facienda.

Articulus Secundus.

Sit perpetua utrimque Amicitia, et obsequio omnium eorum, qui sicut utroque durante Bello, vel occasione

Q. Belli

ANNO
1725.

libi hostilitate ada sunt, ha et nec eorum, nec alius alterius, nec eorum alteri quicquam iniuria dicitur, vel iudicetur, vel iudici, vel sub specie iuris sapiam inferat, aut inferri possit.

Gaudemus cum hac amicitia, quæque beneficio, & effectibus omnes uniusque Patria Vassalli, Clientis, & Studiis, hac tamen addita declaratione, ut que in Tractatu Neutralitatis Hage-Comitis Anno millesimo sexcentesimo decimo tertio ratione Principum, Vassalorum, & Subditorum Imperii in Italia statuta, & in Pace Budensi Arceve vigesimo cum Rege Gallie inter conventiones iunctis, in præfati Tractatu pro repetitis habentur, ac ab utraque parte inviolate observentur.

Articulus Tertius.

Virtute hujus Tractatus pient restituantur, & restituta sentio à subditis Pace, Commercia inter Sacra Cæsareo-Catholica Majestatis, Imperisque, & Sacra Regio-Catholica Majestatis, Regnoque Hispania Subditis in eam, que ante bellum fuit, libertatem, libertatemque vestrique omnes, & inguli, nominationes Urbium Imperialium, & Empiorum, Manuacorum Civitatis, & Isola Terre, Marisque plenissima serventur, iuribus, Immunitatibus, Privilegiis, & Emolumentis, quibus ante bellum frui solent.

Articulus Quartus.

Sacra Cæsarea Majestas Catholica pro se, & Sacro Romano Imperio constituit, ut, si quando Ducatum, Hereditate sua Ducatus Parma, & Placentie cum in Tractatu Londinensi Anno millesimo sexcentesimo decimo octavo, ad primum Suprematibus Imperialibus fore, ab omniis Partibus compachescitibus apud Indubitan Imperii Feuda, ex defectu Posteritatis Masculina vacare consueverit, Filium Senescentium Hispaniarum Regis ex Regina vivente, nisi Principe Parmensi Primogenitus, iniquisque Descendentes Masculini ex Legitimo Matrimonio nati, huiusque descendentes secundis, aut aliis posteritatem ejusdem Regis, Regineque Filii, pariter cum eorum Posteris Masculini ex Legitimo Matrimonio nati, ac natiuri, in omnibus aliis Ducatibus, & Provinciis, jura deus jam Legibus Expressis, eventuales Inferioresque contrahentes succedant.

Oppido tunc Liberam Portam Libero, vel remanere, perpetuo permanent.

Perpetuo insuper Rex Catholicus, quod evasente penemvato eadem Urbem Portus Longi, nisi cum Pace infusa liva, quam in illis possidet, Principi infusa sitio suo cedat.

Neque Ipse aut alius ejus in Regno Hispania Succedente Vicem Principis vel illos Ducatus omnes, vel alterum eorum possidere, usquam gerere, aut ex prædictis Ducatibus vel in illis quicquam aliis acquirere valeant, aut possidere valeat.

Et que de nova introductione vicemibus moderatis Principibus, Milites proprio, aut consuetudine in dictos Ducatus Articulis quoniam Tractatu Londinensi casus sunt, religiose observare vult, nisi tamen, ut si quando casus aperiret, aut vel alterius Ducatus eveniat, Principi Infans Don Carolus secundum Libera Inveniente Eventualis, quorum inter in omnibus, & inguli Punctis, Artibus, Clausulis, & conditionibus hic pro repetitis, ac pient inferri habetur, ejusdem possidendi appropinquare possit.

Articulus Quintus.

Hæc Pace includentur omnes illi, qui post permutationem ejusdem Rubicundissimum Tivolis lura sex Messis ab uno vel altera Parte et communis consensu nominabuntur.

Articulus Sextus.

Pacem hoc modo constitutam promittunt Legati Cæsarei, & Reges Hispania ad eamque alie mused conditam, & sua Majestates Cæsareo-Catholica & à sua Majestates Regio-Catholicae rubicundissimum, & publica Rubicundissimum instrumentum lura unum mensium spatium ab hodierna die compositionem, aut citius, si bene queat, hic recipere conveniunt in hi.

In quorum consensum facere, ac ruber supponimus Legati Plenipotentii Cæsarei, & Regio-Hispaniarum Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Signis

sub manibus, A&S hac fuit Vienna in Austria die septima Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

ANNO
1725.

(L.S.) EUGENIUS à SARAUDIA. (L.S.) J. G. Buro de RIPPERRA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINGENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARNBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Articulus Separatus.

PER Articulum hanc Separatum placuit, & conventionem est; Tuncque hoc in Tractatu ab utraque Parte assumptis Nuntiis præjudicio illi habet fore; Helicque Articuli Separato cum vim esse, ac si ipsorum Tractatu inferri fuisset, post etiam modo ratiabundus, in quorum eodem supranominati Plenipotentii hanc Articulum Separatum idem subscripserunt: Adum Vienna die septima Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L.S.) EUGENIUS à SARAUDIA. (L.S.) J. G. Buro de RIPPERRA.

(L.S.) PHILIPPUS LUDOVICUS Comes à SINGENDORFF.

(L.S.) GUNDACCARUS Comes à STARNBERG.

(L.S.) ERNESTUS FRIDERICUS Comes à WINDISCHGRAZ.

(L.S.) FRID. CAROL. Comes à SCHÖNBORN.

Plenipotentiis Cæsares.

CAROLUS SEXTUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, re Rex Germanie, Castellæ, Aragonie, Legionis, etque Sicilie, Hierusalæ, Hungarie, Bohemie, Dalmatie, Croatia, Slavonie, Navarra, Græcie, Toloni, Valentie, Gallie, Majoricarum, Sardinie, Sardis, Candie, Corcæ, Maris, Gennis, Agædis, Algeris, Gibraltari, Insularum Canarie, Indiarum, & Terre firmæ, Maris Oceani, Archidæ Austria, Dux Burgundie, Brabantie, & Mediolani, Styrie, Carinthie, Carole, Limburgie, Luxemburgie, Geldrie, Wilttembergie, Superioris & Inferioris Silesie, Calabrie, Athenarum, & Neopatrie, Princeps Suevie, Catalonie, & Asturie, Marchio Sacri Romani Imperii, Bæviæ, Moravie, Superioris & Inferioris Lusitanie, Comes Habsburgie, Andrie, Tyrolis, Forentis, Kybergie, Goris, & Arundis, Landgravius Alsacie, Marchio Orisani, Gontani, Namur, Rothomagi, & Cæsarum Dominus Marchie Scythie, Portus Napolie, Sicilie, Molise, Salinarum, Tripolis, & Mechlinis &c. Nomine, insignem facimus: Cum Serenissimus, & Potentissimus Princeps Dominus PHILIPPUS QUINTUS, Hispaniarum, & Indiarum Rex Catholicus, pro legatis illis Parisi universis opere, quod aliquo abhinc annis Cameracæ pender, quous possit modo, & audio persequendo, stabilisquendo, ad Asiam nostram Cæsarem Legatum suum extraordinarium, pient nobiscum instructum, super illis; quod promissum à Nos pro colles in fatissem, ac quoniam publicum solito amore, & fide, facem, que Nos & Sacrum Romanum Imperium lura, nec non Civitatem Hispania pro constanti universis Europæ tranquillitate repandit imperii, vigore publici omnium totius Imperii Electorum, Principum, ac Status Consensu & regulis de dato Rubicundissimum die nonæ Decembris anni millesimi septingentesimi viginti secundis assensum omnino, iubentemque cupientes, considerant de pedestris, & experte rerum tractandarum ois, sde, ac dexterritate Nostrorum Consiliorum, Consiliorum, Insularum, Bistituti, Eugenii Principis Sabaudie, & Fredericorum, inter Veneris Equis, Consiliis adori Artico-Bellii præfatis

Locum.

ANNO
1715.

124

CORPS DIPLOMATIQUE

benga à ella en manera alguna directa: o indirectamente, para para todo ello, y lo demás, que fuere necesario, en dadas y concediendo todo el poder autoridad, y facultad, que le requiere, y que lo apovaremos, y ratificaremos deuto de el término, que reciprocamente se conviniere para ello, prometiéndolo Nos así mismo en fee y palabra Real de pajar por ella, apovarlo y ratificarlo con todas las solemnidades y demás requisitos devidos. En testimonio de lo qual mandamos despachar, y despachamos la presente firmada de nuestra mano, sellada con nuestro Sello secreto, y refrendada de nuestro letrado Secretario de Estado y de el despacho. Dada en Buenavista à dos de Abril de mil setecientos y veinte y cinco años.

(L.S.) YO EL REY.

JUAN BAPTISTA DE ORENDAIN.

Ratificatio Cæsares.

NOS CAROLUS SEXTUS Divini favente clementiæ Elector Romanorum Imperator semper Augustus, re Rex Germaniæ, Castellæ, Aragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Sclavoniæ, Navarræ, Guizotæ, Tolosæ, Valentini, Gallitiæ, Majoricarum, Sardinie, Algeriæ, Gibraltari, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentium, Insularum, & Continentium Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Mediolani, Comes Hassburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barchinonæ, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis presentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi audientibus, nos quomodocunque infra scriptorum nomina ad ipsos perveniri: Divini favente clementiæ fuisse esse, quod super Bello, quo propter Successionem Hispanicam universa propinqua Europa involuta fuit, aunc Tractatus Pacis, Nos, Sacrumque Romanum Imperium inter, & Serenissimum, ac Potentissimum Principem Philippum quatuor Hispaniarum, & Indiarum Regem Catholicum in Civitate nostra Viennæ, per constitutos utriusque Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios, nuper innotuit, & conclusit, atque solemniter demum Instrumentum consensum, inscriptum, & signatum fecit, tenor, modo, & tenore sequenti.

Locus inferti Tractatus.

Com igitur omnia, & singula, quæ publico huius Instrumenti inserta leguntur, nostro Cæsare, & Sacri Romani Imperii nomine, per Nostros Cæsares Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios supra nominatos gesta, acta, & contracta fuerint: Hinc Nos præhabili mæritæ, & deliberati consideratione, accedente communis omnium Imperii Sacrorum consensu de viginti Jussu respectu, præfatum Pacis Tractatum in omnibus, & singulis punctis rati, gratumque omnino habuerimus, pro ut ex eorundem nobis scientiæ, & Cæsareæ Majestatis plenitudine ipsam approbamus, laudamus, ratificamus, & confirmamus, atque perpetuè, & firma esse, ac fore præstatæ omnia, virtute presentium, firmamus, & declaramus. verbo Nostro Imperiali promittimus, pro Nobis, Nostri Successores Romanorum Imperatores, & Regibus, ac Sacro Imperio Romano Nos omnes, & singulos Antecessores, & quicquid totius hoc Pacis Conventionis continetur, firmiter, constantiter ac inviolabiliter servare, plenamque executionem mandare, nec ulli unquam ratione vel per Nos, vel per alios ullo unquam tempore eidem contravenire, aut, ut per alios contraveniat, quatenus modo permittimus esse, omni dolo, & fraude remota: lo quorum omnium testimonium, robor, ac fidem Nigillum Nostrium Cæsareum majus hoc Diplomati nostro subscripto, appendi iussimus. Da-

tem la Civitate nostra Viennæ viginti octo Augusti Anno millesimo septingentesimo, vigesimo quinto. Regnum nostrorum Romanum decimo quarto, Hispaniarum vigesimo secundo, Hungariæ, & Barchinonæ verò decimo quinto.

CAROLUS.

(L.S.)

VL FRID. CAROL. COMES DE SCHÖNBORG.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ
Majestatis proprium.

PHILIPP. WILHELMICUS Nobilis Dom.
de GEORNTHAL.

Ratificatio Hispanica.

PHILIPPUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymorum, Navarræ, Granatæ, Tolosæ, Valentini, Gallitiæ, Majoricarum, Hispaniæ, Sardinie, Mæritæ, Guizotæ, Algeriæ, Gibraltari, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentium, Insularum, & Continentium Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Mediolani, Comes Hassburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barchinonæ, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum Divina favente clementiæ, Nos inter, & Serenissimum, acque Potentissimum Principem Carolum hujus nominis Sextum Romanorum Imperatorem & Sacrum Imperium Tractatus Pacis per Missos Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios amplexibus Mandatis ad id normatum pro eoque pure indructis, quorum nomina in ipso Conventionis Instrumento inserta leguntur, conclusit, inscriptum, & signatum fuerit forma, modo, & tenore sequenti.

Locus inferti Tractatus.

Nos eodem animo & singula præhabili, meriti, & diligenti consideratione, ex certis nobis scientiæ approbamus, ratificamus, & confirmamus, atque & firma esse, & fore virtute presentium declaramus, atque verbo Regis promittimus, pro Nobis, nostrisque Successoribus, Regibus, & Subditis, Nos, omnes, & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid totius hoc Pacis Conventionis continetur, firmiter, constantiter, & inviolabiliter servare, atque executioni mandare, nullaque ratione, ut vel ex ulla parte, vel per alios contraveniat, quomodocunque id fieri possit, omni dolo, & fraude exclusis. In quorum omnium fidem, robor, & testimonium, præfatis nostris Ratificationis Literis appendi mandavimus, mano nostrâ subscrisit, & Nigillum nostrum fecerit appenditione roboratas, nec non inscriptis Secretariis ulla hactenus universis expeditionis chirographo referendum. Datum in Reale hac nostra apud Sanctum Eusebium, die Jussu viginti prima, Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOANNES AD ORENDAIN.

Ratificatio Hispanica Articuli Separati.

PHILIPPUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymorum, Navarræ, Granatæ, Tolosæ, Valentini, Gallitiæ, Majoricarum, Hispaniæ, Sardinie, Mæritæ, Guizotæ, Algeriæ, Gibraltari, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium, & Occidentium, Insularum, & Continentium Maris Oceani Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Mediolani, Comes Hassburgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barchinonæ, Dominus Biscayæ, & Molinæ &c. &c.

Cum præter Instrumentum Pacis Nos inter, & Serenissimum, ac Potentissimum Romanorum Imperatorem, & Sacrum Imperium conclusit à Nobis jam præhabitu,

ANNO
1715.

ANNO rum, etiam in Arliculo sequentem per Ministros ab
1715. utaque Parte Legatos Extraordinarios, & Plenipoten-
tiation conveniens iurici iusta subsistentiam tenorem:

Locuti Articulis Separati.

Nos autem pariter ratum, & firmum habere volentes, hinc ipsam confirmamus, approbamus, & ratificamus, verbo Reipublice promittimus: nos eundem accuratè observaturi, nec unquam ipsi quavis ratione, pretensione, seu preterita contravenimus, aut infracturos; in quorum idem, robore, & testimonium presentes approbationis, & Ratificationis Literas, vel Instrumentum, manu propria subscripsimus, & sigilli nostri decreti appositione expressit, & manu mandavimus, nec non inhiiscenti Secretarii Nostris Stadii, & universis Expeditionibus chronographo roborari. Datum in Regiâ hinc Nostra apud Sanctum Michaelis die Julii vigesima prima Anno Domini millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

PHILIPPUS.

(L.S.)

JOHANNES AB ORANDAY.

XL.

Jun. *Édit de Louis XV. Roi de France donné en faveur de la COMPAGNIE DES INDES établie à Paris, contenant une grande extension de Privilèges, avec la Confirmation de tous les précédents. Donné à Versailles au Mois de Juin 1715. [Sur la Copie imprimée à Paris.]*

LOUIS, &c. A tous présents & à venir, SALUT. Une de nos principales attentions à notre Avènement à la Couronne, ayant été d'augmenter & faire fleurir le Commerce de notre Royaume, Nous avons au Mois d'Août 1717, créé & établi une Compagnie de Commerce Maritime, sous le nom de *Compagnie d'Océan*: Depuis cette époque nous avons diversifiés autres Compagnies de Commerce, établies sous le Règne du feu Roi notre très-honorable Seigneur & Bis-Ayeul, étoient tombées dans un tel anéantissement, que nos Sujets étoient obligés de tirer des Étrangers, les Marchandises que ces Compagnies auroient dû leur procurer: Nous avons jugé qu'il convenoit au bien de notre Etat, de rétablir les différents Privilèges de Commerce exclusif, &c. devant concéder à ces Compagnies particulières, à cet égard d'Océan que nous avons nommé *Compagnie des Indes*, afin que toutes ces Parties intéressées pussent respectivement se défendre; & Nous avons la satisfaction de voir l'utilité de cette réédiction, par la situation actuelle de ces mêmes Parties de Commerce, bien différente de ce qu'elle étoit lors de leur création; reconnoissant d'ailleurs qu'il est de notre justice d'attribuer la source d'un grand nombre de nos Sujets de tous états & conditions, qui se trouvent intéressés dans la *Compagnie des Indes*, par les engagements qu'ils n'ont pu le dispenser de prendre dans les différentes opérations dont elle a été chargée pendant notre Minorité: Nous avons fait examiner en notre Conseil les moyens d'affermir & soutenir de plus en plus la *Compagnie des Indes*, en confirmant en la forme la plus antérieure les Privilèges exclusifs de différents Commerces que Nous lui avons concédés jusqu'à présent, qui sont de nature à ne pouvoir être aliénés, s'ils étoient libres, sans que ladite Compagnie puisse en présumer aucun autre à l'avenir; notre intention étant qu'elle serve à l'accroissement du Commerce de notre Royaume, sans troubler celui des Négociations particulières, & sans pouvoir s'immiscer en aucun temps dans nos Finances; en établissant pour toujours le gouvernement & l'administration des affaires de cette Compagnie, de manière que nos Sujets aient une entière confiance à son Établissement; que Nous formons résolu de soutenir de toute notre autorité. A CES CAUSES, &c. Nous avons par le présent Édit perpétuel & irrévocable, ordonné & ordonnons.

ARTICLE PREMIER.

Que la *Compagnie des Indes* créée sous le nom de *Compagnie d'Océan* par nos Lettres Patentes du

Mois d'Août 1717, jouisse à perpétuel des Concessions & Privilèges que Nous lui avons accordés, tant par lesdites Lettres Patentes, que par nos Édits, Déclarations & Arrêts de notre Conseil rendus depuis en la faveur; desquelles Concessions & Privilèges Nous voulons que ladite Compagnie jouisse de la manière que les Compagnies qui ont eu ces mêmes Privilèges, en ont joui ou du jour, sous les Articles auxquels il sera dérogé, ou qui feroient plus simplement expliqués par le présent Édit.

II. La Compagnie des *Indes* jouira du Privilège exclusif du Commerce dans toutes les Mers du *Inde*, & au delà de la Ligne, des îles de *Bourbon* & de *France*, & de toutes les Colonies & Comptoirs établis & à établir dans les différents états d'Afrique & de la Côte Orientale d'Asie, depuis le Cap de Bonne Espérance jusqu'à la Mer Rouge, ainsi qu'en ont joui ou dû jouir la Compagnie des *Indes-Orientales*, établie par Édit du Mois d'Août 1664, pour 50. années, & par Édit du Mois de Février 1684, & par Édit pour 10. autres années, à commencer du premier Avril 1714, par Déclaration du 29. Septembre 1714, & autres Déclarations & Arrêts, ensemble des Privilèges accordés à la Compagnie particulière de la *Chine*, par Arrêt de notre Conseil du 25. Novembre 1712 & Lettres Patentes expédiées en conséquence le 11. Février 1713. Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, de faire aucun Commerce, directement, ni indirectement, dans lesdites Mers & Pais de la Concession de la Compagnie des *Indes*, à peine de confiscation des Vaisseaux & Marchandises au profit de ladite Compagnie, ni de prendre aucun intérêt dans des Armemens particuliers qui pourroient se faire pour lesdites Mers & Pais, même sous le Prétexte & sous le prétexte d'aucun Païs étranger, à peine de détournement.

III. Ladite Compagnie jouira du Commerce exclusif de la Traite des Nègres, l'Inde d'or, & autres Marchandises à la Côte d'Afrique, depuis la Rivière de *Serre-Léone*, inclusivement, jusqu'au Cap de Bonne Espérance, ainsi qu'en a joui ou dû jouir la Compagnie de *Gambie*, qui avoit été établie par Lettres Patentes du Mois de Janvier 1681, & conformément aux Arrêts de notre Conseil des 27. Septembre 1700, & 14. Décembre 1722.

IV. Ladite Compagnie ayant acquiescé le 15. Décembre 1718, le Privilège & les Efforts de la Compagnie du *Sénégal*, établie par Lettres Patentes du Mois de Mars 1684, elle jouira seule du Commerce de la Traite des Nègres, Cuir, Mouton, Poudre d'or, & autres Marchandises, depuis le Cap Blanc jusqu'à la Rivière de *Serre-Léone*, exclusivement, ainsi & de la même manière que ladite Compagnie du *Sénégal* en a joui ou dû jouir.

V. Jouira pareillement ladite Compagnie, de la Concession de la Colonie de la *Louisiane*, & du Commerce exclusif du Caïen, conformément à nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717, & Édit du Mois de Décembre de la même année, rendus en faveur de ladite Compagnie.

VI. La Compagnie des *Indes* jouira du Privilège du Commerce de la Côte de *Bardarie*, ainsi & de la même façon qu'en ont joui les Compagnies auxquelles elle a été subrogée dans ledit Commerce.

VII. La Compagnie d'*Océan*, devenue depuis Compagnie des *Indes*, ayant porté en notre Trésor Royal cent Millions de Livres, provenant du prix des premières Actions de cette Compagnie, dont nous nous étions chargés de lui faire quatre Millions de Rente annuelle, laquelle par notre Édit du Mois de Décembre 1717, étoit inféodée en notre Cour de Parlement le 31. du même Mois, Nous avons ordonné par nos Lettres Patentes du 21. Mars 1718, du Tabac & des Indes; & depuis nous avons jugé que la jouissance du Privilège exclusif du Tabac étoit convenable à ladite Compagnie, tant par la quantité de Tabac qu'elle peut tirer de ses Plantations, que pour la facilité que lui donne son Commerce, de faire venir tout ce qui lui étoit nécessaire pour l'exercice de ce Privilège; Nous avons dans cette même intention, créé le Bail de la Ferme du Tabac à ladite Compagnie d'*Océan*, par Édit de notre Conseil du premier Août 1718. sous le nom de *Trésor d'Indes*, qui avoit continué d'en jouir, tant sous le nom de Compagnie d'*Océan*, que sous celui de Compagnie des *Indes*; mais cette jouissance ayant été interrompue pendant la Régie des Commissaires de notre Conseil, ordonnons.

ANNO
1715.

ANNO
1725.

ordonnée par Arrêt de notre Conseil du 17. Avril 1721. pour les Affaires de ladite Compagnie, & la reddition de ses Comptes; Nous avons au Mois de Mars 1723. fait celle ladite Régie, & établi ladite Compagnie dans la jouissance de ses Effets; Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. dudit Mois de Mars 1723., étendu la jouissance du Privilège exclusif de la vente du Tabac, à la Compagnie des Indes, pour être qu'elle envoie elle de deux Millions cinq cent mille Livres de Rentes, à compter de trois Millions, à quoi Nous avions réduit par Arrêt de notre Conseil du 19. Septembre 1719., les quatre Millions de Rentes constituées à la Compagnie d'Orléans, en conséquence de notre Edit du Mois de Décembre 1717. Et depuis, voulant assurer pour toujours à ladite Compagnie des Indes la jouissance dudit Privilège exclusif, tant pour encourager les Français de Tabac dans les Colonies de la Concession, que pour assurer de plus en plus l'usage de la fustane des Asiatiques; Nous avons ordonné par Arrêt de notre Conseil du premier Septembre 1723., que par des Commissaires de notre Conseil, il seroit passé à la Compagnie des Indes, ses Directeurs Suppléans pour elle, un Contrat d'affiliation à titre d'engagement, du Privilège exclusif de la vente du Tabac, pour en jouir ainsi qu'en a joint ce dit jour Verifier, dernier Fermier de la vente exclusive, à commencer la jouissance du premier Octobre 1723., & pour demeurer quinze par Nous envers ladite Compagnie, de la Somme de quatre-vingt-dix Millions sur ladite Somme de cent Millions, qui font l'ancien fonds de ladite Compagnie, par elle joint en notre Trésor Royal en exécution de l'Edit du Mois de Décembre 1717. Et d'autant que Nous reconnoissons de plus en plus, que le même fonds de quatre-vingt-dix Millions, qui est le patrimoine des Actionnaires, doit résider dans la circulation du Commerce de la Compagnie, il lui seroit produit actuellement de bien plus grands bénéfices, que ne peuvent être ceux de la vente exclusive du Tabac, à quelque Somme qu'ils puissent monter, & que par cette raison, & autres grandes & importantes considérations à Nous connues, il est de notre Justice d'allouer à ladite Compagnie en la meilleure forme & manière, ledit Privilège de vente exclusive; Nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable, confirmé & confirmons l'affiliation faite en conséquence dudit Arrêt du premier Septembre 1723. par les Commissaires de notre Conseil, par Contrat passé le 19. Novembre ensuivant, à ladite Compagnie des Indes, du Privilège de la vente exclusive du Tabac dans l'étendue de notre Royaume, Pâis, Terres & Seigneuries de notre obéissance, sans que sous quelque prétexte que ce soit, elle puisse être troublée en la jouissance dudit Privilège.

VII. La Compagnie des Indes exercera le Privilège exclusif de la vente du Tabac, en son nom, comme chose à elle appartenant en pleine propriété, sans qu'il soit besoin qu'elle y soit autorisée par aucun Arrêt de prise de possession; elle en jouira ainsi qu'elle en jouit ou doit jouir actuellement, en conséquence de l'Arrêt de notre Conseil du 1. Septembre 1723., sans pouvoir augmenter le prix des Tabacs; & les contrevenances audit Privilège seront punies conformément à nos Edits, Déclarations, Ordonnances & Arrêts rendus sur cette matière, ainsi & de la même manière que s'il exerçoit en notre nom, attendu l'Arrêt Public dans cette Compagnie, dont Nous entendons solennellement les Privilèges de toute notre autorité.

IX. Encore que le Café étant de crû & culture des Pais de la Concession de la Compagnie des Indes, le Privilège exclusif de l'importation & vente de cette Marchandise lui appartient de droit; néanmoins comme l'ancienne Compagnie des Indes-Orientales en avoit cédé le Traité, nous en avons accordé nommément le Privilège à la Compagnie des Indes, par les Arrêts de notre Conseil du 31. Août & 13. Octobre 1723., que Nous voulons être exécutés, en confirmant ledit Privilège à la Compagnie des Indes en tant que besoin est, à condition qu'elle se pourra en aucun tems le vendre plus cher qu'elle le vend présentement, & sans déroger au Privilège de la Ville de Marseille à cet égard, sous lequel nous l'avons maintenu par Arrêt de notre Conseil du 8. Février 1724.

X. Voulons que ladite Compagnie des Indes exerce ledit Privilège exclusif de la vente du Café dans l'étendue de notre Royaume, en la même forme prescrite par l'Article VIII. du présent Edit pour le Privilège du

Tabac, & que les fraudes & contrevenances qui pourroient y être commises, soient jugées par les Juges à qui la connoissance en est attribuée par notre Déclaration du 10. Octobre 1723., réglée en nos Cours des Aides, & conformément aux dispositions de ladite Déclaration.

XI. Comme en confirmant la Compagnie des Indes dans des Privilèges de Commerce, qui ne peuvent se former & résister à l'avantage de notre Etat, qu'autant qu'ils seront exclusifs ainsi qu'ils l'ont toujours été, & qu'ils seront gouvernés par le même esprit; Notre intention est que cette Compagnie serve à l'intermède du Commerce de notre Royaume, sans affoiblir celui des Négocians particuliers; Nous déclarons qu'il n'advient elle ne pourra prétendre aucun autre Privilège exclusif, tel qu'il puisse être, que ceux qui lui sont conférés par le présent Edit. Et attendu que l'expérience nous a fait connoître qu'autant l'établissement de cette Compagnie est utile & nécessaire, lors-qu'elle est uniquement occupée du soin des Colonies importantes & des Parties de Commerce considérables que Nous lui avons concédées, autant il est contre le bon ordre & contre nos Intérêts, & contre même de ladite Compagnie, qu'elle entre dans ce qui peut avoir rapport à nos Finances; Nous lui défendons très-expressement de s'immiscer en aucun tems, directement ou indirectement, dans nos Affaires & Finances; Voulons qu'elle soit & demeure conformément à son Institution, Compagnie purement de Commerce, appliquée uniquement à solliciter celui qui lui est confié, & à faire valoir avec sagesse & économie le bien de nos Sujets qui y sont intéressés, sans que les fonds de la Compagnie des Indes puissent être en aucun cas employés à autre usage qu'à son Commerce.

XII. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 23. Mars 1723. ordonné, qu'il seroit passé à la Compagnie des Indes un Contrat d'affiliation à titre d'engagement, des Droits composés sous le Domaine d'Orléans, pour demeurer quinze envers elle de la Somme de trois Millions trois cent trente mille trois cent trente-trois Livres 12 Sols huit Deniers, à imputer sur les cent Millions par elle portés en notre Trésor Royal; mais ayant reconnu qu'il étoit plus convenable que ledit Domaine d'Orléans ne fût point séparé de nos Fermes Générales, Voulons & ordonnons que ledit Arrêt de notre Conseil du 23. Mars 1723., qui n'a eu aucune exécution, demeure retiré & comme non avenue, déchargés ladite Compagnie des engagements & conditions y contenues; Et à l'égard des dix Millions restans des cent Millions portés en notre Trésor Royal par ladite Compagnie, déduction faite des quatre-vingt-dix Millions dont Nous avons sommes acquiescées envers elle par l'affiliation du Privilège exclusif de la vente du Tabac, Voulons qu'elle continue de jouir de la Rente du principal desdits dix Millions de Contrats, à raison de trois pour cent, conformément à l'Arrêt du 19. Septembre 1719., & d'être payée des Arrérages, de six Mois en six Mois, sur le dit pôt.

XIII. Le Privilège exclusif des Loteries, que Nous avons accordé à la Compagnie des Indes par Arrêt de notre Conseil du 15. Février 1724., demeurent éteints & supprimés; Nous voulons que les Actions remises par la Compagnie, soient annuées & brûlées en présence des Actionnaires, au jour qui sera indiqué, au plus tard trois Mois après la Publication du présent Edit, sous le sceau des Procès-Verbal inséré dans le Registre des délibérations de ladite Compagnie.

XIV. Nous avons par Arrêt de notre Conseil du 22. Mars 1723., fixé à cinquante mille le nombre des Actions de la Compagnie des Indes; & comme depuis ce tems la Compagnie en a retiré à son profit un nombre considérable, Nous voulons que les Actions remises par la Compagnie, soient annuées & brûlées en présence des Actionnaires, au jour qui sera indiqué, au plus tard trois Mois après la Publication du présent Edit, sous le sceau des Procès-Verbal inséré dans le Registre des délibérations de ladite Compagnie.

XV. La Compagnie se trouvant chargée de Rentes viagères constituées en exécution de l'Arrêt de notre Conseil du 30. Juin 1724., en faveur des Porteurs des Billes de Loterie dont la Compagnie a reçu la valeur en Argent ou en Actions par elle émises; Nous voulons que ledit Arrêt soit exécuté selon la forme &eneur, & que les Rentes constituées en conséquence soient exactement payées; lequel paiement devant être fait du même fonds affecté au paiement du dividende des Actions retirées, & considérant d'ailleurs les conventions qui ont résisté & devant de la multiplica-

ANNO
1725.

ANNO 1725. zion des Actions, qui ne peut être faite qu'au grand préjudice des premiers Adionnaires, Nous défendons à la Compagnie des Indes de retirer ou racheter à l'avenir aucunes Actions, que pour des femmes, mariages & bristres en présence des Adionnaires convoqués, dont sera dressé Procès-Verbal, sans que le nombre effectif d'Actions qui subsisteront, soit toujours connu des Adionnaires.

XVI. Il sera tenu tous les ans dans le content du Mois de Mai, ou jour indiqué, une Assemblée générale de la Caiffe générale, dans laquelle sera lu & rapporté le Bilan général des affaires de la Compagnie de l'année précédente, & dans laquelle la fixation du dividende sera déclarée.

XVII. Tout Adionnaire qui aura déposé ses Actions à la Caiffe générale de la Compagnie, dans le terme prescrit par l'Article d'indication de l'Assemblée générale, y aura entrée.

XVIII. Etant informé que plusieurs Particuliers peuvent avoir employés en Actions de la Compagnie des Indes, des fonds provenant de remboursements d'Effets qui leur recoient nature de propres, & cependant qu'il peut y avoir à craindre pour les Familles qui ont des fonds considérables en Actions, qu'ils ne se dissipent par la facilité qu'il y a d'en divoiser, Nous voulons qu'il soit libre à l'avenir à tous Propriétaires d'Actions, de les déposer, avec telles conditions & restrictions qu'il jugera à propos, à la Caiffe générale de la Compagnie, ou il sera tenu par le Caissier général & de la suite au Registre secret de compte ouvert desdites Actions déposées, tant pour le principal que pour les dividendes, & qu'il soit dressé par ledit Caissier général un Acte d'acte de dépôt, qui sera puilé devant Notaire, contenant les conditions & restrictions stipulées par l'Adionnaire qui aura fait le dépôt, auxquelles le Caissier général sera tenu de se conformer.

XIX. Conformément à l'Article XVI de nos Lettres Patentes du Mois d'Août 1717, portant le premier établissement de la Compagnie des Indes, sous le nom de Compagnie d'Indes, tous Procès qui pourroient naître en France pour raison des affaires d'Inde, seront terminés & jugés par les Juges-Consuls à Paris, dont les Sentences s'exécuteront en dernier ressort jusqu'à la Somme de quinze cents Livres & au-dessous par provision, sauf l'appel à notre Cour de Parlement de Paris: Et quant aux matières criminelles dans lesquelles la Compagnie sera Partie, soit en demandant, soit en défendant, elles seront jugées par les Juges ordinaires. Si DONNÉS EN MANDEMENT, &c. Donné à Versailles au Mois de Juin 1725.

Signé, LOUIS, &c.

XLII.

3. Sept. *Traité d'Alliance fait & conclu, entre Leurs Majestés BRITANNIQUE TRIS-CHRETIENNE & Prussienne, à Hanover le 3. Septembre 1725. Avec TROIS ARTICLES séparés, concernant l'Affaire de Thorm, & le Cas d'une Guerre contre l'Empereur & l'Empire. A Hanover le 3. Septembre 1725. [Simple Copie, mais fautive.]*

LEURS MAJESTÉS le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Tris-Chrétien, & le Roi de Prusse ayant vu avec plaisir combien l'Union seroit qui subsiste entre Elles, a contribué non-seulement au Bonheur de leurs propres Royaumes & Sujets, mais aussi au bien & à la Tranquillité publique; étant persuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à assurer & à affermir les mêmes Avantages contre tous les Evénements qui pourroient naître, que de continuer de plus en plus ladite Union & la rendre indissoluble; Et ayant résolu incontinent sur tous les Tractés qui subsistent entre Leursdites Majestés, (auxquels Elles déclarent qu'Elles ne veulent, par le présent Traité, déroger en aucune manière.) Elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles mesures pour les Cas où il pourroit arriver quelques Troubles dans l'Europe, en convenant entre Elles de ce qui seroit nécessaire, non-seulement pour la Sécurité & les Intérêts les plus essentiels de leurs propres Royaumes, mais aussi par

rapport au bien & à la Tranquillité publique. Par ces considérations, & dans cette vue, Leursdites Majestés Britannique, Tris-Chrétienne & Prussienne ont donné leurs Pleins-Pouvoirs; Ordon, S. M. Britannique au Sieur Charles Vicomte de TOWNSEND, Baron de Ligon, son Lieutenant dans le Comté de Norfolk, Chevalier de l'Ordre de la Jarretière &c.; & son Secrétaire d'Etat; S. M. Tris-Chrétienne au Sieur François Comte de BRAGLO, Lieutenant-Général de ses Armées, Directeur-Général de la Cavalerie & de ses Dragons, Gouverneur de Mont-Dauphin, & son Ambassadeur auprès dudit Serenissime Roi de la Grande-Bretagne; & S. M. Prussienne au Sieur Jean-Christophe de WALLHRODT, son Ministre d'Etat & son Envoyé Extraordinaire auprès dudit Serenissime Roi de la Grande-Bretagne: Lesquels, en vertu desdits Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies leur ont été données & ont à la fin du présent Traité,) ayant péché avec tout l'attention possible les mesures les plus propres pour parvenir au but que Leursdites Majestés se proposent, sont convenus des Articles suivants.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès à présent & pour tous les tems à venir, une Paix véritable, ferme & invariable; une Amitié la plus sincère & la plus intime, & une Alliance & Union la plus étroite entre lesdits trois Serenissimes Rois, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Etats, Faux, & Villes insés par leurs Terres respectivement, & leurs Sires & Habitans, tant dedans que dehors l'Europe; & ils feront conclures & cultivés de manière, que les Parties Contractantes puissent avancer & déveller leurs Intérêts & Avantages respectifs, & prévenir & repousser tous les Torts & Dommages, par les moyens les plus convenables qu'Elles pourront trouver.

II. Comme c'est le véritable but & l'intention de cette Alliance entre lesdits Rois de conserver mutuellement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes respectifs, Leurs Majestés fondées d'entreprendre leur Garantie réciproque, pour procurer & maintenir généralement tous les Etats, Paix & Villes, sans distinction que dehors l'Europe, dont chacun des Alliez fera effectivement en Possession au tems de la Signature de cette Alliance, aussi bien que les Droits, Intérêts & Avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, dont lesdits Alliez jouissent, ou doivent jouir respectivement: Et pour cette fin, lesdits Rois sont convenus que si, en haine de cette Alliance, ou sous quelque autre prétexte, aucun desdits Alliez étoit attaqué hostillement, ou qu'il souffrit quelque tort dans les choses ci-dessus spécifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il soit, les autres Alliez employeroient leurs bons Offices pour faire faire raison à la Partie lésée, & pour porter l'Aggresseur à s'abstenir d'aucune hostilité ou tort ultérieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des Parties Contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'Elle fût troublée dans les Cas susdits, & que les bons Offices ci-dessus mentionnés ne fussent par assez efficaces pour procurer une juste satisfaction & réparation pour les Torts & Dommages faits à la Partie lésée, alors les autres Parties, deux Mois après que la Requisition leur aura été faite, fournissent les Secours suivants: C'est-à-dire,

S. M. le Roi de la Grande-Bretagne donnera 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

S. M. le Roi Tris-Chrétien fournira en pareil cas 8000. Hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux.

Et S. M. le Roi de Prusse fournira aussi en pareil cas 3000. Hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux.

Adm à la Paix tranquille, aimoit mieux arrêter des Vaisseaux de Guerre & de Transport, ou même des Subsidés en Argent, ce qu'on laissera toujours à son choix, alors les autres Parties lui fourniront des Vaisseaux ou de l'Argent à proportion de la dépense des Troupes à donner comme ci-dessus: Et pour ôter toute sorte de doute par rapport à cette dépense, les Parties Contractantes conviennent que mille Hommes de plus seront évalués à 10000. Florins de Hollande par Mois, & mille Chevaux à 30000. Florins de la même Monnoye, aussi par Mois; & l'on fera le calcul pour les Vaisseaux de Guerre & de Transport à proportion. Si les Secours ci-dessus spécifiés ne suffisent pas pour faire faire Justice à la Partie lésée, alors les Parties Contractantes comprendront ensemble des Forces ultérieures.

ANNO 1725.

ANNÉE 1715. rantes à être fournies : Et enfin, en cas de nécessité, lesdits Alliez subveniront la Part légal de toutes leurs Forces, & même déclareront la Guerre à l'Agresseur.

IV. Et comme lesdits trois Sérénissimes Rois sont résolus de réunir de plus en plus l'étroite Union qui régnait entre-Eux, par toutes les manières possibles d'une bonne Foi & d'une Confiance mutuelle, ils font convenir réciproquement, une-façon de s'entendre dans aucun Traité, Alliance ou Engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque manière que ce soit, aux Intérêts les uns des autres, mais même de s'entre-communiquer fidèlement les Proposicions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre sur ce qui leur seroit proposé, aucune Résolution que de concert, & après avoir examiné conjointement de quel profit convenable à leurs Intérêts communs, & propre à maintenir l'équilibre de l'Europe, qu'il est si nécessaire de conserver pour le bien de la Paix générale.

V. Comme S. M. Très-Christienne, intéressée particulièrement par la qualité de Garant des Traitez de Westphalie, au maintien des Privilèges & Libertés du Corps Germanique, & Leurs Majestés Britannique & Prussienne, comme Membres de ce Corps, voyent avec peine égale des semences de Division, & des plaintes qui pourroient entraîner, & contraindre une Guerre qui embraseroit toute l'Europe par les suites funestes qui en résulteroient; Leursdites Majestés étant toujours attentives à ce qui pourroit un jour troubler la Tranquillité de l'Empire en particulier, & celle de l'Europe en général, s'engagent & promettent de s'entourer moralement pour le maintien de l'observation desdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant été faits par les Affaires de l'Empire, sont regardés comme la Bâse & le fondement de la Tranquillité du Corps Germanique, & le soutien de ses Droits, Privilèges, & Immunités, auxquels Leurs Majestés desirant véritablement de pourvoir d'une manière solide.

VI. La présente Alliance subsistera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du présent Traité.

VII. Leurs Majestés Britannique, Très-Christienne & Prussienne invitent les Princes & Etats dont Elles conviendront entre-Elles, à accéder au présent Traité, & Elles font convenances dès à présent d'y inviter également les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.

VIII. Ce présent Traité sera approuvé & ratifié par L. M. le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Christien & le Roi de Prusse, & les Ratifications seront fournies dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plutôt, s'il est possible.

En foi de quoi nous, en vertu des Pleins-Pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité, auquel nous avons fait apposer le Cachet de nos Armes, Fait à HANOVER le 3. Septembre 1715.

TOWNSEND. BROGLIO. WALLEBRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Premier Article Séparé.

COMME l'Affaire arrivée dernièrement dans la Ville de Vienne, & de qui s'en est ensuivi, ont alarmé plusieurs Princes & Etats, qui ont enjoint, par une préjudice du Traité d'Ulm, il n'arrive à cette occasion des Troubles, non-seulement dans la Pologne, mais aussi dans les Pais voisins, Leurs Majestés Britannique, Très-Christienne & Prussienne, qui comme Garantes du susdit Traité d'Ulm, sont intéressées à ce qu'il soit maintenu & observé dans tout son étendue, s'engagent d'employer leurs Officiers le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire épargner ce qui auroit pu être fait de contraire au dit Traité d'Ulm, & pour cet effet, Leursdites Majestés s'inscrivent, de concert, par leurs Ministres en Pologne des Instructions qui auroient pu être faites au dit Traité d'Ulm, & des moyens d'y remédier d'une manière qui assure entièrement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle seroit exposée, si un Traité aussi solennel que celui d'Ulm souffrait quelques atteintes.

Cet Article servira à la même force que s'il avoit été inséré de moi à moi dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui, il sera ratifié de la même manière, & les

Ratifications en seront échangées dans le même temps ANNÉE 1715.

En foi de quoi, nous Soussigner, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiés de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Armes de nos Armes. Fait à HANOVER le 3. Septembre 1715.

TOWNSEND. BROGLIO. WALLEBRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Second Article Séparé.

Si en haine des Secours que S. M. Très-Christienne donneroit à S. M. Britannique & à S. M. Prussienne, pour les garantir du Trouble qu'Elles pourroient souffrir dans les Etats qu'Elles possèdent, l'Empire déclarait la Guerre à Saule Maj. Très-Christienne, comme dans ce cas une telle Déclaration ne regarderoit pas moins le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne & le Sérénissime Roi de Prusse, dont les Intérêts auroient été l'occasion de la Guerre, que S. M. Très-Christienne auroit à souffrir non-seulement ils ne feroient point leur Contingent en Troupes, ni en ce qui s'en suit nature de Secours que ce peut être, quand même Leursdites Majestés Britannique & Prussienne ne feroient pas complices & nommés dans la Déclaration de Guerre que l'Empire feroit à la France; mais même Elles agiroient de concert avec S. M. Très-Christienne, jusqu'à ce que la Paix troublée à cette occasion fût établie, Saide Majesté Britannique promettrait d'allouer spécialement d'excuser dans ce cas comme dans tous les autres, les Travaux qu'Elle a conclus avec S. M. Très-Christienne, laquelle de son côté promet de les observer fidèlement.

Cet Article servira à la même force que s'il avoit été inséré de moi à moi dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui, il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même temps.

En foi de quoi, nous Soussigner, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiés de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à HANOVER le 3. Septembre 1715.

TOWNSEND. BROGLIO. WALLEBRODT.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Troisième Article Séparé.

S'il arrivoit que nonobstant la ferme résolution dans laquelle est S. M. Très-Christienne, d'observer exactement tous ses Traitez à l'égard de l'Empire, en ce à quoi il n'a point été dérogé par le présent Traité, l'on vouloit, de la part dudit Empire, prendre quelque résolution contre la France, au préjudice de la Garantie générale des Possessions, telle qu'elle est stipulée par le Traité signé ce jourd'hui, S. M. Britannique & à S. M. Prussienne promettrait, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, & d'être, le plus efficacement qu'Elles pourront, soit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diète, soit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne se commette rien qui y soit contraire: Mais, si comme toute suite, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit déclarée à la France de la part dudit Empire, quoiqu'en ce cas n'étant plus une défensive, Elles ne seroient pas obligées, suivant ses Constitutions, de fournir aucun Contingent: Cependant, pour être tout d'accord entre Leursdites Majestés, si elles croyoient ne pouvoir le dispenser de remplir leurs devoirs de Membres de ce Corps, Leursdites Majestés Britannique & Prussienne se réservent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celui qu'Elles pourroient à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, sans que Leurs Majestés Britannique & Prussienne, à raison de leur Contingent ainsi fourni, soient tenues avoir contribué au Traité signé ce jourd'hui, qui demeurera dans toute sa force. L. M. Britannique & Prussienne promettent de ne donner en ce cas, aucun, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. Très-Christienne, que celui qu'Elles sont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles remplissent d'allieurs dans le cas prévu,

ANNO 1725. prévis, leurs Engagemens envers Sa dite Majesté Très-Chrétienne, laquelle de son côté se pourra pour raison dudit Contingent, exercer contre les Enns & Sujets dudit Serenissime Roi d'Angleterre & dudit Serenissime Roi de Prusse, dans l'Empire, ou ailleurs, aucune Hostilité, ni demander au protecteur aucune Courtoisie, l'ombrage, Logemens de Gens de Guerre, Passages, ni autres choses à la charge d'icelles Pais & Enns, sous quelque prétexte que ce soit; & de même lesdits Enns, Places, Ports, & Sujets ne pourront aussi fournir aucune desdites choses aux Ennemis de S. M. Très-Chrétienne, laquelle s'oblige aussi & promet de son côté que si dans l'Empire ou venoit à prendre des Résolutions pareilles à celles dont il est parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la Grande-Bretagne & de Prusse, S. M. Très-Chrétienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les assister avec toute la vigueur nécessaire, en conformité de ce Traité, jusqu'à ce que les Troubles, Turs & Injustices cessent entièrement.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inséré du mot à mot dans la Traité conclu & signé ce jourd'hui; à la fin ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que la Traité.

En foi de quoi, nous Soussigner, en vertu des Pleins-Pouvoirs communiqués ce jourd'hui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à HAMBURG le 3. Septembre 1725.

Townsend. Broglie. Wallenrodt.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

XLII.

23. Sept. Articles conclus au Nom de Sa Majesté Impériale & Catholique par les Commissaires Impériaux, avec le Roi de Tunis, à l'intercession & Médiation des Commissaires Ottomans, sur la libre Navigation, abstraitivement de tout Commerce, à Tunis le 3. Septembre 1725. [Copie Originale.]

IL a été conclu, & arrêté, que toutes les courtes, & Actes, d'hostilité cessent tant par Mer, que par Terre, entre les Vaisseaux, & Sujets de S. M. I. Cathol. & les Vaisseaux, & Sujets de la Ville, & Royaume de Tunis, à commencer du jour d'aujourd'hui, me du présent Mois de Septembre 1725. ensuite de la parole irrevocable de suspension d'Armes solennellement donnée par Son Excellence le Seigneur Bey en présence de tous les Ministres, & des Seigneurs Commissaires Médiateurs de la Porte, & en même tems acceptée & approuvée au nom de Sa Sacré Majesté Impériale & Catholique par les forsigners Commissaires, & en cas de Contravention, restitution sera faite, de ce qui aura été pris, fait Vaisseau, Esclaves, & tout autre chose sans aucun cas, & les dommages réparés sans aucune retenue.

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains, & les Pacha, Bey, Dais & Divan, & la Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & leurs Sujets une feueuse reciproque & durable de Paix, & libre Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivières, abstraitivement de tout Commerce & sans qu'il soit permis d'entrer dans les Ports de leurs dépendances respectives; Et sans le nom des Sujets de S. M. I. & Catholique pour lesquels les Allemands, les habitants des Pays-Bas Autrichiens à l'Océan, Siciliens, Napolitains, Calabrois & leur dépendances, & ceux de Fiume & de Trieste tirés dedans la Mer Adriatique, & tout autres de quelques Nations, & Religions, qu'ils soient. Mais à quelques Vaisseaux furent faits par le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fut par une nécessité absolue, dans ce cas seulement, ils seront reçus dans les Rades, & Ports respectifs & défendus, & protégés par les Châteaux, & Fortifications, & les Commandants desdits Châteaux pourront recevoir, & arrêter 24 heures les Vaisseaux de Guerre, qui y auront relâché, jusqu'à ce que les Vaisseaux de leurs Ennemis soient chassés dans la Mer, ou restitués ou tous renvoyés dans les Ports.

III. Les Vaisseaux de part & d'autre, qui auront été

TOM. VIII. PART. II.

dans la nécessité de se faire dans les Rades, & Ports de deux Puissances, comme il est expliqué dans l'Article précédent, le Commandant tâchera de les défendre, mais s'ils y sont pris, ou enlevés par l'Armée de son Ennemi, les Souverains de deux Parties n'en feront pas responsables.

IV. Les Vaisseaux de Guerre armés à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens ennemis sous le Pavillon, & Pavillon de S. M. I. & Catholique conforme à la Copie, qui sera transmise à la fin du présent Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrêter, ni donner aucune empêchement, ainsi leur donneront tous les Secours, dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chabotterie, avec le nombre nécessaire pour le conduire, & de donner ordre qu'il n'en soit averti, que lesdits deux Personnes dans ledit Vaisseau, sans la permission expresse du Commandant, & respectivement les Impériaux en viroient à l'égard des Vaisseaux appartenant aux Armateurs particuliers de ladite Ville, & Royaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul Impérial établi à ladite Ville; douze Capitaines la Courte sera particulièrement jointe à la fin du présent Traité, & il ne sera pas permis de donner des Pavillons à d'autres, qu'aux Sujets de S. M. I. & seulement.

V. Tous les Sujets Impériaux pris par les Ennemis de l'Empereur des Romains, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports du Royaume seront mis au libre, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas, que les Vaisseaux d'Alger & autres, qui pourroient être en Guerre avec l'Empereur des Romains fassent à Terre des Esclaves Impériaux.

VI. Les Etrangers Passagers trouvés sur les Vaisseaux de Sa Majesté, ni pareillement les Sujets de Sa dite Majesté pris sur les Vaisseaux étrangers ne pourront être faits Esclaves sous quelque prétexte, que ce puisse être, quand même les Vaisseaux, sur lesquels ils auroient été pris, seroient défendus, ni moins leurs effets, & Marchandises retenus, & la même chose se pratiquera à l'avantage des Habitans dudit Royaume de Tunis.

VII. Il ne sera donné aucun Secours, ni protection aux Vaisseaux Ennemis de S. M. I. & Catholique, ni à ceux, qui auroient armé sous leur Commission, & seront lesdits Pacha, Bey, Dais & Divan démis à tous leurs Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince, ou Etat Ennemi de la Couronne Impériale, comme aussi empêchement, que sent, contre lesquels ledit Empereur est, ou sera en Guerre; puissent armer dans leurs Ports pour servir par les Sujets, & il n'y sera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer dans les Ports de Sa Majesté.

VIII. Pourra être établi de la part de Sa M. Impériale, & Catholique un Consul dans le Royaume de Tunis pour distribuer les Certificats prédits, & juger les différends entre les Sujets de S. M. I. & Catholique, sans que les Juges du lieu s'en puissent mêler, & valoir généralement à toute affaire de sa charge, & jouira des mêmes Honneurs, Franchises, Libertés, & Exemptions, dont jouissent tous les Consuls des autres Nations, telles de réserves, & aura la préférence sur ceux, comme il se pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque différend entre un Sujet de Sa Majesté & un Turc, ou Maure, il ne pourra être jugé, par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Pacha, Bey, Dais, Divan, ou par les Commandants dans les Ports où les différends arriveront.

X. Tous les Sujets de Sa Majesté, qui auront frappé un Turc, ou Maure ne pourront être punis, qu'après avoir fait appeler la Courte pour défendre la Courte desdits Sujets, & en cas, qu'ils le fassent, ledit Conseil n'en pourra être responsable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'après un demi formal de Justice.

XII. Si quelques Vaisseaux des deux Parties Contravariantes se font du tort, les uns aux autres dans la Mer, les Contraveneurs seront très-fièrement punis, & les Armateurs responsables.

XIII. Si le présent Traité venoit à être rompu, il sera permis au Consul Impérial, & à tous ceux, qui font de la force, de se retirer dans leur Pais, & il y pourra leur être fait aucune insulte, ni empêchement, pendant le terme de trois Mois.

Finalement ce Traité contenant trente Articles sera ratifié.

ANNO
1725.

ratifié par Sa Sacrée Majesté l'Empereur des Romains, dans cinq Mois, & signé ce jourd'hui par le Païcha, Bey, Dux, & Aga de la Milice de la Ville, & Royaume de Tunis d'une part, Et par les Commissaires Plénipotentiaires de S. M. I. & Catholique en suite de leur Plein-Pouvoir de l'autre part, & sera confirmé par les Gouverneurs Modérateurs de la Porte. Et afin qu'on ne preste aucune cause d'ignorance, ce présent Traité, sera publié, & affiché par tout, où il conviendra pour être inviolablement observé par leurs Sujets.

Ainsi fait, conclu, & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Française, & l'autre en Langue Turque pour pouvoir être échangé, & servir de Nos noms, & y fait apposer le Cachet de nos Armes, à Tunis le 23. de Septembre 1725.

(L.S.) JEAN DE SCHONAVILLE Escrijve.

(L.S.) NICOLAS DE THEYLL.

XLIII.

1726. *Acte d'Accession de l'Empereur CHARLES VI. au Traité d'Alliance conclu entre le Czar & le Roi de SUEDE le 22. Février 1724.*
16. Avril.
Fait à Vienne le 16. Avril 1726.

Au nom de la Très-Sainte Trinité, le Père, le Fils & le St. Esprit.

SOit nombre à tous & à chacun à qui il appartient ou peut appartenir.

Qu'un Traité d'Alliance défensive entre les Cours de Suède & de Russie, ayant été signé à Stockholm le 22. de Février de l'an 1724. les Ministres de ces Cours résidant alors à la Cour Impériale ont invité Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique à entrer dans ce Traité d'Alliance & dans l'Article secret, tendant à affermir & confirmer la tranquillité publique & la Paix; & d'assister lesdites Aïdes de ses secours & Conforts. Sa Majesté Impériale & Catholique ayant toujours eu à cœur la tranquillité publique de l'Europe en général, & celle du Nord en particulier, avait résolu il y a déjà longtemps d'entrer dans cette Alliance défensive; ainsi Sa Majesté Impériale & Catholique portée par son attachement & son attention à ses intérêts de l'Univers & en particulier du Nord, a reçu favorablement cette amiable invitation, ensuite que depuis longtemps elle a résolu d'accéder au susdit Traité comme & elle avait été dès le commencement une des Parties Contractantes. C'est pourquoi Sa Majesté Impériale & Catholique a commis & mandé ses Pleins-Pouvoirs nécessaires, les Juges des Conseillers Privés, pour traiter, conclure & à cette occasion, de cette accession avec les Ministres des susdites Cours munis aussi des Jurements & Pleins-Pouvoirs nécessaires, & ce en conséquence pour dresser en l'Instrument au Acte dans les formes, dont les Plénipotentiaires respectifs sont convenus ainsi qu'il s'en suit, après avoir conféré ensemble & échangé leurs Pleins-Pouvoirs.

Les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale & Catholique déclarent, contiennent & promettent en son nom que Sa Majesté Impériale & Catholique pour elle & pour ses Héritiers légitimes & ses Successeurs, prend part & entre dans le susdit Traité d'Alliance de Stockholm & dans l'Article secret; que Sa Majesté Impériale & Catholique comme *Parti comparateur* le joint & valide par le présent Acte d'Accession avec leurs Majestés conjuguées de Suède & de Russie, & qu'elle s'engage & s'engage à elles & à leurs légitimes Héritiers & Successeurs tant en commun qu'en particulier d'observer & exécuter les conditions, clauses & conventions de cette Alliance, toutes en général & chacune en particulier telles qu'elles sont contenues & exprimées dans ledit Traité & dans l'Article secret, & ce pour tous les Royaumes, Païs & Seigneuries qu'elle possède; & le cas échéant ou quelque cas demandant l'exécution de la promesse & de la Garantie stipulée dans ce Traité, arrivera, de fournir sa mille Hommes d'infanterie, & 4 mille de Cavalerie, & qu'aux Vaisseaux on conviendra ensemble d'une

compensation; tout ce que Sa Majesté Impériale & Catholique promet d'exécuter de la même manière & avec la même fidélité, exactitude & intégrité que si elle avait été dès le commencement une des Parties contractantes, & comme si elle avait conclu, arrêté & signé lesdites Conditions, Promesses & Articles avec lesdites deux Puissances alliées ou avec chacune d'elles séparément.

De même, d'autre part les Plénipotentiaires de leurs Majestés de Suède & de Russie ont en leur nom admis, reçu & accepté Sa Majesté Impériale & Catholique dans la pleine & entière Alliance du Traité de Stockholm & de l'Article secret, comme en vertu du présent Traité ils y admettent, reçoivent & comprennent Sa Majesté Impériale & Catholique, ses Héritiers légitimes & Successeurs, promettant que lesdites deux Majestés & chacune d'elles en particulier, feront joint ensemble ou en particulier, Sa Majesté Impériale & Catholique, les Royaumes, Terres & Seigneuries, de toutes les conditions, clauses & promesses en général & en particulier contenues dans ledit Traité d'Alliance.

Les Commissaires Impériaux & les Ministres Plénipotentiaires Suédois & Russes, promettent que le présent Instrument & Acte d'Accession, d'entrée, d'admission & d'acceptation dressé dans la forme dont on est convenu, sera ratifié par Sa Majesté Impériale & Catholique, & par leurs Majestés Suédoise & Russe & que les Actes publics de Ratification seront échangés ici à Vienne dans trois Mois, ou plutôt si faire le peut, à compter de ce jour-ci, en foi de quoi &c. Fait à Vienne en Autriche le 26. d'Avril 1726.

Articles séparés de la Ratification Suédoise de l'Accession de l'Empereur des Romains au Traité de Stockholm du 22. Février 1724.

ARTICLE PREMIER.

Quoique par l'Article IV. du Traité d'Alliance défensive conclu le 22. Février 1724. entre la Suède & la Russie (suivant) il a été à Sa Majesté Impériale & Royale Catholique d'accéder suivant la teneur de l'Acte d'Accession dressé & signé le jour marqué ci-dessus par les Ministres Impériaux, & de même que par les Ministres Plénipotentiaires de Suède & de Russie) il soit stipulé en quel & la Paix & la tranquillité publique que & après la conclusion & la Ratification de ce Traité, il arrivera par cas fortuit, ou encore toute autre, que les Païs, Domaines & Provinces de l'un des Contractants en Europe finissent à être attaqués par les armes de quelque Prince Chrétien, sous quelque prétexte que ce puisse être, soit pour des prétentions anciennes ou nouvelles; l'un des Contractants, après en avoir été averti, seroit indispensablement obligé de fournir les secours promis, sur conditions & en la manière dont on est convenu par ledit Art. IV. & suivants; néanmoins il a été convenu entre Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & Sa Sacrée Majesté Impériale, par cet Article Séparé, que si par cas fortuit il vient à s'élever des troubles contre l'Empereur, ou en quelque autre Etat hors de l'Europe, S. S. Maj. Royale de Suède & son Royaume ne seront point obligés d'y prendre part, ni d'envoyer en des Païs si éloignés les secours stipulés d'ailleurs par le susdit Traité.

En conséquence, à l'égard des disputes élevées à l'occasion de l'établissement de la Compagnie d'Osloffe, il est spécialement réservé à Sa Sacrée Majesté Royale de Suède & à son Royaume, en vertu de cet Article Séparé, que si elle, ni son Royaume n'y prendront part qu'autant que leurs bons offices pourroient être agréables & acceptés.

Il D'autant que dans l'Alliance défensive conclue le 22. Février 1724. entre la Suède & la Russie, & laquelle Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique accorde aussi présentement, il est stipulé & pourvu au §. 16. que les précédents Traités doivent rester en toute leur force, comme n'étant nullement contraires à la susdite Alliance; & que Sa Majesté Royale & le Royaume de Suède n'ont pas moins formellement & comme que Sa Majesté Impériale & Catholique, de rendre solidaire les Traités de Paix de Westphalie & d'Utrecht subsistent toujours en leur entier sans aucune infraction;

ANNO
1726.

ANNO 1716. pour ces raisons, on est convenu de part & d'autre, par cet Article Séparé, de déclarer & de stipuler expressement, qu'en cas, que la Paix publique fut effectivement troublée & enflamée (ce qu'il Dieu ne plaist) à l'occasion des susdits Traités de Paix de Westphalie & d'Utrecht, & d'autres sommes sur ceux-ci, qui n'avoient pas été entièrement observés & exécutés, comme il s'en suit de convenance à l'égard des Points concernant la Religion, & que l'un & l'autre des Hautes Contraintes de vouloir impliquer dans ces troubles, alors les cas impérieux & impérieux de cette nature ne devroient en aucune manière être regardés, & encore moins fondus, comme compris dans cette Alliance.

XLIV.

22. Mai. *Extrait des Universaux publiés à Mittau, au nom du Duc de Courlande, pour la Convocation de la Diète de Paix. Dant à Mittau le 22. Mai 1716. [Simple Copie & Traduction.]*

FERNAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalie, à nos Bien-Aimés & Fidèles États, Salut.

Le Noble Councillor-Christophe de Brakel, Capitaine-Major de Mittau, & ci-devant Député de la Province à Varsovie, d'où il est revenu depuis peu, Nous ayant requis de convoquer une Assemblée Provinciale extraordinaire, afin qu'il pût y faire rapport de ce qui s'est passé à Varsovie pendant les deux années qu'il y a été en Députation. Nous y avons consenti, & avons fixé l'ouverture de cette Assemblée au 22. Juin de la présente année: Et nous l'État de la Noblesse de muni ses Députés d'instructions nécessaires, tant pour s'insérer au rapport du Sr. de Brakel, que pour délibérer avec Nous sur les moyens de conserver à perpétuité la Province dans ses Immunités & Libertés, de même que le Gouvernement Ducal, à l'égard de l'État Ecclesiastique & Civil, sous la haute Protection du Roi de Pologne, notre Très-Cher Seigneur, & de la Serénissime République, suivant les Conventions de dépendance; afin que Nous puissions ensuite procurer & assurer de concert, ce qui sera le plus convenable pour le Bien public de la Province, pour Nous, & pour nos Successeurs.

Nous ne celons pas à l'État de la Noblesse, que Mr. de Kerp, Councillor-Général des Gouverneurs du Grand Duché de Lithuanie, nous a promis par ses Lettres du 18. Mars, au nom du Palatin de Vilna, Grand Général des Armées de Lithuanie, toute l'assistance requise pour la conservation de nos Droits, & de ceux de la Province, & pour le maintien de ce que Nous établissons avec l'État de la Noblesse, tant pour les affaires publiques & particulières, que par rapport à la Succession Eventuelle, sur le fondement des Loix. Donné à Mittau le 22. Mai 1716.

Signé, BARNIKEN KEYSERLICH
VANDER BRAGGEM.

Autres Universaux par lesquels le Duc de Courlande, devant les précédents, & déclare qu'en y a aboli contre lui-même, & contre ses Droits, de son nom, de ses Titres & de ses Seigneurs. Dant à Dantzick le 4. Juin 1716. [Simple Copie & Traduction.]

FERNAND, par la grace de Dieu, Duc de Livonie, de Courlande & de Semigalie, à nos Bien-Aimés & Fidèles États, Salut.

Nous nous sommes gracieusement contentés jusqu'à présent, que nos principaux Councillors, Officiers & Ministres, qui par leur Serment sont engagés, à veiller à notre salut Ducal & au bien de la Province, ne s'ingèrent point dans les Droits Régaliens réservés à leur légitime Seigneur. Mais quelques-uns d'eux s'étant permis de s'arroger de leurs Charges, travailler à l'accroissement de leur autorité & puissance privée, au préjudice des Droits & Prerogatives de leur Seigneur, Nous avons eu confiance, que l'État de la Noblesse, qui Nous a toujours été très-cher, remanant enfin en

TOM. VIII. PART. II.

lui-même, envisagerait son véritable intérêt, & ce ANNO 1716. feroient jamais qu'on le servit abusivement de son crédit pour exercer une puissance plus que Ducal.

Cependant, l'ambition de quelques-uns de nos Councillors s'est augmentée à tel point, que par divers artifices ils ont lésé l'État de la Noblesse à former contre notre intention, notre volonté & notre ordre, des Entreprises contraires aux Loix de la Province, & ce qui est sans exemple, à abuser contre Nous-mêmes de notre Nom, de nos Titres & de notre Seau.

En sorte qu'après Nous être avertis que tant de braves Compagnons, qui ont reçu de Nous & de nos Prédécesseurs des marques éclatantes de notre faveur, n'auroient pas manqué de s'opposer à ces différents efforts, tendant à leur propre ruine, & d'employer les moyens convenables pour y parvenir; Nous avons néanmoins notre grande modération & nos intentions favorables, été également faillies dans notre sens.

Nous avons donc été informé, qu'à l'occasion de l'arrivée de Brakel, on a convoqué en notre Nom une Assemblée Provinciale pour le 22. de ce Mois, afin de recevoir son rapport, d'expulser des Affaires Capitales qui doivent nous regarder seuls, & de déterminer sur les prétendues Propositions faites par le Palatin de Vilna, Grand Général des Armées du Grand Duché de Lithuanie. Nous ne pouvons ni ne voulons nous persuader, que des Hommes de bien puissent entreprendre un tel Acte. C'est pourquoi nous laissons juger tant à nos Councillors qu'à notre Fidèle Noblesse en particulier, s'il est raisonnable que ce Brakel, qui, indépendamment de Nous & contre notre volonté, a été député à Varsovie pendant l'espace de 2. ans, & y a publiquement négocié contre Nos intérêts, entreprenne de former, sous notre nom & par Nous-mêmes une Conspiration contre Nous; ou bien que Nous sommes son naturel & légitime Seigneur, & que l'Elevation de sa Famille n'a d'autre fondement que notre faveur.

Au reste, Nous espérons que l'État de la Noblesse ne souffrira pas, de rien faire contre nos ordres, ou sans notre participation, sur tout en des affaires qui se peuvent avoir aucun effet sans notre Approbation: Cependant, afin que nos Councillors fassent plus d'attention aux devoirs de leurs Charges, & la Noblesse en s'écarter point du dévouement qui nous est dû, Nous les avertissons en notre Affiche Facérale, ou présente Lettre de la Puissance Ducal; & de plein Droit, Nous leur défendons d'interdire d'autoriser la moindre des entreprises qui tendent au renversement de l'État.

Notre intention est de pouvoir tellement à toutes choses, qu'en sans de nous retirer elles soient entièrement restées selon l'ancien cours: Ainsi que chacun ait à se composer convenablement aux Droits de la Patrie, & n'aye pas la hardiesse de former ouventer des entreprises qui tendent au renversement de l'État.

Souhaitant par ces présentes, tant à nos principaux Councillors qu'à tout l'Ordre de la Noblesse en général, la Protection Divine & de plus fins Conseils, Nous les asserons de notre faveur. Donné à Dantzick le 4. Juin 1716.

XLV.

Traité d'Alliance défensive entre l'Empereur des Russes, & l'Impératrice de Russie signés à Vienne le 6. Août 1726.

AU NOM DU DIEU, Amen.

Comme le Règne public & le bien de toute l'Europe se requièrent que l'ancienne unité qui a constamment régné entre les Prédécesseurs de Sa Sacrée Majesté Impériale & Royale Catholique, & de Sa Sacrée Majesté de toute la Russie, soit renouvelée & renforcée plus étroitement par une nouvelle Alliance; c'est pour cela que S. M. Impériale & Catholique, comme Souverain de Royaumes & de Provinces Héritières, & Sa Sacrée Majesté de toutes les Russies, pour avancer un Ouvrage si glorieux, ont choisi leurs Ministres Plénipotentiaires & excellents signés, savoir Sa Sacrée Majesté Impériale & Catholique Son Altesse le Prince Eugène de Savoie & de Piémont, Son Councillor ad hoc & intime

R 2

ANNO
1726.

Intime de Sa Sainté Sacrée Majesté Impériale & Catholique, Président de son Conseil de Guerre, son Lieutenant Vêr-Marschal-Général du St. Empire Romain, & Vêr-Marschal-Général de ses Royaumes & États en Italie, Chevalier de la Toison d'Or; l'illustissime & Excellentissime Philippe-Louis, Trésorier Héritaire du St. Empire Romain, Comte de Sinsendorf, Baron d'Eslerau, Seigneur de Glött, Scharitz, Pautsch, Cossaut, Jascha, Srejsitz etc., Burggrave de Ratisch, Grand Ecuier Héritaire & Echaillon de la Haute & Basse-Autriche, Pourvoir Héritaire de l'Autriche sur l'Anse, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & Intime, & Grand Chancelier de la Cour; l'illustissime & Excellentissime Gaudemar-Thomas de Sternberg, Comte du St. Empire Romain, de Schaumburg, Warendorf etc., Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sainté Sacrée Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & Intime, Marschal-Héritaire de l'Archiduché de la Haute & Basse-Autriche; l'illustissime & Excellentissime Erhard d'Andorff, Comte du St. Empire Romain, Baron de Walsleben & de Walle, Grand Ecuier Héritaire de Sicile, Chevalier de la Toison d'Or, Chambellan de Sa Sainté Sacrée Majesté Impériale & Catholique, son Conseiller actuel & Intime, & Président du Conseil Aulique de l'Empire; & l'illustissime & Excellentissime Frédéric-Charles, Comte de Schaumburg, Bailli de Wolfenbütel, Baron du St. Empire Romain, de Knechtelburg, & Comte de Wolfenbütel, Grand Echaillon Héritaire de la Haute & Basse-Autriche, au delà & en deça de l'Anse, Conseiller actuel & Intime de Sa Sainté Sacrée Majesté Impériale & Catholique & Vice-Chancelier du St. Empire Romain; Et de la part de Sa Sainté Majesté de toute la Russie, le très-illustre Louis-Léopold, son Chambellan & son Ministre à la Cour Impériale. Leur ayant ordonné d'agir ensemble, de traiter & de signer une Alliance proposée; lesquels, après avoir tenu des Conférences, délibéré des Affaires de part & d'autre, & communiqué leurs Pleins-Pouvoirs, sont convenus de l'Alliance, des Articles & Conditions suivantes.

I. Il y aura & demeurera entre Sa Sainté Sacrée Majesté Impériale & Catholique, ses Successeurs & Héritiers, une Amitié éternelle, perpétuelle & constante, & elle fera & entretiendra cultivée ensemble, que l'un s'appliquera à procurer le bien de l'autre, & à éloigner son dommage; & qu'ils travailleront de concert à ce qui pourra tendre à leur bien commun, & travailleront leurs loix, pour faire en sorte que la Paix heureusement établie en Europe, y soit conservée & maintenue.

II. D'autant que Sa Sainté Sacrée Majesté Impériale & Catholique a accordé au Traité de Paix, conclu à Nijmegen le 30. Août 1713., entre les Couronnes de Russie & de Suède; de même qu'à l'Alliance conclue à Stockholm le 22. Février 1715. Et les Parties Contractantes se proposent de renforcer plus étroitement le lien de leur Amitié par la présente Alliance; s'est pourquoi Sa Majesté de toute la Russie accorde au Traité de Paix, conclu à Vienne le 30. Avril 1725. entre Sa Majesté Impériale & Catholique & le Sérénissime Roi des Espagnes Philippe V. & l'engagement & promet de maintenir & garantir ce Traité de Paix dans tous les Articles & Conditions, de la même manière, & avec la même Obligation, que si elle eût été des commencentements dudit Traité une des Parties Contractantes; & cela à l'égard de tous les Royaumes & de toutes les Provinces possédées actuellement par Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique, pour soi & ses Successeurs, & dont la possession lui est confirmée suivant la teneur de l'Article XII. de cette même Paix: En sorte que, s'il arrivoit qu'à l'occasion de cette Paix conclue avec le Roi des Espagnes, ou pour quelque autre raison que ce soit, Sa Majesté Impériale & Catholique fût engagée par un quel que soit; ou que l'on entreprît quelque chose de son préjudice, en ce cas Sa Majesté de toute la Russie promet s'engager d'envoyer immédiatement à Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique, non-seulement les Secours promis ci-dessus dans l'Article VI. de cette Alliance, mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir de concert contre ledit Agresseur par la voie des Armes, & de ne point faire la Paix avec lui, sans avoir auparavant obtenu réparation des injures & dommages, & sans un entier consentement de Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique.

III. D'un autre côté, Sa Majesté Impériale & Catholique promet réciproquement, & prend sur loi la Garantie de tous les Royaumes, Provinces & États, possédés en Europe par Sa Majesté de toute la Russie; & si Sa Sainté Majesté de toute la Russie, pour quelque cause que ce soit, est engagée hostillement par qui que ce soit, alors Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique promet réciproquement, non seulement de lui envoyer immédiatement les Secours ci-dessus stipulés dans l'Article VI. de ce Traité, mais aussi, les affaires & la nécessité le requérant, de déclarer la Guerre à l'Agresseur, d'agir d'une commune consentement, & de ne point faire la Paix, sans avoir été préalablement des dommages, & sans une entière approbation de Sa Sainté Majesté de toute la Russie.

IV. Le vœu de cette Considération & Amitié, les Princes Contractants promettent de recommander sérieusement à leurs Ministres résidés dans les Cours des Princes Étrangers, de conférer amiablement ensemble sur les affaires qui se présenteront, de s'entendre conjointement à défendre les intérêts de l'un & de l'autre, & de travailler d'un effort commun à tout ce qui pourra être de l'avantage de leurs Principes.

V. Nulle des deux Parties Contractantes n'accordera refuge, ni Secours, ni protection à leurs Sujets & Vassaux Rebelles; & si l'une vient à découvrir quelques desseins ou machinations, qui se ramèneront contre l'autre à son désavantage, elle en donnera d'abord communication à l'autre, de la manière d'être & convenable, & l'on travaillera par les Secours & les efforts de l'Alliance à les prévenir & les empêcher.

VI. Pour ce qui regarde les Secours mutuels qu'on doit se donner; on est convenu que l'Empereur, en cas que qui ce soit, sous quelque prétexte que ce soit, fasse la Guerre à Sa Sainté Majesté de toute la Russie dans ses Royaumes, Provinces & États, qu'elle possède en Europe, lui enverra un Secours de 30. mille Hommes & 120. mille Hommes d'Infanterie, & 10. mille Chevaux; Et Sa Sainté Majesté de toute la Russie promet d'envoyer le même Secours, sans d'infanterie que de Cavalerie, à Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique, en cas de Guerre. À l'égard de la subsistance des soldats Turcs Auxiliaires, les Parties Contractantes en conviendront localement entre elles.

VII. Or, comme à l'occasion d'une Guerre il pourroit arriver, qu'il conviendrait aux deux Parties de repousser l'Ennemi commun de leurs propres Provinces, ou en cas qu'il conviendrait de commettre quelque manière ou pour le mieux efficace.

VIII. Si par hazard Sa Sainté Majesté de toute la Russie prevoit la nécessité d'équiper une Flotte de Vaisseaux de Guerre contre les Ennemis, & de l'employer au confortement de Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique, on promet une traite assurée à cette Flotte, non seulement dans tous les Ports de l'Empereur, mais aussi dans tous ceux de Sa Sainté Majesté Impériale, tous dans l'Océan que dans la Méditerranée, au nom du Sérénissime Roi des Espagnes, qui accordera pleinement à ce Traité d'aujourd'hui, & qui a donné pour cet effet les Instructions à son Ministre résident à Vienne.

IX. Comme la Paix, la Tranquillité & la Sureté du Royaume & de la République de Pologne sont fort à cœur de Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique, il a été convenu d'inviter le Roi & le Royaume de Pologne à accéder à cette Alliance.

X. Mais, si le Royaume de Pologne n'y accède pas, cependant le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, sera, du consentement des Sérénissimes Contractants, amiablement invité à l'Accession de cette Alliance.

XI. Et, comme la Paix entre le Roi & le Royaume de Suède, & entre le Roi & le Royaume de Pologne, n'est pas encore entièrement terminée, (ce qui cependant se peut faire par la Médiation de Sa Sainté Majesté de toute la Russie) Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique s'engage à employer volontiers les bons offices pour que cet Ouvrage se fasse plus facilement accompli par la Médiation de Sa Sainté Majesté de toute la Russie, suivant la teneur de la Paix de Nijmegen.

XII. À l'égard du Sérénissime Prince, le Duc de Saxe-Altebourg, Sa Sainté Majesté Impériale & Catholique déclare & promet de faire en ce que Son Altesse Royale voudra; & à quel elle est engagée comme Grand, en vertu du Traité de Francfort, tant par rapport au Sérénissime Roi de Danemarque & de Nor-
vege,

ANNO
1726.

ANNO 1726. veque, qu'aux autres Rois & Princes Étrangers, qui se font chargés de la même Garantie du susdit Traité: Et comme il s'est fait sur ce sujet une Convention particulière entre les Parties Contractantes, elle sera seule comme inférée dans le présent Traité.

XIII. On donne une année de terme à tous ceux qui voudront accéder à ce Traité d'Alliance.

XIV. Le présent Traité sera ratifié par les Princes Contractans dans l'espace de 3. Mois, & les Ratifications seront échangées ici à Vienne en la manière accoutumée.

En foi de quoi les susdits Ministres Plénipotentiaires ont signé de leurs propres mains le présent Acte expédié sur deux Exemplaires de la même teneur, & y ont apposé les Sceaux de leurs Armes. *Fait à Vienne le 6. août 1726.*

(Signé.)

EUGENE DE SAVOYE.

(L.S.)

PHILIPP-LOUIS, COMTE DE SINZENDORFF.

(L.S.)

GUNDAER, COMTE DE STARRBERG.

(L.S.)

ERNEST COMTE DE WINDISCHRAZ.

(L.S.)

FRIEDRICH-CHARLES, COMTE DE SCHONBORN.

(L.S.)

LOUIS-FRANÇOIS DE LANCZIN.

(L.S.)

XLV.

9. Août. *Acte d'Accession des PROVINCES-UNIES au Traité d'Alliance Défensive signé à Hanovre, le 3. Septembre 1725.*

Au nom de la Très-Sainte & indivisible Trinité.

Comme leurs Majestés le Roi Très-Christien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, ont pour fermeté les nœuds de l'étroite Union qui subsiste entre elles, que pour la sûreté de leurs propres Royaumes & États, aussi-bien que pour la Conservation de la Paix, & de la tranquillité publique ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a été conclu à Hanovre le 3. Septembre 1725. avec trois Articles séparés, lesquels ont été communiqués à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par le Sr. Marquis de Fenelon Ambassadeur de France, par le Sr. Fürch Envoyé Extraordinaire de la Grande-Bretagne, & par le Sr. Meynertshagen Envoyé Extraordinaire du Roi de Prusse, qui au nom des Rois leurs Maîtres conjointement ont invité lesdits Seigneurs États Généraux d'accéder à ce Traité & aux Articles séparés, conformément à ce dont ils étoient convenus dans le septième Article du même Traité, lequel avec les Articles séparés font ici de mot à mot inférer.

Fait inférer.

Et comme lesdits Seigneurs États Généraux après avoir vu & examiné ce Traité & les Articles séparés, ont reconnu qu'ils sont entièrement conformes à l'honneur que leursdites Majestés leur ont fait par une invitation si prompte & si obligeante d'accéder à cette Alliance & qu'ils reconnoissent en même temps les motifs qu'elles ont eu en faisant ce Traité tant pour la conservation du repos public en general (sans lequel celui de leur République ne peut être assuré) qu'en particulier pour le maintien de son Commerce, sans lequel elle ne peut point subsister, & comme ils ont aperçu qu'ils sont parfaitement concourus que le but de cette Alliance ne tend nullement à donner la moindre atteinte à la susdit Traité ou Alliance précédente conclue soit par eux ou par l'un d'eux avec d'autres Princes ou États: mais que plutôt l'intention est de les corroborer, & que le grand but de cette Alliance tend uniquement à se fier plus étroitement ensemble, sans offenser de qui que ce soit, pour la Garantie, la protection & le maintien de tous les États, Pays & Villes, tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez fera spécialement en protection au nom de la Signature de cette Alliance, aussi bien que des Droits, Immunités

& avantages, & en particulier ceux qui regardent le Commerce, tant dedans que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliez jouit au nom de la Signature de cette Accession.

De plus lesdits Seigneurs États Généraux étant dans une ferme persuasion qu'en accordant audit Traité d'Hanovre, l'on n'exige pas d'eux de se charger de la Garantie Generale des Princes de Westphalie & d'Oliva dont il est fait mention dans l'Article 5. du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles séparés, à laquelle Garantie générale, ils ne se sont jamais engagés, mais que leur Garantie, à cet égard s'étend uniquement sur les Droits & possessions que les Hautes Alliez ou quelqu'un d'eux ont acquis par ces Traitez & dont ils jouissent au nom de la Signature, & au nom du Traité desdits possessions, & de ce qui est la Protection de Leurs Majestés.

Quant aux Affaires de Thon dont il est fait mention dans le premier des Articles séparés du Traité d'Hanovre ils s'engagent seulement d'employer conjointement avec les Hautes Contractantes leurs offices amiables pour obtenir une raisonnable satisfaction & réparation des infractions qui pourroient être faites au Traité d'Oliva & en cas que ces amiables offices fussent sans effet & qu'on trouvoit nécessaire de faire quelque chose de plus, alors ils s'engagent en cette vue pleine liberté dans leurs délibérations, sans être obligés à rien de plus qu'aux bons offices, à moins qu'ils n'y donnent un nouveau consentement.

Enfin puisque cette Alliance entraîne à pour but l'établissement d'une entière confiance entre les Parties Contractantes, les Seigneurs États Généraux supposant que les Alliez se comporteront mutuellement en toute confiance leurs pensées sur ces vœux & moins qu'on jugera les plus efficaces en cas de besoin, pour conserver & maintenir les possessions & Droits immunités, tant par rapport au Commerce qu'aux autres, tant au dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la persuasion & ferme Confiance que c'est là le véritable but & intention de Leursdites Majestés, lesdits Seigneurs États Généraux pour donner une marque de leur désir de s'aiter étroitement avec elles & de la haute estime qu'ils ont pour leur amitié & Alliance, ont résolu d'accéder au Traité & aux Articles séparés ci-dessus inférés, & à cet effet ils ont nommé les Srs. Charles Charles Baron de Linde, Seigneur d'Esse, Bailli de Lochem & Drost de Berdover; Arnold de Zaylen de Nivelle, ancien Bourguemestre & Senneur de la Ville de Rotterdam, Bailli de la Terre de Putten, Bailli de Dyckgraaf de Schiedam; Isaac van Hoorbeeck Conseiller Pensionnaire des États de la Province de Hollande & de Westphalie, Gard du Grand Secan & Sur-intendant des Fiefs de la même Province; Nicolas Henri Nooy, ancien Bourguemestre de la Ville de Tholen; Gerard Godart Tais van Amersfoort, Chevalier de l'Ordre Teutonique, Commandeur du même Ordre à Dordrecht, & en dans le premier Membre des États de la Province d'Ulrecht, Grand Veneur de la même Province, Jean Abraham van Scherpen Bourguemestre & Senneur de la Ville de Sluis, Everard Rood Bourguemestre de la Ville de Deventer, & Lambert Houw Bourguemestre de la Ville de Groningue, tous Deputés à l'Assemblée desdits Seigneurs États Généraux de la part des États de Gueldre, de Hollande & de Westphalie, de Zeelande, d'Ulrecht, de Fribourg, d'Overyssel, de Groningue & d'Omme-Landen, & les ont munis d'un Plénipouvoir pour convenir de cette Accession avec les Srs. Marquis de Fenelon, Plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Christienne, Fürch, Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & de Meynertshagen Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, pareillement munis de Pleins Pouvoirs.

Lesquels ayant conféré ensemble sont convenus de la manière suivante. Que lesdits Seigneurs États Généraux accorderont (aussi que lesdits Srs. Deputés & Plénipotentiaires ont déclaré d'accéder en leur nom & de leur part, audit Traité & Articles séparés) les obligations envers Leursdites Majestés à tout ce qui y est contenu tout de même comme s'ils avoient contracté avec elles dès le commencement. Et que Leurs Majestés avant leur but & intention être tel qu'il est exprimé ci-dessus, acceptent l'Accession de Leurs Hautes Puissances, ainsi que lesdits Srs. Ambassadeurs, Ministres & Plénipotentiaires ont déclaré d'accepter au nom & de la part de Leursdites Majestés cette Accession, les obligent envers Leurs Hautes Puissances à

ANNO 1716. tout ce qui est contenu dans ledit Traité & Articles séparés, ainsi de même comme si elles avoient contracté avec Leurs Majestés dès le commencement.

Le Secours que donneront Leurs Hautes Puissances en cas de besoin n'ayant pu être réglé dans le Traité, on est convenu qu'il sera de 4 mille Hommes d'Infanterie & de mille de Cavalerie. La stipulation de l'Assurance de la Paix, il est déclaré qu'après l'expiration des quinze Années y mentionnées, le tout retombera dans les termes des Traitez précédents qui subsisteront entre les Hautes Contrahans & spécialement dans les termes de la stipulée Alliance de l'an mille sept cent & dix-sept.

Ce présent Traité pour l'Accession des Etats Généraux sera approuvé & ratifié par Leurs Majestés le Roi Très-Christien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Ratifications seront toutes ici à la Haye dans l'espace de deux Mois du jour de la Signature du présent, ou plutôt s'il est possible : en foi de quoi nous soussignés ambassadeurs Plénipotentiaires à l'effet des précédentes & munis des Pleins-pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Christien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Traité & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1716.*

(Ratifié signé)

(L.S.) Le Marquis de Foulon.	(L.S.) C. C. de Linde.
(L.S.) W. Finch.	(L.S.) A. v. Zuylen van Nyvelt.
	(L.S.) J. van Haerlem.
	(L.S.) N. J. H. Noy.
	(L.S.) A. v. Schermer.
	(L.S.) Everard Ruyt.
	(L.S.) L. H. Emmer.

ARTICLE SEPARÉ ET SECRET.

Les Seigneurs Etats Généraux ayant représenté qu'il pouvoit arriver des cas, où en haine de l'Accession signée ce jourd'hui, ils pourroient être attaqués ou troubles de manière qu'ils seroient obligés d'avoir d'abord recours à la voye des Armes pour leur défense, & qu'alloit le temps nécessaire pour attendre le succès des offices qui auroient été employés, & après lesquels seulement leurs Alliez sont obligés de leur fournir les secours stipulés par l'Article troisième du Traité d'Utrecht, pouvoit leur causer un préjudice considérable, & les laisser exposés aux suites les plus vives sans les secours des Princes leurs Alliez, Leurs Majestés Très-Christienne, Britannique & Prussienne, pour donner aux Seigneurs Etats Généraux une nouvelle preuve de l'intérêt qu'Elles prennent à la conservation de leur République ont bien voulu s'engager & promettre que dans les cas susdits qui meneroient la République dans un danger évident, elles fournissent les secours stipulés par l'Article troisième sus-mentionné, même sans attendre le succès des offices & des instances qu'Elles auroient commencé à employer auprès de l'Aggresseur pour procurer la satisfaction ou réparation requise.

Cet Article demeurera secret & aura la même force que s'il avoit été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui; il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même temps que le Traité. En foi de quoi nous soussignés ambassadeurs Plénipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Christien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons signé le présent Article, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1716.*

(Signé)

(L.S.) Le Marquis de Foulon.	(Etoit signé par les mêmes Dignes qui ont signé l'Acte d'Accession.)
(L.S.) W. Finch.	

DECLARATION.

ANNO

1716.

Comme dans le quatrième Article du Traité signé à Hanovre le 3. Septembre 1713. entre Leurs Majestés le Roi Très-Christien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, il est parlé entre'autres cas y mentionnés, de l'examen de ce qui seroit propre à maintenir l'équilibre de l'Europe qu'il est nécessaire de conférer pour le bien de la Paix en général, les Dignes des Etats Généraux des Provinces-Unies, du consentement des Ministres de trois Puissances Contractantes, ont résolu que Leurs Majestés venant à juger nécessaire de concerter ensemble & avec lesdits Seigneurs Etats Généraux sur des points qui seroient pour objet le maintien d'un équilibre dans l'Europe, les Seigneurs Etats Généraux consentiront sur tout ce qui leur seroit proposé de concerter à cet égard, la même liberté qu'ils ont eue avant leur Accession au dit Traité, sans que par leur Accession ils fussent tenus de prendre part aux mesures dont ils ne demeureroient point d'accord.

Cette Déclaration sera ratifiée de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même temps que celles du Traité de quoi nous soussignés ambassadeurs Plénipotentiaires en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Christien, le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies avons signé la présente Déclaration, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. *Fait à la Haye le 9. d'Août 1716.*

(Signé)

(L.S.) Le Marquis de Foulon.	(Etoit signé par les mêmes Dignes qui ont signé l'Acte d'Accession.)
(L.S.) W. Finch.	

Article séparé touchant le Commerce des Pais-Bas Asiatiques aux Indes.

Quel qu'il soit clair & incontestable que Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, par le cinq & sixième Articles du Traité de Menfien de l'an 1667. entre l'Espagne & la République des Provinces Unies ont acquis un Droit qui étoit les Seigneurs des Pais-Bas Asiatiques suffisant pour de tout autre Pais, qui a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la Navigation & de Commerce aux Indes, dans les limites des Privilèges ou Droits que lesdits Seigneurs Etats Généraux ont accordés à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par conséquent ce Droit tombe entièrement dans la Garantie des Droits à laquelle les Alliez se sont mutuellement obligés par l'Article deuxième du Traité conclu à Hanovre le 3. Septembre 1713. Néanmoins pour ôter il-dedans tout sujet de doute & de controverse, les sous-signés Ambassadeurs, Envoyés Extraordinaires & Plénipotentiaires de Leurs Majestés Très-Christienne & Britannique, & la ratification des soussignés Dignes Plénipotentiaires de Leurs Hautes Puissances, ont bien voulu déclarer, comme ils déclarent par ces présentes au Nom & de la part de Leurs Maj. que le fondé Droit résultant des Articles cinquième & sixième de Traité de Menfien, est compris sous les Droits que les Alliez garantissent dans l'Article second du Traité de Hanovre; & que si en cas de l'exercice de ce Droit, ou en haine de cette Alliance, il arrivoit quelque broüille, & que Sa Majesté Impériale, contre tout avertissement, vouloit suspendre ou retarder le paiement des Subsidies dûs à la République pour l'entretien de ses Troupes dans les Places de la Barrière, ou le paiement des Indemnités de Capitulaires hypothèques sur divers fonds assignés par Sa Majesté Impériale pour le libré de ce paiement, ou vouloit ôter de quelque sorte de république ou vices de fait, que l'intention de Leursdites Majestés est, que les Alliez protégeront & maintiendront lesdits Seigneurs Etats Généraux, conformément à l'Alliance à laquelle ils ont accordé aujourd'hui, & se concerteront sans aucun retardement sur les moyens les plus efficaces & les plus propres, à maintenir lesdits Seigneurs Etats Généraux dans ce Droit & dans l'exercice de ce Droit, & les garantiront de toutes les suites qui en pourroient résul-

ANNO 1726. refuter, sans pourtant que l'on puisse procéder aux voyes de fait contre la Copagnie d'Offense dans les Indes où il s'agit, avant que les Puissances Contractantes de cette Alliance se soient concertées à dessein. Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit été inféré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même-terme que le Traité. En foi de quoi nous soussignerons ces présentes Phénopontaines, en vertu des Pleins-Pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Christien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

(Etoit signé par les deux Ministres de France & d'Angleterre, de même que par les Députés, comme ci-dessus.)

DECLARATION.

Les Députés des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies ayant communiqué aux Ministres de Leurs Majestés le Roi Très-Christien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, la résolution prise par Leurs Hautes Puissances d'accéder au Traité d'Hanovre, sur l'invitation qui leur en avoit été faite par ledits Ministres de la part de Leurs Majestés, & ayant après qu'euxdits Seign. Députés étoient munis d'un Plein-pouvoir, & qu'ils étoient prêts à procéder à la Conclusion & à la Signature du Traité & des Articles séparés, dressés par cette Accession. Le Sr. Marquis de Penelope, Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Christienne, & le Sr. Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté Britannique, ont déclaré, que de même ils étoient munis des Plein-pouvoirs, & qu'ils étoient prêts à conclure & signer; mais le Sr. de Metternich, Ministre de Sa Majesté Prussienne, ayant dit qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le Plein-pouvoir du Roi son Maître au même effet; Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Très-Christienne & Britannique, comme aussi les Députés & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux considérant qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ultérieur délai qu'on apporteroit à perfectionner l'Accession de la République au Traité d'Hanovre, ne pourroit être que très-désavantageux au bout duquel on s'est proposé dans ce Traité, & en même tems d'y avoir seron l'un de donner que Sa Majesté le Roi de Prusse, s'arrogeât aussi son Ministère pour la Signature du Traité & de l'Accession, & des Articles séparés; C'est par cette considération & dans cette ferme confiance, qu'ils ont procédé à la Signature du présent Traité & des Articles séparés, laissant la Place ouverte pour le Ministre de Sa Majesté le Roi de Prusse pour signer de même, aussitôt qu'il aura reçu son Plein-pouvoir.

Cependant il a été convenu & stipulé par cet Article séparé, que si contrevenue attente, Sa Majesté le Roi de Prusse ne prenoit pas cette résolution, ledit Traité & des Articles séparés ne l'aussent pas d'avoir leur effet & d'être exécutés par les Puissances Contractantes dans toutes leurs Clauses, de la manière qu'il a été stipulé, & que les Ratifications en soient échangées dans le même-terme.

En foi de quoi, nous soussignerons ces présentes Phénopontaines en vertu des Plein-pouvoirs de Leurs Majestés le Roi Très-Christien, & le Roi de la Grande-Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, avons signé le présent Article & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

(Etoit signé par les Ministres & Députés, comme ci-dessus.)

XLVII.

10. Août. Article secret du Traité d'Alliance Défensive conclu à St. Petersburg entre l'Impératrice de Russie & le Roi de Prusse le 10. d'Août 1726.

SA Majesté Impériale de Russie désirant, qu'elle, aussi bien que d'autres Puissances, se trouvent dans une

ANNO 1726. engagement d'affilier son très-cher Gendre, Son Altesse Royale le Duc de Sleswig-Holstein, pour obtenir que lesdits Holsteins égaux au sujet de son ancien Patrimoine le Duché de Sleswig, usé par lui depuis plusieurs années par la Couronne de Danemarck, & du grand dommage qu'il en a souffert, & que par conséquent elle tienne solennellement de quelle manière remplir effectivement cette obligation qu'elle se propose.

Et comme Sa Majesté Prussienne fera bien-tôt à l'avantage, de même que par le passé, que Son Altesse Royale ledit Duc soit, sans plus de délai, délivré des incriminations qu'il a souffertes jusqu'ici; Autant employant-elle encore de son côté ses bons offices par tout où il sera convenable, afin que Son Altesse Royale, ledit Duc, parvienne le plutôt possible à un Accommodement raisonnable & satisfaisant sur ce sujet.

Mais en cas qu'on ne puisse pas obtenir le but désiré par des représentations amiables, & que Son Altesse Royale le Duc soit d'intention de solliciter des secours plus efficaces, & de s'en servir actuellement; dans ce cas Sa Majesté Prussienne promet, qu'elle observera avec exacte Neutralité, & ne se déclarera point contre Son Altesse Royale. D'un autre côté Son Altesse Royale à ne point insister davantage sur cette Réserve qu'elle a interposée auprès de Sa Majesté Impériale des Romains au sujet de l'investiture du District de Secaria, mais plutôt à s'en défaire entièrement.

Sa Majesté Impériale de Russie, en vertu de cet Article séparé, & change aussi, de disposer Monsieur le Duc, suivant cette stipulation, qu'elle souhaite & cause effectivement ladite Réserve.

En foi de quoi on a expédié, signé, scellé & échangé deux Exemplaires de même tenor de cet Article secret, qui sera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inféré mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. Fait à St. Petersburg le 10. d'Août 1726.

XLVIII.

Traité entre l'Empereur des Romains & le Régent de Tripoli, conclu en 1726.

I. ON est convenu que de ce jour il y aura Paix & amitié entre l'Empereur & ses Sujets & le Royaume de Tripoli de Barbarie & ses Sujets, tant par Mer que par Terre, que toutes hostilités cesseront de part & d'autre, & que s'il arrive que d'aujourd'hui quelques Vaisseaux, Personnes ou Effets soient pris, les Personnes seront mises en liberté, & leurs Effets & Vaisseaux leur seront rendus.

II. Il y aura dorénavant une entière liberté & liberté de Navigation tant par Mer que sur les Rivières, & de Commerce par Terre, & quant au Négoce (à l'exception de celui qui sera défendu) il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemands, mais aussi ceux des Pays-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Flumme, Tricelle, & autres Pays contigus à la Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres Provinces & Terres dépendantes de l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

III. Si quelque Vaisseau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports respectifs par quelque adresse de l'Ennemi, on se fera pas obligé à l'indemnification, pourvu qu'il n'y ait pas de la suite du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croisiers Tripolitains rencontreront quelque Vaisseau ou Bâtiment des Sujets de l'Empereur pourvu de Passeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'acquiesceront pas, bien info de là ce étant reçu à lui donneront route assistance, & le laisseront passer librement, sans y mettre d'aucun pîes de Monnaie que le Capitaine ne voudra; les Vaisseau de Guerre Impériaux observeront la même chose à l'égard des Bâtiments Tripolitains.

V. Si l'envoie que les Algériens conduisent quelque Vaisseau des Sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans sa dépendance, il sera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prennent quelque Bâtiment où il se trouveroit des Sujets de l'Empereur qui seroient des Passagers, ils ne seront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils seront mis en liberté, & on leur rendra leurs Effets, la même chose

ANNO
1716.

choisi sera observée à l'égard des Passagers Tripolitains, que les Impériaux prendront dans des bâtimens ennemis. De plus, tous Etrangers qui se trouveront sous son Pavillon seront tenus pour ses Sujets.

VII. Il ne sera permis en aucune manière, bien loin de là, il sera défendu spécialement à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Royaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de brûler des Vaisseaux dans leurs Ports, ou de les armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire aussi pour les Ennemis respectifs qu'ils fuient.

VIII. Sa Majesté Impériale établit un Consul à Tripoli, qui aura la présidence sur tous les autres Consuls, & jouira de tous les Droits, Privilèges, & Franchises usités, il aura pouvoir de donner des Passaports, & de juger de tous les différends qui surviendront entre les Sujets de l'Empereur sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourraient survenir à Tripoli entre les Sujets de ce Royaume & ceux de l'Empereur, son Excellence le Bey, Bucha & le Dey en feront les Juges, & quant à ceux qui surviendront hors de Tripoli, ils seront jugés par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivait qu'un Sujet de l'Empereur brûle un Mahometan, il ne sera ni jugé ni puni qu'en présence du Consul après que le crime aura été avéré; mais à la coupable le Jure, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette Paix ne sera point rompue pour quelque infraction ou contravention qui pourroit être commise, mais toute violence & violation de part & d'autre strictement promise sera punie sur celui qui l'aura commise.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venaient à se maltraiter & à se causer quelque dommage, le coupable sera severement puni, ce qui auroit été pris, sera restitué à la Capitaine eussé.

XIII. Si par malheur cette Paix est rompue, il sera accordé en terme de trois Mois au Consul & à ses Gens pour le reciter, sans leur causer le moindre dommage.

XLIX.

8. Sept. *Traité de Paix entre les Hauts & Puissans Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & le Royaume d'ALGER, fait en Alger le 8. Sept. 1716. selon l'Ere Chrétienne, & le 11. de la Lune de Moharran 1130. selon l'Ere de l'Hégire. [Copie imprimée.]*

ON est convenu, qu'il y aura dès à présent & à l'avenir une Paix stable & sincère entre leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & l'Illustissime, Magnifique, Sage & Vertueux Agha, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice Victorieuse de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaisseaux des susdits Puissances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir se causer aucun dommage ou préjudice, soit de fait ou par parole: au contraire, ils devront se respecter réciproquement toute l'amitié & civilité possible, sans rien prétendre les uns des autres. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

II. Nous sommes convenus, en vertu de la présente Paix, & pour faciliter le débit des Marchandises qui seront apportées par les Vaisseaux de leurs Hautes Puissances, ou de leurs Sujets, tant à Alger que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être exposées en vente, d'en réduire le Droit d'entrée à 5. pour cent, au lieu de 10. qu'elles auroient payé ci-devant, suivant l'ancien usage; & l'on ne pourra rien exiger de celles qui n'ayant pu être vendues, seront rembarquées à bord desdits Vaisseaux, lesquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils voudront, sans qu'on puisse y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux Marchandises de Commerce, comme Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres sortes de Bois de Chapeute pour la construction des Vaisseaux, Poix, Goudron, & autres choses propres à la Guerre; les Habitans desdits Pays-Bas ne

seront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

III. Lorsque les Vaisseaux de Guerre ou Marchands de leurs Hautes Puissances, & ceux d'Alger se rencontreront en Mer, bien loin de se causer aucun trouble; ils devront se respecter les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur: Ceux qui seront à leur bord, de quelque Nation que ce soit, ne pourront être molestés tant en leurs Personnes qu'en leurs Effets; & en quelque Lieu qu'ils résistent aller, il ne sera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de se causer aucun dommage de part ni d'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

IV. Quand les Captes d'Alger rencontreront quelque Vaisseau de leurs Hautes Puissances, soit petit ou grand, commandé par des Sujets de leurs Hautes Puissances, ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chanson, dans laquelle on leur dira, si vous arrivez & avoir tout au plus que deux Personnes; & étant arrivés audit Vaisseau, il ne pourra y monter que deux Hommes sous la permission de la Capitaine; lequel ayant prodé son Passaport, la Capitaine devra le restituer d'abord, sans que le Vaisseau puisse être retenu ni déchargé de poursuivre son voyage: Et lorsque les Vaisseaux de Guerre de leurs Hautes Puissances rencontreront quelque Vaisseau Algerien, soit de Guerre ou Marchand, muni d'un Passaport du Dey d'Alger, ou du Consul Hollandois qui y réside, on ne pourra toucher ledit Vaisseau en aucune manière, mais il continuera son voyage en route sûreté. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaisseaux Hollandois; & quand même il s'y trouverait quelquefois d'une autre Nation, il ne leur sera pas permis de le molester en aucune manière. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

VI. Les Vaisseaux de leurs Hautes Puissances venant à souffrir quelque dommage par les Côtes d'Alger ou de quelque autre Place de ce Royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Personnes ni Effets; & en pareil cas, on ne pourra sans plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Esclaves les Personnes: au contraire, les Sujets du Royaume d'Alger devront leur procurer tout le secours possible, pour sauver leurs Personnes & leurs Effets. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaisseau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui seront en Guerre avec leurs Hautes Puissances. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

VIII. Aucun Vaisseau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre son cours à la vue de quelques Places, Ports ou Havres de la Domination de leurs Hautes Puissances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des broüilleries, au préjudice de la Paix. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

IX. Il ne sera point permis à ceux de Toul, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaisseaux, Personnes, ou Marchandises appartenant aux Sujets de leurs Hautes Puissances. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

X. En cas que les Vaisseaux de Guerre de leurs Hautes Puissances amenent dans les Havres ou Dépandances d'Alger, quelques Filles ou Marchandises d'elles, on ne pourra y apporter aucun empêchement; mais il leur sera libre de les rendre, ou de les garder, comme ils le jugeront à propos. Les Indes Vaisseaux ne payeront aucuns Droits ni Gabries; & pourront acheter leurs provisions au Marché, en les payant au prix convenu. Fait en l'Année 1130. l'octobre jour de la Lune de Moharran, qui est le 8. Septembre 1716.

XI. Lorsque les Vaisseaux de Guerre de leurs Hautes Puissances viendront jeter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les Préfets ou Rafraichissements accoutumés; & si quelque Esclave se jette à la nage à leur bord, ils seront tenus de le ramener à Alger, sans pouvoir s'en excuser, sous peine qu'ils ne

ANNO
1716.

ANNO
1726.

Pour par eux, ou que l'Esclavage l'entraîne caché. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XII. Les Marchands Hollandois, ou autres des Sujets de Leurs Hautes Puissances, ne pourront être pris, vendus ou faits Esclaves dans aucun endroit de la domination d'Alger: Et en vertu de la présente Paix, personne ne sera tenu d'acheter aucun Esclave contre son gré, quand même il seroit de la Parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la Somme dont on sera convenu, & aux termes liquidés. Les Patrons ne seront point au même point à rendre la liberté à leurs Esclaves, à un certain prix, soit Esclaves du barba, de Balidie, ou des Gallères; mais on en traitera à l'amiable & de la manière usitée par les autres Nations. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIII. Quelque Marchand ou sujet de Leurs Hautes Puissances venant à décéder à Alger ou dans quelques autres Places qui en dépend, le Dey ni aucune autre Personne ne pourront mettre la main sur ses Effets. Si le Dédécédé a institué un Héritier ou Exécuteur, celui seul, en cas qu'il soit fort des Lieux, se chargera des Effets, en dressant son Inventaire exact, & en rendra compte à qui il appartiendra, sans que Personne puisse y apporter aucun empêchement: mais si quelqu'un d'entre des Sujets mettoit subitement sans sçavoir de Testament, & que le légitime Héritier n'y soit pas présent, en ce cas, le Consul Hollandois se chargera de ses Effets sous un Inventaire exact, & les gardera jusqu'à ce qu'il ait reçu par ce fuy les ordres du Paix du Détroit. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, soit à Alger ou dans quelque autre endroit d'être musulmans, à acheter quelques Marchandises contre leur gré: On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaisseaux sans leur consentement, ni les obliger à entreprendre quelques voyages contre leur gré: Et en cas qu'un Sujet de Leurs Hautes Puissances, ou contrainte des Dédécés qu'il ne seroit pas en état de payer, ou ne pourra attaquer un autre à cette occasion, à moins qu'il ne se soit rendu la Caution librement. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XV. Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances vient à mourir quelque temps après avoir été au Maroc, ou quelque autre Habitant de ces Pays-là, l'Inferieur sera porté devant le Dey & le Divan; & ils ont entre eux quelque différend, l'Inferieur sera porté devant le Consul, qui en décidera. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVI. En cas qu'un des Sujets de Leurs Hautes Puissances ait quelque chose avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à briser ou briser l'autre, cette affaire sera pourvue suivant les Loix du Paix, & l'on donnera la Satisfaction accoutumée; mais si un Sujet de Leurs Hautes Puissances trouve le moyen de se faire après avoir tué un Turc ou Maure, en sorte qu'il ne puisse être arrêté, on ne pourra à cette occasion inquiéter ni molester le Consul, ni aucun autre Sujet Hollandois. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amour que nous venons de rétablir, nous sommes convenus qu'en cas qu'il survienne quelque incident de part ou d'autre, qui puisse causer des broutileries, le Consul si les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances qui se trouvent alors à Alger ou dans quelques autres Places dudit Royaume, soit en temps de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtés, & à leur sera libre de s'embarquer sous quelque pavillon qu'ils voudront, sans qu'on puisse les en empêcher, ou rompre en chemin, sans leur Permission, que leurs Effets & leurs Domestiques.

Item, le Consul pourra tenir en sa Maison un Prédicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrétienne Réformée; & les Esclaves qui voudront assister à ce Service Divin, ne pourront en être détournés aux jours destinés pour cet effet, ni par les Patrons en cas qu'ils appartenent à des Particuliers, ni par le Gardien du Bâillon. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVIII. Le Consul qui se trouvera ici actuellement ou dans la suite, quel qu'il puisse être, y sera en toute

liberté & liberté, & personne ne pourra l'inquiéter ni molester, soit en sa Personne ou en ses Effets; Il lui sera libre de faire le choix de son Esclavage de Courtier; & lorsqu'il voudra s'embarquer pour se retirer, ou aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, personne ne pourra y apporter aucun empêchement, & il lui sera permis d'exercer publiquement dans la Maison la Religion Chrétienne Réformée. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIX. Un Sujet de Leurs Hautes Puissances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui sera rencontré par un Vaisseau d'Alger, petit ou grand, ne pourra être molesté, soit en la personne, son Argent, ses Effets, ou ses Domestiques: Particulièrement, si un Algerien le trouve embarqué sur un Vaisseau de quelqu'un qui soit en Guerre avec Leurs Hautes Puissances, on ne pourra non plus le molester, ni en sa Personne, son Argent, ses Effets, ni ses Domestiques. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puissances, venant à la Rade d'Alger, y aura jetté l'Ancre & en aura donné avis au Consul, le Dey le sera tenu par 21. coups de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral répondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXI. La présente Paix étant scellée & confirmée, avec le consentement du grand & puissant Abdé Rachid, on ne fera aucune mention ni permutation de tout ce qui est passé devant la Guerre: Et la présente Paix sera perpétuelle, stable & sincère.

En cas que l'on fût quelque Pris sur quelques-uns des Vaisseaux Contrabandiers, avant qu'on ait été informé de la conclusion de cette Paix, on sera obligé de restituer ladite Prise au vaisseau. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXII. Si le passé à l'événement quelques choses contre cette Paix, de quelque côté que cela puisse venir, on ne pourra à cette occasion le faire la Guerre, mais celui qui sera lésé exigera réparation du tout qui lui aura été fait, & le Coupable sera puni comme Perturbateur du repos public. Item, les Passaports seront renouvelés tous les 3. ans. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIII. Les Prises que les Marchands Hollandois achèteront à Alger, ou en Mer de quelque Costé d'Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront seulement être marquées d'une Déclaration du Capitaine du Vaisseau, qui en aura fait la capture; moyennant quoi, lesdites Prises étant remises par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports ou les Acheteurs venant les conduire, ne pourront être molestés par ceux-ci qui leur ladite Déclaration les laisseront passer librement. *Fait en l'Année 1130. l'onziesme jour de la Lune de Muharran, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIV. Conclusion. Louis fils la Majesté du Dieu très-haut, par la bonté duquel notre Paix est renouvelée & scellée, le 8. Septembre 1726. de l'Ère de Jésus-Christ, & de l'Ère du Prophète 1130. Pour toute fois de la Lune de Muharran.

Etait signé,

(L.S.) USAÏN ISOUFF, Aga, Général des Jangisars du plus Oriental Royaume d'Alger.

(L.S.) FRANÇOIS VAN AERSEN DE SOMMELSDICE, Secrétaire.

(L.S.) ABDE BEN MAHOMET, Barba, Maître du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.

Lettre écrite par ABDE PACHA DEI d'Alger à Leurs Hautes Puissances, les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, au sujet de la Paix conclue avec eux, & en confirmation d'icelle. Alger le 13. jour du Moïs de Muharran 1130. 10. Sept.

ANNO
1716.re de l'Hégire 1710. Septembre 1716. Era
Christienne. [Copie imprimée.]ANNO
1716.

LE Prince des Princes **ABDI BACHA**, Général du Pais Occidental d'Alger, aux **RACENS** de **HOLLANDE** nos Grands Amis, Salut.
Après le précieux souhait d'amitié & la chère Salutation de la part de S. H. **Abdi Bacha**, dont Dieu fasse prospérer les desirs, Général & Regent de l'Arseanal des Exploits Militaires du Pais Occidental d'Alger, l'un des Royaumes conférés sur les dernières Frontières de S. H. notre très-grand & très-puissant Empereur le Sultan **Achmet-Chan**, par l'aide de Dieu & le secours du Tout-Puissant, Empereur & Roi de Maroc, dont le Dieu adoré & très-haut rend le Règne de longue durée jusqu'au jour du retour : que le Grand Dieu très-haut nous fasse tous prospérer dans le bien ! Amen.

GRANDS AMIS,

Comme il est entré par votre ordre dans la Jurisdiction d'Alger 8. Vaisseaux de Guerre pour changer l'innuité qui existait entre Nous en Amitié, & pour affermir la Paix & l'Union.

On a jugé ici bon & valable, par la convention des Membres des Divans, des Janissaires, de la Puissance de Guerre benle de Dieu, & d'autres sages & vaillants Commandants, de faire la Paix avec Vous, nos bons Amis.

Notre Paix & amitié est donc conclue avec Vous sur les Articles stipulés ci-dessus par feu **Abi Bacha**, aux conditions de tout ce qui a pu avoir été promis à notre Regence.

Ainsi, Grands Amis, que le Dieu adoré & très-haut donne que la Paix & amitié puisse aussi de votre côté être durable ! Amen.

Écrit dans la Résidence conférée d'Alger le 13. jour de la Lune de Maharam-Elarab de l'année 1137. de l'Ègre, & de l'Ère de Jésus, sur qui soit Bénédiction, 1716.

L.

Octobre. Diplôme d'Assurance donné par AUGUSTE Roi de Pologne aux Etats assemblés de la REPUBLIQUE, sur l'Affaire de COURLANDE portant promesse de faire reconstruire le Comte de Saxe, & de ne jamais accorder l'investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats de ce Pais. Avec le PROJET d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne. [Simple Copie & Traduction.]

AUGUSTE II., par la grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. D'autant que Nous avons toujours regardé l'Amitié & l'Affection de nos très-chers Bourgeois & Habitans de ce Royaume, comme le principal & le plus solide Fondement de notre Régence, & que Nous avons aimé & aimons encore d'étendre les Frontières de la République, & d'y rejoindre les Pais démembrés : A ces Causes, & pour prévenir tout les préjudices qui pourroient causer quelque méfiance entre la Majesté & la Liberté, en conséquence des *Fautes Comises* & de nous précédent Diplôme, Nous avons bien voulu promettre & engager notre Parole Royale, que Nous ne permettrons à qui que ce soit de démembrer la Province de Courlande du Corps de la République, auquel elle a été jointe depuis tant de tems, & qui, en vertu des *Fautes* ou Conventions de Soumission, doit rentrer sous la Dépendance du Roi & des Etats du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie, après la mort de *Don Ferdinand* sans Enfant mâles.

Dans notre vûe, & pour ôter toute espérance à ceux qui espèrent à cette Succession, Nous déclarons que Nous n'accorderons jamais l'Investiture à un nouveau Duc, soit en particulier ou conjointement avec les Etats.

Nous ne donnerons non plus aucun secours à qui que ce soit, directement ni indirectement : Au contraire, Nous envoyons ordre au Comte *Maurice de Saxe*, de se retirer incessamment du Duché de Cour-

lande, sans pouvoir y retourner, ni y prendre intérêt, sous quelque prétexte, prétention ou titre que ce puisse être.

Nous déclarons de plus, que Nous obligerons ledit Duc à rendre tous les Instrumens & Actes, qui ont été faits en sa faveur dans une Assemblée défective, pour les remettre aux Etats de cette République assemblés en Diète, comme étant de nulle valeur & les Courlandais qui ont été les Auteurs de ces Instrumens & Actes, seront jugés devant nos Tribunaux de Relation.

Ordonnons & promettons que le présent Diplôme, signé par Nous, & scellé du Scellé de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, soit remis entre les mains du Maréchal de la Diète, & inféré non seulement dans le Livre des Loix, mais aussi dans la Matricule de chaque Palatin, &c.

PROJET d'Incorporation du Duché de Courlande à la Couronne de Pologne.

D'Autant que l'expérience fait voir, que les Etats & les Nations qui sont réunis sous un Chef & une seule Forme de Régence, rendent un Corps plus heureux, plus puissant, & plus facile à gouverner, que lors qu'ils sont partagés, ou divisés, & que Nous nous en tenons aux *Fautes* & Engagemens étroits de Soumission & d'Incorporation, conclués librement & sans aucune rébellion, & confirmés par Serment, de même qu'à la Constitution ou Etablissement de l'Année 1589, au défont des Héros Mâles du présent Duc *Ferdinand*, de la Famille des *Kettiers*, conservant tous ses Droits, Possessions & Libertés pendant la Vie ; l'extinguant, en regard à son grand âge & ses services qu'il a rendus à la République, de l'obligation de venir en Personne prêter Serment & faire Hommage, suivant le contenu de la Constitution de 1633 ; & lui permettant de s'en acquiescer par un Envoyé.

A ces Causes, Nous réunissons & incorporons au Royaume de Pologne & au Grand Duché de Lithuanie, le Duché de Courlande & de Semigalie, avec le Territoire de Pilten, & tout ce qui en dépend, de la même manière qu'ils ont ci-devant été réunis & incorporés au Corps de la République, Nous les recevons comme Concitoyens de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie, ainsi qu'ils ont été reçus ci-devant, avec les Droits, Libertés & Privilèges qui leur ont été accordés. Nous leur promettons de les assister & défendre avec les Armées de la République, contre toute Oppression injuste, & contre toute Invasión des Ennemis.

En exécution, rejetant & abolissant à perpétuité toute Substitution ou Investiture d'un nouveau Successeur, après la mort du présent Duc *Ferdinand*, Nous composons & annulons en même tems toutes les entreprises & Pratiques qui ont été faites injustement contre les Mandats, Ordonnes, & Défenses, & particulièrement la dernière Assemblée illicite, avec tous les Actes qui y ont été dressés touchant une prétendue Succession éventuelle : Et en vertu de notre Pouvoir Suprême, & de la Puissance immédiate de la République, Nous déclarons par une Loi perpétuelle & irrévocable, toutes ces Entreprises, Pratiques, & Actes illicites, de nulle valeur, & inutiles, sans qu'on en puisse jamais tirer aucun avantage.

Et afin que les Demandes & Représentations des Etats de la Province de Courlande, au sujet des affaires Domestiques, & des arrangements plus pour l'affermissement du Bien interne & de la Régence puissent être expédiées & terminées plus promptement, à l'avantage d'un chacun ; Nous sommes, de consentement de tous les Etats de la République, pour Commissaires, de la part du Senat, Messieurs *N. N.* & de la part de l'Ordre de la Noblesse, Messieurs *N. N.*, non seulement pour écouter & examiner ledites Demandes & Représentations, mais aussi pour faire feu les Règlemens de cette Province, & en conséquence, ajuster tous les différends, & toutes les prétentions Domestiques & étrangères avec ordre de faire rapport de tout à la République, afin d'en recevoir l'approbation & la confirmation à la prochaine Diète.

Nous donnons pouvoir audit Commissaires de juger promptement & de faire punir tous ceux qui pourroient s'opposer ou se rebeller contre les Droits de la République, ou l'Autorité des Commissaires & de la présente Constitution : Enjoignant avec l'Autorité de la

ANNO 1716. la présente Diète, aux Généraux des deux Nations, de les assister de Troupes, lorsqu'ils en auront requis; & vouloir que lesdits Commissaires aient été le tems de la Commission par des Lettres circulaires, ils l'exécutent aussi promptement qu'il sera possible.

Nous défendons en même tems, par Autorité de la présente Diète, à tous les Habitans du Duché de Courlande & de Semigalie, & du Territoire de Pilien, soit en général ou en particulier, d'entretenir aucune Correspondance, Négociation ou liaison avec les Ministres Etrangers; de faire quelques nouvelles, ou de rompre des Entreprises préjudiciables aux Droits de la République, soit directement ou indirectement, sous quelque titre, apparence ou larcin que ce puisse être; sous peine de Crime de Lèse-Majesté & de Haute-Trahison, & de toute autre position suivant la rigueur des Loix: à quoi seront aussi sujets tous ceux qui seront découverts dans la suite être les Faveurs, Complices & Exécuteurs desdites Contraventions, conformément aux Loix établies par le Traité de Vienne, &c.

LL

12. OR. *Traité Aspergido de Wistebach entre l'EMPEREUR & le Roi de Prusse, signé le 12. Octobre 1716.*

Le Nomme Demisi, Auteur.

Cum cum jussu tanquam naturale tibi de inter Principes quam acquiritur sui jura possessionemque, Regna imperia, Provincias ac Ditiones, sine armis occupatis, sine successione vel alio quovis jure possessionis conservare, cujusque prosperis ad id allequentem nihil magis profectum utiliter esse videtur, quam Fœdera inter, &c.

ARTICULUS PRIMUS.

Per hoc itaque Fœdus, in quo nihil aliud quam fœderum Regnorum, Provinciarum, Ditionumque securitas, Principes contrahentes querunt, nec non totius universæ Europæ Pacem ac tranquillitatem, Sua Sacra Regia Majestas Borussiae pollicetur Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas mantentionem seu garantiam quod ordinem successionis in omnibus optis Europæ Regibus, Provinciis & Ditionibus Hæreditariis Domini Austriae, eo modo & ordine quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas ordinavit in primo Articleto secreto hujus Tractatus sine Fœderis, nec ulli, nec suo modo, adeo ut si qui in hoc Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas quilibet de causis armis se opponere tentet, tunc non solum Sua Sacra Regia Majestas Borussiae auxilio, quæ infra in Articleto septimo hujus Tractatus sine Fœderis dispensata sunt, irresistibiliter præstabit, verum etiam si res & necessitas postulaverit, Aggressori Bellum indicit eo modo & formâ, & secundum Leges & Conventiones quæ in Articleto secreto hujus Tractatus sine Fœderis exprimentur, nec Pacem cum illo inibit, nisi servatis quæ in eodem Articleto declarantur.

II. Et contra Sua Sacra & Catholica Majestas promittit ac pollicetur Sua Sacra Majestas Borussiae garantiam seu mantentionem omnium Regnorum, Provinciarum ac Ditionum, & eidem Sua Sacra Majestas Borussiae in Europâ possessionum & advenit si qui quolibet de causis eandem Sacram Sacram Borussiae armis hostiliter infestaverit, tunc Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas, non solum auxilio quæ infra in dicto Articleto septimo ab eadem promissa sunt, Serenissimo Regi Borussiae transmittit, verum etiam si necessitas & res id postulaverit, Aggressori Bellum declarat eodem modo, de quo in dicto Articleto secreto inter eandem Sacram Sacram Cæsarem & Catholicam Majestatem & eandem Serenissimum Regem Borussiae conventum est, nec Pacem cum illo inibit, nisi juxta conditiones & Leges eodem dicto Articleto declarantur.

III. Insuper Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit & spondet se omnes curas suas, omniaque studia & officia converterit, ut nulla superius supra Berghæ & Juliac Ducatus difficultas, omnesque præventiones compescantur, atque, qui imprævidentiam solant præventiones omnesque sui præsentia Juris reventur, eorum apud animo cedant Sua Sacra Bor-

Tom. VIII. PART. II.

ANNO 1716. fœdus Majestas, adeo ut post mortem Serenissimi Electoris Palatini, Serenissimus Rex Borussiae solus & pacificus possidet dictorum Ducatum in futurum dicatur & sit, abque eo quod nullus eorum, seu quilibet alius illi impediret autem aut possit Berghæ & Juliac Dominium conservare & dissipare.

IV. Eodem modo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas pollicetur se omnes illudum, omniaque officia apud Excellentissimum Principem de Sultzbach interpositam, ut spacio sit mensuris, id die conclusionis seu Signaturæ præsentis Tractatus, præsentis Princeps omnia & eundem præsentibus super Ducatum Berghæ & Ravensheim in favorem Serenissimi Regis Borussiae remittit, adeo ut post mortem præfati Serenissimi Principis Electoris, itam Serenissimus Rex dicti Ducatus liberam & absolutam possessionem atque aliâ difficultate seu impedimento capere possit.

V. Si vero inter dictum spatum seu Mensuram Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas efficiere non possit, ut præfatus Excellentissimus Princeps de Sultzbach dictam Cessionem seu Renunciationem in favorem Serenissimi Regis Borussiae faciat, tunc eandem Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit ac se obligat, se liberum Dominium, absolutamque possessionem in aliâ quâcumque quidem valore Ditione ex qua ipse impendit in Regis & Provinciæ Sacri Romani imperii possidet, eidem Serenissimo Regi Borussiae traditum.

VI. In compensationem vero omnium quæ à Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestate promittuntur, Serenissimus Rex Borussiae non solum ea quæ superius in Articleto primo hujus Tractatus seu Fœderis promissa sunt, quod interius in Articletis subsequenter promittuntur Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas præstabit, verum etiam ad omnia ea, quæ in Articletis secretis conventa sunt, se obligat, & præstabit ad ea quæ in tertio secreto Articleto continentur; idque eodem modo, tempore & formâ, quæ ibidem expresse repetuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter se mutuo præstanda attinet, Sua Sacra Majestas Borussiae promittit ac se obligat in casu Belli, id est, in casu quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas à quovis quilibet de causis armis infestetur, se eidem Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestati irresistibiliter transmittendum decem sex decemque milia Militum, idque secundum consueptas, occasiones & causas, quæ in secundo Articleto secreto continentur & explicantur, eodem modo & ordine de quo in dicto Articleto secreto agitur. Eodem modo in casu quo Serenissimus Rex Borussiae à quovis quilibet de causis armis infestetur, eandem paucam auxiliorum militumque numerum Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas eidem Serenissimo Regi Borussiae juxta consueptas, occasiones & causas in dicto Articleto secreto expressis, eodemque modo & ordine, de quo ibidem actum, mutuo invicemque irresistibiliter præstare spondet. Ceterum Principes Contrahentes, pro eo quod spectat ad sustentationem præsentium Corporum auxiliorum, mutuo se obligant ad id quod infra expresse in eodem dicto Articleto secreto conventum est.

VIII. Quia verò Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas die 6. Augusti hujus anni 1716. Fœdus inivit Vienna cum Sua Sacra Majestate Regis Majestatis, quod pariter totius universæ Europæ bonum respicit, idem Serenissimus Borussiae Rex eidem dicto Tractatu sine Fœderis Vienna inter eandem conclusio accedere intelligitur, idque censurâ Parium Commendationum, non solum, nec alio modo, ac si dictus Tractatus de verbo ad verbum præfatus Tractatu sine Fœderis foret, volentes Principes Contrahentes, ut omnia ea, quæ in eodem Tractatu sine Fœderis continentur, eandem vim habeant, ac si ad eamque hæc expresse repetuntur.

IX. Quod attinet ad Resolutionem præsentis Tractatus seu Fœderis, Principes Contrahentes ipsam se Mensuram decernunt; id autem intelligi volunt, non à die conclusionis seu Signaturæ præfatus Tractatus seu Fœderis incipiente esse, sed solum à die, quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas præfatum Renunciationem seu Cessionem Juris in favorem Serenissimi Regis Borussiae ab alioquin Excellentissimo Principe de Sultzbach reportaverit, vel in defectum hujus diem Renunciationis seu Cessionis Juris, à die, quo Sua Sacra Cæsarea & Catholica Majestas tradiderit Serenissimo Regi Borussiae liberum Dominium, absolutamque Possessionem in aliâ quâcumque eadem valore Ditione in qua ipse impendit in Regis & Pro-

ANNO
1716.

viciis Sacri Romani Imperii possidet, ut superius in Article quinto hujus Testamenti expressum est, quo substat. Si vero inter predictum spulsum & Messium San Sacra Catholica & Apostolica Sancta Sancta Remissionem seu Jurium Cessionem à dicto Excellentissimo Principe de Solbach in favorem Serenissimi Regis Borussiae reportare non poterit, vel in ejus defectum aequivalens, at superius dictum est, prout reconvenerit, in casu Serenissimi Rex Prussiae decessit, & intelligit predictum Testamentum esse, eodem prout nunc, ac si inopiam factum, conclusumque fuisset, jamque nunc pro tuas de nullitate presentis Testamenti proutclatur.

In quorum fidem pensat Ministri Plenipotentiarii presentem Testamentum seu Fides duplii ad amicum Copi exaratum signo ecclesiarum, propriis amicis subscripserunt, sigillis appositis ratificaverunt. *Actum Hildesheim die 12. Octobris 1716.*

LII.

1737.
8. Mars. *Traité entre l'Empereur des Romains & la Religion d'Alger, conclu à Constantinople le 8. Mars 1737.*

I. L'An mille cent trente-neuf de Moïse Lemaire appelé *Regen*, le cinquième, c'est-à-dire, le 26. de l'événement de l'An du Seigneur mille sept cent vingt-sept, l'on est convenu, que selon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pêcheries & rivières par Mer & par Terre cesseront entre les Sujets & Vaisseaux du Senat d'Alger, & si depuis le jour où aura été fait ce Traité quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il sera totalement réparé, & que les Vaisseaux pris & pillés, les Capitais & toutes autres choses quelconques seront entièrement restitués.

II. Que le repos & la tranquillité seront à l'avenir conservés entre tous les Ports soumis au Très-Haut Empereur des Romains, & aussi les Pais-Bas situés à l'Océan, l'Île de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dépendent, les Ports de l'Île de Sardaigne dans la Mer Adriatique, & les autres Sujets de quelque Pais & de quelque Nation qu'ils soient, de même qu'entre les Sujets du Senat d'Alger & ses Habitans.

Que l'on observera pareillement toute liberté entre les Vaisseaux & les Pavillons des deux Parties, en quel-que endroit qu'ils se trouvent.

Qu'ils n'entreront point dans les Ports les uns des autres, & qu'ils n'y feront point de Commerce; mais si la nécessité exigeoit que les Vaisseaux de l'une des Parties, à cause de la violence de la Tempête ou de la poursuite des Ennemis, dussent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourroient y entrer; & quand ils seroient arrivés sous le Canot, qu'ils y seroient en sûreté & sécurité, & que les Gouverneurs des Ports ne permissent pas que les Pirates poursuivent les Vaisseaux Marchands, avant que vingt-quatre heures soient passées.

III. Si quelques Vaisseaux de l'une ou l'autre des Parties auroient par nécessité été contraints de se retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article second, la Garaison des Ports s'achèvera de les défendre; & si en semblable cas, ils fussent pris par les Ennemis, la restitution s'en pourroit faire demandée à ceux des Parties Contractantes.

IV. Les Vaisseaux Pirates armés dans les Provinces Algériennes, surtout en Mer, & reconstruits des Vaisseaux portant Pavillon Allemand de quelques Pais qu'ils soient, mais de Pavillons signés des Gouverneurs desdits Pais, de façon cependant que les Caches soient pareils aux Pavillons, Cachets & Pavillons, qui seront envoyés par le Consul à nommer dans ces contrées, ils leur laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ainsi leur donneront tout le secours & les provisions dont ils pourroient avoir besoin, observeront d'envoyer seulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs nécessaires pour la conduire, afin de reconnoître & visiter le Vaisseau, & examiner lesdits Pavillons; & les ordres seront donnés à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourroient sortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaisseau, à moins que le

Commandant n'en donne la permission à plusieurs.

Les Vaisseaux des Capitales prendront aussi des Pavillons du Consul Résident à Alger, à la vûe desquels on les laissera partir, & seront sûres que tout traitement favorable leur sera accordé. Ces Pavillons ne se donneront point à des Étrangers.

V. Si quelques Vaisseaux Ennemis des Allemands, menaçoient quelques Sujets d'Allemagne capifs aux Ports d'Alger, ils ne les mettront point à Tenir; mais s'ils les détachent, ils seront mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui seroient trouvés sur un Vaisseau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvés sur un Vaisseau Allemand, quoiqu'ils y eût Guerre entre eux, ne seroient point faits Esclaves, & leurs Effets leur seroient restitués: la même chose se pratiquera en pareil cas à l'égard des Algériens.

VII. Il ne sera donné aucun secours ni protection aux Vaisseaux Ennemis, & qui sont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'il s'agisse de leurs Ennemis, l'on équipera contre eux; & les ordres seront envoyés aux Ports soumis au Senat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels qu'ils puissent être, n'équipent des Vaisseaux par le commandement ou sous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces; pareillement ceux qui sont en Guerre avec les Allemands, n'équipent aucun Vaisseau dans les Ports Algériens pour courir fur eux, & il ne sera permis aussi aux Ennemis des Algériens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il sera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Consul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Pavillons; lequel selon l'usage observé auprès de la respectable Porte, aura aussi auprès desdits Senat le premier rang parmi tous les Consuls; & s'il survient quelque différend en Procès entre les Sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du lieu puissent s'en mêler, & jouira ledit Consul de toutes les Coutumes & Franchises dont jouissent les Consuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque différend ou Procès entre un Allemand & un Musulman, le Très-Haut Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & ne sera point s'en prendre connaissance; mais que si tels différends ou Procès surviendroient en d'autres Cours souveraines à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X. Si quelque'un des Sujets Allemands auroit frappé un Musulman, & qu'il seroit pris, le Consul le prendra sous sa protection; mais la faute étant reconnue, il en sera châtié en présence du Consul, comme il aura mérité, mais si le coupable d'un crime se feroit parlier & le seroit ensui, il ne pourra pas être repêché du Consul, & ne pourra lui être enjoint de produire le fugitif.

XI. S'il survient quelque controversion à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix; & que la Partie lésée en auroit porté ses plaintes par devant les Juges pour que la Justice lui fût rendue, on n'aura aucune vengeance, avant que la plainte en soit manifestement prouvée, & la sûreté & la concorde entre les deux Parties ne sera point altérée.

XII. Si quelque Vaisseau d'une des Parties auroit causé quelque dommage en Mer à un Vaisseau de l'autre Partie, l'Agresseur, quel qu'il puisse être, en portera le châtiment; les Effets enlevés seront restitués, & l'Auteur en sera responsable.

XIII. Si ceux Pais afferme entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompu, il sera permis au Consul Allemand, & à tout ceux qui lui sont soumis de se retirer en leur Pais, & il ne pourra leur être fait aucune insulte, & leur sera accordé le terme de trois Mois pour leur retour. Après quoi les Articles précédents conclus en vertu de mon Plein-pouvoir, par le contentement des deux Parties, & par la Médiation de la respectable Porte, entre le Serenissime & Très-Haut Empereur des Romains, & le Senat d'Alger en Afrique, auroient été reçus & signés, il sera expédié & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs & à tout ceux à qui il appartient, de se conformer aux ses présentes Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puisse être contraire au présent Traité, & de porter l'an à l'autre, sous quelque prétexte que en puisse être, aussi empêchement, que conformément à l'Original des Articles précédents, les deux Parties unaniment des Lettres de Rat-

ANNO
1717.

DU DROIT DES GENS.

141

ANNO 1727. Ratification cent & cinquante jours après la Souscription & Signature des susdits Articles, & ensuite les Sujets des deux Parties jouiront de tout le repos & de toute la tranquillité possible.

Mais afin que la Paix futurement conclue contienne toutes Articles soit religieusement observée, le susdit Seigneur le Seigneur Armand de l'Empire Comman Mullaplia Bassi, selon son Plein-pouvoir, ayant donné l'Acte autentique nani de sa Souscription & Signature Turque, j'ai aussi délivré le présent Acte signé de ma main & y ai apposé le Cachet de mes Armes, en conformité de mon Plein-pouvoir de la part du Sérénissime & Très-Puissant Empereur des Romains. Fait à Constantinople le 11. du Mois Lunaire appelé *Régéb*, l'An de l'Hégire 1139, c'est-à-dire le 5. de Mars 1727.

(L.S.) JOSEPH DE DIALINGE.

LIII.

12. Mars. Convention entre le Roi de la Grande-Bretagne & le Landgrave de Hesse-Cassel. Du 12. Mars 1727.

Après que la Déclaration du Roi de la Grande-Bretagne faite au Landgrave de Hesse-Cassel, eut été accordée & approuvée à Cassel le 13. Janvier 1726, par Son Altesse Sérénissime, Sa Majesté britannique ayant approuvé les Conditions spécifiées dans la susdite Déclaration, & ordonné à son principal Secrétaire d'Etat & Conseiller Privé, le Veuille Townshend, d'entrer en Négociation avec le Ministre de Sa dite Altesse Sérénissime, le Major-Général Diemer, & de dresser une Convention en ôde forme sur le pied de ladite Déclaration, qui ayant consisté ensemble ci-dessus, sont convenus au nom du Roi & du Landgrave susdits, des Articles suivants.

ART. I. Son Altesse le Landgrave de Hesse-Cassel tiendra prêt pour le Service de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, un Corps de 12000. Hommes, savoir 8000. Fantassins & 4000. Chevaux: lequel Corps sera employé, lors que Sa Majesté le requerra, dans tous les Lieux où il en sera besoin, & toutes les fois que le cas de l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le demandera.

II. Comme Sa dite Altesse n'a pas présentement un Corps de 12000. Hommes effectifs sur pied, Elle sera obligée de lever immédiatement ce qui manque, pour rendre ce Corps-là complet & en état de marcher. Elle sera aussi tenue à maintenir à ses propres frais ledit Corps de Troupes pendant le terme de deux Ans entiers, pour être toujours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sa dite Altesse le requerra pendant ledit terme.

III. Le Ministre dudit Landgrave ayant représenté que Sa dite Altesse, son Maître, pour rendre ledit Corps complet, comme il est mentionné ci-dessus, seroit obligé de lever au delà de 3000. Fantassins & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plupart des Cavaliers qui n'en font pas pourvus; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, en considération de la très-grande dépense que ledit Landgrave est obligé de faire pour ces services d'Hommes & de Chevaux pour soutenir les Cavaliers fusils, & pour l'entretien dudit Corps pendant le terme qu'il ne sera pas employé dans son Service, payera audit Landgrave la Somme de 120000. Livres Sterling, en deux Paiemens; savoir 70000. Livres après la Ratification des présentes Conventions, & 50000. Livres au Mois de Février 1727.

IV. Mais en cas que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne ait besoin dudit Corps de Troupes avant ledit Mois de Février, Sa Majesté passera à Son Altesse le Landgrave ladite Somme de 50000. Livres Sterling, pour le moins deux Mois avant que lesdites Troupes commencent à marcher.

V. Lorsque lesdites Troupes entreront en service de Sa dite Altesse le Roi de la Grande-Bretagne, elles seront sous son Commandement & entièrement à sa disposition pour être employées là où la nécessité des affaires & le cas de l'Alliance Défensive, concluë à Hanovre le 3. Septembre dernier, le requerra.

VI. Pour ce qui regarde les Subsidés, le Paiement & l'Entretien des susdites Troupes, lorsqu'elles seront prêtes au service de Sa dite Altesse, comme il est ci-dessus, le tout sera réglé sur le pied de la Convention faite à Londres le 13. Février 1702.

VII. Si l'arriveroit que Sa dite Altesse le Landgrave fût attaqué ou inquiété en haine d'avoir fourni le susdit Corps de Troupes, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'assister puissamment ledit Landgrave, afin de mettre une fin à cette attaque ou molestation.

VIII. Cette Convention sera ratifiée, & la Ratification d'icelle sera échangée de part & d'autre, antérieurement qu'il sera possible, après la Signature des présentes.

En Temoignage de quoi nous les Ministres dudit Roi & dudit Landgrave, étant suffisamment autorisés à ce Sujet, avons signé la présente Convention & apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Wellmshier le 12. Mars 1727.

(L.S.) TOWNSHEND. (L.S.) DIEMER.

LIV.

Acte d'Accession de la Couronne de SUEDE à l'Alliance de Hanover. Fait à Stockholm le 14. Mars. F. St. 1727.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITÉ.

Nous soit à tous & chacun, à qui il appartient, & en qui il pourra appartenir. Sa Majesté le Sérénissime Roi de Suède, ayant été amicalement invité de la part de Leurs Majestés les Sérénissimes Roi de la Grande-Bretagne, Très-Christien, & de Prusse, par leurs Ministres, de vouloir bien accéder à l'Alliance Défensive que Leurs Majestés ont conclue à Hanovre le 3. Septembre 1725, & aux trois Articles séparés y joints, lesquels, aussi-bien que ladite Alliance auroient aisément pour objet le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'ensuit.

FIAT INSERTIO.

Et Sa Majesté le Sérénissime Roi de Suède étant toujours disposé à concourir à un bon & salutaire, & volontaire faire connaître combien cette invitation lui a été agréable, & à moi de son Plein-pouvoir en forme de, les Commissaires les Honorables du Royaume de Suède & Membres de la Chancellerie Royale, pour entrer en conférence avec les susdits Ministres de Leurs Majestés le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Christien, maris de Plein-pouvoir, pour négocier & conclure de l'Accession de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suède audit Traité d'Alliance concluë à Hanovre, & pour en dresser & signer un Acte formel. Lesdits Commissaires & Ministres Plein-potestaires ayant été sur ce sujet plusieurs fois en conférence, & ayant produit leurs Plein-pouvoirs de part & d'autre, sont convenus de ce qui suit.

Sa Majesté le Sérénissime Roi & la Couronne de Suède déclarent & promettent, que Sa dite Altesse, les Héritiers & Successeurs accéderont pleinement à l'Alliance Défensive concluë à Hanovre, & ci-dessus insérée de même qu'aux trois Articles séparés, qui s'y trouvent joints, & que Sa Majesté & la Couronne de Suède, en vertu de cette Accession, se joignent & adhèrent, comme Partie principale Contractante, à Leurs Majestés les Sérénissimes Roi de la Grande-Bretagne & Très-Christien, & obligent & s'engagent lesdites Majestés, leurs Héritiers & Successeurs, conjointement & séparément, d'observer & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauses, engagements dans ledit Traité d'Alliance Défensive, & ses trois Articles séparés, & de fournir, quand le cas d'Alliance existera, un secours de trois mille Hommes d'Infanterie, & de deux mille Hommes de Cavalerie, conformément aux obligations du Traité, le tout de la manière & aussi fidèlement, comme si Sa Majesté & la Couronne de Suède avoient été, du commencement, Partie principale Contractante avec les susdits Sérénissimes Roi d'Angleterre, & avoient conclu avec leursdites Majestés conjointement ou séparément les Articles & Con-

ANNO 1727.

ANNO Conditions espérées dans cette Alliance Défensive, & les Articles séparés.

1727. Leurs Majestés les Sérénissimes Rois de la Grande-Bretagne & Très-Christien admettent à alliance Sa Majesté & la Couronne de Suède au même Traité d'Hanovre, de même qu'aux trois Articles séparés, qui s'y trouvent joints, comme Partie principale Contractante, déclarent & promettent de leur côté, que Leurs Majestés, leurs Héritiers & Successeurs, observeront & rempliront conjointement & séparément, de bonne foi & réellement envers Sa Majesté le Sérénissime Roi & la Couronne de Suède toutes les Conditions & Clauses contenues dans ladite Alliance Défensive & les Articles séparés.

Ces Actes d'Accession sont approuvés & ratifiés de la part de Sa Majesté & de la Couronne de Suède, & de Leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Christien, & les Ratifications en seront fournies dans l'espace de deux Mois, à compter du jour de la Signature du présent Acte, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs, avons signé ce présent Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Stockholm le 14. Mars P. St. l'an 1727.

ARTICLES SEPARÉS.

Quoique par l'Acte d'Accession & d'adhésion, signé ce jourd'hui, Sa Majesté & la Couronne de Suède accèdent purement & simplement au Traité d'Hanovre, les Commissaires de Sa Majesté lui néanmoins concourent avec les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne des Exceptions & Articles qu' suivent.

I. Comme l'Alliance Défensive, encluse à Hanovre le 3. Septembre 1719. n'a pour but que la Paix & la tranquillité de l'Europe, & particulièrement celle du Nord, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suède, ainsi bien que Leurs Majestés les Rois de la Grande-Bretagne & Très-Christienne déclarent, que n'étant point engagés par aucun Traité ni Convention avec d'autres Puissances, qui soient contraires à cette Alliance, lesdites Traites & Conventions ne pourront être opposées par cette Accession, mais resteront dans leur entière rigueur, & Leurs Majestés déclarent en même sens, qu'Elles sont dès à présent, & seront toujours dans la ferme Résolution de garder & de remplir inviolablement tout ce qui est stipulé par la saidie Alliance d'Hanovre, d'observer de part & d'autre, d'observer fidèlement tous les engagements pris par le présent Traité d'Accession & les Articles séparés & secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune manière, sous prétexte des Traites & engagements antérieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suède n'ayant point possédement des possessions hors de l'Europe, se réservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suède ayant témoigné, qu'il n'est souhaitable de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession au Traité d'Hanovre, & par l'Article secret du présent Traité d'Accession dans des Pais trop éloignés, il est convenu entre les Parties Contractantes, que le cas du Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être employées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs. Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne conservant toujours le Droit d'exiger le contingent de cinq mille Hommes stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suède, dans l'Acte de leur Accession au Traité d'Hanovre, en vertu ou Valloir, conformément à ce qui est réglé dans ledit Traité d'Hanovre.

IV. Sa Majesté & la Couronne de Suède, pour ôter toute possibilité de doute sur rapport aux Actes mentionnés dans le cinquième Article du Traité d'Hanovre, comme ayant statué sur les affaires de l'Empire, déclarent, que par lesdits Actes elles n'entendent point d'autres que ceux qui ont été acceptés & approuvés par les États de l'Empire de la manière accoutumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suède déclarent, qu'Elles accèdent aux deux derniers Articles séparés du Traité d'Hanovre, n'y trouvant rien, qui soit contraire aux obligations, dont Sa Majesté est tenue envers l'Empereur & l'Empire en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Accession Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suède n'entrent en aucun engagement avec quelque autre Puissance que ce soit, hormis celles qui sont nommément comprises dans le Traité d'Hanovre, & dont les Ministres signés à présent, Sa Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestés le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Très-Christien s'entendent réciproquement, de ne point entrer à l'insu l'un de l'autre, & sans au secours mutuel, d'engagement avec quelque autre Puissance qui puisse être contraire ou invalider ce quequelque manière ce Traité, & les Articles séparés & secrets.

VII. Leurs Majestés Suédoise, Britannique & Très-Christienne sont convenus & s'entendent réciproquement, que si en haine du présent Traité, ou sous quelque autre prétexte également injuste, Elles venoient à être menacées, molestées ou insultées, conjointement ou séparément par quelque Puissance que ce soit, Elles seroient causé comme contre l'Agresseur, que Elles se secourront & s'entraideront mutuellement, de bonne foi & de la manière la plus efficace, selon l'exigence du danger, & selon la situation de leurs affaires respectives, sans s'écarter sous le prétexte d'être Ellus-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

ARTICLE SECRET.

Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne, pour témoignage leur amitié envers le Roi & la Couronne de Suède, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article secret, de payer à Hanbourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suède, chacune pendant trois années consécutives, la somme de cinquante mille Livres Sterling par an, ou son valeur, suivant le change, payable en deux reimes par an de six & six Mois d'avance, & dont le premier terme pour l'année courante sera payé d'abord après l'échange des Ratifications, & le second terme de la même année peu après & aussitôt que les arrangements nécessaires pour cela pourront être faits; le troisième, prenant son commencement un an après l'échange des Ratifications, & ainsi des autres de six en six Mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suède s'obligent & promettent de leur côté par cet Article de tenir prêt, outre le secours, dans son cas convenu par l'Acte de la présente Accession, encore un Corps de sept mille Hommes d'Infanterie, & trois mille Hommes de Cavalerie, pour être employés là où les cas d'Alliance le rendront nécessaire.

Bien entendu, que lorsque Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne requerront le service de ces dix mille Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suède, laquelle Solde, aussi-bien que ce qui regarde les recrues & autres circonstances, qui en dépendent, seront strictement réglés par une Convention particulière, Sa Majesté le Roi de Suède se réservant le Droit de rappeler ce Corps de Troupes, ou bien de ne le pas envoyer hors du Royaume toutes les fois qu'un danger réel & imminent le rendra nécessaire pour la défense de ses propres États & Provinces.

Ces Articles secrets & secrets seront la même force, que s'ils avoient été insérés de moi à moi dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourd'hui, ils seront ratifiés de la même manière, & les Ratifications en seront échangées dans le même temps que l'Acte d'Accession. En foi de quoi nous, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs, avons signé les présents Articles séparés & secrets. Fait à Stockholm le 14. Mars P. St. l'an 1727.

LV.

Decret Impérial adressé à la Diète de l'Empire, 17. Mars. U. dit le 17. Mars 1727.

SElon les Ordres de Sa Majesté Impériale, Son Altesse le Prince Erben Ferdinand, Landev. de Fribourg, Comte de Heiligenberg & de Wickenburg, Prince du St. Empire, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de Sa Majesté Impériale, & son Principal Commissaire à la présente Diète de l'Empire, doit déclarer à cette Assemblée des Conférences, Envoyés, & Députés des Electeurs, Princes & États du St. Empire.

Solt

ANNO

1717.

Soit encore, tant au dehors qu'en dedans de l'Empire, que Sa Majesté Impériale, depuis son Avenement à la Couronne jusqu'à ce jour, a en pour lui que but de tous ses soins & de toutes ses démarches, de maintenir non-seulement dans l'Empire, notre chère Patrie, mais encore dans tout le Monde Chrétien, la Paix, la Tranquillité, l'Union, & le Bonheur; jusques-à, que pour y parvenir, non content de faire diverses avances & offres, Elle a sacrifié ses propres Bouts & ses fidèles Sujets, dans rien épargner de tout ce qu'il étoit en son pouvoir: Sur quoi Elle s'en rapporte au témoignage de Dieu, à qui rien n'est caché, & se console dans l'espérance que tout le Monde désintéressé lui rendra la même Justice.

Cependant, on ne peut plus ignorer ce que quelques Puissances Chrétiennes, tant de l'Empire que du dehors, ont entrepris pour troubler la Paix publique, & introduire une sorte de Puissance, dont l'Europe n'a peut-être jamais eue de pareille: & qui ne faisoit que trop être dangereuse à la Constitution de l'Empire: Ces puissances, ces menées, tout découverts que ces entreprises, se continuent avec tant de vigueur, qu'on en voudroit vainement débiter la connaissance au Public; de même qu'on dissimuleroit en vain tout ce que Sa Majesté Impériale a fait au contraire, pour prévenir un si grand mal par ses soins, sa patience, & sa prévoyance.

Que pour diverses raisons d'Etat très-importantes, Elle se soit jusqu'à présent un scrupule de s'opposer aux intrigues peu amicales & aux Desseins cachés, qui pourroient lui devenir publics, de ceux qui sont mal-intentionnés pour Elle, pour son Auguste Maison, & pour le repos & la prospérité de St Empire Romain; qu'Elle surpasse même d'attendre jusqu'aux dernières extrémités, en conservant toujours la modération & une saine disposition à la Paix, & qu'enfin, Elle ait cherché à dissuader ces démarches, sans qu'Elle a pu les empêcher en tout pour tant vaus à ce point, que dans toutes les Frontières de l'Empire, jusqu'aux Pais-Bas Autrichiens qui en font un Fief, & particulièrement sur le Rhin & la Moselle, & en quelques Lieux dans l'enceinte même de l'Empire, on a fait & on continue de faire des préparatifs qui font juger, que l'on veut effectivement en venir à une Rupture & à des Hostilités contre Sa Majesté Impériale, & troubler le Repos de l'Alliance, sans prétexte ni nécessité.

C'est dans ces Conjonctures, que l'on a envoyé à Sa Majesté Impériale le Mémoire intitulé depuis peu à la Diète par M. de Charigny, Ministre de France, dans lequel on découvre clairement, par quelles raisons, par quels motifs, & à quelle occasion on prétend séparer le Chef de l'Empire d'avec ses Membres, & cela par un Num. métaphorique, indécent, injurieux, dirigé le Corps Germanique d'avec Sa Majesté Impériale, par sa Sile dont on ne s'est jamais servi, représenter le Cercle Imperial de la Basse-Bourgogne comme un Etat Errant, auquel les autres Cercles n'ont point d'intérêt, suggérer les mêmes sentiments touchant les Fiefs de l'Empire en Italie, ou touchant les Provinces situées en Pais Errant, quoique sous la Protection de l'Empire; renverser les uns par les autres; enlever pour quelque temps les Etats au delà & au delà des Alpes, & par ce moyen, rendre inutiles les fous Papiers que Sa Majesté Impériale prend en faveur des Cercles, à cause du Danger pressant, quoiqu'en gardant toute la modération nécessaire: Car on fait d'ailleurs que le Traité de Bado doit subsister dans toute sa force, & que l'Empereur ni l'Empire n'y ont contrevenu en rien. Ainsi, à quel bon cette nouvelle assurance de Paix & de Tranquillité dans tout l'Empire Romain, dans les Provinces qui en relèvent & dans les Pais respectifs, pour le maintien de cette Paix, sans quoi on est déjà en Repos & en Sécurité, & sans quoi on y demeureroit constamment?

Comme une telle démarche de quelques Electeurs & Etats fera sans doute regardée par tous les Puissances bien-intentionnées, comme inadmissible dans le fond & dans le principe, dommageable à la chère Patrie: & tendante à la destruction & au bouleversement de l'Union Germanique; Sa Majesté Impériale s'affaire que les Electeurs, Princes & Etats, leurs Confédérés, Electors & Députés, & généralement tous les bons & vrais Allemands aient à cœur les importantes faites des Conjonctures pressantes, & qu'ils prennent en considération dans cette occurrence, de quelle manière Sa

Majesté Impériale est offensée en sa Personne, en son Honneur & en sa Dignité, enl'arrêter dans la Harangue du Roi d'Angleterre au Parlement de la Grande-Bretagne; étant traité de Perturbateur de la Paix générale, & d'insulteur des Traites, d'une manière inouïe entre des Têtes Couronnées, & entre des Puissances qui ne sont point en Guerre: Et le Traité d'Alliance avec l'Espagne, quoique parement dans les termes d'une simple Alliance Défensive, est travesti en un Traité de Ligue Offensive, comme si Sa Majesté Impériale avoit effectivement traité en faveur du Prétendant, pour le mettre sur le Trône d'Angleterre.

C'est pourquoi Sa Majesté Impériale s'est trouvée nécessairement engagée à faire faire au Roi de la Grande-Bretagne les Remontrances ci-jointes, afin de faire voir, tant à la Nation Angloise, qu'à toutes les Nations Chrétiennes & Libres de l'Univers, combien sont mal fondées les imputations contenues dans ledit Harangue. On doit les regarder comme une suite de Traité conclu à Herbachhausen en 1715. & à Sa Majesté Impériale, par sa Modération naturelle & son amour pour la Paix, ne l'a pas encore désiré à l'Assemblée de l'Empire, Elle n'a pas l'aité de chercher & d'employer continuellement divers moyens pour prévenir tout ces maux: Puisque dans cette vue, Elle a fait toucher le Commerce d'Oslande, toutes les offres imaginables, pour finir Chrétiennement & amiablement toutes les intelligences dont il étoit l'occasion, on pût le prétendre; qu'on l'Elle fut engagée & obligée, non seulement d'établir, mais encore de soutenir de toutes manières ce Commerce, comme il est suffisamment démontré dans les Ecrits publics sur ce sujet: D'autant que c'est une chose qui feroit de soi-même aux yeux d'un chacun, que les Pais-Bas, qui sont inaccessibles l'Avant-Mer de l'Empire, & même en font une Partie considérable, ne seroient sans le Commerce d'une utilité essentielle à l'Empire; sans compter que ce que Sa Majesté ne peut en doute, & qui est droit à présent, contre toute Équité & contre le Droit des Gens, ne seroit pas seulement préjudiciable en effet à toute la Patrie & au Droit qu'elle a de naviger & de commercer, mais encore ne pourroit être dans la suite que funeste à d'autres Puissances.

Outre cela, Sa Majesté Impériale pour parvenir au but mentionné ci-dessus de la conservation de la Paix, ne s'est pas contentée de faire déclarer, il y a longtemps, aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'Elle venoit s'obliger de ne laisser aller les Vaisseaux en aucun Pais ou Loge, comme on les apelle, ou les Négociants Hollandais s'en étoient établis, comme cela s'est pas non plus encore arrivé jusqu'à présent de la connaissance; Elle a de plus fait savoir, qu'Elle consentoit de limiter l'envoy des Vaisseaux au nombre de Quatre, y compris ceux qui seroient destinés pour la Chine, où l'on fait, & on en point douter, que les Sages des Etats Généraux ne remarquent point.

Sa Majesté Impériale a plus fait encore: au Mois de Septembre de l'année dernière, Elle fit proposer en France un Acte d'affurance de ne se point attaquer de part ni d'autre, afin de dérouter les Hostilités, & pendant cet intervalle régler l'Alliance d'Oslande, & ce qu'il se négocier entre les deux Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, & en même temps, terminer à l'amiable certains Points entre l'Empire & la France; dont on est à la vérité convenu, mais qui ne sont pas encore accomplis. Ces moyens, quoi qu'on y eût donné lieu de l'autre part, ont été regardés comme non acceptables.

Sa Majesté Impériale ne se rebutant point pour cela, a continué à une entière Suspension dudit Commerce d'Oslande pour 3. ans, & a offert du contentement, sans délai, à sa Compagnie d'ailleurs peu chérie, en partie pour compenser le cours des Hostilités déjà commencées en quelques Lieux, & en partie pour parvenir à moyennir une bonne Intelligence Chrétienne. Tout cela n'a produit jusqu'à présent aucun fruit: mais du moins on en peut voir clairement & reconnaître, que le Roi de la Grande-Bretagne a point d'autre but que d'attaquer Sa Majesté Impériale; d'enlever l'Autel que l'Elle tient des Loix & des Règlements de l'Empire, & (ce qui est nécessairement insupportable) le repos intérieur & extérieur de l'Empire, d'une manière indiscutable & très-dangereuse; par la suite de parler, sans fuyr, le Danger & la Guerre dans les Etats que la Maison Archiducalc possède comme Fiefs de l'Empire, dans ses autres Royaumes & Etats Héritiers, de s'en

ANNO

1717.

fin

ANNO
1727.

ser effectivement le Système interne de l'Empire, au préjudice de ses Obligations & des Serments qu'il a prêtés comme Electeur, tant à l'Empereur qu'à l'Empire; d'engager dans une Alliance ruineuse, par le Traité de Hertenhausen, d'autres Membres de l'Empire & des Puissances Estrangères, contre les Constitutions de l'Empire & la teneur formelle de la Paix de Westphalie; d'introduire les Etats Généraux des Provinces Unies, sous prétexte du Commerce d'Offende, que Sa Majesté Impériale confie néanmoins à elle seule de terminer à l'amiable; & sous ce même prétexte, & sous celui d'un prétendu Dilectio & Traité fait avec la Couronne d'Espagne en faveur du Prétendant, tirer de la Nation Angloise, qui d'ailleurs est sincèrement & notoirement affectée à Sa Majesté Impériale, un confinement pour de grosses Sommes, destinées uniquement à servir à l'ambition du Roi & à ses mauvais desirs, d'écarter & d'attirer du Nord sur l'Allemagne toutes forces de malheur, de détacher la Couronne de Suède du Traité qu'elle a fait avec Sa Majesté Impériale, pour affermir le repos du Nord, & particulièrement de l'Allemagne; & ce qui est encore le plus horrible, de tacher depuis la Conclusion du Traité de Hertenhausen jusqu'à présent, tant par force que par d'autres, comme on le peut faire voir avec les circonstances, d'animer la Porte Ottomane contre Sa Majesté Impériale : ce qui ne peut que jeter dans un très-grand danger la Patrie & toute la Chrétienté.

Cela étant, Sa Majesté Impériale s'affaire avec une exacte confiance, que les Electeurs & Evêques, leurs Conseillers, Envoyés & Députés, conformément à leur prudence accustomed, à leur zèle pour l'Allemagne leur Patrie, à leur fidélité à leur devoir, prendront à cœur les conjonctures & affaires présentes, & aideront à contribuer tout ce qui peut servir à maintenir la Personne, l'Honneur & la Dignité de Sa Majesté Impériale couronné, à soutenir la gloire de Sa Empire & de ses Membres, à entretenir le repos & la Prospérité des Pais & Provinces qui en relèvent comme on a dit: afin que l'on conserve principalement l'Empire en Tranquillité & en Union au delà & en deçà des Alpes, aux Pais-Bas & dans le Nord, que l'on repousse toute violence étrangère; & que l'on procède selon les Loix de l'Empire contre tous ceux qui en veulent troubler le repos interne & l'assistance du Gouvernement de la Patrie; & qu'enfin, on fasse tout ce qui sera avantageux pour resserrer la liaison latine entre le Chef & les Membres.

Cependant, Sa Majesté Impériale conformément aux Obligations attachées à sa Dignité, en vertu de la Capitulation par Elle jurée à son Election, & des Constitutions de l'Empire, est obligée de contribuer tout ce qui sera en son pouvoir pour la défense & l'usage de tout l'Empire, & de prendre toutes les mesures convenables, afin de pourvoir le mieux & le plus solidement qu'il est possible à la sûreté de la Personne offensée, à celle de l'Empire, & de ses Royaumes & Etats Héritables: ce qu'elle ne fait pourtant que dans la vue du repos public, de la Prospérité & de la sûreté du S. Empire en général, & de chacun de ses Membres en particulier.

Signé,

FROSEN FERDINAND, Prince de
Fulsteburg.

A Ratissbonne le 17. Mars 1727.

LVI.

16. Avril. *Traité d'Alliance entre Leurs Majestés les Rois de FRANCE, de la GRANDE-BRETAGNE, & de DANEMARK. Fait à Copenhague le 16. Avril 1727.*

Comme Leurs Majestés, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi Très-Christien, font toujours attentifs à remplir leurs Engagements, & à veiller au repos & à la liberté de leurs Amis & Allies; & comme Leursdites Majestés ont effectivement lieu de croire, que les Moscovites & leurs Adhérents pourroient bientôt concevoir les moyens, & se disposer à venir attaquer

les Etats de Sa Majesté le Roi de Danemark; soit par terre par la force à Sa Majesté Danois le Duché de Slewick; ou pour se préparer les moyens d'attaquer d'autres Provinces voisines à la Tranquillité du Nord & de la Basse-Saxe, & des Pais qui interviennent les Hauts Contrahants dans le Cercle de Westphalie. Et d'autant que Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne sont inséparables & se préoccuperont contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Pais, donner en même temps atteinte au Traité d'Hannovre, conformément spécialement des Traités de Westphalie, & à le mettre en état d'écarter fidèlement les Garanties données contre toute invasion ou hostilité de la part de la Russie, ou de quelque autre Puissance que ce puisse être, qui viendrait pour attaquer le Duché de Slewick; Leurs Majestés Britannique, Très-Christienne, & Danois, ont trouvé à propos de donner leurs Plein-pouvoirs, c'est à dire, Sa Majesté Britannique au Sieur Jean Louis Grenorby, Chevalier de l'Ordre de l'Éléphant, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne auprès de Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté Très-Christienne au Sieur Pierre Bouter, Comte de Castilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem, Capitaine des Vaisseaux de Sa Majesté Très-Christienne, & son Ambassadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Danemark; ainsi que Sa Majesté Danois à ses Ministres; savoir le Sieur Ulric Adolphe de Holtheim, Comte de Holsteinbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Éléphant & Grand Chancelier, Conseiller Privé du Conseil, & Chambellan de Sa Majesté le Roi de Danemark; & le Sieur Ledowig de Helsen, Seigneur de l'Empire, Siffel, & Gueux, Chevalier de l'Ordre de Danemark, Conseiller Privé du Conseil de Sa Majesté le Roi de Danemark. Lesquels ayant pris auparavant toutes les circonstances de tems, & des dangers qui menacent les Etats de Sa Majesté Danois, & qui pourroient troubler le repos de la Basse-Saxe, & des Pais limitrophes, font convenus des Articles suivants.

ARTICLE PREMIER.

Sa Majesté Danois étant pleinement persuadée, que Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne, rempliroient leurs Engagements & Garanties, données par rapport au Duché de Slewick, & feroient tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Basse-Saxe, Sa Majesté Danois, pour concourir à la même fin, promet de tenir sur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes, leurs Officiers, Equipages & Artillerie, qui s'assemblera sans aucun retardement au lieu qui sera le plus à propos, & se portera par tout où besoin sera, sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puissance que ce puisse être, qui viendront pour attaquer le Slewick, & pour troubler le repos & la Tranquillité de la Basse-Saxe, & des Provinces avoisinantes ses Hauts Contrahants dans le Cercle de Westphalie.

II. Sa Majesté Danois s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille Hommes venant à se mettre en marche, elle aura encore sur pied un Corps de six mille Hommes, lequel sera destiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit besoin.

III. Et pour aider dès à présent Sa Majesté Danois à soutenir la dépense, qu'elle sera obligée de faire pour remplir l'engagement porté par les précédents Articles, Sa Majesté Très-Christienne promet de faire payer à Sa Majesté Danois un subside annuel de trois cent cinquante mille Rixdalers, argent courant de Danemark, lequel sera continué pendant le cours de quatre années, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, & payé exactement tous les trois Mois par avances à Hambourg.

IV. Sa Majesté Très-Christienne promet encore, pour soulager Sa Majesté Danois d'une Partie des frais qu'elle auroit à faire, dans le cas que ledits vingt-quatre mille Hommes se mettent en marche pour se rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille Hommes à la solde; en sorte que s'ajoutant premièrement de la dépense du Roi de Danemark, Sa Majesté Très-Christienne ne les payera que sur le pied de cent mille

ANNO

1727.

ANNO

1717.

mille dans la proposition que Sa Majesté Danoise donne à ses Troupes quand elles sont en Campagne, tout pour la Solde de chaque Régiment d'Infanterie de Cavalerie, que pour celle de l'Etat Major Général & de l'Artillerie proportionnée au nombre de douze mille Hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens nécessaires pour son service.

V. La Solde, ainsi qu'il vient d'être dit, ne commence à être à la charge de Sa Majesté Très-Christienne que du jour de la première revue qui se fera devant le Commissaire Général de Sa Majesté, lorsque les Troupes feront assemblées en corps d'Armée pour entrer en Campagne, le premier Mois sera payé d'avance, & ainsi de Mois en Mois, ainsi long-temps que lesdites Troupes seront soldoyées par Sa Majesté Très-Christienne.

VI. Et quoique Sa Majesté Très-Christienne pût prétendre avec justice, que le Subside cesserait au jour que la Solde commencerait à venir; cependant comme il pourroit arriver, que le paiement de cette Solde viendrait avant que le Roi de Danemarck eût pu recevoir un secours effectif par ledit Subside, Sa Majesté Chrétienne veut bien consentir à ce que si ladite Solde commençoit à couler avant que le Roi de Danemarck eût pu recevoir deux années du Subside, alors elle seroit continuée le Subside étant de telle qu'il faudroit que le Roi de Danemarck touchât tous deux années de Subside, comparé ce qui seroit dû & ce qui seroit à l'échéance; & si après lesdites deux années ledites Troupes ne retournent plus à la Solde de Sa Majesté Très-Christienne, alors le Subside s'élèvera dans la troisième Année, continuera d'être payé à Sa Majesté Danoise, jusqu'à la fin des quatre années, qui est le terme du présent Traité.

VII. Sa Majesté Très-Christienne envoie ses Lettres, des qu'elle en fera requête, au Commissaire pour aller à la revue qui sera faite desdites Troupes, & la nom des Régiments, qui passeront ainsi à la Solde de Sa Majesté Très-Christienne; il examinera s'ils sont dûment équipés, montés & armés. La collation des Chargés vacantes, & l'administration de la Justice se feront, comme auparavant, par Sa Majesté Danoise; le Commissaire Général de Sa Majesté assistera à toutes les délibérations pour les opérations Militaires; & quoiqu'il se soit pu faire de fautes d'avance sur le cas non armé de la Guerre, l'on convient cependant en général, que les douze mille Hommes de Troupes à la Solde de Sa Majesté Très-Christienne sur le pied de neuf mille Hommes, seront traités en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille Hommes entiers à la Solde du Roi de Danemarck.

VIII. Si à l'avenir que Sa Majesté Très-Christienne ne soit plus avoir besoin pour le secours de ses Alliez, de continuer le paiement de ladite Solde, elle sera obligée d'en avertir Sa Majesté Danoise deux Mois auparavant.

IX. Sa Majesté Britannique de son côté tiendra prêt à marcher un Corps de douze mille Hommes, pour être joints aux vingt-quatre mille Hommes de Troupes Danoises fonctionnaires sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, ou de toute autre Puissance que ce puisse être qui viendrait pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Balle-Saxe.

X. Sa Majesté Danoise ayant fait entendre à Sa Majesté Britannique, qu'étant engagée par le présent Traité de faire marcher un Corps de Troupes considérables dans la Balle-Saxe, ses Provinces Maritimes se trouveroient exposées aux entreprises de ses Ennemis, Sa Majesté Britannique étant toujours disposée à pouvoir, selon ses engagements, en bon & fidèle Allié, à la liberté des Etats de Sa Majesté Danoise, promet & s'engage d'envoyer au secours de Sa Majesté Danoise, sur les premiers avis des mouvements de la Flotte Moscovite, qu'elle donneront de justes sujet de crainte, une Escadre suffisante de bons Vaisseaux de Guerre, pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sa Majesté Danoise, & empêcher que les Moscovites ne puissent les attaquer.

XI. Et quoique Lettres Majestés Britannique & Très-Christienne se soient obligées à secourir l'autre en faveur du Roi de Danemarck, cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prince toute invasion, dont la suite seroit sans doute d'allumer la Guerre, en violation du Traité d'Honovre; aussi bien que des Traités de Westphalie; qui les obligeroient d'aller

TOM. VIII. PART. II.

au secours de leurs Garanties, & au secours de leurs Alliez, qui seroient attaqués, ou en danger de l'être; à cette fin Sa Majesté Très-Christienne s'engage de tenir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille Hommes, lequel Corps sera destiné, dès qu'il en sera requis, à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres opérations nécessaires pour l'avantage commun; & pour la liberté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, & en même temps Sa Majesté Britannique s'engage de tenir aussi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille Hommes, pour être destiné de la même manière à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres opérations nécessaires pour la liberté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, selon que le cas l'exigera.

XII. Comme les Moscovites ont sous leurs Troupes qui pourroient se joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Danemarck, pour lui ôter le Duché de Sleswick, pourroit s'élever de passer par les Pais sujets au Roi de Prusse; ce que les Alliez se persuadent que ce Prince ne manquera pas de refuser: En cas donc que la Caxine, ou toute autre Puissance, qui que ce puisse être, voudrait forcer les passages par le Territoire du Roi de Prusse, ou l'envahir, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cause du refus que Sa Majesté pourroit faire de laisser passer par ses Pais les Moscovites ou leurs Adhérents, comme d'ordinaire; alors les Rois Contractans feront marcher leurs Armées combinées au secours du Roi de Prusse, & feront la Guerre à ceux qui l'auront entraîné, ou troublé, jusqu'à ce que l'attaque & danger cessent, & que tout tort ou dommage soit réparé.

XIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées à Copenhague dans six semaines, à compter du jour de la Signature de ce Traité, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y avons fait mettre le Secours de nos Armes.

Fait à Copenhague ce troisième d'Avril l'an mil sept cent vingt-sept.

(L.S.) GLORVORCH.

ARTICLES SEPARÉS ET SECRETS.

I. Quoique Sa Majesté Très-Christienne puisse prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à la Solde lui doivent prêter Serment; cependant Sa Majesté Danoise ayant résolu de commander en Personne l'Armée combinée; on est convenu, par considération pour Sa Majesté Danoise, de s'en remettre à la parole Royale, pour s'entendre mutuellement & s'engager avec Elle à peu près par le Traité signé ce jourd'hui. Mais si arrivait que Sa Majesté Danoise changeât la résolution susdite, & que les Rois Contractans jugeront à propos de séparer le Corps de Troupes, pour l'avantage de la Cause commune, alors lesdites Troupes, à la Solde de Sa Majesté Très-Christienne, lui prêteront le Serment en la forme ordinaire.

II. Comme Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne font des efforts extraordinaires pour les intérêts du Roi de Danemarck, Sa Majesté Danoise promet de un point disposer d'aucune Partie de ses Troupes, soit directement ou indirectement, contre les intérêts de Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne; & on convient que pendant que ce Traité durera, Sa Majesté Danoise ne donnera ni ne rendra aucune Partie de ses Troupes à quelque Puissance que ce soit qu'après en avoir concerté avec Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne; contre les intérêts desquelles, Elle promet de ne rien faire, s'engageant même, de s'opposer par tout où le besoin sera, à tous ce qui pourroit être fait, ou projeté de contraire par quelques Puissances que ce soit; ce que Leurs Majestés Britannique & Très-Christienne promettent réciproquement.

III. L'on est convenu que si Sa Majesté Très-Christienne desiroit employer lesdites 12. mille Hommes qu'Elle paye sur le pied de neuf mille, pour des affaires qui n'ayant aucun rapport à la liberté du Roi de Danemarck, n'intéresseroient que le bien du Service de Sa Majesté Très-Christienne, ou celui de l'Alliance d'Honovre; alors le Roi de Danemarck ne feroit aucun difficulté de les donner au service de Sa Majesté Très-Christienne.

ANNO Christiane, & d'au cœ conveniendit si formalis après la demande, qui en auroit été faite par Sa Majesté Très-
1717. Chrétienne.

IV. Et attendu que si les Moscovites venoient par Terre pour pénétrer dans l'Empire & troubler la pais du Nord, ils se pourroient avoir d'autre passage que par les États de Pologne, & que l'on se peut douter que ce Royaume ne se fournisse en suite des denrées qui y ont coutume de se fournir, il y a peu d'années; l'on est convenu, par le présent Article, de communiquer au Roi & à la République de Pologne, le Consent que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire, & de les inviter à prendre aussi de leur côté les mesures les plus efficaces, pour fermer aux Moscovites les passages qu'ils voudroient prendre sur les Terres de la République de Pologne.

Fait à Copenhague de festinate d'Avril l'an mil sept cent vingt-sept.

(L.S.) GLENDEN.

LVII.

31. Mai. *Articles Préliminaires conclus entre l'Empereur & les Alliez d'Hanover.*

NOTUM sit omnibus & singulis, quod cum à nonnullo tempore plura successissent, quae Paci Europae disturbatae locum dare possent, nisi quibusdam mediis illius fuisset, Sui Sacrae Caesars Regio-Catholicae Majestatis, Sui Sacrae Majestatis Christianissimae, Sui Sacrae Majestatis Britannicae, & Ceteri ac Potentes Domini Status Generales Unionum Belgii Provinciarum, sese invicem quibusdam modis promissis exhibuerint ad omnia et inquirenda, quae has omnes similitudines componere possent, & ad hanc scopum attingendum, Plenipotentiis Tabellis muneribus, nempe Sui Sacrae Caesars Regio-Catholicae Majestatis Dominum Baronem d'Esfbeck, Sui Sacrae Majestatis Christianissimae Domini Comitem à Morville suum Ministrum ac Secretarium & Axel Velleri Equitem; Sui Sacrae Majestatis Britannicae Dominiem Horatium Walpole, item Ceteri ac Potentes Domini Status Generales Belgii Dominiem Guiljelmum Boreel, qui omnes post mutuum inter se disquisitionem & communicationem plenipotentiis Tabellis, quibusdam Copia illi transcribere reperiunt, vigore eorundem Plenipotentiis super subsequentiis Articulis Praeliminaribus conveniunt.

ARTICULUS PRIMUS.

Cum Sui Sacrae Caesars Regio-Catholicae Majestatis Commmercium Obstandum apud nonnullos fœderis emulationes etiam sit sollicitudinem ecclesiae minueret, publica Europa tranquillitatis causa consentit, ut Privilegium, vulgò (*dittey*) Societati Obstandum concessum, omninoque ex Belgio Austriaco in Indes Commmercium per septem annos suspendatur.

II. Jura aut ea, quae vi Tractatus Trajectensis, Bredensis, Quadruplici Fœderis, usque etiam eorum Tractatum & Conventionum, quae annum 1713. praecedunt, & Imperatores ac Status Generales Fœderati Belgii non tangunt, à quocunque Contrahentium potestate factae, intactae remanentes, si quid verò super his immutatum, vel executioni mandatum non fuisse constiterit, ferat errorum eorundem Tractatum & Conventionum iterum immutatum sit executioni ad non datus in futuro Congressu discutiant & deciderit.

III. Consequenter etiam Commmerciorum Privilegia, quibus Natio Gallica & Anglicae, Subdilectae Sessioni Generalium Fœderati Belgii, antea vigore Tractatum cum in Europa, tum in Hispania, prout & in Indis gressi sunt, ad eum usum & usum revocantur, secundum quam per Tractatum anno millesimo septingentesimo vigesimo quinto auctoritate eorum singulis conventum fuit.

IV. Principes Septentrionales ab eorum respectivè Contrahentibus invitantur, requirunturque, ut ab omni vii fidei modo sollicitudine, qua potius omnia media amicitiae conciliandae modo inter se Pacificacionis spectantur.

Pariter verò Contrahentes respondens, usque dum

Congressus inchoetur (de quo infra) in quo Paxiam **ANNO** interventum diffidit amicabiliter discutiant, nec **1727.** directè nec indirectè quocunque sub colore nec prout ad eam viam fidei processurus, quo prout Septentrionalis ac Indiarum Germaniae hucus usque possit, quin fidei promittunt omnia se consilia adhibere, quo hostilitates, & quae sunt intercedentes, solvantur.

V. Mor à subscriptis prefatis Articulis, hostilitates quocunque, si sunt quicquam inchoata fuissent, cessantes, & respectu Hispaniae, obsequium postquam Sui Sacrae Catholicae huius Articulis subscriptos receperint, Navibus illis quae sunt praesentem evellunt Obstandum in Indas viam fecerunt, & quorum omnium Tabellis quidam nomine Sui Sacrae Majestatis Caesars Regio-Catholicae consensu declaraverunt, liber tenusque ex Indis Obstandum concedere rediret, & si quae sunt Naves interceptae fuissent, ex annis cum bovis ac Mercibus eisdem impositis bonis fide restituerent.

Atque tunc Navibus illis concessis (vulgò Galleses dictis) admittere rediret, in eis fidei, itaque, Regem Catholicum inter omnes huius rerum ac Mercium, tum in majori quam in minori illi Classe Hispanae Galliarum & Florida contenturum, cum ipsam, quo liberiores ante tempore usque est, quod Classis Anglicae non solum à Fortibus, omnibusque in America ad Regem Hispaniarum pertinentibus Portibus abeant, quin primum fieri possit, verum & ejusdem Classis Praefectis huiusmodi non solum, quo Subditi Sui Sacrae Majestatis Catholicae in Indas ab omni exteriori molestia & sollicitudine liberentur. Commmercium ab Anglis in America usque de praesente, jura Tractatus exercebant. Pariter Classis Gallesum, Anglorum aut Batavorum, quae sunt circa litora Hispaniae, vel etiam circa illa ad Imperatores pertinentia sese desistere possunt, inde omni quae fieri possit majori exerceant, cum tempore quo illius cessatio hostilitatum inchoabit, sese recipiant, ut Accedat dictorum litorum ac orarum ab omni deinceps sollicitudine se mena tunc ac liberi sint, oblique dictis Navibus contra modò memoratos Portus, sine directè sine indirectè moliri liceant eito.

VI. Illius hostilitatum cessatio tum die quibus die suspensio Privilegii Societatis Obstandum concessi, neminem per septem annos durabit, ut inter hoc tempore ipsam inter rationeque reciprocae commodè conciliant, generaliterque Pacificatio non solius stabilis possit.

VII. Si fuerit post subscriptionem istorum Praeliminarium inter Principem Contrahentium Subditi, sive in Europa sive in Indis, turbas sive quocunque prout movent aut hostilitatis actus extiterint commoti, si donec à suis respectivè Subditi perpessa commoti ope reparantur.

VIII. Secundum praecedentium Articulorum acceptatione & subscriptione, Congressus inter ipsos quatuor Mensium à die subscriptionis componendum, Aquagravi instituitur, inter quorum decursum, jura & praesentium Principum Contrahentium, eorumque qui ad dictum Congressum laeviter fuerint, examinabuntur, discutiantur ac terminabuntur.

IX. Plenipotentiis nominandi non poterant nisi solus dux Nobilis, dux Episcopus, & si minus seu Pedilegatos in eorum locum habere, quo promptius se ad ire parare possent, & ut omni amulatio, latus se sumptus evitentur.

X. Ceremoniale bellum observabunt, eumque non minus tenebunt quae in superio Congressu Amstelredamensi observata sunt, licet ad decedendas eas difficultates, quae circa praecedentium ortu possent, facilitate tamen praestandi cuicque pro arbitrio relinquitur.

XI. Principes suis respectivè Plenipotentiis fidei demandabunt, ut omni impedimento sine trica evitent, quae praestare vel turbare Congressum ullo modo possent.

XII. Ratificatio horum Articulorum inter ipsam duorum Mensium, aut eides si fieri possit, à die subscriptionis erga se invicem extrahatur.

Io quorum scilicet Nos infra scripti Ministri Plenipotentiarii Sui Sacrae Caesars Regio-Catholicae Majestatis, Sui Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae, Sui Sacrae Regiae Majestatis Britannicae, & Ceterorum ac Potentium Dominiem Status Generales Unionum Fœderati Belgii Provinciarum, huius Articuli manū nostrā subscripsimus & Signis nostris com-

ANNO communivimus. Adum Farieta die ultimā Mensi
1727. Maji, anno Domini millesimo septingentesimo vige-
simo secundo.

(Symptoms exist)

<i>Marcus Barr</i>	<i>Le C. de</i>	<i>H. Walpole,</i>	<i>W. Burch.</i>
<i>Duffassera.</i>	<i>Merville.</i>	<i>(L. S.)</i>	<i>(L. S.)</i>
<i>(L. S.)</i>	<i>(L. S.)</i>		

Plenipotentiarum Tabulae Suae Sacrae Caesariae Re-
gio-Carolinae Adversarius.

[illegible]

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD. C. A. ZINZENDORFF.

*Ad Mandatum Sacrae Caesaris Reginae
Catholicae Majestatis proprium.*

JOANNES GEORGIUS DE BUOL.

Plaintes de Sa Majesté Très-Chrétienne

LOOTS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux de ces provinces verrou, salut. Comme il s'est élevé depuis quelques ans des différends qui ont été donné lieu à plusieurs hostilités entre quelques Puillances, & qui anroient pu causer un embarrasement général dans l'Europe, s'il n'y eût pourvu d'un traittement; ainsi que Nous & Notre très-cher & très-aimé Père, le Roi de la Grande-Bretagne & Leurs Hautes Puillances, Nos très-chers & grands Amis les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ont jugé à propos de leur entreprendre. Nous avons voulu entrer dans des mesures propres à raffermir entre nous la Tranquillité générale, & Nous confians en la capacité, expérience, zèle & fidélité pour Notre service de Notre aimé & feal le Sr. Fleury Comte de Morville, Notre Ministre & Secrétaire d'Etat des affaires Etrangères, Chevalier de la Toison d'Or. Pour ces causes & autres bonnes considérations, & ce Nous mouvans, Nos très-chers & grands Amis, ordonnent, & commandent, qu'on présente quoyes de Notre main, comme nous, ordonnons.

TOM. VIII. PAR. II.

TOM. VIII. PART. II.

Après lequel ledit Sr. Comte de Morville, à lui nom
d'abord & d'après le pouvoir & Contrainte de Mandement
spécial, pour conjointement avec les Ministres de
Notre dit Frere le Roi de la Grande-Bretagne & des
Seigneurs Euz. Généraux des Provinces-Unies des
Pays-Bas, convenir au Notre nom, en qualité de Notre
Ministre Plénipotentiaire avec les Ministres Plénipoten-
tiaires de notre très cher & très aimé Frere, l'Empe-
reur des Romains & de Notre très aimé, très aimé
Frere & Oncle le Roi d'Espagne, d'arrêter les
Principes de Plénipotentiaire en bonne forme, arrêtés, conclus
& signés avec ledits Ministres ensemble ou séparément
ses Traités, Articles & Conventions, que ledit Sr.
Comte de Morville a très bon Frere, voulant qu'il
agisse en cette occasion avec la même autorité que
Nous ferions & pourrions faire, si Nous y étions
personnellement ou personnellement, que Nous
qu'il reçoit un Mandement plus spécial, nous couteux
en ledits Préfets, procurant ce lui le parole de Roi,
d'avoir agréable, tenir ferme & stable, accomplir &
exécuter produisant tout ce que ledit Sr.
Comte de Morville sera disposé, promis & signé, en vertu
du présent Poursuivre sans jamais y contredire, ni per-
mettre qu'il y soit contraire, sous peine de nullité, si
quelques autres préjette que ce soit, comme
aussi d'en faire expédier Nos Lettres de Ratification
en bonne forme pour nos dérangés dans le tems dont
on nous conviendrait car tel est notre plaisir. En témoin
de quoi Nous avons fait mettre notre Seal à ses Préfets.
Donné à Versailles le 12. Mai l'an de la grace 1747,
de Notre Règne le 12. Louis, LOUIS. Et plus
bas, sur le Bas, LE BLANC.

*Plempotentiarum Tabule Sae Sacrae Majestatis
Britannicae.*

GEORGIUS REX

[illegible]

in quorum omniū majorem fidem & robur praesent-

ANNO

1727.

Quos mens nobis Regis signavit, Magnam auctoritatem
Magna Britanniae Significavit apponit iustitiam, qui dabitur
in Palatio nostro Divi Jacobi 27. de Mensis Aprilis,
anno Domini 1727. Regnique nostri 13.

*Plénipouvoir des Etats Généraux des Provinces-
Unies des Pays-Bas.*

Les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, A nos cents et six Préfats venant salut. Comme Nous n'avons rien plus à cœur que la conservation de la Paix & de la Tranquillité publique, se fust-il rien avec plus d'empressement, nous que les différends, qui agitent présentement l'Europe, & qui la menacent d'une Guerre prochaine, puissent être apaisés par une bonne & prompte conciliation, si qu'il est en notre pouvoir de procurer au plutôt de quelques Préliminaires pour jeter le fondement à une Négociation ultérieure dans un Congrès général, où ces différends pourroient être discutés plus amplement, & comme Nous connoissons les mêmes sentimens pacifiques dans Leurs Majestés Très-Chrétiennes & Britannique Nos Alliez, & que Nous ne doutons point, que Sa Majesté Impériale, & Sa Majesté le Roi d'Espagne ne fassent aussi portés à entrer dans toutes les vues qui pourroient conduire à prévenir la Guerre & à conserver la Paix, si est ce que Nous nous sommes entièrement à la prudence, fidélité & expérience de Sr. Guillaume Borrell, Notre l'avez nommé, élu & constitué, le sommes, & faisons & constituons Notre Plénipotentiaire, lui donnant par ces présentes Plénipouvoir & Mandement tout général que spécial, pour que conjointement avec les Plénipotentiaires de Leurs Majestés Très-Chrétiennes & Britannique, le puisse en suite & traiter avec ecelui ou ceux qui aura pareillement Plénipouvoir de Sa Majesté Impériale, & de Sa Majesté le Roi d'Espagne, sur les Articles Préliminaires qu'on pourra convenir pour prélever un chemin à un Congrès & à une conciliation générale, d'en convenir, d'offrir, conclure, & signer tous les Articles dont on sera convenu, d'en passer les Instrumens nécessaires, & de faire à cet égard tout ce que Nous pourrions faire & Nous ferois présent, promettons sincèrement & de bonne foi, que Nous aurons pour agréable, ferme & stable tout ce que ledit Sr. Guillaume Borrell, en vertu de ce Notre Plénipouvoir, aura négocié, arrêté, conclu & signé, & que Nous pourrions lui dresser Nos Lettres d'approbation & de Ratification en bonne & due forme. En foi de quoi Nous avons fait mettre ces présentes de notre grand Sceau, les signer par le Président de notre Assemblée, & les soussigner par notre Secrétaire. A la Haye le 6. May 1727. (*Edm signat*) A. VELTSER M. Plus bas, par Ordonnance des susdits Seigneurs Faisant Général.

(Signé) F. FAGEL.

LVIII.

25. Nov. *Traité d'Alliance entre le Roi de la GRANDE-BRETAGNE & le Duc de BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL.*

Comme la Serénissime Maison de Brunswick-Lunebourg a toujours rêvé de conserver & de cultiver une amitié intime entre toutes ses Branches, ce qui a couronné son dessein à la gloire & au bonheur de ladite Serénissime Maison, mais aussi à l'avantage de la Religion Protestante, deux ladite Maison a de tout temps eu les intérêts à cœur, S. M. le Serénissime Roi de la Grande-Bretagne, & Son Altesse Serénissime Monseigneur le Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbützel, jugeant qu'il sera fort à propos, pour le bien mutuel de leur Maison, que pour celui de la Religion Protestante, de rétablir l'antique Union par de nouvelles liaisons faites entre ladite Majesté & ladite Altesse Serénissime, en valé seulement de se donner une Garantie réciproque pour leurs propres Pais, & sur le vœu de dessein de confier aucun pécunier, ni à l'Empereur ni à l'Empire, ni à quelque Puissance que ce fut pour cet effet, elles ont mutuel de part & d'autre de Plénipouvoir suffisant: C'est à-dire, ladite Majesté le Serénissime Roi de la Grande-Bretagne, ses Conseillers Privés, les Sieurs

Pierre Lord King, Baron d'Ockham, Grand Chancelier de la Grande-Bretagne; Guillaume Duc de Devonshire, Président de son Conseil Privé; Thomas Lord Trevor, Grand de son Sceau Privé; Thomas Lord Holles, Duc de Newcastle, un de ses principaux Secréétaires d'Etat; Charles Vicomte Townshend, l'un des ses principaux Secréétaires d'Etat, & Robert Walpole, Chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, & premier Commissaire de la Trésorerie: & ladite Altesse Serénissime le Seigneur Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbützel, le Sieur Conrad Destel, Comte de Dohn, son Ministre d'Etat privé, Président de la Chambre des Comptes, Doyen du Chapitre de St. Blaise de Brunswic, Echaillon Héritaire de l'Abbaye de Gandersheim, Seigneur de Windhausen & Riddagshausen, Chevalier des Ordres Danois, & son Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté de la Grande-Bretagne; lesquels ayant conféré ensemble sur les moyens le plus propres pour parvenir au but ci-dessus mentionné, sans faire tort à personne, sont tombés d'accord des Articles suivants.

ARTICLE PREMIER.

Qu'il y aura une amitié intime & union sincère, ferme & inviolable, entre ledit Seigneur Roi, & ledit Seigneur Duc, leurs Héritiers & Successeurs; laquelle se fera & exécutera & s'observera par, que les Parties Contractantes non seulement s'assurent leurs intérêts réciproques, mais aussi elles s'obligent tout tort & dommage quelconque l'un de l'autre, & traversent au possible tout dessein préjudiciable, qui pourroit former contre l'un ou l'autre desdites Parties Contractantes, conformément aux Traités & Conventions qui ont été faits dans les deux Branches de ladite Serénissime Maison.

II. Qu'en vertu de cette Union étroite, lesdites Parties Contractantes promettent de s'assister mutuellement par leurs Conseils, & par leurs bons offices, par tout où il en sera besoin. Et comme le Serénissime Roi de la Grande-Bretagne promet de garantir audit Serénissime Duc tous ses Pais & Etats; ainsi ledit Serénissime Duc promet de garantir audit Serénissime Roi pour la défense de ses Royaumes de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, & de ses Pais & Etats en Allemagne. Et d'autant que le Traité conclu à Zell le fameux de Mai 1679. entre les Serénismes Ducs de Brunswick-Lunebourg, oblige déjà le Serénissime Duc à maintenir toujours au possible la possession de la Ville & Forteresse de Brunswic, pour la liberté commune de ladite Maison, ladite Altesse Serénissime conviendrait bel avoir le renouveau de cet Article, & l'engagement de ne livrer jamais ladite Ville & Forteresse de Brunswic, en main, possession, ou pouvoir de qui que ce soit.

III. Qu'en cas que les susdits Pais & Etats de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes soient menacés d'une attaque ou invasion, si ces elles concertent ensemble, sans perte de temps, sur les moyens de repousser leurs Ennemis, & régleront d'abord & sans délai, les propositions des secours à se prêter mutuellement, bien entendu que le secours qui devra être fourni à Sa Majesté Britannique de la part dudit Serénissime Duc, selon ledit concert à faire, ne pourra pas être réglé à moins de cinq mille Hommes.

IV. Que le susdit Serénissime Duc ayant représenté au susdit Serénissime Roi, que pour le mettre & si maintenir dans un Etat, & dans une situation à remplir d'autant mieux & plus sûrement les obligations qu'il auroit contractées avec Sa Majesté, il seroit obligé de se charger de grosses dépenses, qu'il feroit sans pour un Corps de Troupes suffisant pour garder son propre Pais, Villes & Forteresses, en cas de danger, & pour aller au secours des Pais & Etats de ladite Serénissime Roi, s'il y en aura besoin; Sa Majesté ledit Seigneur Roi, en considération de ce qui est ci-dessus, promet de payer audit Seigneur Duc la Somme de vingt-cinq mille Livres Sterling par an, pendant l'espace de quatre ans, laquelle Somme annuelle de vingt-cinq mille Livres Sterling sera payable par portion égale de trois Mois en trois Mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

V. En cas que, contre toute attente, quelque Prince ou Etat que ce soit, voudrait en haine du Traité d'amitié & de défense mutuelle, fait & signé ce jourd'hui, faire quelque insulte aux Pais, Villes & Forteresses, appartenant au Serénissime Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbützel, ou lui causer quelque tort ou dommage, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne

pourrait

ANNO promet & s'engage de garantir ledit Serenissime Duc
1717. de telle manière, & de faire tout son possible pour faire
celles nos tort & dommage qui pourrout lui arriver en
suite du ledit Traité.

VI. Que ce Traité d'Alliance & d'Amitié sera ratifié
en due forme par ledits Serenissimes Roi & Duc, &
les Ratifications en seront échangées dans l'espace de
six semaines, à compter du jour de la Signature, ou
plutôt, si faire se peut.

En tel déguil, nous soussigner, nous des Plein-
pouvoirs du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, &
du Serenissime Duc de Brunswick-Lunebourg Wolfen-
buttel, avons é dit nous signé le présent Traité d'Amitié,
& y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.
Fait à Westminster le vingt-cinquième jour de Novem-
bre, l'an mille sept cent vingt-sept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de
(L.S.) TRAYOR C. P. S. DERN.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) TOWNSHEND.
(L.S.) R. WALFOL.

ARTICLE SEPARÉ.

Comme Son Altesse Serenissime le Seigneur Duc de
Westminster a promis par l'Article troisième du Traité
signé ce jourd'hui, de fournir à Sa Majesté le Roi
de la Grande-Bretagne, au cas é spécifié, un Corps
de cinq mille Hommes, & Sadite Altesse Serenissime
aura fait représenter les grands inconvénients qui pour-
raient lui arriver, si ledit Corps de Troupes devoit être
transporté dans les Royaumes de la Grande-Bretagne,
& de l'Irlande, selon le contenu de l'Article second
dudit Traité, ledit Serenissime Roi confie, que ses
Troupes, que ledit Serenissime Duc doit lui fournir,
ne seront pas obligés de passer dans ledits Royaumes
de Sadite Majesté, mais qu'elles seront plutôt em-
ployées, ou à remplacer celles qui seroient jetées des
Eaux de Sa Majesté en Allemagne, ou à être mises
dans les Garnisons des Eaux Germaniques, à la place des
Troupes desdits Eaux qui pourroient passer dans les
Royaumes de Sadite Majesté, selon que le tout sera
plus exactement réglé lorsque le cas existera.

Cet Article séparé aura la même force que s'il avoit
été inséré de mot à mot dans le Traité conclu & signé
ce jourd'hui, & il sera ratifié de la même manière, &
les Ratifications en seront échangées dans le même tems
que le Traité.

En tel déguil, nous soussigner, nous des Plein-
pouvoirs du Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, &
du Serenissime Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfen-
buttel, avons é dit nous signé le présent Article sé-
paré, & y avons fait apposer les Cachets de nos Ar-
mes.

Fait à Westminster le vingt-cinquième jour de
Novembre, l'an mille sept cent vingt-sept.

(L.S.) DEVONSHIRE P. (L.S.) C. D. Comte de
(L.S.) TRAYOR C. P. S. DERN.
(L.S.) HOLLES NEWCASTLE.
(L.S.) TOWNSHEND.
(L.S.) R. WALFOL.

LIX.

1718. *Offre accordé par le Roi de DANNEMARC*
Fevr. *à la Compagnie de TRANQUEBAR.*

NOUS FREDERIC IV. par la grace de Dieu Roi
de Danemarck &c. Savoir faisons, qu'ayant été
requi de déclarer nos intentions sur l'Offre accordé
par notre très-honoré Seigneur & Père de glorieuse
mémoire à la Compagnie *Danish des Indes*, nous l'a-
vons confirmé dans tous ses points, & y avons ajouté
les amplifications qui se trouvent ci-après. (La re-
tour dudit Offrir est comme l'ensuit.)

NOUS CHAÉTIV V. par la grace de Dieu Roi de
Danemarck, &c. Savoir faisons à tous & chacun que
nous avons prolongé l'Offre accordé le 28. Novem-
bre 1707. à notre Compagnie des *Indes Orientales*, é-
tablie dans le Fort de *Danmarch* & dans la Ville de
Tranquebar sur la Côte de *Ceylan*, pour en jouir
pendant l'espace de 40. ans, à compter de la date dudit
Offrir, aux conditions suivantes.

I. Permettons à ladite Compagnie de faire en notre
nom, avec les Rois & autres Eaux des Indes, telles
Alliances & Traitez qu'elle trouvera à propos, comme
aussi d'employer tels moyens essentiels qu'elle
qu'elle jugera convenables à l'accroissement & à la dé-
fense de son Commerce, contre tous ceux qui vou-
droient le troubler, lui accordant pour cet effet tous
les Plein-pouvoirs nécessaires.

Que s'il lui étoit survenu quelque obstacle de la part
de quelques Puissances ou Eaux Européennes que ce soit,
la Compagnie nous en donnera avis, sans é porter à
aucune extrémité, & attendra nos ordres, à moins
qu'elle ne soit attaquée ou molestée, auquel cas il lui
sera permis de repousser la force par la force.

Permettons de rassembler en tems & lieux toutes les
Négociations que ladite Compagnie aura faites avec les
Rois & Eaux des Indes, & de lui procurer telles re-
commandations qui seront nécessaires auprès des Prin-
ces Etrangers pour l'avantage de son Commerce, lui
accordant dès à présent le pouvoir d'établir, en ce Pais-
là, telles Fortifications, Loges & Compagnies dont elle
pourra avoir besoin, &c. lesquels lui appartiendront en
toute propriété, à condition néanmoins que si, après
l'expiration du présent Offrir, Nous ou nos succés-
seurs voulions en passer à une autre Compagnie, celle-
ci sera tenu de s'en défaire.

II. Quoique Nous & nos Successeurs tenions en
notre nom le Fort de *Danmarch* & la Ville de *Tran-
quebar*, les Directeurs & Hauts Particuliers de ladite
Compagnie pourrout néanmoins, durant le tems du
présent Offrir, choisir & nommer à la pluralité des
voix un Commandant ou Vice-Commandant, dont
tous prometteront d'observer les vœux, à condition que
celui qui aura été élu prêtera Serment entre les mains
des Directeurs, de défendre ladite Place jusqu'à la der-
nière goutte de son sang, &c. Nous confirmons que
lesdits Directeurs ne choisiront pour cet emploi que des
personnes d'une fidélité reconnue & d'une expérience
dans les affaires telles qu'il couvrent à notre service & à
celui de la Compagnie.

III. Ne pourra ledit Commandant ou Vice-Com-
mandant faire aucun Commerce pour son compte, ou
pas même avec la permission du Conseil Privé; mais
il se contentera des Apoinemens accordés à chacun
des Directeurs, & ne servira de Commerce que pour le
compte de la Compagnie.

IV. La Compagnie jouira de tous les revenus de
Danmarch & de *Tranquebar*, moyennant qu'elle
seu obligée d'y entretenir à son frais une Garde de
100. Européens au moins & d'autant de Nègres qu'il
sera nécessaire, comme aussi de payer au Prince de
Tanjour la Pension annuelle qu'on lui donne, à moins
que les Directeurs ne fussent avec lui de meilleures
conditions, & qu'il ne fût obligé de faire pour cela
de nouveaux frais, lesquels leur seront alloués. Per-
mettons pareillement aux Directeurs d'étendre nos Pos-
sessions dans les Indes, & d'y employer tels Officiers
qu'ils jugeront à propos.

V. Nous nous engageons de n'accorder à personne
qu'à ladite Compagnie, non pas même à nos propres
Sujets, aucun Passage ou permission de naviger aux
Indes, tant que durera le présent Offrir; & à quel-
qu'un de nos Sujets soit supposé en fraude à cet
égard, leurs Vaisseaux & Effets seront confisqués au
profit de la Compagnie, qui pourra les garder & s'en
servir, &c.

*L'Amplification faite à cet Article par Sa Ma-
jesté Régulante est comme il l'ensuit.*

Ladite Compagnie aura la même liberté qu'au-
paravant d'équiper des Vaisseaux qui lous & viendront
de notre Résidence Royale de *Copenhague* en diverses
Places des Indes-Orientales, comme aussi de les char-
ger & décharger dans tels Ports & Villes de nos
Royaumes & Eaux qu'elle jugera à propos, moyennant
que cela se fassé au nom & pour le compte
de la Compagnie *Danish des Indes*, & qu'il n'y soit
employé que de nos Sujets préférentiellement à toute
autre Nation.

VI. Les Vaisseaux & Effets de la Compagnie, soit
en chemin ou en particulier, ne seront jamais ar-
rêtés ni autrement molestés sous quelque prétexte que ce
puisse être, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre,
& son Commerce sera toujours en libre cours.

ANNO

1718.

L'Amplification de Sa Majesté Régente à cet Article est.

Que tous les Vaisseaux & Effets, tant communs que particuliers, de la Compagnie, même les biens étrangers qui pourroient y entrer par Aliénation, comme aussi les Capitais qui auroient été mis dans l'ancienne Compagnie des Indes, à qui qu'ils puissent appartenir, en tout tems & en tout lieu, seront exemptés de toutes charges & impôts, (excepté ce qui est stipulé qu'ils doivent payer par chacun an,) spécialement les Capitais Étrangers, qui seront exemptés du 6 & 10. Denier, comme s'ils étoient des Effets réels de la Compagnie; & si se font arriérés, ni autrement molestés de quelque manière que ce puisse être, ni par Nous & nos Successeurs, ni par nos Ministres & Officiers, des.

VII. Quelques Marchandises que ce soit, nulle exception, que la Compagnie envoie de nos Royaumes aux Indes, avec ses propres Vaisseaux ou des Vaisseaux Étrangers, & toutes celles qu'elle fera venir des Païs Étrangers ou de nos propres Païs pour l'avancement du Commerce, seront entièrement exemptes de tous Droits & Peages, de quelques noms qu'on les puisse nommer. De même tous les Vaisseaux & Bâtimens qui appartenent ou qui pouront appartenir à la Compagnie seront aussi exemptés de tous Droits, Peages & Impôts. A condition néanmoins que les Directeurs donneront une spécification exacte de toutes ces Marchandises, conformément à leurs Livres, & l'on payera pour cela, savoir de ce qui se transporte dans les Païs Étrangers, au pour cent, & demi pour cent de ce qui se consomme dans nos Royaumes & Indes.

VIII. Permettons que les Hens Participants, qui ont été dans la Compagnie, en puissent nommer les Directeurs, dans tous ceux de notre Maison Royale qui auroient part dans ladite Compagnie, paisiblement & sans en être molestés.

IX. Les Directeurs nommés auroient pouvoir de choisir & de mettre tous les autres Officiers & Domestiques de la Compagnie, tant par Mer que par Terre, tant en Europe, qu'aux Indes; & ceux-ci seroient obligés de se conformer à tout ce qui leur sera ordonné par les Directeurs, sous peine d'être punis selon l'exigence du cas.

X. La Compagnie aura sa propre Justice, de manière que les Directeurs pouront eux mêmes, dans toutes les affaires & différends concernant la Compagnie, prononcer Sentence contre les Domestiques d'elle, tant qu'ils seront à son service & qu'ils n'auroient pas entièrement rendu leurs Comptes. Les Directeurs pouront aussi nommer ou en plusieurs des Participants pour les juges. Leurs Sentences seront sans Appel, à moins qu'elles s'introduisent l'honneur ou le vie de quelqu'un, auquel cas seulement le Confesseur pourra appeler au Tribunal Supérieur.

XI. La Compagnie aura aussi son propre Poids & sa Balance dont elle pourra se servir en toute occasion, bien entendu qu'ils soient conformes au Poids & à la Balance dont il est ordonné de se servir dans nos Royaumes & États.

XII. Les Artisans au service de la Compagnie, aussi bien que les Maîtres dans les Corps de métiers, seront obligés de travailler & expédier tout ce qui leur sera ordonné par les Directeurs, suivant la façon & le Poids que les Directeurs jugeront à propos.

XIII. La Compagnie pourra en toutes sortes d'affaires se servir de l'papier non marqué, lequel sera reçu dans tous les Tribunaux & tenu pour aussi valable que le Papier marqué.

XIV. Il sera permis aux Directeurs de régler l'intérêt des Sommes qu'ils auroient empruntées pour le service de la Compagnie, sur le pied dont ils pouront convenir avec les Créanciers. Et les Obligations que les Directeurs donneront en pareil cas vaudront des Lettres de Change.

XV. Les Directeurs pouront aussi choisir des Personnes capables, pour prêcher la véritable Doctrine Évangélique, tant sur les Vaisseaux qu'aux Indes, & pour administrer les Sacramens. Et ces Ministres ainsi choisis seront par Nous confirmés & avancés dans la suite à de pareils emplois dans nos Royaumes, s'ils méritent une telle récompense.

XVI. Pourront les Officiers de la Compagnie se servir aux Indes de notre Secours pour toutes les expéditions concernant les affaires de la Compagnie.

XVII. Et comme les Directeurs Nous ont fait savoir qu'à leur Entrée dans le Château de Dannebourg dans la Ville de Transecker, il n'auroit point été fait d'intervention, ni qu'il eût été ordonné par l'Ordre précédent. Nous voulons bien établir avec diligence & les dépense d'en faire un à l'expulsion du présent Ordre, ne demandant autre chose d'eux (si ce n'est que les Fortifications de Dannebourg & de Transecker soient en bon état, bien pourvus de Canons mousses pour les Atouts, & avec une quantité de Poudre & de Plomb suffisante pour une année.

De plus la Compagnie sera obligée, après la Date de cet Ordre, de faire venir en son plusieurs Vaisseaux chargés, dont la Cargaison soit estimée plus de 150000. Écus, de laquelle on mettra 100000. Livres de Salpêtre dans notre Arsenal, ou autrement pour chaque cent Livres de Salpêtre sans délivrer 8. Écus à notre Chambre de Finances, sans que les Vaisseaux, en quelque nombre & avec quelque charge qu'ils arrivent, soient tenus de payer autre chose: & les sommes qu'il s'en trouvera point de Vaisseaux, ou que leur charge sera estimée moins de 100000. Écus, ils seront exemptés de cet impôt.

L'Explication demandée par Sa Majesté Régente à l'Art. XVII. est.

Que lorsqu'il arrivera dans la suite quelque Vaisseau de retour, il sera libre à la Compagnie de payer 8000. Écus ou de livres 100000. Livres de Salpêtre. Donné à Copenhague le 10. Mai 1704.

Signé,

FREDERIC ROY.

Avant faisons par ces présentes, que nous lisons est, que le XVII. Article ci dessus fait édicté, c'est-à-dire, qu'il soit libre à la Compagnie de livres 100000. Livres de Salpêtre ou de payer 8000. Écus des Vaisseaux de retour dont la charge montera à plus de 150000. Écus, soit qu'il en arrive en son plusieurs, soit qu'ils viennent ensemble ou l'un après l'autre. Fait à Copenhague le 6. Février 1718.

Signé,

FREDERIC ROY.

En suite vient la fin de l'ancien Ordre, à quel il est ordonné que chacun ait à se conformer. Donné à Copenhague le 29. Octobre 1698.

Signé,

CHRETIEN ROY.

La Confirmation de Sa Majesté Régente en ces termes.

Nous confirmons par ces présentes l'Ordre édicté des énoncé, & voulons qu'il soit exécuté dans toutes ses Clauses & Articles. Défendons à tous & à chacun d'y porter aucun obstacle ni préjudice sous peine d'en courir notre Indignation. Donné à Copenhague le 2. Septembre 1699.

Signé,

FREDERIC ROY.

Et plus bas,

D. WIEDE.

LX.

Convention entre les Rois d'Espagne & d'Angleterre 6. Mars 1718. sur les Préliminaires. Faite au Pardo le 6. Mars 1718.

Quandquidem difficultates quedam suborta sunt super Articulis exceptionis quibus Préliminaires vocantur, quique Litteris Patriciorum esse censendi

Mensis

ANNO Mensis Maji, deindeque Vices de declin terrib Jun
1718. i anni 1727. à Ministri huc inde Portellat sufficienti
communis, signat fabre: Comme par declarationem
quandam à Domino Comite de Rottembourg factam,
coque compromissum, ante hunc difficultat, feliciter
composita fuerat, cujus Declarationem, quodammodo à
Sa Majesté Catholice acceptis, post ipsamet
nomine, à Ministro à Marchione de la Paz exhibita et
subscripta fuit, tenor hic sequitur.

D'après que depuis la Signature des Préliminaires,
il s'est élevé certaines difficultés entre les Parties Con-
trahantes par rapport à la restitution des Prises qui ont
été faites de part & d'autre, & notamment celle de
Vallès le Prince Frédéric, & de la Compagnie appartenant
à la Compagnie du Sud, fait & arrêté par les Espagnols
à la Vera Cruz, lesquelles difficultés ont retardé l'exé-
cution des Préliminaires, l'échange des Ratifications
avec l'Espagne, & l'ouverture du Congrès, Sa Majesté
Britannique, pour faciliter, autant qu'il lui est possible,
les choses, & pour lever tous les obstacles qui s'op-
posent à une Pacification générale, a délégué, & a donné
sa Parole Royale au Roi Très-Christien, qu'Elle enver-
rait sans délai des ordres à ses Amiraux Wager &
Hofen, ou celui qui commandera à sa place, de se re-
tirer des Mers des Indes d'Espagne, qu'Elle consent
que l'on discute & déciderait dans le Congrès, les
Contrebandes & autres flux de plaintes, que les Es-
pagnols peuvent avoir par rapport au Vallès le Prince
Frédéric.

Que toutes les prévisions respectives, de part &
d'autre, seront produites, débattues & décidées au même
Congrès; Que l'on y discutera & décidera con-
sécutivement, si des Prises, qui ont été faites en Mer
de part & d'autre, devront être restituées, & que Sa
Majesté Britannique se tiendra à ce qui sera réglé par
tout cela.

De non obstat je donne parole, au nom du Roi mon
Maître, en vertu des ordres & Plein-pouvoirs que j'ai
reçus pour cet effet, que cette discussion à faire au
Congrès, s'accomplisse fidèlement; Que l'échange des
Ratifications se fera sans délai, & que le Congrès
s'assemblera infailliblement, & le plutôt qu'il sera
possible, selon que les Ministres des Parties Con-
trahantes, qui se rencontreront à Paris, en convien-
dront, si Sa Majesté Catholique veut donner la
Parole Royale.

1. De lever incessamment le Blocus de Gibraltar, en
renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faisant
retirer son Canon, combler les Tranchées, & détruire
les Ouvrages faits à l'occasion de ce siège, en remettant
le tout de part & d'autre conformément au Traité
d'Utrecht.

2. D'envoyer sans retard des ordres clairs & précis,
pour remettre aussitôt le Vallès le Prince Frédéric &
la Compagnie aux Agents de la Compagnie du Sud, qui
sont à la Vera Cruz, pour qu'ils leur volent ils le fassent
passer en Europe, & pour remettre le Commerce
de la Nation Anglaise aux Indes, selon ce qui est stipulé
par le Traité de l'Asiento, & couverts par les Ar-
ticles 1. & 3. des Préliminaires.

3. De faire remettre incessamment les Effets de la
Princesse aux Intérêts, & ceux des Galions, quand ils
reviendront, comme en tous lieux, & en pleine Paix,
conformément à l'ART. V. des Préliminaires.

4. Que Sa Majesté Catholique s'engage de la même
manière que Sa Majesté Britannique à y être engagée ci-
dessus, à s'en tenir à tout ce qui sera réglé par la saine
discussion & décision du Congrès. Fait au Pardo le
4. de Mars 1718.

(Signé)

(L.S.) ROTTEMBOURG.

To the undersigned Marquis de la Paz, declare de ca-
resser orden en el Real Nombre del Rey Catholico, mi
Año, y en consecuencia de su pleno Poder, que Sa Ma-
gestad por su siempre constante desira de facilitar las Ne-
gociaciones para una Paz universal y permanente ha
venido en acceptar, y eficientemente admite y acepta la
proposición aliamente hecha por el Sr. Conde de
Rottembourg, Ministro Plenipotenciario de Sa Magestad
Christianissima, segun queda inmediatamente a su
servicio informada. En fe de lo qual firma la presente Decla-

ración, y la prongo el Sello de mis Armas, el 5. de ANNO
Marzo 1718.

(Signé)

El Marques DE LA PAZ.

Nos infra-scripti Ministri Plenipotentiarii, debili auctoritate sufficienter instruiti, quo declaratio super-scripta
vim vigoremque amplissimum obtinere possit, hoc
assensu, confirmationeque speciale Instrumentum,
notum à Mandato Dominorum nostrorum respectu
signavimus, eidem Sigilla nostra apposuimus. Actum
Pardo die 5. Mensis Martii, anno Domini 1718.

(Signatur)

KONIGSEGG KERN ROYENBOURG.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

El Marques DE LA PAZ. F. VANDER MEER.
(L.S.) (L.S.)

LXI.

* Copia Reverendissimi ad implendum conditionem in
Literis Illustratae de S. R. I. Ducatus Aethiopiae,
Parma & Placentia expressis à Regi Illu-
ssimo Ludovico Madridi 28. Febr. 1724.

LUDOVICUS Dei gratia Castellae, Legionis, Arra-
goniae, utriusque Siciliae, Hierosolymitarum, Na-
varrae, Granatae, Toleth, Valentiae, Majoricarum,
Hispaniae, Sardiniae, Cordubae, Corthicae, Maritima,
Genuensis, Algarbium, Algeirae, Gibraltaris, Insula-
rum Canarie, Insularum, Orientis & Occidentis
Indiarum, Insularum, & Continentis, Occidentis, Re-
gidis Austriae, Ducis Burgundiae, Brabantiae, & Me-
diolanensis, Comes Habsburgi, Flandriae, Tyrolis & Car-
olinensis, Domini Cantabrigiae, & Molinae etc. Cum
Comes à Sanctis, nec non Marchio Beroni Landi,
nostri in Cameracensi Congressu Ministri Plenipoten-
tarii, virtute Plenipotentiarii, qui ad instantiam, & à
Articulis quibus Quadruplici Fœderis die fecerunt Men-
sis Augusti Anni millesimi septingentesimi decimi obla-
ti Locuti fuerint, deque decimo Martii Februarii
sunt subsequenti millesimo septingentesimo viginti
à Rege, & Patre nostro Hago-Comitis accepti Com-
plementum & observantiam accepissent & assensum
Diploma Casarem, sive Literas expressivas conven-
tuum de Ducibus seu Statibus Heteris, Parmae & Pla-
centiae, Iurejuramentum pro Serenissimo Infante Domino
Carolo, Fratris nostro, Serenissimoque Regis Domini
nostri nunc Patrumque Ducis Filio, princeps Descen-
dentibus & Successoribus Masculis à Legitimo Ma-
trimonio susceptis, & horum defectu pro ceteris uni-
versis ejusdem Regis Serenissimis Dominis nostris Fi-
liis, eorumque Descendentibus Masculis, contineretur;
quod quidem Diploma ipsi à Ministris Plenipotentiariis
Sacrae Catholicae Majestatis nostrae subscripserunt,
aque Sigillo firmatum tradiderunt Instrumentum quodam,
cujus tenor subsequens adest.

Nos infra-scripti Sacrae Regiae Catholicae Majestatis
Ministri Plenipotentiarii recipimus in complementum &
satisfactionem Articuli quinti Fœderis quadruplicis die
secundae Augusti 1718. Locuti sub-scripti, & decima
mensis Februarii 1724. à Rege Catholico Hago-Comi-
tibus accepti Diploma Casarem, sive Literas expre-
ssivas conventionum de Ducibus seu Statibus Heteris,
seu Statibus Heteris, Parmae, & Placentia pro Se-
renissimo Infante Carolo Regis nunc Ducis Patrumque
Filio, princeps Descendentibus Masculis ex Legitimo
Matrimonio Natis, aut post defectum illorum pro ca-
teris ejusdem Regis Filiis, eorumque Descendentibus
Masculis, quod Nobis à Ministris Plenipotentiariis
Sacrae Catholicae Majestatis nostrae debita in forma coram
Ministris Plenipotentiariis Regum Mediatorum rite ex-
traditum fuit; Promittimus nomine Sacrae Catho-
licae Majestatis, omnes, & singulas in praedicto Diplo-
mate expressas condiciones, juxta tenorem praefati qua-
druplicis Fœderis erga Sacram Catholicam Majestatem,
& Imperium à Sacra Regia Catholica Majestate, prout
& à Serenissimo Infante Carolo, ejusque Haereditibus,
& Sac-

* Ces Filles ont été publiées en 1718. & le présent dérivé d'un
quelque légende plus.

ANNO
1718.

Acte de Garantie du Roi de France.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous eux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre aimé & feul le St. de St. Conest, Conseiller d'Etat ordinaire, & nôtre cher & bien aimé le Sr. Comte de Rottenbourg Brigadier de nos Armées, nos Plénipotentiaires au Congrès de Cambray seroient en vertu des Plénipotentiaires, que nous leur en avons donné, conclu, arrêté & signé en l'acte de Cambray le 13. du premier Mois de Janvier avec le Comte de Starbuth, & avec le Baron de Whitworth Ministres Plénipotentiaires de nôtre très-cher & très-aimé Frère le Roi de la Grande-Bretagne pareillement munis de ses Plénipotentiers en bonne forme, l'Acte de Garantie, dont la teneur s'ensuit.

P O S T E M en Tractatus Quadruplici Federis die fecerunt Augusti Anno millesimo septingentesimo decimo octavi Londini subscripti, se deinde Hage-Comitum die decima festi Februarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo à Rege Catholico solemniter Ratificationem suâ acceptam, juxta tenorem Articuli quinti Conditionum Pacis inter Imperatorem & Regem Catholicum, communi omnium Pacificationis consensu pactum definitivum fieri, ut Suis seu Ducum à Magno Duce Hetrurie, à Marquis de Pescara, Duce modio, possint, summi in persequens temporibus ab omnibus Partibus Contrahentibus agnoscat & habeantur per indubitati Sacri Romani Imperii Feudis Mascallis; Ac vicissim Sui Mascallis Castres per se, seu Caput Imperii conferant, et, si quando casus apertur didorum Ducum ob deficiendum Hetruriam Mascallorum contingat, tunc presentis Serenissime ac Potentissime Hispaniarum Regine sua Ducis Fuentis Filius primogenitus, Serenissimus Carolus Hispaniarum Infans, hujusque Descendentes Mascall ex Legitimo Matrimonio sui, usque deficiendibus secundum gentis, sui alii possint ejusdem Regine Fili, si qui nascentur, pariter ual cum eorum posteris Mascall et legitimo Matrimonio sui, in omnibus dictis Provinciis faciant, eorumque in finem Sui Mascallis obtento Imperii consensu, Literas Expeditivas Investrituræ eventum continentes, pro dicta Regine Filio vel Filiis, eorumque Descendentibus Mascall legitimis la debita forma expeditas Regi Catholico tradi curent. Ita tunc in executionem & complementum dicti Federis à Sui Castres Majestate restitue id prestitum, ac tale super infestationis instrumentum la debita forma Regibus Mediatoribus hodie extraditum, ut inique Regi Catholico transmissum fuit, cujusque tenor hic sequitur.

Lucas Inveftitura.

A G N O S C E N T E S Igitur Reges Mediatore, Imperatorem præfatus quadruplici Federis Tractatus sui ex parte quoad expeditionem exhibentemque penitenciarum expeditivas Literarum satisfecisse, ita vicissim erga Sui Castres Majestatem sese hac speciali sua Garantia obligant, omnes & singulos in presentis Literis infestationis expressis continentes à Serenissimo Hispaniarum Principe Castore Expeditas Regine Filio, ejuoque in Feuda prædicta nominati Successores regulis adimplere debent, & quales delinque ille casus eveniat, ad summum intra annum & diem ab adepta possessione, actuali & propriè sic dictam Investrituram à Sui Castres Majestate, ejuoque in Imperio Successoribus suisque Principibus transire, ut supra, quatenus, sui per sufficientes post Imperialem dispensationem Mandatorum eorum Typo Imperiali præfatis præstanti accipere, ac solum desuper substatu jurejurandum præfate tenentur, teneanturque.

Prout Sui Regis Majestas Christianissima, & Sui Regis Majestas Britannica consensum & separationem, pro se, fuisse in Regno Successoribus præfatis hac Garantia & fpecie nominant, prout jura tamen supra memorati quadruplici Federis sui per obliquos agnoscent, & impletionem omnium singularumque præfatis infestationis conditionum, dum casus eveniat, serm manebant, & Feudum Castre & Imperio supra præfatos Ducum consensum illarum conservare & defendere velle se debent.

TOM. VIII. PART. II.

Præfatus hoc Garantie instrumentum in majus rotulatum à Sui Regis Majestate Britannica Ratificationibus suis ritè exhibentibus, Ratificationemque Tabulis, suis ipsam quosque septimanarum à die subscriptionis, sui citis à feri possit, Sui Castres Majestatis Ministris Plénipotentiaris Cambræ extradant.

In casu rei fidem nos infirmitatis Sui Regis Majestatis Christianissime, & Sui Regis Majestatis Magnæ Britannicæ Ministris Plénipotentiaris subscriptibus ad id Mandatis moniti instrumentum hoc dupli subscriptum, ac Signis nobis communivimus. Adhuc Cambræ die 13. Mensis Januarii Anno millesimo septingentesimo vigesimo

DE BARRARIE DE SAINT FOULWARTH.
CONTST. (L.S.)
ROTTENBOURG. WHITWORTH.
(L.S.) (L.S.)

N O S AUCT AGREDITE le susdit Acte de Garantie en tout & chacun les points qui y sont contenus, avons icelui tant pour nous, que pour nos Héritiers & Successeurs, Rois, Princes, Seigneurs & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signées de nôtre main acceptées, approuvées, ratifiées & confirmées, & le tout promettions en foi & parole de Roi de garder & observer inviolablement sans jamais s'écarter, si venait se commettre directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit. Et sermois de quoi nous avons fait comme debre Seul à ces présentes. Donné à Versailles le vingt-huitième jour de Janvier l'an de grâce mille sept cent vingt quatre, & de nôtre Règne le deuxième.

LOUIS.
Par le Roi,
FLOREAU.

Copia Plénipotentie Caf. in forma Patenti cum facultate substituendi pro Camite Carolo Borromeo super capessenda possessione Ducatus Hetrurie, de Dato Vienno die 13. Aprilis 1718.

N O S CAROLUS SEPTIES AC. Noem restitutumque facimus tenore præfatum universi, quod nos, cum ea, quæ nos inter de. Sereniss. Potentissimæ Hispaniarum Regis Catholici dilectionem An. 4. Federis quadruplici Anno 1718. Lugduni Braccanorum luit, ac postea Tabulis Imperialibus nostre Pacis Venerunt An. 1715. confirmati, ad conservanda præfata superioribus Imperiali Jus circa Magnum Ducatum Hetrurie, ejuoque Successionem, defunctis Domus Medicæ illepe Mascall, in favorem Sereniss. Principis Caroli Hispaniarum Infantis, modernæ Regine Elisabethæ, nate Ducis Parmæ & Plascentis Fili Primogeniti ejuoque Descendentium & alia, annosibus S. R. I. Electoribus, Principibus & Ordinibus, nec non conventibus Gallicis, Anglicis, Corsicis, suo imperio ordine ac modo traditis, insuper eventum Investrituræ Literis disposita natura & facita sunt, prout executioni mandanda fuimus, illarum & Magnificum Carolum Cornet Borromum de, cujus fidem, prudentiam atque rerum gerendarum dexteritatem nobis sit probum avimus, speciatim in nostrum Castorem Plénipotentiarum dellinquentem, concesserimus & constituimus prout ipsum hinc ac plurimode potestatis & auctoritatis nostre Castore delinquentem, prout parum & constituimus cum facultate unum vel plures nostro Imperiali nomine substitui, quem vel quoscunque interire ac indubitare in nos fidei noverit, eo fine, ut subdit ac ultimi sunt insertis Sereniss. Magni Hetrurie Ducis Joannis Gestibus extrema illi insensuræ, sit illico notis Castore Cops illo psum, habita tunc omnimode exactis disciplinis Militaribus, sociisque popolorum amoris ratione, in Hetrurie Ducatum conferat, atque ibidem, simul ac nostrum Castorem tenentem Serenissimam quondam Electoris Principis Vidui, & Senatus Florentino, per Literas & Decretum, quas, quodque ipsi Plénipotentiarum nostro tradimus, manifestum fecerit, Mandatum nostrum Castorem

fecerit

ANNO
1718.

farcum ad Henricum Vassallos, Officiales, Milites & Subditos directam utique Locorum ubique, & publicam velle cuncti jura eundem nominis, Juramentum quod à dictis Vassallis, Militibus & Subditis Principi videri prestantibus fuisse fecerit, tanquam nobilis, Sacrique Rom. Imperii Juribus & apertis eorum testis Europæ suffragis consuetudinibus, nullum, vanum, & irritum decerneret, licet Vassallos, Officiales, Milites & Subditos ab omni Juramento & obligationis vinculo ergo iure dictam Principem videri absolvi, ac denique Nobis Sacrique Rom. Imperii nomine in favorem ipsius Principis Casimiri Hyspaniarum Infantis, tamquam interius veri & legitimi Domini nobisque Vassalli vigore Traditionis Episcopi electorem veram & realem Ducatus Hæretici possidionem, cum omnibus ipsi competentibus Juribus & prebendis à defuncto Duce tempore Frederici Londini Brunsvicorum subiecti realiter possidit, capta, habita tunc sit, quo quodam Electoris Palatini Principi videri, non alia vel jure alioquin sed alio jure Titulo ad Fœdus Imperii non spectante apparere dignoscatur: Ceterum omne id vel ipse, per Legitimum suum subditum aut subditos agere & persequi quod ad verè & realiter adipiscendum possidionem de jure & consuetudine Imperiali non possit ac debet. Promittentes & spondentes verbo Nobis Cæsari, quod non omnia ea & singula gratia firmaque habuit limites, in quorum fidem ac robur hæc omnia Nobis subdistinguit & sigillo Nobis nostro iussimus, quo dabatur in Civitate Nostra. Vienne etc.

Copia Rescripti Cæsari ad Principem Electorem Palatinum Fœdum, natione Hæreticæ Ducem, de permittenda D. Carolo Hyspaniarum Infantis possessione Hæreticæ. Vienne die 13. Aprilis 1718.

CAROLUS SEXTUS etc. Relatum nobis quidem humiliter fuit, Dilectionis Vestre genitorum benevolentiam quondam Magnæ Hæreticæ Ducem Cosmam hujus nominis tertium, die 16. Nov. 1713. prestantem quondam scilicet Dispositionem, vigore cujus Debiti, Vestra in casum, quo & ipsi & Filii sui Joannes Gassius atque naturalis Legitimus Hæretici Masculi aliquando decederent, in omnibus ejusdem Provinciis, Liguistis Magni, sive Magnæ Ducis & eandem prestantibus succedere possit debeantque. Quamvis autem istius officii hujusmodi Successionis ordo indicatè Nobis & Sacri Romani Imperii in Fœdatione Nostram Hæreticæ Ducatum quæque subrepticia Successionis Imperiali, cum non tantum variis & novis iure clarissimis circa omnem contradictionem Juribus hæreticæ linita: sed & solemnibus Londinensibus Fœderibus, Pacisque Viennensibus Tractatibus ab omnibus Partibus Contractantibus jure merito agnita & conclusa utique subacta est, omnino obviatur, quippe Nobis, qui Romanorum Imperator & supremo Domino Sacrorum Romanorum Imperii unicus competere in compari, et in memorato deficiente ex Domo Mediciæ abique naturalis Legitima prole Mascula Linea casu de futuro Nobis & Sacri Romani Imperii legitimo Principe & Vassallo dicti Hæreticæ Ducatus benignè disponamus, precor etiam vigile expectativam vram & robur eventualis loretissimæ habentis Serenissimo Principi Carolo Hyspaniarum Infanti die 9. Decembris 1713. clementer concessit jam tum dispensamus. In Summo nostra pro conservanda patissime Superioritatis Imperiali Juribus, Cæsarem prestantis autoritatisque mæneri hæc decessit possidit quo observemus & promovemus, quoque eventualis supradictæ apertæ casu pro adquirenda & adipiscenda nostro & Sacri Romani Imperii nomine supradicti Serenissimo Principi Carolo, suo respectu libera, quæ & prout dicti esset Ducatus Hæretici possidionem jura, æque & opportuna vira sunt, Ideoque istam prestantem supradicti Serenissimi quondam Magni Ducis Cosmæ Dispositionem, & quæ ad consequendum ejusdem effectum forsitan vi, etiam aut precario machinatus sunt, & dicentes, utpote omnia & singula per se nulla, vana, incompetentia inò & temeraria, citius forsitan Juramentum quoque supervenit, de Cæsare nobis prestantis plenitudine ex iure quoque cunctis, obrogamus & annullamus, prout eadem omnia & singula specialiter per Patentes & Decreta nostra Imperialia cadita, obrogata & annullata declaravimus, hancque in effectum Cæsarem nostrum in Italia Commisarium & Plenipotentiarium (Tic.) Comitem Buronensem, cum facultate utrum vel plures Commis-

sarium sive Commissarium aut Mandatarios nostro Imperiali nomine sufficiens benigne indultimus, ut si quidem hanc mentem & voluntatem nostram plenarie & omnimoda executionis satisfactionis vel per & vel per aliam mandare non supererant, Dilectionem vestram petere benevoleque hortamur, ut & prestantem impediti Ducis dispositione, & desuper fundenda Successionis prestantione omnino stilletur, atque Depuratum nostrum Commissarium sive per institutionem quondam Commisarium aut Mandatarium ad capiendum obli Ducatus Hæretici, presentiarumque possessionem pro tenore Instructionis sue libere agere sinat, & neque in contrarium quodcumque attinet, vel intuenti erit, hoc cum modo Dilecti. Vestra sibi optimè consideret, & Provincias ac Subditis Hæreticæ contra immensas incursuras tamen periculum subterfugit prospiciat, et prestantem habita ratione, quod in Mandato nostro in quo Dilectioni Vestra ut quibuscunque aliis vel jure alioquin sed alio jure Titulo ad Fœdus Imperii non spectante, legitime apparere dignoscatur, et ceteris, quæ quæque sequentem in eam constantiam Jura Fœdalis in Imperii Legibus remedia adhibere, & pervertere teneremus; melius de hoc in nostram & Sacri Romani Imperii rationes devotionis & obsequii studio à Dilecti. Vestra prestantibus, benigne gratia & benevolentia Nostra Cæsare effectum eadem de reliquo clementer confirmamus. Vienne 13. Aprilis 1718.

Copia Mandati Cæsari ad Subditos & Vassallos Hæreticæ, ut D. Carolo pro Damna agerent, eidemque prestante passent. Vienne 13. Aprilis 1718.

NOS CAROLUS SEXTUS etc. Universis & singulis Nostris Sacrique Romani Imperii Ducibus, Reginis, ac singulorum Civitatum, Castellorum, Villarum, Terrarumque eo pertinentium, Locorumque, Castellorum, Praetoribus, Vicariis, Justitiis, Senatoribus, Populisque Florentibus, nec non Militibus, Capitaneis, Decurionibus, eundemque Militibus, & omnibus aliis quæcumque sunt Praesentibus, Absentibus, Conditionali ut gradus, personis aut factis aciam telumque facimus.

Postquam Articulo quinto Fœderis quadruplicis die 2. Augusti Anno 1718. inter convenerit fuit, et ad primam Superioritatis Imperialis Jura conservanda Statuta seu Decreta à Serenissimo Magnæ Ducis Hæretici modo possit, factis in prepetuum temporibus ab omnibus Partibus Contractantibus agnoscantur, ac habentur per indebitis S. R. I. Fœdus Masculini: Nos etiam eo Caput Imperii, invenerit Sacro Imperio, confirmamus, ut, si quando casus apertus dicti Status seu Ducatus, ob deficiendum Hæretici Masculi contingat, tunc prestantis Hyspaniarum Regine Filii Principem, Serenissimum Cæsarem Hyspaniarum Infans, hujusque Decembris Masculi et Legitimo Maritimo nati, sique deficiente secundo genitor, non alii progenti ejusdem Regine fili, qui nascatur, potius cum eorum eorum posteris Masculis et Legitimo Maritimo natis, in dicto Ducatu succedant.

Comigitur res in eo sit, ut si nobis nobisque Successoribus Romanorum Imperatoribus ac Regibus legitimis intrantibus, & Sacro Romano Imperio praesentibus Princeps Carolus, ceterique ejus Decedentes Masculi, aut ipsius Fratres & necem Masculi antecessoribus, omnia & singula debite factis & passim, quæcumque fides, obedientie Principes & Vassallos de iure & consuetudine ex antiquis & consensibus Feudorum rationibus sub Theone Imperii constant, & per omnia facere & prestante deest, non in conformem praesentem Articuli V. & non aliter, ac in litteris ejusdem ceteris, quibus & expressis litteris hujusmodi evocationis contentis, iura eam ac hujus Cæsarem, solum Diploma Imperiali, et, quoque contravenit eis, Lege, modo, ac forma eadem Principi Carolo concedere ac eligi promittimus, eumque in suum pro Nobis & Natis in Ducatum Imperiali Successoribus Romanorum Imperatoribus, ac Regibus dicti Principi Carolo, quoque Decedentibus, nec una ex dicta moderis Hyspaniarum Regine Jure, eorumque posteris, et ipsa, legitime natis aut nascatur Masculis, benignissime concedimus, & Decreto, ac Diploma Imperiali de die 9. Decembris 1713. expectativam vram, ac robur eventualis loretissimæ constantem clementer eligi sinet, utque eundem Prin-

ANNO
1718.

ANNO
1718.

capem Carolum pro se filique Successoribus Masculis, legitime et legitimis Descendentibus, nec non pro omnibus et singulis sapra recensitis ipsius Fratris & eorum Marculi et legitime Marimoleo suis, et successores memoratos in eventum aperturæ, & adjuvantur, quod scilicet postum ex Domo Mediceæ Possessoris prole legitime masculi Successoribus capace, vivere debent, de Capite nostra Potestatis plenitudine, iuxta expressam, Legemque Imperialis receptam ordinem & Legem primogenituræ, eventualiter infusoriarum, & successorum de predicto Magno Hereturio Ducatu seu Statu tanquam vero Foudo Imperiali Italico Masculino, omnibusque ipsi comprehensibus Jacobis & periculis nostre realiter & legitime possessionis, coacti ad satisfactionem videtur Princeps Carolus in cetera et fides, apertum dicitur Ducatus seu Statum, immediatè possessionem omnimodam & administrationem ipsorum allicere debet, & confecti potest, nempe Ducatus Statumque nunc ab Hereturio Duce possideri, itum ac proies dicti Ducatus Legitimam defecit; Vicariam suam Nobis specialibus Hispaniis per Militem Pioscopumque die 14. Jun. 1718. Censuram dicit, & Sententiam quondam Rege Ludovico 15. Febr. deinde turbata Reverentibus, que insuper separavit Serenissimum & Potentissimum Gallie Augustie Regem ipsorum, vulgò Garanie Infractum inquit inde ferre Mandatis & anno, ac solenni deinceps Imperialis Notarum Pacis Viennensium Testatur de Anno 1717. in articulo quarto expressè confirmat corroboratque fuisse nemine fuisse dicti Caroli Hispaniarum Infantis, ejusque Fratrem, ut supra dictis Verbis repositum, ac ipsorum, curamque sua, modo dictam Principem ejusque Fratres rationes premissas Ducatus cetera Statu suo & securis Romanorum Imperatoribus ac Regibus Sacrorum Rom. Imp. perpetuo fides & obedientiam futuris contra omnes detrimet, necesse fuisse utque in consilio suo Trevis, contenti vel fidei; ubi aliquid quocunque modo contra Nos vel personam, honorem, Dignitatem aut statum aut in damnum nostrum vel detrimentum, noverit in Imper. legitimos Successores apere, seu concludat; quia nos nostrum Cesarum & S. R. I. hancem & commodum, quantum poterant adjuvantur & promotorum, prout si sententiam in nostrum Cesarum personam, finit quidam armatum vel minaret, in ipsum etiam pro vitibus impeditur & arduum, atque ad nostrum nominam deduci curatos.

In causa realliter existentis apertura inter amicum & dum i tempore apprehensa possessionis, & quod ille detrahit casus evenit, itaque, actuali, & proprie sic dictam Invenitur a nobis, nobis Successoribus Romanorum, Imperatoribus & Regibus, memoratis ipsi, capem Carolum amicosque, et supra, ipsorum aut legitimos, post dissolutionem Imperialis ptes, & feliciter Mandatorum, tempore, loco, filioque confecti, requisierunt, debent Homagium factum, ac prestatum quocunque ptes Consilium ac Cancellarium Imperialis Austriam prefatam, eorum throno Cesaris capere, & solent deper subjectionis ac fidei iuramentum prefatores, prout in Fendis ac Homagium Italici corpori Cesaris Romano-Germanici Juri & auctorit.

Ac denique omnia et fideliter observaverunt, qui obediunt Principes & Vasalli Nobis, & Sacri Imperii agere & prestat debent & convenit, omni similitudine ac fidei possessionis fides vero si fecerint, iuramentum totius Anticuli V. Federici Londinensis, Nos nostrumque Successores Romanorum Imperatores ac Reges, Sacrorum Imperium ac permitendum consimilemque Possessionis notitiam Ducatus seu Statu non obstrictos fore, prestat & sapientia potestate nostra Imperiali Vois omnibus, & singulis notis Sacrorum Rom. Imp. Magni Ducatus Sacrorum Hereturie ac singularum Civitatum, Castellorum, Villarum, Terrarumque cu pertinetur, Locumotibus, Consiliis, Praefatis, Vicegerentibus, Senatibus, populisque Florentinis, non Milibus Tribunis, Centurionibus, Decurionibus, cunctisque Milibus, & omnibus aliis, ejusqueque sine praesentia, Dispositis, conditionis aut gratias, praesentibus & futuris suis mandatis, et in sacramento casu, nostrum ad vos delatam Caesarum Commisissum Pioscopumque (Ta.) Carolum Borromaeum aut ejus Subdelegatum five Subdelegatos, quos aut omnia ad capendum, nostro Sacrorum Rom. Imp. Nominis, in favorem sapientis Principis Caroli Possessionem Magni Hereturii Ducatus, & pertinetiam amplius

TOM. VIII, PART. II.

Mandatis iudicibus, atque Pioscopumque multumque, cum subditis istis Cesaris Copis recipiatis, etque in omnibus debent fiduciam & obedientiam prestat, et Legem, et quocunque fides memoratus Principem Carolum ipsam prestatem ad vos adirentur conpigerit, eundem nostrum agnoscat, Reverentiam & Homagium, sedulitate iuramentum, Reverentiam & obedientiam prestat, faciliusque omnia ea quod fides & obediens Vasallus veri & legitimi Domini & Principis facere & prestat decet ac oportet, non obstrictos quocunque que alias aut aliter observari viderent, eam iuramentum, si quodam, si ferat, Serenissimi quondam Electoris Palatini, Principi videri aut quocunque alia hanc in fides praestatum fuerit, quibus omnibus & singulis ex cent. nobis Potestatis plenitudine expressè derogamus, hocque ab notiorum, Potestatis decedum, adiacue sententiam, nullum, varam, licentiam, & non obligatorum declaramus, consequentes omnes vos & singulis & quocunque obligatos & iuramentum vinculo vigore hanc absolutum, & non obligatorum, hocque absolutum, varam, iuramentum, & non obligatorum, declaramus, vique omnes, & singulis absolutos habere volumus, quocunque notum, & Sacri Romani Imperii gravissimum indignationem, penamque ejusdem Constitutionis infirmis vique velle velle; atque hanc est fides mens & omnia volumus nostra, hanc testimonium Literarum manu nostra subscripserunt, & Signis notis Cesaris apertissime manifestum &c. Vienna die 13. Aprilis 1718.

Copia Decreti Cesaris ad Senatam Florentinam de permittenda D. Carolo possessione Hereturie, de Dato Vienna die 13. Aprilis 1718.

SACRA Caesaris Majestas Caroli Sexti Domini nostri Clementissimi nominis, Locumotibus, Consiliis, Praefatis, Vicegerentibus, & Senatibus, Populisque Florentinis hanc intimandum.

Supremè fiam Sacram Caesaris Majestatem indignante animo percipisse, dictum Senatum de iudicium Sacri Romani Imperii Ecclesiæ Magni Ducatus Hereturie & ejusdem Principis iuramentum ac pertinetiam qualitate hanc ignaram, non tamen quibus in grave Sacra Caesaris Majestas & pristina in dictum Ducatum Imperialis Superioritatis prejudicium & damnum potentem quodam Successionis Decretum in favorem Serenissimi quondam Electoris Palatini Domini Vienna, hanc Hereturie Ducis, pro Casu succedente alioquinque abque sacrali Legatione ptes Masculi & filii Mediceæ, etiam animum 1713. concludere, & concipere, illudque Serenissimo quondam Magno Duci Domino Cosmo, hanc omnis tenio gentium Domini Vienna gentio ponere, atque tradere.

Cum vero eadem Sacra Caesaris Majestas dictum Decretum pro iurisdictione nulla & irrita semper habuerit, & eundem habet, sed ut pro absurdum fiam ex plenitudine Potestatis Censuræ illud hanc cassare, abrogare, annullare, atque cassatum, abrogatum, & annullatum declarare voluit.

Hinc etiam fides iuramentum quocunque pro illa aut aliis favorentis, vigore hanc praestatum Consilium ac Senatum fidei adjuvantur decerni, ut cunctis per obitum Serenissimi Domini Joannis Gastonis alium Magni Hereturii Ducis & possessorum abque prole Masculi etiam apertumque Fidei notis Ducatus Hereturie, idem ab hancmodi, & compli alia Martinatione quo fidei jamdum & Caesaris Sacra Majestatem in ptes Serenissimi Hispaniarum Infantis Domini Principis Caroli Successionis dispositum quocunque modo observari possit, ac magis abque fidei, & quod cunctis aliis gravissimum ejusdem & S. R. Imperii indignationem, & insuper nullum eundem Marcarum aut ptes iurisdictionis iurisdictionis sit, de qua fides mens flos voluerit altissime fiam Sacra Caesaris Majestas dictum Senatum hanc Decreto suo Imperiali iurisdictionem reddi possit. Signum Vienna fides alius Sacra Caesaris Majestatis Sigillo fecerit.

ANNO
1718.

ANNO
1728.

Ordre du Conseil d'Etat de l'Empire au Gouverneur du Milieu de mettre l'Infant D. Carlos en possession de la Toscane.

Sur la Communication, de la part de la honorable Chancellerie de l'Empire du Plenipouvoir en Date du 13. du passé adressé par S. Majesté Impériale, à son Plenipotentiaire le Comte Charles Borromée, pour prendre possession du Grand Duché de Toscane au cas que le Grand Duc vint à mourir inopinement, nous avons à remarquer que, quoique Sa Majesté Impériale ait donné à connaître ses gracieuses intentions le 6. de Mars dernier au Gouverneur Comte de Thaur, lui ordonnant d'agir de concert avec le said Plenipotentiaire & de lui prêter la main comme il doit *Ratifier l'Affaire*, mais sur tout d'agir en tout ceci avec secret, il est à propos de donner communication au said Gouverneur du contenu de l'Edit ci-joint.

C'est pourquoi nous envoyons aujourd'hui une Copie de la réponse faite à la Chancellerie de l'Empire, qu'il est agréable au Conseil de Guerre Impérial que vous soyez toujours prêt à rendre ledit service.

En Confils Belles le 1. Mai 1728.

A.F.E. Sgr. de PORZZO D'HARTENSG. m.p.p.

Nous feulement nous nous en rapportons à ce que S. M. Impériale a écrit le 6. de Mars, & à ce que nous avons écrit depuis à Mr. à l'occasion de la mort inopinate du Grand Duc de Florence, mais aussi à la Paente du 13. du passé qui nous a été communiqué par la Chancellerie de l'Empire & dont Copie est ci-jointe par laquelle Sa Maj. Impériale a donné Plenipouvoir au C. Charles Borromée pour prendre possession des Etats du Gr. Duc en cas de mort.

A cet effet nous vous l'envoyons ci-joint, Mr..... pour votre instruction afin qu'en conséquence vous agissiez de concert avec ledit Plenipotentiaire & que *Ratifier l'Affaire* vous dirigés tout avec lui le plus secrètement possible, à ce que *vous ayez* ledit C. Charles Borromée ou son Substitut puisse se servir à propos des secours nécessaires pour la prise de possession effective en sorte qu'ils soient envoyés à temps & dans les Lieux convenables sans retardement, ainsi que vous Mr..... trouverez convenir suivant toute grande prudence & votre Experience dans les choses Militaires & pour le service de Sa Maj. Impériale etc. Vienne le 5. May 1728.

Nomine inchoi Confili Aule Belli, au Gouverneur du Milieu le Vte-Marschal Comte D'HOME.

LXII.

11. Mai. *Extrait du Contens de la Sentence Impériale contre le Duc de MECKLENBOURG, publiée par le Conseil d'Etat le 11. Mai 1728.*

L'Empereur suspend entièrement la Régence du Pais de Mecklenbourg appartenante au Duc Charles Leopold, & la met entre les mains de son Fils le Duc Christian Louis, comme l'héritier présomptif, & le plus proche selon le rang, de la manière détaillée ci-dessous.

I. Le Duc Christian Louis doit prendre sur lui ladite Régence au nom de S. M. Impériale, & la continuer jusqu'à ce que l'Empereur en dispose autrement.

II. La Commission Impériale en Mecklenbourg abroge, au nom de l'Empereur, les Etats Provinciaux, les Conseillers & les Seigneurs, la Milice & les Sujets de Mecklenbourg, moyennant une Convocation accoutumée, des Serments, par lesquels ils ont été liés au Duc Charles Leopold, comme à leur Seigneur & Maître, & les obligea par Serment jusqu'à nouvel ordre de l'Empereur, à S. M. Impériale & à son Administrateur, leur enjoignant de prêter due obéissance à celui-ci.

III. L'Administrateur Impérial nommera & présentera à l'Empereur six personnes bien vérifiées dans les affaires du Pais, d'entre les Etats Principaux, dont

S. M. Impériale choisira deux pour Assistans de l'Administrateur aussi long-temps que l'Empereur le trouvera bon.

ANNO
1728.

IV. Au lieu du Serment ordinaire en pareil cas d'Administration, la Commission Impériale fera soulever l'Administrateur des Serments, par lesquels il est obligé à l'Empereur & à l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire, & lui ordonnera en termes généraux de se conduire touchant son Administration de la manière, que les Prédécesseurs Ducs de Mecklenbourg l'ont fait, conformément aux Concordats, Constitutions & Coutumes du Pais, comme aussi aux Ordonnances Impériales fondées là-dessus, & l'Administrateur s'engagera par une promesse par écrit.

V. L'Administrateur fera en sorte que moyennant l'assistance des Troupes du Cercle, la Ville de Swerin soit gardée au plutôt des Troupes de Duc ains, & qu'une Garaison proportionnée au besoin, y soit mise des Milices du Pais engagées auparavant par Serment & à l'Empereur & à son Administrateur, comme aussi que les lichéesses Excoptions & Ventions, pratiquées jusques ici par la Garaison de Domitz, soient empêchées.

VI. Durant ladite Administration l'Empereur ordonne une compétence de quarante mille Ecus, Monnaie courante par an pour le Duc ains, & vingt-cinq mille pour le Duc Administrateur, outre son Appanage.

VII. L'Empereur notifie en ce dessus par Lettres au Duc ains Charles Leopold, & lui fait savoir qu'à cause de la desobéissance, manque de respect, oultrage, & autres forfaits, l'Empereur a trouvé indispensable de lui ôter l'Administration du Pais, & d'en revêir provisionnellement son Fils Christian Louis, ordonnant au Duc ains de s'y conformer.

VIII. L'Empereur prend dans sa protection spéciale le Duc Christian Louis avec sa famille, comme aussi les Etats du Pais, les Conseillers & autres serviteurs, les Milices & tout les Sujets, comme toute force & opposition, renouvelles pour cet effet le Constatant au Protocole du 15. d'Octobre 1717, en y joignant le Roi de Prusse comme Duc de Magdebourg & Com-Directeur du Cercle de la Basse-Saxe.

IX. L'Empereur notifie la même chose par Lettres au Duc Christian Louis, lui ordonnant de se charger de cette Administration provisionnelle, & d'exercer au pied des Instructions & Ordonnances Impériales, & de se conformer du reste à ce que le Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commissaire Impérial lui annouera & règlera, & de faire part de tout cela aux Etats de Mecklenbourg, les assurant que l'Empereur pourvoira, sans délai selon la Justice, sous cette Administration, à leurs Griets, & les projets suffisamment contre toute force de voies de fait & de danger, qu'ils pourroient craindre.

L'Empereur enjoint de plus à l'Administrateur d'employer conjointement avec les Etats du Pais tous les soins imaginables, à trouver des emprunts pour le paiement du reste des frais d'exécution, moyennant des Hypothèques suffisantes, à continuer dans les Gabelles & Ballings du Duc ains, sous le contentement & la Garantie Impériale, & sous une mainmise particulière à confier par l'Empereur au Directeur du Cercle de la Basse-Saxe, desquels emprunts la Commission Impériale sera remboursée & indemnifiée de ses Avances des frais d'exécution à liquider devant l'Empereur & les Créanciers de ces emprunts recevront leur satisfaction & remboursement du provenu desdites Gabelles & Ballings, tant pour les latérés, que pour les Sommes Capitales.

X. L'Empereur fait une pareille notification au Duc de Wolfenbuttel, en qualité de Commissaire de l'Empereur, avec ordre:

1. De mettre par autorité Impériale l'Administrateur en pleine possession & jouissance de cette Administration.

2. De mettre entre les mains de l'Administrateur une specification complète des affaires de la Commission, & de leur état présent, avec les Actes & Papiers y appartenans; de mettre l'Administrateur dans l'obligation de son Administration quant aux affaires de Justice, de Police, de Finances, & toutes les autres dépendantes de la Régence du Pais, en conformité des Conventions, Statuts & Coutumes & des Ordonnances Impériales, fondées là-dessus.

ANNO

1718.

3. Intermédiaire à l'égard de la Dée de Wolfenbutel pour évier des fruits & Gêlles ultérieures, congruës & époulera la Subdélégation entière, & les Troupes de la Commission qui se trouvent en Mecklenbourg.

4. Il s'écoulera en même tems au nom de l'Empereur, la Commission Impériale, qu'elle obtiendra promptement son débatement pour les Arrerages des fruits de la Commission, après qu'on en aura liquidé le Total, & après que la Commission Impériale aura envoyé à l'Empereur, de la manière cy-devant prescrite, les Comptes desdites liquidations, pour être examinés à la Cour Impériale.

XI. L'Empereur par des raisons d'importance à ce le mouvant, étend le Confédération du 15. d'Octobre 1719, constituée par la Maison Electorale & Ducale de Brunswick-Lünebourg, sur le Roi de Prusse, comme Duc de Magdebourg, & Con-Directeur de la Basse-Saxe.

XII. L'Empereur écrit au Roi de Prusse, que S. M. Impériale a résolu contre extension du Confédération, par une confiance particulière pour le Roi de Prusse, ne donner pas qu'il s'en charge volontiers, & qu'après les autres Confédérations, qui lui font, il voudra poursuivre à la fin par la Dée Chrétien-Louis, comme Administrateur de l'Empereur, comme aussi des Etats Provinciaux, Conséillers, autres Serviteurs, Troupes & Sujets, employant en cas de besoin des moyens suffisants conformes aux Constitutions de l'Empire sans exception, contre toutes les oppositions qu'on entreprendra postérieurement de l'autre côté; l'Empereur s'écartera aussi que le Roi de Prusse ne résistera pas de s'acquiescer efficacement des Commissions ultérieures, que l'Empereur lui donnera, de quoi Sa Majesté Impériale attend la Déclaration favorable du Roi.

XIII. L'Empereur notifie cette extension du Confédération aux autres Directeurs de Cercle, & Confédérations Impériales, les chargeant, qu'en vertu de ce Confédération, de son extension, eux-mêmes se fassent avant à maintenir la Dée Chrétien-Louis dans les fonctions de son Administration, & entre autres, qu'ils aient à prêter main forte à l'Administrateur à la requête par les Milices du Pais, après qu'elles auront été fidèles à l'Empereur, avec l'assistance, en cas que la nécessité le requiert, d'un certain nombre de Troupes du Cercle, afin que l'Administrateur puisse venir à bout de l'accomplissement de la Ville de Sverin, & du changement de la Garnison cy-dessus mentionnée. La même Main-forte doit aussi être prêtée à l'Administrateur incontinent, sans attendre des ordres plus précis de l'Empereur, dans tous les autres cas, où il s'agit de la liberté de l'Administrateur comme toute suite de violence.

C'est pourquoi l'Empereur se promet que lesdits Directeurs de Cercle & Confédérations Impériales, ne manqueront pas de se dévouer envers S. M. l. conformément à sa volonté.

- LXIII.

1729. *Ordonnance du Roi d'Espagne accordée en 1729.*
à une Compagnie de la Province de Guipuzcoa pour négocier aux CARAQUES.

LA Province de Guipuzcoa voulant faire élever en toute occasion son zèle ordinaire pour le service de Sa Majesté & l'avantage de ses Sujets, & surtout dans la conjoncture présente, où l'on voit les Espagnols misérablement dépouillés du Commerce vers les Caraques, qui est tombé au pouvoir des Nations étrangères, qui possèdent ce Commerce & tous les avantages qui en peuvent venir, comme leur appartenant en propre; d'où s'ensuit le préjudice notable qu'en reçoivent les Droits importants que Sa Majesté perd, & d'un autre côté le préjudice qu'en reçoit l'Espagne entière par la chute du Commerce & le prix extraordinaire auquel on le vend; étant très-pressant que la négligence des Sujets de Sa Maj. à l'apaiser avec plus de soin à ce Commerce, & à braver les autres Nations qui en tirent tout le profit, est cause que le prix de cette Dénrée au lieu de baisser, montera encore plus haut; cette Province a offert à S. M. d'envoyer, pour le service de S. M. & de la Nation, des Vaisseaux de Guerre de défense, d'y mettre de leurs Matelots choisis, & de les envoyer aux Caraques pour faciliter les moyens de

prévenir les fuites des peuples & de les empêcher, & faire en sorte qu'ils aient cet avantage du Commerce le continué avec plus de fruit, à la fin à S. M. d'accorder à cette Province la Navigation vers les Caraques aux Conditions suivantes.

I. Que la Province érigeant une Compagnie, envoie tous les ans aux Caraques deux Vaisseaux de 40. à 50. Pièces de Canon équipés & chargés de Fruits & autres Dénrées du Royaume, qu'arriveront au Port de Guayana, & y aient déchargés, ils en feront pour croquer par les côtes, & enlever tous les Vaisseaux & Bâtiments qu'ils trouveront faisant un Commerce défendu; les pourront étendre leurs Courses depuis la Rivière d'Orénoque jusqu'à Rio de la Achas; pour lequel effet ils feront forêts de Passages de S. M.

II. Que ces deux Vaisseaux seront chargés à S. Seignification ou à Poffage, & au lieu des Droits Roiaux qu'ils devoient payer à Cadix, rendant à S. M. un service équivalent, ils partiront directement de Guayana pour les Caraques.

III. Qu'en revenant avec leur Cargaison de Cacao, d'Argent, d'Or, de Taine, de Salsaparrille, de Cores, & autres Dénrées de ces Pais-là, ils aborderont à Cadix, & après que les Vaisseaux auront été vidés, & les Droits Roiaux payés, ils pourront, sans faire les dépenses considérables de décharger & recharger, transporter vers la Cantabrie toute partie de leur Cargaison qu'ils jugeront à propos.

IV. Que les Prises, qu'ils pourroient faire en Amérique, seroient partagées, un tiers pour l'Équipage, & les autres deux tiers au profit de la Compagnie.

V. Que les Dénrées qui seroient prises pourroient être vendues aux Caraques en payant les Droits Roiaux; les Bâtiments pris avec leur charge de Cacao & autres Dénrées seroient envoyés avec Registre en Espagne, & les Vaisseaux qui seroient jugés propres à croquer pourroient être équipés à cet effet.

VI. Que les Filateurs de la Compagnie aient quelque partie de Cacao de celle, pourroient les envoyer à la Vera Cruz, dans les Barges destinées à ce Commerce permis aux Habitants des Caraques.

VII. Que les Filateurs seroient obligés de fournir de Marchandises, outre la Province de Venezuela, celles de Guayana, la Nouvelle & la Trinidad.

VIII. Que le Gouverneur des Caraques fût nommé par le Gouverneur de la Compagnie, & de tout ce qui en dépend, avec conseil à tous les Gouverneurs & Ministres, & en prendre connaissance, avec Droit d'appel au Conseil des Indes.

IX. Que lesd. Vaisseaux seroient exemptés de payer le Droit d'Étrangers en ce qui concerne le Droit de Tonnes, le Droit Sismarite, & autres Droits que l'on a coutume de lever à Cadix sur les effets des Caraques, sur les Vaisseaux de Registre.

X. Que S. M. maintiendra ladite Compagnie sous la protection Royale, & sera jointe ceux qui en dépendent des Droits & Honneurs qui appartiennent à ceux de la Flotte Royale; & la part que l'on prendra à ce Commerce ne pourra préjudicier à personne en son honneur, état, ou réputation, ni indirectement, ni indirectement; bien au contraire se fera un nouveau lustre ajouté à la Noblesse, à ses services, & à son état, &c.

La Compagnie ajouta à ces Articles de l'Ordonnance, les Lois & Conditions suivantes.

I. Cette Compagnie sera élevée sous la protection de Saint Ignace de Loyola, Patron de Guipuzcoa.

II. Le profit qui résultera de cette Compagnie, sera distribué entre tous les Justices, sans qu'aucun d'eux en particulier puisse faire le même Commerce que la Compagnie.

III. Chaque Action de ladite Compagnie sera de 500. Piastres de 15. Reaux de Bilon chacune.

IV. Le fond de ces Actions sera payé aux Lieux & aux termes qui seront indiqués par les Directeurs; & tout le Capital de cette Compagnie sera d'un Million & demi de Piastres.

V. Chaque Actionnaire pourra céder ou vendre son Action ou ses Actions à son gré & d'une manière libre.

VI. Aussitôt qu'on aura amassé tout l'Argent nécessaire pour faire le premier Voyage; les Directeurs seront une Assemblée générale des Intérêts, pour prendre une résolution touchant le temps & le lieu où se devra faire ce Voyage, & faire les autres règlements nécessaires pour ce.

V 3

VII.

ANNO
1719.

VII. Dans les Assemblées de la Compagnie tout Homme qui aura trois Adions, aura une voix, celui qui aura six Adions aura deux voix, & ainsi des autres à proportion.

VIII. Les Intérêts qui seront offerts pour des raisons légitimes, donneront leurs voix par Procureur. Cependant ceux qui auront au delous de 12. mille Pistoles d'Adions ne pourront donner leur Procureur qu'à une seule Personne Intéressée dans la même Compagnie. Défense qu'il n'y aura que ceux qui y seront Intéressés pour plus de 10000. Pistoles, qui doivent avoir le Droit d'envoyer leur Procureur à des Personnes qui n'y soient point du tout Intéressés.

IX. La même Assemblée générale réglera tout ce qui sera nécessaire pour les Magasins, le Commerce, & les Voyages de la Compagnie, de même que les Amendes & les punitions qu'elle jugera à propos d'infirmer à ceux qui s'obtiendront par ses réglemens.

X. La même Assemblée réglera aussi l'Ordre que devront observer les Tenueurs de Livres de la Compagnie, les Revisiteurs des Comptes & les autres Officiers de la Compagnie : de même que leurs appointemens & ceux des Directeurs.

XI. Cette Assemblée aura le Droit de faire les changemens qu'elle jugera nécessaires par rapport aux Directeurs & aux autres Officiers de la Compagnie.

XII. On ne pourra choisir pour Directeurs, que des Personnes entendues & expérimentées dans le Commerce, & qui aient au moins 16. Adions dans la Compagnie, qu'elles ne pourront ni céder ni vendre pendant le temps qu'elles seront dans ce Poste.

XIII. Les Personnes parentes ou alliées au premier ou au second degré, se pourront pas en même temps être Directeurs.

XIV. Les Directeurs convoqueront tous les ans une Assemblée générale, pour rendre compte de l'état des affaires de la Compagnie, pour régler les Dividends, &c.

XV. Les Revisiteurs examineront les Livres des Directeurs, & en feront rapport à l'Assemblée générale.

XVI. Les Directeurs convoqueront tous les cinq ans une Assemblée générale, à laquelle ils rendront compte de leur Administration ; & ils en convoqueront une particulière, lorsqu'il faudra faire un Divident extraordinaire.

XVII. Les Directeurs & les Revisiteurs des Comptes ne pourront acheter aucune Marchandise de la Compagnie que dans les ventes publiques. Ils ne pourront aussi vendre aucune Marchandise, ni rien de ce qui appartient à la Compagnie.

XVIII. Les Directeurs ne décideront rien d'important qu'à la pluralité des voix.

XIX. Les Directeurs qu'on choisira incessamment, donneront leurs ordres, pour faire connaître des Vaisseaux où ils le jugeront à propos, & les équiper de la manière qu'ils le plain.

XX. Les Directeurs auront aussi l'Inspection sur les Caravanes qu'ils y feront mettre, & sur les ventes des Marchandises de la Compagnie, & ils rendront compte de leur conduite à la première Assemblée générale.

XXI. Les Directeurs prêteront Serment, dans la première Assemblée générale en présence des Députés de la Province de S. Jacques.

XXII. Les Directeurs nommeront les Officiers des Vaisseaux, les Facteurs, les Tenueurs de Livres, & les autres Officiers de la Compagnie, & fixeront les appointemens.

XXIII. D'autant qu'il a été jugé nécessaire de nommer cinq Directeurs en établissant ladite Compagnie ; on nomme, pour remplir cet Emploi, M^{rs} Joseph, Michel Bédouin, Priest du Consulat de S. Jacques, Dominique-Gabriel de Yau-Y-Barva ; Joseph-Leprieux, Jean-Antoine Chénier ; Joseph d'Aerdi, avec mille Pistoles d'appointement chacun : mais la première Assemblée générale aura la liberté d'augmenter ou de diminuer cette Somme.

XXIV. Les Revisiteurs des Comptes auront soin d'observer la conduite des Directeurs ; & on a nommé pour cet emploi, M^{rs} Pierre-Antoine d'Arbaya & Jean-François Lopez, auxquels on a assigné 300. Pistoles d'appointement, jusques à ce que la première Assemblée générale ait assigné, ou diminué cette Somme.

XXV. D'autant que le but principal que le Roi se propose dans l'établissement de cette Compagnie, est d'entretenir le Commerce sur un pied raisonnable parmi les

Sujets & de faire fleurir le Commerce dans ses Etats ; ANNO
les Directeurs & les Assemblées générales seront tenues de travailler en tout à remplir ces deux grands dessein.

LXIV.

Traité de Paix, d'Union, d'Amitié & de Défense p. Nov.

Matériel entre les Couronnes de la Grande-Bretagne, de France & d'Espagne, conclu à Seville le 9. Novembre 1719.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Père, Fils & Saint Esprit, trois Personnes, &c. en son seul vrai Dieu.

LEURS Sérénissimes Majestés le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Très-Chrétien & le Roi Catholique, désirant avec un égal empressement, aussi-tôt de renouveler & de tenir plus étroitement leur ancienne Amitié, mais aussi d'éclaircir tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'ils ne soient de sentiment & d'indiscussion, Elles ont pu se convenir en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même intérêt ; & pour cet effet, le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Guillaume Stanhope, Vice-Chambellan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conciliateur dans les Conseils d'Etat & Père, Membre du Parlement de la Grande-Bretagne, Colonel d'un Régiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sa dite Majesté auprès de Sa Majesté Catholique, comme aussi au Sieur Benjamin Keene, Ministre-Pleipotentiaire de Sa dite Majesté Britannique, auprès de Sa Majesté Catholique ; Le Sérénissime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de Brancas, Lieutenant-Général de ses Armées, Chevalier de l'Ordre, & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-Général du Gouvernement de Fronsac, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique ; Et le Sérénissime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Jean-Baptiste d'Urengo, Marquis de la Paz, son Conciliateur d'Etat, & premier Secrétaire d'Etat & des Dépêches, & au Sieur Joseph Patino, Commandant de Alcazar de l'Ordre de S. Jacques, Gouverneur du Conseil des Finances, & des Trésoriers en dépendants, Secrétaire-Général des Reunions générales, & son Secrétaire d'Etat & des Dépêches dans les affaires de Marine, des Indes & des Finances. Les Ministres fuzionnaires sont convenus entre eux des Articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

IL y aura dès-à présent & pour toujours une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincère & constante entre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, le Sérénissime Roi Très-Chrétien, & le Sérénissime Roi d'Espagne, leurs Héritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Royaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défense réciproque de leurs Etats & Intérêts ; Il y aura pareillement établi de tout le passé, & tous les Traitez & Conventions précédentes de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront, comme ils le sont effectivement, renouvelés & confirmés, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas dérogé par le présent Traité, d'une manière aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traitez étoient inférieurs de la mort à mort. Leursdites Majestés promettent de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En conséquence de cequel Traité, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, Leurs Majestés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, promettent & s'engagent par le présent Traité d'Alliance Défensive, de la garantir respectivement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obéissance, & de quelques Parties du Monde qu'ils soient situés, comme aussi les Droits & Privilèges de leur Commerce, la tout suivant les Traitez en force que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, font auparavant ou mollelées par quelque Puissance & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent réciproquement d'employer leurs Officiers, aussi-tôt qu'Elles en seront requis,

ser, pour obtenir satisfaction à la Partie Lésée, & pour empêcher la continuation des hostilités: Et s'il arrive que lesdits Ombres ne soient pas suffisants, pour procurer, sans délai, satisfaction, Lesdites Majestés promettent de fournir les Secours suivants, conjointement ou séparément: c'est-à-dire, Sa Majesté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie; Sa Majesté Très-Chrétienne huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie; & Sa Majesté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandait des Vaisseaux de Guerre ou de l'Armement, ou même des Subsidies en Argent, il lui sera libre de choisir; & les autres Parties fourniront lesdits Vaisseaux ou Argent à proportion de la dépense des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des Secours, Lesdites Majestés s'entendent convenant, que mille Hommes d'Infanterie seront comptés sur le pied de dix mille Florins de Hollande, & mille Chevaux sur le pied de quatre mille Florins de Hollande par Mois; & en conséquence la même proportion à l'égard des Vaisseaux qui doivent être fournis: Lesdites Majestés s'entendent convenant de toutes leurs forces, & même de lacerer la Guerre à l'Agresseur.

III. Les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Sa Majesté Très-Chrétienne ayant prétendu, que dans les Traités conclus à Paris, entre l'Empereur & le Roi d'Espagne, l'Article mille sept-cent & dix-neuf, y avait plusieurs Clauses qui donnaient assistance aux Artistes des différents Traités de Commerce, antérieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq, Sa Majesté Catholique déclare, par le présent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laisser subsister, en vertu desdits Traités de Commerce, aucun Privilège contraire aux Traités ci-dessus cités.

IV. Ayant été convenu par les Articles Préliminaires, que le Commerce des Nations Angloise & Française, tant en Europe qu'aux Indes, seroit rétabli sur le pied des Traités & Conventions antérieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq, & notamment, que celui de la Nation Angloise en Amérique s'exerceroit comme par le passé, l'on convient par le présent Article, que tous ordres, Lettres, ou autres expéditions de part & d'autre, sans aucun entendement, s'il en fût pas déjà été, soit pour l'exécution desdits Traités de Commerce, soit pour faciliter à ce qui pourroit manquer à l'entier établissement du Commerce, sur le pied desdits Traités & Conventions.

V. Quoi-qu'il ait été stipulé par les Préliminaires, que toutes les hostilités cesseroient à cette fin & d'autre, & que s'il arrivoit entre les Sujets des Parties Contractantes quelque Trouble ou Hostilité, soit en Europe, soit aux Indes, les Puissances Contractantes conviendront à la réparation des dommages soufferts par leurs Sujets respectifs; & que nonobstant cela on allégué que de la part des Sujets de Sa Majesté Catholique on a continué des Actes de Trouble & d'Hostilité, il est convenu par ce présent Article, que pour ce qui regarde l'Europe, Sa Majesté Catholique sera réputer au plutôt les dommages qui y ont été soufferts depuis le tems présent par les Préliminaires pour la Cessation des Hostilités, & que pour ce qui regarde l'Amérique, Elle sera aussi réputer au plutôt les dommages qui y auront été soufferts depuis l'arrivée de ses ordres à Carthagène le vingt-deuxième jour de Juin mille sept-cent vingt-huit. Et Sa dite Majesté Catholique publiera les décrets les plus rigoureux pour prévenir de pareilles violences de la part de ses Sujets: Lesdites Majestés Britannique & Très-Chrétienne promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire réparer ce qui auroit été ainsi fait, & de donner de pareils ordres pour la Confirmation de la Paix, Transquillité, & de l'Entendement.

VI. Il sera nommé des Commissaires, avec des Pouvoirs suffisants de la part de Leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquels s'assembleront à la Cour d'Espagne, dans l'espace de quatre Mois, après l'échange des Ratifications du présent Traité, ou plutôt si faire se pourra, pour examiner & décider touchant les Vaisseaux & Effets pris en vertu de part & d'autre jusqu'à leur retour dans l'Article précédent. Lesdits Commissaires examineront pareillement, & décideront, selon les Traités, les Prétentions respectives qui regardent les abus que l'on suppose avoir été commis dans le Commerce, tant aux Indes qu'en Europe, & toutes les autres Prétentions respectives en Amérique, fondées sur les Traités, soit par rapport aux Limites ou autrement. Lesdits Commissaires pareillement dis-

cuseront & décideront les Prétentions que Sa Majesté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille sept-cent vingt un pour la restitution des Vaisseaux pris par la Flotte Angloise dans l'Année mille sept-cent dix-huit. Et lesdits Commissaires, après avoir examiné, & décidé lesdits Points & Prétentions, feront un rapport de leurs Procédures à Leurs Majestés Britannique & Catholique, lesquelles pourront que dans l'espace de six Mois après ledit rapport fait, Elles fassent encore pontuellement & exactement ce qui aura été ainsi décidé par lesdits Commissaires.

VII. Il sera aussi pareillement nommé de la part de Sa Majesté Catholique & de Sa Majesté Très-Chrétienne, que, des Commissaires, qui examineront tous les Grands généralement quelconques que les Parties Intéressées auroient à former respectivement, soit par la restitution des Bâtimens pillés ou entrecu, soit par rapport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commissaires termineront exactement leur Commission dans l'espace de trois ans, ou plutôt si faire se peut, & compter du jour de la Signature du présent Traité, & cela sans autre délai si ce n'est, sous quelque motif ou prétexte que ce soit.

IX. On effectuera dès-à-présent l'extradition des Garnisons dans les Places de *Lisbonne, Porto-Ferraz, Parme & Ploisane*, au nombre de six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à la Solde, lesquels serviront pour la plus grande Affection & confirmation de la Société immédiate desdits Etats en faveur du Sérénissime Infant Don Carlos, & pour être en état de repousser toute Entreprisse & Oppression qui pourroit être suscitée par suite de ce qui n'est réglé sur ladite Succession.

X. Les Puissances Cocontractantes feront dès-à-présent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Paix & au repos des Sérénissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme, afin que les Garnisons soient reçues avec la plus grande Tranquillité, & sans Opposition, desquelles se présumeront à la vue des Places où elles devront être introduites.

Lesdites Garnisons seront aux présents Possesseurs le Serment de défendre leur Personne, Souveraineté, Biens & Etats & Sujets, en tout ce qui ne sera point contraire au Droit de Succession, réservé au Ser. Infant Don Carlos, & les présents Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger qui y soit contraire.

Lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement, sous aucun prétexte que ce puisse être, des affaires du Gouvernement Politique, Economique, ou Civil; & aucune ordre très-exprès de rendre aux Sérénissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme, tous les respects & honneurs Militaires, qui sont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'objet de l'Introduction desdits six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique, & à la Solde, étant d'assurer au Sérénissime Infant Don Carlos la Succession immédiate des Etats de *Toscane, Parme & Ploisane*, Sa Majesté Catholique promet, tant pour Elle que pour ses Successeurs, qu'elle ne fera à la Solde, ou tel autre qui sera à la Solde, sera Possesseur tranquille desdits Etats, & en liberté contre toute invasion & autres justes motifs de crainte, Elle fera retirer des Places de ces Etats les Troupes, qui seront tenues & non pas propres à l'usurpation du Don Carlos, ou à celui qui sera à la Solde; en sorte que par là, ladite Succession & Possession reste assurée & exempte de tous Evénements.

XII. Les Puissances Cocontractantes s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession qui ont été stipulés, & de maintenir le Sérénissime Infant Don Carlos, ou celui à qui passeront les Droits, dans la Possession & jouissance des Etats de *Toscane, Parme & Ploisane*, lesquels y fera son fils établi; & de le défendre de toute insulte contre quelque Puissance que ce soit qui pourroit l'inquiéter; & de défendre par ce Traité Garantes à perpétuité du Droit, Possession, l'Assurance & le repos du Sérénissime Infant & de ses Successeurs auctorisés.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Règlemens concernant la Manutention desdits Etats, ainsi que les lois établies dans les Etats de *Toscane, Parme & Ploisane*, comme il est à présumer que Sa Majesté Catholique & les Ser. Grand Duc & Duc de Parme, en conviendront par un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que dès que cet Accord sera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C. qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de Parme.

ANNO s'oblige de la même manière, & par la même confid-
1719. rance, d'entrer dans les mêmes engagements, suivant
 qu'ils lui auront été communiqués; ce que les deux
 Généraux promettent de faire dans trois Mois, à
 compter du jour de la Signature, ou plutôt si faire
 se peut.

D'après que le Secours que L. H. P. donneront en
 cas de besoin n'a pu être réglé dans le 1.^{er} sé, on en
 convenu qu'il coulerait en 4000 d'infanterie & 1000
 Chevaux.

S. M. Cath. l'engage de faire donner à L. H. P. une
 entière satisfaction sur leurs Gens tant sur Indes qu'co
 Europe, & d'établir que leur Commerce soit rétabli
 sur le pied des précédents Traitez. L. H. P. promettent
 de faire la même chose par rapport aux Gens de Sa
 Majesté foudes les Indes: Et en cas qu'il for-
 mienne quelques difficultés dans l'exécution desdits
 Gens, dont on ne puisse convenir, Sa Maj. Catho-
 lique & leurs Hautes Puissances commenceront des
 Commissaires pour en traiter sur le pied réglé dans les
 Art. 6. & 7. du Traité signé ci-dessus touchant les
 Commissaires des Hautes Puissances.

S'il arrivoit que Sa Majesté Catholique jugât à pro-
 pos d'accorder pour le présent ou à l'avenir, publi-
 quement ou par quelques Conventions secrètes, par rap-
 port au Commerce, quelques Droits ou Prerogatives à
 quelque Puissance que ce soit, les mêmes Droits ou
 Prerogatives seront immédiatement accordés aux Sa-
 jets de L. H. P., qui seront traités en tout comme
 la Nation la plus favorisée, conformément à ce
 qui est stipulé dans les Traités précédents.

Comme leurs Hautes Puissances ont représenté qu'il
 pourroit arriver entre eux, en suite de leur Ac-
 ception signée antérieurement, elles seroient ataquées &
 troublées de manière qu'elles seroient obligées d'avoir
 d'abord recours aux armes pour leur défense; & que
 ce cas arrivant, le tems nécessaire pour voir le succès
 des deux officiers qui seroient employés, & après les-
 quels seulement leurs Alliés sont obligés de leur don-
 ner les secours stipulés dans le second Article du pre-
 mier Traité, les exposerait à de grands inconvénients,
 & les laisseroit exposés à la plus violente invasion sans
 être secourus par leurs Alliés, L. M. Brit. Très-
 Chréti. & Cath. pour donner aux deux Généraux une
 nouvelle preuve de la part qu'elles prennent à la con-
 servation de la Républ. consentent de l'engager & pro-
 mettent que dans ledit cas où les Rep. pourroit être
 exposée à un danger évident, leurs Maj. pourroient
 les secours promis par l'Art. II sans attendre le suc-
 cès de leurs bons officiers & de leurs instances qu'elles
 auroient eues auprès de l'Agresseur pour en obtenir
 la satisfaction & la réparation convenable.

Le premier Traité d'Accession des Etats Généraux
 sera ratifié par leurs Maj. Brit. Très-Chréti. & Cathol.
 & par les Etats Généraux, & ces Ratifications seront
 échangées à la Cour d'Espagne dans trois Mois,
 à compter de jour de la Signature du présent Traité, ou
 plutôt si faire se peut; en foi de quoi, &c. A Jénus le
 21. Novembre 1719.

LXVI.

1720. LAUDUM ou Déclaration des Ducs de SAXE-
16. Avril. GOtha & de BRUNSWIC comme Art.
 tres dans les Différends entre les Rois de PRUSSE
 & de la GRANDE-BRETAGNE, terminés
 à Brunswic au Mois d'Avril 1720.

Comme il est survenu depuis quelques tems entre le
 Très-Illustre & Très-Puissant Prince Frédéric-
 Guillaume, Roi de Prusse, Marquis de Brandebourg,
 Archi-Chambellan & Electeur du S. Empire Romain,
 Prince Souverain d'Orange, de Neuchâtel & de Val-
 langin d'une part, & le Très-Illustre & Très-Puissant
 Prince George II, Roi de la Grande Bretagne, &c.
 Duc de Brunswic & de Lunebourg, Archi-Tre-
 sorier, & Electeur du S. Empire Romain, &c. de l'autre
 part, quelques Différends qui auroient pu causer dans la
 suite des Troubles dangereux, si leurs Majestés, qui
 n'ont rien plus à cœur que le maintien de la tranqui-
 lité publique & la congrégation de leurs propres Peuples
 & Sujets, n'avoient, par une particulière Providence
 de Dieu, pris la Résolution de remettre ces Différends
 à l'Arbitrage & à la Décision de deux Princes de l'Em-
 pire. Nous Frédéric & Nous Angélique-Guillaume, Duc de Brun-
 swic-Lunebourg, avons été choisis pour cet effet par
 L. M. le Roi de Prusse & le Roi de la Grande-Bre-

tagne, & Nous avons été d'abord reçus sous l'égide
 d'envoyer sans perte de tems nos Ministres Plé-
 nipotenciaires à Brunswic, comme le Lieu nommé
 pour la tenue du Congrès, & déclaré assure en ce qui
 concernoit ces Négociations, afin de s'y assembler,
 mais aussi que Nous, Duc Frédéric, serions conduits
 à Brunswic, par un Détachement de nos Troupes,
 les Gens restant par le Roi de la Grande-Bretagne,
 afin de les y garder jusqu'à la fin du Congrès, conser-
 vant néanmoins pendant ce tems-là, la libre & entière
 disposition tant desdits Gens esclaves que dudit Dé-
 tachement: Et que Nous, Duc Angélique-Guill-
 aume, d'un autre côté, serions pareillement conduits à Brun-
 swic, par un Détachement, les Buis Officiers & Sol-
 dats restant en arde à Hanover, pour les y faire gar-
 der jusqu'à la fin du Congrès par notre Garnison le
 tout conformément aux Conventions du 2. & 6. Sep-
 tembre & 2. Octobre derniers. Après que, par l'ar-
 rangement du Bien Public, & afin de donner des marques de
 notre estime particulière pour L. M., Nous eûmes du
 part & d'autre accepté cette Résolution, & qu'en consé-
 quence Nous eûmes fait conduire au tems nommé, &
 fait garder jusqu'à présent à Brunswic les Gens ar-
 rêtés, conformément à la Convention précédente, Nous
 nommâmes nos Ministres Pléni-potenciaires; savoir, de
 la part du Duc Frédéric, Monsieur, Chrétien d'Uffeln,
 Conseiller Privé, & le Colonel Ch. Sigism. de Ran-
 nemacher; & de la part du Duc Angélique-Guillaume le
 Baron Jean-Fred. de Saint-Confesseur Privé, & le Col-
 onel Elle-Nielsen, lesquels, après que les Pléni-
 potenciaires des 2. Rois; savoir, Monsieur, Chrétien-Otto
 Meylin, Conseiller Privé de Justice & de Guerre, &
 Auditeur-Général de Prusse, & Vis. François-Conrad
 Hertz, Conseiller de Hanover, & Auditeur-Général,
 eurent produit des informations suffisantes & des preu-
 ves par écrit des circonstances nécessaires de l'affaire,
 ont enfin, avec l'assistance de Dieu, terminé cette af-
 faire à la tranquillité de quantité de Pais en Alle-
 magne; & Nous avons jugé à propos de faire connoître
 par un écrit particulière notre Sentiment à cet égard,
 & de l'exposer d'abord comme une Médiation & Dé-
 cision.

Ainsi, d'un côté, conformément à la Déclar-
 ation, enbâchée le 3. & 4. Avril par les Pléni-potenciaires
 respectifs des 2. Rois, ou en conséquence à l'arrabale,
 tant par rapport aux 201. Prussiens esclaves, que par
 rapport à une réclamation autrement réservée de la part
 de S. M. Brit. comme aussi touchant l'échange des
 Buis-Officiers & Soldats Prussiens arrêtés, qui doit
 précéder celui des autres, Nous Frédéric, Duc de
 Saxe-Gotha, &c. & Nous Angélique-Guillaume, Duc
 de Brunswic-Lunebourg, reconnaissons que c'est
 conforme à la justice & à l'équité, que des Gens res-
 tantes de la part du Roi de la Grande-Bretagne, &
 qui sont actuellement sous la garde du Détachement de
 Saxe-Gotha, il soit rendu à S. M. Prussienne,

George Dietrich Curt,
 Henry Math. Ziegler,
 Chrét. Kuhn du Ft. Albrecht,
 Joachim Koch,
 Michel Rommense,
 Jean George Kniemeyer,
 Jean Henry Dietke,
 Esm. Fred. Dendorff,
 Jean Heisrichs,
 Gaspar Jasper,
 Jacob Fred. Waracke,
 Jean Henry Kraft,
 Jean Chréti. Francke,
 Fred. Guill. Hubert,
 Hen. Chréti. Jurgens,
 Jean Garbl,
 Joachim Seibert,
 Godtfr. Thiele.

Et à Sa Maj. Britannique.
 Jean Jorgen Hendeman,
 Jean Lehmann,
 Hans Pierre Pooten,
 Esm. Dietrich,
 Chrét. Deter,
 Joachim Henry Molter,
 Chrét. Huppe,
 Joachim Wiele,
 Nicolas Hilgermann,
 Chrét. Wisbecke,
 Daniel Wichmann,
 Hans Henry Gerhards,

X

Chréti.

ANNO
1730.

Obert. Kuhn du Reg. de Dombhoff,
J. Chiff. Hethorn,
Gaspard Ziegler,
Godefroy Freidel,
Henry Hartwig Blotgen,
Dentloff Heyerman,
Etienne Petersen.

Lesquelles personnes seront remises le lendemain de l'échange des Bar Officiers & Soldats Penitents aux 2. Plénipotentiaires de L. M. autorisés pour cet effet : Et qu'il soit scellé à l'Evident Gassen les 170. Ris-diers qui ont été confisqués, ainsi que S. M. Prussienne l'a déjà ordonné. Mais quant aux Personnes de

Jean George Heeden,
Pierre Omet,
Jean Henry Zwiggmann,
Pierre Jaupet,
Jean Achille,
George Fred. Reichnecht,
Jean George Hellmann,
Nicolas Smiling,
Josephin Baucke,
Jean Chiff. Bentschoelder,
Frederic Grapp,
Frederic Gult. Ulrich,
Jest Lahmann.

Lesquelles, quoique réclamées, n'ont pu être conduites à Brémewick, les Certificats & Documents exhibés de la part de S. M. Prussienne à cet égard sont reconnus comme justifiés : Cependant, L. M. se réservent leurs prétentions respectives, en cas qu'on puisse recouvrer quelque une d'elles Personnes.

En fol de 900. Nous avons signé la présente Déclaration, en qualité de Princes de l'Empire, choisis pour cet effet, & j'ai vu fuir apposer le Scell de nos Armes. Fait à Friedesheim le 16. Avril, & à Wittenberg le 18. Avril 1730. *Signé* ALFRED FRÉDÉRIC, Duc de Saxe. AUGUSTE-GUILAUME, Duc de Brunswick-Lünebourg.

LXVII.

10. Sept. *Traité d'Alliance & de Commerce entre la Gr. Bretagne & la Nation des CHERROKÉES en Amérique.*

I. D'AVANT que vous *Sonogahs Oskah* Chef de la Ville de Tallahas, vous *Seahachies Katsagah*, vous *Tahachie*, vous *Chichimah*, vous *Kilmamah*, & vous *Ulmamah*, ayez été envoyés, par *Moyne de Tallahas*, avec l'approbation de toute la Nation des Cherokees dans une Assemblée tenue à Nikoffen le 14. Avril 1730. vers le Chevalier Baronnet Alex. Coming dans la Gr. Bretagne, où vous avez vu le grand Roi George, aux pieds duquel se tint Chev. Alex. Coming a mis, par ordre exprès de *Moyne* & de tout le Peuple de Cherokees, la Couronne de votre Nation, les Courtes de vos Ennemis, & les plumes de Gloire comme une marque de votre soumission; le Roi de la Gr. Bretagne, qui cherit la puissance & grande Nation des Cherokees les bons Enfants & Sœurs, nous a autorisé pour traiter avec vous, & en cette qualité nous vous parlons, comme si toute la Nation des Cherokees, les vieillards, les jeunes Hommes, les Femmes & les Enfants étoient ici présents; & vous devez considérer les paroles que nous vous disons comme étant prononcées par le Grand Roi votre Maître, que vous avez vu; & nous considérons les paroles que vous nous dites comme les paroles de tout votre Peuple avec un cœur ouvert & sincère envers le grand Roi; fuir quel nous vous donnons quatre pièces de drap tapé.

II. Ecoutez donc les Paroles du Gr. Roi que vous avez vu, & qui nous a commandé de vous dire que les Anglois en vous Liens & des deux côtés des grandes Montagnes & des grands Lacs, font son Peuple & ses Enfants qu'il cherit, que leurs amis sont les amis, & leurs Ennemis les Ennemis; qu'il lui étoit agréable que la grande Nation des Cherokees vous ait envoyé ici, pour poir la chaîne de l'amitié qui est entre lui & est, entre votre Peuple & son Peuple; que la chaîne d'amitié entre lui & les Indiens de Cherokees est comme le Soleil qui éclaire également lui & les hautes Montagnes qu'il habite, & qui éclaire les côtes des Indiens & ceux des Anglois; que comme on ne voit point de taches dans le Soleil, il n'y a ni roselle ni ordures à cette chaîne, & que comme le grand Roi n'est attaché au bout de cette chaîne à la poitrine, son intention est que vous preniez l'autre bout de cette chaîne pour l'attacher à la

poitrine de *Moyne Tallahas* & à celles de vos sages vieillards, de vos Capitaines & de votre Peuple, en sorte qu'il ne se rompe & ne se déseche jamais; & sur cela nous vous donnons deux pièces de Drap bleu.

III. Le grand Roi & les Indiens de Cherokees étant ainsi liés par la chaîne d'amitié, il a ordonné à ses Enfants les Indiens de la Caroline, de travailler avec les Indiens, & de les pourvoir de toutes les Dentures dont ils ont besoin, & de se hâter de bâtir des Maisons & semer du bled depuis *Caroline* jusqu'à la Ville des Cherokees au de là des grandes Montagnes; que il souhaite que les Indiens & les Anglois vivent ensemble comme les Enfants d'une même Famille; que le grand Roi est la cher Père; & d'ajouter que le Grand Roi a donné ses Terres des deux côtés des grandes Montagnes, aux Anglois ses Enfants, il accorde aux Indiens de Cherokees le Privilège de vivre où ils voudront; & sur cela nous vous donnons une pièce de Drap rouge.

IV. La grande Nation des Cherokees était à présent les Enfants du Gr. Roi de la Gr. Bretagne & lui étant son Père, les Indiens doivent considérer les Anglois comme Frères d'une même Famille, & doivent toujours être prêts, aux Ordres du Gouverneur, de combattre contre quelque Nation que ce soit, soit blancs ou Indiens, qui inquièteront ou troubleront les Anglois; & sur cela nous vous donnons 20. fusils.

V. La Nation des Cherokees aura soin de tenir net le chemin du Commerce, & qu'il n'y ait pas de larcin dans le chemin où les Anglois & nous marcherons; à moins que nous ne soyons accompagnés de quelques autres Nations avec qui les Cherokees seroient en Guerre; sur quoi nous vous donnons 200. Liv. de Poudre.

VI. Que la Nation des Cherokees ne permettra pas que ceux qui la composent, aient Commerce avec d'autres blancs qu'avec les Anglois, & n'accorderont à aucun autre Nation de bled aucun Fort ou habitation, ou de former du bled en mille d'ours, soit près de quelques Villes des Indiens soit sur les Terres appartenant au Gr. Roi; & si l'on entreprenoit quelque chose de semblable, il faut que vous en donniez avis au Gouverneur Anglois, & que vous sachiez ce qu'il ordonnera pour maintenir les Droits de grand Roi sur les Terres de la Caroline. Sur quoi nous vous donnons 200. Liv. de Bled à Montague & 200. Liv. de Bled de Carona.

VII. Qu'en cas que quelques Anglois ne se fassent de chez les Maîtres Anglois dans les Bleds, les Indiens de Cherokees seront leur porteur pour le prendre, & le ramener au Plateau d'où il s'est enfui; chez le Gouverneur; & les Indiens seront pour chaque Nègre qu'ils ramèneront ainsi ou fuir & un habit de femme; fuir quel nous vous donnons une boîte remplie de Vermillon avec 20. mille pièces à fuir, & 6. douzaines de haches.

VIII. Que s'il arrivoit par malheur qu'un Anglois tait un Indien, le Roi ou Chef des Cherokees en portera premièrement les Plaintes au Gouverneur Anglois, & celui qui aura commis le meurtre sera puni suivant les Lois comme s'il avoit tué un Anglois, & de même si un Indien tait un Anglois, l'Indien coupable sera livré au Gouverneur qui le punira suivant les Lois Angloises; & comme s'il étoit un Anglois; fuir quel nous vous donnons 12. douz. de Couteaux à ressort, 4. douz. de Couteaux & 10. douz. de Couteaux.

IX. Vous devez savoir que tout ce que nous vous avons dit, sont les paroles du Gr. Roi que vous avez vu, & pour marque que son cœur est ouvert & sincère pour ses Enfants & amis les Cherokees & pour tout leur Peuple, il donne la main dans cette bandoulière, demandant qu'elle soit reçue & montrée à tout votre Peuple, à leurs Enfants & petits-Enfants pour confirmer ce qui vous a été dit, & pour perpétuer ce Traité de Paix & d'amitié entre les Anglois & les Cherokees aussi longtemps que les Montagnes & les Rivières durent & que le Soleil éclaire; fuir quel nous vous donnons cette Bandoulière. *Signé* *Oskah* *Chiff.*

Par ordre des Commis-
saires à Whitehall le 20.
Sept. 1730.
ALFRED POPPLE.
Seal *Chiff.*
Seal *Chiff.*
Seal *Chiff.*
Seal *Chiff.*

Et plus bas dit,

Ceci fol pour la fin de *Moyne de Tallahas*, que j'ai vu, examiné & approuvé tous les Articles contenus dans l'Accord ci-dessus, lequel ledits Indiens ont donné leur consentement par mon avis.

Signé, ALEX. COMING.
SUPPLÉ.

ANNO
1730.

S U P P L E M E N T

A C C E T O M E,

Qui contient les Pièces qui concernent les troubles de l'OOSTFRISE.

Les troubles de l'OOSTFRISE occupent tant les Politiques depuis environ dix ans, que nous avons cru que ce Recueil ne seroit pas complet, si nous n'y ajoutions les principales Pièces de ce fameux Procès, qui a commencé par des Plaintes à la Cour Impériale par le Prince d'un côté & par les États du Pais de l'autre.

ANNO *Decret de Sa Majesté Impériale CHARLES VI.*
1711. *en Date du 18. Août 1711.*

18. Août. **D**E l'apert de Sa Majesté Impériale CHARLES VI. notre très-gracieux Seigneur, favori fidèle aux États du Pais d'Oostfrise, y compris la Ville d'Emmiden: que Sa Majesté Impériale s'est fait rapporter très-humblement & selon toutes les circonstances, l'ample Représentation du Prince d'Oostfrise, au sujet de l'état présent dans ledit Pais, faisant voir, que les desordres dans l'Administration des Déniers les plus importantes pour le bien public se trouvent de l'ingratitude des Droits Seigneurs, & de l'insolence générale qui y est inséparablement attachée, & qu'après une longue délibération elle a arrêté, que les Intérêts de l'Intérieur dudit Prince ne tendent qu'à exercer le Gouvernement qui lui appartient de son Pais, d'une manière conforme aux Constitutions connues de l'Empire en général, & en particulier aux Révolutions. D'après, Accords, & Conventions des Déniers en Oostfrise, pour le bien & l'avantage de tous les fidèles Sujets & Habitans du Pais, en faisant cesser les desordres qui s'y font glissés, & que pour l'exécution de ce louable dessein, il cherche le puissant appui de Sa Majesté Impériale comme du Juge suprême, comme aussi ceux qui méritent empêcher ladite abolition des dénonces ains, & par conséquent les Soins Séculaires pour tous les Habitans du Pais.

C'est pourquoi Sa Majesté Impériale veut & ordonne, qu'à l'égard des Griefs contre la Ville d'Emmiden, au sujet du refus qu'elle a fait de donner son consentement aux Charges publiques, ladite Ville doit payer la quote-part arreragée, suivant les Ordonnances Impériales, la fournir à l'entière régularité à commencer du jour de la Date, & continuer toujours de même. Elle doit aussi non seulement répondre du tems passé, pourqu'il, au grand préjudice du Pais & à la charge des autres États, elle n'a pas fourni depuis tant d'années à l'abuse quote-part, mais aussi proférer de quelle manière, & en combien de tems, elle satisfait d'ailleurs auxdits arrerages, & indemnifier ainsi le Public.

De plus, pour ce qui regarde les Griefs contre les États du Pais, & les Administrateurs des Déniers publics, ils doivent:

1. Toujours mettre en figure de compte les amendes des contrevenants des Fêtes, & s'en payer à l'avance au Prince son contradicteur la moitié qui lui a été appropriée par les Documents qu'il a produits; aussi doivent-ils témoigner leur bonne volonté en dressant des comptes, comme ils y sont obligés, du montant des Arrerages de la moitié desdits amendes.

2. Ils doivent aussi dûment demander toutes les Sommes remises sous quel nom que ce soit, & se doivent présenter en aucune manière, qu'elles s'accroissent sans d'être demandées, aussi doivent-ils payer l'acquittement du paiement de l'Argent arreragé qui s'est mis dans la Recette du Pais, & qui n'a point été reçu.

3. Ils doivent dresser les comptes du Pais sur le

TOM. VIII. PART. II.

ANNO 1711.
piet de l'ordre du Pais, & y mettre spécialement & bien circonscrit tous les points de Recette, & y omettre tout ce qui n'a pas été reçu dans les formes; ils doivent observer la même chose par rapport à la dépense, & montrer fidèlement à chaque Article l'usage, le Mois & le jour, & en outre chaque dépense a été employée à l'usage destiné, & s'il y a, à l'avantage de l'Empire & du Pais, à quel ils doivent joindre les Certificats nécessaires.

4. Comme ce n'est pas en des moindres Griefs du Prince, que les Impôts du Pais, dont le Prince fait lever une Partie considérable par les Héritiers Patrimoniaux, sont employés à des fins de l'Empire pour des personnes qui font en dispute avec le Prince, comme aussi à des présents pour des Patriotes, dont on n'exprime ni les noms, ni les motifs; plus au paiement des Intérêts des Capitains négociés par les États du Pais, sans que le Prince, bien loin d'y avoir consenti, en ait seulement eu connaissance, & enfin à des fins de Legsions & Commissions préjudiciables à la Maison du Prince, & que cette entreprise doit être regardée comme injuste, inhérent à la dignité de punition; Sa Majesté Impériale ordonne de même sévèrement, que les États du Pais & Administrateurs doivent éviter à l'avenir ces abus de diversités ainsi les Déniers du Pais, & se garder aussi par rapport à ce point, de ne le point mettre de l'embarras & de la punition en y cause. Il y aura le Prince liquidé en particulier le dommage qui lui a été causé par de telles injustes dépenses, lequel lui doit être restitué, permis protestant à la Partie contraire d'alléguer ses exceptions. C'est ce qui

5. Il parait par toute ladite Représentation du Prince, que les desordres, dont il se plaint, viennent principalement de là, que les États du Pais s'approprient de leur propre autorité une Administration volontaire & illimitée des Déniers Publics, sans pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par rapport à la Revision des Comptes du Pais, à l'exécution entière du Prince, & qu'ils ne font guères d'attention à les Représentations Patrimoniales; & comme de telles entreprises contraient aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être exécutées avec aucune apparence de Droit, sans loia de pouvoir être permises à des Sujets contre leur Souverain, parce qu'elles emportent un entier anéantissement du pouvoir du Prince & une destruction de l'ordre entre le Chef & les Membres; & qu'en même tems elle tend à une grande charge & ruine de tous les Habitans du Pais, qui ne prennent point part à de telles atteintes au Gouvernement du Prince; Sa Majesté Impériale, au sein de son Pouvoir suprême, & pour l'assurance & le maintien du bien public & de la justice, veut qu'on fasse cesser cette Licence dans l'Administration des Déniers publics du Pais d'Oostfrise, de laquelle il y a à considérer plusieurs fâcheuses conséquences, & déclare par le présent Décret, que le Prince est en Droit d'exercer par une Commission, qu'il choisira lui-même pour cet effet, l'Inspection générale sur les Déniers publics, afin que de la manière susmentionnée les finances soient dûment & sagement, & bien employées aux usages, auxquels ils sont destinés; qu'en outre cela il peut demander raison & réponse des irrégularités qu'on pourroit découvrir dans la Recette ou la Dépense, & exiger satisfaction des Sommes injustement assignées,

X 2

ANNO
1721. *ignés, qu'on y pourroit trouver, à ceux qui ont fait ces Alligations: Que les Etats du Pais & Administrateurs seront tenus de présenter les Comptes du Pais au Commissaire de Princes avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voye & les examine, & dément écouter les avis fidèles, & donner tous les Eclaircissements qu'il demandera.*

Si Sa Majesté Impériale déclare en outre très-jullement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'année 1693, n'ont pas été liquidés en présence, avec l'approbation, & la Quittance du Commissaire de Princes, seront tenus pour non valables, & que par conséquent lesdits Comptes, si le Prince demande, en vertu de son Droit d'Inspection générale, que son Commissaire les revoye encore de nouveau, doivent lui être délivrés avec tous les Registres, Quittances, & autres Pièces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugées en aucune manière nécessaires pour l'Eclaircissement des Articles douteux.

Pour prévenir donc à l'avenir de pareils désordres, & afin que les Administrateurs des Deniers publics, ne puissent s'exercer d'ignorance, il leur est déclaré par le présent Décret, sur lequel ils ont en tout tenu à la règle, qu'aucuns Comptes du Pais qu'ils auront liquidés eux-mêmes ne passeront pour valables, si qu'on, ou leurs Héritiers, ne seront quittes de la justification, pour autant qu'ils ne soient raillés & autorisés de la manière susmentionnée par la Signature du Commissaire du Prince, & en cas que, contre toute attente, il se trouve, à la Revision des Comptes du Pais, quelque Article qui ne pût être accommodé à l'amiable entre le Prince & les Etats du Pais, la décision en doit être laissée à Sa Majesté Impériale, à laquelle point on enverra envoyé le Registre des Comptes, avec un rapport y joint, de la vérité de la nature des points en dispute, & de la nature des raisons de ces deux côtés; & en attendant cette décision Impériale, on ne doit en aucune manière agir d'un propre pouvoir. Auquel Orde Impérial, comme une règle constante pour exercer les fonctions d'Administrateurs avec d'autres fins d'autorité, lesdits Administrateurs seront obligés, & s'ils y contreviennent, ils s'attireront inévitablement un grand embarras, outre le risque de dommages de leurs propres biens le dommage qui sera causé par une négligence impardonnable dudit Orde Impérial.

De plus Sa Majesté Impériale exhorte encore très-gracieusement les Etats du Pais d'Alsace, que dans les Charges Civiles & Militaires, ils se comportent particulièrement d'une manière irréprochable, afin qu'on puisse voir en effet par leur conduite conforme au Serment prêté à leur Prince, qu'ils font attention à l'obligation en cas de révolte, de procurer le maintien & l'avancement de son service, & de s'abstenir au contraire de tout dessein opposé au respect & obéissance du Prince, & à la justice à ses Intérêts & à ses Droits.

Enfin, parce que la demande du Prince, de le secours d'une alliance convenable par sa, est allée fondée dans lesdits Documents, & qu'outre cela il est confirmé à l'époque, que les Etats du Pais marquent en effet leur fidélité à leur Prince, & la respectueuse estime qu'ils ont pour son bon & louable Gouvernement; Sa Majesté Impériale ordonne très-gracieusement par le présent Décret auxdits Etats d'Alsace, de se déclarer, tant par rapport à la Somme, qu'aux termes des paiements annuels, d'une manière si cordiale, équitable & en même temps obligatoire, que leur amour, fidélité & respect pour leur Prince soient vus, à leur propre gloire, de tout le Monde.

Après tout, Sa dite Majesté Impériale ordonne à tous les Etats du Pais d'Alsace, & Administrateurs, comme aussi en particulier à la Ville d'Embsen, par l'obéissance qu'ils doivent à l'Empereur, comme à l'Empereur, que Chef de l'Empire Romain, d'observer & exécuter la susmentionnée Résolution Impériale en tout ses points fidèlement & loyalement, sans aucune exception, & de n'y manquer point d'obéissance, sous peine de la disgrâce Impériale, & d'une amende de cinquante Marcs d'or. Pour marque de leur paraison réelle, ils doivent envoyer dans l'espace de deux Mois, un Député des deux Villes d'Amst & Norden, & du Trésorier d'Etat, avec les preuves de leur due obéissance.

Sa Majesté Impériale assure tous les Etats du Pais de sa grâce, &c.

Signé à Vienne le 18. Avril 1721.

ANNO
1721.

Succinte Déclaration, que le Decret de Sa Majesté Impériale du 18. Août 1721. se trouve fondé sur les antérieures Résolutions Impériales pour le Pais d'Ost & Westphalie, Accord, Conclusions des Dits, & Résolutions des Etats du Pais.

L Que la Ville d'Embsen doit contribuer, avec les autres Etats, aux charges publiques du Pais, est fondé dans les Textes suivants.
Art. 1. & 4. de l'Approbation des Etats d'Alsace par Comtes Edouard & Jean, du 2. Septembre 1590. O. H. Tom. 1. pag. 1094. & 95.

Art. 3. Conclusion de la Diète d'Embsen du 21. Mai 1590. O. H. Tom. 1. pag. 30.

Art. 2. de l'Accord fait à la Haye 1603. O. H. Tom. 1. pag. 305. avec la note marginale sur la 66. quatrième qui se trouve dans la liste des Accords imprimée à Embsen 1612.

Résolution des Etats du 14. Septembre 1614. O. H. Tom. 2. pag. 436. in fine.

II. Qu'on Princes du Pais appartiennent la moitié des amendes péculaires, qui sont collectées par le Collège des Administrateurs & qui annuellement doivent être payées, est fondé.

Art. 7. & 19. Approbations des Etats du Pais du 9. Octobre 1712. O. H. Tom. 2. pag. 414. & 15.

Art. 3. Approbation & Conclusion de la Diète du 2. Octobre 1612.

Art. 14. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 1. pag. 642. Tit. 7.

Ordonnances du Collège de Justice. O. H. Tom. 2. pag. 664.

Art. 50. de la Convention d'Hanovre de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

III. Qu'on ne doit remettre aucuns restes aux Fermiers, est fondé.

Art. 19. Approbation du 9. Octobre 1612. Conclusion de la Diète du 20. Octobre 1612.

Art. 10. Ordonnances des Fermes O. H. Tom. 2. pag. 641.

IV. Touchant la reddition des Comptes du Pais, que les recettes & débours doivent être mis en ligne de compte, suivant l'ordre du Pais, avec des Certificats liquidés sans appel, de l'époque, est fondé.

Chap. 3. Conclusion de la Diète d'Embsen de 1606. & particulièrement No. 8. O. H. Tom. 2. pag. 324.

Art. 13. Approbation des Etats du Pais de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 415.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 411.

Art. 4. Ordonnances de Justice du Collège. O. H. Tom. 2. pag. 663.

V. Qu'aucune dépense de Procès, ou de personnes particulières soulevées contre le Prince du Pais, ne doivent être remboursées des Deniers publics du Pais, est fondé.

Art. 21. Approbation des Etats du Pais de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 417.

Art. 3. Conclusions de la Diète de Norden de 1612. O. H. Tom. 2. pag. 411.

VI. Qu'aucuns prières pour des Prêtres Inconnus, ne doivent être mis en ligne de compte, est fondé.

Art. 19. Approbation des Etats du Pais de 1612.

Art. 3. Conclusion de la Diète de 1612. déjà allégué au §. 4.

VII. Que les Etats du Pais à l'insu & sans le consentement du Prince, ne peuvent négocier de Capitaux à la charge de lui & de son Pais, & qu'il ne convient pas aux Etats de disposer des Deniers publics à l'insu & sans l'approbation du Prince, est fondé.

Art. 8. & 9. Decret Impérial 1590. O. H. Tom. 1. pag. 4.

Art. 8. & 9. Rects d'Exécution d'Embsen de 1590. O. H. Tom. 1. pag. 90.

Art. 4. Conclusion de la Diète d'Embsen de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 31.

Art. 6. Conclusion de la Diète de Norden de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 37.

Art. Retol. Impérial. de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 83.

Art. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 120.

Gravamina 3. & 4. du Prince George-Chrétien, contre les Administrateurs des deniers du Pais, & la Résolution des Etats donnée à l'effet de 1606. dans laquelle on y est demeuré expressément aux Textes allégués.

ANNO 1721. gner du Decret Imperial de 1589. Recs d'Executions d'Embleu de 1590.

1721. Art. 9. Convention d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

VIII. Que le dommage causé au Prince par cette mauvaise Administration & dépense des Deniers, lui doivent être restitués, est fondé.

IX. Que les Etats n'ont pas une libre & volontaire Administration des Deniers publics sans le consentement du Prince, est aussi fondé dans les Textes ci-dessus allégués, mais il est aussi spécialement contraire aux Statuts & Constitutions de l'Empire, contre lesquels aucun Pape ou Statut Provincial ne peuvent valoir. *Fide Inghram. Pac. Univar. Art. 8. §. 7. Contra hanc aliam, &c. &c. Caput. Leopoldi. Art. 2. §. 7. Caput. Josephi. Art. 3. Caput. VI. Art. 19.* A quoi servent aussi toutes les Conclusions des Diètes dans lesquelles les Pairs des Etats, par le Prince Représentant, font tels certains Reglemens pour l'Administration des Deniers publics.

X. Que le Prince doit avoir son Commissaire ou Intendant dans le Collège des Administrateurs, qui ait la suprême autorité, & qui veille à ce que les Deniers publics ne soient employés qu'à des dépenses nécessaires, ou que de lui-même pas tout ce qui est allégué ci-dessus, outre cela il est fondé dans les Textes spéciaux suivants.

Art. 10. Des approbations du Corps de la Noblesse d'Autriche du 11. Janvier 1609. O. H. Tom. 2. pag. 315. *Id. ibid.*

Cap. 1. §. 2. Conclusion de la Diète d'Embleu du 7. Février 1614. O. H. Tom. 2. pag. 431.

Art. 1. Ordonnances des Femmes O. H. Tom. 2. pag. 629.

Recommandation des Etats du 16. Mars 1612. O. H. Tom. 2. pag. 949.

XI. Que les Etats sont obligés de donner annuellement une certaine & considérable Somme d'Argent à leur Prince, est fondé.

Art. 9. Decret Imperial de 1588. dont le contenu est déjà allégué au §. 7.

Art. 12. dudit Decret O. H. Tom. 2. pag. 5.

Art. 10. Recs d'Executions d'Embleu de 1590. O. H. Tom. 2. pag. 9.

Art. 11. & 12. Concordats de 1599. O. H. Tom. 2. pag. 148. *Id. ibid.*

Art. 3. Decret Imperial de 1688. O. H. Tom. 2. pag. 1011.

Art. 4. Couvent. d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XII. Que les Etats n'ont pas le pouvoir de mettre les affaires communes du Pais à l'exclusion du Prince, ou d'en bien de tel même par la même manière qu'il y a entre un Prince & les Etats de son Pais, particulièrement il est fondé.

Art. 1. Convention du 1. Nov. 1678. entre la Princesse Christine-Charlotte comme Reine & Turcque, & les Etats. O. H. Tom. 2. pag. 970.

Art. 7. Convention d'Hanover du 18. Fevr. 1693. plusieurs fois allégué.

XIII. Qu'il est défendu aux Etats d'avoir recours à toutes les Puissances, tant dedans qu'en dehors de l'Empire, & qu'on contraire, en cas de dispute, ils se doivent soumettre à Sa Majesté Impériale, & se contenter de la seule justice déléguée, est fondé.

Art. 15. Résolution Impériale de 1597. Extraits du Procès-verbal du Conseil Aulique du 9. Avril 1677. nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 259.

Extraits Procès-verbal du Conseil Aulique du 15. Juin 1584. Nombre 1. O. H. Tom. 2. pag. 288. Decret Imperial du 1. Octobre 1688. §. 2. O. H. Tom. 2. pag. 1013.

Art. 7. Convention d'Hanover de 1693. O. H. Tom. 2. pag. 1061.

XIV. Que le Prince a le pouvoir & le Droit d'agiter contre le Bourgeois & le Sénat d'Embleu, même avec défiance pénale pour le maintien & le rétablissement de ses bons Droits, est fondé.

§. 16. 17. Ordonnance de Police de la Comtesse Anne pour la Ville d'Embleu O. H. Tom. 1. pag. 158. & 199.

Art. 10. Résolutions Impériales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 97.

Art. 28. Mandats Impériaux de 1602. O. H. Tom. 2. pag. 205.

XV. Que la Ville d'Embleu est obligée à reconnaître

le Prince du Pais pour son vrai & immédiat Seigneur

Héréditaire & Prince, de lui obéir & être fidèle & loyale, est fondé.

Art. 14. Résolutions Impériales de 1597. O. H. Tom. 2. pag. 35.

Art. 77. Mandat de 17. Mars 1602. O. H. Tom. 2. pag. 282. *Id. ibid.* & beaucoup d'autres.

XVI. Que la Garnison, ainsi nommée d'Embleu, n'est contenue que seulement pour quelques années, & non pas pour toujours, & que l'on ne peut pas s'en servir hors de la Ville, sans le consentement du Prince, & qu'en cas contraire, elle est tenue 9/10e faite pour calée; est fondé.

Art. 14. Accord fait à la Haye 1609. O. H. Tom. 2. pag. 304.

Recommandation de Marinchays du 15. Juillet 619 O. H. Tom. 2. pag. 177.

Actes de la Diète d'Embleu imprimés en 1602. pag. 31. Refut. 1.

XVII. Qu'un Prince appartenant en propriété la Douane tant au dedans que hors la Ville d'Embleu; est fondé.

Recs d'Executions de Norden de 1593. Art. 12. O. H. Tom. 1. pag. 207. §. 2.

Convention de Delitz de 1595. *Id. ibid.*

Résolution Impériale de 1597. *Id. ibid.*

Concordats de 1599. *Id. ibid.*

Accord d'Oberhausen de 1602, 1603, & 1611. *Id. ibid.*

Sentence du Conseil Aulique de 1612. *Id. ibid.*

Mandat Imperial de 1612. *Id. ibid.*

Sentence du haut Conseil de Hollande du 14. Fevrier 1635. *Id. ibid.*

XVIII. Restitution de quelques Tonnes d'or, dont le Prince a souffert dommage par la mauvaise administration des Administrateurs déportés, & par la remise de fautes de la Douane.

XIX. La permission de donner aux Juifs pour l'entée dans la Ville d'Embleu, appartenant au Prince, & est fondé.

Résolution Impériale de 1597. Art. 18. O. H. Tom. 1. pag. 211. §. 10.

XX. Remise contre des Deniers du Pais depuis la Convention d'Hanover en 1693.

XXI. Que la Chambre de l'Estel ne doit pas être toujours à Embleu; mais qu'elle peut être déplacée par les Etats, avec le consentement du Prince, est fondé.

Sur la Résolution de la Diète de Norden de 1599, il a été résolu que cette ladite Chambre devroit être à Aulrich, où elle a été aussi effectivement; mais par la bulle de ceux d'Embleu, & la Conclusion de la Diète d'Embleu de 1616. elle est revenue dans leur Ville.

Ces d'Embleu ayant ensuite chassé de leur Ville deux Administrateurs qui ne voulaient pas s'accommoder avec eux, c'est pourquoi les Etats dans l'année 1619, ont derechef déplacé ladite Chambre à Aulrich; quelque temps après elle fut renvoyée à Embleu, sans que les Etats l'ayant changée depuis, & y est confirmée par Sa Majesté Impériale.

De tout ce que dessus, il paraît assez que Son Altesse le Prince ne cherche aucune nouveauté; mais qu'il demande seulement ce qui lui appartient par les Accords & Conventions faites, & à sceller les actes & nouvelles Administrations des Deniers Publics, pour le bien commun du Pais & de ses bons Habitans.

Déclaration abrégée & solide de la Liberté, Pouvoir & Droit qu'ont les Etats d'OOSTERRISE d'établir, percevoir & employer, sans le concours du Prince, les Contributions, Taxes & autres Impôts; publiée par ordre des Etats d'OOSTERRISE à Embleu 1723.

ANNO

1711.

1713.

LES Accords d'Ostfries qui servent de base au gouvernement de cette Province, ne font que trop connaître avec quelle application, des Ministres mal-instruits ont travaillé, de temps en temps quoiqu'inutilement par la grâce de Dieu, à l'apaisement des Libertés, Droits & Privilèges bien acquis des Etats d'Ostfries, qui sont tels qu'il y a eu de l'avis dans l'Empire, qui puisse le vanter d'en avoir de pareils; & sur tout, le Pouvoir, la Liberté & le Droit de commander, de lever & payer, selon leur bon plaisir, à l'exception du Prince, les Contributions & les Taxes.

ANNO 1723. Mais le Tour-peïssin ayant visité dans sa colère la bonne Province d'Oulfrise en 1717, par une horrible inondation, ensuite que les Dignes ayant été rompus, plusieurs familles condamnées ont empêché jusqu'à présent (1723) qu'elles n'aient pu être réparées, ce qui est cause qu'une partie du Pais étant encore convert d'eau, ressemblé à une Mer agitée, & les Habitans les plus riches sont réduits dans une effroyable misère.

Les Ministres du Prince ont en que la conjoncture étoit favorable pour contester devant le Trône Impérial les Libertés que les Etats d'Oulfrise ont si précieusement conservé jusqu'à présent, & ils ont tenté jusqu'à ce point d'obtenir effectivement, sous de faux espoirs par rapport à cet Article principal, un Decret Impérial du 18 Août 1721. C'est pourquoi l'on a trouvé à propos d'exposer ici les Articles des Accords du Pais & des Decrets Impériaux émanés sur les disputes arrivées, avec connoissance de cause, & à la portée des lecteurs; & par ce moyen, de démontrer si évidemment les Droits des Etats, que les personnes les plus simples en puissent être convaincus.

II. Avant l'année 1606. Il n'y avoit en Oulfrise aucune règle fixe pour l'Administration des Revenus du Pais; les Etats pourvoient dans l'occasion au nécessaire, & de cette manière de temps immémorial là ont en & conservé la libre disposition des Deniers, ainsi le concevoit le Seigneur du Pais, sa suite, & il est d'expressement dans le Recès de la Diète de Manichays de l'an 1609.

Enfin pour en venir à l'Administration de tous & chacun desdits Deniers du Pais, puisque ces *perania Populi & Ordinis, ratione Proprietatis & Domini, erga plures pars appartenant aux Etats de cette Comté, & de que, casus, periculum & communitas* desdits Deniers, selon tous Droits, les intéressent seuls & nul autre, ils jugent qu'en tout Droit & toute raison, l'entière disposition & Administration *pro arbitrio*, leur en appartient sans aucun Dénier.

Mais comme l'on trouva qu'il n'étoit pas de l'intérêt du bien public de délier ainsi chaque fois des règles pour l'Administration des Deniers Publics, les Etats firent convenir dans la Diète tenue à Embden en 1609, d'établir un Collège grand seneschal pour confier l'Administration de ces Deniers du Pais, & dans le Recès de la Diète Chap. I. on fit le Règlement suivant.

1. Quant à la perception & emploi de tous & chacun des Deniers Publics, Revenus & Contribution, les Etats de cette bonne Comté font convenus que, *locus Actus communis*, sera établi & fixé dans la Ville d'Emden, que la garde desdits Deniers sera confiée au Receveur général qui sera élu, après qu'il aura donné Caution suffisante; comme aussi seront confiés les Secours & Lettres concernant les Etats, à la garde du Collège des Assignateurs, leur recommandant de choisir dans la Ville d'Emden un endroit qui leur paroîtra convenable. Néanmoins s'il arrivoit qu'après avoir pourvu aux charges du Pais, il restât quelque Somme considérable sur laquelle le Receveur n'auroit point de l'Assignation, elle seroit renfermée par les Assignateurs dans la Caisse du Pais, dans la Maison de Ville.

2. Seront établis pour la perception, employ & Administration des Deniers publics & des Taxes, deux Assignateurs de chaque Ordre, & ainsi fit de la part des Etats de cette Comté: Sçavoir, de la part des Nobles *Schwer van Dieke*, & *Joël Bannier*; de la part des Villes *Focko Baysen Kramm* & *Otto Lerange*, & de la part du Tiers Etat *Hero Byer* & *Ubbö Fierich*, qui sont autorisés à choisir une personne capable pour leur Secrétaire; & il dépend du bon plaisir de Son Excellence notre gracieux Seigneur, de joindre au Collège des Assignateurs un Commissaire ou Inspecteur de la part, tel qu'il y a présent *Mancus Kipperda*, mais de manière qu'il ne s'arrange point de donner sa voix, ni d'administrer lesdits Deniers du Pais.

Ce Règlement pris à la lettre, fait voir qu'il n'appartient pas au Seigneur du Pais d'exercer la moindre autorité dans l'Administration des Deniers Publics, puisque les Etats étant tous entrés sur cette Administration, sans le concours du Prince, ont établi de leur part *des Assignateurs pour les administrer*, laissant seulement à la disposition du Prince de leur joindre un Commissaire qui ne donneroit point sa voix, encore moins pourroit l'arrêter l'Administration desdits Revenus, que l'on donna atteinte aux Droits

indisputables des Etats. Car le Comte *Euse III*. Seigneur très-entrepreneur, & qui porta divers coups aux Libertés des Etats, voulut s'approprier la perception & la direction des Deniers *renfermés par les Etats*. Mais les Etats firent voir si clairement que cela leur appartiendroit, qu'il fut obligé de laisser, par accord particulier de l'an 1607. Art. 1. *La perception, direction & disposition des Deniers Publics au Collège des Administrateurs ou Assignateurs*, comme il paroît par les termes du Texte.

Que Son Excellence se déstina de la perception ou direction des Deniers accordés & des Contributions consenties par les Etats, & remis à la disposition des Assignateurs, les laissant lever tranquillement & les laissant remettre au Receveur Général établi, pour les payer & employer par ordre des Assignateurs, conformément à leurs instructions & aux Recès de la Diète.

D'où l'on doit encore conclure que le consentement des Taxes & Contributions dépend des Etats, & que le Seigneur ne peut pas s'en mêler.

IV. Après avoir posé pour base du Règlement susdit qu'il dépendoit principalement des Etats seuls de nommer, lever & employer les Deniers Publics; il fut statué expressément dans le Recès de la Diète d'Emden de l'an 1606. Chap. 3. §. 20. que le Receveur général n'a droit comme de la Recette & de l'emploi des Deniers Publics, aux Dépenses des Etats, en préférence du Commissaire du Prince, mais de telle manière que si le *Commissaire ne se trouvoit point présent au tout fait*, le Receveur général ne seroit pas moins tenu de rendre compte aux Députés des Etats: Voici les propres termes.

Sera tenu (le Receveur général) y étant requis, lorsque les Assignateurs tiennent leur Assemblée ordinaire tous les six Mois, de rendre compte à l'assemblée & à cet effet seront toujours députés à l'assemblée, en présence de quelques-uns d'entre eux par Son Excellence, & les Assignateurs des Etats: Et en cas que le Commissaire de S. Euse. ou l'un des Assignateurs ne se trouve pas in loco *Actari*, on sera fixé pour la reddition des Comptes, il sera tenu de rendre lesdits Comptes à ceux qui se trouveront présents.

Ce qui est une preuve attestative que le Seigneur n'a aucun Droit de se mêler ni de l'Administration, ni de la perception des Deniers Publics: les personnes les plus simples comprendront aisément qu'autrement l'eco Commissaire dans le Collège des Assignateurs auroit en le pouvoir de donner sa voix, & que l'on n'auroit pu recevoir la reddition des Comptes sans son concours; sans parler de tous les Reçus des Comptes publics, & des Quittances, où l'on peut voir que de temps immémorial il n'y a jamais eu que les Dépenses des Etats qui ont reçu & quittancé les Comptes du Pais, sans le concours, & seulement en préférence du Commissaire du Seigneur.

V. Dans le Recès de la Diète d'Emden de l'an 1618. Chap. de *Collège Administrateur* des 1. & 2. *renu Re-fai* il est dit que le Comte Euseo n'a pu vouloir se contenter d'envoyer quelqu'un en vertu du Texte allégué §. 4. pour assister à la reddition des Comptes; mais qu'il y avoit comparu en personne avec deux Commissaires & les Gens de sa suite, apparemment pour intimider par sa présence les Dépenses des Etats, & les empêcher de maintenir les Droits des Etats à cet égard; mais les Etats en ont protesté à ce que Son Excellence ne s'appuie pas à la disposition libre des Deniers Publics sur leur appartenir seuls: Et ils ont obtenu que Son Excellence se contenteroit d'envoyer un Commissaire N.B. Pour outre la reddition des Comptes.

G R A T I F.

En conséquence du Recès d'Emden, Son Excellence joindra son Collège, lors qu'on rendra les Comptes seulement un Commissaire, mais y comparoitra pas en personne avec deux Commissaires & toute sa suite, pour ne pas mettre obstacle à la libre disposition des Deniers qui appartiennent de Droit aux seuls Etats.

R E L A T I O N.

Le Seigneur Comte veut bien se contenter d'envoyer un Commissaire pour outre la reddition des Comptes, conformément au Recès d'Emden Chap. 3. Art. 12. outre l'Inspecteur établi par le Chap. 1. Art. 3.

VI. Il paroît clairement par le Texte suivant du Recès

ANNO 1723.

ANNO
1713. Recette que le Prince de Norderen de son sfuoc, mon frere aine, me fit le Seigneur, au ancien Membre des Etats ne peut arriuer du faict, ni s'opposer ou l'empescher en aucune maniere les Contributions & moyens de Colledes conuenus avec ordres, N.B. par les Etats, ou ceux qui pourrois l'auoir treu confier avec ce les, N.B. par les Etats, jusqu'à ce que N.B. les Etats établis par l'ordonnance d'un autre treu, ou d'un autre ordinaire le constamment Le Pmple des Demeurs du Pais y est excrementiel referat aux Etats feuls, & l'assentiment du Comte, & ce qui est une nouvelle preuue admissible que le Seigneur du Pais ne doit en aucune maniere se meler de ce qui concerne les Colledes. Voici ce

ANNO
1713.

nistrateurs, & que les Officiers du Prince ne serviroient que pour leur donner des informations, sans parler que cette Nécessité consistoit effectivement, que par rapport à l'Administration des Deniers Publics, aux Comptoirs, & ce qui en dépend, on observait les Accords & Conventions du Pais, particulièrement que le Prince n'entreprendoit ni en quel cas contre les Etats. Outre cela la Résolution par le quatrième Article du préliminaire, que le Prince ne pourroit porter, ou faire prendre la main ni directement ni indirectement sur les Comptoirs du Pais. La Décision touchant l'Art. 3. mentionné énonçoit que tout ce qui concernoit l'affaire des Collectes, n'étoit conféré sans aucun préjudice aux Etats par les Traités de la Haye, puisqu'il est dit mot par mot, que quant au consentement, la réserve est simple des Deniers Publics, on observe exactement les lois acceptées du Pais. Mais il est expressément énoncé dans cet Article, comme on peut le voir §. 7. que les Officiers du Comte, à présent du Prince, ne s'attribueroient qu'indirectement ni indirectement, aucun manquement, droit ou, ou l'exception, connaissance, interprétation de Jurisdiction, par rapport à l'affaire des Collectes; d'où il résulte raisonnablement, que le Prince ne peut s'arroger par rapport au contentement, recevoir, & Administration des Deniers Publics, ni indirectement ni indirectement, aucun manquement, direction, autorité, connaissance, interprétation ou Jurisdiction, mais qu'il doit laisser le tout aux Etats.

IX. Après la mort de Son Altesse Ser.issime George Châlon, on donna, sous la Régence de la Princesse la Reine, de telles ordres à toutes les Branches des Lieutenants, Deniers & Privilèges des Etats, sans oublier l'Article des Collectes, que dès l'année 1668 il fallut remédier par l'intervention des Etats Généraux aux Contraventions faites aux Accords, particulièrement par rapport à l'Article des Collectes. voici ce qui fut réglé en 1668. Chap. 3. du Collège des Administrateurs.

Les Comptables du Prince ont Impôt & reçu quatre Taxes Capitales sans le consentement des Etats, dont Lesdits Capitales pèseront que l'on doit faire restitution.

Art. 1.

D'autant que par l'intervention visible des Députés extra ordinaires de Leurs Hautes Puissances la Cour de France a fait la promesse de restitution aux Etats de la somme de 100,000 florins, cette demande tombe d'elle-même, & ainsi on ne pourra plus de ladite restitution, de même les prétentions pour les avances faites par Son Altesse aux Troupes de Lombarde, resteroient éteintes.

Art. 2.

Ils ont défendu par les Mandemens pénaux dans tout les Bailliages la levée des deux Taxes Capitales.

Art. 3.

Pour les raisons susdites ceci cessera aussi.

Art. 4.

Ils donnent des Mandemens pour causer de Ferme, & ce qui des casés obliques aux Administrateurs dans leurs Charges.

Art. 5.

Les Officiers du Prince ne se mêleront aucunement des Fermes, ni d'aucune Taxe existant régulièrement, d'autant que cela est contraire à l'Ordonnance des Fermes.

X. La bonne harmonie & l'amiable confiance entre la Régence de la Princesse & les Etats, établie par les Députés extraordinaires de Leurs Hautes Puissances ne doit qu'autant que les Ministres mal-intentionnés de la Régence trouvent une occasion favorable de tomber sur les Etats, car à peine en-on remédié aux Contraventions que l'on accumula les violations des Accords, on alla plus loin, & en 1673. on sollicita auprès de l'Empereur la cassation du Collège des Administrateurs, & du prétendu mauvais usage qu'ils faisoient de leur autorité, puisqu'ils n'avoient ni Ordonnance ni Lettres du Prince, & même qu'ils étoient les seuls sans leur Roi, & qu'ils étoient nés une Commission adressée au Roi de Danemarck en qualité de Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst, puis écartés les deux Parties touchant leurs Grands, & employer tous les bons offices pour les reconcilier, & au cas qu'ils ne parussent pas à l'effet, les only contractuellement & définitivement d'abord les Etats eux-mêmes, comme on le peut voir plus au long dans l'Extrait du Procès-verbal du Conseil Aulique rapporté dans l'Édition d'Oldenbourg publiée en dernier lieu Tome II.

Liv. 4. No. 16. cependant on n'a pu parvenir justicement par la voie de cette Commission, à retourner en liberté les requêtes des Etats par rapport à l'Administration des Revenus du Pais. Ainsi le Ministère du Prince ne pouvant résoudre légitimement par cette voie à opprimer les Droits des Etats, ou en recourir aux voies de force, ou imposer des Taxes, ou les lever, & l'on ne cessa de donner toutes sortes d'avertissements aux Droits des Etats, par rapport aux Collectes, jusqu'à ce qu'en 1674. la Princesse Régente fut obligée de faire un Accord avec les Etats, par lequel non seulement elle consentit à faire rendre compte aux Etats, conformément au §. 3. de l'Accord provisoire de 1667. de la recette & de l'emploi des Taxes mises & levées contre les Accords du Pais, mais même elle s'engagea à ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, sans en tenir de Guerre ou de Paix, quelque chose qui soit arrivé, encore moins en cas de circonstances subordonnées nécessaires, ni dans aucun cas extrême, comme aussi de ne donner ni faire donner aucun ordre à ses Officiers ou Ministres pour les lever, ou en son nom, NB. de se mêler en aucune manière des Droits des Etats, ou de leur laisser le soin ou de constituer, ou d'administrer, ou d'appliquer tout ce qui est, ni de leur laisser, n'y donneront plus la moindre atteinte.

Ainsi par les mêmes raisons, remises expressément au Prince en 1673. contre les Administrateurs touchant l'Administration indépendante des Deniers Publics. Voici comme s'exprime l'Accord d'Article de l'Année 1674.

2. Son Altesse Sérénissime par amour pour la concordance, en conformité de la Convention provisoire de 1667. & à la prière des Etats, leur a fait remettre toute la recette & l'emploi, & par conséquent le compte entier des Taxes levées par ordre de Son Altesse, produisant en même temps une exacte spécification des redevances desdites Taxes qui se font par exemple par, & particulièrement de ceux qui en ont été exemptés, comme aussi du logement des Troupes. Et quoique les Etats aient produit pour ce sujet plusieurs Grands, démontrant que par là les Accords d'Oldenbourg ont été violés à plusieurs égards, cependant comme ceux qui restent en défaut & les exemptions sont spécifiés à l'avantage des Etats, par ces considérations particulières pour Son Altesse Sérénissime, par affection pour le jeune Prince, & par un sens de la dette de rétablir le repos & la bonne intelligence dans le Pais, ils déclarent dès à présent & pour toujours, qu'ils tiennent Son Altesse Sérénissime & le Prince son Fils, franc & quitte de toutes demandes & prétentions, qu'ils pourroient avoir, tant par rapport aux Taxes qu'aux Quartiers des Troupes de Maïster, comme aussi ils renonceraient irrévocablement à toute action qui pourroit leur compéter à cet égard, particulièrement au Procès-verbal de restitution du Conseil Aulique de l'Empire, mais se réservent expressément ce qui doit leur revenir des restes & exemptions, comme aussi les dépenses, dommages & Dettes des Quartiers des soldats Troupes de Maïster ou autres, comme tout autre ayant perturbation en genre & en forme; Son Altesse promettant aux Etats de ne s'y pas opposer, bien entendu que l'on agisse avec une modération convenable, & que l'on s'entretienne amiablement contre qui que ce soit, qui seroit été en commission dedans ou dehors le Pais de la part ou par ordre de Son Altesse, comme Son Altesse a promis de son côté de n'entreprendre aucune poursuite des Etats qui jusqu'ici aura été employée de leur part, ou en leur nom, dans quelque commission au dedans ou au dehors du Pais. De plus.

3. Son Altesse s'oblige solennellement & constamment envers les Etats pour elle & les Successeurs à la Régence, de ne jamais lever aucune Taxe, Impôt ou Contribution, sans en tenir de Paix ou de Guerre, quelque chose qui soit arrivé, encore moins en cas de circonstances nécessaires, ni dans aucun cas extrême, comme aussi de ne donner aucun ordre à ses Officiers ou Ministres pour les lever, ou en son nom, de se mêler ou en aucune manière des Deniers Publics & de leur laisser le soin ou d'administrer, ou d'appliquer tout ce qui est, ni de leur laisser, n'y donneront plus la moindre atteinte.

4. Enfin les Princes ont déclaré qu'ils n'ont pas par eux-mêmes, pendant entre Son Altesse & les Etats, que devant la Cour Impériale, reformer respecter aux Parties, à l'exception du Procès-verbal de restitution, que les Etats ont abandonné dans l'Article 2. ci-dessus, comme

ANNO
1713.

ANNO
1713

comme aussi le Procès entamé en 1673. par Son Altesse contre les Administrateurs, auquel S. A. renonce expressement par ces présentes.

Après avoir vu la Majesté d'Orléans s'obliger abso-
lument dans ces conditions envers les Etats, qu'il
n'est possible d'arriver, de ne se point mettre au Dénier
Public, *Et d'en laisser le soin aux Administrateurs*, re-
venant expressement au Procès entamé pour leur dis-
tinguer l'Administration indépendante des Déniers à l'en-
cluse du Prince; qui n'y a point de personnes importu-
bles & équitables, qui n'avouent qu'il est inconcevable
que le Prince puisse avec la moindre apparence de Droit
prendre aujourd'hui l'Imposition & la contribution
des Déniers Publics, étant absolument obligé de n'y pas
mettre la main.

XI. Non-seulement Sa Majesté Impériale Leopold
a confirmé, à la prière des deux Parties, la susdite
Convention de 1673. mais encore lorsque les Ministres
du Prince (sans respecter cette Convention ni les autres
Accords) ont voulu le servir auprès du Conseil Aulique
de l'Empire du §. 3. de la Cap. Leop. & des Règles
de 1664. & tout pour deux ans Etats le par alléguant,
de la liberté qu'ils ont de conclure, *leur est employé
les Taxes à l'exclusion totale du Prince, Sa Majesté Impé-
riale, avec une entière connaissance de cause, a enfin
décidé très-équitablement en 1684. que les choses de-
voient rester sur le pied des précédents Décrets Impé-
riaux, avec ordre que jusqu'à l'apparition par après
à la Taxe Royale de l'Empire des Administrateurs
des Trois des Etats, qui NB. en vertu de NB. plu-
sieurs Accords anciens, & de la Transmutation confirmée
par Sa Majesté Impériale en 1678. en étaient en posses-
sion, tant par rapport à l'Administration qu'à l'imposi-
tion & la levée des Mises Romaines & NB. autres
Taxes, elle n'y formerait plus aucune opposition ni
objection.*

Ce Décret Impérial qui est du 28. Juin 1684. est con-
çu en ces termes:

« On nous a fait très-humblement rapport du con-
tenu de votre Lettre du 15. Avril dernier par rapport à
l'Imposition & la levée des Mises Romaines, particulièrement
qu'elle ne pouvait accéder à ses Etats la levée
propre de l'archevêque de Salzbourg, non plus que l'Ad-
ministration indépendante des Déniers Publics, & des
Land-Steueren; demandant humblement d'en donner la
Commission à notre Chambellan & Conseiller Aulique
de l'Empire, Baron de Wittersdorf, tant pour l'en que
pour l'autre, & d'exempter le Pais des Quartiers & de
l'entretien des Troupes, sans avoir égard à ce que vous
alléguiez de nouveaux sans touchant NB. l'Administration,
l'Imposition & la levée des Mises Romaines, que touchant
l'Imposition de votre Commission Impériale ou de
vous dans Baron de Wittersdorf, que vous avez dé-
jà déchargé de ce qui concerne les affaires d'Orléans,
nous nous en tenons aux Décrets Impériaux que nous
avons déjà rendus. Mais quant au départ des Troupes
nous avons dépêché aussitôt nos intentions à votre
Oncle l'Electeur de Brandebourg. Ainsi nous
vous ordonnons de nous par votre Lettre, de légiférer
quelque un de votre part après de notre Commission
Impériale, qu'il n'y n'en soit fait aucune nécessité que
vous comparassiez ici en personne: *Et nous n'employez
ni ne établissez les Administrateurs du Trois
des Etats, dans l'Administration, imposition & levée des
Mises Romaines & NB. autres Taxes, et dont ils font
en possession en vertu NB. de plusieurs Accords NB.
autres, & de la Transmutation que nous avons confirmée
en 1678. exigée que vous n'avez aucun Droit de vous
y opposer.*

XII. Ce Décret s'accorde avec les Constitutions
de l'Empire, comme il doit fondé incontestablement
sur les Accords d'Orléans, savoir, que l'on ne pourra
employer les Constitutions de l'Empire pour renvoyer les
Mises particulières d'Orléans, outre que sans avoir re-
cours à plusieurs Arrêts, on fait qu'en général les
Constitutions de l'Empire se reçoivent avec réserve de
Paix, Accord, Privilège, Remission, & autres dis-
positions faites avec les Etats du Pais, par lesquelles on a
pouvoir à ce qui les concerne les Sujets de chaque Pro-
vince. En particulier, lorsque la Diète de l'Empire fu-
ralais d'ordonner la même levée du Recès & de la Con-
tribution Impériale à toute sorte de cas, voulant qu'on
ne pût y opposer ni Accord ni Privilège, particulièrement
que les Etats, sans égard pour aucun Privilège, ne
poussent s'arroger l'Administration particulière des
Déniers Publics, Sa Majesté Impériale déclare précieu-
sement dans ses Résolutions envoyées à la Diète en

TOM. VIII. PART. II.

1670. qu'elle ne pouvait accorder cela, & qu'on con-
traire elle doit obligée de laisser chacun dans le Droit
qui lui appartient de la même manière qu'il avoit été
préjugé jusqu'alors.

Explicite il a été amplement pourvu dans tous les Ac-
cords d'Orléans, que le Prince ne pourra demander
aucun Mandement Impérial contre eux, & qu'il n'au-
ra pas recours aux Constitutions de l'Empire, pour s'y
délivrer de ses obligations, ou de déguiser de leur entiè-
re observation: on peut trouver dans l'histoire d'Orléans
Tom. II. Liv. 4. ann. 2. pag. 89. la Déclaration du
Prince à cet égard lorsque les Etats le plaignent que
l'on étoit de renvoyer les Accords du roi Louis XIV.
des Mandements Impériaux, & à la faveur des Constitutions
de l'Empire: la voici

« Soit l'Alteffe Serenissime ne fait pas que Sa Pré-
senteurs ayant jamais demandé des Mandements Impériaux
pour éluder l'observation des Accords, & il n'est pas
d'innovation de la faire. Quant à l'exemple qu'on allègue,
qu'il est arrivé à la prière des Etats mêmes; son
Alteffe étant en Etat incommode de l'Empire,
elle a Droit de le servir des Constitutions & des
Mandements Impériaux, & par la même raison
non excepté (au cas qu'ils ne soient pas exceptés dans
les Accords du Pais.) »

Le Ministère du Prince n'a pas voulu s'en tenir là,
il a souvent importuné l'Empereur de ses Plénipoten-
ciaires pour obtenir, que le Décret provisionnel
de 1684. touchant l'Administration des Déniers
Publics, statut rien de contraire aux Loix du
Pais; au contraire, il y est ordonné que les choses
resteraient sur le même pied, car il y est dit sur ce
sujet:

« A ce reste l'Administration, la Recette & la direction
des Déniers Publics NB. restera aux Administrateurs
NB. élus à cet effet par les Etats, & pendant ce
temps, le Prince en restant Seigneur, ne pré-
sente d'un inspecteur ou Commissaire du Prince, qui
y représentera la personne ou la place du Prince. Le
Recette établi par les Etats priera sans s'opposer &
donnera caution; bien entendu que les Administrateurs
ou Assignataires n'appliqueront respectivement les
Déniers Publics à d'autres usages qu'à ceux auxquels ils
ont destinés, & se conduiront en tout de manière
qu'ils puissent en répondre au jour ordinaire de la ré-
diction des Comptes tous les ans le 10. May, en pré-
sence de l'Inspecteur du Prince, & même encore d'un
Commissaire, si le Prince trouve à propos de l'adjoi-
indre, ou autrement ainsi que de Droit »

D'où il paraît clairement que l'Administration, la
Recette & l'emploi des Déniers Publics a été confiée
aux Administrateurs des Etats en présence d'un Inspec-
teur du Prince, ainsi qu'il est démontré ci-dessus §. 2.
à la reddition des Comptes, en présence d'un Cam-
bellier du Prince, comme on l'a établi §. 4. & 5.

XIII. Le Ministère du Prince voyant que bien loin
d'avoir obtenu ce qu'il souhaitoit, le passage allégué ci-
dessus du Décret Impérial de l'an 1673. le mettoit bien
loin de son Compté; après l'occasion d'avoir que le
Prince & les Etats venant contre le 27. Octobre 1664.
de poursuivre la Déclination de leurs Grands et dits
lesquels on n'avait pas prononcé dans le Décret précé-
dent de porter en 1691. un nouveau Gravi devant le
Conseil Aulique, touchant l'Administration des Déniers
Publics; il finit en ces termes:

« Que les Etats, & en leur nom le Collège des députés
NB. & Députés ne s'arrogeront point la Direction &
Administration privative des Déniers Publics suivant
l'arrangement, la Taxation ou Quotisation des Rôles
des Taxes, mais qu'ils en remettent la souveraine ins-
pection & la co-direction à Son Altesse Serenissime,
comme Souverain, & à l'Inspecteur qu'il établira dans
la suite, comme aussi aux Commissaires extraordinaires
qu'il enverra pour recevoir la reddition des Comptes;
qu'ils lui en leur, rendront Compté des Annonces
qu'ils ont versés dans la Recette, & particulièrement de
la manière qu'on ne peut pas par la Ville d'Embs & de
rester de ne pas mettre dans le chiffre des Sommes em-
ployées, certains Articles illégalement & injustement
allégués; nous faisant le contenu des Comptes d'Orléans,
& du Décret provisionnel de l'Empereur ci-dessus
allégué, & par conséquent de prouver, de rendre &
document servir tous les Comptes rendus sans ordre,
d'une manière non convenable hors de sa présence & sans
son approbation & sa quittance; lui remettant au profit
du Public, les Raisons & raisons des Comptes »

Sur quoi fut prise la Résolution suivante.

Y

„ QUARE

ANNO
1713.

« QUANT à l'Administration des Deniers Publics, l'Inspecteur du Prince & son Commissaire extraordinaire pour l'addition des Comptes; le Prince est renvoyé à l'Art. 2. du fondé Decret Imperial, & il est déféré ordonné aux Etats de faire revire leurs Comptes par qu'il préfère, de manière qu'il ne reste aucune jalle raison de plainte; ce qu'ils produiront *sub terminis* dans un *manus*, sans s'arrêter à l'Hommage.

Chacun peut voir que par là on ne donna aucune atteinte à la Liberté des Etats, par rapport aux Collectes, qui même fut expressément confirmée; puisque, on renvoyait le Prince à l'Article 4. du fondé Decret, où l'Administration, la Recette & l'emploi des Deniers Publics est confiée au College des Administrateurs, & ordonné à la Maison d'Orléans de se contenter de rendre, conformément aux Accords de Pais, audit College au Inspecteur qui ne pourra donner sa voie, ni l'arrêter l'Administration des Deniers Publics, de recevoir des Députés des Etats la reddition des Comptes en présence d'un Commissaire, & de les faire quinquen par ce dernier, ainsi qu'il sera trouvé convenable; ce qui confirme incontestablement que la *Divinité* est d'administration primitive des Deniers Publics, & tout ce qui en dépend est réservé aux Etats, & que la demande par la Maison Reçueuse d'avoir la souveraineté impériale est la souveraineté des Deniers, à tel endroit, ainsi que la prétention que les Comptes ne pourraient être rendus sans l'approbation de la Quatrième des Princes, & que l'on s'adonne par le simple prétexte.

Il est vrai que cette Résolution étoit aux Etats la position, qu'ils avoient résolu, des anciens Comptes, de manière qu'on ne put avoir aucun sujet de plainte; d'où l'on pourroit conclure, qu'il faudroit que le Prince y assisist; admettons, ainsi qu'on l'a démontré, le Prince n'est autorisé qu'à y envoyer son Commissaire pour voir la reddition des Comptes, sans qu'il puisse encore aucune autorité; c'est pourquoi les Etats ont allégué que ce fût leur raison, savoir, que l'on avoit procédé dans la reddition des Comptes conformément aux Accords de Pais, & qu'ils ne trouvoient rien en quoi on eût manqué contre lesdits Accords & les anciens usages, suppliant qu'il fût ordonné à Son Altesse le Prince d'Orléans, de démontrer le cas avec toutes les circonstances, dans qu'il puisse répondre avec fondement, & se référant à cet égard tous les moyens convenables.

XIV. Non seulement les choses en sont restées là, mais même Son Altesse Sérénissime Chrétien Eberhart, voulant diffuser la défiance entre le Chef & les Membres, & donner sauter les Etats des formes, que les Accords de Pais, comme la base du Gouvernement d'Orléans, seroient continuellement manqués, sans qu'il y fût préjudicié par les Constitutions de l'Empire, à déclarer dans la Convention de Hanovre de l'an 1662, que *par les Décrets & Résolutions Impériales, les Compacts, Appellés, Divisés & Reels* communément nommés *Accord*, seroient la base & le fondement de la Régence, & il est dit §. 1.

« Son Altesse Sérénissime d'Orléans déclare par rapport à ses fidèles Etats que pour leur montrer son affection Paternelle & ses bonnes intentions, & leur faire plus ample voir le Chef & les Membres, j'ai vu la Signature des présentes, Elle confirme tous les *Decrets & Résolutions Impériales, les Compacts, Appellés, Divisés, Reels* communément nommés *Decrets*, & en conséquence d'être aux Etats un Réverral de l'Hommage, tel qu'il est ci-joint *Lett. A* »

Et en conséquence des Accords, il s'est obligé §. 9. par rapport aux Collectes, de n'en tenir audit Accord & aux Comptes rendus, sans y faire aucun changement, sans aucune *in iure* négocier: en voici les termes.

« QUANT à ce qui concerne les Collectes, les Jers & l'Administration des Deniers Publics, Son Altesse Sérénissime s'en tient aux *Rescripts* Accords, & aux Comptes rendus, & ne veut y faire aucun changement, sans *in iure* négocier.

Ainsi ces Accords abolissent encore la prétention du Prince, que les Etats ne pourroient entreprendre à son exclusion l'Administration des Deniers Publics, ni recevoir la reddition des Comptes; & afin d'être tout douce que l'on pût en jour de la part du Prince réclamer les Décrets de l'Empereur de 1638. & 1691. & que jamais on ne révoquerait la préférence de la souveraine Inspection & constitution des Deniers Publics, on de donner Quittance & approbation aux Comptes rendus, ainsi qu'on l'avoit espéré dans les Grands de 1691. il fut

expressément convenu dans cet Accord §. 14. que puisque les Articles dont on avoit porté des plaintes au Conseil Autrique de l'Empire, & dont on avoit traité devant la Commission Impériale, avoient été réglés amiablement. Le Decret Impérial de l'Empereur du 1. Octobre 1638. & les Décrets Intérieurs du 3. Novembre 1641. eussent été *abolis*, mais qu'il parût par le Texte suivant

« D'AUTANT que les principaux points dont on avoit porté des plaintes au Conseil Autrique de l'Empire, & dont on a traité devant la Commission Impériale, ont été réglés amiablement, on s'est déclaré de part & d'autre que le Decret promulgué de l'Empereur du 1. Octobre 1638. & les Décrets Intérieurs qui ont suivi le 3. Novembre 1641. eussent été *abolis*.

XV. Avant les Accords ciels ci dessus, & les Décrets de l'Empereur conformément à la Liberté, le *Texte* est le *Texte* que les Etats d'Orléans ont de concevoir, & qu'ils ont employé les Deniers Publics à l'entretien du Prince, ainsi qu'ils ont été confirmés de la manière la plus forte par le Prince Reçueuse, dans la Réverral de l'Hommage qui lui fut fait, le 11. Novembre 1708. où il est dit,

« Nous promettons de même, de notre certaine science, de coutume en nos *seins* Points & Clauses, sous quelque nom que ce soit, les *Decrets Impériaux, Reels, & Résolutions* de A. M. Impériale, & de ses *Prédécesseurs* dans l'Empire, comme aussi tous les *Compacts, Appellés, Reels, & Résolutions* en général & en particulier, publiés entre nous & les *Prédécesseurs* de nos Etats, spécialement le *Reel* de la *Dixie de Nord* de l'an 1640. remis alors par les Etats au Comte *Baron*, & en un mot tout ce qui a été réglé jusqu'en 1661. & 1662. & ensuite en 1663. le 18. Février à Hanovre, & la 15. Février 1691. à Autric (sauf la Haute Justiciabilité & la Souveraineté de Sa Majesté Impériale & du S. Empire) & qui ont été confirmés par les *Comtes & Princes* Reçueuses en Orléans, & par conséquent par notre *Faise* de gloireux *memories*, dans les Révervals de l'Hommage du 11. Fev. 1699. *enfin* qu'ils seront religieusement observés, dans tous les points, sans qu'il soit sans *entrepris* au contraire, ni par *Nous*, ni par nos *Ministres*, ni autres qui par ce *Texte* ont, & par conséquent, que toutes les *conventions* soient inviolablement religieuses, & que sans *promesses* *honorables*, sans *espérance* par nous *seules* de *Princes*, & sur notre *honneur*, au nom de *Sermon*, sans aucune exception ou *conservation*.

Ce que les Officiers & Ministres du Prince jurent aussi par les Accords de Pais, lorsqu'ils entrent en possession de leurs Charges; ainsi qu'on peut le voir dans l'Accord de la Haye de l'an 1662. Art. 4. Art. 4. *non Reel*.

« A R T. 4. Quotique Son Altesse Sérénissime soit tenue de promettre sous son Serment solennel l'exécution observation des Accords; *Deut* de l'an 1626. Art. 1. cependant le Chancelier, les Conseillers, le Juge, les Receveurs & Officiers de Justice ont le *refus*, onnoissent le contenu *écrits* des Accords, *Deut* de l'an 1626. Art. 4. & §. 6. *Comment* Art. 8. & §. 117. & par *l'Accord d'Orléans* Art. 30. Ainsi l'on demande que cela se fasse en présence des *Dépens* des Etats.

Or les Parties, il a été résolu & déclaré, que le Juge de la Cour, & les *Assesseurs*, le Chancelier & les *Conseillers*, les Juges, les Receveurs & autres tels Officiers qui sont à présent en charge, & qui n'ont pas prêté le Serment suivant, & ceux qui seront liés à l'avenir *promettent* & jurent par son Serment solennel entre les mains de Son Altesse Sérénissime ou de la personne qu'elle commettra, d'observer & accomplir ponctuellement & fidèlement, & de faire observer & accomplir autant qu'il dépendra d'eux, les *Travaux*, Accords, & Conventions faites & passées entre S. A. S. d'une part, & les Etats de l'autre; & entre *Sa* Altesse Sérénissime, & la Ville d'Embsen; Comme aussi les *Décrets* de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les *statuts* d'Orléans.

Et afin que les Etats d'Orléans, & en particulier la Ville d'Embsen, puissent être tranquilles & assurés que ledit Serment aura été réellement prêté. Son Altesse Sérénissime fera signer par tous ses Officiers, le formulaire de Serment ci-joint, dont Son Altesse Sérénissime enverra d'abord une Copie authentique aux Etats, ou à leurs *Dépôts* ordinaires, comme aussi à la Ville d'Embsen.

ANNO
1713.

Firmatelle de Servant.

Je soussigné promets & jure d'observer & accomplir ponctuellement & fidèlement, aussitôt qu'il dépendra de moi, & de faire observer & accomplir les Trêves, Accords & Conventions faits & conclus entre Son Altesse Sérénissime d'Autriche, & les Etats d'Orléans d'autre part, & entre Sa dite Altesse Sér. & la Ville d'Embois; comme aussi les Dictions de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans les affaires d'Orléans. *Ainsi Dieu nous en aide.*

Mais je prie Dieu que ce n'est à peu près le seul point sur lequel les Etats d'Orléans de leurs Droits indisposables, & que l'on a renouvelé de la part de la Maison Royale d'Orléans auprès de Sa Majesté Impériale, les Grâces mais en-dehors, touchant l'Administration des Deniers Publics, & qui avoient été terminés par la Confirmation de la Liberté des Etats, tant par les Décrets Impériaux, que par les Accords conclus; sous prétexte que l'on en faisoit un mauvais usage incroyable, & que c'en seroit fait & du Pais & de ses Habitants, & l'on ne limitait les Libertés des Etats par rapport aux Collectes; ce qui est néanmoins consacré à la Lettre du 6. 17. de l'Accord d'Ausbourg en 1669. qui consiste en ce qui suit mot pour mot.

Un d'un autre côté, & pour préserver toute défiance, autant qu'il est possible, entre le Chef & les Membres, & confirmer la confiance intérieure établie, nous faisons nos Altesse Sérénissime nous gouverner suivant les Accords, mais nous ne nous ferons point touchés les Grâces précédentes, ni de la part de Son Altesse Sérénissime contre les Etats, & nous, la Noblesse, les autres Villes & le Tiers Etat; ni de la part des Etats contre le Prince, & l'on ne poursuivra pas ceux qui font commencer, jusqu'à ce qu'il soit jugé à l'Accord de l'Autre.

Et sans attendre ce que les Etats pouvoient répondre, on a obtenu de Sa Majesté Impériale le Décret du 18. Août 1713.

XVI. Mais aussi que tout Lecteur impartial puisse connaître combien ce Décret Impérial s'éloigne des anciennes Constitutions d'Orléans, & même des précédentes Déclarations Impériales, & par conséquent quel Droit les Etats avoient d'opposer leurs justes réquisitions aux prétentions formées contre eux, on a jugé à propos de rapporter ici le Décret avec quelques Remarques.

Décret Impérial 6. 7.

Il parait par tout ladite représentation du Prince, que les dévotions, dont il se plaist vider principalement de ce que les Etats du Pais s'approprient de leur propre autorité son Administration volontaire & illimitée des Deniers Publics, tant pour ce qui regarde leur Recette & dépense, que par rapport à la révision des Comptes du Pais, à l'exclusion entière du Prince, & qu'il ne soit sous quelque attention à ses représentations Paucelles.

Remarque.

Il paraît par cela, que jusqu'à présent la Maison Royale d'Orléans a traité ses Etats l'Administration arbitraire des Deniers Publics à l'exclusion du Prince; mais que les Etats se soient arrogés cette Administration de leur propre autorité, c'est ce que l'on ne croit point après avoir lu ce qui précède sur ce sujet, & comme on le prouvera encore, après avoir exposé la véritable situation des choses, ensuite que Sa Majesté Impériale soit tout, & tout Lecteur impartial, comprendront aisément qu'il ne peut y avoir de discordance dans l'Administration des Deniers Publics par les Etats, puisqu'elle est réglée par les Accords du Pais; à moins qu'on ne veuille soutenir que l'Orléans a persisté dans ces dévotions depuis plus de cent ans; car depuis 1666 les Etats ont toujours administré les Finances par le même droit & suivant les Ordonnances faites alors.

Décret. Et comme de telles entreprises contraires aux Statuts & Constitutions de l'Empire, ne peuvent être excusées avec aucune apparence de Droit, bien loin de pouvoir être permises à ses Sujets contre leur Souverain.

Rem. Ce devant on a voulu alléguer de la part de la Maison Royale d'Orléans, les Constitutions & Statuts de l'Empire, par rapport à l'affaire des Collectes; Mais S. M. Impériale Laysal de glorieuse mémoire, sur les représentations bien fondées des Etats, a maintenu les Accords d'Orléans sur tous les Constitutions & Statuts du Gouvernement de l'Orléans, ainsi qu'on peut voir ci-dessus §. 11. & ainsi plus que la Province

Tom. VIII. PART. II.

d'Orléans de ces Constitutions particulières, qui sont la plus part différents de celles des autres Provinces de l'Allomagne.

Décret. Parce qu'elles emportent un entier anéantissement du pouvoir du Prince, & une défection de l'autorité contre le Chef & les Membres.

Rem. Les Etats ont amplement renoncé à Sa Majesté Impériale, que la Jurisdiction du Prince, de l'Ordre entre lui & les Etats, doivent être réglés sur les Accords d'Orléans, puisque le seul engagement exprimé dans le Serment de l'Hommage, est de le reconnaître, le respect & lui obéir comme au Prince du Pais. Mais le Droit des Etats se trouve ici clairement dans les Accords, sur tout ce qui concerne l'Administration des Finances, que Sa Majesté Impériale ne les considère point à l'avenir comme un anéantissement de la Jurisdiction du Prince, & un dérèglement contre le Souverain & ses Sujets.

Décret. Ce qui tend à une grande charge & ruine de tous les Habitants qui ne peuvent plus par là de telles atteintes portées au Gouvernement du Prince.

Rem. On se trouvera par ces Habitués raisonnables dans toute l'Orléans, qui ne s'oublient de tout son être que les Etats (sont) maintenant dans la précédente Constitution qui concerne le confinement, la Recette & l'Administration des Deniers Publics; mais le Ministère du Prince a exposé les choses d'une manière à faire croire, qu'à l'exception de quelques personnes, tout le Pais s'oppose à voir entre les mains du Prince la souveraineté la plus haute sur les Finances; c'est pourquoi Sa Majesté Impériale a déclaré.

Décret. Sa Majesté Impériale en vertu de son pouvoir suprême, & pour l'entretien de la maison de bien public & de la Justice, veut que l'on fasse exécuter ladite Légalité dans l'Administration des Deniers Publics du Pais d'Orléans, de laquelle on a à attendre plusieurs succès; en conséquence, & déclare par le présent Décret, que le Prince est en Droit d'exercer par un Commissaire, qu'il choisira lui-même à cet effet, l'Inspection générale sur les Deniers Publics, afin que de la manière la plus convenable il puisse percevoir exactement son Compte & bien employé, aux usages auxquels il doit être affecté; qu'entre cela il peut demander toutes les réponses des vérifications qu'on pourroit dissimuler dans la Recette & la dépense, & exiger des satisfactions des Sommes illégalement assignées, qu'on y pourroit trouver, & ceux qui se font ces assignations; que les Etats du Pais & les Administrateurs seront tenus de présenter les Comptes du Pais au Commissaire du Prince, avec tous les Certificats requis, afin qu'il les voie & les examine, & si devant de donner ses avis salutaires, & donner tous les éclaircissements qu'il demandera.

Rem. Il ne sera point nécessaire de rapporter ici au long, que suivant les Accords, le confinement, la levée & l'emploi des Deniers Publics appartiennent aux Etats à l'exclusion du Prince; on remarquera seulement en peu de mots, que lorsque dans l'Orléans seulement en 1669, on prétendit tout de même, que l'on devoit accorder au Prince l'Inspection générale & la condition; la Maison Royale d'Orléans y renonça entièrement, & laissa les Etats dans la jouissance de l'Administration primitive des Finances, & on le voit toutes les interdictions sur ce sujet par l'Accord de Hanovre; ainsi il n'y a point de doute que, si l'on n'eût eu de Sa Majesté Impériale pour la Justice, Elle ne eût pu Décret adroitement surpris tous des prétextes frivoles.

Décret. Sa Majesté Impériale déclare en outre très-solennellement, que tous les Comptes, qui depuis la Convention faite à Hanovre dans l'Année 1693, n'ont pas été liquidés en présence, avec l'approbation & la Quittance du Commissaire du Prince, seront tenus pour non valables, & que par conséquent lesdits Comptes & le Prince demandera, & en vertu de son Droit d'Inspection générale, que les Commissaires les envoient avec de nouveaux, doivent lui être délivrés avec tous les Registres, Quittances, & autres pièces qui y appartiennent, & qui peuvent être jugés en aucun manière nécessaires pour l'éclaircissement des Articles demandés.

Rem. Pour prévenir dans l'avenir de pareils dérèglements, & afin que les Administrateurs des Deniers Publics, ne puissent s'exercer d'ignorance, il leur est déclaré par le présent Décret, que lequel ils ont en tout tenu à se régler, qu'aucun Compte du Pais qu'ils auront écrit, ou, ou leurs Héritiers ne soient quittes de les justifier pour autant qu'ils ne soient raillés, & assurés de la manière la plus convenable par la Signature du Commissaire du Prince, & en

Y 2

172

ANNO 1713. Les Auteurs & les défenseurs des troubles de l'Océanie ont mis jusqu'à présent de la simplicité de la plupart des Habitans, en les arguant sous le masque de la liberté, pendant qu'ils entreprennent par eux la plus cruelle assésion dans les Dîtes & Assemblées d'Emboën, les traitant et traitant parus serviteurs. Il leur est arrivé ce qui est dit de Samuel Chap. XV. v. 11. *si marchatis dans le simplisme des sens sans rien des efforts.*

On peut voir de le Decret Impérial même ce qui a engagé Son Altesse Serénissime à porter les Plaintes au Trône Impérial, l'accusation, que Son Altesse veut se servir, pour la reine du Pais, des calamités dont le Ciel l'a visité, est une calomnie publique, que Sa Majesté Impériale a blâmée expressement dans son Decret.

REPONSE AU § II.

Tous les Articles qui n'ont aucun fondement sont rassemblés dans ce §. En premier lieu c'est un mensonge avoué qu'avant l'année 1606, il n'y avait point de régimens en Oulstrie pour l'Administration des Finances, tout ce qu'on dit de la suite des choses avant 1606, n'est que plus vrai. Tous les Documents, tous les Decrets Impériaux, tous les Résumés des Dîtes, tels que ceux qui ont été cités ci-dessus, & tels qu'on peut les lire dans le Registre des Accords, réfutent cette proposition: on peut même avancer avec aucun de vérité qu'avant 1606, le Soleil n'avait pas été en Oulstrie. Voilà ce qu'on appelle une fausseté fondamentale, dont on oûble le fondement les Actes qui précèdent 1606, s'accordent pas les Etats, c'est pourquoi ils les disent d'après de plume; mais ils découvrent trop par là quel est leur but. A quel argument trouve-t-on dans ce §? Qu'avant-on dit à la Dîte de Marchevore? Que peut une telle raison cause le Prince? Tout ce que l'on dit dans les Dîtes d'Oulstrie, n'est point la pure vérité. Le Conseiller privé Jurep rapporte dans la dispute de *Jure Principis circa rationes Civitatis*, citant que dans la Marche de Brandebourg & autres endroits les Villes se servent de même raisonnement allégué dans la Dîte de Marchevore pour se dispenser de produire les Comptes des Revenus de la Ville, mais il fait voir ce que ce raisonnement n'est pas fondé. *Vide d. Dîtes*, § 24. & 25. Mais en Oulstrie il y a encore des circonstances qui font voir que les raisons alléguées contre le Prince à la Dîte de Marchevore ne sont d'aucune importance; on trouve que circonstance dans l'Histoire d'Oulstrie Tom. I. Liv. I. pag. 427. §. 31. où l'on donne leur peu de solidité; on accorde y répondre dans le Palais des Etats, si l'on avait en quelque chose de valable à y opposer, mais on parle tout cela sans fin. §. 31. Il est certainement fait que les Etats soient convoqués à la Dîte d'Emboën de 1606 d'établir certain College à l'exclusion de France. Ils ont donné au Prince leurs considérations sur la proposition qu'il leur eût été faite; & demandé son approbation & confirmation *Servientur*, lorsqu'il leur a communiqué sa Résolution: ce qui fait voir que si le consentement ni la *voluntas* ni l'*apud* des Impôts, & Contributions n'ont jamais eu lieu & ne peuvent l'avoir à l'exclusion de France. 4. La Conclusion que l'on tire de ce qui précède est fautive, lorsque de ce que l'Empereur & la Commisité du Prince ne peut s'arroger de donner sa voix dans l'Administration des Dîtes Paillies, on conclut que le Prince n'a aucun Droit d'exercer quelque autorité dans l'Administration des Dîtes Paillies. On peut voir la remarque sur les considérations des Etats de 1606, où l'on a fait voir la fausseté de cette conclusion. La chose d'origine d'elle-même clairement par l'exemple d'un College de Justice établi par un Prince; ce Prince ne fait point lui-même rapport des Actes, il fait faire ce rapport par ses Conseillers, & voter ensuite; mais il a la dernière inspection sur ce tout acte dans l'ordre lui quand on fait rapport, quel qu'on ne donne sa voix, & si l'on manque, il s'y oppose comme il convient. Pourrait-on conclure de là que le Prince n'a aucune autorité dans son College de Justice. Il en est de même d'un College de la Chambre érigé par le Prince pour l'Administration de ses Domaines & de ses Patrimoines. Si l'on peut comparer les petites choses aux grandes, on voit que Sa Majesté Impériale ne vote point dans les Dîtes de l'Empire en qualité d'Empereur, qu'Elle laisse les suffrages aux Etats de l'Empire, & que de ces

suffrages dressés en forme d'avis de l'Empire, & portés à Sa M. Imp., Elle en forme & poëse un Résumé de la Dîte seroit-on averti hardi de dire, & suite de cela, que l'on peut tenir une Dîte de l'Empire à l'exclusion de l'Empereur, comme le remarque fort bien le Baron Lynceur in *Analeth. ad pat. publicum Senatus Paris*. 2. Sed. 1. Cap. 30. §. 17. *Præsertim ad hoc: ut si illi, Imperator nullum votum habet, & Consensus qui tunc, sed vota tantum sunt plurimum, ad hoc ut per illa resolutiones Casari offerantur confirmantur. Quoniam statim hinc non habent non servanda leges, sed ut in his consiliiis nihil officio possint, & Casari eadem non proferant.* Ce que l'on doit dire à plus forte raison des Etats d'Oulstrie; à moins que quelqu'un ne soit assez insensé pour, avec Hypothèse à Lussu, extorquer l'Empereur de toute autorité dans la Dîte & dans toutes les affaires de l'Empire. Il est de même certain que si l'on veut fuir dans l'Empire les principes des Etats d'Oulstrie & de leurs Avocats, l'Empereur perdrait bientôt toute son autorité dans l'Empire, & les Seigneurs Etats de l'Empire, leur autorité & leurs Droits seigneuriaux dans leur Pais. Mais comme fin le Conseiller privé & Chancelier J. H. de Stammer, n'ayant agé que de 17. ans, a fait bien réflexion en 1607. *Hypothese à Lussu*, dans une Dissertation de *restitution Imperatoris*, en fait voir les principes de son Méthode & de la Chancelier *Jules Jacob de Schar*, de même les personnes de bon sens regarderont ces extravagantes opinions des Sutes, telles que celles dont sont chargés les Etats d'Oulstrie, comme très-pernicieuses & très-perjudiciables au bien public.

Il est bien loin que les Collèges soient en Oulstrie véritablement au pouvoir des Etats à l'exclusion du Prince & le College des Administrateurs, comme on l'a fait voir ci-dessus, a la Jurisdiction & d'autorité dans la levée & l'Administration des Deniers Publics, que celle qu'ils reçoivent du Prince; car non seulement les Administrateurs, mais même leurs Exécuteurs adjoints, sont confirmés par le Prince à qui ils présentent Requête à ce sujet; de plus toutes les instructions du College des Administrateurs & l'Ordonnance des Fermes, sur laquelle on afferme les Actes dans tout le Pais, sont dressées & publiées, non par les Etats, mais par le Prince. C'est pourquoi cette Ordonnance est expressément nommée *Ordonnance du Prince*. La Princesse de l'insubordination du Tribunal dit:

« Nous Ulric Comte & Seigneur en Oulstrie, Seigneur d'Ellen, Stedendorf, & Wismund, savoir faisons, de quelle manière, après avoir pris le Conseil & la considération de la Noblesse, des Villes & Etats de notre Comté, Nous avons trouvé nécessaire pour la régularité des Administrateurs des Deniers Publics, qu'en confirmation de Résolution de la Dîte tenue à Anrich le 6. Mai de la présente année 1691, on corrigât, simplifiât & remediât aux défauts de l'Ordonnance des Fermes, qui a été en usage jusqu'à présent; & les Administrateurs sont chargés par les présentes d'affirmer les Revenus & l'impôt de la manière suivante & de s'y conformer. »

Le Titre 2. de cette Ordonnance porte:

« Les Administrateurs élus & nommés dans les Fermes de chaque Ordre des Etats confirmés & reçus par Nous à Serment, occuperont le Tribunal; mais comme leurs appointements ne leur sont suffisants pour qu'ils résident tous fit in loco *Arari*, & saquent parfaitement aux affaires dudit College, il suffira que l'un d'eux, conformément au Résultat de la Dîte de Nardau de 1612. Art. 23. trois d'eux, & un, & un de chaque Ordre, avec la Secrétaire, occupent le Tribunal, changeant tous les trois Mois, ou tous les Mois, ainsi qu'ils conviendront eux-mêmes, pourvu qu'il y en ait toujours trois, & ce qu'ils auront prononcé & jugé aura la même force que s'ils y avaient assisté tous; & ainsi on en tiendra à ce règlement, sans préjudice pour ceux qui viendront après; mais quant aux affaires générales & qui ne sont pas du Tribunal, on s'en tiendra au Recès d'Emboën, & personnel ne se dispensera de concourir à ces sortes d'affaires sous peine de perdre la Charge, & autre punition arbitraire. »

La Préface de l'Ordonnance des Fermes s'exprime de même que celle du Tribunal, mais elle finit comme il suit:

« Ceci est la préface, finale, dernière & stricte instruction de Nous Ulric Comte & Seigneur en Oulstrie; Seigneurs d'Ellen, Stedendorf & Wismund, &c. par laquelle Nous entendons ne point préjudicier, mais conserver & maintenir Nôtre & nos Successeurs, Revenus & Signatures »

ANNO

1713.

Signeurs d'Orléans, &c. Les la Possession de nos Droits naturels, que nous avons reçus, sur le Peuple. Nous ordonnons donc à tous & chacun de nos Conseillers, Droffiers, Baillifs, Bourgeois-maires & Consuls des Villes, & à tous autres nos Officiers, de s'en tenir absolument à celle-ci notre Ordonnance, ne faisant rien & ne souffrant pas que l'on fasse quelque chose qui y soit contraire sous les peines portées, & sous celles d'encontre nous dégués. En foi de quoi nous avons signé la présente de notre main, & y avons mis notre Scell. Donné à Aurich dans notre Palais, le 30. Août 1691.

Outre cela il est dit par tout dans ces deux Ordonnances, que l'on appellera des Sentences du Collège au Souverain Tribunal du Prince; et qui est dit en ces termes Art. 13. de l'Ordonnance des Femmes.

« Les Femmes, leurs Consorts, Caillons & Particuliers seront sous notre spéciale protection; aussi que nous les y prenons en vertu des présentes, en sorte que personne ne soit assés hardi de les offenser ou molester de paroles ou actions, sous peine d'amendes irrémissibles ou même de prison corporelle, selon l'exigence de cas; ainsi qu'il est plus amplement exprimé dans notre Ordonnance des Femmes, déduite à Aurich le 16. Avril 1691. & afin qu'ils puissent jouir de leur Femme avec plus de sûreté & de tranquillité, & qu'ils soient ouïs & protégés dans leurs plaintes; on établit & tiendra tous les Mardi & Mercredi dans le Collège des Administrateurs une audience pour entendre & juger ce qui concerne les Impôts, Contributions, allées des Femmes & dépendances, sans autres vacances qu'aux jours destinés au Service de Dieu, en sorte que par ces justices on ordonne, procure & exécute ainsi qu'il conviendra. Mais si quelqu'un se croyoit lésé, après exécution & satisfaction donnée, il pourra s'adresser à la Chambre du Comte, ou à la Justice de la Cour.»

Il est dit encore dans cette Ordonnance, que les sentences ordonnées par le Collège, appartenant au Prince comme Souverain. C'est ce qui est exprimé en ces termes dans la première Ordonnance des Femmes de 1691. & à l'Art. 14. de celle qui fut renouvelée en 1693.

« Les Princes pendant devant ce Tribunal, soit ordonnant paroles ou actions: C'est pourquoi faisant les Art. 11. & 12. de l'Ordonnance Générale, chaque personne devant continuer simplement & l'on exprime brièvement dans les Mandemens sans y ajouter aucune clause. Ainsi quelqu'un voulant être & paraître devant ce Tribunal, & requérant à cet effet, l'aveu de cas, relativement au Mandatum, on ne lui refusa pas, & l'on accorda aisément sub pona 5. Florins d'or, dont la moitié nous appartenait & l'autre moitié à la partie opposante.»

Conclusion de ces Textes que c'est le Prince & non les Etats qui exerce l'autorité souveraine sur un Tribunal qui reçoit du Prince les Ordonnances & ses ordres; c'est donc une erreur de regarder ce Tribunal comme un Collège de Pais; Quant à l'objet, c'est un Collège du Pais, puisqu'il se mêle des Deniers Publics; mais sans aucune efficacité & formalité; c'est un Tribunal du Prince comme les autres, le Tribunal de la Cour, par exemple, est établi par le Conseil & sur l'avis des Etats, est entré dans des Deniers Publics, & juge des causes arrivées dans le Pais; en conséquence que le Tribunal de la Cour est un Collège du Pais; il en est de même du Collège des Administrateurs.

Cette autorité du Prince sur le Collège & en tout ce qui concerne les Collectes, paraît particulièrement du consentement même des Etats en 1691. & 1692. En 1691. le Comte Eusebe contrainct une Diète par l'avis des Collectes, & y fit les propositions ordinaires; mais lorsque il fallut lui donner la Réponse des Etats, ceux-ci ne se trouvant pas d'accord, & le président de terminer l'affaire par un Acte d'autorité comme Prince du Pais. On trouve cette Résolution dans l'Histoire d'Orléans Tom. II. pag. 366. la même chose est souvent arrivée. En 1692. l'autorité du Prince sur le Collège des Administrateurs se fit connaître encore plus évidemment; car étant glissé un si grand nombre d'abus dans ce Collège en si peu de temps, c'est-à-dire depuis 1660. jusqu'en 1692. que les Etats en souhaitoient la suppression, ils ont dressé une liste de ces abus, dans la Diète convoquée à Norden par le Comte

Eusebe, lui ont donné la forme d'une Résolution & ANNO l'on présentait au Comte; Voici quelle en a été la conclusion.

1713.

« AINSI le très-humble prière & le desir des Etats, est que Votre Excellence confirme gracieusement leur susdite intention de résolution susdite, & par par de Jure, en fait dresser un Acte & Résultat de la Diète, & le communique aux Etats en original ainsi du seing & des Seaux de Votre Excellence; & ce pour être joint à V. E. & à la Possession la perpétuelle & fidèle obéissance de vos fidèles Etats soussignés prêts à acquiescer volontiers de leur devoir. Fait & confirmé unanimement à la Diète de Norden le 9. Octobre 1692. En foi de quoi, &c.»

Sur quoi le Comte Eusebe publia le 30. Octobre 1692. un Résultat de la Diète, présentant exactement aux Administrateurs la manière d'exercer leurs fonctions, & particulièrement comment dressent les Comptes publics, en ces termes:

« Nous Eusebe Comte & Seigneur en Orléans, Selgneur d'Ellen & Wimmend, Sommes convenus de ceci avec ceux de la Noblesse, des Villes & du Tiers Etat de notre Comté d'Orléans assemblés formellement en Diète, après exécution faite; & quoique les Disputes de notre Pais d'Orléans se soient séparées des autres par diverses protestations. Nous voulons néanmoins, en vertu des Réces précédents, que ce qui précède soit de même valeur & effet, & considéré & reconnu comme de concertations ordinaires de tous les Etats; d'autant plus qu'il n'importe ni au Bourgeois-maire, ni à la Ville d'Emden, aussi longtemps qu'ils se tiennent séparés des Collectes généraux, de quelle manière le seing des Etats font leurs Collectes & les administrer.

C'est pourquoi nous ordonnons à un chacun de nos Seigneurs, Seigneurs, Chanceliers, Conseillers, Droffiers, Bourgeois-maires & Consuls des Villes, Tuteurs, Censeurs & Officiers de la Justice, mais surtout au Collège des Administrateurs ou Administrateurs des Collectes du Pais & leur Receveur général Adjoint, de publier d'abord nosseint Résolution, & de veiller à son exécution, s'ils veulent éviter notre disgrâce & une sévère punition. En quoi néanmoins, nous, nos Héritiers & Successeurs Comtes Régnaux & Seigneurs d'Orléans ne prétendons porter aucun préjudice à nos Droits naturels, &c. ni à nos Etats, à leurs Mandats, & surtout à leurs Privilèges, Libertés, &c.»

Ce Résultat de la Diète de Norden, qui n'a pas été mis dans le Recueil des Accords impériaux à Emden, afin qu'une si belle Ordonnance fût plus réformée du Collège, tombe dans l'oubli, & est des fondements des Plaines portées par le Prince au Trône de Sa Majesté Impériale, puisque l'on y trouve fermement défendant les abus qui se sont glissés depuis ce tems-là.

Cette Ordonnance concerne les fonctions des Administrateurs, & est insérée & confirmée Tit. 2. dans le Règlement pour le Tribunal, de l'Art. 1691. & tout le Pais est redevable à Son Altesse d'avoir fait imprimer ce Résultat de la Diète de Norden, dans son Histoire d'Orléans Tom. II. pag. 417. On peut ajouter à ce qu'on vient de dire, les Lettres des Administrateurs du 9. & 16. Juillet & du 6. Août adressées au Comte Eusebe, dans lesquelles ils avouent que la souveraine direction & la Jurisdiction, par rapport aux Collectes, appartenait au Prince, tant pour les Ordonnances que pour l'Administration. On peut lire ces Lettres dans l'Histoire d'Orléans Tom. II. Liv. 2. No. 11. & 12. De là on n'a qu'à conclure ce qu'il faut penser de ce Factum des Etats contre par tant d'Actes publics; mais avant de passer outre, il est bon de faire quelques remarques sur le Résultat de la Diète d'Emden de l'an 1660. sur lequel le Factum des Etats est particulièrement fondé; & de faire voir que les Etats d'alors n'ont jamais formé contre le Prince des prétentions aussi absurdes que celles que l'on forme aujourd'hui.

Il parait par ce Résultat de la Diète d'Emden, 1. Que ce n'est pas en extrait du Procès-verbal signé du Secrétaire, mais un très-humble avis en forme, & non simplement adressé au Prince. 2. Siende par des Députés des trois Etats. 3. Envoyé au Prince par des Députés. 4. Délivré dans la Chancellerie au Chancelier & aux Conseillers assemblés. 5. Que la nomination d'un nouveau Receveur général Reinhold Keisers & d'un Secrétaire Gerard Gordon, est couchée la première dans le Chap. 2. Art. 27. de cette Résolution, & au Chap. 3. Art. 22. & 23. où l'on en demande la confirmation.

**ANNO
1713.**

firmation & l'approbation du Prince, comme de ce qui précède. Enfin, si cette Résolution est terminée par le clergé, les autres ne sont que des vœux. Votre Excellence sçait bien d'ailleurs, aux dépens de nos vies, de nos biens & de notre sang, ainsi que nous y sommes obligés. Ces six Articles prouvent l'insuffisance de la conduite des Etats précédents à l'égard du Prince, puisqu'ils ajoutent trois articles directement contre le contenu de ces six points de la Déclaration d'Embrén, qui est le principal fondement de leurs privilèges tant autres. Quant aux quatre premiers points, ils sont entrés avec la dernière approbation de la part de la suite de la Duchesse Christine-Caroline; alors quoi que le Prince leur eût décliné ses propositions signées de sa main, ils ont fait remettre au Chancelier du Prince leur Résolution en forme d'extrait du Protocole signé par le Secrétaire. A l'égard du cinquième Article, ils n'ont tenu jusqu'au point de ne plus faire mention au Prince de la nomination d'un Receveur général, ni de celle d'un Secrétaire, & ils en remplissent les places de leur autorité privée. Une seule expérience nous apprendra ce qui arrivera du dit sixième Article.

R E P O N S E A U §. III.

Les Etats seroient-ils capables de l'Accord entier de 1607, avec toutes les circonstances qui y ont quelque rapport; & un Lecteur prudent pourroit en juger; on peut le trouver dans l'Histoire d'Outtrise Tom. II. pag. 341. *cf. sup.* Les remarques qu'on y a jointes contiennent une relation historique & véritable de ce qui s'est passé à cet égard; ce que le Fédéral des Etats en dira, fait voir qu'ils ne furent ce qu'ils devroient, puisqu'ils n'ont pu être cités dans les Administrations tout renvoyés à leurs instructions, & au Résultat de la Diète de 1606.

Voilà ce qu'on peut appeler se battre contre son ombre, car Son Altesse ne demande autre chose sinon que les Administrateurs se consolent dans l'Administration des Deniers Publics, par leurs instructions. Il ne prétend point d'ordonner de Collecte sans le concours & l'avis des Etats; mais en quel endroit de cet Accord de 1607, trouvera-t-on ce que porte le titre du Fédéral des Etats, que les Etats d'Outtrise aient la liberté & le pouvoir de conférer, lever & employer, à l'exécution du Prince, les Contributions, Taxes & autres Deniers Publics. Ce sont de pures pétitions de principe, dont le Fédéral fourmille; Conviendrait-il le contentement des Subsidés dépend des Etats, mais où est-il dit que le Prince ne peut s'en passer? Le contraire est démontré.

R E P O N S E A U §. IV.

Peut-on voir un argument plus faible? On a déjà prouvé ci-dessus qu'on ne peut tirer de conséquence de ce que l'Inspecteur ou Commissaire du Prince n'a pas de l'insuffisance, & l'Inspection en présence du Commissaire, signifie sans doute que ce Commissaire n'utilisera pas comme une fausse monnaie & sans rien faire, puisqu'il suivra la Lettre des Ordonnances avant l'an 1606, l'Inspection sur les Collectes & la réception des Comptes appartenant au Prince; or ces Ordonnances n'ont pas été annulées dans le Recès de la Diète d'Embrén, & n'ont pu l'être sans le consentement du Prince.

Il est notoirement faux que les Etats du Pais aient fécul, de temps immémorial, reçu, examiné & quitté les Comptes, par leurs Députés, & le contraire peut se prouver par l'examen des Comptes même, dont on peut trouver plusieurs dans le Collège des Administrateurs, en cas qu'on ne les ait pas eus. Ce qui est arrivé dans les derniers temps, n'étoit fondé que sur la force & l'insuffisance, & le Prince a toujours procédé au contraire; & quand cette conduite auroit duré encore plus longtemps, elle ne pourroit préjudicier au Droit qui appartient au Prince & qu'il a obtenu en Chancellerie par les Décrets Impériaux de 1590, 1593, & 1597. Enfin l'Administration privée des Deniers Publics est expressément défendue à tous Etats dans la Constitution de l'Élection de l'Empereur; & toutes les Ordonnances précédentes de l'Empereur dans les affaires d'Outtrise sont confirmées dans les fameux Accords, & dans les Décrets Impériaux.

R E P O N S E A U §. V.

Les Etats tentent tout d'un coup ici de 1606 & 1607 à 1618 & 1619, & 1620, & 1621, & 1622, & 1623, & 1624, & 1625, & 1626, & 1627, & 1628, & 1629, & 1630, & 1631, & 1632, & 1633, & 1634, & 1635, & 1636, & 1637, & 1638, & 1639, & 1640, & 1641, & 1642, & 1643, & 1644, & 1645, & 1646, & 1647, & 1648, & 1649, & 1650, & 1651, & 1652, & 1653, & 1654, & 1655, & 1656, & 1657, & 1658, & 1659, & 1660, & 1661, & 1662, & 1663, & 1664, & 1665, & 1666, & 1667, & 1668, & 1669, & 1670, & 1671, & 1672, & 1673, & 1674, & 1675, & 1676, & 1677, & 1678, & 1679, & 1680, & 1681, & 1682, & 1683, & 1684, & 1685, & 1686, & 1687, & 1688, & 1689, & 1690, & 1691, & 1692, & 1693, & 1694, & 1695, & 1696, & 1697, & 1698, & 1699, & 1700, & 1701, & 1702, & 1703, & 1704, & 1705, & 1706, & 1707, & 1708, & 1709, & 1710, & 1711, & 1712, & 1713.

Après tout, il faut remarquer ici que si les Etats avoient voulu témoigner dans leur Fédéral le moindre amour pour la justice ou pour la vérité, ils auroient rapporté ce que le Comte Esau de septembrin en 1618, lorsque ces choses faisoient; de cette manière on eût pu voir la véritable nature de la chose, & combien d'ailleurs les Administrateurs avoient péché contre leurs instructions, en sorte que les Députés des Etats décussent dans leurs Résolutions, qu'ils trouvoient justes, & bien fondées les Grâces du Comte Esau, ainsi qu'on le peut lire simplement dans le Registre des Accords des Etats, dans le Chapitre du Collège des Administrateurs, du Recès de la Diète d'Embrén de l'an 1606, pag. 31. *cf. sup.* Nous nous y reportons pour ne pas être trop longs.

R E P O N S E A U §. VI.

Le Texte parle de Contributions consenties dans les formes, mais les Etats ont-ils l'inspection *confessée* dans les formes; de quelque manière qu'on l'entende, cela est exprimé ainsi dans les Décrets Impériaux de 1590, 1593, & 1597. Hela! qui l'a jamais dit aux Etats, il s'agit des contentements qui ne sont pas dans les formes, & de l'emploi qui n'est pas dans les formes: Voilà ce qu'on se mêle d'enseigner la tenture & les robes, on trouve cette même confusion dans les §. suivants.

R E P O N S E A U §. VII.

La réfraction de ce Paragraphe est une suite de ce qui précède. Son Altesse Serénissime ne demande pas que l'Administration soit faite au Collège, mais elle prétend qu'elle est faite dans les formes, comme le portent les Ordonnances. Et c'est ainsi ce qu'exige le Comte Rodolphe Chrétien dans ses Remarques sur l'Art. 7. Article:

« *Qu'il les Deniers Publics devroient être effectivement administrés dans ou dehors Embrén par un Collège, à quoi le Comte Esau, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne se sont jamais opposés. Mais que les Députés du Collège entreprennent d'interpréter leurs instructions, puisque sans le consentement, ou pour mieux dire, contre les Résolutions de leurs Commisaires, ils employoient la Garaison d'Embrén hors des portes de la Ville pour s'emparer des Finances appartenantes à Son Excellence; ce qu'Elle ne pouvoit ni souffrir, ni approuver; mais Elle ne prétendoit pas disposer aux Etats le Droit de mettre ordre à l'Administration de leur bien & de leur sang, d'une manière convenable avec le concours, le consentement & l'approbation du Prince, ainsi qu'il est porté dans les Accords & Recès des Diètes. Si Son Excellence vouloit prescrire des Loix aux Etats sur ce sujet contre les Règlements & le Comte Esau, on appelleroit cela une tyrannie; mais lorsque leurs propres Ministres, les Administrateurs eux-mêmes le font, on nomme cela liberté & adieu possible. Le Collège des Administrateurs n'a ni pouvoir, ni autorité de diriger l'Administration des Deniers Publics au delà de ce qu'il est combiné chaque fois, & de ce que leur permettent les Etats; en quoi ni le Comte Esau, ni le Comte Rodolphe Chrétien ne leur ont jamais causé le moindre empêchement.* »

De là on peut juger si les Etats trouvent quelques preuves de leurs prétentions dans les Actes de réus. Il faut seulement remarquer que les Administrateurs comme les Etats leurs Commisaires, c'est pour avertir que les Etats nomment les Administrateurs & les présentent au Prince ad *enfermationem* & pour concourir à la reddition des Comptes du Pais en bonnes formes; car nous avons prouvé ci-dessus au répondant au §. II. que la

Prince

ANNO
1723.

Prince est proprement celui dont les Administrateurs tiennent leurs fonctions & qui les établit, & par conséquent qu'ils s'ont proprement d'autre Principal ou Constituant que lui. Au reste nous prions tout lecteur qui s'ine la vérité, de lire dans l'Histoire d'Oultre-Tome II. pag. 474. *cf. sup.* les Actes des années 1618 jusqu'à 1620, passés sous le Comte Ennon, & pag. 475. *cf. sup.* les Actes passés sous le Comte Romaine Chretien, & les Etats en état, on est persuadé qu'il sera surpris de la conduite extravagante de la Ville d'Embray, & que de telles entreprises des Sujets contre leur Seigneur sont restées impuissantes. En vérité c'est par un effet particulier de la Providence, que dans toutes les Révolutions des Etats, on a toujours respecté les Accords précédents & les Decrets Importans qui sont maintenant *raisonneurs* fautes, quoique *raisonneurs* prouvent les excès, troubles & oppositions des Etats, & l'abus des Administrateurs, fussent restés impuissantes; ce qui a rendu ces Gens si insolens, qu'ils ont considéré leur Prince, les Decrets Importans & les Accords même comme choses sans vigueur & sans force, ainsi qu'on le fera voir ci-après. Il est étonnant que les Etats osent alléguer l'insouciance des Femmes de 1691, & qu'ils en fassent un prétexte pour se dispenser de leur serment inébranlable en faveur du Prince, sans raporter aux Collèges comme nous l'avons fait voir ci-dessus. Ce que l'on rapporte dans le Factum par rapport aux Ministres du Prince, qu'ils ne peuvent se mêler en aucune manière des affaires des Femmes & Commissions, est fait rien à la question; il est raisonnable que dans un Etat, chaque Ministre reste dans les bornes des fonctions de sa Charge pour éviter toute confusion. Les Ministres du Prince ont chacun leur Emploi: savoir l'Administration de la Justice & de la Police chacun dans son ressort; les Administrateurs ont aussi leurs fonctions à part, ils ne doivent point troubler les autres dans leurs charges, & il est juste que ceux qui respectivement laissent ceux-ci en liberté: chacun doit porter son fardeau. Penons au contraire de li ce que l'on trouve dans le titre du Factum des Etats. Il a été formé un Ordre au Collège des Administrateurs particulièrement dans les Révolutions des Dîmes de 1613 & 1620, de ne se point mêler des affaires qui ne concernent point leur Administration. Comme le Prince juge qu'il est raisonnable que ses Ministres s'abstiennent de l'Administration des Dîmes Publiques, de même il est en Droit de leur laisser la possession des instructions des Administrateurs, d'autant plus qu'il est démontré ci-dessus, qu'ils ne tiennent leur Charge de personne que du Prince, ainsi que les Ministres du Prince, & qu'ils sont, en qualité de ses Sujets, soumis à sa Jurisdiction. Ainsi en bonne Justice les Administrateurs sont égaux à ces deux sur Ministres, & ils doivent reconnaître tous respectivement qu'ils dépendent également du Prince; c'est sur ce pied que le Comte d'Uxelles a traité cette affaire dans les Actes de la Ville de 1613, que l'on trouve dans l'Histoire d'Oultre-Tome II. Liv. 3. No. 41. *cf. sup.* Sur tout dans la Remontrance adressée aux Etats en Septembre 1691 ou il leur représente bien clairement les Droits comme leurs prérogatives. Cette Remontrance n'indique ici trop de place, mais un court extrait y sera nécessaire, & les Sommaires de chaque Article nous en donneront lieu.

- § I. La Révolution des Etats sur les affaires publiques, n'est qu'une simple proposition.
- § II. Le Roi s'est réservé au Prince.
- § III. Aussi bien que de dresser le Rôle des Taxes.
- § IV. Les Bénéfices du Prince sont exempts des Taxes.
- § V. Il ne convient pas que le Prince contribue à payer les Dîmes publiques.
- § VI. Les Taxes du Prince ont toujours été exemptes d'Impôts, autrement il seroit pour lui-même un Administrateur dans le Collège.
- § VII. Les Bénéfices de la Chambre des Etats de l'Empire sont exemptes des Taxes de l'Empire & de la Cécile.
- § VIII. Il ne convient pas que les Taxes de Prince contribuent au paiement des Troupes de Hainaut & de la Fais, puisqu'elles n'ont pas contribué pour celles de l'Empereur, &c.

Comme les points spécifiés dans cette Remontrance sont clairement démontrés, les Etats n'ont eu garde d'en faire mention dans leur Factum.

RÉPONSE AU §. VIII.

Quel plausible argument que celui que l'on tire ici

des Révolutions des Etats! Il est dit expressément Art. 1. de la Révolution, que quant à l'Administration des Dîmes Publiques, on s'en tiendrait au *Convention* & *Accords*, les Art. 4. & 5. en portent la même chose.

A l'égard des Conventions & Accords, les Decrets Importans, les Révolutions & Actes des Dîmes de 1590, 1593, 1597, & 1599, tiennent le premier rang, & servent à expliquer les autres; c'est ce que l'on a déjà prouvé. Tous de même dans la Révolution des Etats prise en 1620, sur la Convention de la Haye, dans la Chapelle des Gueux du Prince contre les Administrateurs des Dîmes Publiques, les Etats, &c. On s'en rapporte aux explications tirées des Decrets Importans, & l'on en a rapporté les propres termes ci-dessus en refusant le titre du Factum des Etats.

Quant à ce qui concerne la Révolution du Rôle des Taxes c'est une chose assez claire, quant aux Ministres du Prince & à leurs fonctions, elles s'étendent à rendre la Justice des leurs Dilectés, comme il a été prouvé ci-dessus; mais ce n'est pas la même chose que que la Prince donne au notre esprit, ou une Commission particulière à un Ministre, ou à quelque autre de ses Confidens, ainsi qu'il le suppose à propos, pour être en état de rendre la Justice, & de rendre la Justice des Femmes de l'ou 1621, ou les Révolutions alléguées des Etats ne parlent point des premières, mais bien des dernières, comme on l'a déjà prouvé. Les Decrets & Actes si souvent cités de 1590, 1593, 1597, & 1599, puis à la lettre donnée au Prince le Droit dans le dressement & la rédaction des Rôles des Taxes, ce qui n'est nullement nul. Le Baron de Lander dit expressément au Chap. 3. §. 11. de la Distinction de Castellan: *Ne fuit ad hoc in Principum Imperii Territoria servare, ut dicitur resignant collationem suam, ita tamen ut Principi internum sit, modo curandi infirmitas, iure se fassent, & dicitur §. 11. iniquitate corrigere §. 11. reddere: Ad. Mem. part. 3. Liv. 126.* Ce qui est d'autant plus évident en Oultre, que l'on s'y envoie que des plaintes par rapport aux Impôts; & que l'Empereur du Prince dans le Collège des Administrateurs ayant inspection sur tout ce qui s'y passe, on ne peut lui ôter l'intendance & l'inspection dans la Revision, les changements & la correction des Rôles des Taxes. Ce que Sa Majesté Impériale a bien expressément dans son Decret du 11. Juillet 1723.

RÉPONSE AU §. IX.

Les Etats ne seroient-ils pas bien mieux de passer leur temps et que fissent leurs Fêtes après la mort du Prince George Chretien, lorsque la Douairine fit deux après la mort de son Epoux accoucha d'un Prince, l'un de Son Altesse Sérénissime Reçue. Comment peut-on se justifier d'avoir tenu, par le moyen des Palais étrangères, de soumettre les Decrets les plus équitables de l'Empereur des années 1666 & 1667, que l'on peut lire dans le Tome II de l'Hist. d'Oultre pag. 499. *cf. sup.* les moyens honnêtes qui ont été employés pour cet effet dans le Protocole des Députés de 1667, & 1668, & *Altema*, Agent de ces Etats, les a fait imprimer à la honte & au préjudice des Etats; c'est ce qui se trouve répété dans l'Histoire d'Oultre Tome II. pag. 491. pour l'espérer aux yeux de tout le Monde. Il est étonnant que les Etats d'Oultre osent en appeler à de pareils Actes, dans lesquels ils se font opérer d'une manière si scandaleuse aux Decrets de l'Empereur, dont ils ont mérité la disgrâce comme violeurs de la haute Jurisdiction de l'Empire. Après tout, quel avantage peuvent-ils en tirer! Dans l'Article I. de la Révolution des Etats on trouve que la demande des Etats a été rejetée. Dans les autres Révolutions on s'en tient au précédent Accord. Pourquoi donc faire tant de bruit de choses qui ne sont pas? ou sont les Decrets de 1590, 1593, 1597, & 1599, annulés. *Lib. Rhodan. lre Julian.*

RÉPONSE AU §. X.

Les Etats devaient tout de même ne pas faire mention des plaintes de la Requête en 1673 & de ce qui s'en est fait. Ce sont des preuves palpables des desordres des Etats & de la mauvaise occasion qu'il a jeté le Pais dans un état si déplorable. Si la Commission établie en 1673 n'a pas eu de suite, il faut s'en prendre sur leurs conjonctures d'elles, & ce qui ne porte aucun préjudice *raisonneurs* fautes, aux Droits du Prince.

ANNO
1723.

ANNO Prince. Souvent la chose la plus juste doit souffrir des conjonctures utiles, & être appliquée pendant un temps. Mr. Héro Barchard Baron de Godes, qui étoit alors premier Conseiller Privé du Prince, quoiqu'il fût un des principaux Membres des Etats, égaré les plaintes de la Reine, & avoua l'injustice procédée des Etats, comme il en fit mention dans les Actes. Quasi à l'Accord de 1598 les choses y furent toujours jointes, par rapport aux Collectes sur la même pied où elles étoient, savoir que le Prince ne pouvoit s'aroger à lui seul le Droit des Collectes, sans la concurrence des Etats. Ceci est-il contre le Prince? Son Altesse prétend-elle agir à cet égard autrement que d'une manière convenable avec le Conseil & le concours des Etats? Mais pourquoi les Etats n'ont-ils produit rien que quelques-uns de l'Accord qu'ils avoient été à leur avantage? On peut le confondre sans entrer dans l'Histoire d'Oultre-Tome II, pag. 970. & *fin.* sur tout les Articles 1. & 5.

Qu'avoient fait les Etats s'ils avoient agi en conformité de cet Article? Mais comment ont-ils observé l'obligation de ne s'allier avec aucune Puissance étrangère sans le consentement du Prince, comment le fous-ils acquiescé de ce serment prêté par le serment de l'Hommage; comment cet Accord peut-il subsister avec des Conventions secrètes faites, contre toutes les Loix de l'Empire, avec des Puissances étrangères; comment peuvent-ils en appeler à une Convention qu'ils ont violée presque à même moment qu'ils l'ont conclue?

Mais nousobstant ces Remarques, où trouve-t-on dans toute cette Convention la moindre chose d'où l'on puisse tirer ce qui est dans le titre du Faictum? Où trouve-t-on que, lorsque une Convention consiste en plusieurs Articles, on ne les doive pas séparer les uns des autres; l'Art. V. oblige les Etats à faire le contenu des Loix du Pais, d'être fidèles, bien intentionnés & obéissants au Gouvernement. Toutes les Ordonnances, par rapport aux Collectes, font partie de ces Loix du Pais; l'insubordination dans les Collectes y est attribuée au Prince; lui est fondement, ce qui est dans l'Art. 3. de la Convention par rapport aux Deniers Publics, est incontestable, & signifie que les Etats & les Administrateurs se conduisent sur cette règle par rapport aux Collectes, puisqu'un accord du Pais n'est annulé dans cette Convention, & que la Reine n'avoit pas le Droit de les annuler; C'est pourquoi, tous que les précédents Decrets Importants & les Résolutions publiques la *Contradictio* ne seroit pas annulée, ils serviroient à expliquer cette Convention, & en conséquence que la Reine ne se mêlât pas des Deniers Publics, ainsi qu'il est réglé dans les précédents Decrets Importants. Les Con-1 uents précédents contre cette Convention une Supplique à Sa Majesté Impériale de son *trés-chrétien* Domine papale Princeps *quoniam* *jurisdictionis*. C'est pourquoi lorsqu'en 1599, la Trêve expira, les Etats ne purent obtenir que cette Convention fût mise au nombre des Accords du Pais, & elle ne fut pas comprise dans les Réverses de l'Installation lorsque le nouveau Prince prit la Reine en main, ni dans le Formulaire de l'Hommage confirmé par Sa Majesté Impériale, ainsi qu'on peut le voir dans le Tome II. de l'Histoire d'Oultre-Tome pag. 1073. & 1074. avec les Remarques y jointes. Nous passons sous silence les autres circonstances de cette Convention.

REPONSE AU §. XI.

Il est vrai que Sa Majesté Impériale a confirmé la Convention dont on parle dans ce §., mais on fait que la confirmation d'une Convention ne change rien à la Convention même, & ne lui donne aucun autre Droit que celui qu'elle contenoit; mais les Etats avoient beaucoup mieux fait de ne point parler du Rescript Impérial du 15. Juin 1684. car ce Rescript leur fait honte, puisque jusqu'à présent, bien loin de favoriser le départ des Troupes étrangères, les uns ont retenu, & ont dépensé tant de millions pour leur subsistance au préjudice irréparable du Pais; il y en a un second de la même date où il y est défendu aux Etats de se servir en aucune manière des Troupes étrangères, ainsi qu'on peut le voir dans l'Histoire d'Oultre-Tome II, pag. 1005. & *fin.* mais les Etats n'en ont pas fait mention, ainsi ils étoient convaincus de leur injuste procédé. Ce Rescript Impérial est expressément que l'on n'entend

TOM. VIII. PART. II.

autre chose sous que la Turbie ne fût rien privativement dans ce qui regarde les Collectes, & sans en statuer dans la Diète avec les Etats, & ne s'arroger pas l'Administration des deniers publics à l'exclusion des Administrateurs. Ce qui manque le mot *propre autorité*. Les Decrets Impériaux & Résolutions de 1580, 1590, 1595, 1597-1600 confirment dans ce Rescript avec les Accords du Pais dans les sons la principale partie.

REPONSE AU §. XII.

Comment arrive-t-il tel que les Etats d'Oultre-Tome appellent aux Loix de l'Empire qu'ils ne veulent pas entièrement reconnaître? mais ils sont méchamment en citation, 1. c'est un abus que les Loix de l'Empire ne sont repus qu'avec la réserve des Papes, Conventions & Privilèges passés avec les Etats, c'est ce qu'avancent les Etats, mais il est certain que plusieurs Loix de l'Empire portent expressément la clause consistant toutes Conventions & Loix du Pais; ainsi que l'on peut voir dans le Traité de Monsieur Hago de *Stans Regnum Germanicum*, Chap. 3. §. 21. & dans Henricus de *Supremacie Territorialis* §. 16. Du caractère de ces Loix sont les Constitutions générales de l'Empire, où une seule confirmée pour toutes parts, que les Suets & Etats médiats de l'Empire ne maintiennent pas les Deniers Publics à l'exclusion du Prince; & il parait par les Actes de l'Empire, que plusieurs Electeurs & autres Princes porteroient des plaintes lorsque l'on dressa la Capitulation de l'Élection de l'Empereur Léopold, de ce que les Etats de leurs Pais s'arrogeaient plus d'autorité qu'ils ne leur avoient dans le mouvement des Deniers Publics; c'est pourquoi dans les Art. 7., 8., & 9. de cette Capitulation, il est ordonné généralement & sans exception que de telles prétentions feroient une fois portées entièrement abolies; Loi qui n'est pas moins valide en Oultre qu'ailleurs, & à moins qu'il n'y ait quelque empêchement légitime, pourquoi Son Altesse le Prince d'Oultre, ne profiterait-elle pas de cette Ordonnance comme les autres, puisque dès le tems du Charles-Quint, il est marqué, en substance dans toutes les Capitulations, comme il est répété dans l'Art. 3. de celle de l'Empereur Joseph, & dans le 17. de l'Empereur Charles, que Sa Majesté Impériale ne souffrira pas & ne veut pas permettre que les Etats du Pais s'attribuent privativement & à l'exclusion du Prince, la disposition, la recette, l'emploi & les Comptes des Deniers Publics. Le Conseiller privé Rhodius considère cette Ordonnance comme une Constitution générale de l'Empire à laquelle on ne peut opposer aucune exception, comme il s'en exprime lui-même. *Jura Publ. Lib. 2. Tit. 2. §. 6. Tenentur Subditi Domini Terrarum ad Collectas; & ubi Status Provincialis fuit ne velint inter se Jurisdictionem Collectarum habere* (puisque cela est annulé dans la Capitulation de l'Empire) *id est habere insubstantiam, ne colligant Domini, & ubi nec conventus fuit Domini necesse estiam Collectarum insubstantiam valere §. 3. Cap. Leg. Publ.* Ne pas permettre que les Etats, etc. *sunt fuisse Jurisdictionem insubstantiam aut Domini eis arbitrio coherere velint, Art. 7. ad Cap. Leg. Publ. Juridici, &c.* & dans son Commentaire au *Jus Fundi Lib. 1. Tit. 1. §. 1* exprime d'une manière très-remarquable comment cela doit s'appliquer à l'Oultre-Tome.

*Quoniam idem autem Juris superioritatis Territorialis Provincie, Status & Subditi communitas est, ut ipsi Status injuncti de quibusdam rebus deliberant, non erogant, unde minor publicis necessitatibus intervenit Colligat inter se insubstantiam velint. Jura quippe ea superioritatis sunt, quoniam illi non participant, sed ad ea coherere in rationem saltem coherere, propriis §. 3. Cap. Leg. Publ. velint. Si dans ce cas & autres semblables on veut dire que les Etats médiats de l'Empire ont la participation & le consentement du Prince. *Quibus omnibus tamen concessit Pactus cum Statibus & Subditi hanc derogationem crediderunt, sed prout eodem Instrumento Pactus, & hinc illi Capitulatione confirmata prestatuimus, ut illi abstant illis, fuisse semper fortissimum. Sed si generalis sit cum illis Pactus factus, v. g. que le Prince venait dans l'Art. & le consentement de ses fidèles Etats ne leur ennuierait ou flatter, dans quelque affaire importante d'où dépend le bien & la prospérité du Pais, & Status vel Subditi fuit in rebus per Constitutiones Imperii Principibus aut Statibus speciatim vel solis illis insubstantiam, v. g. ne videtur amplius salutaris Afflictus Camera, aut alia omnia et Domini, sed Subditi**

Z

Collectis

ANNO me Decret dit expressement, que les Etats sont obligés, de ne préjudicier en aucune manière, suivant les Concordats, à leur Prince ni à son Droit, Dignité & Règles, bien au contraire de le maintenir & défendre comme de fidèles sujets contre qui ce se fait : ainsi on peut conclure que ces Droits du Prince sont confirmés & propres termes dans ce Decret.

1723.

REPOSE AU § XIII.

L'auteur que les Etats tiennent de la Révolution Impériale de 1691, est entièrement faux; ce qu'on a dit ici-dessus, le prouve suffisamment, & tout Lecteur judicieux en jugera par lui-même, s'il veut bien prendre la peine de lire cette Révolution entière dans l'Histoire d'Oudinot Tome II. pag. 1029. & savoir, sur tout ce qui concerne les Grèfs 1. 2. 3. & 4. du Prince, débiter que cette Révolution Impériale ayant été suivie aux Etats en 1692, ils firent entendre dans leur réponse, que ces Decrets porteroient tous coups jusqu'au cœur d'Oudinot, ainsi qu'on peut voir dans l'Histoire d'Oudinot Tome II. pag. 1036. où l'on trouve aussi la réponse à de pareils procédés. Au reste on regardo comme un avantage que les Etats aient allégué, dans leur Faillon, le Decret Impérial de 1693, & la Révolution de 1691, pour aucune raison, certainement sans l'obligation, où ils sont, sans cela, d'y obéir; mais cela prouve qu'ils ont d'ailleurs moins de raison de se plaindre des Decrets Impériaux postérieurs, où l'on ne trouve rien que ce qui a été si souvent confirmé dans tous les Decrets & Révolutions Impériales, & dont l'exécution n'a été empêchée que par de faibles conjonctures.

REPOSE AU § XIV.

Toujours la même chose! tous les Decrets Impériaux eussent-ils été les Révolutions de 1589, 1590, 1593, 1597, ont été confirmés dans l'Accord d'Alsace, de quelles autres preuves a-t-on besoin? si l'on veut s'en tenir à ces fondemens du Gouvernement d'Oudinot, tous différens en effet: Son Altesse Serénissime ne demande rien d'autre. Les Etats en se montrant dans leur Faillon que jusqu'à l'an 1606, pour trouver les fondemens du Gouvernement d'Oudinot, & passant sous silence tous les Decrets Impériaux saufs-remains rendus en Contrainte, se font trop découvrir, & ont fait connaître qu'ils ne des véritables fondemens du Gouvernement d'Oudinot que l'obligation, où ils sont, de lui obéir, & d'accepter les véritables Gaiements qui servent de base aux liens de l'obéissance & de la soumission.

REPOSE AU § XV.

Cette Réponse est toute naturelle. Tous les précédents Decrets Impériaux, les Règles d'extinction, & les Révolutions de l'Homage, repétés dans le formulaire de Serment des Ministres, & renouvelés pour la dernière fois dans l'Accord d'Amiens de 1699, s'est pourquoi il est cité dans toutes les pages. Mais que peut-on s'attendre à leur avantage? dans les Exhibés du Prince, Son Altesse Serénissime ne demande point que la justice libère des Etats en ce qui concerne les Collets soit limitée, mais seulement que l'on mette ordre aux detractions pour qui confie la robe du Pais, dont les Habitans se plaignent depuis longtemps, & même conformément aux Considérations des Etats de l'an 1622, qui se trouvent dans le Résultat de la Diète.

REPOSE AU § XVI. & dernier.

Ce §, contient les conséquences que les Etats tirent des précédents; mais comme tous ce qui précède est faux, inexact, & dénué de preuves, ainsi le fondement de ce grand édifice croule de lui-même. Et l'on peut dire avec raison de ce Faillon des Etats ce que le Chancelier Stammer dit dans la Préface de son Traité sur la Libre d'Appel à l'Episcopat de Reims: *Imper. Ter impudenter Leges Constitutionesque collationes, ut perjuris eorum Interpretationes repertes, per illi pagina exponitur.*

Notre conclusion sur ce sujet reste dans tout son entier, fondée qu'elle est sur les Constitutions du

TOM. VIII, PART. II.

Pais, sur les preuves incontestables que nous avons alléguées, & sur les précédents Decrets Impériaux, & savoir que si le renforcement des Impôts & Contributions, ni leur levée, ni leur emploi, ne peut se faire à l'exclusion du Prince. Rien n'est plus ridicule que ce qu'on avance, que la Maison Requirante aurait approuvé l'Administration arbitraire des Etats. L'Etat tout qui les choses se trouvent, les malheurs & les calamités qui en sont provenues, en disent plus que nous ne pourrions le faire. Que droit on prendrait Père de famille, si l'on tentait, qui aurait prodigé les biens, & volé de lui rendre compte, pour présenter que l'Administration n'aurait donné lieu à aucun dommage. Les gentilshommes & les plébeins du Peuple ne font que trop connaître comment l'Oudinot a été confiée au milieu de cette confusion; car enfin peut-on nommer transgression, la ruine & le dénuement que l'on trouve dans toutes les Parties du Gouvernement, soit par l'Etat, soit par les Parties du Gouvernement, & même que l'on peut devant Dieu & en conscience pointer de la part de l'Oudinot les plaintes les plus amères, & de voir plus que l'Etat public est en vérité & à son déclin. Il est vrai, chaque Pais en l'Etat a ses Constitutions particulières, & même elles diffèrent entre elles; mais quelle conséquence les Etats tirent-elles de cette Remarque? Son Altesse demande à elle-même chose que de justice de la Jurisdiction Solo civile tirant l'Ordre établi entre elle & les Etats, & faisant les Loix d'Oudinot? Mais comment peut-on se faire nommer les Etats du Pais, comme observé jusqu'à présent en ordre & avec Jurisdiction? Il faut être bien rétrograde pour aller centenaire par des Remarques aussi indiquées le Decret Impérial de 15 Août 1721, ainsi qu'on le trouve à la fin de l'Etat; c'est à quel l'on ne dit pas répondre: le contenu de pareils Decrets se défend de soi-même contre de si faibles attaques.

Tout Lecteur judicieux pourra juger du Faillon des Etats, après ce que nous venons d'en dire; il pourra ainsi en conclure ce qu'on peut passer des Privileges Incommensurables des Etats d'Oudinot, les Tristes peuples depuis peu à Embden par cette manière prouvant assez combien folles & inutiles les fondemens.

Extrait de la Lettre de Sa Majesté Impériale, à 1724.
Sa Majesté le Roi de POLOGNE, Electeur de SAXE, de même qu'à Son Altesse Serénissime le Duc de BRUNSWIC-LUNEBOURG; en Date de Vienne le 10. Août 1724.

CHARLES, &c.

X. Mais sur tout ce sera un des moyens les plus efficaces pour repeler les dangereuses entreprises des incommensurables, si, en leur droit la levée & l'Administration des Taxes, & de tout autre Argent du Pais, on ne leur permet point de convenances, si on ne les appelle aux affaires des Diètes ou de la Commission, & si pour cette fin on choisit en leur place, certains autres Personnes, à une Diète, d'autres Députés Administrateurs du nombre de ceux des Etats, qui par leur fidélité nous reconnoissent pour le Chef & le Juge suprême de l'Empire, & qui témoignent par là leur amour, fidélité & zèle pour le bien & la tranquillité publique; lesquels on chargera provisoirement de toutes les fonctions des Députés ordinaires & Administrateurs, ordonnés aux Offices Subalternes de leur obéir, & défendant sévèrement qu'aucun ne paye à l'avenir rien de l'Argent du Pais sans leurs Députés & Administrateurs, ou en établissant d'autres & on le jure à propos, qui doivent jouir de notre protection Impériale; & en ce cas le College de ces nouveaux Députés & Administrateurs doit être établi dans une autre Ville libre, & non point à Embden, qui est l'endroit où les Récidifs forment leurs mauvais projets, &c.

Allé de Soumission des Administrateurs qui ont été depuis leurs Charges. 1725.

12. Fev.

Aux Commisaires Subalternes, de Sa Majesté le Roi de POLOGNE, Electeur de SAXE, & de Son Altesse Serénissime le Duc de BRUNSWIC-LUNEBOURG, comme par Sa Majesté Impériale

Z a

ANNO

perioda per regior les differens en OOST-

FRANSE.

1725.

EXCELLENS SEIGNEURS.

Nous désirons respectueusement par les présentes à Vos Excellences, que suivans notre devoir nous ne nous néglions point aux Intérêts de Sa Majesté Impériale dans les différends d'Ostfrise, mais que nous attendions quelle fin Dieu & Sa Majesté Impériale mettroit à ces affaires, ne doutant pas que Sa Majesté Impériale suivant la Justice naturelle, après les assurances gratuites qui nous ont été données, ne nous maintenue dans l'entière, pleine & paisible jouissance des Privilèges anciens & Libres, conformes aux Accords.

C'est pourquoi nous nous adressons encore humblement à Vos Excellences, les supplians d'enregistrer notre présente soumission, & en conséquence de supprimer le Règlement provisionnel fait par rapport à notre Collège, en sorte que ledit Collège continue à subsister de la manière qu'il a été établi, & que les Patentes soient publiées dans le Pais, dans toute confiance nous sommes avec toute sorte de considération,

EXCELLENS SEIGNEURS,

Vos très-obéissans,

Les Députés ordinaires &
Administrateurs du Collège
d'Ostfrise.

parant nomme

A. B. VON APPEL.

J. BLUDE.

GOOF IRELING VON RENDEN.

Embolden in Collegio Provinciali 12. Febr. 1725.

A la Commission subdéléguée de l'Empereur.

12. FEV. *Extrait du Registre des Résolutions de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, sur les différends dans le Pais d'OOSTFRISE, & les Décrets Impériaux émanés de ce sujet, de même que sur la Commission, & l'exécution décrétées. Jours 12. Février 1725.*

Où le rapport des Sieurs Singendonck & autres Députés de Leurs Hautes Puissances pour les affaires d'Ostfrise, lesquels en conformité & pour satisfaire à leurs Résolutions Commissionnelles du 12. du palé & 20. du courant, ont examinés les Mémoires présentés par le Sr. Becker, Militaire & Conseiller de la Régence de Son Altesse le Prince d'Ostfrise, par lesquels il demande que Leurs Hautes Puissances veuillent à l'avenir au plus tôt accorder, pour les raisons y alleguées, le Bourgemaître & Magistrat d'Embolden, de même que les Administrateurs congedés de la Caïlle publique, qui se tiennent dans ledite Ville, mais de les renvoyer & de leur recommander la soumission à Sa Majesté Impériale & à leur Prince légitime, comme ledit Sr. Becker a représenté plus amplement dans lesdits Mémoires, & sur tout dans le dernier, où en même temps il a fait part à Leurs Hautes Puissances de son dessein de retourner en Ostfrise en prenant congé d'elles. Surquoi ayant été délibéré, il a été arrêté bon & résolu, de faire savoir Sr. Becker sur ces Mémoires présentés, la réponse suivante.

Que Leurs Hautes Puissances depuis quelque temps, & depuis que les différends qui regnent en Ostfrise étoient parvenus à leur connaissance, avoient témoigné à diverses reprises l'intérêt qu'elles y avoient, pour plusieurs raisons, à la conservation du repos, & au bien de cette Principauté.

Comme en premier lieu à cause du voisinage, en second lieu à cause de la Médiation à quoi elles s'étoient prêtées, & de maintenir qu'elles avoient promis de plusieurs Accords & Conventions faites, plus à cause

de la Garantie qu'elles ont depuis plus d'un siècle dans ANNO les Villes d'Embolden & de Loevenort, & enfin en considération des Capitaines que quelques Habitans de l'Etat avoient eue, sous leur Garantie, au Pais d'Ostfrise sur plusieurs de ses Revenues.

Que sur ce fondement elles n'avoient pas pu rebouter tout d'un coup ceux qui s'étoient adressés à elles sur ce sujet, mais qu'elles s'étoient cru obligées d'écouter les Griets qu'on leur rapportoit de part & d'autre, & de tâcher de faire cesser, s'il étoit possible, ces différends par un accommodement amiable. Que Leurs Hautes Puissances s'étoient assurées d'un avis tel avec tout de prévoyance & de circonspection, que leur conduite n'eût point porté aucun préjudice à personne. Et comme elles avoient toujours été du sentiment, que cette affaire se pourroit terminer à la satisfaction réciproque des deux Parties, si seulement l'un vouloit mettre pour but & pour fondement les Accords & les Conventions précédentes, qui composent les Lois fondamentales de l'Ostfrise, elles avoient après avec plaisir desiré Mr. Becker, que non seulement l'intention de Son Altesse n'étoit nullement d'y faire aucun changement, & qu'elle ne cherchoit qu'à s'opposer aux choses qu'on en faisoit aussi que dans le procédé de S. M. I. de la Cont. Autriche, ses Accords & Conventions étoient posés pour fondement, & que les Décrets Impériaux se foudoient là dessus.

Qu'ainsi telle Leurs Hautes Puissances n'empêchoient pas en matière pour répondre à tous les points compris dans lesdits Mémoires, attendu que par les Copies des Actes de Soumission, tant des Administrateurs congedés que du Magistrat d'Embolden, que ledit Sr. Becker a communiqué à plusieurs Assemblées de la Régence, elles ont vu, que lesdits Administrateurs & Magistrat s'étoient déclarés de la soumission à l'égard des différends d'Ostfrise à l'intention & à la volonté de Sa Majesté Impériale; desorte qu'on peut espérer que par là l'Union entre Son Altesse & les Etats, y compris la Ville d'Embolden, sera établie, à quoi l'on pourra s'attendre plus librement, si par une exécution prompte des Décrets Impériaux, on fait voir par elle, que l'intention de Sa Majesté Impériale & de Son Altesse n'est pas d'exclure en aucune manière les Privilèges & Droits des Etats & de la Ville d'Embolden, fondés sur les Accords & Conventions précédentes, mais plutôt de les maintenir; à quoi Leurs Hautes Puissances prêtent ledit Sr. Becker de contribuer à son retour autant qu'il sera possible, par ses bons offices. Quant à ce il a été résolu de faire expédier pour ledit Sr. Becker des Lettres de créance au bout & dûte forme, lesquelles lui doivent être remises, conjointement avec l'Extrait de cette Résolution de Leurs Hautes Puissances par l'Agent de Barthe, &c.

Extrait d'une Lettre de L. H. P. au Prince d'OOSTFRISE.

Qu'elles étoient très mécontentes d'apprendre que les troubles agitations jusqu'à ce point, qu'elles s'étoient appréhendées, & que pour cette raison elles avoient conseillé à Son Altesse Sérénissime d'employer les voyes de la douceur pour ramener les Rénitens à la soumission, lui offraient leur Médiation pour un Accommodement amiable, que, quoique Son Altesse Sérénissime n'ait pas jugé à propos de l'accepter, Leurs Hautes Puissances n'avoient cessé de tenir en tems de lui représenter les fautes qui étoient à corriger & elle pourroit les présentations à la rigueur, puisqu'elle jeteroit ses Sujets dans le desespoir que L. H. P. desapprouvoient absolument la revotte & les voyes de fait dont Son Altesse Sérénissime se plaignoit; & que les regardant comme le commencement de plus grands désordres, elles venoient volontiers qu'on la priât aux voyes de la douceur pour arrêter ces mouvements, dont les progrès menaçoient le Pais d'une ruine inévitable; que L. H. P. avoient employé tout leur crédit auprès du Magistrat d'Embolden, pour le détourner des voyes de fait, & qu'elles exhortoient Son Altesse Sérénissime à ne pas le servir avec la dernière rigueur de ce qui est à son avantage dans le Dénier Impérial, surtout à ne pas introduire de Troupes dans le Pais, puisqu'elles le ruineroient & ne serviroient qu'à les rendre encore davantage les esprits, &c.

Rejo-

ANNO

1716.

6. Avril.

Résolution de Son Altesse Sérénissime aux Habitans de Leer, &c. en Date du 6. d'Avril 1716.

I. **S**on Altesse notre très-gracieux Prince & Maître, veut que les Communes & les Habitans du Bourg de Leer, qui jusqu'ici se font toujours contre Sa Majesté Impériale & Son Altesse Sérénissime en prenant les armes, les mettent bas incontinent, & que chacun tienne ses gens foy, à sa profession & métier, s'abstenant à l'avenir de toute violence.

II. Veut Son Altesse que son Bailli, son Receveur des Faillies, & les autres Officiers ne soient point troublés dans l'exercice de leurs fonctions, que les Habitans qui le tiennent, puissent rentrer librement, & sans empêchement dans la possession de leurs biens, & exercer paisiblement leur profession.

III. Veut Son Altesse Sérénissime que les Communes fassent servir les Soldats d'Embden, du Bourg de Leer, & ne se fassent plus de leur assistance; d'autant que Sa Majesté Impériale a eu à leur égard une garnison en vertu de son Décret.

IV. Si les Députés du Bourg & des autres Communes y consentent, quant à Elle, elle leur fera grâce & leur pardonnera le passé.

V. Au sein Son Altesse attendra, à l'égard de l'Obéissance Impériale payée au dernier lieu, l'expédition du terme de deux mois, que Sa Majesté Impériale a bien voulu accorder aux Kermans.

VI. Les deux communes Députés des Communes & du Bourg de Leer, ont à déclarer li-dessus dans deux heures par écrit, au Lieutenant-Colonel de Staudach, & au Bailli à Leer, qui ont Commission particulière pour cet effet de Son Altesse. Et si en même-temps les Députés sollicitent de s'adresser li-dessus avec le Lieutenant-Colonel de Staudach & le Bailli, la présente leur servira de Surséance. Mais en cas qu'ils ne se déclarent sur ce sujet au point du tout, ou avec lenteur, ou d'une manière peu satisfaisante; Son Altesse Sérénissime prendra sans tarder les mesures nécessaires pour le repos & la sûreté de ses fidèles Etats, comme aussi pour le maintien de l'autorité suprême de Sa Majesté Impériale & de ses propres Droits. Auquel cas on ne pourra lui attribuer tout les malheurs qui en résulteront, puisqu'elle a offert tout de grace dans la présente Résolution auxdites Communes & au Bourg de Leer, après les fautes énormes qu'elles ont commises. C'est lui quel elles ont à se régler. Fait à la Résidence de Son Altesse à Aurich, signé de sa propre main, & Reité de Scieu de la Reçue, le 6. Avril 1716.

(Ensi sign.)

GEORGE ALBRECHT.

(L.S.)

Réponse des Communes du Bailliage de Leerebort, du 10. Avril 1716. à la susdite Résolution de Son Altesse Sérénissime.

Mercredi 10. Avril 1716.

Les Députés des Communes ont fait appeler le Bailliage, & lui ont remis la Réponse qui suit de mot à mot.

Sur la représentation que Mrs. les Commissaires de Son Altesse ont fait aux Habitans, par écrit, ceux-ci se trouvent obligés de leur faire reconnaître leurs sentiments de la manière suivante.

Ad. 1.) Qu'on avait après avec beaucoup de chagrin les justes instructions qu'on a taché de donner à Son Altesse, comme si les Habitans avaient pris les Armes contre Sa Majesté Impériale & Son Altesse Sérénissime; quoiqu'il soit avoué qu'on n'en avait jamais vu ni, si l'on n'eût été obligé, faute de protection du Maître, de se défendre contre des violences publiques & insupportables, & d'appeler pour cet effet les Troupes des Etats au secours. Que d'ailleurs rien ne leur eût été plus agréable aux Habitans, que si chacun pouvait exercer en Paix & en repos sa profession & son métier.

Ad. 2.) Comme les Habitans n'avaient jamais cherché à troubler les Officiers du Prince dans l'Admini-

stration de leurs charges, quoiqu'ils ne puissent pas empêcher que le Peuple ne soit si agité, qu'ils ne se soient plus été en sûreté chez eux, l'excèsion de ce point dépendra uniquement de la, qu'on des tous les obstacles on repousser, par une exacte observation des Accords, & qu'on arrête toute sorte d'excèsion.

Ad. 3.) Et comme on menace encore actuellement les Habitans d'excèsion, de dévotion & de leur race totale, il est impossible qu'on puisse prétendre avec équité qu'ils se défilent des Troupes des Etats; quoique rien ne serait plus de plaisir aux Habitans que d'avoir des Assurances suffisantes qu'on ne leur point troubler dans la possession où l'on est de l'Administration des Fermes, & qu'en général la violence & l'Injustice ne prendraient pas le dessus. Aussi espérons-nous que plusieurs raisons raisonnables porteront la Justice de Sa Majesté Impériale à changer de résolution sur la caution des Troupes des Etats.

Ad. 4.) Il est vrai que les Habitans doivent reconnaître en tout respect la gracieuse déclaration; mais comme ils ne se font coupables d'aucun crime & qu'ils leur paraît rebouter, que le pardon n'a été promis que de la part de Son Altesse Sérénissime personnellement, ils espèrent que Dieu lui-même à Son Altesse des semaines de Paix, & qu'il prévienne par sa Providence toute altération d'excèsion, qui ne saurait que causer la perte du Paix; car quoique tous les Habitans commencent volontiers dans une sincère & obéissance conforme aux Accords, ils seraient responsables même devant le Monde, si l'on s'en vient à les exciter, & si les habitants prirent de leurs leurs Privilèges. Evident les Habitans ne peuvent qu'être extrêmement surpris que la représentation ci-dessus mentionnée, & qui est datée du 6. du courant, leur a pu être faite le 8. après que la veille 7. du courant on eût été des violences les plus terribles & insouffrables dans toute la Chrétienté; d'où l'Honneur du Monde le plus innocent peut tirer la conséquence, que malgré toutes les promesses on ne ferait rien en sûreté, & qu'on n'aurait à attendre qu'excèsion & dévotion, si Dieu & la Nature ne fournissent d'autres moyens, & ne permettent de s'en servir.

Ceci est la véritable Résolution ou Plein-pouvoir, ce qu'il la reconnaissance des Plein-pouvoirs présents des Communes, j'ai attesté par mon séing, en y ajoutant le Scieu Notarial.

N. MENCEN, Not. Conf. pub.

(L.S.)

Résolution ultérieure & préalable du S. A. S. le Prince d'Orange, du 11. Avril, sur la Déclaration des Députés des Communes, en Date de Leer le 10. Avril 1716.

Son Altesse, notre très-gracieux Prince & Maître, a vu & demandé par la présente, que les Députés, au nom desquels la Déclaration signée par le Notaire Menden à Leer le 10. Avril 1716, a été envoyée au Lieutenant-Colonel de Son Altesse Sérénissime, en réponse à la Résolution qui leur avait été adressée en Date du 6. Avril, se rendent ici à la Résidence le 17. du courant, munis des Plein-pouvoirs suffisants des Communes dont ils se qualifient Plein-pouvoirs, pour attendre du Conseiller privé & Chancelier, & des autres Conseillers commis à cet effet, la Résolution & Déclaration de Son Altesse sur ladite Réponse, où S. A. S. a vu avec surprise, que les Communes font très-mal instruites de la situation de l'affaire, & qu'elles ont besoin d'information sur les points y compris, comme il paraît par la Résolution préalable ci-jointe. Pour cet effet, mon lieutenant Son Altesse leur accorde Surséance par la présente, mais la Commission Subdéléguée leur donne une pareille assurance, S. A. S. se réservant sa réité tout ce qui peut lui incomber. Signé de la main de S. A. & scellé du Scieu de la Régence le 11. Avril 1716.

(Ensi sign.)

GEORGE ALBRECHT.

(L.S.)

Z 3

I. Son

ANNO
1716.

ANNO
1726.

I. Son Altesse Sérénissime voit avec étonnement, qu'on a osé avancer dans la Déclaration envoyée au Lieutenant-Colonel de Stoudach, que les Habitans n'avoient pas pris les Armes contre Sa Majesté Impériale & Elle, mais qu'ils avoient été obligés, faute de protection du Maître, de se défendre contre de prétendues violences publiques & insupportables, & d'appeler pour cet effet les Troupes des Etats au secours; quoiqu'il soit notoire que le soulèvement à Leer & en d'autres endroits, ne s'est fait, déjà dans l'année passée, que dans la seule vue de renverser de ses propres Forces les Ordonnances Impériales sur les différends dans le Pais. Et parait Son Altesse n'a refusé la protection à aucun d'eux, ni personnellement des Communes se l'a jamais implorée.

Mais qu'on ose prétendre que Son Altesse approuve les violentes oppositions qu'on a faites auxdites Ordonnances, & qu'elle y prête la main, faute de quoi on l'accuse d'avoir refusé sa protection à ses Sujets, c'est là un raisonnement des plus étranges. Une autre supposition encore plus gratuite, est qu'on a été obligé d'appeler au secours les Troupes des Etats, comme on les appelle, ou on peut voir clairement par la Patente Comissoriale communiquée aux Communes conjointement avec la Résolution du Prince, que la garnison d'Embsen n'est pas la Milice des Etats, & qu'elle n'y est que pour garder la Ville: de quel danger y avait-il qui rendit le secours de ces Troupes si nécessaire? Les Communes ne souffrent aucune violence injuste, aussi quand elles l'ont l'Écrit que tout le Liège, Est & pénétré à la Haye le 10. Février 1726, au sujet de la Garde d'Embsen, elles auroient une toute autre idée de l'affaire.

II. Il ne paraît pas moins étrange à Son Altesse, qu'on ose avancer que les Habitans n'ont jamais cherché à troubler les Officiers dans l'Administration de leur Charge: On ne les a donc pas arrêtés, ni même par force à Embsen, & en particulier de l'écrouer des Tablettes à Leer, tout cela si malade qu'il étoit, ne le prouve que trop. Et si quelqu'un est allé contre eux, c'est justement entre sieurs qui doit être compté parmi les choses défendues.

Son Altesse Sérénissime a remis au Juge compétent & suprême, à décider en quel consiste l'observation inviolable des Accords: & si les Communes font obligées de reconnaître au Juge, elles font aussi obligées de s'en tenir à ses décisions, & de ne point juger, selon leur fantaisie, de l'observation inviolable des Accords.

III. C'est une fausseté infâme, que les Habitans soient menacés d'effusion, de dévotion & même de leur ruine totale: Son Altesse a révoqué tout le contraire dans sa Résolution, mais ceux qui continuent à s'opposer au Chef suprême & à leur Prince légitime, n'ont qu'à attribuer à eux-mêmes, s'ils sont déclarés dignes des punitions dont ils ont été menacés: Et qu'en ce que l'usage de la Milice des Etats, comme on l'appelle, donna une opposition réelle aux Ordonnances du Juge suprême, auquel rang il faut aussi mettre la prétendue possession de l'Administration des Fermes.

IV. Il n'est pas dans le Pouvoir de S. A. Sérénissime de donner pardon & de faire grâce, que pour Elle personnellement, ne pouvant rien prescrire ni préjudicier en cela à Sa Majesté Impériale & à sa Commission, & il ne dépend pas de la conduite des Communes de pouvoir plus ou moins s'affaiblir de la Clémence de Sa Majesté Impériale. Son Altesse ne demande qu'une fidélité & obéissance conforme aux Accords, bien entendu que cette conformité se doit prendre dans le sens que lui donne la décision de Juge suprême, & non pas dans celui d'une espèce volontaire; & dès qu'on fait cela toute l'affaire est finie. C'est la faute des Soldats d'Embsen, que la Résolution de S. A. du courant n'a été rendue aux Communes qu'après la rencontre à Leer, parce qu'il émit expressément l'ordonnance au Lieutenant-Colonel de Stoudach, de faire venir toute la Résolution aux Communes, & d'attendre leur Déclaration là-dessus, avant que d'entreprendre une attaque; mais s'étant posé avec son Monde à Loga, & étant allé reconnaître les environs avec quelques Cavaliers, il s'en étoit été attaqué par un gros détachement des Soldats d'Embsen sorti de Leer, par où il a été obligé de faire avancer des Cavaliers pour repousser la force par la force. Et comme après cela tout d'Embsen ont été obligés d'écarter, il a fait former la retraite par le Trompette du Prince qu'il avoit

avec lui, nommé Tobias Hanning; mais bien loin d'y vouloir entendre, on a même fait feu sur lui, lorsqu'il a sonné la seconde fois, ce qui a occasionné le combat. Et quoique ces accidents fournissent assez de raisons à Son Altesse Sérénissime pour rendre la Résolution, elle n'a pourtant pas voulu de la faire tenir le lendemain aux Communes, afin de leur témoigner d'autant plus son affection paternelle. C'est donc une accusation bien effrontée que de dire qu'on n'étoit pas en sûreté malgré toutes les promesses, le contraire l'est au point; mais ce qui est aussi positif les Communes à ces mouvements, font voir par leur conduite que c'est à eux & à leurs assurances qu'on ne peut point le dire, retenant jusqu'ici, contre la promesse qu'ils en ont donnée par écrit, les Officiers du Prince prisonniers à Embsen, au grand dommage & préjudice des Habitans mêmes. Signé du Secrétaire de la Régence le 12. Avril 1726.

(L. S.)

Déclaration des Communes de Leer, & Confers du 16. Avril 1726. Sur l'interdiction & préalable Résolution qui leur a été adressée du 12. Avril 1726.

Devant moi soussigné Notaire, comparent les Doyens des Balgins de Leericht, Seichhelen, & Embsen, me requérant de bonne, de bon cœur par écrit leur très-haute Déclaration suivante, les Ordonnances & Propositions respectives que Son Altesse Sérénissime leur très-gracieux Prince & Maître, leur avoit fait rendre le 13. du courant par un Tambour, laquelle Déclaration contient ce qui suit.

Sur la Déclaration antérieure de Son Altesse, Datede du 12. du courant, & rendue par un de ses Grands, on a dit & voulu faire savoir, & en pris de reporter très-humblement à S. A. S.

I. Qu'on a remarqué par ladite Déclaration avec un contentement égaré & en vertu des larmes, que la chose a été présentée à Son Altesse, (ce n'est le saint Dieu vengera) comme si les Habitans n'avoient pas les armes qui dans l'acte de renvoyer par leurs propres forces les Ordonnances Impériales, qu'on a la même expérience fait voir, qu'on ne l'a fait que parce qu'on a été obligé de se défendre autant qu'il est possible, contre des violences injustes, & contre des outrages qui seroient horreurs même à des Barbares, sans qu'on ait jamais pensé de se soulever contre les Ordonnances Impériales par la force.

II. Qu'on ne sauroit reconnaître le prétendu Collège, & qu'on croyoit pouvoir justifier devant toute la terre les mesures qu'on avoit prises, pour n'être pas dépossédé sans autre forme de Procès, comme les entreprises violentes qu'on même pour l'établissement dudit Collège, & la mutation de ceux qu'on a érigés en Administrateurs, qui ont posé leur effronterie à l'aise, que dans le Mémoire qu'ils ont présenté à la Commission Subdéléguée le 28. Février C. A. lequel a été imprimé & publié (comme s'étoit une pièce achevée) ils ont dépeint leurs propres prétendus Principaux comme la dernière Canaille, & si sont moqués de Messieurs de la Noblesse d'une manière digne de châtiment, toujours sous prétexte de l'autorité suprême de Sa Majesté Impériale.

III. Ce n'est donc qui font établis pour rapporter au vrai à Son Altesse Sérénissime ce qui se passe dans le Pais, en auroit certainement à répondre devant Dieu & le Monde équitable, qu'en lui cachant de si effrayantes actions, dont le bruit s'est même répandu par tout dans les Pais étrangers, & qui ont fait un tort considérable au Pais par rapport au crédit qu'on, ils ont osé même publiquement, que le vol & le pillage étoient choses permises; car où chercher protection, si ceux qui sont des violences font non seulement encourager, mais même appuyer par les Officiers du Prince?

IV. Comme on ne peut pas concevoir en quoi doit consister les prétendus vices de ceux contre les Ordonnances Impériales, pourvu qu'on distingue bien le vrai d'avec le faux, & qu'il est sans cela une chose

ANNO
1726.

ANNO 1716. *ministère de la Justice de Gödens, s'ils ne voulaient pas être cités en tant que cette Rébellion, & le soulever contre le Collège d'Aurich, ils l'ont refusé, & le dernier sur tout s'est opposé très nettement à la décision, comme on le voit plus amplement dans la Lettre du 2. Février, de dont qu'il est incompréhensible comment d'Appel eût encore non-seulement le qualifié Administrateur Noble, mais même dans cette qualité, le dire auteur de la sédition, à laquelle la Noblesse n'a pourtant point de part.*

Il seroit encore plus extraordinaire que l'on voutût prétendre que Son Altesse Serenissime ou son Accord avec ledit Appel, comme au nom de toute la Noblesse. Sa conduite est contraire à la Déclaration de la Confédération assemblée à Embden, laquelle portoit expressément qu'on rouloit, & devoit s'abstenir de tout royaume de fait contre le Collège d'Aurich, jusqu'à la décision de l'Empereur. C'est pourquoi aussi les Subdélégués de la Commission Impériale ont reproché au dit d'Appel d'avoir plus fortement son entreprise, dans leur Parole du 22. Mars 1716.

Par ces circonstances il est clair qu'il ne s'agit plus d'Accommodement avec la Noblesse, & qu'il ne lui reste que *seu aliquid gloria*; la gloire d'obéir aux Décrets émanés de l'Empereur.

6. Quant à la Ville d'Emden, les deux Lettres adressées à la Commission le 22. Octobre & du 21. de Novembre mentionnent clairement, qu'elle s'est jointe à tous d'abord à la fédération & fourniture de la Noblesse; par conséquent elle se trouve dans le même cas, & il ne lui reste, après la décision Impériale que *seu aliquid gloria*, la seule gloire d'obéir aux Décrets Impériaux.

Il est bien vrai que la Ville d'Emden, de même que d'Appel, ont remis à ladite Déclaration & fourniture, par la fédération présente, laquelle, suivant la Déclaration déjà citée, elle a aidé à exécuter; mais c'est justement par cette raison qu'elle espère aux yeux de tout le Monde le danger qu'il y a de conclure avec elle, & que dans une affaire de telle importance, elle agit directement contre la propre Déclaration, nonobstant que la justice même l'oblige à l'exécution.

7. Les deux Villes de Norden & d'Aurich se font d'abord fournies & y sont-elles sous Décrets Impériaux, suivant l'attestation de la Commission, & elles reconnoissent encore adrélement le Collège d'Aurich. Il n'est donc pas nécessaire d'entrer avec elles, quant à l'affaire principale, dans aucun Accommodement; aussi ne l'ont-elles pas demandé.

Et quoique ceux d'Emden aient été avancés, que la Ville de Norden n'étoit pas concernée du Collège d'Aurich, & que l'établissement des Députés ordinaires & Administrateurs qui le composent ne s'étoit pas fait selon les règles; on peut pourtant voir le contraire par la Résolution du 1. Février 1715.

8. Les trois Ballings il y en a sept qui, à l'exception de quelques peu d'Habitans, se font fournis entièrement aux Décrets Impériaux, savoir ceux d'Emden, Grentsbyl, Aurich, Norden, Ithrum, Selekhausen & Fiedsburg, & dans le Balling de Leherob, il y a beaucoup d'Habitans qui ont suivi cet exemple, lesquels on peut connoître par la spécification dressée à la Diète de Novembre 1714. Ainsi il n'est pas aussi nécessaire à leur égard d'en venir à un Accommodement tel que celui qui a été décrété par la Cour de Vienne, outre qu'ils ne le demandent pas.

Il est vrai que ceux d'Emden, par leur soulevement présent avec l'aide des Soldats de leur Garnison, dans la ville servie hors de la Ville, contre la Lettre des Accords du Pais, ont forcé d'une manière toute plusieurs Habitans des Ballings d'Emden, Leherob, Grentsbyl & Selekhausen, à résigner leur soumission, & à s'insolter par deux, de leur le point de l'ancien Collège, comme ils l'appellent, mais cette action desoluble ne donne aucun droit; & tous ceux qui ont eu depuis cet acte la force, ont déjà déclaré à S. A. S. que nonobstant cela leur soumission restoit en son entier, priant de ne leur point attribuer ce qu'ils n'avoient fait que par contrainte.

9. Outre cela il faut remarquer, que les mêmes Communes dans le Balling de Leherob, qui se font laissés persuader à la présente sédition par les Administrateurs depuis, savoir ceux de Bonde, Wehser, Stoppelmohe, & autres, lorsqu'ils refusaient pour la première fois au Mois de Novembre 1715. le paiement des Taxes au Collège établi ici, ils délivrèrent sur ce sujet au Bailly de Son Altesse Serenissime à Leer, une

- Tou, VIII. PART. II.

ANNO 1716. *réfutation en Date de Wehner le 3. Dec. 1715. par laquelle ils se font conformés expressément à la Lettre ci-dessus mentionnée de la Noblesse du 15. Octobre 1715, par conséquent il ne leur reste plus, après la Décision Impériale, que *seu aliquid gloria*, la seule gloire d'obéir. Il est donc constant, par tout ce qui a été allégué, qu'à l'égard de Tiers Etat, non plus que des deux autres, aucun Accommodement par les Décrets Impériaux, ne seroit pas avoir lieu, aussi on espère qu'on n'exigera pas de Son Altesse Serenissime, qu'en faveur d'un petit nombre de Revenus, elle renonce auxdits Décrets Impériaux, auxquels ils s'étoient déjà soumis, & qu'elle se prête à un Accommodement factice.*

10. Les seules personnes qui restent donc dans tout le Pais, & qu'on ne sauroit mettre sous aucune des trois classes ci-dessus spécifiées, ce sont les Administrateurs, d'Appel, Ter Bruck, de Rheden, & le Docteur Stockhus, que la Ville d'Emden a élu tout nouvellement de son autorité privée; mais ceux-ci ne peuvent venir en aucune considération, dans ladite question, parceque non seulement Sa Majesté Impériale par son Réserve en Date du dixième Août 1714. les a dépouillés de leurs Emplois, mais qu'aussi ils ont été exclus par les fidèles Etats de la Diète qui se tinrent de temps après, au Mois de Novembre 1714. & qu'ils cessèrent de gouverner Administrateurs en leur place, outre que la Commission de la Noblesse, à la suite de l'Assemblée Impériale, & l'Accession de la Ville d'Emden à ladite Commission en Date du 13. Octobre & 21. Novembre 1715. rendent la chose encore plus certaine, après que par les diverses Résolutions Impériales, la Commission d'Appel a été confirmée. Il est donc clair que le dit d'Appel, Ter Bruck, de Rheden & Stockhus n'ont aucun Droit de prétendre un Accommodement amiable, n'étant à regarder que comme de simples particuliers, favoré le premier comme un Membre de la Noblesse, & les trois autres comme appartenant aux Villes & au Tiers Etat respectivement, par conséquent tenus à la soumission faite par la Noblesse, les Villes & le Tiers Etat, quand même tout cela ne seroit pas, & que nous pourrions pour rien leur faire voir présentement, qu'ils ne desavouent pas être les auteurs, ne se font-ils pas rendus par là criminels non seulement envers Son Altesse Serenissime son Prince & Seigneur légitime, auquel suivait le cinquième Article des Concordats du Pais, ils doivent être entièrement fidèles, affectionnés & obéissans, prêts à le servir de leur corps, de leurs biens & de leur vie; mais aussi envers Sa Majesté Impériale, Chef suprême de l'Empire, dont-ils ont mérité une punition conforme à leur crime & en particulier, quant à Son Altesse, cela qui est ordonné par les Loix du Pais. Et ne se font-ils pas après tout rendus indignes que l'on traite avec eux jusqu'à ce qu'ils aient recherché & obtenu par de très-humbles supplications & instances, leur grâce & réconciliation, de Sa Majesté Impériale, & de Son Altesse Serenissime.

11. Pour ce qui concerne en second lieu les affaires qui doivent faire l'objet de cet Accommodement, elles sont de trois différentes sortes : 1. Les unes regardent les Etats de tout le Pais en général, les autres seulement la Ville d'Emden en particulier. 2. Les unes sont déjà décidées par les Décrets Impériaux, les autres ne le sont pas encore. 3. Les unes concernent les Droits & Privilèges, les autres les prétentions d'Argent. Quant aux affaires qui concernent tous les Etats en général, & qui ont déjà été décidées par Sa Majesté Impériale, les Etats s'y sont déjà soumis généralement, comme il a été déjà ci-dessus, & la Ville d'Emden en particulier ne s'est point retirée dans son Accession du 13. Octobre & 21. de Novembre 1715. que *seu aliquid gloria*, à la Décision Impériale, qui dans ce tems-là n'étoit pas encore émanée, & qui l'est à présent. Il ne reste donc point d'autre sujet de Transaction que les Points qui n'ont pas encore été décidés par Sa Majesté Impériale, ces Points consistent dans ce qui suit.

12. (1.) Tous les Etats du Pais en général ont été condamnés par le Décret du 15. Août 1714. à la restitution du dommaine causé à leur Prince, soit par le paiement de ce dont ils étoient excusés sans son consentement, d'usurpation privée, & d'une manière illégale, ou par d'autres raisons *facti vel casu* desdits Etats; comme aussi en particulier à la restitution des Captifs mal-employés, laquelle restitution se doit

A a

Suite

ANNO
1716.

faire après la liquidation dudit dommage & des pertes. Or on peut suffisamment par les Comptes du Pais, & enmbien de Tennes d'où le moule le dommage que la Maison de Son Altesse a souffert par ces Conventions Illegitimes, ou *facto vel casu* des Etats, & la liquidation est si facile à faire, si l'on pose pour fondement que Son Altesse Serenissime contribue à la Gaieté du Pais plus de la cinquième Partie, comme il paraît clairement par l'assemblage des Documents qui regardent la Villa d'Embsen, & en particulier par les deux Extraits qui s'y trouvent de ce que les Domaines du Prince payent à chaque Tasse.

12) Les Etats ont été personnellement condamnés par le même Decret à fournir annuellement quelque secours raisonnable à la dépense de Son Altesse Serenissime, mais la Somme n'en est pas encore déterminée. Ces deux points font d'une nature à pouvoir traiter l'indéfiniment amiablement *ratum quasi*.

13) La Ville d'Embsen est obligée de payer au Prince la moitié de toutes les amendes, & cela depuis le temps qu'elle ne peut pas produire des Quittances du paiement de cet Arrière. Quoiqu'il n'y ait pas encore de décision Impériale sur ce point, il a pourtant été arrêté dans tous les Accords de Pais, & en particulier dans la Convention de Hanovre; mais nousbats cela S. A. S. est prêt à tenter là-dessus un Accommodement amiable, pour voir ce que la Ville d'Embsen voudrait donner *autore proutat*, & *facere respectivo per verba* tout les ans.

14) La Ville d'Embsen est tenue, en vertu des Accords de Pais, à résider son Prince dans la jouissance du Droit de Pègre; point, qui mène à quelques Tennes d'or, mais que Son Altesse Serenissime n'est pas éloignée de terminer à l'amiable avec la Ville d'Embsen.

15) Supposons à présent pour un moment que les circonstances de l'affaire fussent telles qu'un Accommodement amiable fut encore avoir lieu sur tous les points, même sur ceux qui sont déjà décidés; il sera question en troisième lieu de savoir par quels moyens la Ville d'Embsen & ses Adhérents peuvent être obligés à l'observation de cet Accord, tant pour le présent que pour l'avenir; & où que la Villa d'Embsen a suffisamment montré par sa conduite passée, qu'elle ne le soupçonne de ces Accords les plus solennels, quand même ils sont confirmés par les promesses les plus sacrées, & par des Serments; comme les exemples tant de siens pûls que du présent; & en particulier la sédition actuelle, causée par le moyen de la Garaison d'Embsen, qui l'Empereur vient de casser, le prouve évidemment, & qu'on le peut voir dans les Pièces ci-devant alléguées, où il se trouve un nombre infini de pareilles violences.

Mais pour le Doyen est d'opinion dans sa Réponse, qu'il pourroit bien trouver des moyens de contrainte, pour faire observer la Convention faite, & qu'on pourroit établir de certaines peines corporelles & pécuniaires contre les infractions; mais si l'on demande, qui doit tenir la main à ces établissemens, on trouve qu'il est d'une nécessité indispensable, que tout se fasse sous l'autorité d'un Juge compétent, qui a le Droit & le pouvoir de la maintenir; & comme ce Juge ne peut être que Sa Majesté Impériale, Son Altesse Ser, se persuade de la nécessité de Monsieur le Doyen, & de la haute équité de L. H. F. ses Maîtres, qu'ils comprennent d'eux-mêmes l'impossibilité où S. A. S. se trouve de traiter les choses autrement que *sub auspiciis Caesaris Illustrissimi*, & qu'elle s'attireroit la dernière disgrâce de Sa Majesté Impériale, si elle entreprenoit de le faire par quelque autre voie, après que Sa Majesté Impériale a fait émaner déjà dans l'année 1697, son contre S. A. S. que contre les Etats les Mémoires les plus rigoureux, & en partie calomnieux de toute Garantie étrangère, comme aussi *sub auspiciis Caesaris Illustrissimi* ad excois, lesquels, à la sollicitation de la Ville d'Embsen & de ses Adhérents ont été renouvelés dans l'année 1684. & réitérés encore six années 1698. & 1699. Quant les Ordonnances siennes qui se trouvent contre ce recours aux Puissances étrangères, dans les derniers Decrets Impériaux. Desirant que S. A. S. ne doute nullement, que Mr. le Doyen ne reconnoisse par cette même circonstance, quand même on ne lui en pourroit alléguer d'autres, combien l'excellent par lui proposé, est infamant & non permis, & que S. A. ne peut s'adresser nulle part, pour les différends qui regardent dans ce Pais, qu'à sa seule Majesté Impériale, à quel il faut ajouter que les fidèles Etats mêmes sont intéressés dans cette affaire, par

quantité de traits, déplaçants & dommages; que la Ville d'Embsen, & ceux qui tiennent son parti, ont causé, tant du temps passé, que par la dernière sédition, desquels ils ont déjà demandé satisfaction dans les formes auprès de Sa Majesté Impériale, attendant là-dessus la résolution, avec d'autant plus de certitude, que la protection Impériale leur a été si solennellement promise dans toutes les Puissances. Les choses étant donc venues à ce point-là, il ne depend plus de Son Altesse Ser, quand même il n'y auroit pas d'autre obstacle, de les terminer par un Accommodement amiable.

16. En particulier il y a encore à considérer ici, que les Doyens, ordonnateurs, & Administrateurs à Anrich, ont été élus & pris à serment dans toutes les formes, par les fidèles Etats, de la Noblesse, des Villes, & de Tiers Etats, qui ont comparu à la Diète tenuë *sub auspiciis Caesaris* au Mois de Novembre 1724. Il est donc certain que les Etats qui ont élu les Doyens & Administrateurs, aussi bien que ces derniers mêmes, ont un *Tes quodam* après que ce Collège a été constitué par Sa Majesté Impériale, & par conséquent ils seroient tous grand seign de la plénitude, & sans les empêcher, on voudroit entrer dans un Accommodement amiable avec leur partie adverse la Ville d'Embsen & ses Adhérents, au sujet de leur établissement, quel dans l'esprit de ceux d'Embsen & de leur parti, par la présence pour le principal point de la dispute. Effectivement leurs plaintes seroient d'autant plus justes, que cette élection a été faite dans les règles, & que la Ville d'Embsen & ses Adhérents n'ont qu'à se rendre à eux-mêmes, s'ils en ont été exclus dans ce temps-là. Dans cette considération les Administrateurs se font plaints formellement, dans un Mémoire ci-joint à la Commission Impériale, de la protection qu'on avoit eue faire contre leur élection, comme si l'on n'y avoit pas procédé d'office. Son Altesse Serenissime offensée contre les fidèles Etats, si elle vouloir entrer en Accommodement avec les Revenus sur cette affaire, après qu'elle a été confirmée par Sa Majesté Impériale.

17. Son Altesse Serenissime a pour l'intercession de Leurs Hautes Puissances toute la considération possible, & pour en donner des marques réelles, Elle est toute prête à y entendre, quant aux points qui sont dans son pouvoir, où Elle pourra se relâcher sans offenser Sa Majesté Impériale & la Commission, comme la plupart des séditions, & les préjudices d'argent ci-devant mentionnés; cependant Son Altesse ne peut pas s'empêcher de représenter à Monsieur le Doyen, par les Documents ci-joints de quelle manière grave & de Paternelle, Elle a tâché de persuader les Communes de Leer & des Lées circonvoisins, excitées à la sédition par ceux d'Embsen, à retirer en eux mêmes, & à retourner à l'obéissance, de même que l'acte d'infamie avec laquelle elles ont de leur côté regardé cette grâce, en attendant dans leur dernière réponse à une Diète qu'ils prétendent leur prorogée, sous prétexte que cette affaire regardoit tout le Pais en général; or cette Diète, après avoir été prorogée depuis l'année 1699, par le dessein de terminer les Grands reciproques par des Traités amiables, a été limitée enfin par S. A. S. dans le Mois d'Août 1724. & c'est à la sollicitation des fidèles Etats, perçue par les Decrets Impériaux, l'objet de cette Diète vient à cesser, laquelle limitation a depuis été confirmée par Sa Majesté Impériale dans sa dernière Ordonnance. Au reste cette Rébellion est une affaire qui ne regarde nullement le Pais entier, mais uniquement les Revenus d'entre les Communes & la Ville d'Embsen. Et comme on a avis de Vienne qu'on a résolu à la Chambre Avulque un *Statum ad Imperatorem* au sujet de la présente sédition, qui ne touche pas tant Son Altesse Serenissime, que Sa Majesté Impériale & son autorité suprême, on ne pourra pas trouver à redire que S. A. comme un Prince & Vaincu de l'Empire, qui a été fait à l'hommage à l'Empereur & au Saint Empire, ne puisse se refuser à entreprendre quelque chose à l'insu de Sa Majesté Impériale, dans une affaire qui concerne ses Droits l'ordonner, le Souverain soit bien de ce qui se trouve en outre dans la Résolution Impériale de l'année 1697.

18. 24. Et sur le sujet de la Convention de Delftshol, en ces termes.

« Comme il ne convient ni à l'Etat, ni à l'Etat des Partes, d'avoir entrepris cette Négociation avec le secours de Troupes étrangères, contre notre Droit provisionnel, sans attendre notre Résolution »

ANNO
1716.

ANNO
1716.

Deuxième Ordonnance de Sa Majesté Impériale CHARLES VI. au Collège des Doyens universitaires de l'Université de Vienne, pour eux, et ceux des États qui ont sous leur partie jusqu'à présent, par le quel point après la mort de ce qu'ils appellent leurs anciens Princes, les leurs Libérés ne se qui concourent les Collèges, les, les menaces de l'Indignation de Sa Majesté Impériale faire au contenu de Devis du 18. Août 1713. Et leur ordonnance fait pour de la vie, de l'honneur et des Biens de l'en déviser, et de porter obéissance et fidélité à leur Prince légitime, auquel ils ne s'opposent pas dans tout ce qui est de son autorité Supérieure, fait dans la Déclaration au-dessus, le 11. Juin 1713.

SA Majesté Impériale s'étant fait rapporter le contenu des Edits délivrés au Collège Antique de l'Empire, tant de la part du Prince d'Orléans, qu'au nom des États dudit Pais, à jugé à propos de rétablir l'ordre entre le Seigneur & les Sujets, & de prendre en considération ce qui nuoit la tranquillité publique, & les motifs qui ont eu en plusieurs années mépris les Règlements & Ordonnances Impériales; savoir:

I. L'entreprise d'accorder des exemptions ou délais dans le paiement des Taxes, & de donner avec partialité des exemptions & Réductions sur des affaires Domestiques du Pais ou autres, à l'exclusion de l'Empire.

II. L'arrogation des Domaines du Prince, & l'engagement du Pais & aller par des Conventions faites avec des Étrangers & avec des États de l'Empire, & la levée arbitraire des Impôts, sans envoyer ou présenter au Prince ni le Projet, ni les originaux de ces Conventions faites, ni des obligations, pour obtenir son approbation & son consentement.

III. Le refus de produire les Registres des Comptes pour les redevances & les autres, production nécessaire afin que chaque voye & soit assuré qu'il n'y a dans la Répartition des Taxes aucune exemption ni gratification partielle, & que l'on a égard dans cette Répartition à la proportion du pouvoir d'un chacun afin de les régler avec égalité.

IV. L'entreprise insoumise de s'avoir aucun égard aux justes règles établies par les Décrets Impériaux, par rapport aux innovations introduites dans les États, touchant l'Administration & la disposition des Collèges, en vertu des Accords & de précédents Privilèges, en quoi on ne prend point préjudice aux Droits des États, mais seulement procurer que l'on ne s'en serve au préjudice de personne, & en connaissance de cause; maintenant inautorisés les Administrateurs dans leur Charge, introduire de nouveaux Règlements pour les Finances, ainsi que l'ont touché depuis long-temps la plus grande partie des États, abolir des usages anciens & superflus, & maintenir l'inspection Supérieure qui appartient au Prince dans l'Administration. Il n'est pas tolérable que l'on s'oppose à cette bonne & Paternelle Intention de Sa Majesté Impériale, qui tend à corriger des abus, & à introduire de meilleurs Règlements pour la place des Règlements justes & sages pour la consolidation de tout qui assure l'ordre, & prévenir ainsi la ruine du Pais.

V. L'imposition & la levée des Taxes auxquelles les États n'ont pas auparavant consenti, & contre lesquelles même on a formé des motions, sur quoi l'Empereur aura tout respect de la décision du Prince, ou, s'il failloit quelque difficulté, recourir à Sa Majesté Impériale.

VI. L'acceptation des exemptions des Taxes publiques.

VII. La prétention contraire au devoir des Sujets, savoir que les États ne sont pas sujets à l'examen & au jugement du Prince.

VIII. L'envoie des ordres de l'Empereur de causer les Troupes introduites dans le Pais.

IX. Les Discours & écrits Satyriques contre le Ministre du Prince.

X. Le refus d'admettre l'Inspecteur & le Commissaire nommé par le Prince.

XI. Le refus de spécifier l'emploi des Capitaux négocies en Hollande.

XII. Le recours à la protection de quelques États de l'Empire, ou à la protection de Sa Majesté Impériale le seul Chef de l'Empire, Gouverneur Protecteur & Juge dans tous les différends & disputes qui surviennent entre les Seigneurs & États; ce qui est contraire aux Loix fonda-

mentales de l'Empire, & à la fidélité & obéissance due à Sa Majesté Impériale, & peut nuire à des troubles.

XIII. La témérité de faire imprimer des Edits pour abolir les Sujets en leur espérance d'être impunément contre le Prince, comme si son dessein étoit d'abolir les Accords & Privilèges pour établir un Gouvernement Despotique qui ne seroit basé sur aucune Loi ni règlement; ce qui est entièrement contraire par tous les Actes qui peuvent servir comme le jure, qu'il n'est contraire le Prince ne cherche que l'Avantage, le bien & le profit des Sujets, par l'abolition de ces discordes sera nuisible, & de ces discordes insupportables, ayant fait tout en vue d'introduire de bons Règlements, qui puissent rendre les fidèles Sujets heureux, paisibles & contents; ce que les Administrateurs ont empêché jusqu'à présent par la témérité qu'ils ont d'interpréter à leur volonté les Résolutions Impériales, les Accords du Pais, & leur contenu, & par le mauvais usage qu'ils en font & qui est très-préjudiciable, exclus le Prince de toute inspection, & l'empêchant ainsi de tenir la main à ce qu'il faut & s'il faut dans l'ordre.

XIV. Les menaces & les persécution contre des Membres des États, qui ont été récemment exclus des Doyens, pour s'être formés aux Décrets Impériaux & avoir signé des Lettres de soumission.

XV. La publication des Patentes imprimées remplies de termes odieux contre le Prince, par l'opposition que le Pais avoit formé à la levée des Taxes, d'où s'est ensuivi que l'on a entrepris l'exécution avec l'aide des Troupes introduites dans le Pais, en obtenant la défection expresse de Sa Majesté Impériale, en quoi les Rebelles ont eu l'insolence insoumise d'arrêter une autorité au-dessus du Seigneur même du Pais, au mépris des décisions de Sa Majesté Impériale à laquelle ils avoient eux-mêmes porté leurs plaintes.

XVI. L'opposition à tout Règlement du Prince dans les cas de dissentiments entre les Doyens, ou lorsqu'on ne s'ait aucune attention dans la Doyenne aux Représentations sur les besoins du Pais, ou lorsque l'on propose, pour réparer les maux où le Pais étoit exposé, des mesures impraticables & dangereuses.

XVII. Le refus de produire les Comptes de la Reçue, & de l'emploi des Deniers négociés au nom de tout le Pais, & de donner à la répartition des Doyens.

XVIII. L'abolition de l'Ordonnance des Doyens rendue par le Prince à l'exemple de ses Ancêtres, & en conséquence des Accords.

XIX. L'entreprise de reculer le Tribunal du Prince, en cas d'abolition, dans les différends survenus par rapport à l'Adjudication des nouveaux Administrateurs.

XX. L'entreprise de s'arroger la décision arbitraire des différends survenus entre le Prince & la Régence, & de se servir tumultueusement pour l'exécution de leur Résolution, des Troupes introduites dans le Pais contre la défection expresse de l'Empereur, après s'être fournis pour tout à la connaissance qu'on devoit prendre l'Empereur, & promettre d'en attendre la décision, dont le Prince leur donnoit l'exemple.

XXI. Le faux & fautive principe sur lequel ils s'arrogent la liberté & l'autorité de traiter & résoudre tout selon leur bon plaisir, & que le Prince est obligé d'acquiescer à tout ce qu'ils résolu les Députés ordinaires & Administrateurs des Doyens Publics.

XXII. L'usurpation des Titres & Privilèges d'États légitimes qui doivent être traités avec les États souverains par le Prince & par son Ministre.

XXIII. L'entreprise téméraire d'engager les Sujets dans des unions secrètes & dangereuses absolument défendues, comme il est arrivé jusqu'à présent, & de s'en rendre maître par des Souverains.

A ces Causes, Sa Majesté Impériale, pour reconnaître son indignation par le présent Décret, & de la manière suivante, au sens du Collège des Doyens ordinaires & Administrateurs en Collège, touchant leur mépris pour les Décrets Impériaux, leur manque d'égard pour la réputation de leur Prince, le préjudice qui en peut arriver à ses Secrétaires, leurs principes d'entreprises punissables; Elle a résolu de causer & abolir toutes les tentatives usurpatoires (s'insolence) qu'ils ont faites, & les Résolutions ou Négociations qui s'en sont ensuivies, comme aussi les fausses Titres & privilèges illégitimes, & qui sont au mépris de l'Assemblée Impériale, du respect dû au Prince, & de l'honneur & Droits

ANNO
1716.

ANNO
1726.

Devis de reffe des Etats obéissans; enfin toute Con-
fédération & Union causée de men les troubles: ordon-
nant et révoquant que ledit Collège ait à son désir &
non seulement d'obéir avec une entière soumission aux
Décrets Impériaux précédens, suivant le contenu des
Résolutions Impériales publiées aujourd'hui, ainsi
qu'aux ordres expédiés par la Commission Impériale;
mais aussi de réintégrer leur devoir & leur soumission
envers leur Prince (ainsi que tous cela y sont obligés
tous fidèles Sujets) au procureur tenant qu'il sera possible
soit de se faire à l'extrême de son honneur, bien
de suite, de la part de l'Empereur ou à présent,
ni à l'avenir aucune chose contraire à la Charge de Juge,
ou comme concourant à la satisfaction de ceux qui
pourroient porter ou avoir posé des plaintes devant Sa
Majesté Impériale, ou devant la Commission Impériale,
à la Médiation, & aux décisions de laquelle on ne
manquera pas de le soumettre sur le champ. Ceci
poursuivi la valeur de Sa Majesté Impériale est de
déclarer gracieusement audit Collège des Députés ordi-
naires & Administrateurs, pour dernière Monition, de
se plus opposer à ceux qui la fient soumise, & pour leur
donner une excuse d'ignorance, qu'en cas que dans deux
Mois ils ne donnent pas des preuves qu'ils se sont
bumblement soumis aux Résolutions Impériales publiées
le 18. Août 1725. & renouveller les & l'Union, qui
impérativement nous profère l'interdiction Monition, seront
condamnés en vertu des présentes, à l'amende de 50.
Milles d'or, ainsi qu'il est exprimé dans le fidele Decret,
& seront condamnés au paiement par exécution,
en outre seront exclus de l'emploi d'Administrateurs &
du Droit de comparaitre aux Diètes, & en outre en
leur place des Sujets qui aiment la Paix & l'Union, qui
ne cherchent que le bien public, & serviront selon leur
devoir aux ordres de Sa Majesté Impériale. En cas que
qu'ils continuent dans leur rébellion opiniâtre ou ils
ont été jusqu'à présent, ils seront punis en leur corps,
honneur & biens; ce qui sera notifié à un chacun, afin
qu'ils puissent se régler en conséquence. Signé à
Lussembourg, le 17. Juin 1726.

FREDERIC CHARLES, FRANZ HEFFNER,
Comte de Seiboltsheim.
supra. *supra.*

Reponse du Prince d'OOSTERREICH aux Lettres
des Etats G. des PROVINCES-UNIES in-
feries ci-dessus.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, &c.

Nous avons reçu en leur temps les deux Let-
tres de Vos Hautes Puissances, l'une du 13.
Mai, & l'autre du 22. Juin de cette année; Nous n'ap-
préhensions pas manqué de répondre sur le champ à la pre-
mière, si deux circonstances importantes ne nous en
auroient empêché. Nous avions écrit à V. H. P., le
5. & le 26. Mai sur une affaire assez importante, sur
laquelle nous n'avons pas encore reçu la Réponse que
nous attendions avec impatience, quoique nous ne desirions
pas que V. H. P. n'ayent considéré volontiers à nos
demandes, par rapport aux Receveurs Doms & Ritu-
aux, puisqu'elles étoient conformes à vos Résolutions
de Janvier & Juillet 1725. & Février 1726. Nous
sommes certains aussi que si Vos Hautes Puissances
auroient fait une telle Déclaration à notre Ville d'Em-
brun & à ses Adhérens, notre Pais seroit depuis long-
temps en repos, & les troubles causés par ceux d'Embrun
& leurs Adhérens ne seroient pas arrivés; mais on au-
roit recommencé à payer les arriérés & autres, comme
on avoit recommencé le paiement depuis Octobre
1724 jusqu'en 1725. sous la patibule Administrateur du
Collège établi à Aarlon.

Ainsi nous prenons la liberté de résumer le contenu
de nosdites Lettres, & de demander instamment à Vos
Hautes Puissances pour l'usage de notre Maison &
de nos Pais, l'exécution des susdites Résolutions de
V. H. P. prises selon votre conscience après votre délibé-
ration; enfin de nous faire réponse sur ce sujet, d'au-
tant que l'invasion des Comptoirs par les rebelles à
Léer, Oldenburger & Embrun-kuil, est causée de tous
les troubles & dommages arrivés.

La seconde circonstance, qui nous a empêché de ré-
pondre sur le champ à vos Lettres, est que nous atten-

dions tous les jours la Résolution de Sa Majesté Impe-
riale sur notre Requête & de nos Sujets obéissans, par
rapport à la revocation de ceux d'Embrun contre les De-
crets Impériaux; parce que nous en souhaitons l'accom-
plissement de Sa Majesté Impériale, afin de nous en ser-
vir de règle dans la Requête que nous voulons faire à
Vos Hautes Puissances, puisque ceux d'Embrun &
leurs Adhérens ont porté les choses au point, que non
seulement Nous, mais aussi Sa Majesté Impériale, &
nos Adèles Sujets ont reçu tant de préjudice à divers
égards de la part de ceux d'Embrun contre le contenu
de nos Accords du Pais, & de divers Revenus même
de Vos Hautes Puissances. Mais comme Sa
Majesté Impériale a bien voulu faire connaître ses in-
tentions sur toute cette affaire le 15. & le 19. de ce
Mois, & nous en auroit depuis quelques jours l'ex-
trait du Procès-verbal, dont nous attendons tous les jours
l'expédition entière, nous n'avons pas voulu manquer
de vous en faire part. Nous ne serons pas encore le cin-
quième de l'expédition entière, faisant l'avis du Conseil
Aulique l'Empereur, mais nous sommes informés
que Sa Majesté Impériale a pris la Résolution la plus
vive, sur la Révocation de ceux d'Embrun, qui continue
Résolution par laquelle on peut espérer de voir tout la
Révocation & l'établissement d'une bonne loi.

Quant à ce qui concerne le contenu des deux Lettres
de Vos Hautes Puissances, nous sommes très obligés à
V. H. P. de la Déclaration qu'elles vous ont, d'au-
tant plus de verra avec nous en bon am & vailant, &
nous ne souhaitons rien plus que de trouver l'occasion
de vous témoigner par des effets nos bonnes disposi-
tions & notre parfaite estime. Au reste nous nous
souhaitons dans vos Lettres, les Articles suivants.

1. Vos Hautes Puissances permissent à nous d'accommoder
qu'au Accommodement amiable est le meilleur moyen
de terminer ces différends. 2. Que les intérêts & les
tenues des Deniers négociés sous la Garantie de Vos
Hautes Puissances, ne s'acquittent pas dans le terme fixé,
& que V. H. P. feroient obligés d'en venir aux exé-
cutions suivant le contenu des obligations. 3. Que Vos
Hautes Puissances croient que ceux d'Embrun ont fait
connoître leur inclination pour un Accommodement
amiable, tant par leur Déclaration à Mr. Léon d'Ad-
ward, que par la Lettre de Soumission qu'ils nous ont
écrite. 4. Qu'il seroit revenu à Vos Hautes Puissances,
que nous n'avons pas obtenu le Compt par rap-
port aux Diètes, passé le 8. Août 1723. puisque, comme
on le prétend, nous faisons des d'Embrun qui sus-
pendent l'expédition accordée pour deux années. 5. Que
vous croyez qu'après le départ de Mr. Léon d'Ad-
ward nous avons employé toutes sortes de voies de fait.
6. Que les Décrets Impériaux ne sont que des déci-
sions ou jugemens entre Parties, dont celui, à l'arbitrage
duquel ils font, pour n'en faire usage qu'autant
qu'il veut, quand l'usage de la Paix ou d'autres mo-
tifs le portent à d'autres motifs. 7. Que par le passé les
Décrets Impériaux n'ont pas empêché les Parties qui
étoient en différends de faire des Accords amiables entre
le Prince & ses Etats. Vos Hautes Puissances ne trou-
vent pas mauvais que nous nous expliquions sur ces
Articles aussi amplement que le mérite leur importance.

Quant au premier Article, il y a longtemps que nous
ou désirons autre chose que de voir cette affaire rem-
plie amiablement; notre Père d'Embrun n'a
cherché que cet Accommodement amiable dans toutes
les Diètes depuis 1690. jusqu'en 1701. c'est-à-dire jus-
qu'il la mort. Nous avons suivi son exemple, & de-
puis la première mort de notre Regence jusqu'en
1720. nous n'avons cessé d'offrir dans toutes les Diètes
cet Accommodement amiable. En 1721. même avant
que Sa Majesté rendit la première Sentence de nous,
mais de la Ville d'Embrun & de ses Adhérens que les
différends n'ont pas été terminés à l'amiable il y a long-
temps; mais à présent que la Ville d'Embrun & ses
Adhérens ont employé & emploient actuellement
toutes les voies de fait contre Sa Majesté Impériale,
contre Nous & contre nos Sujets, nous ne pouvons
donner les mains, sans voir votre intention, à un Accom-
modement sur nous & no chemin des Articles contenus
dans les Décrets Impériaux, & nous vous en avons

[illegible]

Pour ne point parler des autres Voyes de fait, nous pelons seulement Vos Hautes Puissances de réfléchir sur ce qui concerne les Soldats d'Embrén, dont on s'est servi dans les troubles préens, contre le contenu d'un infini d'Accords, & des Reclamations de Vos Hautes Puissances de 1603. 1604. 1609. 1611. & les Reversales publiées sur ce sujet par la Ville d'Embrén, portant qu'on ne peut se servir desdites Troupes sans notre consentement.

deuxième, en ce que, si l'on se rapporte à la Lettre de la Ville d'Embsen, nous voyons que, dans une belle occasion à un Accommodement amiable en leur demandant de nous voyer, et aux Subdélégués de la Commission Impériale, leur Déclaration par les Artistes en conseil des Accords du Pais, afin qu'ils les appuient, on prêche l'accommodement en venir à l'Accord; mais bien loin de le faire, ils le font très à violence, sans nous faire repaître, faisant ainsi connaître par une telle conduite, qu'ils ne veulent point d'Accommodement amiable. S'ils avoient fait ce nous demandions, s'ils se fussent abstenus des voyes de fait, s'ils avoient saisi par les Troupes de la Ville, qui ornent qu'ils font capités par Decret Impérial, le dôme des *jeûs faits* suivant les Accords, suffirait que l'on s'en fût hors de la Ville, et seroient laits pour s'en aller vers le Palais de l'Accord, et pour l'accommodement, ce qui rendrait un Accommodement doit prendre les moyens qui y conduisent, et ne pas commettre *jeûs faits* *versus eux-mêmes*, sans parler que tout est Procs et n'est commencé que successif pour amplifier les Accords.

Ad. 4. A. Qu'au second Article qui concerne les Arrangés des Intérêts des Femmes négociées, ce n'est la suite que de la Ville d'Embsen & de ses Adhérents, il en est tout de même des hommes négociés à Hanovre, & fin qui nous reconduit de Sa Majesté Britannique à la Commission Impériale, au point où que nous en sommes parvenus. Nous en voyons par ce fait à V. H. P. l'Annexion que nous en ont donnée les Subdélégués de la Commission Impériale, elles y verront l'état des embûches, comment il aout si les nouveaux Administrateurs n'en font point la suite, & que les premiers Administrateurs n'ont pas eu l'idée que ceux d'Embsen reconnoissent à leur plus grande conduite. Et afin de mettre encore V. H. P. sous un air combien c'est la suite de ceux d'Embsen, nous leur envoyons une Lettre de leur Receveur van Damme, elles verront que depuis que ceux d'Embsen & les autres en ont été dépossédés, les nouveaux Administrateurs ont été de leur & celui d'Embsen-Amir, on n'a pas pû à leur Receveur tant que pen de choix, tantôt rien du tout, au lieu que, tant que ces Comptoirs ont été au pouvoir des nouveaux Administrateurs, les parements ont été faits exactement. V. H. P. verront établir entre eux & ceux d'Embsen, & les autres, les Comptoirs reconstruits ceux d'Embsen leur Résolutions de Juin 1746. & Fév. 1745.

Al. 3. De toute la conduite de ceux d'Emboles ou peut conclure ce que l'on doit attendre par rapport à son Accomplissement de leurs Déclarations à Mr. Lwre d'Adwars et des Lettres qu'ils nous ont écrites. Quand nous avons demandé à Mr. Lwre d'Adwars Copie de cette Déclaration, nous n'avons pu l'obtenir jusqu'à présent, et ainsi nous ne pouvons pas en faire le contenu, mais nous pouvons aller conclure de la Lettre de Mr. Lwre d'Adwars, que ceux d'Emboles ne cherchent autre chose qu'à perillir dans leurs entreprises et nous burret continuellement dans nos Droits confondus par les Decrets Impériaux, et que nous avons allés lui conclure dans nos Réponses au feu

S. E. Louis d'Adieu. Bien loin que la Lettre de ceus
 d'Emblein fente la fourmilion, son contenu & l'au-
 dace de nous l'envoyer par des Soldats Prussiens de
 la Garnison d'Emblein, d'où ils devroient être sortis il
 y a long tems fuirait les Decrets Impériaux, sont assez
 connoître leur opposition continuelle à Sa Majesté
 Impériale & à nous; ce nous avons assez témoigné
 dans notre Réponse à cet Etre, puisqu'ils nous y
 menacent de suites dangereuses, qui si nous n'en
 de leurs desordres, & qu'ils persistent faire ceffez quand ils
 veulent; & pour passer sous silence d'autres circulations,
 n'auront ils pu être de leur devoir de nous en-
 voyer cette Lettre par quelque Député de leur Corps,
 ou au moins par un Secrétaire, & au moins la décla-
 rer par l'entremise des Articles des Accords dont
 nous nous sommes spécifiés quelques-uns dans notre Ré-
 sponse.

ville. Quant à ce qui concerne les Dignes, les Lours et autres rendus compte à V. H. P. dans notre Lettre du 4 Octobre 1747, des difficultés qui s'y rencontrent dans notre Ville d'Emben nous ayant tant près l'un y a quelques jours que l'on tint une Assemblée du haut et bas du Territoire d'Emben, non seulement nous y avons été tenu pour faire connaître nos intentions pacifiques, mais encore pour exhorter le Contraint nous avons fait faire par le Contraint de Emben une Confession des Dignes, nous avons donné nos instructions au Contraint de Emben, mais non seulement nous Ville d'Emben à la refus de les admettre, elle a même été jusqu'à nous exclure, nonobstant le contenu très-céleste de Chumant, à l'on a traité notre Communiante avec tant de rudesse, que nous avons quelque fois bouillé de rage, nous avons même l'Admission; c'est ce que Vos Honorables Pères ont vu, et nous ne pouvons nous empêcher de plaindre pour le bien de la Communiante que nous leur envoyons; et qui est d'ailleurs plus extraordinaire que, faisant l'Entre de Protocole de Vivace, la Ville d'Emben a fait de cet Article un de ses Griefs, mais peu après ils apprenant par la Conclusion du 23, Juin par ce point comme les autres, nous, que leurs Ecrits avaient été reçus, nous avons été obligés de leur répondre, et leur avons demandé à cet égard à été repoussé, et les autres ont été considérées dans l'état où nous les avons même conjointement avec nos Etats comme les plus avantageux pour le Pais, et le plus conforme au Contrat des Dignes. Cette affaire est encore une preuve de la manière dont notre Ville d'Emben se conduit par rapport au Contrat des Dignes, puisqu'elle s'oppose à la Lettre du Contrat des Dignes.

[illegible]

ANNO
1716.

la Commission. Mais il parait qu'ils ne se fontent pas des ordres de Sa Majesté Impériale, & qu'ils veulent s'y opposer, avec leurs Adhérens, & même d'exploiter aux caractères publics, plutôt que de se soumettre à quelque Sentence que ce soit qui leur feroit contraire, même dans les choses les plus claires. Et c'est là la cause de tout le mal, puisqu'il paraît par tous les Actes précédents, que la Ville d'Emden se veut reconnaître envers Japs qui se ce puisse être. Quand écrivait Vos Hautes Puissances ces pais révolutions qui s'étoient par de leur côté, ils en ont porté des plaintes à Sa Majesté Impériale, & ils en ont demandé leur cassation, comme il paraît par les Actes de 1681. & 1684. Tout de même, lorsque S. M. Imp., comme Souverain Juge & Seigneur Fédéral, rend quelque Decret contraire, ils ont recouru à Vos Hautes Puissances & s'opposent à Sa Majesté Impériale, ils veulent reconnaître aucun Juge. Ils en agissent de même par rapport à notre Cour de Justice, ils veulent, dans les affaires qu'ils ont contre nous par devant elle, qu'elle Juge comme ils l'en entendent, écartant une Jurisdiction illimitée, mais en ce qui leur est contraire ils ne veulent plus reconnaître cette même Jurisdiction, qu'on ne leur leur plaît; c'est là la véritable raison pour laquelle ils accusent Vos Hautes Puissances de Lénité, & leur reproche de le bonner parole, dans la vue de pouvoir sûrement continuer à violer les Accords d'une indolence de point; nous nous en rapportons volontiers à Mr. Lewc d'Adward sur ce que l'on doit penser du génie de ces gens-là.

Ad. 6. Il est vrai que les Decrets Impériaux paraissent des Sentences entre Parties; mais ces Sentences concernent seulement des Droits, qui sont attachés soit seulement les Parties, mais aussi le Juge Souverain, le Seigneur Fédéral, & dont on ne peut en rien le déshériter sans la violence; l'expérience nous persuade aussi, que rien ne seroit plus préjudiciable & plus fâcheux, que d'accommoder l'affaire sur le point principal, selon l'union de ceux d'Emden. Ils ont pu quelquefois déclarer, qu'ils ne voulaient pas le déshériter de leur Garantie établie par Sa Majesté Impériale, en conformité des Accords du Pais; En second lieu, qu'ils ne consentent jamais à la translation de Collège des Administrateurs à Aurich, ni à l'insulation de nos Inspecteurs dans ledit Collège, ils prétendent aussi expliquer à leur fantaisie les Libres & les Accords du Pais, & à la faveur du terme *amiablement*, ne se soumettre à aucun Decret Impérial sur les points disputés. Dans de pareilles équivoques, & avec des principes si extraordinaires, nous demandons à Vos Hautes Puissances si l'on peut nous confier, & à nos fides Supers, de renvoyer aux Decrets Impériaux.

Ad. 7. Il est vrai que ci-devant, nonobstant les Decrets Impériaux, ou à pûssé des Accords amiables tels, que nos seulement la Ville d'Emden n'a pas été punie de ses violences qui ont été enlevées dans une Amiable, mais même on leur a accordé divers Articles. néanmoins l'Accord de Dethuis en 1599, celui de la Haye en 1609, celui d'Usterhays en 1611, celui de la Haye en 1668, celui de Hanovre en 1691. enfin celui d'Aurich en 1699, ainsi c'est justement être conduire, dont V. H. P. trouveront des preuves dans ce qui en a été imprimé à la Haye plus d'une fois, qui a été contre M. de la Haye plus d'une fois, qui a été contre M. de la Haye plus d'une fois. Nous pourrions affirmer V. H. P. en vérité, qu'il y a de la ruine de notre Pais, si nous nous défions de Déclarations des Decrets Impériaux; si nous agissions ainsi il faudroit que nous aurions osté l'Aurich de notre Maison & de notre Pais, notre honneur & notre réputation, ce que Vos Hautes Puissances, si s'y a de nous dans une affaire qui intéresse l'Aurich Souverain de tous les Princes.

Vos Hautes Puissances s'en rapportent à nous, sans doute, de ce qui peut être avantageux à notre Pais, ce que l'expérience ne peut nous permettre d'ignorer; nous pourrions nous proposer qu'il y a long-temps que nous ces déclarations aurions été terminées, si la Ville d'Emden avoit estimé selon son devoir les principaux Articles qui concernent le Gouvernement du Pais, dé-

clées dans les précédents Accords, & qu'elle a renversé de fond en comble.

Vos Hautes Puissances ne trouveront donc pas mais vait que nous nous en tenions à la Résolution donnée à Mr. d'Adward, & à notre Réponse à la Ville d'Emden, tant par rapport aux personnes insouffertes à ceux autres, que par rapport aux choses mêmes, de la manière qu'elles ont été réglées & dont la Justice est visible. Ainsi nous prions V. H. P. de ne pas exiger de nous, que nous en passions par un Accord tel que le propose la Ville d'Emden, mais bien plutôt que Vos Hautes Puissances la renvoyent à l'exécution de leurs précédents Résolutions, & laissent son cours à la Justice. Cela étant, les choses seront bien-être sur un tel pied, que les Capitaines négociés sous votre Garantie seront payés exactement, & Vos Hautes Puissances auront leur honneur.

Vos Hautes Puissances feront en cela une œuvre agréable à Dieu, & avantageuse à notre Pais; c'est ce dont nous les prions instamment: nous recommandant à la continuation de leurs bonnes dispositions. Nous sommes, &c.

A Aurich le 4. Juillet 1716.

Extrait du Registre des Résolutions de Leurs Hautes Puissances.

De Samedi 6. de Juillet 1716.

Où il est rapporté de Mr. Linetion, &c. après délibération, a été trouvé bon & entendu que, & que la situation des choses en Ouliffie paraît très-dangereuse, qu'il est notoire que de tout temps la République s'est intéressée au bien & à la tranquillité de cette Principauté, & que de temps en temps elle a intervenu à l'accomplissement des traités & des ordres qui y sont arrivés entre les Comtes ou Prince & leurs Etats, & la Ville d'Emden, & qui ont été terminés quelquefois sous la Médiation de Leurs Hautes Puissances par Accord, & quelquefois par Décret de L. H. P. la Partie plaignante s'y étant soumise. Accords ou Décrets qui ont été confirmés à la requête des Parties, par la Garantie de L. H. P. V. H. P. ont aussi l'honneur que L. H. P. ont dans la confirmation de reproches leurs voisins, & de plus les intérêts des Sages de la République, qui, à la requête du Prince & des Etats d'Ouliffie, & de la Ville d'Emden, ont prêtés de grosses Sommes pour la réparation des Dignes, sans quoi le Pais seroit en ruine inondé; Leurs Hautes Puissances n'ont pu voir d'un œil indifférent les demandes faites depuis peu entre le Prince & ses Etats, & la Ville d'Emden & ses Adhérens, & elles ont fait leur devoir pour terminer amiablement ces différends par un Accommodement; mais les instances de L. H. P. n'ont pas été reçues du Prince comme on l'auroit souhaité, & il n'a témoigné aucune disposition à terminer ces différends par un Accord amiable, alléguant en la faveur les Decrets & Déclarations de l'Empire & du Conseil Aulique devant qui l'affaire a été portée par les Etats mêmes & par la Ville d'Emden, quoique s'il étoit indubitable que ce Prince n'est pas obligé de se prévaloir de ces Decrets qu'autant qu'il le trouve à propos, comme tout particulier peut le prévaloir on non d'une Sentence rendue à son avantage, étant même, par amour de la Pais & du repos, & par d'autres bons motifs, d'y résister; outre que les Etats & la Ville d'Emden opposent que la vérité ou a porté quelques affaires à la Cour Impériale & au Conseil Aulique, mais que les Decrets & Déclarations de ces Tribunaux vont au delà des choses qui ont été portées devant eux & s'étendent jusqu'à des choses sur lesquelles les Etats & la Ville d'Emden n'ont pas été vus. Leurs Hautes Puissances, sans entrer dans la discussion des Decrets Impériaux, & sans s'y opposer ont permis à conseiller un Accommodement à l'amiable sans en joindre le Prince & la Ville d'Emden & ses Adhérens d'élever les voies de fait, auxquelles on étoit déjà venu, ou de faire entrer en Ouliffie des Troupes étrangères, en leur exposant les suites dangereuses qu'on en pourroit attendre; qu'à cet effet L. H. P. ont envoyé leur Ministre Mr. Lewc ne s'abandonner au péril & à l'agression, puisque le Prince s'en est toujours tenu aux

Decrets

ANNO Deceus Impériaux; qu'après le retour de Mr. Lewis
1726. van Adward, Leurs Hautes Puissances ont encore
écrit au Prince pour l'écarter de la porte à un Ac-
cord amiable, & préfont cette voie à toute autre,
mais que jusqu'à présent elles n'en ont avuto reçu au-
cune réponse.

Les choses étoient en cet état, & les esprits paroissant
fort agités en Oostfrise, puisque le Prince & ses Minis-
tres traitent les Etats & la Ville d'Emden de rebelles,
parce qu'ils ne veulent pas le soumettre, sans résolu-
tions aux Decrets Impériaux, & que d'autre part le
Magistrat & les Adhérents se plaignent que ces Decrets
& Déclatons ont été rendus en faveur du Prince, sans
avoir été suffisamment ouï, outre qu'ils convertent les
Libertés & Privilèges des Etats & de la Ville d'Emden
fondés sur les Accords, Accommodemens & Déclatons
qui font les Loix fondamentales d'Oostfrise, étant
capables de causer une entière révolution dans
l'Oostfrise; se plaignent encore que l'on rejette les Re-
monstrances qu'ils ont faites à l'Empereur & au Con-
seil Aulique, que suivant les avis que l'on a reçus, l'as-
sention de la Cour Impériale & du Prince, éroit d'ex-
écuter les susdits Decrets & les Déclatons, & outre la
Commission donnée ci devant à l'Electeur de Saxe &
au Duc de Brunswick Wolfenbutel dans les affaires
de l'Oostfrise, le Roi de Danemarck & d'autres
Electeurs & Princes de l'Empire, comme l'Electeur
Palatin & l'Evêque de Munster étoient requis d'y prêter
la main.

Qu'il y a déjà des Troupes de Danemarck arrivées
en Oostfrise, & l'on dit qu'elles doivent être suivies
d'un plus grand nombre; ensuite qu'on ne peut en at-
tendre que des voies de fait & de nouveaux troubles
qui agiteront les Grands & mineuront le Pais; ce
qui arrivant, comme il est aisé de le prévoir, les Su-
jets de l'Etat qui ont prêté de bonne foi leur Argent
au Prince, aux Etats & à la Ville d'Emden, en pos-
sèdent tout le fardeau, puisque leurs Capitains ni les in-
terêts ne seront point payés; ainsi que, vu l'antiquité
du Prince & de ses Ministres, il est à craindre que
la Ville d'Emden ne soit attaquée, & que la Garnison
de Leurs Hautes Puissances ne se trouve en danger.
Tout bien considéré & vu l'intérêt que la République
a toujours eu & a encore à la conservation de la tran-
quillité en Oostfrise, & du maintien du Gouvernement
sur le pied où il est établi par les Accords & Déclatons
confirmés par la Grandeur de Leurs Hautes Puissan-
ces, passés à la requête du Prince, des Etats du
Pais & de la Ville d'Emden, outre que c'est dans la dis-
position que le Gouvernement continueroit sur le même
pied que L. H. P. ont accordé & consenti que l'on né-
gocie dans la République, au profit du Prince, des
Etats & de la Ville d'Emden, les sommes qui y ont
été négoziées à leur requête, & que c'est sur ce
fondement que les Sujets de la République ont prêté
leur Argent, nous étant quel on y aroit déjà fait de
grands changements, en transportant à Aurich le
Comptoir général qui doit rester à Emden suivant
les Accords & Conventions; outre cela on prévoit
encore d'autres changements dans la Ville de la Ré-
publique suivant des les mauvais effets, puisqu'on ne
paye pas les Intérêts qui sont dûs. Dans la conjonc-
ture présente, Leurs Hautes Puissances ne peuvent dis-
cuser plus long-temps à prendre soin des Intérêts de
leurs Sujets qui ont prêté leur Argent à l'Oostfrise sur
leur Religion & sous leur Garantie, & à prendre
garde que l'exécution des Decrets de l'Empire (aux-
quels on ne prétend pas déroger, & qu'on laisse dans
leur entier) ne porte aucun préjudice à la Garnison
que L. H. P. ont à Emden & à Leroort, & qu'elles
y ont eu depuis plus de cent ans, en sorte que les
Droits de la République, & les Intérêts de ses Sujets
n'en souffrent pas.

Ainsi pour fortifier la Garnison d'Emden, on y en-
voyera au plus tôt deux Bataillons, avec ordre au Com-
mandant de veiller à la sûreté de la Ville, & représenter
toute voie de fait que l'on pourroit mettre en œuvre,
& ne pas souffrir que l'on fût dans ladite Ville au-
cune exécution sans quelque prétexte que ce puisse être,
tant que L. H. P. ne seront pas informés à quoi elles
tendent, & qu'elles n'aient pas donné sur cela d'or-
dres sérieux à leur Commandant.

Mrs. de Lintelo & autres Députés de Leurs Hautes
Puissances, pour les affaires étrangères, font expressé
d'entrer en Conférence avec Mr. de Meinhersbach
Envoyé Extraord. du Roi de Prusse, de lui donner
connaissance de ce que dessus, & de lui remontrer que

Sa Majesté ayant toujours eu à cœur la conservation
de la tranquillité en Oostfrise, & le maintien du Gou-
vernement sur le pied des Accords, L. H. P. ne dou-
tent pas que sa Majesté n'approuve la Résolution de
L. H. P. & qu'elle ne contribue à empêcher qu'il ne
soit commis de nouveaux désordres, & qu'en qualité de
Directeur du Cercle de Westphalie, il fera en sorte
qu'il n'entre pas de Troupes étrangères dans l'Oost-
frise, & que celles qui y sont en soient pour préve-
nir de plus grands désordres, & que L. H. P. sont prêtes
à concourir avec Sa Maj. Prussienne, les moyens de
prévenir les désordres & de rétablir la tranquillité dans
l'Oostfrise.

Les mêmes Députés sont priés de conférer aussi
avec Mrs. Fencius & Finch, de leur faire part de la
présente Résolution de L. H. P. & leur représenter qu'il
y a long-temps que L. H. P. prévoient avec inquiétude
de ces démêlés entre le Prince & les Etats d'Oostfrise
& la Ville d'Emden & ses Adhérents, & qu'elles ont
fait tout leur possible pour accorder à l'amiable les Par-
ties plaissantes; mais que toutes leurs instances ont été
inutiles, surtout après du Prince, & que les choses
en sont à présent au point que l'on y fait entrer des
Troupes & dehors, selon toutes les apparences d'être
le début de réduire la Ville d'Emden à une garnison
sans bones, sous prétexte de faire exécuter les Decrets
de l'Empire; que Leurs Hautes Puissances ayant
toujours maintenu les Accords & Déclatons, qui font
les Loix fondamentales du Gouvernement, ne peuvent
voir d'un œil indifférent les changements qu'on prétend
vouloir y introduire, d'autant plus que ces Accords &
Conventions ont été faits sous la Médiation de Leurs
Hautes Puissances, qui à la requête des Parties les
ont garantis; outre que L. H. P. se trouvent obligés
d'avoir soin qu'on ne les prive pas du Droit qu'elles
ont de tenir Garnison dans Emden & Leroort, dont
elles sont en possession il y a plus de cent ans, afin de
faire ensuite que suivant les Conditions des obligations
sur lesquelles leurs Sujets ont prêté leur Argent au
Prince, aux Etats d'Oostfrise & à la Ville d'Emden,
leurs Sujets soient payés de leurs Intérêts & leurs Cap-
itains remboursés dans le tems & de la manière exprimée
dans les obligations.

Que quoique l'attention de L. H. P. soit de ne rien
faire en ceci que ce qu'elles ont Droit de faire, & que
vu leurs Droits, personne ne peut le prendre en mas-
sive part, néanmoins elles ont raison de craindre dans
la conjoncture présente, que leur conduite soit mal in-
terprétée, & qu'on ne cherche à leur faire quelque que-
relle; & qu'au cas que cela arrive, contre toute espé-
rance, elles ne pourroient empêcher de maintenir leur
Droit de leurs forces, & en ce cas elles seroient obli-
gées de demander le secours de leurs Majestés le Roi
de France & le Roi de la Grande-Bretagne, comme
leurs Amis & Allies, en vertu de leur Alliance de Fé-
vrier conclue en 1717. C'est pourquoi elles ont jugé à
propos de faire part susdits Mrs. Ambassadeurs & En-
voyés extraordinaires, de l'embaras où elles se trouvent
par ces troubles d'Oostfrise, elles supplent Leurs Ma-
jestés de France & de la Grande-Bretagne, d'employer
les moyens qu'elles jugeront les plus efficaces pour
prévenir ces troubles du dehors; respectant lesdits deux
Ministres d'apaiser la prière de L. H. P. après de leurs
Majestés, & de leur témoigner que Leurs Hautes Puissances
s'attachent, en défendant leurs Droits, que
Leurs Majestés leur donneront, en cas de besoin, les
secours qu'elles leur Alliance.

Les susdits Députés représenteront particulièrement
à Mrs. Finch, combien Sa Majesté Britannique est in-
teressée au repos de l'Oostfrise à cause du voisinage de
ses Etats dans l'Empire; & comme les bons offices ne
peuvent manquer d'être d'un grand poids dans cette
occasion, Leurs Hautes Puissances la supplient de leur
employer de la manière la plus efficace pour faire
sortir d'Oostfrise les Troupes Danaises, & empêcher
qu'on n'y en fasse entrer d'autres, & que Sa Ma-
jesté Danoise conjointement avec Sa Majesté Britan-
nique, engage le Prince à entrer dans des senti-
ments plus modérés, à renvoyer à l'amiable les diffé-
rents avec la Magistral d'Emden, & à éviter les voies
de fait.

Lesdits Députés seront par suite à Mr. Gaudinot
Résident de l'Electeur de Cologne, Evêque de Mun-
ster, des raisons qui ont engagé Leurs Hautes Puissances
à envoyer encore deux Bataillons à Emden, &
le prier d'employer les bons offices après de S. A. E. à ce qu'elle n'envoie point de Troupes dans
l'Oost-

ANNO
1726.

ANNO 1716. L'Oodifité, & qu'on contraire, elle tâche d'engager le Prince à entrer dans des incursions plus modérées, à terminer à l'amiable les différends avec la Ville d'Embrun, & à éviter les voies de fait.

On envoya un Extrait de cette Résolution au St. Hermin-Burguin à Vienne, au St. Boreel en France, & au St. Hop en Angleterre, pour leur servir d'instruction, &c.

Extrait d'une Résolution des Etats G. des Provinces-UNIES des Pais-Bas, pour répondre à la Lettre du Prince d'ODOFFITE. Du 13. Juillet.

Q U'E l'intention de Leurs Hautes Puissances n'étoit pas d'entrer en discussion sur les Articles contenus dans la Lettre, & qu'elles n'ont autre chose à dire, sinon que quelquefois auroient pu, pour plus d'une raison, le mélier des démêlés de l'Oodifité, elles ont jugé qu'il valoit mieux qu'elles ne s'en mêlassent pas, & qu'elles se contentassent de conseiller au Accommodement amiable, sans changer de conduite, quoiqu'il soit arrivé des choses que la Ville d'Embrun & les Adhérens font valloir, avec vraisemblance, sans contredire aux Accords dont Leurs Hautes Puissances sont Garantes, & ne sont point partie des différends qui sont au litige par devant le Conseil Aulique, entre le Prince, & les Etats, & que L. H. P. ne peuvent voir d'un œil indifférent, relativement aux intérêts de leur Etat. Mais L. H. P. se font toujours tenir de l'espérance que le Prince considérant davantage ses propres intérêts que ceux de ses Sujets, & évitant quelques égarés pour les bons concils & l'intercession de ses voisins & amis, qui ont donné tant de preuves de leur passion pour la tranquillité & le bonheur, en un mot pour la conservation de l'Oodifité qui seroit à présent en proie aux Violes, & Leurs Hautes Puissances ne l'auroient aliéné de leur crédit & de l'Argent de leurs Sujets, auroit enfin prêté l'oreille à un Accommodement amiable, & n'auroit fait d'autre usage du succès de son Brochet, que de rétablir le Pais, le repos & la concorde dans l'Oodifité, en donnant occasion à L. H. P. de faire en d'après des propositions acceptables, dans lesquelles Son Altesse auroit trouvé tout satisfaction & sûreté.

Que Leurs Hautes Puissances sont fiérides d'apprendre par la Lettre de Son Altesse, en réponse à la leur, qu'il croit pour lui une si bonne affaire, non seulement que S. A. n'est pas perdue à donner cette occasion à Leurs Hautes Puissances; mais qu'elle lui a été toute espérance d'assistance par un Accommodement les démêlés qui ont donné lieu aux nouveaux troubles, & leur fait en outre au contraire des suites qui entraînent après elles la perte de tout le Pais, & seront long-temps souvent l'infortunée Oodifité, que les bons Concils de Leurs Hautes Puissances n'ont pas été écoutez, & que Son Altesse n'a pas voulu lui faire persuader de donner lieu à Sa Majesté Impériale, par un Accommodement amiable, de faire sentir les effets de la clemence, par l'intercession de Son Altesse & des autres Puissances qui s'intercessent en repos de l'Oodifité, à ceux qui le sont opposés jusqu'à présent à l'exécution des Décrets du Conseil Aulique; que Leurs Hautes Puissances ne peuvent d'empêcher de réitérer leurs prières & d'ajouter qu'elles s'y trouvent engagées en ce que leurs Droits & Intérêts souffrent & sont en danger de souffrir encore davantage par la continuation des troubles présents, surtout parce que les paiements qui seroient dûs s'ont conformément aux obligations, sont suspendus par ces démêlés, & qu'on se trouve en arriéré de 440115 Fl. l'indéfini échus, un grand préjudice des Sujets de L. H. P. qui ont perdu leur Argent à la recommandation & sous le Garantie de L. H. P. Cette Deme augmentera tous les jours, surtout si le Petit se trouve ruiné par l'incursion des Troupes étrangères logées dans le pais-Pais.

Que non seulement Leurs Hautes Puissances n'ont point perdu le soin aux anciens Administrateurs, quoiqu'ils eussent offert tous les jours d'être surs que les obligations fussent régulièrement payées, bien loin de là elles ont ordonné aux Receveurs Damm & Ruzus d'assister à l'Administration des Fermes, qui eût dû se faire à Aulick par le nouveau College, quoique faisant attention aux Accords précédents, à leur Garantie & à

TOM. VIII. PART. II.

d'autres raisons, elles eussent pu s'empêcher de donner ces ordres; qu'après tout Leurs Hautes Puissances n'étoient fiérides que les nouveaux Administrateurs n'auroient pas moins de soin des paiements auxquels ils sont obligés par Serment, que les anciens en avoient eu, ne croyant pas que l'empêchement que les anciens Administrateurs en la Ville d'Embrun peuvent mettre dans quelques endroits à la perception des Droits, eût servi de prétexte pour ne pas fournir au Comptable général de L. H. P. le Revenu de la Taxe réelle & personnelle qui se lève deux toises l'Oodifité, quoique l'on en eût souvent fait des plaintes. Enfin que Leurs Hautes Puissances prient le Prince de faire en sorte qu'il y ait pourvu dans plus long délai, afin que Leurs Hautes Puissances ne soient pas obligées de prendre des mesures pour pourvoir aux intérêts de leurs Sujets, maintenant les différends de l'incuse avec les Etats.

Reponse des mêmes Etats aux Subdélégés de la Commission Impériale. Du 19. Août.

Q U'E Leurs Hautes Puissances avoient reçu leur Lettre où elles voyoient avec satisfaction qu'il leur soit fait justice d'être personnellement que L. H. P. n'avoient en aucune manière les voies de fait que l'on a employé. Mais Leurs Hautes Puissances ont remarqué d'un autre côté que lesdits Subdélégés ont mal compris le sens de la dernière Lettre qu'elles ont écrite au Prince d'Oodifité, puisqu'ils en concluent que l'intention de Leurs Hautes Puissances est de ne pas se mêler de ces affaires-là. L. H. P. ont reçu un Extrait de leur dernière Lettre au Prince, lequel a été imprimé & publié, & dans lequel on trouve des phrases entières & essentielles omises, pour donner à la Lettre de L. H. P. un sens tout différent de leur intention; qu'après avoir vu que les Subdélégés n'ont rien lu que cet Extrait mutilé, & sur les anciens & que L. H. P. s'expriment tout autrement dans leur Lettre au Prince, où elles déclarent de loi faire comprendre, que quoique pour plus d'une raison très-vaine Leurs Hautes Puissances eussent pu se mêler du défilé qui trouble l'Oodifité, elles ont été & ne valent même qu'elles ne s'en mêlent pas, en embrassant seulement les Parties à un Accord amiable, sans changer de conduite à cet égard, maintenant ce qui est arrivé depuis, & que la Ville d'Embrun & les Adhérens font valloir les raisons aux Accords dont Leurs Hautes Puissances sont Garantes, & ne font point partie du différend qui a été porté par devant le Conseil Aulique de la part du Prince & des Etats, & que L. H. P. par rapport à l'intérêt de leur Etat ne peuvent voir d'un œil indifférent. Mais L. H. P. n'ayant gardé une conduite si modérée que dans l'espérance que le Prince prêteroit l'oreille à un Accommodement amiable, sans faire d'autre usage du succès de son Brochet que pour rétablir le Pais & le bon ordre dans l'Oodifité, en donnant occasion à Leurs Hautes Puissances de faire des propositions agréables, & dans lesquelles le Prince auroit trouvé surabondamment de satisfaction & de sûreté; Leurs Hautes Puissances sont très-moribondes que le Prince ne veuille pas leur faire ce plaisir, ainsi qu'on le peut voir par les Lettres qu'elles lui ont écrites, & dont on a envoyé Copie aux Srs. Subdélégés, qui présentent en conséquence l'intention de Leurs Hautes Puissances n'est absolument pas de regarder indifféremment les troubles de l'Oodifité; & qu'auant qu'elles sont moribondes de voir que le Prince témoigne si peu d'inclination pour un Accommodement amiable, qu'il s'ait à Leurs Hautes Puissances toute espérance d'y travailler avec succès, sans leur en être agréable d'après par la Lettre des Subdélégés que dès le commencement ils n'ont rien épargné pour reconcilier le Prince avec les Etats, & de que c'est aussi l'intention de Sa Majesté Impériale que Leurs Hautes Puissances s'assurent que les voyes de fait employées depuis, n'ont fait aucun changement dans une si louable intention, & que les Srs. Subdélégés travaillent encore à cet effet, & que, en jugement de Leurs Hautes Puissances, est le devoir des Commissions nommées pour l'exécution des Décrets, qui ne peuvent faire un meilleur usage du pouvoir qui leur est donné que de reconcilier les Parties, & de s'en servir comme allié dans leur naissance tous les différends qui naissent ordinairement dans de pareilles exécutions. Que L. H. P. persévèrent

B b

finies

ANNO 1716.

ANNO 1716.

ANNO
1716.

sandés qu'ils veulent à présent traiter ainsi cette affaire, & faire de ses vœux efforts auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, & à n'employer aucune voye de fait, qui ne pourroient être que nuisibles au Paix & aux Peuples, quoiqu'apuyés sur les Décrets de l'Empereur, & pour leur exécution, de leur côté elles ne manqueraient pas, pour peu qu'on en espère de succès, d'engager le Magistrat d'Embsen & les Adhérens, non seulement de s'opposer des voyes de fait, mais même de leur faire voir que leur véritable intérêt est de donner toute sorte de satisfaction raisonnable au Prince, & de faire cesser les raisons que les Ses. Subdélégués témoignent avoir de n'être pas contents de la conduite de la Ville, enfin de prêter l'oreille aux expédients convenables pour maintenir la Dignité, l'honneur & le respect de Sa Majesté Impériale, comme souverain Juge, ce que Leurs Hautes Puissances auroient toujours à cœur. Que Leurs Hautes Puissances regardent cette proposition comme l'unique moyen de prévenir la suite de ce malheureux Pâti, appuyer les vrais intérêts du Prince, & prévenir une insolite de suites dangereuses; qu'ainsi Leurs Hautes Puissances attendent avec impatience la réponse des Ses. Subdélégués, & de leurs Adhérens espèrent de leur inclination pour la Paix, qu'ils de prendre leurs mesures, tant par rapport à leurs engagements, que par rapport à leurs Droits & intérêts.

Autre Lettre des mêmes Etats aux Subdélégués sur ce par fin des haut Baillages, dont l'Office est composé, s'étant joints à la Ville d'Embsen avec apparence que les deux autres prendraient bientôt la même parti. Du 30. Août.

Q Ue Leurs Hautes Puissances leur ont témoigné par leur Lettre du 19. du courant, que comme d'un côté elles n'approuvent nullement les voyes de fait qui se sont commises en Oostfrise, elles ne pouvoient de l'autre côté, pour des raisons très-convenues, regarder les troubles d'Oostfrise d'un œil indifférent, qui pour cette fin elles auroient toujours été de conseiller aux Parties opposées de terminer leur différend par la voye d'un Accommodement amiable, qu'elles avoient en même temps, qu'il leur étoit fort sensible, que leurs bons Conseils & exhortations eussent mouvé à peu d'accès auprès du Prince d'Oostfrise, mais qu'au contraire elles avoient après avec plusieurs mouvements que ledits Ses. Conseillers Subdélégués s'étoient donné pour faire le Prince avec les Etats du Pais, conformément à l'insinuation de Sa Majesté Impériale, que Leurs Hautes Puissances avoient pris de plus ledits Ses. Conseillers Subdélégués de continuer d'employer leurs bons offices pour la Paix, & de faire un nouvel effort auprès du Prince pour le porter à un Accommodement amiable, que Leurs Hautes Puissances espèrent & se persuadent que ledits Ses. Conseillers Subdélégués, auroient bien voulu faire réflexion sur la demande qu'elles leur ont faite par leur Lettre, & qui ne tend qu'à un rétablissement de la tranquillité en Oostfrise, d'autant plus que laissent les sentimens de Leurs Hautes Puissances cela n'est nullement incompatible avec la Commission dont ledits Ses. Conseillers Subdélégués sont chargés, & qu'un tel Accommodement se peut faire sans préjudice aux Décrets Impériaux, qui celle des que les deux Parties font d'Accord; que Leurs Hautes Puissances attendent avec impatience la réponse desdits Conseillers Subdélégués. Qu'en attendant elles ont après avec chagrin qu'il s'est commis de nouvelles violences encore à l'insu de Leurs Hautes Puissances, sans qu'elles y aient la moindre part, & qu'elles désapprouvent. Que cependant il parait par la combien générale est l'animosité de tous les Habitans d'Oostfrise pour ce qu'ils croient leur intérêt, & sur les anciens Accords & Conventions, & combien il leur est difficile de rétablir la tranquillité en Oostfrise par une exécution rigoureuse des Décrets Impériaux, & par une autre voye que celle d'un Accommodement amiable. Que pour cet effet Leurs Hautes Puissances prient encore instamment, que ledits Ses. Conseillers Subdélégués veuillent chercher de prêter l'oreille, (qui jusqu'ici a été refusé) des fort éloigné d'entrer en négociation là-dessus) à entendre à un Accommodement pour prévenir par là tout autre embarras qu'on doit attendre d'une plus longue continuation des présents troubles, à la ruine totale d'Oostfrise, que Leurs Hautes

Puissances ne seront pas plutôt informées de l'intention du Prince d'Altefle, pour parvenir à un Accommodement, & pour entrer en négociation là-dessus, qu'elles travailleront avec vigueur auprès de Magistrat d'Embsen, & de ceux qui sont de son parti, pour qu'ils y aient de leur côté toute la concorde équitable afin de parvenir à un bon résultat. Et que Leurs Hautes Puissances seront bien aises d'apprendre par ledits Ses. Conseillers Subdélégués, combien ils pourront avancer dans leurs bons offices, & dans quelle disposition ils auront trouvé Son Altesse sur ce sujet, & qu'elles écrieront au Prince pour lui conseiller encore un Accommodement amiable.

ANNO
1716.

Extrait d'une Lettre des Etats G. au Prince d'Oostfrise.

Q U'il étoit connu à Son Altesse combien L. H. P. dès le commencement qu'elles ont eu connaissance des divisions & différends qui agitent aujourd'hui la ville d'Oostfrise, ont travaillé & continuent de travailler plutôt les querelles en question par la voye d'un Accommodement amiable que par celle d'une exécution rigoureuse, prévoyant bien que par cette dernière voye les troubles seroient terminés fort difficilement sans la ruine du Pais & des Habitans, à cause de la forte impression qui reste depuis long-temps dans les cœurs de tous les Habitans d'Oostfrise, ou du moins de la plus grande partie, de l'insulte qu'ils ont, & du droit ou ils se croient de conserver leurs Droits & Privilèges fondés sur les Accords & Conventions. Que Leurs Hautes Puissances auroient souhaité que leur bon Conseil eût trouvé plus d'accès auprès de Son Altesse; qu'elles ont après avec chagrin, qu'il vient d'arriver présentement ce qu'elles ont prévu & appréhendé, savoir que les chutes étant poussées à bout par Son Altesse, les Gens, contre qui on a obtenu les Décrets Impériaux, seroient réduits au désespoir, parce qu'étant défaits avoir encore la pitié de leurs biens & de leurs vies, ils n'ont après cela plus rien à perdre, & risquent plutôt tout que de céder absolument des pages aussi précieuses: que c'est à quel on doit attribuer le soulèvement quasi général, & les voyes de fait qui, à ce que Leurs Hautes Puissances ont après, se font commises de nouveau en Oostfrise, auxquelles Leurs Hautes Puissances s'étoient s'voir encore part, ayant été entrepris à leur insu, que nonobstant cela Leurs Hautes Puissances en craignent beaucoup les suites, & pour les prévenir elles font encore du leur mieux qu'il n'y a pas de meilleur ni de plus salutaire moyen pour l'Oostfrise, que de songer encore à faire cesser ces troubles par un Accommodement amiable, & d'entreprendre par cet effet le plutôt le mieux en négociation, & que Leurs Hautes Puissances pour le bien de la Paix, par amitié & estime pour Son Altesse, la prient encore qu'elles veuillent prêter la main & se déclarer pour le rétablissement de la tranquillité & l'union, dans l'espérance qu'on y pourra travailler avec ease, à quel Leurs Hautes Puissances emploieront aussi leurs bons offices auprès du Magistrat d'Embsen; mais que tant que Son Altesse marque de l'éloignement pour un Accommodement amiable, leurs bons offices ne pourront rien effectuer, que pour cette raison elles prient, que Son Altesse veuille se déclarer là-dessus plus favorablement que ci-devant.

Extrait d'une Lettre des mêmes Etats G. au Magistrat d'Embsen.

Q Ue Leurs Hautes Puissances avoient après par ses Lettres & d'ailleurs l'entrepreneur qui s'est fait de nouveau des Habitans du plat-Pais avec quelques-uns de la Milice, & l'effet que cela a produit; que cette entreprise, dans un temps où Leurs Hautes Puissances sont occupées à dissoudre, s'il est possible, la Prince par les Ses. Conseillers Subdélégués & en même temps, d'entrer en négociation pour un Accommodement amiable, déplaît au suprême degré à Leurs Hautes Puissances, & qu'elles désapprouvent entièrement ces nouvelles violences, qui font capables d'empêcher plutôt les choses que de les rendre meilleures, au lieu que ledit Magistrat, & ceux qui sont de son parti

ANNO 1716. devoient, par une conduite modeste, ne point agiter les Esprits, mais braver le chemin à un Accommodement amiable, & au rétablissement de la tranquillité, afin d'être par là le moins contentement que les Seis. Confrères Subdélégués ont marqué d'avoir contre eux; que Lesdits Hautes Puissances confiltoient audit Magistrat, & à ceux qui sont de son parti, & les exhortent très-solennellement de s'abstenir à l'avenir de toute voye de fait, & que dès que de la part de Son Altesse on marqueroit quelque penchant pour entrer en Négociation sur un Accommodement amiable, ils y veussent concourir, & user de tant de modération à l'égard des points en dispute, qu'il parût par là, que leur intention n'étoit pas d'insister sur le dernier point de leurs prétentions, mais plutôt qu'ils fussent prêts à porter, pour le bien de la tranquillité & de l'Union, à céder autant qu'il étoit possible.

Reponse des Subdélégués de la Commission Impériale à la Lettre des Etats Généraux.

HAUTES & PUISSANTES SEIGNEURS,

Nous avons reçu avec un véritable respect votre Lettre du 30. Août, & nous ne doutons point que Vos Hautes Puissances n'aient reçu en même temps la nôtre du 26. du même Mois. Vos Hautes Puissances y auront vu que nous sommes disposés à faire tout ce qui est possible, autant que nos instructions nous le permettent, & de contribuer en tout, pour apaiser les troubles de l'Orléannois, & pour rétablir la tranquillité dans cette Province; néanmoins nous nous sommes été obligés d'insister nos Maîtres de ce que nous avons proposé à Vos Hautes Puissances; savoir que pour parvenir à ce but, les Rebelles (on se fait du terme adouci de Révoltés) & en particulier la Ville d'Emden s'abstiennent de toutes voyes de fait, & s'abstiennent toutes choses sur le pied où elles étoient auparavant que la Révolte ait commencé, puisqu'il n'y a point d'apparence, qu'autant que le Prince se laisse contraindre par ses Sujets, à faire quelque chose qui fût contraire à l'autorité de Sa Majesté Impériale, & au respect que ces mêmes Sujets doivent à leur Seigneur.

Nous sommes tellement persuadés de la grande pénétration & équité de Vos Hautes Puissances, que nous ne doutons pas qu'Elles n'approuvent une proposition si convenable, puisque dans leur dernière Lettre, Elles déclarent que c'est à leur insu que les Rebelles ont commis les voyes de fait pratiquées en dernier lieu & que bien loin d'y avoir part, Elles les désapprouvent entièrement.

Néanmoins ces voyes de fait continuent, & augmentent tous les jours, jusque-là même, que dans la Ville de Nordou on a déposé les Bourgeois-maîtres confirmés par le Prince, & l'on en a établi d'autres de fait. On a même arrêté le Bourgeois-maître Wilckens, le Confrère Melander, un Officier du Prince nommé Schatzbourg & trois autres Bourgeois bien intentionnés, & après les avoir enchaînés quatre à quatre, on les a menés conduits à Emden, où ils sont encore en prison.

Nous ne pouvons qu'être extrêmement surpris de ce que les Rebelles aient eu peu d'égard pour ce que Vos Hautes Puissances désapprouvent, & leur dissuadent. Elles s'indignent encore en leur faveur, nonobstant une conduite si irréligieuse, & le mauvais usage que l'on fait injustement de la Garison d'Emden contre ce qui est stipulé dans les Conventions entre l'Orléannois & Vos Hautes Puissances, & contre vos Résolutions prises à cet égard; puisqu'il est états particulièrement dans les Conventions de la Hare & d'Emden, dans le Recès final de 1664. & dans la Résolution de Vos Hautes Puissances Chap. 4. sur le 11. des Grands généraux des Etats d'Orléannois, que s'il arrive quelque différend entre les Etats d'Orléannois & le Prince, il ne sera permis à l'un ni à l'autre d'en venir directement, ni indirectement à aucune voye de fait, & de faire sortir des Troupes de la Ville d'Emden, ou de s'emparer des Sujets; mais la Partie qui se croira lésée & qui ne pourra obtenir satisfaction à l'amiable, s'adressera de toute voye de fait, avec recours à la Justice ordinaire, afin qu'il en soit ordonné suivant le Droit, & ainsi qu'il sera jugé convenable & conforme aux Accords & Conventions. Mais s'il arrivoit

que contre cette disposition, il étoit été commis quelque chose de tel, tout feroit effectivement résolu.

Vos Hautes Puissances spécifient souhaitent que l'on seconde aux Habitans d'Orléannois ce qu'ils croient leur appartenir, & à leurs Etats de tout secours & contentement aux Accords & Conventions; mais Vos Hautes Puissances savent la bonté de considérer, qu'on ne peut en ceci s'en reporter aux simples prétentions des Rebelles, & aux interprétations qu'ils trouvent à propos de donner aux Conventions; d'autant plus que le plus-part des Habitans ont toujours été contraires & opposés à ces Conventions, qu'ils n'ont acceptés que par une contrainte insinuée dans l'Empire, en effet contre le Dcret Impérial de l'an 1597. & 17. la Décision de Vos Hautes Puissances du 12. Juin 1619. sur le 4. Grés du Comte, & la Conclusion de la Diète assemblée à Emden du 11. de Septembre de la même année ad populum de la Noblesse & de la Ville d'Emden, que dans pareil cas une partie ne pourra rien prescrire à l'autre; on a cependant forcé les Opposés à accéder aux Accords: c'est pourquoi plusieurs nous viennent nuire tous les jours pour déclarer qu'ils persistent dans la soumission aux Decrets de l'Empereur, plutôt qu'on se leur impose pas ce qu'ils pourroient être obligés par la peur & la contrainte, de faire dans cette conjoncture, qui seroit contraire à leur Déclaration; & pour en convaincre Vos Hautes Puissances, nous leur envoyons deux Copies, dont plusieurs favorables se trouvent dans les Documents de notre Commission; ceux qui en font les autres ayant exigé, pour se soustraire à de plus violentes perquisitions, que l'on tint leurs noms secrets.

Comme ces Opposés qui ont été contrainsts à l'accession, tant avant que depuis les Accords, se font déjà soumis depuis long-temps aux Decrets de l'Empereur, & même la Noblesse ayant déclaré dans la dernière diète à Emden le 11. Octobre de l'année dernière de respecter volontairement & s'en tenir aux décrets des Résolutions émanées de la Cour Impériale, à laquelle Déclaration la Ville d'Emden même a adhéré, on ne voit point comment ils peuvent nous se présenter de leur propre accord & de leur propre volonté, d'autant plus encore, que les Decrets de Sa Majesté Impériale comme Souverain Juge de l'Empire, données & réitérées en son jugement obligent en choses à s'y soumettre même malgré soi.

Vos Hautes Puissances sçavent bien dans leur Lettre finale, qu'on ne peut rétablir la tranquillité dans l'Orléannois, que par un Accommodement à l'amiable, & que l'on peut traiter d'un tel Accommodement sans préjudicier aux Decrets Impériaux, qui doivent être tenus d'avoir plus lieu, dès que les Parties s'accroissent. On peut être persuadé que Sa Majesté Impériale ne manquera pas de moyens convenables pour faire valider ses Decrets fondés sur les précédentes Résolutions Impériales, sur les Accords clairs & obligatoires de l'Orléannois passés pour rétablir l'ordre entre le Souverain & ses Sujets, & sur les règles fondamentales de l'Empire, soit qu'il en eût émis dans le Dcret Impérial de 16. Août 1722. Ou que cela il se trouve dans les points décisifs des choses contraires à la Souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, auxquelles des Conventions particulières ne peuvent porter préjudice, & ainsi plus encore qu'antérieurement l'Empereur Rodolphe de glorieux Mémoire a déclaré à l'occasion de l'Accord de Delitz, dans le Dcret du 13. Octobre 1597. & 24. que si l'une ou l'autre Partie n'avoit droit d'être dans une telle Négociation, & qu'il en dépendoit pas du Comte Edzard de s'adresser comme Patricien sans la consultation, & le conseil de la Commission de lui, Empereur, comme Seigneur du Fief d'Orléannois, ce qui s'est répété & répété par Sa Majesté Impériale heureusement Régner, dans le Dcret du 13. Août 1722. rendu contre le Bourgeois-maître Conseil de la Ville d'Emden, touchant le prétendu Postérieur d'ériger une Compagnie de Commerce, savoir que lorsque Sa Majesté Impériale auroit été informée de l'érection de ladite Compagnie, Elle l'auroit déclarée pure nulle & de nulle valeur, quoique même le Prêtre auroit eu des raisons pour s'en rendre digne de ce qu'il se passoit. Quant au reste, nous demandons à Vos Hautes Puissances la permission de nous en rapporter à notre Lettre du 26. d'Août, & nous les prions d'être persuadés que si, suivant la promesse & les assurances qu'elles nous en ont données, elles engageaient les Opposés, & feroient la Ville d'Emden à l'adhérer

ANNO
1716.

de routes voies de fait, & à faire les premières démarches envers le Prince, comme il convient à ses Sujets, pour lui donner une satisfaction raisonnable, s'y porter sincèrement, faire cesser les raisons que nous Subdélégués avons eu jusqu'à présent de nous plaindre, de leur conduite, & embrouiller les expéditions qui pourroient confier le respect dû à la Dignité de Souverain Juge dans l'Empire; de notre côté nous contribuerons autant que nous pourrons, suivant les Résolutions de nos Maîtres, en tout ce qui sera capable d'alléger les troubles peñs à de rétablir le repos. Veu Hautes Puissances peuvent être persuadés que nous n'oublierons rien de ce qui pourra leur convalesce que nous cherchons sincèrement leur approbation, puisque nous sommes avec un profond respect, &c.

(Signé)

G. G. RITTER.

J. J. ROBER.

A Amsterd. le 9. Septemb. 1716.

Enfin, sur Paris que l'on est que le Prince d'Orléans avoit recherché le secours de la Cour de Danemarck, de laquelle il avoit pris quelques Compagnies à la Solde, Leurs Hautes Puissances s'adresseront aussi à Sa Majesté Dannoise, lui proposant d'interposer sa Médiation conjointement avec Leurs Hautes Puissances. Elles en firent faire la proposition le 27. Août à Mr. Gys Ministre de Danemarck, par leurs Députés, & ce Ministre ayant reçu des Instructions de la Cour, s'expliqua en ces termes dans une Conférence qu'il eut avec les Députés le 24. Septembre.

Pro Memoria.

LE Ministre de Danemarck ayant fait très-humblement rapport au Roi son Maître, de ce qu'il a pu à Leurs Hautes Puissances de lui faire représenter au sujet des troubles d'Orléans dans la Conférence qu'il eut l'honneur de tenir avec Messieurs les Députés de L. H. P. le 24. des Mois d'Août dernier, & en particulier de la proposition qu'ils lui firent de la manière, qu'ils croyoient la plus facile d'accorder à l'Amiable par l'entremise de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances les troubles & les différends qui subsistent entre le Prince d'Orléans & la Ville d'Embsen avec ceux des Etats du Pais qui tiennent avec elle, sans commettre l'autorité de l'Empereur & la Dignité du Prince, & sans dépouiller la Commission Impériale: Sa Majesté a ordonné au fustid Ministre de faire connoître à Messieurs les Députés en réponse sur la fustide proposition, qu'en considération particulière de L. H. P. Sa Majesté veut bien se charger avec elles de cette Commission sur le pied proposé, & qu'elle donnera les ordres & instructions nécessaires au fustid son Ministre sur ce sujet; mais que Sa Majesté croit d'avis, qu'afin que la Négociation ne fût pas infructueuse, il seroit nécessaire avant tout, que Leurs Hautes Puissances agréassent & convinsent préalablement, qu'il seroit de part & d'autre fait une cessation d'Armes & hostilités, tant avant que durant la Négociation, & ensuite que cette Négociation ne s'écroulât pas sur les Points, qui sont déjà réglés & décidés par les Décrets Impériaux & par le Conseil Aulique, conformément aux anciens Accords, Concordats, Résolutions, &c. passés entre le Prince & les Etats, mais qu'elle seroit fixée sur les Points qui ne sont pas de cette manière décidés; posant ainsi pour fondement, que tout ce qui est réglé & décidé, selon les fustids Accords, Concordats, Résolutions, &c. par la Cour Aulique, doit être accepté & tenu pour décidé de part & d'autre; & comme Sa Majesté le persuade, que de cette manière l'affaire pourroit venir le plus sûrement & promptement à une bonne conclusion, elle espère que L. H. P. feront du même sentiment, & qu'elles se déclareront sur le même pied, & à cet effet Sa Majesté de son côté veut s'efforcer de porter le Prince à y donner les mains, & à envoyer ici un Ministre bien instruit de ses sentimens, dans l'attente que L. H. P. pourroient le Magistrat d'Embsen, & ceux qui tiennent avec lui, d'en faire de même, afin que la Négociation puisse être menée au plus tôt entre les Ministres, qui de part & d'autre seront commis pour cet Accommodement à moyener. Le fustid Ministre de Sa Majesté Dannoise prie Messieurs les Députés d'avois la bonté de faire rapport de ce que dessus

à L. H. P., en se recommandant toujours à l'honneur de leurs bonnes grâces. A la Haye le 24. Septembre 1716.

ANNO
1716.

(Signé)

N. GAYS.

Réponse de L. H. P. sur le Pro Memoria du
Résident de Danemarck.

Mardi 1. Octobre 1716.

OUi le rapport de Mr. de Lintchou & autres Députés, &c. qui ont examiné la proposition faite de la part du Roi de Danemarck par Mr. Gys son Résident, dans une Conférence qu'il eut avec les Députés de L. H. P. sur le sujet des troubles de l'Orléans, contenant en substance que Sa Majesté Dannoise seroit disposée à employer sa Médiation conjointement avec celles de L. H. P. pour terminer les fustids troubles, proposant en même tems que pendant la Négociation il conviendrait qu'on s'abstienne de part & d'autre de toute voye de fait, & que l'indie Négociation ne s'écroulât pas sur les Points qui sont réglés & décidés par les Décrets Impériaux, & par ceux du Conseil Aulique, conformément aux Accords, Concordats, Résolutions, &c. passés entre le Prince d'Orléans & les Etats, ainsi que l'indie Négociation sera limitée aux Points qui ne sont pas décidés de cette manière, posant ainsi pour fondement que tout ce qui a été réglé & décidé par le Conseil Aulique sera reçu de part & d'autre & tenu pour décidé, suivant les fustids Accords, Concordats, Résolutions, &c. qu'il est offert Sa Majesté s'efforcer d'engager le Prince à envoyer ici un Ministre instruit de ses sentimens, dans l'attente que Leurs Hautes Puissances détermineroient la Ville d'Embsen & ses Adhérens d'en faire autant.

Sur quoi étant délibéré & été trouvé bon & arrêté de leur part, de Lintchou & autres Deputés pour les affaires d'Orléans de répondre à Mr. Gys d'une nouvelle Conférence, que l'intention de Sa Majesté de travailler à terminer par un Accord amiable les troubles d'Orléans, est d'autant plus agréable à L. H. P. qu'elle leur persuade qu'en cela Sa Maj. n'a d'autre vue que L. H. P. mêmes, feroit d'ailleurs un embarrasement qui s'allume dans le volume de leurs Etats respectifs, sans prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, sans rien entreprendre sur la Souveraineté de Sa Majesté Impériale, sans approuver les voyes de fait de part & d'autre, & sans s'arroger l'incertitude de juger des Décrets Impériaux, & sans travailler à freindre cet embarrasement que dans la crainte qu'il ne fût fait non seulement à l'Orléans, mais aussi aux Provinces voisines, & l'on ne travaille pas des propositions amiables à pacifier les esprits irrités: que L. H. P. sont chargées de ce que Sa Majesté a chargé Mr. Gys de cette Commission, & qu'elle leur conviendrait volontiers avec lui sur tout ce qui peut contribuer au succès d'une affaire si importante, que pour commencer L. H. P. jugent qu'elles doivent, sans perdre de tems, informer Mr. Gys de leurs intentions sur les deux Points Préliminaires proposés, qui sont que, quoique L. H. P. eussent souhaité que l'on n'eût commis aucune hostilité, & qu'elles ne les desiroient pas moins que Sa Majesté, L. H. P. ne peuvent espérer qu'on puisse engager le Magistrat d'Embsen, & ceux que l'on nomme opposans, par d'autres voyes que par la force, qui rend infructueux tous les bons offices, à rétablir les choses sur le pied où elles étoient, comme un Préliminaire, & sans avoir aucune assurance préalable. Selon leurs les apparences il faudroit disposer sur le tems qu'il faudroit fixer, pour remettre les choses sur le pied où elles étoient de ce tems-là. Mais il paroit nécessaire à L. H. P. & négociable de convenir qu'on s'abstienne de voyes de fait, faisant les choses en fustid que pendant la Négociation pour un Accommodement; & qu'il y a lieu d'espérer que les Parties confondues à cet espérance d'autant que L. H. P. trouvent qu'il y a moins de difficulté à déterminer de cette manière la suspension des voyes de fait, puisque l'on peut fixer en terme fort court pour les Conférences; que L. H. P. prévoient qu'on aura beaucoup de peine à obtenir de ceux d'Embsen & des opposans d'instaler comme un Point Préliminaire, & comme la balle des Conférences pour

ANNO

1716.

pour un Accommodement amiable, (qu'on ne pourra certainement conclure si les Parties ne ont quelque chose de leurs Droits & de leurs prétentions;) que de part & d'autre on acceptera & tiendra pour décidé tout ce qui a été réglé & décidé par le Conseil Souverain tirant les anciens Accords, Concordats, Résolutions, & autres Pactes entre ce Prince & les Etats d'Orléans, surtout puisque c'est principalement de là que les trois autres parties tirent leur origine, puisque le Magistrat d'Embsen & les Adhérans insistent, (on ne décide pas si c'est avec ou sans fondement) qu'on n'a pas eu égard dans cette occasion, ainsi qu'on avoit dû aux anciens Accords, Concordats, Résolutions & autres semblables Constitutions de l'Orléans, & qu'on contraire le Conseil Souverain les a enjointes à plusieurs reprises dans ses décisions; qu'ainsi L. H. P. croient qu'on ne pourroit douter à cet égard par vray de Préliminaire, ainsi que le Prince d'Orléans consentant à la Négociation d'un Accommodement amiable sous la Médiation de Sa Majesté & de L. H. P. sans en être n'avoir renoncé en aucune manière aux avantages qu'il peut tirer de ses décisions de Conseil Souverain, & dans les Décrets de l'Empereur qui en font état, & encore moins d'avoir dérogé à la souveraine Dignité de Sa Majesté Impériale, & qu'en cas que la Négociation ne réussisse pas, lesdits Décrets & Décisions subsisteront dans leur entier.

Que si Sa Maj. approuve ces considérations de L. H. P. elle leur fera plaisir d'engager le Prince d'Orléans d'envoyer tel un Ministre bien instruit. & que L. H. P. s'attachent à empêcher le Magistrat d'Embsen & les Adhérans à en faire usage, afin d'entraver la Négociation le plutôt qu'il se pourra, & la terminer, s'il se peut, par un bon Accord sous la Médiation de Sa Majesté Danoise & de Leurs Hautes Puissances.

Considérations sur la Proposition des Etats Généraux de terminer les différends d'Orléans, par un accord à faire à la Haye, sous la Médiation de L. H. P. & du Roi de Danemarque.

La proposition suivante aient parvenue depuis quelques jours à la connaissance de Son Altesse le Prince d'Orléans, après mûre délibération elle a fait conclure par écrit les Considérations suivantes.

1. Leurs Hautes Puissances supposent d'abord, comme une chose raisonnable, que celui, ou ceux, qui seront chargés à la Haye des intérêts d'Embsen & de ses Adhérans, devront être pourvus d'Instructions & de Plein-pouvoir en forme, mais cela ne peut se faire que dans une Assemblée des Etats du Pais, car la Ville d'Embsen & ses Adhérans prétendraient sans doute, que tout ce qu'ils feroient, seroit considéré comme une affaire anormale par les véritables Etats. Supposé que cela soit, & que légitimement l'Accord pût être approuvé, il faudroit qu'on assemblât les Etats pour nommer des Plénipotentiaires, & leur donner Plein-pouvoir & Instructions.

2. Mais la Commission Impériale a des ordres limités de l'Empereur, faisant que la Ville d'Embsen & ses Adhérans ne seront pas appelés à l'Assemblée des Etats, ou autre Convocation. La Ville d'Embsen propose un Expédient d'éluder cet ordre, dans une Lettre à Son Altesse du 3. Septembre, en demandant l'Assemblée des Etats prorogée. Mais Son Altesse n'y veut consentir, puisqu'il la relève de ses Etats, & avec l'approbation de la Commission Impériale, Son Altesse a terminé & fini en Avril 1712. les Etats prorogés depuis 1699., & que Sa Majesté Impériale a confirmés dans ses Châmbres du 18. Janvier 1716.

3. Son Altesse a fait voir dans sa réponse du 17. Septembre tous les motifs de cette Lettre de la Ville d'Embsen. Voilà le premier obstacle légitime contre la dite proposition, & ainsi que les choses se feroient sur le pied où elles sont, il n'est pas possible, que l'on donne des Plein-pouvoirs des Etats pour une Députation à la Haye.

4. Il faudroit qu'avant tout, les Etats obéissent, qui se sont soumis aux Décrets Impériaux, & soient légitimement informés de la proposition, & qu'on demontre d'Etat & contentement, & quels Pouvoirs & Instructions ils voudroient donner à leurs Députés, ce qui ne se peut faire qu'en les assemblant avec ordre; cette Convocation ne peut se faire tant que la Révolution d'Embsen dure, puisque les violences de ceux d'Embsen empêchent, & puisque l'Ordre entier de la Noblesse s'est positivement & entièrement soumis aux Réglements de l'Empereur, & que jusqu'à présent aucun d'eux, surtout que Son Altesse le fait, excepté le seul van Appel, n'a eu part au tumulte, il faudroit confier en particulier la Noblesse, à elle veut donner quelque pouvoir à ses Députés.

Si l'on agit autrement en ceci, & que sans une Assemblée formelle des Etats, & sans avoir d'avance consulté les Etats obéissants, on voudrait accéder à ceux d'Embsen & à leurs Adhérans, de nommer des Députés & les envoyer à la Haye avec des Instructions, ce seroit autoriser les auteurs du tumulte contre tout Droit, & contre les Accords d'Orléans, ce qui ne peut être.

5. On ne peut conclure de la Lettre d'Embsen du 3. Septembre autre chose, sinon, que cette Ville & ses Adhérans, ne peuvent consentir aux propositions qui leur ont été faites par les Etats Généraux, ni admettre la Médiation du Roi de Danemarque, puisqu'il n'y est parlé que de la Médiation de Leurs Hautes Puissances, outre qu'ils consentent à ne pas vouloir reconnaître la Commission Impériale dans la proposition que Sa Majesté Impériale refuse de les écouter, ainsi qu'ils l'ont publié dans des Ecrits répandus de tous côtés. Leur intention est donc de traiter sous la seule Médiation des Etats Généraux, sans que la Commission Subdéléguée ait rien à y dire, ainsi qu'ils ont demandé à tous les Ministres sous de fausses promesses de rien publier qui soit émané par la Commission Impériale.

6. Les Etats Généraux entendent, suivant leur proposition, que tout ce qui auroit été réglé & arrêté à la Haye, seroit remis entre les mains des Subdélégués, pour avoir leur approbation, & être exécuté par forme de Décret; Son Altesse ayant été par de cet à la fausse Commission, ainsi qu'il le doit effectivement, les Subdélégués ont fait entendre, que bien loin de décréter l'exécution d'un Projet qui auroit été dressé sans leur concours, ils ne pourroient absolument pas l'admettre ou l'approuver, puisque dans la situation où sont les affaires, cette manière de traiter leur paroitrait préjudiciable à la souveraineté de l'Empereur & de l'Empire, & dont ils feroient responsables à Sa Majesté Impériale s'ils y condescendoient en aucune manière. Ainsi, si l'intention des Etats Généraux étoit, qu'un tel Projet dressé par Sa Majesté le Roi de Danemarque & Leurs Hautes Puissances soit arrêté, & qu'il indispense Sa Maj. Impériale & confie aussi peu que la Commission, sur tout si l'on consens à les charger pour l'avant de la garantie de l'observation de cet Accord, sans que néanmoins le Prince ne puisse trouver aucune sûreté.

7. On doit donc prendre garde d'offenser Sa Majesté Impériale par cette manière d'agir, puisqu'Elle-même & ses Prédécesseurs depuis longtemps ont expressement défendu de s'adresser à d'autre qu'à Elle quand il s'agit de quelques différends, ordonnant de se soumettre à son souverain Tribunal; c'est ce qui a porté Sa Majesté Prussienne, en offrant la Médiation à Son Altesse, de s'exprimer ainsi dans sa Lettre du 10. de Juin 1714.

« Nous n'ignorons pas l'intention de Sa Majesté Impériale à cet égard, & nous la respectons comme nous devons, en sorte que nous la secondons de tout notre pouvoir, & de notre inclination; n'est assurément de vous faire à l'entente de la Court Impériale & à sa décision; nous ne vous que vous ne le pouvez, & qu'on ne peut l'écarter ».

C'est cette Déclaration qui a porté Son Altesse à refuser toute Médiation, & s'en tenir à la voye légitime de la Justice, & il parait que cette conduite de Son Altesse a donné lieu à quelque mécontentement de la part de Sa Majesté Prussienne.

8. Si Son Altesse donne les mains à la Négociation proposée à la Haye, on voit bien que ce seroit offenser de nouveau le Roi de Prusse.

9. On ne répète pas ici d'autres raisons contenues dans la Révolution du 30. Avril, & communiqués à Monsieur Levee van Aduin.

10. La Commission Impériale a suffisamment déclaré que, dès que l'on auroit rétabli toutes choses sur le pied où elles étoient, elle pourroit convoquer une Diète composée des Etats qui se feroient soumis; & seroit disposée, suivant les Instructions de Sa Majesté Impériale.

ANNO
1726.

tielle, à dresser un Recet de l'execution en nom de la Commission, qui pourroit être publiée comme une déclaration impériale; que pendant l'execution de ce Recet, lesdits Subdoyens pourroient que Sa Majesté le Roi de Danemarck & Leurs Hautes Puissances envoyassent chaque une personne accréditée ad locum Commissarius, pour perficer, comme amis, aux Parties de faciliter l'execution d'un tel Recet de la Commission. Mais forant les Instructions desdits Subdoyens, la direction & la décision doivent dépendre d'eux seuls. Et il paroit que ces Députés accrédiés pourroient par leur intervention accréditer & accompagner des Poins qui ne font pas décidés dans les Décrets de l'Empereur, mais qui sont contenus dans les Conventions d'Oshtif, & dont Son Altesse a fait mention, & en peu de mois, dans la dernière Résolution donnée à Mr. le Baron d'Admet §. 12. Son Altesse approuve cette proposition des Subdoyens.

Le 11. de Septembre 1726.

1727. Lettre du Roi de Prusse aux Etats d'OSHTIFRIE.

FREDERIC GUILLAUME ROI, &c.

Nous voulons bien vous faire savoir par collecté, qu'il nous a été remis, il y a quelques jours, une Lettre de Sa Majesté Impériale, écrite le 13. Avril dernier, & envoyée expressément par un Courier, par laquelle Sa Majesté Impériale témoigne son extrême désir d'être des troubles qui ont duré jusqu'ici en Oshtif, & de sonner, que de votre côté vous pourriez toujours plus tôt contre votre Prince, lequel Elle regarde comme un adversaire qui l'en de mauvais exemple dans l'Empire, & qu'on ne sauroit absolument tolérer plus longtemps, après la grande clémence dont il a été usé envers vous infidèlement; c'est pourquoi Elle demande de Nous, & en même temps des autres Princes Coadjuteurs du Cercle de Westphalie, en ces propres termes : « Que nous voulions éteindre de toute main fureur, si elle peut être possible, la Rébellion facieuse par des Sujets sans Religion, sans foi, sans honneur, comme une chose contraire à l'autorité du Chef Suprême dans l'Empire; que Nous voulions assister le Prince dans le danger où il se trouve, avec les Troupes nécessaires, rétablir le Pais, tranquilliser & obéissance, mettre les Bouteilles en prison, & les garder jusqu'à nouvel ordre; enfin contraindre comme Directeur du Cercle, tout ce qui est nécessaire pour accommoder & faire cesser promptement les différends pernicieux qui regnent dans la Principauté d'Oshtif. »

Comme donc nous ne pouvons nous-même naturellement apporter, que contre nos propres exhortations si souvent réitérées envers vous, vous ayez de votre côté pué les choses si loin, jusqu'à voler, piller, briser & ruer politiquement; même tirant la foudre Lettre de Sa Majesté Impériale, jusqu'à enlever le Prince & sa famille dans la résidence, à s'écarter à le forcer par un Siège formel, & la reine d'icelle, à faire tout ce que vous voulez, & cela dans un temps où tout le différend étoit déjà décidé par les Décrets Impériaux, ou pendant en partie encore devant le Conseil Aréopage, de quel côté vous ayez pué par conséquent la décision légitime de Sa Majesté Impériale. Et comme il ne vous est nullement inconnu combien sévèrement ces sortes de rébellions contre le Souverain légitime sont défendues par les Constitutions de l'Empire & autres Loix, vous pourriez aisément comprendre vous-mêmes que dans de telles circonstances une pareille conduite continuée ne sauroit être indifférente à vous, comme un Etat fidèle de l'Empire, & qu'il seroit impardonnable à nous, si nous ne voulions être de connivence à cet égard, ou nous soumettre à la Commission de l'Empire dont nous avons été chargé.

Mais afin que vous ayez d'autant moins lieu de vous plaindre de quelque persécution, nous vous faisons connaître véritablement la foudre éternelle incriminée de Sa Majesté Impériale, jusqu'à ce que nous ayez communiqué l'icelle avec les Seigneurs nos Coadjuteurs, vous retirant encore par la présente, très-gracieusement & en même temps très-sérieusement, qu'ayant que vous desirez éviter l'entière disgrâce de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, avec l'execution de

tous les Directeurs du Cercle de Westphalie, qui s'exécuteroit très-certainement, &, contre toute opinion, nous n'y faisons point d'exception, vous retiriez aussitôt après la Lecture de la présente les armes légères, vous priés comme votre Prince; que vous réduisiez les armées de cette émeute dans les justes bornes, & pourriez avec eux tranquille la dite obéissance, jusqu'à ce que l'affaire soit entièrement terminée par la voie de la justice, ou par un Accommodement amiable, à quel nous ne manquons pas de bonne volonté de contribuer autant que faire se pourra. Nous espérons l'icelle incessamment votre Déclaration positive, & dans cette ferme attente, nous vous assurons de notre grâce & affection.

Berlin le 10. Mai 1727.

Lettre du Roi de Prusse aux Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, TROIS-CHERS AMIS ET VOISINS.

Nous espérons que Vos Hautes Puissances ne prendront aucunement que comme une marque de la confiance continue que nous avons en Elles, que nous leur donnons communication par celle-ci, de la Lettre qui nous a été envoyée il y a peu de jours de Sa Majesté Imp. par un Courier express; par laquelle, Nous comme aussi les autres Princes Coadjuteurs du Cercle de Westphalie, sommes vivement exhortés & priés d'éteindre sans délai, & par tous les moyens possibles, les troubles récents qui continuent jusqu'à présent en Oshtif; à donner au Prince la protection & l'assistance nécessaire contre les Rebelles, & à diriger les choses de la manière, que la Paix & la tranquillité de ce Pais soit rétablie au plutôt.

Nous ne pouvons pas aussi cacher à Vos Hautes Puissances, que tant par rapport à l'obligation où nous nous trouvons, comme en Etat de l'Empire, & Directeur du Cercle envers Sa Majesté Impériale; qu'au point en particulier par la confirmation qu'il nous impose beaucoup comme Successeur expressif dans le Pais d'Oshtif, qu'il ne soit pas réuni par de telles Rébellions, nous n'avons pu nous dispenser de déclarer incessamment en Réponse: Que nous serions toujours prêts, en cas de besoin, à prendre une telle Commission sur nous.

Et puisque Vos Hautes Puissances de leur côté ont non seulement témoigné ci-devant en toute occasion avec nous, un bon vouloir méconnaissable contre tout ce que les Etats d'Oshtif & la Ville d'Emboen ont cherché à obtenir par la force; mais qu'Elles leur ont aussi plusieurs fois consulté à tenir une conduite plus raisonnable & discrète; quoiqu'en vain. C'est pourquoi nous nous reposons particulièrement sur de la grande équité de Vos Hautes Puissances, qu'Elles qu'elles pourroient en aucune manière la conduite révolue & folle de beaucoup de sang, des Etats d'Oshtif, & encore moins qu'Elles voudroient empêcher en quelque façon la prochaine exécution (au cas qu'elle lui encore demandée) par leurs Troupes qui se trouvent dans ledit Pais.

De notre côté nous ne souhaitons rien plus que lesdits Etats d'Oshtif puissent faire à tout prix la reconnaissance qu'ils n'ont pas fait ci-devant à notre exhortation réitérée & bien intentionnée, que nous leur avons envoyée, & dont la Copie est ici-jointe, & éviter par là le malheur qui leur pèse sur la tête.

Mais en cas que nous, nous voulons être excessif de tous les malheurs & maux-fais qui leur pourroient arriver; & surtout encore particulièrement à Vos Hautes Puissances avec toute sincérité, que par rapport aux Capitains avancés par Elles dans le Pais, nous ne pouvons que le rétablissement de l'ordre & l'obéissance entre le Prince & les Seigneurs plus envenimée, que de souffrir que tout reste plus longtemps dans la confusion présente; & que nous pourrions toujours à cœur, autant qu'il dépend de nous, d'être au prompt payement des intérêts des Capitains d'ici à Vos Hautes Puissances. Pour le reste nous demeurons, &c.

Berlin le 10. Mai 1727.

FR. GUILLAUME,
plus bas, ILLEG., Extraits

ANNO

1727.

Extrait de la Réponse des Etats G. des Provinces-UNIES des Pais-Bas au Roi de PRUSSE.

QUE Les Hautes Puissances étoient très-reconnaissantes de la confiance que Sa Majesté leur témoignoit en leur faisant part de la résolution de Sa Majesté Impériale, attendant à ce que Sa Majesté et les autres Princes Diétarcs du Cercle prussien la mais ensemble ou séparément à l'exécution des Décrets Impériaux dans l'affaire d'Ostfrie, et assésaient les troubles dans ce Pais. Que Les Hautes Puissances avoient en loin de leur côté de donner connoissance de tous en tems à Sa Majesté des démarches qu'elles faisoient pour apaiser ces différends, s'il étoit possible, et prévenir les voies de fait qui ont été commises contre leur sanction de leur assemblée, puisqu'elles les ont désapprouvées, ayant résolu de conseiller à ceux d'Embsen & à leurs Adhérens de se soumettre aux Décrets Impériaux, & de s'abstenir à l'avenir de toutes voies de fait, dans l'espérance que leur médiation empêchera que les Décrets soient exécutés à la rigueur, & qu'ensuite les Grands soient redressés selon l'équité, la tranquillité & la Régence pourroient être rétablies en Ostfrie comme ci-devant, d'où se font Les Hautes Puissances avoient chargé le Sr. de Keppel leur Ministre, d'informer Votre Majesté, avant d'avoir reçu la Lettre; elles en ont de même donné connoissance au Sr. de Meinherthagen Ministre de Sa Majesté ici. Que Les Hautes Puissances se flattent que leur Conseil joint à la Lettre de Sa Majesté aux Etats d'Ostfrie, seroit un bon succès, & qu'il ne sera point nécessaire d'en venir à une exécution réelle, qui, si elle doit le faire en introduisant des Troupes dans l'Ostfrie, ne seroit qu'à opprimer & à ruiner ce Pais, & la conservation duquel Les Hautes Puissances ne font pas moins intéressées que Sa Majesté. Que Les Hautes Puissances font très-insolentes que Sa Majesté ait eue les Etats de ce dont il s'agit menacés, s'il se s'abstient de toutes voies de fait, & ne se soumettent. Que L. H. P. soient informés que Sa Majesté de faire entendre qu'on ne se presse pas d'envoyer des Troupes en Ostfrie pour exécuter les Décrets Impériaux, dans l'espérance que Sa Majesté Impériale, selon la clémence naturelle, voudra bien donner quelque espérance & liberté aux Rénies condamnés à tout perdre; que les Décrets ne soient pas exécutés contre eux à la lettre, & que Sa Majesté voudra bien y contribuer, afin que les conseils que l'on donnera aux Rénies de s'y soumettre, aient plus d'effet. Que Les Hautes Puissances ne souhaitent rien davantage que de voir le repos rétabli en Ostfrie le plutôt possible; à quoi Elles ont eu intérêt, surtout que ce soit par des moyens qui ne fustent pas ce Pais, qui n'a déjà que trop souffert pendant un long-tems par les troubles. Que L. H. P. feroient toujours persister à y contribuer sans qu'il dépende d'elles, dans l'espérance que l'on ne portera aucun préjudice à leurs intérêts en Ostfrie.

Réponse des Etats Généraux au Mémoire des Députés des Etats d'OSTFRIE & de la Ville d'Embsen.

QU'il n'ignoroient pas avec quel zèle Les Hautes Puissances avoient travaillé pour concilier, & s'il étoit possible, persuader au Prince d'un côté, & aux Etats avec la Ville d'Embsen d'un autre côté, de terminer leurs différends par un Accord amiable, & en attendant de s'abstenir de part & d'autre de toutes voies de fait; Qu'Elles font très-sensibles de n'avoir pu réussir, puisque selon elles, d'où le meilleur parti pour les uns & les autres, & l'espérance la plus convenable pour rendre le repos durable. Que les choses étant dans la situation où elles sont, Les Hautes Puissances ne pourroient leur donner un meilleur conseil que celui de se soumettre, aux & leurs Principaux & Committés, à la décision des Décrets de Sa Majesté Impériale, Les Hautes Puissances leur concilient cette soumission. Que Les Hautes Puissances avoient employé tous leurs bons offices, & continuent à les employer pour faire en sorte que l'exécution des Décrets Impériaux commise aux Délégués du Cercle soit suspendue par provision dans

l'espérance que cette soumission le sera bientôt, mais que sans cette soumission, il n'y auroit point de succès à attendre; que dit qu'elle sera faite. Les Hautes Puissances n'ont cherché d'obtenir, par leurs précédentes intercessions, que les Décrets ne soient pas exécutés à la rigueur, & que l'on use de modération, que les Grands soient redressés, & la Régence rétablie sur un bon pied. Que quant aux plaintes par rapport aux Troupes Danubiennes qui sont à présent en Ostfrie, & aux désordres & violences qu'elles commettent dans le plat Pais, Les Hautes Puissances emploieront leurs bons offices à ce que ces Troupes soient renvoyées, & que l'on fasse cesser ces désordres; mais que pour l'obtenir il faut que le Magistrat d'Embsen & les Adhérens donnent des assurances au Prince, qu'ils n'en viendront plus à aucune voie de fait, ni directement, ni indirectement.

Réponse de Les Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas.

Vendredi 9. Juillet 1728.

LES Srs. Univerfiers & autres Députés de Les Hautes Puissances pour les affaires d'Ostfrie, ayant examiné en vertu de leurs Résolutions Committorales dures de plusieurs jours différens, conjointement avec quelques Srs. Committés du Conseil d'Etat, les Pièces & Papiers que Les Hautes Puissances ont reçus depuis quelque tems au sujet de l'état présent des affaires en Ostfrie, particulièrement celles qui ont relation à la fureur de la Ville d'Embsen, en deuant & en dehors; & les Srs. Committés du Conseil d'Etat ayant communiqué le rapport du Colonel Uno, qui depuis peu y étant envoyé par le Conseil, pour examiner l'état présent des affaires en Ostfrie, spécialement à l'égard de la liberté de la Ville d'Embsen qu'il leur parloit, aussi bien qu'aux Srs. Committés du Conseil d'Etat, entièrement d'après; parce qu'il est évident qu'on a poulé ceux d'Embsen à bout; que les Décrets Impériaux sont exécutés contre à la dernière rigueur, & qu'on parait avoir eu vue de mettre les affaires, par la continuation de l'exécution, hors d'état de pouvoir être redressées, pendant qu'on se répond mutuellement, ou seulement par de belles paroles, aux bonnes intentions & vives représentations de Les Hautes Puissances, pour obtenir quelque mitigation des Décrets Impériaux; comme aussi de rétablir la Paix & la tranquillité en Ostfrie par des moyens plus doux, sans pourrir la souveraineté de Sa Majesté Impériale, comme jage suprême dans l'Empire.

Que ces pareils inconséquences par les procédures des Srs. Committés Subdélégués de Sa Majesté Impériale, qui pendant les assemblées du Conseil Anli, repétés sur les fortes instances de Les Hautes Puissances, se font rendus Maîtres des Seigneurs d'Embsen, situés autour de la Ville, & y ont mis des Troupes sous prétexte d'exécution. Que l'invasion desdits Seigneurs, & particulièrement de celle de Woensylen, qui n'en est qu'à la portée d'un Pascaou, met la Ville en danger d'être surprise à tout moment; qu'outre cela on a privé les Bourgeois & Habitans de la Ville, par le séquestre desdits Seigneurs, de leur subsistance, laquelle ils ont accusé de tirer de ces Seigneurs, & que la Ville même est tellement entourée & ferrée, qu'elle, aussi bien que la Garnison de Les Hautes Puissances est tellement bloquée, qu'aucun Bourgeois ou Habitant d'Embsen n'ose mettre les pieds hors des portes de la Ville sans un danger extrême, à moins qu'il ne soit muni d'un Surséant des Srs. Committés Subdélégués Impériaux. Qu'on publie un Decret sous l'anne, & qu'on met ensuite les routes fort de chofes, quelquefois, où Les Hautes Puissances font directement interdictes comme Parties Contraintes avec le Prince & les Etats, sur le Magistrat en général, ou l'un ou l'autre de ses Membres en particulier; qu'en menant ainsi les esprits au désespoir, l'apparence d'une Révolte en deuant, & les dangers d'une surprise en dehors augmentent de jour en jour, de façon qu'on n'a pas seulement la dernière confiance à craindre, mais qu'on dit, pour ainsi dire, à la veille d'un bouleversement général; que les Troupes de l'Etat d'Embsen courent pareille-ment sans risque d'y être comprises, & qu'en se pour-

ANNO

1727.

1728.

ANNO
1718. soit venir, contre l'intention de Leurs Hautes Puissances, & malgré les fondes Troupes, & des hostilités qui pourroient avoir de fâcheuses suites.

Qu'ont Srs. Députés avoué après qu'on sollicite à Vienne de la part du Prince, tant sous un Doret Impérial, de *insurgere abbasibus militibus Batavici*; & que Leurs Hautes Puissances sont fort inquiètes de ce que ladite sollicitation pourroit produire, qu'il est fort à craindre que la République sera à la fin troublée contrairement des anciennes possessions de ses Garnisons à Embden & Lierocron, & qu'il pourra arriver qu'on renverra tout d'un coup la forme de la Régence en Oostfrise, à la conservation de laquelle on a travaillé sincèrement de la part de l'Etat avec un zèle infatigable & avec toute l'application & précaution possibles depuis une longue série d'années. Leurs Hautes Puissances ayant été requises expressément en qualité d'amis & voisins, aussi bien par les Comtes & Princes d'Oostfrise, que par les Etats, avec ce succès que les troubles ont été chaque fois alloués, les différends apaisés, & après précédente soumission, décidés, comme aussi la forme de la Régence fixée & affermie: de façon que par la Médiation de Leurs Hautes Puissances, on a fait plusieurs Accords solennels, entre les Comtes & Princes, & leurs Etats, comme aussi entre les Comtes & Princes & la Ville d'Emden, comme de tout temps, Ville principale & la plus privilégiée d'Oostfrise, lesquels Accords ont été affermis par la Garantie de Leurs Hautes Puissances, & de manière desquels, comme aussi pour prévenir toute sorte d'hostilités, elles ont mis & ont mis leurs Garnisons à Embden & Lierocron.

Qu'on ne se soit pas nécessaire d'aller en si long, que cet Etat à toujours été à l'égard l'Intérêt de l'Oostfrise & de la Ville d'Emden en particulier, ni en que Leurs Hautes Puissances ont fait pour la confirmation de ce Pais; que marque de cela, parmi plusieurs autres preuves, la Ville d'Emden a été toujours nommément comprise de la part de Leurs Hautes Puissances dans tous les Traités de Paix, où elles ont été intervenues, comme dans celui de Münster, Nimegue, Ryswyck & Utrecht, & que de plus on n'a qu'à remarquer en passant, que l'Oostfrise présentement réside en Marais & Pais inondé, sans les Capitaines confédérés qui ont été négociés sous la Garantie de l'Etat, & que les Habitans de la République ont encore fourni depuis peu, ce qui a augmenté de beaucoup l'Intérêt que la République prend à la confirmation de force qu'on ne peut s'engager qu'avec étonnement à favoriser à son renversement total de la Régence en Oostfrise, dont on a ci-devant allégué les suites, & qui sont faciles à prévoir, mais qu'on ne sauroit trop répéter.

Sarquoi ayant été délibéré, il a été trouvé bon & arrêté de donner confidence dudit rapport aux Srs. Plénipotentiaires de Leurs Hautes Puissances à Solifons, & de leur recommander de concourir par cet état d'urgence & prophète des affaires en Oostfrise, avec les Srs. Ministres de France & de la Grande-Bretagne, ces deux Comptes ayant déclaré en général d'être portés à favoriser Leurs Hautes Puissances; & à favoriser l'Intérêt de l'Etat en Oostfrise; à qui entretiens continus que la tranquillité & soit rétablie au plus tôt, que les Droits de Garnison de l'Etat, dont il a joui depuis si long temps, & que les Accords & Accommodements entre les Princes & les Etats, dont Leurs Hautes Puissances font pour la plupart garants, ne soit annihilés ou bouleversés, & que toute la Régence ne soit renversée; à moins de quel on ne voit aucune certitude, & encore moins, une parole sûre à l'égard des Garnisons de l'Etat en Oostfrise & des Capitaines importants que les bons Habitans de la République ont fournis pour le bien & la conservation de l'Oostfrise aux Princes & aux Etats en général, comme aussi à la Ville d'Emden en particulier.

Qu'ont Srs. Plénipotentiaires obéiront à l'égard dudit concert.

1. De déléguer conjointement avec les Srs. Ministres Plénipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne au Congrès, comme on peut engager les Srs. Comtes de Sinsendoff & autres Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale audit Congrès, dont le premier a déjà été arrivé, par le Sr. Cardinal de Fleury, de l'Etat favorable des affaires en Oostfrise, à donner une réponse positive & spécifique à l'égard de l'intention de la Cour Impériale rochant le rétablissement de la paix en Oostfrise, & particulièrement sur la manière la plus

ANNO
1718. propre & la plus efficace, pour infliger vivement & ré-toucheusement auprès des Srs. Plénipotentiaires Impériaux, soit seuls, ou bien conjointement avec les Ministres de France & de la Grande-Bretagne au rétablissement de toutes les innovations pendant les délibérations du Conseil Antique, sur l'intercession de Leurs Hautes Puissances pour la modification des Decrets Impériaux dans les affaires d'Oostfrise, & particulièrement à la restitution des-dites Séigneuries à l'Empereur d'Autriche, dont l'occupation ferre la Ville de 6 pns, qu'elle est avant que bloquée; on pour le moins de l'inspiration sous exécution ultérieure, & de réduire la Commission à un état, qu'on ne vienne ni dans le voisinage, ni sur les Frontières de l'Etat à des extrêmes, qui pourroient avoir de mauvaises suites, dans un tems, où le Congrès est assemblé à Solifons pour la Pacification générale de l'Europe.

2. Que pour terminer enfin les troubles, qui ruinent le Pais de fond en comble, & la confirmation duquel Le H. P. sont intéressés pour les raisons ci-dessus alléguées, on fût des représentations séculaires aux Srs. Plénipotentiaires Impériaux de vouloir effrayer, par leurs bons offices, auprès de Sa Majesté Impériale & Catholique, que ladite Majesté le différend, selon la baine d'ici & la clémence nécessaire, à mettre la rigueur des Decrets publics, par lesquels les Habitans d'Emden & leurs Adhérents sont condamnés à perdre leurs biens & vies, & qu'elle s'ouvre à Le H. P. & à leurs Alliés respectives touchant les intentions pour le rétablissement de la Paix & de l'ordre dans le Régence d'Oostfrise, afin que Le H. P. étant persuadés que S. M. Impériale & Cathol. ne forge niempire à exécuter les Decrets, selon leurs leur respect, qu'à l'intercession de la forme de la Régence, se puissent tranquilliser pour leur propre intérêt, & soient par là d'accord plus en état de disposer la Ville d'Emden & tous de son part à l'accommoder à l'intention de S. M. Impériale, ainsi qu'on a fait de pareilles représentations l'année passée de la part de Le H. P. au Sr. Comte de Königsegg Ryx, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté Impériale à la Haye, & sur lesquelles on a inféré de tems en tems, sans qu'on aye vu le moindre succès.

3. Que lesdits Srs. Plénipotentiaires de Le H. P. communiquent aux Srs. Cardinal de Fleury & autres Plénipotentiaires de France & de la Grande-Bretagne, & leur fassent la proposition, qu'en cas que, contre toute espérance & attente, les Srs. Plénipotentiaires Impériaux ne donnaient pas une réponse suffisante à ce sujet, ou que, pendant qu'on attend ladite réponse, on complot ni nous elles hostilités contre la Ville d'Emden & la Garnison de Le H. P., ainsi qu'on doit appréhender, pour les raisons susdites, Le H. P. comptent non seulement sur l'amitié, l'harmonie & la bonne intelligence, qui règne entre les Hautes Alliés & l'Etat; mais qu'elles font aussi entièrement persuadés, que lesdits Hautes Alliés regarderont ce cas comme *Geset Federat*, qui est compris dans les Traites, & notamment dans celui d'Hanovre, où dans l'Art. 2. on s'est promis une Garantie réciproque, non seulement de tous les Etats, Pais & Villes, mais aussi de tous les Droits, Immunités & Privilèges, & dont les Hautes Communes jouissent, se doivent pour dans le tems que le Traité fut signé, étant incontestable, que parmi les Privilèges, dont l'Etat jouit dans le tems qu'il accède audit Traité, & dont il a été en possession depuis plus de 120. ans, les Garnisons à Embden & à Lierocron ne sont pas les moindres, &c.

Decret de Sa Maj. Imp. dans l'affaire d'Oostfrise.

Lundi le 13. Septembre 1718.

ON notifie à la Commission de l'Oostfrise & publiera la Résolution suivante de S. M. I.
L'Empereur a approuvé le sentiment du Conseil Antique, de sorte que

1. On expédiera & publiera la Patente d'Amnistie promise, pour contraindre à la Dette, les Etats d'Oostfrise & appartenans, tant les habitants que les *Armenen*, avec pourvue cette relative, que non seulement les deux Autens de la Rebellion, notamment *Bernard Jansen d'Appel*, & *Radolf d'Abderde*, mais aussi ceux qui ont eu part aux hostilités personnelles, feront objets de cette Amnistie, & on procédera ensuite aux

filas

ANNO selon le Droit, &c. Cependant Sa Majesté Impériale, 1718. feroit le rapport des Commissaires, & se réserve de décider là-dessus, si Elle trouve plus à propos de mixer les deux, ou point.

2. Le Commissaire d'Oultfrife continuera la liquidation des Biens des Rebelles pour l'indemnité des innocens, jusqu'à la composition de tout à la Dilte, & moyennant leur bon comportement, les Biens liquidés pourroient leur être restitués, en vertu de la clemence & de la générosité de l'Empereur, dès que les Lettres seroient décernées.

3. On expédiera, selon le Procès-verbal, le Decret Impérial, & on le donnera à l'Empereur de Hollande, en réponse des Mémoires qu'il a délégués.

4. On adressera les ordres, selon le Procès-verbal, aux Commissaires Impériaux, & à leurs Subdélégués dans l'Oultfrife.

(Signé)

ARNAULD HENRI DE GLANDORFF.

Lettre de Mr. Hap, à Mr. Fagel, Greffier de
Leurs Hautes Puissances, du 29. Juillet 1718.

MONSIEUR,

D'après ma dernière du 25. du Courant, je me suis enquis à Versailles avec Mr. le Cardinal & Mr. le Garde des Sceaux sur l'affaire d'Oultfrife; Je les ai trouvés très-disposés de parler encore efficacement à Mr. le Comte de Sinsendorf dans la vue d'empêcher que l'affaire d'Oultfrife ne soit posée à une plus grande extrémité, mais au contraire que les Séigneurs appartenant à la Ville, & qui sont occupés par la Commission, lui soient restitués, à que l'on n'en vienne à aucune nouvelle exécution, pendant les délibérations de l'Empereur pour établir le repos dans ce Pays-là: supposant que ce que ces Ministres ont dit à ce sujet au Comte de Sinsendorf n'a été d'aucun effet jusqu'à présent, ils ne donnent point que ce Seigneur ne fit réflexion sur ce qu'ils lui avoient représenté sur cette matière, & que L. H. P. pourroient être persuadés qu'ils prendroient à cœur de toute manière la liberté & les intérêts de L. H. P. & qu'ils leur en donneroient des preuves dans toutes les occasions. Et comme le Comte de Sinsendorf m'a voit promis de me remettre en main la Copie de la Lettre qu'il écrivoit sur ce sujet au Comte de Königsegg-Erps, que ce Ministre enverroit aux Commissaires Subdélégués d'Oultfrife, dans l'espérance qu'elle produiroit l'heureux succès qu'on en attend, j'ai encore parlé à ce sujet à ces Messieurs & leur ai promis de leur envoyer la Copie de cette Lettre, afin qu'ils puissent être mieux en état de juger de l'intention du Comte de Sinsendorf.

Je ne puis à cette occasion, Monsieur, m'empêcher de vous dire, que j'ai remercié les Ministres de la Grande-Pensée républicaine de déclarer les demandes d'Oultfrife un *Casus Federis*, suivant quoi L. H. P. sont en Droit d'exiger ce qui a été promis par l'Alliance de Hanovre, mais je n'ai pas trouvé la même Résolution chez les Ministres de France, quoiqu'ils connaissent de fortes alliances de leur côté & de leur force. Ils se retranchent à dire qu'ils se sentent plus par affection pour l'Etat, que par aucune Obligation en vertu des Traités.

J'ai envoyé Copie de la traduction de la foudre Lettre du Comte de Sinsendorf, à Mr. le Garde des Sceaux, & j'en ai pareillement remis Copie aux Ministres d'Angleterre, afin qu'ils examinaient ce qu'il y avoit à faire sur cette matière, & de quelle manière on pourroit le mieux satisfaire à l'intention de L. H. P. concernant dans leur Résolution du 9. de ce Mois; Je me suis ensuite abouché avec les uns & les autres.

Dans la Conversation que j'ai eu avec le Comte de Sinsendorf, sur cette affaire, il s'est expliqué clairement & m'a dit, que l'intention de l'Empereur n'étoit absolument pas de faire déloger la Garnison que l'Etat avoit dans Embden; Qu'il croyoit même que les intérêts de l'Empereur s'accorderoient à ce que la Ville d'Emden demeurât sous la Garde de l'Etat; & qu'il ne pourroit point approuver que cette Forteresse de l'Empire fût occupée par des Troupes Étrangères, mais que l'Empereur continueroit à user de clemence à l'égard de ce qui avoit été si long-temps prouvé par

rapport à Embden. Sur quoi j'ai pris la liberté de représenter à S. E. que ce qui se passoit dans ces Quartiers-là ne s'accordoit guère avec les alliances qu'il me donnoit, puisqu'il n'y avoit pas grande différence entre attaquer la Garnison de l'Etat, ou, sous prétexte d'écarter les Décrets du Conseil Autique, la tenir si étroitement bloquée ainsi que les Habitans, qu'il y avoit lieu de craindre à tous momens qu'elle ne fût surprise.

S. E. m'a dit outre cela qu'on avoit déjà mis ordre & réglé le paiement des intérêts des Capitains que l'Empereur avoit avancés en faveur de l'Oultfrife; Qu'à l'égard des *denrées*, l'intention de l'Empereur étoit absolument qu'ils dévoient le fournailler, & s'en rapporter à la Commission, que par-là l'Empereur seroit en état de les traiter avec douceur, & clemence, ce qui étoit aussi son intention.

Là-dessus, je pris encore la liberté d'affirmer S. E. que l'intention de l'Etat étoit d'âge de enlever à cet égard avec l'Empereur aussi-bien que S. M. I. trouvoient à propos d'allouer aux *Reichs* leurs Biens & leur vie, & que la Ville & le Pais conserveroient leurs Droits & Privilèges qui faisoient la liberté de l'Etat & de leurs Habitans; & que l'Etat souhaitoit que l'Empereur eût la bonté de s'expliquer à cet égard d'une manière plus claire & plus précise, sans quoi l'Etat ne pouvoit pas le charger de peser des Gens à si foiblement, contre qui il y avoit déjà un Decret qui débrutoit leurs Biens & leur vie, & leur vie en un danger. Le Comte de Sinsendorf répondit qu'il étoit sûr que l'Empereur même, suivant son Serment, ne pouvoit juger que conformément aux Loix & Privilèges du Pais; qu'il n'étoit pas assez instruit pour savoir si tous ces Privilèges avoient été légitimement obtenus, sans quoi ils ne pouvoient être regardés que comme sans effet. Qu'on l'Administration des Lieux Publics doit une des choses de la discipline dans ce Pays-là, & que (selon son jugement) le Prince, à cet égard, n'étoit pas bien fondé, je finis, &c.

Lettre de Mr. Hap, à Mr. Fagel, Greffier de
Leurs Hautes Puissances, de Paris le 1. Août 1718.

MONSIEUR,

D'après ma dernière du 29. du passé, j'ai eu de voir représenter à Mr. le Cardinal, par la Lettre ci-jointe, ma surprise sur le contenu de la Lettre du Comte de Sinsendorf, que j'ai eu l'honneur de vous envoyer alors. Mr. le Cardinal m'a d'abord répondu à ma Lettre d'une manière qui confirme ce que le Comte de Sinsendorf avoit avancé, savoir, que les affaires de l'Empire, en particulier celle d'Oultfrife, ne pouvoient être portées au Congrès, s'il n'étoit possible qu'il en soit envoyé à L. H. P. cette Lettre de Mr. le Cardinal.

Mr. le Garde des Sceaux m'a aussi bien fait connaître tout ce qui se feroit, je m'y suis rendu, & Mr. le Garde des Sceaux m'a donné en réponse au Mémoire que j'ai remis depuis peu à Mr. le Cardinal sur les affaires d'Oultfrife, que Mr. le Cardinal & lui Garde des Sceaux avoient parlé au Comte de Sinsendorf sur l'affaire d'Oultfrife dans les termes les plus pressans, qui avoient été employés S. E. à écrire au Comte de Königsegg-Erps; que depuis que je leur avois envoyé Copie de cette Lettre le Garde des Sceaux étoit allé à Bologne, où loge le Comte de Sinsendorf, pour lui parler encore sur le même sujet, qu'il lui avoit communiqué le contenu de la Lettre de Mr. le Cardinal, en lui déclarant que c'étoit la sentence irrévocable de Son Eminence. Que le Comte de Sinsendorf lui avoit répondu qu'il espéroit que la Lettre au Comte de Königsegg seroit tout le succès désiré, & que comme il avoit reçu ce jour-là au Conseil de l'Empereur sur cette affaire d'Oultfrife, il s'imaginait que le Comte de Königsegg auroit aussi reçu de nouvelles Instructions sur ce sujet; mais que puisqu'il n'en étoit rien sur cette affaire si fort à court, il dépêcherait incessamment un Courier à la Cour Impériale, à quel le Comte de Sinsendorf avoit ajouté de nouveau, que l'Empereur n'avoit pas intention d'attaquer ni la Garnison.

* On trouvera ci-après cette Lettre, écrite de Mr. le Cardinal & le Mémoire dont il est parlé dans cette Lettre.

ANNO
1718.

saient de l'Etat, ni les Privilèges du Païs, procédans de la manière la plus forte que les Rois de France traitent avec toute sorte de douceur s'ils voulaient le faire, mais il ne s'expliqua point davantage sur cet Article.

Enfin, Mr. le Garde des Sceaux me dit pour dernière réclamation sur mon Mémoire: *Nous fonderons les Etats Généraux dans l'affaire d'Oultre.* Il ajouta que la République et son Intérêt, pour que nous portions à l'aider avec empressement et avec ardeur. Elle sera très-bon de prendre toutes les mesures nécessaires pour ce point important, si l'on parait trop loin la vouloir, et comme nous se concertent avec nous, ils peuvent être sûr que nous ne les abandonnerons point, en cas que toutes les mesures pour faire valoir la réputation des Commissaires Importans devaient l'aider. Mr. le Garde des Sceaux avait couché ceci par écrit afin de faire la même Déclaration; mais aucun changement, au Comte de Sinterdorff, ce qui fut aussi envoyé à Mr. de la Bourse.

Comme j'avais aussi désiré le Mémoire lué à nos Ministres de la Grande-Bretagne, ils m'ont répondu qu'ils avaient reçu plusieurs ordres d'appuyer de tout leur pouvoir les représentations qui seront faites de la part de L. H. P. au sujet des affaires d'Oultre, tant à cette Cour qu'à nos Ministres de Sa Maj. Imp. Et ils m'assurèrent que l'Intention de leur Cour étoit de prendre le parti de la République en toutes manières dans l'affaire d'Oultre & qu'ils enverraient à leur Cour le même Mémoire que je leur avais donné. Je suis, &c.

Copie de la Lettre de Mr. le Comte de SINTERDORFF, à Mr. le Comte de KÖNIGSECK-ERPS. Datede de Brème le 16. Juillet 1718.

J'ai reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6. de ce Mois, avec les Relations et points pour S. M. I. & par laquelle je vois que vous êtes du sentiment, que je dois écrire à la Commission Subdéléguée qu'Oultre, pour lui faire connaître que je croyais que ladite Commission ne devait pas pousser l'exécution plus loin, mais qu'elle laisse les choses dans l'état, ou elles se trouvent actuellement jusqu'à ce que S. M. I. en ait disposé autrement. Mr. Hop m'a répondu, qu'il étoit ravi de cette opinion; mais comme vous n'avez point, Monsieur, que ces lettres de Commission sont principalement émancuées de Confid. Amique, & qu'elles dépendent ainsi de l'Empereur, comme Chef de l'Empire; vous jugerez aisément, qu'il ne me convient point de donner mon avis en pareil cas; d'autant moins, que les difficultés pourrissent facilement s'expliquer, si le Magistrat d'Emden vouloit en rapporter devant ladite Commission & lui rendre obéissance, selon que l'équité & les Constitutions de l'Empire l'exigent. Mr. Hop m'a fait connaître, que ces gens-là craignent de parler devant la Commission, mais moi, je pense que les Etats Généraux pourroient d'autant plus aisément ces difficultés, qu'ils feroient par expérience, qu'on n'est point accablé devant l'Empire d'employer & de mettre en usage toutes les rigueurs. Outre cela on est persuadé en Hollande, que malgré l'oppression de l'Empereur & de l'Empire, on n'a aucune intention de déloger la Nation Hollandaise de la Ville d'Emden; & pour ce qui regarde les intérêts qui leur sont dûs, on m'a assuré qu'on n'a donné de tels ordres, que les Etats Généraux ont bien dû être contents & satisfait. Au reste il me paraît, que si les Etats Généraux ne voulaient pas souffrir ces gens dans leur dissolubilité, il seroit facile de renvoyer au plutôt cette affaire, de manière que le meilleur seroit, s'il n'y a pas des ordres contraires de S. M. I. & Catho. que les Subdélégués se conduisent de façon à pouvoir empêcher toutes sortes de voyes de fait, pour ne point aller davantage les choses, & par nous mettre en état de nous faire sentir les effets des bonnes dispositions, qu'on peut attendre de la Conscience publique. Mr. Hop m'a aussi demandé, si les Embassadeurs n'avoient rien à craindre par rapport à leurs Privilèges? Je lui ai répondu, que je ne savais point jusqu'où ils auroient pu être tenus; mais qu'en gé-

néral, on ne doit pas se laisser aller à la haine depuis le dépit d'attar-

rai, je pouvois l'assurer, que selon les principes de S. M. I. on est dans l'habitude de maintenir toujours les Vaux de l'Empire dans leurs anciens Privilèges. J'ai fait en même temps connaître à Mr. Hop, que S. M. I. ne permeroit jamais, qu'aucune affaire de l'Empire fût portée & agitée au Congrès, & cela fondé sur ce que ladite Maj. Impériale étoit en général d'accord avec ce point avec la France. Je suis, &c.

Lettre de Mr. Hop à Mr. le Garde des Sceaux. Datede du 23. Juillet 1718.

MONSIEUR,

JE me donne l'honneur d'envoyer à votre Excellence et par la Tradition de la Copie de la Lettre que Mr. le Comte de Sinterdorff avoit promis d'envoyer à Mr. le Comte de Königseck-Erps. J'ai de la peine à croire que vous la trouviez conforme à ce que vous avez attendu, encore bien moins conçu en des termes propres à calmer provisionnellement le Païs d'Oultre & mettre la République en tranquillité de ce côté-là.

Il ne me reste donc, Monsieur, qu'à vous prier de faire réflexion sur le Mémoire que j'ai eu l'honneur de vous remettre sur cette affaire, & de me marquer le tems auquel vous souhaitez que je vienne recevoir réponse à l'endroit, afin de me mettre en état d'en faire un rapport fidèle à L. H. P. qu'ils attendent avec une grande impatience. Je suis avec tout le respect possible, &c.

Copie de la Lettre de Mr. Hop, à Mr. le Cardinal de Furst, à Paris le 29. Juillet 1718.

MESIEURS les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne me font venir voir dans ce moment, ils m'ont dit d'avoir eu l'honneur d'entretenir votre Excellence sur les affaires d'Oultre, & qu'ils ont trouvé votre Excellence dans les dispositions telles que j'avois espéré; ils m'ont dit encore qu'ils ont été d'entendre sur cette affaire Mr. le Garde des Sceaux, mais qu'ils n'ont pas le plaisir à ce qu'il leur a écrit sur ce point. Votre Excellence aura vu dans la Copie de la Lettre de Mr. le Comte de Sinterdorff à Mr. le Comte de Königseck-Erps, combien peu d'espérance il y a que par cette Lettre nous ne voyions la tranquillité se rendre au Païs d'Oultre, mais même qu'il n'y a point d'espérance de tout que cette Lettre empêche les Commissaires Subdélégués de continuer l'exécution contre la Ville d'Emden & votre Excellence aura bien doute remarqué dans la fin de ladite Lettre lorsqu'il s'agit de la confiance du Ministre Impérial. J'ai cru devoir m'adresser de prescrire avec impatience votre Excellence de me faire moi-même réponse sur le Mémoire que Mr. Göttinger moi-même présent sur cette affaire à votre Excellence & aux Ministres des Alliés de la République au Congrès, tandis que je pouvois me hâter que votre Excellence auroit engagé Mr. le Comte de Sinterdorff à prévenir par son moyen tous les malheurs, qui sont à craindre de ce côté-là; mais comme ladite Lettre ne m'en laisse aucune espérance, je me trouve obligé de supplier votre Excellence de vouloir réfléchir sur la situation des affaires d'Oultre; d'avoir la bonté de me faire savoir son sentiment sur le contenu de ladite Lettre du Comte de Sinterdorff, & en même tems sur le Mémoire, qui, en exécution des ordres de L. H. P., a été remis à votre Excellence, & que L. H. P. attendent avec impatience, &c.

Réponse du Cardinal, à Versailles le 30. Juillet 1718.

JE reçois, Monsieur, la Lettre, dont votre Excellence m'honore du 29. de ce Mois, & je ne repeterai pas tout ce que je dis hier à Mrs. les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, qui vous ont rendu compte des sentimens de Roi sur l'affaire d'Oultre, & sur lesquels la République peut compter. Il est vrai que j'ai dit à Mr. de Sinterdorff, que les affaires de l'Empire & purement de son ressort ne seroient pas traitées au Congrès, mais je lui ai toujours ajouté en même tems, qu'on devoit en excepter celles qui se-

routent

ANNO
1728.

point n'est faite des Traités de Westphalie, dont nous sommes Garans & celles aussi qui auroient une si grande connexion ou relation avec les intérêts de nos Alliez, dans lesquelles nous ne pourrions nous dispenser d'entrer & de demander, conjointement avec eux, qu'ils leur fût fait justice, telle est l'affaire d'Oultre-Rhin & la République peut être assurée que les esprits & la tranquillité nous touchent trop pour ne pas l'aider avec empressement & vivacité, en cas que toutes les mesures pour faire cesser la rigueur des Communautés Impériales devinssent inutiles.

A l'égard du Mémoire que votre Excellence me remit il y a quelques jours, & M^r. le Garde des Sceaux m'a dit que vous deviez venir ici demain pour conférer avec moi sur une affaire si pressante & si délicate, le Roi sera toujours prêt à donner à la République les secours dont elle aura besoin aussi bien que les Conseils qu'il croira nécessaires. Je vous supplie, Monsieur, de vouloir m'en dire encore confidence dans la Droiture de nos intentions, & d'être persuadé qu'en mon particulier, on ne peut honorer votre Excellence plus paisiblement que je fais, qu'il s'ait, &c.

Mémoire des Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances à ceux des autres Alliez de Hanovre.

Les Souverains Ministres Plénipotentiaires de Leurs Hautes Puissances ainsi des ordres très-puissants de la part de leurs Maîtres, de représenter à leurs Alliez l'entrevue où se trouve relative la Ville d'Embsay, m'a acquiescé de ce devoir par le présent Mémoire, qu'ils ont l'honneur de présenter à Vos Excellences.

Il souviendra à vos Excellences, & aux autres Ministres des Alliez, que d'abord à notre arrivée, même avant l'ouverture du Congrès, nous avons eu l'honneur de faire des Représentations très-vives à-dessus, non seulement à nos Alliez, mais aussi au plus d'une Conversation aux Ministres de Sa Maj. Impériale.

Votre Eminence aura si bien & avec tant d'affection dans la justice de nos plaintes, & connaît si bien l'importance de la conservation de cette Place, le Boulevart des Frontières de quatre ou cinq Provinces, la sûreté de nos états : par conséquent encore du Commerce de la Baltique, de l'Elbe, & de ce qu'on appelle le petit Océan (qui comprend le Holstein, le Jutland & les îles adjacentes) dont la plus grande partie se fait le long des côtes d'Oultre-Rhin, seulement qu'il faut croquer l'Est, la meilleure embouchure de toutes les côtes de la République.

Votre Eminence, disons-nous, convaincu de la vérité de ces faits, ne heurte pas un moment à nous donner les assurances les plus fortes, de vouloir soutenir nos justes Droits. Elle est en conséquence de cela la bonté d'en parler en des termes très-favorables à M^r. le Comte de Sinsendorf.

Les Souverains de leur côté n'ont pas cessé de faire auprès des Ministres de Sa Majesté Impériale les instances les plus vives, pour qu'ils voulussent s'appliquer sur les conditions que S. M. Impériale trouveroit bon, selon la Clémence ordinaire, & Modération à la Maison, de prescrire à ceux d'Embsay, qui, pour peu qu'ils eussent eu vu les anciennes Conventions, & fussent à couvert la vie, la liberté & les possessions de la Ville & des Habitans, aux Maîtres prétendroient vouloir les mener à un œuvre aussi charitable, & aussi Chrétien.

Ce n'est pas la première fois que ces offres ont été faites, il y a plus d'un an qu'on a eu recours pour cela au Comte de Königsmarck, & la Médiation ordinaire de L. H. P. a eu ordre puis d'une fois de faire des représentations à-dessus, sans que jamais il ait eu de succès.

Si jamais la tenté fut propre, pour pouvoir espérer que toutes les firmes de divisions qui subsistent, puissent être effacées dans leur naissance, c'est-à-présent, que d'un consentement unanime les Ministres de presque toutes les Puissances principales de l'Europe se trouvent assemblés au Congrès, seulement dans la voie salutaire de procurer une Paix & un repos stable au Monde Chrétien, aussi les Souverains se flatteront déjà agréablement, que les bons offices de votre Eminence

TOM. VIII. PART. II.

& de vos Excellences auroient produit du moins cet effet, qu'on eût suspendu pour un tems l'exécution des rigoureux Edits, lavée la blockade de la Ville, laissé à la Ville la possession de ses Domaines, & aux Habitans la liberté d'entrer & sortir de la Ville, pour la perception de leurs fruits de l'ore & pour exercer librement leur petit Commerce.

Mais ces espérances faussées se trouvent entièrement évanouies. On continue d'aller de toutes les rigueurs insupportables : Edits inondroient les uns sur les autres, Amendes & Contraintes pour Contraintes, on feroit la Ville de jour en jour plus, & même au point, qu'après la force ouverte (dont on se peut servir à tout moment, publiés comme font les Troupes) la Ville se trouvera aliénée dans les loques.

Voilà Messieurs, l'état violent, où se trouve la Ville avec ses Habitans, & par conséquent la Garnison de nos Maîtres redoublés, s'est cette triste & violente situation qui à la fin oblige nos Maîtres, après en avoir été assez tant de patience, d'avoir recouru à l'intercession d'elles, &, en cas de besoin, à l'assistance réelle de leurs Alliez.

Il est inutile de leur spécifier de nouveaux l'importance de cette Ville à tous égards, nous n'ignorons seulement à ce qui s'est déjà de là-dessus, que nos généraux Auteurs des la puissance de la République ont vu cette Ville de cette importance pour leur conservation, qu'ils ne balanceroient pas, avec tout polio-fico de leurs Frontières les plus exposées aux principales forces de leurs Ennemis, d'accorder au secours de cette Ville menacée, & à la ville d'être opprimée; aussi nos Ennemis en conçoivent des ce tems-là si bien l'importance, que plus d'une fois ils feroient des tentatives de s'en rendre les Maîtres, sous prétexte de maintenir les Comtes, à cette heure Princes, contre la Ville, & d'y établir après la signature de la Guerre : Prope, s'il avoit été, qui seroit d'ailleurs dans la puissance de la République, aussi la France & la Grande-Bretagne, des lors nos Alliez, en furent si bien persuadés, qu'ils y firent les mains, & le Roi de la Grande-Bretagne, Jacques premier, voulut bien être Garant du Traité qui se fit, sous la Médiation de la République, à la Haye l'an 1666, entre le Comte & la Ville.

Ce fait ces Considérations importantes, disons-nous, qui obligent à la fin nos Maîtres d'avoir tel compte aux Conseils & à l'assistance de leurs Alliez.

En conséquence de cela ils demandent :

En premier lieu, que leurs Alliez lui joignent avec eux pour faire de concert & ensemble les instances les plus amicales & du même tems les plus firmes, pour qu'il puisse à Sa Majesté Impériale, selon sa sagesse & modération, employer son autorité, afin qu'il soit possible, ces malheureuses dissensions soient terminées d'une manière équitable, avec la conservation de la vie, de la liberté, des possessions de la Ville & de ses Habitans, & sans troubler les fondemens de Gouvernement de Prins & de la Ville.

En second lieu.

Que cette affaire puisse être plus de tems que le triste état, où se trouve la Ville & la Garnison ; ne peuvent attendre, qu'au moins Sa Majesté veuille bien ordonner au Commissaire de remettre les choses dans l'état, où elles étoient avant la suite des Domestiques & des Biais de la Ville & de ses Habitans.

Et en troisième lieu.

En cas que malheureusement tous ces efforts amicaux se trouvaient, comme nous sommes, inutiles, que Nos Alliez veussent bien considérer cette affaire avec les suites ; qu'elle pourroit avoir, & la déclarer, (comme sans correctif elle l'est) en termes exprès, un *Cajus Federis*, avec cet effet, que, si malheureusement la République se trouvoit réduite à la dernière nécessité, de l'aveu de l'une ou de l'autre manière la Ville, les Habitans & leur propre Garnison de leur même, que cette démarche, à laquelle on ne viendrait pas, à moins d'une nécessité toute absolue, (comme celle où on se trouveroit, si, contre toute espérance, on continuait de pousser les choses à l'extrême) feroit approuvée par leurs Alliez, & les suites, qu'elle pourroit avoir, coûtées, *Cajus Federis*, en vertu de quel nos Maîtres seroient en Droit d'exiger, qu'on tienne prêt tout secours réel, qu'ils pourroient avoir besoin pour se garantir de l'oppression de leurs Ennemis.

Ce n'est pas que nos Maîtres prétendent le moins de vouloir l'insérer dans le Domestique de l'Empire ;

Ce 2

ANNO
1728.

ANNO
1728. En de là, il ne cherchoit que avec plus d'empressement, qu'à vivre dans une délicate harmonie avec les

Chief de ses Membres de ce respectable Corps, & au prit Vos Excellences d'en donner chacun la «à sa jugement à propos, les alliances les plus fortes.

Mais l'affaire d'Embsen ne pour pas être considérée telle, mais jamais l'Empire ne s'en est mêlé : Les Traitez de Munster, de Nimègue, de Ryswyck & celui d'Utrecht, en faveur de preuves, & jamais on n'a disposé une possession de plus de cent ans ; Aussi nos Ministres dans la force persuasion, qu'encombre l'Empire le considère sur ce pied-là.

Voilà, Messieurs, ce que nous avons ordre de rap-

porter à Vos Excellences de la part de nos Ma-

îtres, l'encombre cordiale qui subsiste entre les Alliez, & les premiers ministres que nos Maîtres ont reçus, leur

inspire une forte espérance, qu'à la faveur de cette

Harmonie & de cette assistance efficace, cette affaire

delicée & importante pourra être accommodée au

contentement de nos Maîtres, qui de leur côté ne

manqueront jamais à donner des preuves de leurs in-

terventions sages, de cultiver avec soin l'amitié & l'union

qu'ils ont en l'honneur de contracter avec d'aussi

grands Princes.

Représentant de Leurs Hautes Puissances du 7. Août 1728.

OU l'on rapporte des Schieffens chargés d'assembler la Lettre de St. Hop l'un des Plénipotentiaires de L. H. P. au Congrès, donnée de Paris le 20. Juillet & la Copie y jointe d'une Lettre écrite au Comte de Königsegg-Erps par le Comte de Sinsendorf, & communiquée à Mr. Hop par le Comte de Sinsendorf, soumettant la situation des affaires d'Ostrie, surtout, après délibération, il a été trouvé bon & résolu de joindre & communiquer les Seigneurs de Sinsendorf & autres Députés pour les affaires d'Ostrie pour entrer en conférence avec le St. Comte de Königsegg-Erps, & par la suite d'une Lettre écrite au Comte de Sinsendorf par le Comte de Königsegg-Erps par lequel il a été déclaré que Leurs Hautes Puissances ont vu avec plaisir par la fondée Lettre du Comte de Sinsendorf les bons offices employés par le St. Comte de Königsegg-Erps auprès du St. Comte de Sinsendorf pour l'engagement à des Comités Subdélégués en Ostrie de ne point pousser plus loin leurs exactions & de faire tout ce qu'il est en leur pouvoir de faire pour leur satisfaction.

Que de même elles aient remarqué avec plaisir que le Comte de Sinsendorf étoit d'avis que les Seigneurs Comités Subdélégués, s'ils s'ont pas d'ordres contraires, doivent se conduire de manière à prévenir toutes les voyes de fait. Mais L. H. P. ont bien remarqué en même temps que le St. Comte de Sinsendorf insinuoit quelque difficulté d'écouter aux Comités Subdélégués, sous prétexte d'être pas de son département ; Que L. H. P. aient d'un autre côté que les Comités Subdélégués pouvaient leur Procéder avec le dernière rigueur, jettent la Ville d'Embsen dans la plus grande inquiétude, puisqu'elle se trouve pour ainsi dire bloquée, en sorte qu'on a lieu de craindre les voyes de fait qui seroient de mauvaises suites qu'on voudroit prévenir.

Qu'il paroît que le Comte de Sinsendorf est d'avis que les différends seroient bien-rôt apaisés si le Magistrat d'Embsen se soumettoit à la Commission Impériale & témoignoit son obéissance, que L. H. P. aient insinué au Magistrat sous la liberté à cet égard, & ne lui avoir donné que des conseils de modération.

Qu'ils aient remarqué que le Comte de Sinsendorf a de L. H. P. une opinion qui ne leur fait pas de plaisir, puisqu'il insinuoit que L. H. P. seroient le St. Magistrat dans la présumée desobéissance, pendant que réellement L. H. P. ont toujours considéré ce Magistrat de la soumettre ; & qu'effectivement ce Magistrat a fait sa soumission par l'avis de L. H. P. & l'a envoyée, par écrit, à Vienne, suppliant seulement très-humblement que l'on ait égard à leurs Droits & Privileges suivant l'équité de Sa Maj. Impériale. Mais cette soumission est rejetée par la seule raison qu'on y arois accordé comme prière.

Que L. H. P. considèrent présumant que ceux d'Embsen & leurs Adhérens font déclarer par les Ducs importants avoir encouru la perte de leurs Biens & de leur Vie, Elles ne voyent pas comment pourroir

en conséquence leur conseiller de la soumission à de tels Décrets, sans remarquer l'insécurité avec laquelle les Princes de ses Ministres a été les Comités Subdélégués, qui suivent en toute les intentions des Délégués, en sorte qu'il ne reste aucune chose certaine que pour les présentations ou insinuations de ceux d'Embsen.

Que L. H. P. aient la plus grande idée de l'équité, de la Cérémonie & de la bonté de Sa Maj. Imp. leur rapportent volontiers à elle s'il étoit leur propre affaire, pourvu que Sa Maj. Imp. ne soit bien persuadée elle-même. Mais les grandes & importantes occupations de Sa Maj. Imp. ne lui permettent pas d'entrer dans l'examen détaillé des différends de la Prince d'Ostrie avec les Etats de son Pais & la Ville d'Embsen. L. H. P. ne peuvent être assurées non que les insinuations qui seroient envoyées à Sa Maj. Imp. & qui depuis quelque temps en viennent que d'un côté des Parties, ne leur donnent à Sa Maj. Imp. qu'une insinuation insipide de ceux d'Embsen.

Que L. H. P. dans le seule vue de contribuer de tout leur pouvoir au rétablissement de la tranquillité de la bonne Harmonie en Ostrie, à quoi la République a un si grand intérêt, ont demandé il y a long-temps qu'on leur fit connaître jusqu'où seroit l'étendue la Cérémonie de Sa Maj. Imp. en faveur des Reins, & ce qu'on pourroit réaliser, dans l'admission, de la rigueur des Décrets de l'Empire & du Comté d'Embsen, de l'Empire, en sorte de quelle manière & jusqu'où les Contributions & Lods fondamentaux du Gouvernement d'Ostrie seroient conservés, afin que L. H. P. fussent en état de conseiller la soumission à ceux d'Embsen & à leurs Adhérens ; mais qu'ils n'avaient reçu aucune réponse sur ce sujet & qu'ainsi on ne pouvoit eniger d'Elles de donner à ceux d'Embsen & à leurs Adhérens un Conseil d'où dépend leur honneur, leur Bien, & leur Vie ; & ce qui s'empêche pas pourtant que L. H. P. ne leur laissent une entière liberté de faire ce qu'elles trouveront plus convenable.

Que quant à la Garnison de L. H. P. dans la Ville d'Embsen, où ils aient majorés dès depuis plus de 120. ans sans être à charge à la Ville ni au Pais, il est vrai que L. H. P. considèrent l'insinuation subsiste entre Elles & Sa Maj. Imp. & l'Empire, & les exactions qu'on en a tirés de part & d'autre, elles ne peuvent se persuader qu'on ait intention de faire sortir leur Garnison de la Ville d'Embsen ; mais considérant d'un autre côté, ce qui leur paroit tout-à-fait probable, que le Prince d'Ostrie sollicite le Comte d'Autriche de l'Empire de dériver la Ville d'Embsen de la Garnison de L. H. P. pendant que ce même Prince donner les des assurances qui ne s'accordent guères avec ces sollicitations, outre qu'on ne peut savoir, qu'il soit le sentiment du Comte d'Autriche sur cet Article, & quelles en seroient les suites, Elles ne peuvent ne pas être dans une certaine inquiétude, par laquelle elles voudroient avoir des nouvelles qu'il se trouvent pas dans la Lettre de Comte de Sinsendorf.

Que par rapport aux Capitaines & Intérêts que les Seigneurs de L. H. P. ont à prétendre de l'Ostrie, L. H. P. verront volontiers l'effet des ordres que le Comte de Sinsendorf assure que l'un a donné pour satisfaire L. H. P. à cet égard ; mais elles ne peuvent déguiser leur inquiétude sur cet Article, particulièrement par rapport aux Capitaines négociés par la Ville d'Embsen, pour la réparation des Dignes, puisqu'on a enlevé à cette Ville sous divers prétextes les Seigneurs & à ses Habitants les Biens qu'ils ont eus hors de la Ville, & que le Contradictoire, sous le bon plaisir du Prince, avec ladite Ville pour l'entretien des Dignes & ce qui en dépend, a été causé de la part de Prince, forcé de l'autorité des Comités Subdélégués ; en sorte qu'il est aisé de prévoir que cette Ville sera hors d'état de satisfaire à ses obligations, s'il n'est point payé les latéres depuis quelques années, & ceux des autres Capitaines fournis aux Etats de l'Ostrie se trouvent en arrière de trois années.

Qu'en reste rien ne pourroit être plus agréable à L. H. P. que de voir qu'on movoient des moyens de rétablir la plus possible la tranquillité dans l'Ostrie, & la forme du Gouvernement sur de bons fondemens, avant que faire le pourvoir en conséquence des Droits, Lods, & Accords du Pais ; & d'ailleurs, le Comte de Königsegg-Erps de continuer à employer les bons offices à cet effet, &c.

Fin

ANNO

1718. *Seconde Refutation de Leurs Hautes Puissances, du*

7. Août 1718.

Où le rapport des Seigneurs chargés d'examiner la Lettre du Sr. Hop l'un des Plénipotentiaires de L. H. P. au Comte de Sinsendorf, de la part du Comte de Sinsendorf, après délibération, il a été trouvé bon & résolu qu'il sera écrit au Sr. Hop que L. H. P. approuve ce que leurs Plénipotentiaires ensemble & lui Sr. Hop en parolant ont fait à cet égard ; le plus que l'attention de L. H. P. est que leursdits Plénipotentiaires ou celui d'eux-mêmes qui en sera la première occasion, témoignent à Mr. le Cardinal & au Comte de Sinsendorf, que les fuites subsistantes qu'ils ont donné d'appuyer & de secourir la République dans cette affaire ont été très-agréables à L. H. P. qui le réprouve entièrement par ces instances. Lesdits Plénipotentiaires témoignent la même chose à ceux de la Grande Bretagne.

Que L. H. P. ne souhaitent rien tant que de voir qu'on évite toute voie de fait qui pourrait donner lieu à plus grands troubles ; mais que d'une autre côté la Ville d'Embsen leur est d'une si grande importance pour leur liberté, qu'elles ne pourroient en fournir la perte, que cependant on ne peut la conserver, quand même la Garde de la République y résisteroit, si les Doyens & les Habitans ne peuvent mettre le pied hors des murailles, & si ceux dans les lieux sont hors de la Ville sans ruine & sans perte au dernier desespoir ; qu'il y a par de différence entre assiéger une Ville à force ouverte, ou s'enlever les principaux Habitans dans leurs biens de manière à leur enlever tous les moyens de subsister, & que c'est-là néanmoins la situation où se trouve la Ville d'Embsen, les Commissaires Subdélégués continuant toujours leurs mêmes procédés, en sorte que depuis peu ils ont pris encore possession de deux endroits situés près de la Ville, ce qui est cause qu'elle est à présent fermée de toutes parts, excepté du côté de la Rivière, & de cette manière les Commissaires Subdélégués s'emparent également sous divers prétextes de tous les biens que les Habitans de la Ville possèdent à la Cambrage, & privent les Propriétaires de leurs biens & de leur subsistance.

Que ce procédé inusité d'autoriser plus Leurs Hautes Puissances qu'on le continue avec un si grand affecté sous un nom de Commissaires Subdélégués ne peuvent ignorer qu'au négocier actuellement sur les affaires d'Obédience, & que Sa Maj. Imp. est occupée à en débattre, en sorte que pendant ce temps-là au moins ils ne doivent surseoir à leurs procédés.

Les choses étant dans la situation que l'on vient de rapporter les Plénipotentiaires de L. H. P. concertent avec ceux de France & de la Gr. Bretagne, & leur demandent leur avis sur ce qu'il y a à faire pour secourir cette Ville & rétablir la tranquillité en Obédience.

Que L. H. P. ont après avoir plaidé par la Lettre du Sr. Hop avec quel empressement Mr. le Comte de Sinsendorf a paré sur ce sujet au Comte de Sinsendorf, suivant les intentions de Mr. le Cardinal ; & qu'elles établissent que les effets y répondent.

Que quant à ce que le Comte de Sinsendorf a dit entre autres choses qu'il avoit reçu un Contre le jour même qu'il lui parloit, & qu'il ne doutoit pas que le Comte de Königlig-Eup n'eût aussi reçu en même temps de nouveaux ordres, sur ce sujet ; L. H. P. n'ont point encore été informées de rien à cet égard par le Comte de Königlig-Eup.

Et comme le Comte de Sinsendorf dit alors que puisque la Cour de France pressoit cette affaire il feroit à cet égard, il enverroit par cela ce qu'il a à l'Empereur, L. H. P. croient qu'il conviendrait d'autant le renouer de cet esprit ; & que L. H. P. ne desirant rien davantage que d'apprendre que Sa Maj. Imp. seroit donné les ordres nécessaires pour corriger les procédés qui ont été la Ville d'Embsen dans l'émotion où elle se trouve ; & où elle est dans le plus grand danger politique elle est ainsi que bloquée & qu'on calcule la subsistance à ses Choyens.

Que comme les affaires de cette Ville ne peuvent rester plus longtemps dans cette situation, L. H. P. en l'attente que leursdits Comtes feroient, il n'arrivera des choses capables de causer de plus grands troubles, & qu'elles ne se trouvent obligées, & pour la dénuance de

cette Ville, & pour leur propre sûreté, de s'appuyer sur voyes de fait des Commissaires Subdélégués, & de les repousser, quelque peine qu'elles ressentent d'en venir à ces extrémités.

Que lesdits Plénipotentiaires commencent avec les Ministres de France & de la Gr. Bretagne, s'il ne le font pas à propos d'en parler encore au Comte de Sinsendorf, pour prévenir toutes qu'on pourra, toutes les fuites subsistantes, &c.

Réponse de Sa Majesté Impériale à Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, sur les Affaires d'Obédience.

Il est ordonné de déclarer de la part de S. Maj. Imp. Charles VI. Empereur des Romains, notre très-gracieux Seigneur, à Monsieur Henri Bismarck, Envoyé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, résidant à la Cour Impériale : Que les trois Mémoires par lui remis sur les Affaires d'Obédience, ont été très-humblement présentés à S. M. I., & qu'il a Mémoires il étoit à désirer que la validité des Décrets Impériaux devroit être révoquée en doute, sous prétexte qu'ils étoient contraires aux Privilèges & Accords du Pais, & d'avoir été subrepticement & corrompueusement surpris.

Que l'on croiroit être géré par l'excès de la Ville d'Embsen & de quelques autres Membres qualifiés des Dites de Pais, de même que par la Révolution Impériale du 4. d'Octobre 1707, où la Sommission des Habitans d'Embsen est rejetée comme non subsistante, & de ce que pareillement la Commission Impériale n'auroit proposé jusqu'à présent aucun remède, pour pouvoir ramener le Pais à l'Union dans l'Obédience, mais que tout en contraire les Dits Nobles de la Ville d'Embsen seroient été mis en fureur.

Que du plus Messieurs les Etats Généraux craignent que l'on par voie en val de force indolument leur Quémion de forer d'Embsen, & de les priver par-là d'une possession de plus de 120 ans, dans laquelle ils étoient par des Accords & Conventions formelles faits entre les Princes & Etats du Pais avec connaissance & agrément des glorieux Ancêtres de S. M. I.

Quelques cependant il soit notoire à l'Empereur & à toute la Terre, que la Principauté d'Obédience avec la Ville d'Embsen, comme partie de la Principauté, est une Province soumise seulement à l'Empereur & à l'Autriche & appartenant au Cercle de Westphalie, que conséquemment S. M. I., comme Chef & Juge suprême de l'Empire ne peut permettre ou accorder à quelque Puissance Etrangère que ce soit, aucun Droit de commission ou protection dans les causes qui les concernent, & cela d'autant moins encore que déjà depuis plus de cent ans par une Loi publique contenant dans le Recès de l'Empire de 1603, tout ce que Mrs. les Etats Généraux ont entrepris par rapport à cette Principauté & par conséquent à l'égard de la Ville d'Embsen, & qui doit être abolie sans force & de nulle valeur, & quant au rétablissement de la Pais & du bon ordre dans le Gouvernement, il y a longtemps que les fondemens en ont été jetés par les Sentences Impériales, & cet doit rester en tout & par tout inébranlablement établi.

Pour ce qui est de la sécurité entière des Cafanciers Hollandois, on y a pourvu à l'occasion du laquelle des Etats d'Embsen, en sorte que le pied sur lequel leur payement est réglé, ne se trouve aucunement changé par là.

Mais ce qui a été avancé de la part des Habitans d'Embsen, est absolument sans fondement, à savoir que par ce qu'ils ont la Ville est comme bloquée & que l'usage libre des vivres lui ait été diminué ou totalement coupé, puisque les fourrages Impériaux même ont été obligés de leur être fournis en bonne partie de la Ville, qu'elle a donné contre force de marques d'amitié à la Garnison de L. H. P. & qu'on a informé par le camp leur Commandant le Lieutenant-Colonel Veldman, en quel courtoisement prement les vivres de laquelle mis sur les Bicus de la Ville d'Embsen, & de la Milice Impériale ordonnée à cet effet, afin qu'il n'eût aucun sujet d'en prendre ombrage, comme aussi par satisfaction de forme, on envoie d'ordres précis à la Commission Impériale Subdéléguée, d'écarter

ANNO

1718.

ANNO
1728.

corder à la Ville d'Emden l'entree libre de tous les Comestibles. Enfin pour ce qui regarde la sortie de la Garnison Hollandaise de la Ville d'Emden, Messieurs les Etats Généraux de Hollande ont de ce que la Commission Impériale Subdélégue leur a répondu dans une Lettre du 16. de Mars de cette année, sur la demande par eux faite, que *jusques ici il ne s'étoit rien passé à-dé-faut*. Et quoique S. M. I. n'ait aucune connoissance de ce fâcheux des Accords & Conventions formelles entre les Princes & les Etats d'Oldenbourg, reconnus par les glorieux Anceêtres & Prédecesseurs de Sa Majesté, en vertu desquels Accords & Conventions, leur Garnison doit avoir été licenciée dans Emden; Sa Majesté en attendra la Production, ad cas que l'on persiste à se fonder là-dessus. Mais cependant afin que Messieurs les Etats Généraux puissent connoître dans cette même occasion l'affection & la considération particulière que S. M. Impériale a pour eux, quoique la Ville d'Emden & quelques Habitans d'Oldenbourg n'aient pas mérité cette grâce Impériale, par leur coupable rébellion & déobéissance; Sa dite Majesté a bien voulu en avertir par une ordonnance à la Commission Impériale en Oldenbourg d'assembler une Diète dans ladite Province, & de fixer, en la convoquant, le terme de quatre semaines à tous & chacun de ceux qui jusqu'ici ont été Absens, pour apporter la Déclaration de leur soumission, suivant la teneur des Patentes Impériales des 18. Janvier & 19. Juin 1726. & la Résolution Impériale, en conséquence du 4. d'Octobre idem; comme encore l'avisant l'administration & imposition de la Commission Impériale à ce sujet aux Bourgeois Maîtres Conseillers d'Emden & à tous leurs Alibans en Date du 27. Janvier de l'Année courante, & en même temps, pour leur ôter tout sujet de crainte, de donner aux Comparans au Saufconduit Impérial avec cette très-gracieuse Déclaration ou outre, que chaque Reintant (excepté néanmoins sciemment ceux qui auront avoué en part aux Hostilités faites en particulier, ou qui en seroient convaincus juridiquement) lequel se conformera à la saine soumission, sera entièrement affranchi des peines marquées dans les Patentes Impériales, qui sont la privation de tous Honneurs, Dignités, Offices, Privilèges, soit échu par Héritage, ou autrement acquis, comme aussi de la perte de la Vie; ou relevant cependant le contingent du point compromettre les Domaines suzerains par le Prince, & les fâcheux Seges & Habitans d'Oldenbourg; Mais tous les Reintans Infrauteurs de la Paix, qui se rendront une seconde fois indignes de cette grâce Impériale par une opiniâtre déobéissance & contumace, non-seulement seront & demeureront condamnés aux peines énoncées dans les Patentes Impériales, mais encore à la perte de tous leurs Biens & Possessions en quelque lieu du Pais du St. Empire Romain que tendis Biens se trouvent, de sorte que la prison sera son exécution & sera mise en effet, sans remission, de laquelle grâce seront néanmoins exceptés les deux Auteurs & Houtes-fes de cette Rébellion, *Bernard Henri d'Appel & Rudolphe de Rhe-der*, contre lesquels on procédera plus outre, suivant l'ordre de la Justice, de manière pourtant qu'après que le Procès d'acquiescement aura été achevé, & le rapport de la Commission Impériale envoyé à Sa Majesté, elle se retire après la soumission causée, & se déclare en outre par la mitigation de la peine méritée.

Or comme il paroît suffisamment par tout ceci, que Sa Majesté Impériale dans cette abominable Rébellion arrivée en Oldenbourg, pût être le fruit de la Clémence & de la bonté naturelle à la Justice de la Justice, aussi si promet-elle de Messieurs les Etats Généraux, que non-seulement à l'avenir ils n'écouteront pas davantage les Magistrats d'Emden & autres Scélérats, tant au dedans qu'au dehors de la Ville, qui pourroient ultérieurement avoir recours à eux; Mais que bien plutôt ils les exhortent de quitter leur déobéissance, & de se soumettre d'eux-mêmes aux Ordonnances de l'Empereur, comme demandeur de Justice Suprême de l'Empire, d'autant que c'est-à-dire le seul vrai moyen & le plus efficace pour rendre entièrement le repos & la Principauté d'Oldenbourg & à la Ville d'Emden, à quoi S. M. Impériale, en vertu de sa Fondation Suprême, ne cessera jamais de contribuer tout ce qui sera absolument possible. Sur ce S. M. Impériale donne affectuellement à Mr. l'Envoyé, le plus sûr adjuvant de sa grâce Impériale. Signé à Gratz, & scellé du Scellé Secret de S. M. Impériale le 6. Sept. 1728.

Mémoire pour servir d'instruction à Monsieur le Baron de Flessa sur l'affaire d'Oldenbourg.

ANNO
1728.

Les différends entre les Princes et-devant Comtes d'Oldenbourg & leurs Etats Provinciaux, sur tout la Ville d'Emden, durent au delà d'un Siècle. Ils provenoient en bonne partie de ce que les derniers par le moyen de l'assistance, qu'ils recherchoient auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, tâchoient de se soustraire non-seulement de l'obéissance due à leur Seigneur Territorial, mais aussi de la dépendance, qui les soumettoit au suprême pouvoir de l'Empereur & de l'Empire.

Par un Decret de l'Empereur Rodolphe Second de l'année 1599. il fut expressément interdit tant au Comte Edzard d'Oldenbourg, qu'aux Etats Provinciaux d'entretenir avec L.L. H.H. PP. une liaison, qui pourroit paroître suspecte, ou préjudiciable aux Droits de l'Empire.

Nonobstant cette défense il fut concilié par l'entremise desdits Etats Généraux un Accord à Delft le 15. Juillet 1599. par lequel Accord on prétendoit terminer les différends, qui dans ce temps-là étoient formés entre le Comte Edzard & les Sujets. Et par une Convention du 9. Sept. de la même année les Etats Généraux s'engagèrent à la garantir. Dans le dernier Article de ce même Accord il fut stipulé, qu'il ne devoit préjudicier en rien au suprême pouvoir & à la Jurisdiction de l'Empereur & de l'Empire à l'égard de la Province d'Oldenbourg, & Messieurs les Etats Généraux ne crurent pas se pouvoir dispenser de l'exécuter auprès de l'Empereur par une Lettre très-formelle & respectueuse datée le 19. Sept. de la même année, de ce qu'ils s'étoient ingérés dans les différends susdits.

L'Empereur Rodolphe Second, sans avoir égard à cette Déclaration des Etats Généraux, cassa l'une & l'autre Convention par un Decret publié dans l'année 1599. lequel Decret en cinquante cinq Articles règle tout ce qui regarde l'Etat interne de la Province d'Oldenbourg, & établit d'un part les Droits du Seigneur Territorial, & de l'autre les Libertés & Privilèges des Etats & Sujets, particulièrement ceux de la Ville d'Emden.

Le Magistrat de cette Ville put d'autant moins convenir à une Décision si solennelle, puisque tous les ans à l'occasion de sa renouveau il est obligé de prêter Serment de vouloir en observer tout le contenu & que par les Concordats passés, deux ans après, entre le Comte Enno & sa Noblesse, Villes & Villages, particulièrement la Ville d'Emden, entre résolution de l'Empereur Rodolphe Second fut expressément confirmée, outre qu'il en est fait mention dans toutes les Reverfies, que les Comtes, ou Princes d'Oldenbourg font accoutumés de donner à leurs Etats à l'occasion de l'Hommage, qui leur est rendu.

En effet on eut bien de se fâcher, que par la Sentence, se fondue en prévenant à l'arrêt tous les troubles, la Ville d'Emden ayant reconnu la Jurisdiction de l'Empereur, avant que la Sentence fût prononcée, & y ayant acquiescé du temps, & même remercié l'Empereur Rodolphe Second de ce qu'il avoit fait en sa faveur.

Mais comme d'un côté les différends intestins faisoient fermenter de ceux, qui souhaitoient de réunir la Province d'Oldenbourg à la République d'Hollande, & de l'autre côté les Bourgeois d'Emden aspirant de tout temps à une indépendance entière, ils exciterent des nouveaux troubles, par suite la mort du Comte Edzard, & se virent par reconnaître le même pouvoir & attaché dans son Successeur le Comte Enno, qu'ils avoient eux-mêmes reconnu dans l'ancien.

L'affaire fut portée à la Diète de l'Empire tenuë en 1603. & l'Empereur conjointement avec les Etats s'adressa à la Diète condamna le recours, que ceux d'Emden eurent alors aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, il fut même résolu d'envoyer une Ambassade solennelle à ces derniers, pour leur insinuer, qu'ils eussent à s'abstenir de se mêler dans les affaires de l'Empire, & d'accorder leur protection à des Seges étrangers.

On decreta en même temps au nom de l'Empereur & de tout l'Empire *Mandata revocativa* contre les Sol-

ANNO
1718.

des des Généraux, qui entreroient dans la Province d'Outtrier & y commettroient la moindre violence, y soumettant une clause pénale du Ban de l'Empire contre les bords de l'Empire, & de la mort contre les contraveneurs étrangers.

Ces d'Embras furent tantôt rebelles & de séditieux, leurs Etablis devinrent comme scandaleux, & ils furent menacés d'être mis eux mêmes au Ban de l'Empire & exécutés à la dernière rigueur, en cas qu'ils persévéraient dans leur désobéissance.

Pour peu qu'on soit versé en ce qui regarde la constitution de l'Empire, on sçait, qu'un Recès de l'Empire, comme cet celui de l'an 1663. est une Loi, à laquelle l'Empereur, sans le consentement des Etats assemblés en Diète, ne sauroit déroger, & dont toute la teneur est de règle invariable aux supérieurs Tribunaux établis en Allemagne, les Membres de ces mêmes Tribunaux étant obligés par leur Serment de s'y conformer exactement, & avec toute révérence dûment pour punir les Décrets Impériaux émanés de dessus dans cette même affaire.

Il est bien vrai, que l'Accord fait à la Haye dans la même année 1663. paroitroit d'abord fonder la Médiation, & la Garantie des Etats Généraux, mais outre que selon le Recès mentionné ci-dessus, il n'étoit pas permis au Comte Enno d'avoir recours à une Médiation étrangère, cet Accord enorgueillit de lui par les Troupes Hollandaises envoyées dans la Province d'Outtrier & tout lui, Comte Enno, que son Fils & Successeur le Comte Rodolphe Christian & même les Etats d'Outtrier, excepté la Ville d'Embsen, desavouèrent aussitôt. Cet Accord en différentes occasions, particulièrement en 1619. 1626. 1646. & 1664. Après la mort du Prince George Christian arrivée en 1665. les différends entre le Prince & les Etats d'Outtrier furent de nouveau portés au Conseil Impérial Autrique, il fut ignoré des deux Parties d'évoquer la cause à une expédition étrangère, & on donna à connoître à Meilleurs les Etats Généraux, que l'Empereur, quelque fois qu'il ait de vivre en bonne Union avec eux, s'obligeoit avec fermement des Droits, & ceux de l'Empire.

Quelques années après, on s'indigna de la part du Prince à la République d'Hollande & les Etats d'Outtrier eurent recours au Conseil Impérial Autrique.

L'Empereur Leopold de très-glorieuse Mémoire, non content l'étrange Union, qui faisoit alors entre sa Majesté Impériale & la République d'Hollande, ne balance pas à condamner hautement ce recours, qu'on auroit à une Puissance étrangère. On décréta: *Mandata indicitoria de non trabendo causam ad exteros*, on déclara nul & invariable tout ce qui se feroit en conséquence d'un tel recours & par un Decret, qui fut inséré à l'Enregistrement d'Embsen, qui résolu à la Cour Impériale, on lui donna à connoître en des termes très forts, que l'Empereur ne souffriroit jamais, que les Etats d'Outtrier s'ingérassent dans les affaires qui étoient uniquement du ressort de la Jurisdiction.

De nouvelles résolutions furent réitérées dans l'année 1664. & 1668. & pour leur donner plus de poids, on se fit contesta par de causer la Garantie des Etats Généraux, mais on accorda contre cette même Garantie un *Confermentum*, dont furent chargés les Directeurs du Cercle de Westphalie.

Il se trouve même une Déclaration Solennelle & judiciaire du 24 Juillet 1677. de la part de tous les Etats d'Outtrier, y compris la Ville d'Embsen suivant laquelle Déclaration ils renouvoient expressément à la Garantie & Médiation fassine, ce qui fut répété plus d'une fois depuis en leur nom.

Dans ces circonstances n'osant recevoir en doute le Droit accoutumé de l'Empereur de prononcer sur les Procès qui furent agités alors devant ce Conseil Impérial Autrique en *Paucis Gravissimis, Reverentibus et Honoris*; cependant tous ces Procès furent à la fin terminés à l'amiable dans l'année 1693. par l'entremise de deux Princes de l'Empire, à savoir de l'Electeur de Brandebourg & du Duc Ernst August de Brunswick Lünebourg.

La Transaction passée à Hanovre entre les deux Parties, & pour fondemens, les Décrets, Délibérations & Résolutions Impériales, la Confirmation de l'Empereur fut jugée nécessaire par l'Article XVI. de cette Transaction & dans les Réveries, que le Prince Christian Eberhard eut à donner en conséquence de ce même Accord, il est expressément dit, que la Régence de la

Principauté d'Outtrier devoit être réglée selon la Sentence de l'Empereur Rodolphe II. de l'an 1597. & selon les Décrets, Recès & Résolutions, & Résolutions Impériales émanés de dessus, même que tous les Accords passés entre les Comtes ou Princes d'Outtrier & leurs Etats, ne seroient censés d'être confirmés, qu'en tant qu'ils ne porteroient aucun préjudice à la Jurisdiction & pouvoir Impérial de l'Empereur & de l'Empire. Un si grand nombre d'Accords, & de décisions ne fust point, pour mettre la Ville d'Embsen à la raison & à son devoir.

De nouveaux Arrêts furent portés au Conseil Impérial Autrique tant de la part du Prince, que de celle des Etats Provinciaux, & la Jurisdiction de ce Tribunal Impérial fut reconnue de toutes les deux Parties, par ce qu'on appelle *Luxa consensum*. Dans les révolutions qui de temps en temps furent publiées sur ces Gabels, on ne sauroit point ni aux Libertés & Privilèges fondés sur les décisions Impériales antérieures, ni sur Accords & résolutions valables par les Réveries des Anseigneurs du Prince d'Assoudun, & par la Transaction d'Hanovre.

Il n'est rien d'y toucher, & on les confirme dans tous les états, ne restant point seulement que les Etats, qui sous prétexte d'un long usage s'étoient glissés dans l'insubordination des devoirs publics, abas, qui ne furent jamais fondés sur aucun des Accords susdits.

Le Droit d'inspérer des Colliers, & de les revendre, exiger & administrer, fut laissé à la Disposition des Etats & contraindre selon l'ancienne observance par le Prince.

On est loin de pouvoir à la fin des Capitaines des Hollandais à la Signature du Comité de la Prince fut jugé supérieure à l'égard des Comptes qui devoient se rendre des devoirs publics. Mais en même temps il fut décidé, que le Comité de la Prince devoit intervenir à la révision de ces mêmes comptes, & qu'il eût autorité de s'opposer au mauvais usage, qu'on voudroit faire des fonds des niers.

Les Libertés & Privilèges des Etats ne pouvoient primer le Prince du pouvoir attaché à la Dignité, d'avoir une inspection supérieure sur ce qui regarde un point si essentiel à son propre intérêt & à celui de ses Sujets.

Quelque juste & équitable que fût cette Résolution de l'Empereur & quoiqu'il y eût des voyes légitimes pour en solliciter, après une soumission préalable, le redoublement, de laquelle on pourroit encore se servir à l'avenir, qu'il est, en cas qu'il y eût la même chose, qu'on étoit la soumission de l'Empire. C'est la seule pour porter les esprits turbulents d'Outtrier à la résolve, & aux derniers excès, entendus de plusieurs menaces & autres crimes énormes.

Des hostilités, qui étoient de péchés en eux troubles, & de fouler par ce moyen leur propre indigence, ne cessent de croître, qu'on avoit donné audience aux Immanités du Peuple, qu'on venoit à la forme de la Régence, & qu'on souffroit Meilleurs les Etats Généraux de la liberté de leurs Capitaines.

On alléga le Prince, on pilla ceux qui lui étoient attachés, & on faccagea leurs Terres. L'Empereur informé de ces desordres ne put s'empêcher d'y envoyer une Commission, & de la faire soutenir par des Troupes réglées des Cercles les plus voisins.

Cette Commission n'eût seulement autorisée à révoquer le Système intérieur du Part fondé sur les Décisions Impériales & sur les Accords susdits. Elle n'a que même en exécution les Décrets de l'Empereur & quoiqu'on ait porté à différentes reprises de grandes plaintes contre cette Commission, on n'a jusqu'à présent pu en spécifier aucune, ni elle être dissipée les ordres.

Et l'Empereur & ses ordres délaissés, que si cela arrivoit, il y remédieroit incessamment, cependant des rebelles & séditieux de leur nature ont trouvé leur appui auprès des Etats Généraux: Il est vrai, que dès le commencement on a procédé avec plus de réserve & de modération de la part de ces derniers, puisque dans les résolutions, qu'ils ont prises le 16. Juillet 1711. le 16. Février & 23. Juillet, ils ont procédé de ne vouloir toucher ni directement ni indirectement à la Jurisdiction & Autorité Impériale. Mais cet esprit d'équité n'a pas été toujours dans la suite.

On a été de résister LL. HH. PP. de leurs prétentions craintes par la résolution de l'Empereur du 13. Septembre 1718., dans cette vue ou à accorder au

ANNO
1718.

Reul

ANNO
1718.

Restiens ou nouveau Sanf-coodis à la réserve des deux Bouteilles, & de ceux qui seroient commis des meurtres, sans enlever des devoirs sans autre chose, que la formation & l'indemnisation de ceux, qui innoemment ont souffert par ces troubles, & on a répété ce qui fut ordonné ci-devant pour la sûreté des sommes pédiées dans les besoins publics.

Et comme peu après Meilleurs les Etats Généraux s'étoient formés au dante assez inutile, comme si par les meurtres on voulait entendre tous ceux, qui avoient eu part aux troubles publics, on donna ordre le 23. Novembre de l'année présente au Comte Wenzelslaus de Sinsendorf, de déclarer au nom de l'Empereur son Maître, que son intention n'étoit pas de comprendre sous le nom de meurtres, tous ceux qui seroient en part aux troubles, ou quelqu'un eût été mêlé, mais uniquement ceux, qui seroient commis des meurtres particuliers.

Tant de complaisances n'ont pas été capables de détourner Meilleurs les Etats Généraux des vœux, qu'ils paroissent avoir en cette affaire directement opposés aux Droits de l'Empereur & de l'Empire.

Le terme des deux Mois, prescrit dans le nouveau Sanf-coodis, aïoit expiré par la fin de ceux, qui avoient tardé à le former; & Meilleurs les Etats Généraux, bien loin de leur précher la voie d'obéissance, ne pouvoient plus découvrir de leur avoir concilié avec le contraire.

Néanmoins que ce dernier point se vécit par leurs propres Résolutions, ils voulurent rejeter la faute de l'expiration du fusil remis par la Commission Impériale, & on eut soie de crier fort à la Cour de France, de laquelle on étoit à la fin un billet, que Monsieur le Garde des Sceaux écrivit aux Impressionnaires de LL. HH. PP. le 7. Dec. de l'année présente.

Monsieur le Cardinal de Fleury écrivit quasi en même temps à Sa Majesté Impériale & dans la Lettre du 11. Decembre il insinua, que sans faire mention de la possession, où la République croioit être depuis plus de 200. ans, d'avoir une Garnison dans la Ville d'Embsen, on ne les inquiéterait pas là-dessus. 1. qu'on accordât au Sanf-coodis aux Restiens pour le présent au Tribunal de la Commission, & qu'on leur promît une amitié, à l'exception des deux principaux coupables, auxquels pourtant on n'ôtéroit ni la vie, ni les biens en entier. 2. qu'on ne persécutât point à l'hypothèque que les Hollandais ont sur les biens Embsen pour les sommes qu'ils leur doivent. Et enfin 4. que la Commission Impériale ne touchât point aux anciennes Conventions passées entre le Prince d'Oultfrith & les Etats du Pais, dont la République étoit Garantie, & dont le Prince avoit juré l'observation, quand il reçut le Serment & l'Hommage de ses Sujets.

En même temps que Monsieur le Cardinal fit ses instances pour obtenir ces quatre Points en faveur des Hollandais, il avoit par sa Lettre à l'Empereur, qu'il étoit content avec Monsieur le Comte de Sinsendorf, que ceux d'Embsen devroient par préalable se soumettre sans restriction à l'autoité Impériale & exécuter les Décrets, & il y ajouta, que si l'Empereur voulait bien accorder ces quatre Points, les Hollandais lui en auroient l'obligation entière, & qu'il se réserveroit en son particulier la reconnaissance respectueuse, qu'il partagera avec eux.

Monsieur le Garde des Sceaux dans le billet mentionné ci-dessus, s'exprima quasi en mêmes termes, & il y suppose, que Meilleurs les Etats Généraux porteroient de bonne foi les Peuples d'Oultfrith à faire les Actes de soumission tels, que Sa Majesté Impériale n'ait pas lieu de croire, que l'on veuille attaquer son autoité de Juge Suprême.

On put la réponse, que l'Empereur a fait donner à Monsieur le Cardinal, on lui accorda sur les quatre Points fusils tous ce qu'il pouvoit raisonnablement attendre.

On déclara 1. qu'il n'avoit jamais été question & qu'il n'étoit non plus à présent, de faire sortir la Garnison Hollandaise de la Ville d'Embsen. On entendait 2. à la prolongation tacite du Sanf-coodis, sans en excepter que les deux Principaux coupables, & ceux qui seroient convaincus des crimes, dont Monsieur le Garde des Sceaux supposoit lui-même, que Meilleurs les Etats Généraux ne voudroient jamais autoriser l'impuissance. En faisant espérer, que dès que le Procès des deux Principaux coupables seroit instruit, l'Empereur en useroit plutôt selon la Clémence que selon la rigueur des Loix.

On repeta 3. la promesse de ne vouloir pas toucher aux Hypothèques des Hollandais, & on donna 4. comme à condition 4. que non-seulement que traitant les Conventions de l'Empire on ne fiqueroit faire la moindre attention à la Garantie de Meilleurs les Etats Généraux, Plénification de l'Empereur n'étoit pas d'obliger les anciennes & valables Conventions passées entre le Prince d'Oultfrith & les Etats; que la Commission Impériale établie dans le Pais n'ait autre chose à faire, que de mettre en exécution la Sentence de l'Empereur sur des Points qui depuis tant d'années étoient restés impensés après devant le Conseil Impérial Asiatique, & qu'en même, si ceux d'Oultfrith se voyoient fondés à porter quelques plaintes contre les Comités dudit Conseil, ils devroient le faire, non par des voyes de fait, mais par des voyes prescrites dans les Loix de l'Empire.

En combinant cette Déclaration avec les quatre Points contenus dans la Lettre de Monsieur le Cardinal, à l'Empereur, on ne pouvoit pas douter, que l'Empereur de son côté avoit fait à tout ce qu'on pouvoit souhaiter de lui, & on devoit naturellement espérer de la droiture & des bonnes intentions de Monsieur le Cardinal, que suivant la promesse positive il porteroit pour l'entremise de Meilleurs les Etats Généraux, ceux d'Oultfrith à le soumettre, pour préalable & sans restriction à l'autoité Impériale & à exécuter les Décrets. Qu'il disposeroit les Hollandais à avoir de tant de complaisances, l'obligation entière à l'Empereur, & que même il en partageroit avec eux une reconnaissance respectueuse. Voici ce qu'on devoit naturellement attendre de son côté en réfléchissant sans prévention sur la suite de ce qui s'est passé en cette affaire.

Cependant le contraire est arrivé quasi en tout & si Monsieur le Cardinal n'eût pas continué à ce coup des fautes insinuations, qu'on lui fait dans les affaires de l'Empire, on sera obligé de remonter à toute espérance de le pouvoir désavouer.

Il est bien vrai, que Monsieur le Cardinal de Fleury a d'abord paru très-content de la résolution fusée de l'Empereur & même à l'heure qu'il est, il semble s'acquiescer aisément de ce que la prolongation de terme n'avoit pas été positive, sans restriction, qu'on peut bien pour ce temps suspendre l'exécution des Décrets Impériaux & donner point cet édit des ordres secrets à la Commission, comme cela s'est fait dans cette occasion, puisque depuis l'expiration du terme des deux Mois, exprimé dans la dernière amitié, presque tous autres Mois sont écoulés, sans qu'on eût commencé la moindre procédure; mais qu'il n'étoit pas faillible de croire cela à l'infini, ni de se figurer de l'Empereur d'offrir coup par coup des amitiés à des Gens qui le fusient si peu d'en profiter.

Da reste l'assurance, qu'on suspenda pour un temps l'exécution des Décrets Impériaux, a été donnée en des termes très-clairs à Monsieur Hamel-Thuyse & on a de la peine à s'imaginer qu'il aura manqué à en informer LL. HH. PP. en tout ce qu'il se fût & non pas celle du Ministre de l'Empereur. Qu'il en soit, Meilleurs les Etats Généraux n'ont pu donner témoignage de reconnaissance pour les égards insinua que l'Empereur a en pour eux dans l'affaire d'Oultfrith. Ils ne se contentent pas d'être sûrs qu'on ne touche pas aux Privilèges, Concessions & Accords passés sous les auspices Impériaux entre le Prince & les Etats, mais ils veulent former une Garantie répétée & déclarée illégitime depuis plus d'un Siècle quasi de tous les Précedents de Sa Majesté Impériale d'aujourd'hui & des Etats de l'Empire assemblés en Diète.

Ils insistent sur des prétendus aïages & reconvenances qui sont de fois ont été cassées & annulées juridiquement & qui sont contraires à la Sentence rendue par Rodolphe II., au Serment que le plus grand d'Embsen eût tenu de prêter en conformité de cette Sentence, & aux Réverales mêmes, que les Princes d'Oultfrith sont obligés de donner au recensement l'Hommage de leurs Sujets.

Enfin on conte tellement les choses de leur part, que peu satisfaits du présent, que Sa Majesté Impériale a en la bonté d'accorder à tant de coupables, ils aient demandé, que ceux-ci eussent à porter tous les frais causés par la révolte des autres & que les auteurs & complices de la révolte n'aient rien à y contribuer.

Car il est à noter, que ce qu'on appelle une amende, n'est pas une chose qui convie au profit du Prince, mais on taxe, qui est employée pour repaier le Prince les pertes de ceux qui ont été pillés par les Restiens.

ANNO
1718.

Or on fait la différence qu'il y a à leur *parum* & *reparandum* dans le cas, on juge peut plus aisément reconnaître l'avis de qu'il ne s'agit de le dispenser de faire attention à la réparation des pertes causées injustement, puis qu'il est réparation le Droit d'un tiers est nécessairement lésé.

De tout ce que l'on vient de dire, il est aisé d'inférer que tant, que de la part de LL. HH. PP. on insistera sur des exécutives formelles, on ne pourra jamais tenir l'affaire d'Odolinda à leur gré.

L'Empereur ne peut pas s'écarter de la voye, qu'on suit les Augustes Prédécesseurs dans l'Empire même en des temps, où ils étoient étroitement liés avec la République d'Hollande; il ne peut rien faire, & ne sera jamais rien, qui blesse les Droits de l'Empire, & en qualité de juge suprême il ne s'écartera condamner les innocents à porter le poids des coupables; du reste comme il a toujours révoqué de l'amitié à Meilleurs les Etats Généraux, il a déjà en & il sera même à l'avenir pour eux tous les secours qu'il faut pour l'Empire, sauf les Droits de l'Empire, sauf les règles de la Justice, & le Droit d'un tiers, pourvoit avoir lieu, dans l'entière confiance qu'il a que LL. HH. PP. voudront y répondre de leur côté & ne pas tant écouter les cris de Geus indignes & chargés de crimes les plus énormes.

Le Baron de Postels aura soin d'informer Monsieur le Cardinal de Fleury de tout le contenu de ce Mémoire, & de lui faire comprendre qu'il étoit impossible de laisser les affaires d'Odolinda dans l'état où elles sont, & dans l'incertitude où l'on est de la fourniture des Remises, de suspendre trop long-temps l'exécution des Décrets Impériaux; puisque naturellement la prolongation du terme de l'annuité devoit servir à ramener pendant cet intervalle ceux qui s'étoient écartés de leur devoir.

Il en sera encore après des autres l'usage, qu'il croira convenir au service de Sa Majesté Impériale & il entretiendra avec les Ministres de l'Empereur à la Haye, & à Londres & à Berlin une exacte correspondance, sur les matières qui ont du rapport aux affaires dont ils sont chargés.

Lettre des Emdénois à la Commission.

N. N.

Nous n'avons pas voulu laisser passer le terme qui nous a été accordé très-gracieusement pour faire notre très-obéissance Soumission. Nous croyons que nous ne pouvons marquer trop de respect & trop d'obéissance à la Souveraine & non interrompue Jurisdiction de Sa Maj. Imp. C'est pourquoi nous ne manquons de vous présenter ici notre très-humble Soumission, & nous sommes avec tout le respect imaginable,

N. N.

Par les-jurés & alégers.

Les Bourgeois-maires & le Conseil de la Ville d'Emden.

Acte de Soumission des Emdénois.

Pour obéir très-respectueusement à la Patente expédiée le 13. Septembre de l'année dernière par notre très-gracieux Empereur & Seigneur, & à nous infirmée le 21. Novembre d. a. par la Commission Subdéléguée, Noss. Bourgeois-maires, & Conseil, comme aussi le Collège des Quatre de la Ville d'Emden, nous nous y soumettons, & sousscrivons formellement à tous les individus qui y ont rapport tant en notre nom que pour toutes les Seigneuries de la Ville d'Emden, Oldersum, Borsum, Jursum, & Widdelweh, connus Up & Wolfofen, y obéissant très-respectueusement dans toutes les clauses & tous les points qui y sont contenus, & nous y sont enjoint; & nous voulons en, en conséquence, que notre présente Soumission très-respectueuse soit remise à la Commission Impériale. Fait à Emden dans la Maison de Ville le 24. Mars 1719.

Bourgeois-maires.

Matthias Wermelschleken.
Johannes Hillert.
Johannes Bodde.
Houwe Bonne Fennetborg.
Gerard Helling, Juvén.

Conseillers.

Hoyce Haykens.
August Wichers.
Georg Wilhelm Sten.
Adolf Christof Stuchius.
D. J. Andree.
Petrus Sme.
Jacques de Potere.
Henric Haykens, Dr. Secret.
Brendert Teelo Langebols.
Dr. Secret.
Adolph Christof Stuchius.
P. Secret.

Les Quarante.

Hellas Loefling, *Præsit.*
Georg Weip *Præsit.*
Ulrich Benders, *Præsit.*
Dick Beckman, *Præsit.*
Jan Dircks Swelwing.
Jan Hylen.
Hendrick Helling.
Quintus Warners.
Johannes Eysenboms, *alégers.*
Wilhelm Schryver, *alégers.*
Sverin Kloppeborg.
Peter D. Dethleven.
Johannes Annapé.
Jan Blothor.
Berend Theisen-Bosch.
Tjuck Grop.
Johan Gerhard Havelberg.
Jan Berens Hagedorn.
Hans Eppen Benning.
Nicolas Tholen.
Henr. v. Ezen.
Syvert Sivers.

Johannes Duyff.
Jan Therman.
Philippe Beuwerling.
Euno Paul van Wigenst.
Wolterus Rivas.
Dode Jurgens Varver.
Anton Gaiel Meider.
Hermannus Haykens.
Nicolas Merion, *alégers.*
Wielke Martens.
Johannes van Renschem.
Peter Ladens.
Philippus Eedens de Gra.
Farrick Rooft Rytin.
Meinert Meiners.
Hedell Bode.
Peter Gerbenus Celos.
Peter Beckman.
La Place de Secrétaire ordinaire.

Reponse de la Commission aux Emdénois.

A Aribch le 25. Mars 1719.

N. N.

Nous avons bien reçu votre Lettre d'hier avec la Soumission signée par vous & par les Membres du Collège des Quarante. Nous n'avons pas manqué de l'accepter, quoique nous n'ayons pas encore reçu de résolution sur ce sujet, & nous ne manquerons pas d'envoyer aujourd'hui l'une & l'autre où il est nécessaire, mais avec cette restriction, fait ce que les Conseillers-Députés du Prince, à qui nous en avons donné communication, seront à représenter contre. De plus nous devons vous marquer que nous ignorons que la lettre éditée dans la Patente du 13. Sept. 1718. pour délivrer votre Soumission & expiré dès l'année passée, ait été prolongé jusqu'à présent; depuis que nous sommes nous trouvons que votre Soumission est couchée en termes trop généraux, puisqu'on n'y trouve seulement pas les divers Décrets Impériaux, Patentes & Conclusions du Conseil Supérieur de l'Empire émanés de nous en tant sur les présents décrets de l'Aut. ni les Sentences de la Commission, auxquelles néanmoins on auroit dû faire attention, on n'y dit pas non plus quelle obéissance on a rendue ou prétend rendre aux Sentences de la Commission Impériale en conséquence de la Lettre & Déclaration que nous vous avons envoyées le 27. Janr. 1718. & confirmées dans la Patente du 13. Sept. d. a. Outre cela pourqu'il les Membres du Conseil & des Quarante elles pourroient avoir fait leur Soumission dans le sens, n'ont-ils pas été révoqués dans leurs emplois, & que l'on en a admis d'autres à signer en leur place. Et d'autant qu'il est causé non défilé parait nécessaire, nous vous en accordons un, en vertu des présentes, pro am, de quinze jours à compter du jour de l'infusion des présents, *sed proa prout*, & d'être privés de leurs emplois & en conséquence pendant lequel nous députerons une autre relation, dans l'espérance que conformément aux *Motiva* ci-dessus, vous dresserez une autre Soumission, avec expression des termes & clauses insérées dans les Résolutions & Patentes Impériales du 18. Janr. 1716. & Oct. 1717.

ANNO
1721.

ADDIT I O N.

16. Mars. * *Traité d'Alliance & de Paix entre l'Empereur CHARLES VI. & GEORGE II. Roi de la Grande Bretagne où les Etats des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas sont compris. Fait à Vienne le 16. Mars 1731.*

In Name of Self & Individual Trustees,
A.M.E.N.

Non vult de stiracibus ac fragulis quatuordecim
millibus annis quatuordecimque postis. Publi-
cus Terentius Scaevola ac Potestissimus Princeps
de Domitia Celsus Val. Romanorum Imperator, His-
paniarum, utriusque Siciliae, Hungariae ac Bohemiae
Rex, Archidux Austriae &c. &c. Tunc Scaevola
ac Potestissimus Princeps ac Domitus Georgius Val.
Magne Britanniae, Franciae, de Bohemia Rex, &c.
Scaevola ac Potestissimus Princeps ac Domitus Geor-
giius Val. Imperatoris Austriae, Imperatoris
Universae Fœderalis Belgii Provinciarum; Considerans
Interim multorumque rerum, qui nunc est in Europa,
flatus, ac mutantes periculis morbo, quibus non mo-
do mali est generandi in dies magis exagere immen-
sitas jam jam crebris antecesserunt; sed & publica
transmissis morbo, quantum fieri potest, saluti ac
periculis omniumque gentium, quibus in Europa
est. Præfata fuit. Majestatis ac præfati Ordines Gene-
ralium, præfatis peritis studio ducti, opus non salu-
tare promovendi periculisque est ne illi judicaverit,
de certis quorundam conditionibus generalibus inter se
convenire, qui huius loco inferrent, præfatis quatuor-
decim principibus in Europa Principibus animi
concordia de conditionibus præfatis inter se
abque publicis transmissis periculis quam maxime
jam virgine, contemplant forent

nam virgine, compositae florent
Aliae natus in terra Sura filii Caroles et Catholi-
ci fides. Celsissimus Principum et Dominum Euge-
nium, Sabaudie et Pedemontium Principem, abbas
fuit Mariani Cisterie et Catholice Celsissimus Ac-
centum Inimicum, Conitii Austro-Belgi Præfatum,
fuisseque Locumtenentem Generalem, Sacri Imperii
Romani Campi Marechallum ac eundem Regnum
ac Statum per Italiam Inimicum Gentilem, et apud
Defensionem Lepontinæ Provincie, Sancti-Victori
conitii, nomen Illustrissimum et Excellentissimum
Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Impe-
rii Theaurum Heraldicum, Comitem a Zau-
zenndorf, Liberum Baronem in Emittibus, Domi-
num Dynastum Gfoll, Superioris Solvitz, Porditz,
Sibitz, Mulg, Loosnau et Dreux, Burgavum in
Raneck, Superiorum Haredarum Scintum ac
Præfatum Superioris ac Inferioris Austrie Inimicum,
et nomen, Auri Vicerem, Celsissimum et Illu-
strissimum, Aulam Conitium Inimicum ac
Primum Aule Cancellarium &c. Ac Illustrissimum
et Excellentissimum Dominum Gundacrum Tho-
mam Sacri Romani Imperii Comitem de Stenzenberg
in Schumberg et Waersburg, Dominum Ducum
Erlberg, Luchtenhagen, Ronsing, Freyfeld,
Haus, Oberwallis, Seuffling, Bodenort, Hatt-
aus, Aum, Vellens, Agram, Sacri Imperii Aulicis
et Celsissimis Consiliis, Cancellariis, Archi-
archiebus Aulicis Superioris et Inferioris Illustri-
ssimus Heraldicus, Sacra vero Regni Mariti Muni-
cipalis Ducatus Thoms Magnifici, Amirum, in
Comitiis Parlamentum Nobis Romanis Senatore, et
Missum fuisse apud predictum Maritimum tam
Catholicum et Catholicum, tam Celsi et Potentes Sta-
tus Unum Funderi Belgii Provinciarum

plena Potestate univirsus, qui collatis inter se Con-
siliis & commutatis prius Plenipotentiis Tabulis, in
sequens Articulis & Conditionibus convenimus

I. Ne maneat inter Sacram Caesarem Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnae Britanniae, ac utraque Heredes et Successores, nec

non Celsis ac Potentioribus Status Germanis
 Federa Bona Firma, sancta et inviolata amplexi,
 pro mutua commodis Provinciarum, ac Subditorum
 ac uniusqueque ac Principibus Contribuentibus debeat
 in ea stabiles, et singulis contribuentibus Ditiones
 ac Subditos ipsorum tueri, nec non Pacem manutenere
 atque aliorum reliquorum Contribuentium commodis ea
 sua promovere, damna vero et iniuria expugnare
 generis praeferre et avertere tenerunt. Itaque iura
 tenorem praecedentium Pacis, Amicitiae ac Fœderis
 Traditionum Conventionum, etiam si quibusdam
 Traditiones ac Conventiones, exceptis solvendo aliis
 Articulis, Chastatis seu Conditionibus, quibus per
 praesentem Traditionem defragare et re vitari est, plenum
 fuerit in consensu ac per omnia rebus ac viam obtineant,
 censuraturque vigore praesentis Traditionis renovari et
 confirmari, atque infra Paucos Contribuentes ad ma-
 iorem numerum, seu, ut vocant, *Grandes*, omnium
 Regnum, Ditionum ac Terrarum ac uniusqueque
 eandem possidentium, tum etiam Junctis ac Immediatis
 etiam si quibusdam Traditionibus, etiam si quibusdam
 diutius de vigore hujus Articuli obtineant, ita
 quidem, ut nullo declaratione ac obiter interveni
 possint, quod omnibus verbis et si sit applicari
 consensu omnium ac Contribuentium, qui fecerint praeter
 preter, vel utrum et Consensibus, vel etiam Super
 cilliores ac Haeredit in queta possidente Illorum Re-
 gnum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Ju-
 ram ac Immediatis subdere velint, quibus uniusque
 ac Contribuentium Paucorum, seu, ut vocant, *Grandes*
 Traditionum, etiam si quibusdam Traditionibus, etiam si quibusdam

[illegible]

ANNO
1731.

* Ce Transf. devrait être infirmé après la 1ère séss. avant le budget 1960; mais il n'a été possible qu'après l'intervention de ce Tribunal.

ANNO
1731.

line, in linea ejusdem familiam venire, vel denique alios, quosvis de successione in Regna, Provincias ac Ducatus Hereditarios Serenissimi Domus Austriacae quælibet eligeretur, obsequere possint. Ita sua Sacra Regni Britannica Majestas & Cælis ac Prepositi Domini Status Generales Federati Belgii quæque ex parte procurant, seque obstringunt, quod nulla interposita mora, super Commercio & modo Vestigiis vulgo Tareff incipiente, novum Tractatum in quantum ad Belgium Austriacum attinet, ad tractatum Articuli XXVI. Tractatus, cuius a Limitibus nostris inditum fuit, vulgo *Barrière*, cum Sacra Sua Cæsarea Majestate ante vellet. Quam quidem in finem commendat illam exeat a Partibus Consueventibus Commissariis, qui intra ipsorum duorum Mensium a die subscripti Tractatus computandum Antuæpse seque congruere, ac tum super eis, quæ plenarius executionem antemortem Tractatus, cui a Limitibus nostris inditum, quæque Antuæpse die 4 Novembris, Anno 1713 conclusus fuit, tum Conventionis posterius Hagæ Comitis die 11 Decembris 1713. subscriptæ concernunt, convenire, tum vero speciatim novum, unum dictum est, super Commercio & modo Vestigiis, in quantum ad Belgium Austriacum attinet. Tractatum ad tractatum antemortem Articuli XXVI. ante debent; Conventiones autem se ipsius stipulatione eorum est, quod cumque ex ea, quæ Commissariis Antuæpse congreganda demandare se re visum fuit, quam cunctis fieri poterit, et atque & bono ad finem penitus perducenda sint, ita quidem, ut non tardius, quam ad finem intra duorum annorum (spatium ultima operis nostri admodum veniat.

III. Cumque Sacre Cæsareo-Catholica Majestas, nomine Sacre Regiæ Majestatis Britannicæ & Cælium ac Prepositorum Quondam Generalium Federati Belgii amicis verbis expressum sepius fuerit, non esse certum medium evocatum tamdiu publicum iniquitatem, quam si per immediate introductionem seu militum Hispanorum Militum, in montes Hetruræ, Parmæ & Placentiæ loca, destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modo dicto Ducatu successu magis adhuc firmetur: Preterea Sacra Majestas Cæsarea Catholica quo & ipsa pacifica fuit Majestatis Britannicæ ac Cælium ac Potentium Ordinum Generalium Federati Belgii Consilia ac vota promovere, fuit et parte nulla potestas evocare quodvis prædictorum seu militum Hispanorum Militum, pacatæ introductionem in montes Hetruræ, Parmæ & Placentiæ Ducatum loca, justaspositiones a dicta sua Majestate Britannicæ atque Ordinibus Generalibus desuper statas. Cum vero hunc in finem Sacra Majestas Cæsarea Catholica Imperii quæque consensum necessarium censuit, simul eidem promittit quod omnem operam adhibere velit, quod consensum ille intra duorum mensium spatium, ab eius die fieri poterit, obtineat, atque ut præcipuum obtemperet iuribus, publicis quæque insinuantibus, funder præterea sua Majestas Cæsarea Catholica, quod statim post contractum invicem Ratiabitionum tabulas, consensum a se quo Imperii capite portatæ pacatæ introductionem præbuit, tum Magni Hetruræ Ducis, tum Parmensi Marchionis in Aula sua commemorantibus, aliter ubi conveniens visum fuerit novam factura sit: Nec minus spectata sua Majestas Cæsarea Catholica promittit ac spondet tum longè a se abesse mentem, vel directè vel indirectè admissioni Preterea Hispani Militum in antedicta loca invicem utrumque officium faciant ad afferendum, ut potius officia se autoritatem suam interposita sit quod evocantur præter quæ obliquo ad contradictionem, quodque antemortem admissioni obesse possit, amoveatur; atque adeo se in illa Hispanorum Militum tranquille ac sine mora in montes Magni Hetruræ Ducatus tum Parmæ tum Placentiæ Ducatum loca, quo ante dictum est modo, introduci queant.

IV. Nunc proinde munitioneque quibus, de quibus irrevocabili Parmæ consensum consensum modo conventionem est, in finem & recipere statim perminique decisi, ut neque in eis, quæ aliquæ mora & statim post Ratiabitionum tabulas invicem commutatus effectus danda sunt, neque in eis quæ in omne ævum inconvulsa permanere debent, Partibus contrahentibus aliis in re recedere ab eis liceat.

V. Cum pro assequendo scopo, quem Partes presentem Tractatum contrahentes stringere intendunt, necessarium visum sit, ut cunctis duellorum & dissolutionum sententia redierit evadentur; atque adeo prius illas de suscipiis veniat, qui modo innotuit Partes contrahentes invicem legaverit, non tantum renovetur, sed & in dies attius stringatur: hinc est quod Majestas sua Cæsarea Catholica promittit ac se se vires præterea Articuli obstringit, quod cessare penitus illico & in perpetuum debeat omne ex Belgio Austriaco, ac ex alia Ducibus, quo tempore Caroli II. Hispaniarum Regis Catholici sub Hispania Dominatione erant, in India Orientalis Commertium & Navigationem, & quod boni fide effectus sit datus, ne vel Offensam Societati, vel quavis aliam, seu in Belgio Austriaco, seu in Ducibus, quæ ut dictum est, tempore Caroli II. Regis quondam Catholici sub Hispania Dominatione erant, essent, huc in perpetuum statuta normæ directè vel indirectè unquam conveniat, dubius tantum Navibus exceptis, quæ non nisi unica adhuc vice ex Offensam Portu cursum suum in India Orientalis dirigere, & inde Offensam mercibus onusta revertere intendere pro labore asportat

tas ex India merces vendere exponere possunt. Et Sacra Regia Majestas Britannica Cæsareæ ac Prepositorum Status Generales Federati Belgii sui quæque ex parte procurant, seque obstringunt, quod nulla interposita mora, super Commercio & modo Vestigiis vulgo Tareff incipiente, novum Tractatum in quantum ad Belgium Austriacum attinet, ad tractatum Articuli XXVI. Tractatus, cuius a Limitibus nostris inditum fuit, vulgo *Barrière*, cum Sacra Sua Cæsarea Majestate ante vellet. Quam quidem in finem commendat illam exeat a Partibus Consueventibus Commissariis, qui intra ipsorum duorum Mensium a die subscripti Tractatus computandum Antuæpse seque congruere, ac tum super eis, quæ plenarius executionem antemortem Tractatus, cui a Limitibus nostris inditum, quæque Antuæpse die 4 Novembris, Anno 1713 conclusus fuit, tum Conventionis posterius Hagæ Comitis die 11 Decembris 1713. subscriptæ concernunt, convenire, tum vero speciatim novum, unum dictum est, super Commercio & modo Vestigiis, in quantum ad Belgium Austriacum attinet. Tractatum ad tractatum antemortem Articuli XXVI. ante debent; Conventiones autem se ipsius stipulatione eorum est, quod cumque ex ea, quæ Commissariis Antuæpse congreganda demandare se re visum fuit, quam cunctis fieri poterit, et atque & bono ad finem penitus perducenda sint, ita quidem, ut non tardius, quam ad finem intra duorum annorum (spatium ultima operis nostri admodum veniat.

VI. Cum reliquorum Capitulum erant ac discussio, quæ seu ipsa inter Partes pacificas, seu aliquem ex earundem Fœderatis dimittenda restaret, quæ tempora consensum sit, quem accipere hoc statu statu expedit, quo mora omnes, quæ bono communitatis utrinque mutuum altitudo foret, prædicantur, conveniunt concordantque est, ut invicem declaretur, quod Tractatus omnis Conventionesque ad invicemque Partium duorum pacificorum cum Principibus aliisque Statibus inter, ut iam, subsistere possint, in quantum solio rei alius hanc advertant, quæ per presentem hunc Tractatum confirmantur est; quodque Controversiæ, seu inter dictas Partes pacificas seu qualeslibet ex earum Fœderatis amice quam primum dirimende, atque interea a Partibus Contrahentibus quo alibi dandum sit, ut necno ex eis quorum res in controversia sunt, pro in vindicanda vi sui possit.

VII. Sua autem Majestas Cæsarea & Catholica, quo Subditi Regis Magnæ Britannicæ & Dominationum Ordinum Generalium de ipsorum Commercio in Regno Siciliæ exercendo nullas dubio locum super, jam nunc declinare voluit, illos eodem modo & ad tandem normam habitum in, uti habui fuit, ant haberi deberant tempore Hispaniarum Regis Caroli II. Insuper Memoriam ac prout Gens amicitiam haberi consuevit.

VIII. Includentur hinc Tractatus Pacificationis Omnes illi, qui, post permutationem tabularum Ratiabitionis, inter se inter se ab una vel alia Parte ex communi consensu nominabuntur.

IX. Approbabitur & ratiabebitur prædicti Tractatus a sua Cæsarea Catholica Majestate, a sua Sacra Regia Magnæ Britannicæ Majestate & a Cælis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Univerſi Belgii, & Ratiabitionum Tabulas intra ipsorum sex Septimanarum a die Subscriptionis computandam Veniunt invicem tradentes & commutabuntur. In quorum fidem obstatque tam Cæsari Commissarii nequam Legati Plenipotentiarii Extraordinarii, quam Regi Magnæ Britannicæ Ministri plene potestatis facultate munitis Tabulas hac propria auctoritate subscribentur & Signis suis muniverint. Acta hæc sunt Viennæ Austriacæ. 16. Die Mensis Martii, Anno Domini 1731.

(L. S.) EUDERIUS SARAVIA.

(L. S.) PHILIPPUS LUDOVICUS à ZINTZ;
ZENDOFF.(L. S.) GUNDECARUS THOMAS DE STAR;
RENNERD.

(L. S.) THOMAS ROBINSON.

ARTICULUS SEPARATUS.

Quoniam Articuli primo Tractatus inter Sacram Cæsarem Catholicam Majestatem, Sacram Regiam

ANNO
1731.

ANNO 1731. *Præfatus Magus Britannicæ Majestatis & Dominus Satus Generalis Uniarum Fœderis Belgii Provinciarum*

graviditate predictæ Ducis videtur concepta, vel Posthumum alia in lucem ederet, tum antea sua Majestas Catholica declaravit ac fide obstringit quod loco introductionis in munia Parmæ & Placentiæ loca Prædicta Hæpsum Militem, ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, jura novum, de qua, accedente consensu Imperii, cum Hæpsum Aulæ cum conveniret, Literarumque Investitura eventuali, quævis tenor in omnibus Articulis, Clausulis ac Conditionibus, pro repetito & continuato habenda est, in possessionem prædictorum Ducatus immittenda sit, ita tamen ut prius tam dictæ Hispaniarum Infans, quam Hæpsum Aulæ tam dictæ fuit quæ Tractatus antea, quorum Imperator accedente Imperii consensu. Fœderis est, requirit. Quæque post in mortem antecessoris Ducis Anthonii Farnesii Miles Catholici in munia Prædicta & Placentiæ loca introductionis fide non est meret, ut obstatum afferret Successioni eventuali, proxi illa Serenissimus Infans Carolus per Tractatum Londinensem, vulgo Fœderis quadruplex nuncupatum, delinenda foret, sed ut evenirentur quinquaginta milia transmissum haberet potestatem Consilia, Sacra sua Majestas Catholica Quædam publicum jure prædicta sua Vota, Tractatum hodiernæ de consensu, in quantum fieri posset, stabilire firmamque ceram, deinde declaravit quod immittendo copias suas in munia Parmæ & Placentiæ loca, non alia sibi mens fuit quam ut quæcumque penes ipsam erat, Successionem Serenissimi Infantis Don Caroli, proxi illa Tractatu Londinensi eadem Infans delinenda fuit, magis sufficeret, quodque tantum alio, ut vel prædictis Successione, si fortis potest medicinali antea penitus foret evadenda, obtinere, vel etiam introductione Prædicti Hæpsum Militem, si fortis Dux videtur Posthumum in lucem ederet, opponere scilicet vellet, quod possit delectat ac promittit, proxi illa fuit copias suas inde educandas fore, seu ut ipse Infans Carolus in possessionem sepe memoratorum Ducatus jura tenorem Literarum Investitura eventuali mutaret, seu ut introduci ibidem pacis & nuntii obsequere Prædictis possent, quæ ipsi Prædicti non alio alio agere deberent, quam ut certis de executione prædictæ sibi Successione, in eam causam que prædicta Farnesii penitus est evadenda, Infans Carolus edidit.

Præfatus Declaratio tandem vim hæc.

DECLARATIO à *Almiffis Regis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium plenè Potestate mandatis* subscripta.

Quandocumque inter alias Conditiones, de quibus Tractatu Hæpsum Militem & viginti prima Novembris die Anno 1729 subscripto, favore magni Hæpsum Ducatus, tum Parmæ Paciscentis Ducatus conveniret, eorum quoque fuit, ut quæ prius Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, vel n, qui in jura quædam substat, in quibus possessione delinenda sibi Successione, & securus ab omni hostili evaluatione ac consensu fortissimum causæ fuerit, tum Regia sua Majestas Catholica proxi tam effudit sit dictura, ut Copias, ad ipsam de non ad Infantis Caput, vel eum, qui in jura quædam, uti ait dictum est, substat, spectantes, ac antecessoris Ducatus educatur.

Infrascripti Ministri Regis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium vigore prædicti Instrumenti declarant, quod quemadmodum alia sua sua Regia Majestas Magnæ Britannicæ & Cæli ac Potentes Satus Generales Fœderis Belgii nunquam non promissa sua adimplere consueverunt, ita etiam consensu illorum mens ac voluntas sit, ut prædictis in casibus Hispani Prædicti ac Hæpsum, Parmæ & Placentiæ Ducatus proxi tam educatur.

Præfatus Declaratio fœderis mandata, habita tamantem vim.

ARTICULUS SEPARATUS.

Cum Tractatu hodiernæ die inter Majestates fœderis Catholice, Anglicanæ, Majestatem suam Britannicam & Cæli ac Potentes Dominos Ordines Generales Uniarum Belgii Provinciarum conclusus, tum Declarationis Instrumento desuper dem facta fuit, atque locum obtinere debet ac si mors ita incipiat hanc corrigisset. Quod si verbis vel evanesceret ipse de

DECLARATIO *Super Prædictis Hispaniis. in munia Hæpsum, Parmæ & Placentiæ loca introductionis.*

Cum Sua Sacra Catholica Majestas, antea quæ fuit ex parte consensum præberet ut, quæ Antea Tractatu Tractatu hodiernæ de consensu, de summa inter introductionem prædicti Hæpsum Militem in munia Hæpsum, Parmæ & Placentiæ loca, disposita fuit, super vero fœderis & obsequio Spemantem, quæ desuper in Tractatu Hæpsum Militem nona partem vigesima prima Novembris die Anno 1729, subscripto continetur, fœderis omnino reddi voluerit, Sacra sua Regia Magnæ Britannicæ Majestatis, & Cæli ac Potentes. Omnia Satus Generales Fœderis Belgii non tantum Spemantem fuit, proxi illa antea repromittit, tum Sacra Catholica Majestatis bona sibi exhibuerunt, verum etiam firmissime adimplere hanc debuerunt, non fuisse sibi, cum de introductione in munia Hæpsum, Parmæ & Placentiæ loca Hispani Prædicti Militem conveniret, neminem, ulli in se ab eis recedere quæ Antea quæ fuit Fœderis quadruplex Londini die 7^{to} Julii Anno 1718, conclusa, tum de Catholice & Imperii Junibus, tum pro fœderis Regem ac Ducem quæ sua Majestas Catholica in Italia sibi possidet, tum demum pro consensu quæ ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatus Legationum Possessionem fœderis repromittit, quæque per Sacra Regia Magnæ Britannicæ Majestatis & Cæli ac Pot. Domini Satus Generales Fœderis Belgii declarantur proxi declarant & promittit penitus ad dictum, proxi vigore prædicti Instrumenti dant, sua Catholice Majestatis tum super rem Capitis superiorem recentem, quam super omnibus illi, quæ antea adhuc prædicto Articulo quæ fuit Fœderis quadruplex nuncupati consensu, fœderis, evanescit, seu ut vulgo vocant, *Guarantia*, quædam delinenda potuerit, valida & fœderis.

Præfatus Declaratio tandem vim hæc.

DECLARATIO *Super PARMENSI Successione.*

NE incipiat Mort Serenissimi Principis Anthonii Farnesii, dum vivit, Parmæ ac Placentiæ Ducatus, quæ in alia ipsam tempus, quæ de conclusionem prædicti Tractatus agitur, incipit, quædam conclusionis mortis tam obstatum afferret, sua Majestas Catholica vigore hujus Instrumenti declarat ac fide obstringit, quod illo in casu, quo fœderis de Graviditate Serenissimi Ducis videtur, prædicti Serenissimi Ducis Anthonii dum vivit, Copias, conceptu hanc evanesceret, ac dicta Dux videtur Proxi tam delinenda in lucem ederet, cuncta ei quæ de introductione in Parmæ & Placentiæ munia loca Prædicti Hæpsum Militem tum Articulo tertio Tractatu hodiernæ de consensu, tum Declarationis Instrumento desuper dem facta fuit, atque locum obtinere debet ac si mors ita incipiat hanc corrigisset. Quod si verbis vel evanesceret ipse de

ANNO 1731.

ANNO
1731.

tes commensales ides subsistendi & signari hanc potuerit, quod juxta morem in Republica alicuius episcopi Regimini Iohannis Pierpottorum subleat predicto Munifico, tam cito ac opus fuit, expediti nequiverunt, Conveniam inter Caesarem & Regiam Britannicam Majestatem est, ut praefati Ordines Generales (quippe quos Condicionem in hoc Tractatu sancta plurimum tangunt) pro Parte Principali contrahant habentur ac censentur, sicut etiam in ipso Tractu neminem inferri fuit, sed ipse scilicet fidelissima illa eorum tam cito attentius se consideri Regimini ipsorum forma pari se potest. Et quoniam ibidem, quod Republica illa pro subditiis firmitate tranquillitate publici tutatur, predictis Majestatibus nullum dubitandi locum relinquit, quin de praefata Republica, quo particeps fiat eorum, quo in ipsius forent in memoriam Tractatu sancta repetantur, Pars eadem principale Contrahentis quantocius fieri cupiat, eo communis operis aliorumque subleat Majestates fuit, ut intra tres menses à die subsistendi praefatus Tractatus comparandus, aut citius si fieri poterit, nomine quoque dictorum Ordinum Generalium hic ipse Tractatus fuisse Consensum subsistendi & signatissimè; necessarium enim tam Caesare quam Regem Britannicam Majestatem pro allegando scopo qui praefato Tractu intenditur periculisque communi tranquillitatis opere visum est, ut Episcopi memorati Ordines Generales in praesentem quoque ac Societatem horum pactum veniant.

Articuli hic separatis eodem vim, &c.

DECLARATION touchant L'OOST-FRISE.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant en plusieurs occasions fait connaître à Sa Majesté Impériale & Catholique que dans l'intérêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur voisinage, & par conséquent dans la Province d'Oost-Frise, subsiste par les troubles, qui y sont survenus depuis quelques années, soit remis & conservé, leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dépendance, dont ladite Province d'Oost-Frise relève de l'Empereur & de l'Empire, ladite Majesté Impériale & Catholique, pour donner une nouvelle preuve aux Etats Generaux de son désir à leur complaire, ainsi que la justice le peut permettre, a bien voulu leur expiquer sur cette affaire ses véritables sentimens, & les faire par ce moyen des causes qu'ils paraissent avoir conçues; pour cet effet on n'a pu bête de leur déclarer par le présent Acte de sa part que son intention a toujours été, & est encore,

I. Que l'Amnistie qu'elle a très-gracieusement accordée à ceux d'Emblen & à leurs Adhérens, forte entièrement son effet, & qu'ainsi toutes les peines qui ont été décrétées contre ceux d'Emblen & leurs Adhérens, à cause de leur Rébellion, ne soient point exécutées, & qu'à l'égard de celui, qui depuis la très-précieuse acceptation de la soumission faite par ceux d'Emblen de leurs Adhérens, auroient déjà été exécutés, le tout soit remis dans l'état où il étoit avant que ladite soumission a été acceptée, c'est-à-dire, avant le 3. Mai 1729. sur ce qui sera dit ci-après sur la concurrence à l'indemnisation pour les pertes que ceux qui ont été pillés durant les troubles ont souffertes.

II. Sa Majesté Impériale & Catholique ayant très-

gracieusement permis par sa Résolution du 12. Septembre 1729, à ceux de la Ville d'Emblen, & à leurs Adhérens de débaire de nouveaux taxes Griets en ce qu'ils le croyent le plus par les Decrets des années 1721. de suivantes, touchant le fond des affaires, sur lesquelles ils ont eu des différends avec le Prince, & les leides Griets ayant été établis par après le 11. Novembre de la même année en toute soumission au Conseil Impérial Autrique, ladite Majesté a déjà ordonné par la très-précieuse Résolution ultérieure du 31. Août, que ces Griets soient examinés, au plus tôt que faire le pourra; & de la confiance voisine, comme il a été souvent déclaré, a toujours été, & est encore, qu'il soit décidé de statuer là-dessus en toute justice, subsistè qu'il sera possible, suivant les Accords, Conventions & Décisions, qui sont le droit particulier de la Province d'Oost-Frise, & qu'il soit aliquot dans les Lettres réversibles du Prince, passées & jurées à son avènement à la Régence; bien entendu néanmoins que tous les Accords, Conventions & Décisions entre de celles ne fussent être compris, qui ont été établis & annulées par les Augustes Prédecesseurs de la Majesté Impériale dans l'Empire, ou qui donnent atteinte aux Droits supérieurs de l'Empereur & de l'Empire sur la Province d'Oost-Frise. Et la Majesté Impériale & Catholique, pour mieux donner à connaître la très-précieuse intention d'abriter, autant que la justice le permet, l'intention des Griets de ceux d'Emblen & de leurs Adhérens, a déjà ordonné par sa Résolution du 31. Août de l'année présente, que dès que l'indemnisation sera faite à ceux, auxquels il convient de la faire selon la teneur de la Résolution surmentionnée, ces derniers ayant à y répondre au plus tôt une seule fois pour toutes; après quoi la Majesté Impériale sur l'avis de son Conseil Impérial Autrique remuera pour point à chaque plainte qui sera trouvée fondée dans les Accords cités ci-dessus.

III. Comme suivant la dernière Résolution de Sa Majesté Impériale & Catholique du 11. Août 1730. il a déjà été ordonné, que ceux de la Ville d'Emblen & leurs Adhérens, doivent être admis à l'Admission des Etats qui doit être convoquée pour délibérer sur les affaires qui sont de leur Compétence, la Majesté Impériale & Catholique tiendra la main à ce que cette Résolution forte son entier effet, & à ce que contre la teneur précédente de ceux qui ont été d'y assister n'en soit rien.

IV. A l'égard de l'indemnisation la Majesté Impériale & Catholique, qu'il soit fait un état des dommages qui selon la teneur de l'amnistie publiée le 11. d'Avron 1731. & de la Résolution du 12. de Septembre 1729. doivent être réparés par les Revenus; & que cet état leur soit communiqué pour aliquot que qu'ils trouvent à y redire; après quoi la Majesté Impériale & Catholique sera accommodée le dévot à l'amiable, ou si étant d'un accommodement décidés en toute équité de la forme, qui sera requise pour le dédommagement des pertes souffertes.

V. Sa Majesté Impériale & Catholique profite dans l'intention qu'elle a toujours eue d'avoir un soin particulier du payement des Intérêts des sommes que les Etats d'Oost-Frise de la Ville d'Emblen ont empruntés des Sujets des Provinces-Unies, comme aussi du remboursement du Capital, suivant la teneur des Obligations passées à cet égard.

ANNO
1731.

ANNO

1719.

tion, & offre présenter à la Commission des Gens, qu'ils ont mis dans la place de ceux qu'ils ont malicieusement déposés & qu'ils conforment des fusils vendus il aurroit dû établir dans leurs postes de Conseillers & de Membres des Quarante, ce qui est une résistance la plus opposée.

5. Il est expressément dit dans le Decret Imp. que non seulement les Magistrats & les Quarante, mais tous les individus, & par conséquent les Bourgeois de la Ville d'Emden se détachent dans la bourgeoisie & obéissance aux Decrets Impériaux, puisqu'ils ont été d'Emden n'y pas plus de Privilege que celles de Norden & d'Aurick, en sorte que les Bourgeois, ainsi que ceux de Norden & d'Aurick, comme les Membres de la Magistrature, doivent être soumis aux Decrets de l'Empereur & à la Souveraine Jurisdiction: ce qui est d'autant plus nécessaire que ces Bourgeois ont pour la plupart des biens immeubles dans les Bailliages du Prince. On trouve dans les *revelations* que la Ville d'Emden composait à la Diete du Pais où y soutient que toute Soumission faite par les Habitans lors de la Diete, *involuntaria*, faite à la Commission, soit au Prince, soit au Roi, & de nulle valeur. Mais le Decret Imp. du 10. Août 1714, regrettant expressément cette situation, & par conséquent enjoignant à chaque habitant du Pais de produire leur Déclaration d'obéissance; c'est sur ce principe qu'il fonde le *Constitutum* du 4. Oct. 1717, dont la subscription est à tous ceux des Individus qui veulent se déclarer par l'obéissance. Ce qui est d'autant plus nécessaire aux Bourgeois de la Ville d'Emden, puisqu'autrement les Magistrats établis représenteront le Peuple, lorsque les Bourgeois ne peuvent obéir aux ordres en eux décrets de l'Empereur ou du Prince, sans leur consentement & leur ordre. Ensuite que la subordination entre les Bourgeois & la Magistrature va si loin que les Bourgeois prêtent les ordres du Magistrat à ceux de l'Empereur & du Prince; ce qui est contradictoire à la relation qui est entre l'Empereur & le Prince; & particulièrement par rapport à ce dernier Article, avec le Decret Imp. du 3. Août 1717, adressé à la Ville d'Emden.

6. Cette réflexion a aussi lieu par rapport aux Habitans des Seigneuries d'Oderham, Bortum, Tarsum Widdowich, comme aussi Up- & Wothofen, où lesdits Magistrats jouissent des mêmes maximes contraires à tous ordres *inter Superiores & Inferiores*; & qu'ils ont subordonné à leur obéissance celle qu'ils exigent desdits Habitans contre les Decrets Impériaux & la volonté régée à leur manière. — Ce qui est encore contraire aux Decrets de l'Empereur. C'est pourquoi la Soumission & la Déclaration d'obéissance doit être exigée nécessairement de tous les individus desdites Seigneuries, puisqu'ils sont réellement convaincus qu'ils doivent obéir aux ordres de l'Empereur & du Prince préférentiellement à ceux des Magistrats d'Emden.

7. On doit encore faire une remarque importante par rapport à ces Seigneuries, savoir qu'en vertu de la Patente du 14. Mai 1718, la Commission a requis lesdits Seigneuries, délivrer les Habitans de leur obéissance envers la Ville d'Emden, & défendre expressément aux Ministres de recevoir ni ordres ni défenses des Bourgeois ou du Conseil d'Emden, ni même de faire mention d'eux dans les prières; Sequette qui est confirmé dans le Decret du 13. Sept. 1718. Donc c'est une révérence publique aux ordres de la Commission & aux Decrets Impériaux, que les Magistrats aient osé envoyer leur Soumission au nom des seules Seigneuries, de la possession desquelles ils sont privés.

Il Ajoutons que soient des avis dignes de foi nonobstant l'interdiction expresse de tous Conventicules, émanant dans les Decrets Impériaux, les Conventicules pourant à Emden dans la prétendue Commission fautive composée de Gens déposés de leurs Emplois, sur le revers tant défendu aux Puissances étrangères, qui continue encore, nonobstant que ce fut le premier Anicle par lequel la Soumission devoit s'expliquer. C'est pourquoi, les choses étant dans cette situation, nous demandons nom & de la part du Prince notre Maître, que la Soumission des Magistrats & du Conseil de la Ville d'Emden soit regardée *invalablement*, & ne soit point tout le maintien des Decrets de l'Autocratie Impériale & des Loix de l'Empire, & que véritablement rapport en soit fait en conséquence à la Cour Impériale. Nous sommes avec &c.

Resolution de Sa Majesté Impériale sur ladite Soumission.

Lundi le 12. Sept. 1719.

1. SA Maj. Imp. a déclaré le 3. de Mai dernier, pour des raisons importantes, la Soumission des Emdenois suffisante; en conséquence les joyeux des jour-là de l'effet de l'Amnistie publiée, & au cas qu'il y ait été contraire de la part de la Commission ou de celle du Prince, tout sera rétabli *in statu quo*, & comme si la chose n'étoit point arrivée.

2. Il est accordé *ex sapientissimo*, à ceux qui ont quelques Griefs à alléguer contre les Decrets du Conseil Autique de l'Empire & contre les Ordonnances de la Commission, & pour leur donner de nouvelles preuves de modération & de clemence, le terme de deux Mois, pendant lesquels ils pourront porter devant le Conseil Autique de l'Empire tous les Griefs particuliers qu'ils croiront avoir, mais à condition que s'ils ne le font pas, il n'y aura plus de délai à l'égard des Decrets seront exécutés.

3. Jamais ce n'a été l'Intention de Sa Maj. Imp. de comprendre parmi les Homicides exclus de l'Amnistie, que ceux qui seroient convaincus d'avoir en part à dessein à quelque Homicide personnel, & non pas ceux qui se seroient trouvés dans quelque tumulte où il y auroit eu du sang répandu.

4. Sa Maj. Imp. a approuvé ce qui a été proposé par les Députés des Habitans d'Obéissance l'indemnité des pertes qu'ils ont souffertes, & résolu que l'Examen de ces pertes sera continué, mais que l'Exécution sera suspendue jusqu'à ce qu'on ait sollicité & représenté à Sa Maj. Imp. de faire terminer cette affaire par un Accord à l'amiable pour éviter par ce moyen tout nouvel embarras & rétablir ainsi d'autant plutôt le repos public.

5. Il est ordonné à la Commission Subdéléguée de donner sur tout les folios à ce que les Officiers Hollandais soient payés présentement & à l'avance, de leurs Induits, suivant les obligations.

6. Les *seuils* mentionnés *Cajares Commissionis per Rejoignans*.

Signé,

E. E. V. GLANDORF.

Resolution plus étendue, de Sa Majesté Impériale.

1730.

Trois 30. Août 1730.

1. SA Majesté Impériale préfère ne rien changer aux 12. Points & Articles de la dernière Resolution du 12. Sept. 1719, & la Ville d'Emden & les Adherans ne soient pas considérer ladite Resolution comme si les Sentences Impériales exécutées avant le 3. de Mai 1719, étoient annulées par la production des Griefs & par l'Audience accordée à cet égard, avant qu'il ait été donné sur lesdits Griefs, mais on s'en rendra auxdites Sentences & à ce qui a été fait en conséquence, tant que l'on n'aura point d'autre Sentence sur lesdits Griefs; Sa Maj. Imp. ne voulant pas cependant qu'on envoie par-là ce qui a été faitement donné pour punition. (& non en voie d'essayer un meilleur,) & qui est entièrement annulé, conformément à l'Amnistie publiée, à l'exception expresse de ce qui est relatif à la Cause d'indemnité, par rapport à ceux qui y sont intéressés. Deplus il est encore expressément ordonné à la Ville d'Emden & à les Adherans de se régler à l'avenir sur leur propre Déclaration de Soumission & d'attendre tranquillement la Sentence définitive, de s'abstenir d'aucun recours aux Eschangers, & que leur a été si souvent défendu, de contribuer leur contingent dans les dépenses du Pais, de s'abstenir de toutes hostilités, & entreprendre qui ne conviennent pas, & par conséquent de rétablir dans leurs Emplois ceux qui en auroient été déposés pour avoir fait élever leur Soumission, & de ne les troubler ni inquiéter au moyen autre; les avertissant que ceux qui contreviendront à ceci ne pourront pas de l'Amnistie & en seront exclus.

D d a

D d a

ANNO

1730.

D'un autre côté Sa Maj. Imp. veut que prompt justice lui soit rendue sur les fraudes Griseis, à quelle fin lesdits Griseis feront les communications, au Prince d'Orléans & aux Etats voisins respectivement, aux effets dudit Office Barend Smid, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut subsister, & n'aient lieu que dans le cas de réparation des pertes.

Quant aux points qui ne sont pas exprimés dans les Sentences Impériales & aux Griseis particuliers des Embouteils contre le Prince, il n'en sera parlé dans une résumation particulière, (c'est de ne pas mêler les uns avec les autres) & il sera à cet égard rendu une prompte justice.

Au reste l'Agent du Conseil Autrique de l'Empire, Græve, produira dans 2. Mois un Plein-pouvoir de ses Principaux dressé dans les formes par un Nostre Imperial, & il ne lui sera pas permis, sous les peines déjà établies, de le nommer ni signer Procureurs des Etats d'Orléans, de même l'Agent Français produira un Plein-pouvoir accordé par ceux qui sont autorisés par lesdits Etats pour l'Administration des deniers publics.

Quant à la convocation pour affilier à la Diète du Pais, Sa Maj. Imp. accorde, par une faveur particulière, que la Ville d'Emden & ceux qui ne sont pas expressement exclus de l'Amnistie, soient réadmis à ladite Diète, mais ladite Ville, suivant la Soumission & les Décrets énoncés, paraît par avance le contraire qu'on s'en doit à la Caisse du Pais, & chacun des composans remettront aux Subdélégés une promesse par écrit de s'y conduire paisiblement & avec modération, bien entendu que ceux qui violeront cette promesse ne seront plus admis à la Diète.

Il Prince lui-même la Résolution impériale du 22. Sept. 1729. §. 2. Il est permis aux Embouteils & à leurs Adhérents de produire les Griseis qu'ils croient avoir contre les Décrets du Conseil Autrique de l'Empire, & pique, *ex superadditione*, par une faveur spéciale de Sa Maj. Imp. il leur est encore accordé un délai de 2. Mois pendant lequel ils pourront produire devant le Conseil Autrique de l'Empire tous lesdits Griseis qu'ils croient avoir, bien entendu que s'ils n'ont rien produit, il ne leur sera plus permis de le faire après ledit délai expiré, & lesdits Décrets seront exécutés.

Ainsi il est ordonné aux Agents du Conseil Autrique de l'Empire Græve & d'Orléans, de communiquer à présent au Prince d'Orléans & aux Etats voisins les Griseis qu'ils ont produits au nom de leurs Principaux, de plus la publication de ladite Résolution impériale, & il est ordonné audit Prince & Etat de produire au plus tôt leurs réponses, mais seulement sur les Articles spécifiés dans les Décrets & Résolutions Impériales, à ce qui est exigé d'eux respectivement dans cette Résolution Impériale.

III. Il sera expédié un Decret Imperial aux Etats d'Orléans par rapport aux sommes nécessaires, afin que suivant la proposition qui leur a été faite dans une Lettre des Commissaires Subdélégés du 13. Decemb. 1729. §. 3. soient ordonnés, sans délai, à ce que l'on enregistre & accorde les sommes nécessaires pour le besoin du Pais, & afin qu'ils ne manquent pas à donner par là des preuves de sincère intention & de leur Soumission aux Ordonnances très-gracieuses & Paternelles de Sa Maj. Imp. comme aussi de leur affection & attention aux avantages de leur Patrie & pour conférer le crédit, calcule que personne n'a occasion de se plaindre que l'on manque à une satisfaction raisonnable. Les Etats d'Orléans suivront au plus tôt cette bonne intention de Sa Maj. Imp. & en fourniront des preuves irréchutables dans deux Mois.

IV. Quant à l'Intendant Professeur des Salines d'Ulfke

Barend Smid, la Résolution Impériale est que puisque tout ce qui a été ordonné comme parvenu sera accompli, comme il est déjà dit, par rapport à ceux qui sont compris dans l'Amnistie, par conséquent l'arrêt mis sur les effets dudit Office Barend Smid, quoique mis le 3. Mai 1729. ne peut subsister, & n'aient lieu que dans le cas de réparation des pertes.

Au reste les Commissaires Subdélégés feront savoir à combien se montent les effets, & à combien environ monte l'on croira pour la réparation des Dommages, afin qu'il soit ordonné à combien de les Effets résulteront après l'arrêt qu'il doit contribuer à la Caisse d'indemnisation.

V. Qu'on à l'usage des Sauvegardes Impériales d'Orléans établi dans ce Pais pour maintenir la bonne Justice, la Déclaration Impériale, est-elle s'il arrivait que dans quelques disputes au Procès dépendant du Conseil de la Cour, le Prince refusi d'obéir aux Décisions qui ont été faites de Sermones (bien entendu que l'on n'entend, en aucune manière la Jurisdiction, les Privilèges du Prince, & ce qui concerne la Régence du Pais & la Police, conformément aux Loix de l'Empire & aux Ordonnances Impériales) dressées de tems en tems au Conseil de la Cour) la Sauvegarde Impériale sera obligée, comme il lui est ordonné par la présente, d'en faire l'exception à chaque fois, à la requête des Etats du Pais ou de leurs Députés ordinaires & après l'expéditive ordinaire de trois Lettres Missives.

VI. Il est répondu à Bernard Henri van Appel que la prise d'être compris dans l'Amnistie Impériale ne sera pas reçue; mais qu'il sera obligé, sans plus de délai, de se soumettre aux recherches à faire par les Commissaires Impériaux, & quand le Procès desdites recherches sera fini & que le rapport en aura été envoyé à Sa Maj. Impériale sera savoir la Résolution sur l'acquiescement de la peine.

VII. Quant à Rodolphe van Rheden il est déclaré que sans autre Procès de recherches, il aura part à l'Amnistie Impériale comme les autres Reuhen, mais sous condition expresse de s'obliger à contribuer aux indemnisations, & de promettre par avance aux Commissaires Subdélégés qu'ils exécuteront toujours fidèlement la Soumission.

VIII. Ado Terboog accorde d'avoir voulu acheter un nouveau tombeau, ainsi qu'il est approuvé aux Commissaires Subdélégés, est abattu & il n'en sera fait aucune autre recherche.

IX. Suivant la Résolution Impériale Levin van Wingerse sera encore cité & la citation lui sera infirmée dans les formes, avec ordre expresse de comparaitre, & de qu'il ne fait plus d'autres Résolutions contre lui par Contumace.

X. Sa Maj. Impériale a gracieusement résolu à l'égard de Hilde Baron de Wellendorp, que, vu les circonstances de la chose, dès-à-présent sera annulée la sentence faite le 16. Septembre 1729. au Receveur général de payer jusqu'à nouvel ordre audit de Wellendorp, rien de son Capital de 1000. Rind. qu'il a à prétendre suivant l'Affirmation expresse par l'Administration des Deniers Publics & toutes Procédures contre ledit Wellendorp restent suspendues & la peine de 10. Dalers à laquelle était condamné le Notaire Schepier lui est aussi remise.

XI. Il sera donné connaissance de tout ce que dessus par un Rescript aux Commissaires Impériaux avec ordre expresse de renvoyer au plus tôt, conformément à la Résolution Impériale, tous les Actes originaux qui leur ont été expédiés.

Enfin signé,

ARN. HEINE. VAN GLANDORFF.

FIN DE LA II. PARTIE DU TOME VIII.



ANT 1217943